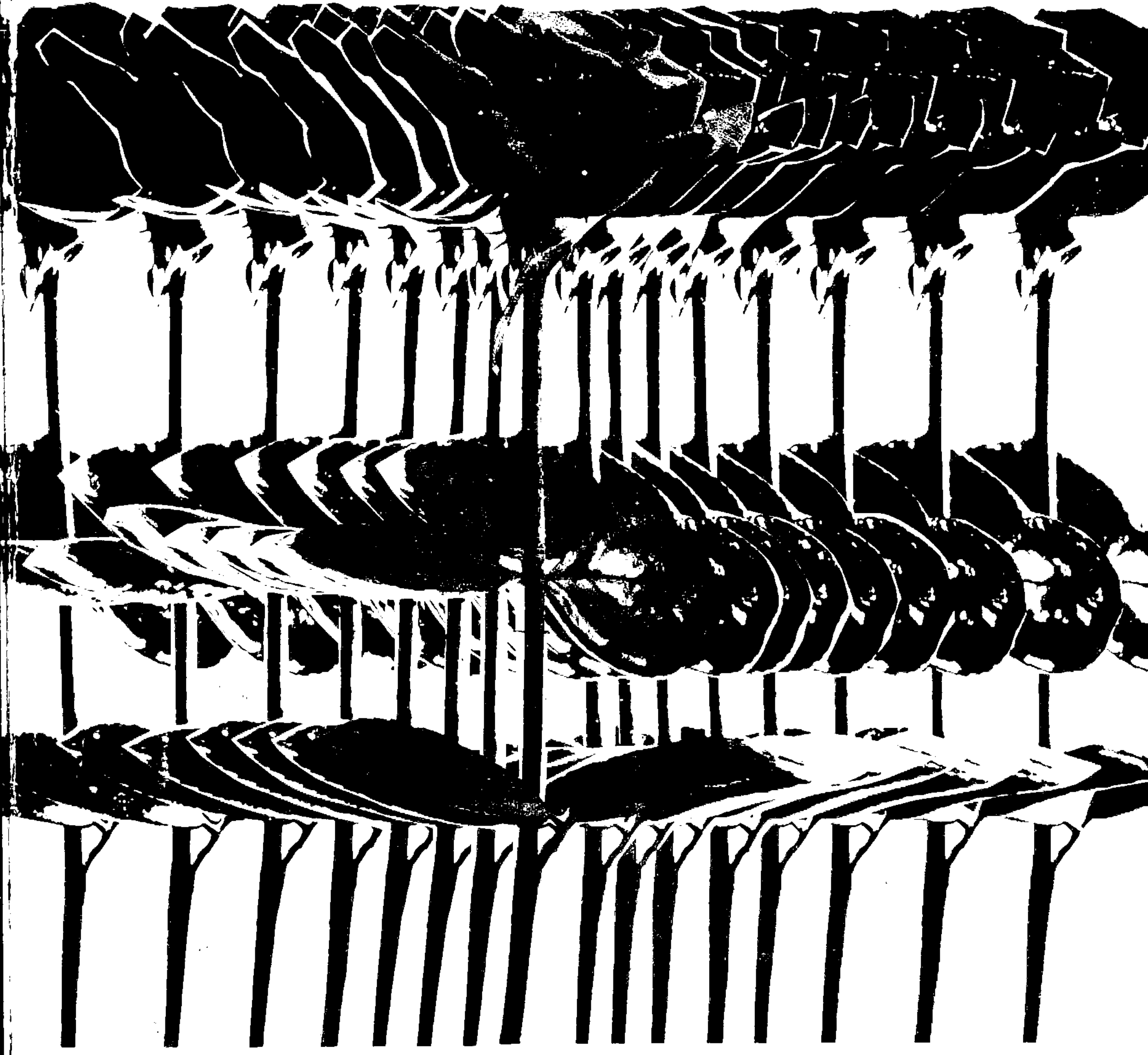
EDOUARD VAILLANT

LA CREATION DE L'UNITE SOCIALISTE EN FRANCE.

PAR JOLYON HOWORTH



edi / Syros

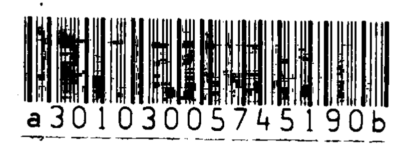
UNIVERSITY OF SUSSEX LIBRARY

UNIVERSITY OF SUSSEX LIBRARY

CLASSIFICATION
JN
2150
Fra
(How)

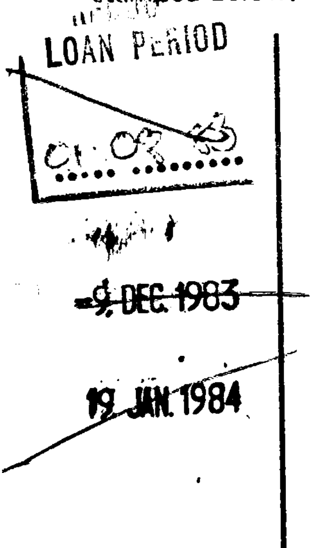
98-

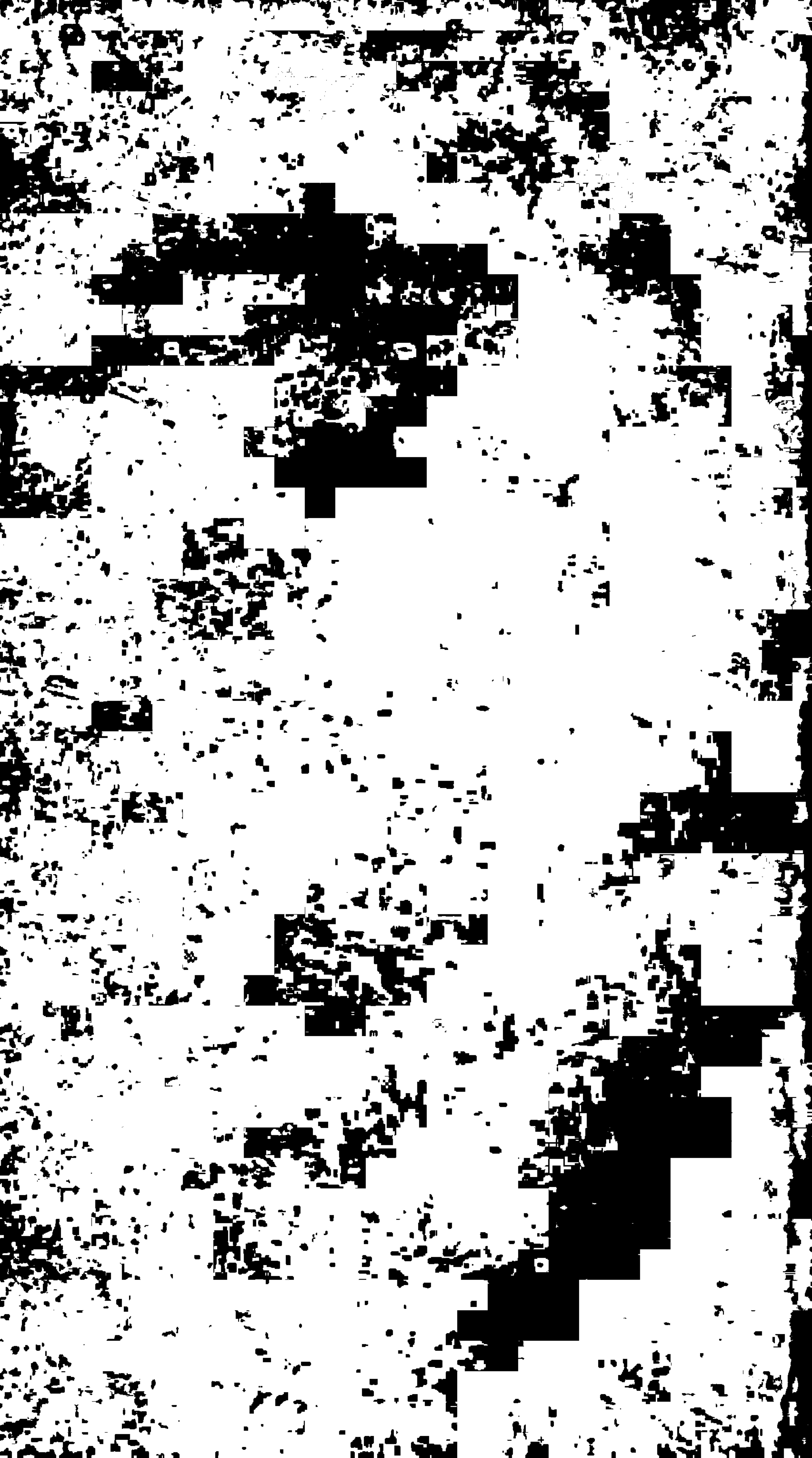
574519 0



UNIVERSITY OF SUSSEX LIBRARY

Please return this book as soon as you have finished with it, and in any case not later than the last date stamped below.





ÉDOUARD VAILLANT

La création de l'unité socialiste en France

*

* *

La politique de l'action totale

© Copyright by E.D.I.
Paris 1982
Etudes et Documentation Internationales
I.S.B.N. 2-85 139-071-6

Jolyon HOWORTH

ÉDOUARD VAILLANT

La création de l'unité socialiste en France

La politique de l'action totale

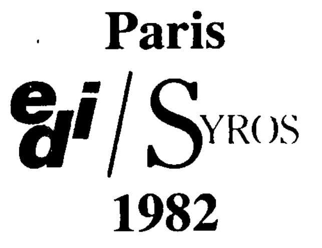
Préface de Madeleine REBÉRIOUX

*

* *

Ouvrage publié avec le concours
du Ministère de la Recherche et de l'Industrie

Paris



1982

DU MÊME AUTEUR

Edouard Vaillant, délégué au Bureau socialiste international : correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915)
Milano, Feltrinelli, 1976 (avec Georges Haupt)

Elites in France, origins, reproduction and power,
Londres, Frances Pinter, 1981 (avec Philip Cerny)

574519
Y

A la mémoire
de
Georges Haupt



« La pensée d'Edouard Vaillant représente
l'adaptation la plus parfaite du socialisme
scientifique à notre tempérament national. »

Jean JAURÈS

« Vaillant est sans contredit le plus savant
des socialistes français et peut-être des socialistes
européens »

Paul LAFARGUE

« Vaillant était le seul représentant encore en vie
des traditions du socialisme national français. [...]
La France, et surtout le socialisme français,
ont perdu encore un homme éminent »

Léon TROTSKY

« Edouard Vaillant était si profondément
pénétré de la pensée marxiste que jusqu'à
son dernier jour il demeura son plus savant
représentant en France. »

Jean LONGUET

REMERCIEMENTS

Celles et ceux qui m'ont aidé au cours de mes recherches sur Edouard Vaillant et le mouvement socialiste français sont trop nombreux pour être individuellement remerciés ici. Ces recherches m'ont amené dans des bibliothèques, des archives et des musées à Reading, Oxford et Londres, à Amsterdam, Milan et Anvers, à Paris et à Vierzon, à Madison et à Cambridge (Massachusetts). J'ai également pu avoir accès à certains fonds à Moscou. Que le personnel de toutes ces institutions qui m'ont si bien accueilli soit ici chaleureusement remercié. Je suis surtout particulièrement reconnaissant à Madame Denise Fauvel-Rouiff, de l'Institut français d'Histoire sociale, Messieurs Tristan Haan et Götz Langkau de l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Monsieur le professeur Giuseppe Del Bo de l'Istituto Giangiacomo Feltrinelli, Mademoiselle Colette Chambelland, du Musée Social, Monsieur Jules-Marie Guesde et Madame Sophie Vaillant-Bleustein.

Eric Cahm, feu Maurice Dommanget, Harvey Goldberg, le regretté Georges Haupt, Pauline Howorth, Madeleine Rebérioux, Jean-Paul et Nadia Socard-Broitmann ont joué un rôle important dans la réalisation de cette étude. Ils savent à quel point je leur suis redevable.

Le département de langues modernes de l'Université d'Aston, sous la direction du Professeur Dennis Ager, m'a généreusement accordé une subvention pour aider à la réalisation du texte français. Celui-ci est dû, pour une large part, à Marie-Christine Mouton qui a traduit la majorité des deuxième, troisième et cinquième parties de l'ouvrage. Quant aux autres parties, j'ai essayé, en les rédigeant moi-même en Français, de ne pas trop malmener une langue que j'adore, mais qui me reste, malgré de longues années de résidence en France, « officiellement » étrangère. Jean-Claude Sergeant a eu la gentillesse de veiller à l'harmonie stylistique de l'ensemble du texte que Sharman Lawrence et Christine Ketley ont dactylographié. Jean Risacher m'a beaucoup aidé à mettre au point le manuscrit définitif et les annexes. Enfin,

cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans le concours déterminant du Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

Que toutes ces personnes et institutions sachent que je leur suis fort reconnaissant de leur précieuse collaboration.

Quant aux erreurs d'interprétation historique, j'en reste, bien entendu, le seul responsable...

Jolyon HOWORTH.

Paris le 26 août 1982.

PRÉFACE

L'historiographie du socialisme français, on commence à le savoir, n'est pas une vieille dame. Malgré quelques précurseurs de génie – un Georges Duveau en particulier – elle ne compte guère que vingt printemps, trente au grand maximum. C'est en 1960 qu'un bulletin fondé par Jean Maitron, L'Actualité de l'histoire, *se mue en une revue,* Le Mouvement social, *si timide encore en sa prime jeunesse que, pendant trois ans, elle garde en sous-titre l'appellation de « Bulletin trimestriel de l'Institut français d'histoire sociale », un institut fondé en 1949 pour sauvegarder les archives françaises du mouvement ouvrier*[1]. *1960, c'est aussi l'année où vient au monde, plus modeste encore, le Bulletin créé par la Société d'Études jaurésiennes, fondée un an plus tôt et présidée par Ernest Labrousse. Instituts, bulletins, revues; voilà qui suppose des équipes. Et en effet, peu nombreuses au départ, celles-ci s'étoffent et recrutent de plus en plus parmi les chercheurs de formation universitaire, selon un rythme qui correspond à des travaux d'un type nouveau dont témoigne la soutenance des premières grandes thèses. Le premier monument édifié par Claude Willard est consacré aux guesdistes et donc à Guesde et, à travers livres et colloques, à travers le Bulletin qui porte son nom, c'est Jaurès qui fait l'objet du renouvellement bibliographique le plus ample et le plus régulier*[2]. *Si bien que les synthèses deviennent possibles : ainsi, après le petit volume de Michelle Perrot et Annie Kriegel, –* Le socialisme français et le pouvoir *– et celui de Claude Willard –* Socialisme et communisme français *– le gros chapitre du tome II de* l'Histoire générale du socialisme.

Même si, de façon très réductrice, l'on s'en tient aux figures de proue du mouvement pendant ces années où la société française est entrée dans le temps de la longue République et

---

1. Voir la synthèse qui ouvre le « Numéro 100 » du *Mouvement social* (juillet-septembre 1977).

2. Deux mises au point permettent d'en juger : les bibliographies françaises et internationales dont j'ai assumé la responsabilité dans les Actes du colloque *Jaurès et la Nation* publiés en 1965 par la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, et dans ceux du colloque *Jaurès et la classe ouvrière* publiés en 1981 par les Éditions Ouvrières.

de la nouvelle industrialisation, si l'on choisit par conséquent de n'évoquer ni les mezzo soprano, ni le peuple des obscurs et des sans grade auxquels le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français *– autre immense entreprise animée par Jean Maitron – a prêté sa voix, si l'on décide enfin d'entendre le mot socialisme au sens étroit du terme, celui qui triomphe lors du Congrès de Londres de la IIe Internationale de 1896 et qui exclut, en France, non seulement les anarchistes mais les syndicats, deux points forts apparaissent : l'apport précoce des historiens anglo-saxons – que l'on songe à Harvey Goldberg, et à David Stafford*[3] *– et le quasi oubli d'Édouard Vaillant, ce mal-aimé. Jaurès et Brousse, Guesde et Lafargue, et Péguy qui ne fut qu'un temps – court – socialiste, tous ont trouvé leurs historiens avant le vieux militant que les salles parisiennes, au début du XXe siècle, saluaient encore en criant « Vive la Commune ». Malgré le livre pionnier publié par Maurice Dommanget en 1956, il a fallu attendre la thèse de Jolyon Howorth pour que le père Vaillant, ce personnage quasi légendaire, mais auquel s'attachait une légende un peu refroidie, sorte de son cadre et nous rejoigne.*

Ce livre, attendu depuis longtemps, est fortement marqué par les orientations de la thèse dont il est né. Tout en s'attachant, à travers ses descendants, à retracer quelques aspects de l'homme, émouvants mais peu connus – ainsi le profond attachement qu'il vouait à une mère aussi «admirable», à sa manière de bourgeoise devenue, par amour pour son fils, sympathisante de la Commune, que Mathieu, le frère du capitaine Dreyfus – l'auteur n'a pas voulu en effet écrire une nouvelle biographie de Vaillant. Faut-il le regretter? Grâce à Claude Pennetier par exemple[4]*, l'implantation du socialisme dans le Cher, ce Berry où Vaillant, dès son retour d'exil en 1880, imposa la forte présence du Comité Révolutionnaire Central, est à présent bien connue. On saisit, à le lire, ce qu'eut à la fois d'exemplaire, d'original et d'adapté au moment et aux lieux l'établissement de l'hégémonie vaillantiste dans ce département à la fois ouvrier et paysan, où métallos et potiers jouxtaient bûcherons et vignerons, ce département républicain avec ardeur, et patriote. Dès mai 1885 les votes de*

3. H. GOLDBERG, *The Life of Jean Jaurès,* Madison, Univ. of Wisconsin, 1962; D. STAFFORD, *From Anarchism to Reformism, A Study of the political Activities of Paul Brousse, 1870-1890,* London, Weidenfeld and Nicolson, 1971.

4. Son livre vient de paraître : *Le socialisme dans le Cher, 1851-1921,* La Charité-Paris, Delayance – Maison des Sciences de l'Homme.

quelque vingt comités socialistes locaux placent Vaillant en tête d'une liste de candidats aux législatives représentative du mouvement réel et, parmi les six premiers noms, on trouve trois vaillantistes notoires. Quinze ans plus tard, en 1900, à Bourges comme à Vierzon-villages et Vierzon-ville, les grandes mairies reviennent aux disciples de Vaillant. Certes c'est son camarade Baudin qui organise le soutien aux dures luttes ouvrières locales de 1881, 1886-87, 1891-92 – elles ont donné une assise prolétarienne durable au Comité Révolutionnaire Central et à ses successeurs – et, à partir de 1885, Vaillant se consacre davantage à ses fonctions parisiennes qu'au militantisme berrichon : élu à la fois dans le Cher et à Paris, il a choisi, en 1884, de représenter le quartier du Père Lachaise au Conseil municipal de la capitale. Mais comment oublier que c'est à Vierzon et à Bourges qu'il a fait ses premières armes de socialiste au retour d'exil? C'est là que pour la première fois il a eu la possibilité de mettre en œuvre sa conception de « l'action totale ».

On perçoit assez bien, grâce aux travaux récents d'Alain Cottereau, de Peter Schöttler et de Michel Offerlé[5]*, ce que fut la participation de Vaillant au Conseil de Paris où il siégea jusqu'à la fin du siècle. Lors d'actions complexes comme celles qui aboutirent, en décembre 1886, à la création de la Bourse du travail et celles qui, dix ans plus tard, imposèrent, contre les projets du gouvernement et des grandes compagnies ferroviaires, un réseau métropolitain destiné à desservir le monde des petits ateliers et des boutiques de la capitale, les conseillers socialistes, Vaillant entre autres, s'illustrèrent avec éclat*[6]*. Et ses interventions personnelles revêtent d'autant plus d'intérêt qu'au début des années 1880 il fait partie des très rares élus socialistes parisiens dont les mains ne sont pas calleuses et qui manient avec compétence sinon la parole – ce ne fut jamais son fort – du moins la plume. S'il ne possédait pas de naissance l'éthos de classe, à la différence de l'ouvrier cantonnier possibiliste Alexandre Retiès qu'il ne battit que de cinq voix au premier tour des élections de 1884, il disposait dans son quartier, imprégné des souvenirs de la Commune, d'une*

5. A. COTTEREAU, « Les débuts de la planification urbaine,... : le mouvement municipal parisien », *Sociologie du travail*, 1970, n° 4; P. SCHÖTTLER, *Die Entstehung der « Bourses du Travail », Socialpolitik und französischer Syndikalismus am Ende des XIX. Jahrhunderts*, Frankfurt-New York, Campus Verlag, 1982; M. OFFERLÉ, *Les conseillers municipaux de Paris au début de la III^e République : des Communards aux Socialistes*, thèse, Paris I, 1978.

6. Ils sont d'ailleurs, sur nombre de ces points, associés aux radicaux.

tave Hervé à Jean-Richard Bloch. Mais le présent reste dominé par le tandem Jaurès-Vaillant.

Quel que soit son talent, voire son charisme, un leader politique n'est que peu de chose s'il ne dispose d'un ancrage qui lui soit propre : amis sur qui s'appuyer quand sonne l'heure du doute, ou tout au moins des hésitations, foyer militant où s'inscrit son effort, camarades dont il connait les passions et pressent les pulsions. Dans le parti, Vaillant et Jaurès disposent ainsi de zones distinctes de références. Pour l'ancien communard, l'homme qui avait connu Blanqui, l'élu municipal qui avait choisi Paris plutôt que Vierzon, pour le député auquel le XX^e^ *arrondissement resta fidèle de 1893 à sa mort, aucun doute : la Fédération de la Seine joue ce rôle. La réalisation de l'unité socialiste fait de Vaillant la clef de voute de ce milieu bouillonnant où les courants de gauche les plus divers, les plus radicaux, coexistent avec les tendances les plus droitières. N'est-ce pas là que se déroule la vie tumultueuse de la 42*^e^ *section où sont rassemblés les « groupes de jeunesse socialiste », toujours soupçonnés d'excessive turbulence et périodiquement rejetés hors du parti ? N'est-ce pas là aussi que l'emporte l'audience de ceux qui s'appellent les «insurrectionnels»? Groupés autour de* La Guerre Sociale, *antimilitaristes à tous crins, méfiants devant les « combines électorales », ils ont certes quelque appui en province, surtout dans l'Yonne, terre d'adoption de leur «général» Gustave Hervé, mais c'est sur le pavé parisien surtout qu'ils s'agitent. Et c'est là aussi que les « socialistes ouvriers » du* Mouvement socialiste *discutent régulièrement, pendant un temps, avec quelques têtes pensantes du syndicalisme*[7] *: de ce côté voici Boulay, Bruckère et Dormoy; du côté de* La Guerre, *Perceau et Jobert, Jobert qui, en 1908, est porteur au Congrès de Toulouse de la motion antiparlementaire votée par la 13*^e^ *section*[8]*, celle que Jaurès aura quelque mal à intégrer dans le texte final. Mais « la Seine » c'est aussi la Fédération de Paul Aubriot et d'Albert Thomas, ces pivots du réformisme, et celle où le « groupe des normaliens socialistes » impulse, aux marges du Parti, les* Cahiers du socialiste, *dont les réflexions, étrangères aux tensions de classes, se réclament surtout de la sociologie durckheimienne.*

Cette fédération, la deuxième du Parti après la puissante

---

7. Voir les documents produits par Marion DE FLERS lors de son intervention au colloque sur George Sorel (1892) dont les Actes doivent paraître.

8. Employé du Gaz, JOBERT est un militant de l'Yonne qui assure de fait la liaison entre les deux départements.

machine du Nord, témoigne d'ailleurs d'une grande vitalité : à Toulouse en 1908, elle dispose du huitième environ de tous les mandats et de plus du sixième lors du Congrès d'Amiens en janvier 1914. Sans son appui, le Parti est ingouvernable. Or Vaillant, qui y est fort aimé, excelle à exprimer les voix d'en bas d'une cité et d'une proche banlieue où les travailleurs des vieux métiers côtoient en nombre toujours plus grand employés et ouvriers de la grande industrie. De ce point de vue, le discours qu'il prononce à Toulouse – congrès crucial où s'est jouée la survie de la jeune S.F.I.O. – est un modèle, traditionnellement éclipsé, à tort, par l'éclat du discours jaurésien : « Au lieu de nous abstraire de la réalité sociale vivante, s'écrie-t-il, il faut y entrer activement... Toute notre tactique est de vivre avec la classe ouvrière, d'agir avec elle, d'en être entendus, de comprendre son idée, de la réaliser par notre politique »[9]. Ces paroles répondent à la sensibilité de gauche dominante à cette date dans la Fédération. Elle permettent à Jobert et à ses amis de ne pas se trouver rejetés au plan national dans l'isolement où non seulement les guesdistes mais les militants comme Groussier et Sembat souhaitaient les enfermer[10] et de voter finalement la motion de synthèse rédigée par Jaurès. Assurer l'unité de « la Seine », tel est, entre 1905 et 1914, un des objectifs que le vieux Vaillant se garde à chaque instant d'oublier.

Et Jaurès? Sa force lui vient, territorialement parlant, de la Fédération du Tarn qui, riche en 1908-1910 de 1 650 membres, compte alors trente-trois sections. De cette Fédération assez diversifiée – les guesdistes dominent dans le Castrais, et Gaillac élit en 1910 un socialiste, Jean Savin, propriétaire foncier non négligeable –, Carmaux, dont Jaurès est l'élu, reste le cœur et comme le foyer de diffusion du socialisme. La Fédération y a son siège, son imprimerie, son journal, Le Cri des Travailleurs, *et, de 1898 à sa mort en 1908, un secrétaire remarquable, Jean Roché, instituteur révoqué pour cause de militantisme. Le Comité fédéral pour sa part est dirigé par une majorité d'ouvriers mineurs. Jaurès ne limite pas ses rapports avec «sa» Fédération aux comptes rendus de mandat et aux interventions parlementaires proches de l'attente des mineurs de Carmaux. Il s'attache à convaincre la Fédération de la pertinence de ses initiatives politiques et à établir avec elle les*

9. Parti Socialiste S.F.I.O., *compte-rendu du V^e^ Congrès national, tenu à Toulouse (15-18 octobre 1908)* pages 155 et 168.

10. D'après les notes prises par SEMBAT pendant le congrès et publiées dans le *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes* janvier-mars 1979.

motions sur lesquelles on compte dans les congrès nationaux : ainsi à Limoges, en novembre 1906, où, à propos des rapports entre parti et syndicats, la motion du Tarn obtient, de justesse, la majorité contre une motion guesdiste. Il s'agit moins pour lui d'apaiser des tensions qui aggraveraient la division socialiste que de renforcer ce contact et presque cette osmose entre sa personne et des militants qui lui sont profondément dévoués.

Sa force directe cependant ne lui vient pas que de cette Fédération tout juste moyenne, si l'on s'en tient au nombre des mandats dont elle dispose. Il s'appuie également sur L'Humanité, *dont il reste le directeur politique lors même que les diverses tendances y acquièrent plus explicitement droit de cité et que le Parti en devient le principal actionnaire*[11]. *Il prend appui aussi sur des cercles d'amis qui semblent d'ailleurs se réduire au fur et à mesure que s'aiguise la nouvelle bataille politique : un salon comme celui de la marquise Arconati-Visconti, une dreyfusarde fortunée, fille d'un des proches de Gambetta, lui est fermé définitivement en 1913, au terme d'un lent processus de rupture*[12] *et, dès 1905, des hommes comme Lucien Herr et Léon Blum, hostiles semble-t-il aux choix dont il assume la responsabilité en direction de la C.G.T., s'éloignent politiquement tout en lui gardant leur amitié personnelle*[13].

Il n'est cependant pas possible de jauger les rapports entre Vaillant et Jaurès à la seule aune de leurs « bases rouges » et des tactiques différentes qu'elles étaient susceptibles d'engendrer. Chez les deux leaders, les perspectives même diffèrent, et les visions du monde. Qu'ils fussent tous deux philosophiquement monistes, comme Jaurès l'avait écrit dans un article célèbre[14], *ne change rien à l'affaire. D'abord parce que à l'évidence, il ne s'agissait pas de même monisme : l'existence d'une « essence humaine » antérieure à l'histoire et à laquelle sont associées des exigences spirituelles que l'homme tente, au cours de l'histoire, de retrouver, ce problème, essentiel pour Jaurès, ne tourmentait guère Vaillant. Puis, cette façon de*

---

11. Cf. deux articles que j'ai publiés dans le *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes* en juillet-septembre 1974 et octobre-décembre 1975.

12. Cf. Gérard BAAL, « Jaurès et la marquise Arconati-Visconti », *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes,* avril-juin 1979.

13. Cf. ma communication au colloque « Léon Blum et la culture » (nos 10-11 de la *Nouvelle Revue Socialiste,* 1975).

14. J. JAURÈS, « La philosophie de Vaillant », *La Petite République,* 8 janvier 1901.

légitimité supérieure liée au rôle en somme exemplaire, et déjà unitaire, qu'il avait joué en 1871.

Donc, pas de regrets. Jolyon Howorth, en écrivant ce livre, s'est donné un objectif précis : non pas opérer la synthèse de ce qu'on peut savoir aujourd'hui sur Vaillant, mais, s'intéresser à sa philosophie politique. Servi par sa connaissance à la fois de la gauche contemporaine et du tournant du siècle, cette époque matricielle, il a repéré ce qui peut en somme assurer la présence parmi nous du plus ancien des grands leaders des premières organisations socialistes françaises. Qu'on n'oublie pas en effet que si Guesde, né en 1845, n'avait que cinq ans – et Brousse quatre ans – de moins que Vaillant, ces quelques années ne sont pas négligeables. Et surtout, avec Jaurès qui vient au monde en 1859, c'est vraiment une nouvelle génération socialiste qui s'épanouit à la fin du siècle. Au reste Jaurès le savait bien qui, dès qu'il eût rejoint le peuple des militants, ne cessa de manifester un grand respect pour les options d'Édouard Vaillant. Il n'estimait pas seulement en lui l'homme d'âge et d'expérience, mais davantage encore celui qui avait vécu les années, à ses yeux étranges, de l'Association Internationale des Travailleurs et de la Commune. Certes cette vénération se teinta toujours de quelque inquiétude : comment les hommes qui étaient venus au socialisme au temps des «sectes», comme il disait, pouvaient-ils s'accomoder des horizons plus larges ouverts par l'avènement de l'âge industriel et par la République? Mais il eut toujours en même temps le sentiment que quelque chose chez Vaillant l'empêchait de se figer dans une vision étroite forgée pendant sa jeunesse. D'une certaine manière c'est ce sentiment que Jolyon Howorth s'emploie ici à conforter en démarquant fortement le roi Édouard de son image de blanquiste. Il le rattache à la tradition marxiste dont la marque, on le sait, ne fut pas très puissante sur la France socialiste républicaine. Interpellé en même temps par les mystiques républicaines, il s'efforce d'en cerner la signification chez Vaillant, porte-parole s'il en fut de la "Sociale". Conscient enfin de la prépondérance détenue dans la S.F.I.O. par la propagande en vue du recrutement des hommes et de la collecte des voix, il présente en Vaillant le défenseur de l'action totale. Une préface n'a pas pour mission de paraphraser le texte qu'elle est censée introduire : pour savoir ce que Jolyon Howorth veut dire sur Vaillant, qu'il connaît mieux que quiconque, lisez Howorth!

J'aimerais en revanche mettre l'accent sur quelques points à propos desquels il semble possible de prolonger les analyses

de l'auteur. Est-il possible par exemple, entre la création de la S.F.I.O. et la grande guerre, de comparer les perspectives ouvertes par Vaillant et par Jaurès ainsi ainsi que leurs modes d'intervention dans le Parti? Ces dix années se prêtent à cette confrontation. Non seulement en raison de la brièveté du moment, mais aussi parce que les deux hommes sont alors au point le plus chaud de leur collaboration. Seuls représentants de la S.F.I.O. au Bureau Socialiste International, choisis comme tels justement parce qu'ils venaient de deux regroupements socialistes différents – le Parti socialiste de France pour Vaillant, le Parti socialiste français pour Jaurès –, ils se consultent avant toute démarche à faire au nom du parti unifié, s'efforcent, sans grand mal, de « parler d'une même voix », et donnent souvent le sentiment d'une manière de répartition des rôles. Leurs pratiques d'entente ne se limitent pas à la politique internationale. A propos des relations du parti avec la C.G.T., rendues particulièrement épineuses par la création de la S.F.I.O. supposée porteuse d'un renforcement immédiat de l'organisation politique, et par la progression du syndicalisme révolutionnaire, cet autre socialisme, les deux hommes défendent publiquement le droit à la totale indépendance d'un mouvement syndical dont les objectifs fondamentaux sont eux aussi socialistes. L'unité enfin, celle du parti comme celle du mouvement ouvrier entendu au sens large, ils se considèrent comme en en étant les promoteurs privilégiés : leurs interventions dans les congrès, qui visent généralement à la synthèse, en portent témoignage.

Les deux leaders ne se distinguent-ils donc que par leur âge, leur caractère et leur passé? La question mérite d'autant plus d'intérêt que Guesde, prématurément vieilli, manifeste une moindre activité politique et que la sclérose des membres de son ancien parti, malgré l'émergence de quelques jeunes-turcs comme Marcel Cachin et l'adaptation aux temps nouveaux de quelques autres, ainsi Compère-Morel, ôte de son intérêt à toute confrontation dont il serait le principal partenaire. La chose est encore plus nette pour Brousse, dont le courant, associé au monde des vieux métiers parisiens, ne représente plus grand chose et qui va d'ailleurs mourir au début de 1912, et même pour Jean Allemane, l'ouvrier typographe socialiste et syndicaliste qui ne se sent pas très à l'aise dans la S.F.I.O. L'avenir appartient, pense-t-on alors, aux hommes nouveaux qui se lèvent dans le parti, de Jean Longuet à Hubert Lagardelle, d'Hubert Rouger à Renaudel, de Gus-

s'insérer dans la philosophie universitaire du tournant du siècle – monisme, dualisme – renvoie aux contours d'une rhétorique plutôt qu'aux sources d'inspiration d'une pratique et d'une pensée. Or ce sont ces sources qu'il importe d'approcher.

*Deux hommes de culture sans aucun doute, et d'une culture moins dissemblable qu'on aurait pû l'attendre d'un médecin rompu en sa jeunesse aux pratiques scientifiques et d'un normalien littéraire. Dans l'hommage qu'il rendit à Vaillant, au lendemain de sa mort, dans l'*Humanité *du 19 décembre 1915, Gustave Rouanet, proche ami de Jaurès, en a porté témoignage : « Ingénieur et médecin (Vaillant) était de plus un lettré de goût sûr et délicat, un amateur d'art averti. J'ai entendu quelquefois Vaillant et Jaurès discuter sur les qualités littéraires de certains classiques ou sur la valeur de certains peintres ». Tous deux admiraient, dans l'Allemagne contemporaine, la littérature et la musique : qu'on songe à la passion de Vaillant pour Wagner et aux conférences prononcées par Jaurès sur Nietzsche, en février 1902, ainsi qu'aux nombreux ouvrages nietzschéens qui figuraient dans sa bibliothèque*[15]*; et l'on peut penser qu'avec le jeune Jean Longuet, Vaillant fut de ceux qui aidèrent Jaurès à découvrir la force des traditions libérales anglaises. En outre l'Internationale socialiste témoigne fortement, pendant ces années, de l'élargissement du milieu nourricier qui leur est commun. Pour ne prendre qu'un exemple, on voit, au fil des rapports mensuels du secrétariat du B.S.I., entre 1905 et 1907, non seulement la Roumanie, mais le Canada et le Parti socialiste de Cuba solliciter leur affiliation cependant que des messagers de l'Internationale préparent – préalable nécessaire – l'unification des groupes d'Afrique du Sud et d'Australie, et que le Chili et la Bolivie entrent en piste. La vieille Europe est débordée de toute part, même si les grands partis européens – S.P.D. et S.F.I.O. – continuent de rivaliser pour le leadership. Et les documents publiés à l'occasion de chaque congrès international soulignent, jusqu'à la guerre, la continuité de ce mouvement*[16]*.*

Et pourtant – l'âge y est peut-être pour quelque chose – les horizons de Jaurès s'ouvrent sans nul doute davantage que ceux de son compagnon sur les nouveaux apports du vivace

---

15. Cf. Donato LONGO, *La philosophie de Nietzsche et le socialisme français, 1890-1914,* maîtrise, Université de Paris VIII 1981.

16. Ces matériaux sont aujourd'hui accessibles grâce aux rééditions réalisées par les Éditions Minkoff, à Genève, sous l'intitulé « Histoire de la IIe Internationale ».

aujourd'hui. Comment ne pas être frappé de cette manière de déplacement vers le culturel qu'il opère pendant ces années, et de la manière dont se renouvelle alors son approche des civilisations? A la terre de son Occitanie, à la culture gréco-romaine qui nourrissait son langage oratoire, à la communauté de rêve et de vision qu'il affirma souvent avec Victor Hugo, voici que s'ajoutent de nouveaux thèmes associés à de nouveaux espaces. A l'heure où le partage du monde s'achève avec la main mise française sur le Maroc, Jaurès s'éloigne de la longue confiance qu'il avait placée dans le rayonnement territorial de la France des Droits de l'Homme : il accepte ou déchaîne contre lui les haines les plus vives, il assume de douloureuses ruptures personnelles. Mais ce n'est pas pour opérer un repli hexagonal qu'il brise avec les incantations autour des bienfaits probables de la plus grande France. Et ce n'est pas non plus du côté du pittoresque et de l'exotique – deux marchandises qui se vendent en cette extrême fin du XIX*e siècle – que se situent les valeurs nouvelles qu'il découvre.*

Ainsi, en Amérique latine, où il fait pendant l'été 1911 une tournée de conférences. Le pivot, c'est l'Argentine où sa présence avait été sollicitée depuis plusieurs années : il parle aux Argentins de la guerre et de la paix, de l'immigration européenne, de la nécessité mondiale du socialisme, mais aussi d'un de leurs plus grands penseurs, Alberdi, et de son intégration à l'histoire du pays, ce « drame classique d'une impressionnante beauté ». Que l'Amérique et l'Europe puissent communiquer librement et servir ainsi la cause de la civilisation mondiale, voilà ce qu'il attend de ce voyage. Mais il attend peut-être davantage encore des « races jusqu'ici inertes ou qui le paraissaient, qui semblaient, pour nous, à travers notre tourbillon d'agitations européennes, couchées dans un sommeil éternel, et qui maintenant se réveillent, réclament leurs droits, affirment leur force : races de l'Afrique, races de l'Asie[17] ». Davantage? Oui, dans la mesure où leurs traditions diffèrent plus fortement des nôtres. C'est au nom de la splendeur de « la civilisation arabe » qu'il appelle les Français à regarder autrement la Tunisie et l'Algérie. C'est au nom de l'apport de la Turquie, cet ardent creuset, pourrait fournir aux civilisations européennes qu'il appelle, pendant les guerres balkaniques, à ne pas exclure de la péninsule les restes de l'Homme malade. Et s'il connait moins bien la Chine, il en

17. Discours prononcé à la Chambre le 28 juin 1912, au moment de la ratification du Traité de protectorat.

salue de la même manière la traditionnelle grandeur et le renouveau. Cette universalisation par reconnaissance des pluralismes culturels esquisse une des voies vers la civilisation future. Certes Vaillant, au nom du refus marxien de faire bouillir les marmites du lendemain, continue-t-il de s'opposer à toute représentation constituée de l'avenir[18]. *Mais Jaurès, lui, au delà de la routine des congrès n'oubliait pas les promesses qu'il avait formulées dans ce sens à plusieurs reprises. Mais le temps lui manqua pour réaliser les ouvrages dont, quelques mois avant sa mort, il évoquait la possibilité : « Sur l'apport des diverses races à l'œuvre commune, sur les conditions de la collaboration future de tous les peuples » etc.*[19]

L'espoir et la volonté de promouvoir une nouvelle civilisation se renforcent en raison du mépris qu'inspirent la crise des sociétés européennes et celle de la culture bourgeoise, devenue en France particulièrement mondaine et frivole, l'approche aussi, inégalement pressentie, de la tragédie. Pendant les années qui précèdent immédiatement la guerre, il s'agit même d'un des thèmes très rares sur lesquels sont susceptibles de se rencontrer des hommes aussi différents qu'un Charles Andler, universitaire connu, classé à la droite du parti, qui rompt avec Jaurès – et Vaillant, donc – en 1913 au terme d'une pénible polémique sur la social-démocratie allemande, un Charles-Albert proche de La Guerre sociale, *qui transite alors de l'anarchisme vers la S.F.I.O. et un jeune agrégé, Jean-Richard Bloch, secrétaire en 1910 de la Fédération de la Vienne, ami de Roger Martin du Gard avec qui il discute longuement de leurs deux romans,* Jean Barrois, Et Cie.... *A travers* La civilisation socialiste, *leçon de clôture professée en juin 1910 à l'Ecole Socialiste par Andler et publiée deux ans plus tard dans la collection d'Albert Thomas « Les documents du socialisme » comme à travers la brochure de Charles-Albert,* Le Socialisme révolutionnaire, *parue au printemps 1911, et la petite revue,* L'Effort *– elle va devenir* L'Effort libre[20] *– éditée par Jean-Richard Bloch à Poitiers puis à Paris depuis 1910, les voix qui s'élèvent fraternissent dans l'attente d'un monde nouveau et robuste, éloigné des fal-*

---

18. Cf. son intervention, le 17 août 1907, lors de la deuxième conférence interparlementaire socialiste.

19. Lucien LÉVY-BRUHL, *Jean Jaurès, Esquisse biographique,* Rider, 1924, page 123.

20. Cf. la préface de Jean ALBERTINI à *Avez-vous lu Jean-Richard Bloch?,* Éditions sociales, 1981.

sifications mesquines et petites bourgeoises. Il y a là comme un grand élan que la guerre a brisé.

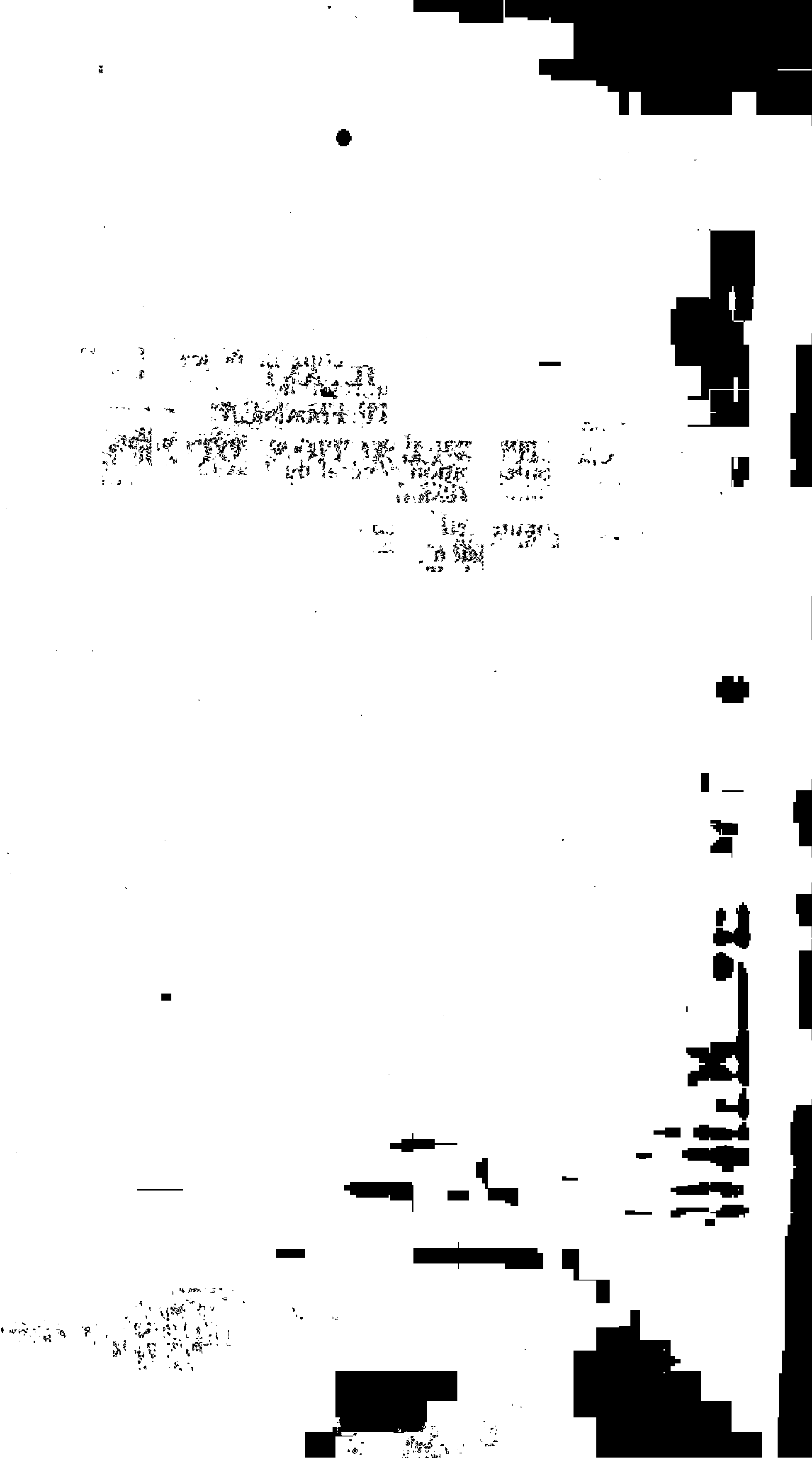
Un grand élan, mais, sous jacentes, de profondes divisions. Civilisation socialiste *dit Charles Andler, civilisation* révolutionnaire *disent d'un commun accord Charles-Albert et Jean-Richard Bloch. Etre socialiste, écrit Andler « c'est avoir passé par une régénération intérieure totale », c'est produire, en place de la démocratie décomposée, une nouvelle « morale des producteurs ». Oui, dit Jean-Richard Bloch, peu disposé d'ailleurs à rejeter la « tradition démocratique », mais à condition de regarder « l'organisation du prolétariat » comme le lieu où se construit cette morale et de formuler la nécessité d'une collaboration égalitaire entre ouvriers et intellectuels. En somme, la civilisation socialiste selon Andler se rattache à la foi sociologique si forte chez les normaliens socialistes, tous plus ou moins fils de Durckheim. La civilisation révolutionnaire, selon le cœur de Jean-Richard Bloch, naîtra du rapprochement de l'aile avancée de la CGT, celle qui se reconnait depuis 1909 dans la* Vie Ouvrière *et de la nouvelle S.F.I.O., devenue point de rassemblement pour nombre de jeunes intellectuels.*

Qu'est-ce dont que le socialisme français à la veille de la guerre? Il serait commode de répondre selon une ligne dichotomique : d'un côté un parti où s'ouvrait l'ère de l'unité sans tendances, un parti apte, par dessus tout à étendre sur le corps électoral français la « tache rose » de 1910 pour qu'en 1914, nettement rougissante, elle regroupe plus d'un million d'électeurs; de l'autre une organisation capable d'animer contre la guerre de vrais mouvements de masse et de se rapprocher, tous tabous brisés, de la C.G.T. ouvrière. La réalité est plus complexe : Vaillant, le plus ardent défenseur de la grève ouvrière contre la guerre, est aussi un électoraliste fervent et un patriote qui, aux premiers jours de la guerre va se rallier à l'Union sacrée; l'élaboration d'une autre culture nationale est attendue par de nouveaux et d'anciens militants cependant que, assez solitaire sur ce point, Jaurès s'avance vers un universalisme pluriel. Les reclassements futurs sont en germe assurément dans les débats et les pratiques des années 1905 à 1914. Mais que de temps encore pour y parvenir, que de morts et en somme que d'histoire !

Madeleine REBÉRIOUX.

TABLE DES SIGLES

A.C.R.	Alliance communiste révolutionnaire
A.I.T.	Association internationale des Travailleurs
A.P.P.	Archives de la préfecture de police
A.S.R.	Alliance socialiste républicaine
B.S.I.	Bureau socialiste international
C.C.V.A.	Comité central des vingt arrondissements
C.G.T.	Confédération général du Travail
C.R.C.	Comité révolutionnaire central
C.C.S.R.	Comité central socialiste révolutionnaire
C.A.P.	Commission administrative permanente
F.N.B.T.	Fédération national des Bourses du Travail
F.N.S.	Fédération nationale des syndicats
F.P.T.S.F.	Fédération du Parti des travailleurs socialistes de France
F.S.I.	Fédération des socialistes indépendants
F.S.R.	Fédération des socialistes révolutionnaires indépendants
F.T.S.F.	Fédération des travailleurs socialistes de France
I.F.H.S.	Institut français d'Histoire sociale
I.I.S.G.	Internationaal Instituut voor sociale Geschiedenis, Amsterdam
P.C.	Parti communiste
P.O.	Parti ouvrier
P.O.F.	Parti ouvrier français
P.O.S.R.	Parti ouvrier socialiste révolutionnaire
P.S.	Parti socialiste
P.S.D.F.	Parti socialiste de France
P.S.F.	Parti socialiste français
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.P.D.	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
U.F.	Union fédérative
U.S.R.	Unité socialiste révolutionnaire



INTRODUCTION

EDOUARD VAILLANT
ET LE SOCIALISME FRANÇAIS
LE TACTICIEN DE L'ACTION TOTALE

Sur l'éclatante toile de fond du mouvement socialiste français entre la Commune de 1871 et la Première Guerre mondiale, deux silhouettes de premier ordre se détachent au détriment de toutes les autres : celles de Jean Jaurès et de Jules Guesde. Le génie universel du premier, qui alliait des talents intellectuels hors du commun avec un sens étrangement profond de la réalité politique, et dont l'éloquence inégalée allait de pair avec une compréhension profondément humaine des problèmes quotidiens rencontrés par le « commun des mortels », lui assure une permanence, une place de choix dans les sphères les plus hautes de la recherche historique. Quant à Jules Guesde, un certain nombre de facteurs contribuent à garantir un intérêt durable pour sa carrière politique : sa réputation – méritée ou non – de père fondateur du marxisme français, son style magnétique propre d'homme politique, et le fait qu'il réussit à mettre sur pied en France le premier parti politique de portée véritablement nationale. Les biographies et les études historiques concernant Jaurès et Guesde sont aussi abondantes que rares celles concernant les autres chefs de file du mouvement socialiste français. Il existe en anglais une étude sur Paul Brousse, et en français, la biographie d'Edouard Vaillant par Maurice Dommanget[1].

Pour ce qui est de Vaillant, il est particulièrement dommage que Jaurès et Guesde aient pour ainsi dire monopolisé

1. David STAFFORD, *From Anarchism to Reformism. A Study of the Activities of Paul Brousse*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1971 ; Maurice DOMMANGET, *Edouard Vaillant, un grand socialiste, 1840-1915*, Paris, La Table Ronde, 1956.

l'intérêt des historiens. Si ce n'était la biographie de Dommanget, il ne serait aujourd'hui guère plus qu'un personnage obscur et vaguement marginal du socialisme français, considéré à tort par tout le monde comme «blanquiste». Et pourtant aux yeux de la classe ouvrière française et des militants de la Deuxième Internationale, Vaillant se situait très nettement à égalité avec Guesde et Jaurès et était le candidat tout trouvé pour le troisième siège d'un éventuel triumvirat socialiste.

La phase active de la carrière politique de Vaillant fut plus longue que celle de Jaurès ou de Guesde. Ses amis comme ses ennemis reconnurent le rôle incomparable qu'il joua dans la création de l'unité socialiste : lorsque, après le « Congrès de l'Unité » qui se tint à Paris en avril 1905, tous les grands chefs du socialisme, pour la première fois peut-être, s'assirent côte-à-côte à la même tribune, ce fut Edouard Vaillant qui fut unanimement acclamé comme président. En outre, la contribution de Vaillant aux travaux de la Première et de la Deuxième Internationales fut plus prolongée dans le temps ou de plus grande envergure que celle d'aucun autre socialiste européen. Sa vie et son œuvre coïncident, du début à la fin, avec la période «classique» du socialisme européen qui commença avec la fondation de la Première Internationale en 1864 et finit avec l'échec de la Deuxième en 1914. Et malgré tout, il reste plus ou moins inconnu.

A cela, il y a trois raisons principales. Tout d'abord, il y a que, bien contre le gré de Vaillant lui-même, il fut étiqueté comme blanquiste. Son rôle dans la Commune de 1871, ainsi que pendant ses années d'exil ses rapports avec les blanquistes domiciliés à Londres, contribuèrent à lui donner une réputation de vieux lutteur du style de l'"Enfermé". De plus, sans doute n'est il pas indifférent que le premier ouvrage sur Vaillant ait été écrit par Maurice Dommanget. Car, indépendamment de l'érudition immense de cet historien, et indépendamment du fait que Dommanget lui-même remet en cause l'étiquette de «blanquiste» dans le cas de Vaillant, Dommanget est avant tout l'historien du blanquisme. Les historiens du socialisme français, en se fondant sur le livre de Dommanget, ont perpétué cette légende. Ainsi dans tous les ouvrages récemment publiés sur divers aspects des mouvements socialiste et ouvrier français, Vaillant et ses disciples continuent d'être répertoriés de façon systématique comme des blanquistes[2].

---

2. Daniel LIGOU, *Histoire du Socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962, pp. 86sq; Georges LEFRANC, *Le Mouvement Socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1963, pp. 75-80; Jacques JULLIARD,

Que signifie appeler quelqu'un blanquiste sous la Troisième République? Il est une tendance chez des historiens qui consiste à recourir très facilement à l'étiquetage politique. Dans le kaléidoscope des idéologies et des factions qui émaillent la scène politique de 1789 jusqu'à nos jours, il est souvent plus simple d'attacher une étiquette à une personne que d'entamer de longues discussions à propos de sa pensée ou de ses actions. Les personnages de l'histoire sont donc souvent classés d'après leur association, réelle ou assumée, avec un événement ou un mouvement quelconque : jacobins, girondins, babouvistes, quarante-huitards, proudhoniens, communards... et blanquistes. Le problème avec l'étiquette de blanquiste est que sa signification est moins claire que la plupart des autres. Blanqui est pratiquement tombé dans l'oubli pour ce qui est de sa réflexion théorique sur la politique, l'économie et la sociologie. Il est connu, en premier et dernier lieu, pour son insatiable esprit de révolte, pour son exemple hors de pair du sacrifice de soi et pour être l'incarnation des barricades de la Monarchie de juillet. En fait tous les historiens du blanquisme ont montré que la pertinence de Blanqui au mouvement social cessa en 1848 lors de l'introduction du suffrage universel et du républicanisme orthodoxe[3]. Même si mai 1871 offrit une dernière chance à son exemple, il est clair que ce furent les barricades elles-mêmes qui passèrent à l'histoire dans la dernière semaine de ce mois tragique. Vaillant en fut conscient plus que quiconque.

Vaillant n'était pas blanquiste. Il refusait de s'attacher une étiquette politique quelle qu'elle fût, et c'est en partie ce

---

Fernand Pelloutier et les Origines du Syndicalisme d'Action directe, Paris, Seuil, 1971, pp. 129-131. Seul Claude WILLARD (*Le Mouvement socialiste en France – 1893-1905 : Les Guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965) se sert régulièrement du terme «vaillantiste» pour désigner les membres du C.R.C. et du P.S.R.

3. F. ENGELS, « Programme des réfugiés blanquistes de la Commune (1874) » in *Cahiers du Bolchevisme*, n° 6, (14 mars 1933), p. 453; Alan B. SPITZER, *The Revolutionary Theories of Louis Auguste Blanqui*, New York, Columbia University Press, 1957, Chapitre 5; V. P. VOLGUINE (ed.), *Blanqui : Textes Choisis*, Paris, Editions sociales, 1955, pp. 7 & 46-47; Samuel BERNSTEIN, *Auguste Blanqui*, Paris, Maspero, 1970, p. 344. La seule exception est évidemment Maurice Dommanget qui, néanmoins, dans *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, Paris, Rivière, 1957, pp. 393-398, pose le problème de la pertinence des idées de Blanqui vers la fin du siècle sans trancher de façon définitive. Il semble même admettre (p. 372) que le putschisme à la 1830 ne convenait plus du tout en 1871.

refus qui lui a valu l'attribution d'une étiquette incorrecte. En effet le *Weltanschauung* politique de Vaillant était extrêmement complexe. Tout en étant parfaitement au fait de toute la gamme des idéologies politiques de son époque, il refusait de se laisser embrigader par l'une quelconque d'entre elles. Il prenait chaque situation telle qu'elle se présentait à lui et y faisait face de façon empirique, en cherchant toujours la manière dont cette situation pouvait le mieux être tournée à l'avantage de la lutte pour l'émancipation des ouvriers et de l'homme en général. Il faisait de fréquentes références à l'action du mouvement ouvrier et socialiste comme à « une forme d'action multiple et totale »; c'est cette notion que j'ai utilisée en guise de sous-titre à ce livre. La meilleure définition générale de « l'action totale » est celle qu'il donna lui-même lors du Congrès de la S.F.I.O. à Toulouse en 1908 :

> « Ce que nous voulons établir, en effet, c'est l'action totale du Parti; ce que nous voulons faire, c'est qu'il n'y ait pas de citoyens et Groupes qui tirent de droite et de gauche dans un sens divergent, qui empêchent ainsi le mouvement général. C'est pour cela que je voudrais que de ce Congrès sortissent effacées, dissoutes à ne plus jamais être vues, toutes les tendances anciennes d'anciennes fractions et qu'il ne restât plus de différence active entre nous, que celle de la libre pensée de chacun s'efforçant de chercher à donner à nos idées, à notre politique, la meilleure application pratique. Alors de la délibération constante et commune où tous ne se préoccuperaient que de donner à l'unité plus de solidité et de force, résulterait une coordination certaine de nos efforts. [...] Nous voulons, nous, que rien de ce qui constitue le progrès des choses, des institutions, des idées, ne reste étranger au Parti, qu'il lui devienne au contraire une partie de son action totale. Ce que nous critiquons, c'est la tendance à fractionner cette action totale pour en adopter, en pratiquer une partie seule, la tendance à s'isoler dans une abstraction particulière. Nous voyons, par exemple, des citoyens qui, dans ce que Proudhon appelle l'isoloir parlementaire, ne voient plus que le Parlement, que les couloirs et ce qui les entoure. Pour moi, je suis loin de nier cette action : Elle est une part de l'activité nationale; donc nous ne devons pas nous en abstraire [...] Mais ce que je veux, c'est que, au lieu de s'isoler dans la conception de telle partie, parlementaire ou autre, de l'action socialiste, on considère et pratique l'action totale du Parti. A ce point de vue seul, on peut examiner utilement ce que vaut chaque mode d'action et, ayant déterminé sa valeur relative, lui donner son rôle. Il n'en est pas d'indifférent, et en les mettant chacun à sa place, il faut tous, sans exception, les mettre en œuvre [...] L'action totale du Parti est pour nous le problème incessant et capital à résoudre [...] Il ne faut pas que

nous en éliminions un seul élément, individuel ou collectif, coopératif ou corporatif aussi bien qu'électoral et politique[4] ».

C'est cette largeur de point de vue, ce désir intense d'opérer une vaste synthèse et cet éclectisme impressionnant qui rendent la position de Vaillant si malaisée à circonscrire de façon précise. Il est apparu plus simple et plus commode de le mettre dans le panier fourre-tout de l'esprit combatif auquel Blanqui est associé.

La ténacité de l'étiquette blanquiste n'est pas la seule raison qui fasse que Vaillant reste inconnu. La seconde raison a rapport à son style personnel en propre. A la différence de Jaurès ou de Guesde, Vaillant se souciait fort peu de charisme. Bien que dans l'esprit du prolétariat, il vint à symboliser l'héroïsme de la Commune de 1871 – et que pour cette raison, il fut toujours entendu dans un silence respectueux –, il n'était pas un grand orateur, à une époque où la harangue était un atout indispensable pour réussir en politique. Lorsqu'après la Commune il réussit à atteindre l'Espagne à pied, il y vécut dans des conditions telles qu'il y contracta une maladie infectieuse de la gorge qui affectèrent les cordes vocales. Il parlait d'une voix basse et monocorde, sans se livrer à aucune de ces gesticulations propres aux orateurs, esquissant à peine un geste de la main ou du bras. Et son style, qu'il s'agisse de ses discours ou de ses écrits, déjà lourd, plein de répétitions et de redondances, était rendu encore plus difficile par des phrases longues et sévères, dépourvues d'images ou de poésie.

Il y a une troisième raison à l'éclipse relative de Vaillant par opposition à Jaurès et à Guesde : c'est justement sa position intermédiaire entre ces deux hommes. Vaillant était extrêmement proche de Guesde sur un certain nombre de points qui concernaient, dans les tout débuts du parti, son organisation, et, plus tard, le maintien de son essence révolutionnaire. Il était par ailleurs très proche de Jaurès pour ce qui était de son respect pour la république, de sa croyance à la démocratie et de sa foi dans le réformisme. Et comme les préoccupations du parti ne cessaient d'osciller entre "réformisme" et "révolution", il n'était que trop facile d'identifier Vaillant soit avec Guesde, soit avec Jaurès, selon le moment. Et pourtant l'originalité de sa position intermédiaire entre ces deux pôles est frappante, et un examen attentif des sta-

---

4. *5e Congrès National de la S.F.I.O., tenu à Toulouse*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., pp. 159-160.

tuts de la S.F.I.O. qui furent définitivement adoptés en 1905, révèle le triomphe omniprésent de la position vaillantiste.

Ceci ne tient pas du hasard, car en effet les statuts de ce parti reflètent moins une préoccupation pour des vérités idéologiques abstraites qu'une prise de conscience réaliste des véritables problèmes de l'époque. Voilà l'essence du vaillantisme. Pour Vaillant, la tactique politique était d'une importance suprême. Sa théorie de l'action totale est une théorie de l'action politique qui prend en compte le monde des demi-vérités et des réalités changeantes, de ce champ de compromis, de dissimulation et de tromperie que constitue le domaine de la politique. Il fut le premier à concevoir comment réconcilier les perspectives contradictoires de révolution et de réforme, de syndicalisme et de socialisme, de déterminisme et de spontanéité, de républicanisme et de communisme, de nationalisme et d'internationalisme. En fin de compte, c'était souvent Jaurès qui exprimait ces synthèses dans les termes les plus clairs et le langage le plus mémorable. Mais il ne faut jamais perdre de vue que cette synthèse que Jaurès finissait toujours par accepter était généralement celle que Vaillant avait défendue contre celui-ci à une époque antérieure[5]. Je ne cherche pas à revendiquer pour Vaillant un rôle qu'il n'a pas joué : rien ne prouve qu'il ait eu une influence directe sur Jaurès. Il n'en reste pas moins qu'à propos des problèmes cruciaux auxquels le mouvement socialiste en France dut faire face pendant cette période, ce fut très souvent Vaillant qui mit au point le premier la position qui devait devenir la politique officielle du parti.

En même temps, la pertinence de la pensée de Vaillant dépasse le contexte français immédiat et nous conduit au cœur même des débats qui ont durement éprouvé la résistance de la gauche au vingtième siècle.

Bien entendu, Vaillant n'a rien à dire sur les conflits théoriques, tels que ceux qui opposeront Trotsky à Staline ou Khrouchtchev à Mao. Mais par contre il prend parti – avant l'heure – contre Lénine à propos des mérites relatifs d'un comité restreint par opposition à la volonté du peuple. Déjà il sonne l'alarme aux dangers du culte de la personnalité. Il ne manque pas non plus de dénoncer cette discipline doctri-

---

5. Voir mon article : « Edouard Vaillant et Jean Jaurès : éléments d'une influence latente », *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes*, 62, juillet-septembre 1976.

nale qui peut si facilement transformer en cadre communiste impitoyable ou en bureaucrate brisé la récente recrue révolutionnaire. Il dit très clairement sa préférence pour l'autogestion contre les partisans du contrôle de l'Etat. Et surtout il s'élève au-dessus du verbiage de l'ésotérisme socialiste au vingtième siècle et, justement parce que c'est un homme du dix-neuvième siècle, parle des vérités fondamentales de la société sociale. Dans ses veines battait et affluait cette ferveur morale qui d'instinct perçoit les droits et les injustices véritables des relations des hommes entre eux.

Le dix-neuvième siècle fut de toute évidence une période d'agitation intense sur le plan idéologique. Dans toute l'Europe, on ne cessa d'entendre le râle d'agonie des modes traditionnels de pensée. Enfin le déracinement de la paysannerie détruisit à jamais les derniers vestiges de l'ordre féodal. L'assaut lancé par l'industrialisme et l'apparition du capital financier firent éclater ces liens qui, pendant des siècles, avaient uni le maître artisan et l'apprenti dans un effort commun. Pour beaucoup – pour les libéraux – la solution était à chercher dans une application toujours plus étendue des préceptes idéalistes de la Révolution française, abstraction séduisante s'il en fut, mais néanmoins creuse. Pour d'autres – pour les «socialistes» – au sens le plus large, le problème et sa solution avaient des racines beaucoup plus profondes, nommément les injustices d'ordre économique et social engendrées par la révolution industrielle. On peut se faire une bonne idée de la vitalité embryonnaire du socialisme pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, si l'on envisage la profusion des écoles de pensée socialiste. Babeuf, Buonarroti, Saint-Simon, Fourier, Cabet, Owen, Proudhon, Blanqui, pour ne citer que quelques uns : tous donnèrent leur nom à une «école».

Voir dans toutes ces tendances des systèmes bien délimités qui de suite se différencièrent et s'opposèrent les uns aux autres, c'est, toutefois, ne pas comprendre leur signification réelle. Cette erreur d'appréciation tient tout simplement au fait que toutes ces fractions avançaient en tâtonnant, avec précaution, sur des jambes à peine formées et mal assurées, en vue d'une compréhension des mutations profondes qui étaient en train d'ébranler le monde entier. Au moment de la naissance de Vaillant en 1840, une discussion d'ordre général et d'une grande portée faisait déjà rage à propos de l'identité de l'injustice sociale. C'est dans ce maelström d'idées que fit son apparition le personnage olympien de Karl Marx, et dorénavant, à partir de 1870, que cela leur plût ou non, ceux

qui prétendaient réparer l'injustice sociale étaient amenés, tôt ou tard, à prendre position pour ou contre le «marxisme». Et c'est ainsi que l'ancienne profusion d'écoles de pensée donna lieu peu à peu à une profusion nouvelle – les broussistes, les guesdistes, les allemanistes, les jauressistes, les millerandistes et... les vaillantistes. Le tableau est le même dans toute l'Europe.

Mais là encore, il ne faut pas croire que les divisions entre ces fractions étaient en aucune façon plus profondes que celles entre les premières écoles. Les socialistes de la fin du dix-neuvième siècle, au-delà de la violence de leurs altercations, continuaient à chercher en tâtonnant leur chemin, d'une manière empirique et finalement très semblable, le long d'une route obscure et mal balisée. Une affaire comme l'affaire Millerand pouvait déchaîner les passions de la gauche européenne et polariser les protagonistes en deux camps – «réformistes» et «révolutionnaires» – qui semblent s'exclure l'un l'autre. Et pourtant, en France du moins, pas un socialiste n'opposait d'objection à des réformes partielles, de même que tous sans exception rendaient hommage, même si, dans les cas les plus extrêmes, c'était du bout des lèvres, à l'idée de l'apocalypse révolutionnaire. La discussion ne portait pas sur la question de savoir si le «réformisme» constituait une méthode meilleure que la «révolution». La discussion portait sur la manière d'intégrer les activités multiples du parti de la façon la plus opérante.

C'est dans ce contexte d'une exploration expérimentale et empirique des diverses voies d'action que l'exemple d'Edouard Vaillant est instructif au plus haut point. L'appeler blanquiste, proudhonien, marxiste ou vaillantiste n'aide en rien à faire la lumière sur ce qu'il fut. Il est en conséquence primordial de laisser de côté, autant que faire se peut, les étiquettes trop précises que fournissent les manuels d'histoire générale et de jeter un regard nouveau non pas tant sur l'idéologie des divers chefs de file socialistes que sur ce qu'ils dirent et firent effectivement.

*
* *

Marie-Edouard Vaillant est né le 29 janvier 1840 à Vierzon (Cher). Fils d'un notaire et homme d'affaires berrichon, issu d'une famille d'industriels aisés, il passe tranquillement son enfance à Paris où ses parents s'installent en

1842. Tôt porté vers les études pratiques, le jeune Edouard prépare, au collège Sainte Barbe, son entrée à l'Ecole Centrale d'où il sort ingénieur des Arts et Manufactures en 1862. En 1865, il est reçu docteur ès sciences à la Sorbonne. Attiré par le goût du voyage, il décide de passer en Allemagne afin de poursuivre une formation médicale. S'inscrivant tour à tour aux universités d'Iéna, de Heidelberg, de Vienne et de Tübingen, il est tout juste en passe de présenter son doctorat de médecine quand éclate la guerre franco-prussienne. Il abandonne ses études pour rentrer aussitôt à Paris.

Jusqu'en 1870, son engagement politique paraît avoir été assez discret. Signataire de plusieurs manifestes estudiantins et républicains, il fréquente surtout les cercles proudhoniens de la capitale et se lie d'amitié avec Pierre-Joseph lui-même. En 1867, il adhère à la section genevoise de l'Association internationale des Travailleurs. Ami et correspondant du grand philosophe matérialiste allemand, Ludwig Feuerbach, Vaillant se serait mis en contact avec Karl Marx vers 1869. Il fréquente également lors de ses séjours à Paris des adversaires de l'Empire aussi irréductibles que Rogeard, Pyat (son compatriote), Longuet et Vallès. Fait curieux chez celui qui passera plus tard pour un chef «blanquiste», Edouard Vaillant est totalement inconnu des groupes blanquistes de la capitale avant la fin de 1870. Son premier «ouvrage» politique, petit opuscule de 30 pages rédigé en 1867 pour crier son opposition à l'intervention napoléonienne en Italie, est une dénonciation virulente de la politique sociale de l'Empire et un vigoureux plaidoyer républicain qui se situe ouvertement sous le signe de Proudhon[6].

Pendant le siège de Paris, Vaillant se lance corps et âme dans les rangs des divers mouvements «révolutionnaires», sans pour autant vouloir s'identifier totalement avec l'un quelconque de ceux-ci. C'est sans doute pendant l'hiver 1870-71 qu'il entre en contact avec Blanqui et les blanquistes. Déjà, pendant le siège, par sa participation à la rédaction de presque tous les principaux manifestes révolutionnaires ou socialistes, il se fait remarquer comme une des têtes pensantes du mouvement communard naissant. Elu membre de la Commune pour le 8e arrondissement, Vaillant jouera, pendant la révolution parisienne, un rôle de premier plan, notamment en tant que délégué (ministre) à l'instruction publique. Vers la fin du 28 mai 1871, lorsque les derniers

6. *La France et l'Opinion*, par «E. V.», citoyen français, s.l. s.d. (1867).

coups de fusil versaillais hurlent vengeance au Père-Lachaise, Vaillant réussit à fuir la capitale pour se diriger, à pied, vers l'Espagne et le Portugal, d'où il s'embarque pour Londres. Sa participation à la cause communarde lui vaudra, le 17 juillet 1872, d'être condamné à mort par contumace par un conseil de guerre versaillais.

Il arrive dans la capitale britannique vers la mi-août 1871 et se trouve immédiatement élu (sur proposition de Marx et Engels eux-mêmes) membre du Conseil général de la Première Internationale. Très proche de Marx sur le plan intellectuel et idéologique, il s'en éloigne pourtant en 1872 à cause d'un différend tactique concernant la meilleure façon de continuer, dans l'immédiat, l'œuvre du 18 mars. C'est à partir de ce moment qu'il se rapproche des milieux blanquistes dont les militants en exil partagent totalement sa préoccupation avec les choses françaises et sa volonté de poursuivre, sans plus attendre, le combat républicain et révolutionnaire. C'est Vaillant qui rédige les trois « manifestes blanquistes » des années 1870 (*Internationale et Révolution*, 1872; *Aux Communeux*, 1874; *Les Syndicaux et leur Congrès*, 1876). Ces manifestes introduisent dans le discours socialiste français, pour la première fois, une importante dose de théorie marxiste. Entre-temps, Vaillant poursuit à l'université de Londres ses études médicales et devient non seulement docteur en médecine mais aussi membre du très célèbre *Royal College of Surgeons.*

Amnistié en juillet 1880, Vaillant rentre immédiatement à Paris où il ne reste pourtant que quelques jours avant de s'installer de nouveau dans sa ville natale de Vierzon. Là, il s'occupe de l'organisation du parti socialiste dans le Centre de la France. Nourrissant toujours ses contacts d'exil avec les militants et chefs blanquistes (il commandite en grande partie le journal de Blanqui, *Ni Dieu Ni Maître*, est, avec Clemenceau, au chevet de l'"Enfermé" quand, le 1 janvier 1881, celui-ci expire, et adhère, en juin 1881, à l'organisation créée autour des disciples du Vieux, le Comité révolutionnaire central – C.R.C.), il entre en même temps en contact régulier avec Jules Guesde et ses amis du Parti ouvrier français (P.O.F.), faisant de son mieux pour fuir la polémique au bénéfice de l'unité socialiste. Ne craignant nullement la bataille électorale, il est, entre 1881 et 1884, cinq fois candidat aux élections législatives, municipales et cantonales. Elu simultanément en mai 1884, aux conseils municipaux de Vierzon et de Paris, il opte pour le mandat bellevillois et

revient s'installer dans la capitale. Entre 1884 et 1893, date à laquelle il sera porté à la députation par ses électeurs du 20e arrondissement, il fait entendre à l'Hôtel de Ville le discours socialiste révolutionnaire. Ce ne sont pourtant pas des discours « dans l'air » car il arrive, en une dizaine d'années, à tranformer radicalement les conditions de vie des citoyens du quartier le plus déshérité de Paris. Il continue de travailler avec blanquistes et guesdistes mais ne néglige nullement la coopération au jour le jour sur le plan municipal avec les «possibilistes», membres de la Fédération des travailleurs socialistes de France (F.T.S.F.) animée par son coconseiller municipal, Paul Brousse. Déjà, par son indépendance idéologique et politique et par sa vaste culture et son savoir, Vaillant fait figure d'un des plus ardents artisans de l'unité socialiste.

Arrive l'aventure boulangiste. Ses amis blanquistes, par amitié pour Henri Rochefort, se laissent entraîner dans le sillage du « brav' général ». Ses amis possibilistes, par « discipline républicaine », mettent en veilleuse la lutte des classes pour rejoindre leurs adversaires de la veille, opportunistes et radicaux dans la très modérée mais ultra-républicaine Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ses amis guesdistes n'étant plus (temporairement) sur la brèche (Guesde, malade, est en convalescence loin de Paris et Lafargue, malgré les avertissements d'Engels, s'avère fort tenté par le boulangisme), c'est Vaillant qui défend, presque seul, pendant l'hiver 1888-89, le drapeau du socialisme révolutionnaire. La formation blanquiste, le C.R.C., ne résiste pas très longtemps à cette rude épreuve : en août 1889, les «anciens», amis de Blanqui et ses vrais disciples, sous la direction d'Ernest Granger, s'en vont créer une nouvelle formation, le Comité central socialiste révolutionnaire (C.C.S.R.)qui ne tardera pas à suivre Rochefort sur le chemin du nationalisme intégral.

C'est, pour Vaillant, la traversée du désert. Le mouvement socialiste, morcellé dès l'origine et cruellement divisé par l'affaire boulangiste, est de nouveau affaibli par la scission qui, en 1890, fera éclater en deux morceaux la F.T.S.F. Les amis de Jean Allemane (vite dénommés allemanistes) rompent avec les «broussistes» au Congrès de Châtellerault et forment le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P.O.S.R.). L'unité socialiste étant pour le moment moins réalisable que jamais, Vaillant s'occupe, entre 1890 et 1893, de la reconstruction de sa propre formation qui, majoritaire lors de la scission des «vrais» blanquistes en 1889, avait gardé

sa dénomination originale. En trois ans, il réussit à rétablir ou même à dépasser le chiffre d'adhérents du C.R.C. uni de 1889, nouant de précieux liens politiques et personnels parmi les militants et groupes provinciaux, surtout dans le Centre et le Midi.

En octobre 1893, Vaillant pénètre, en même temps qu'une cinquantaine d'autres députés socialistes (y compris Jaurès, Guesde et Millerand) dans l'enceinte parlementaire qu'il ne quittera qu'avec sa mort en 1915. Découvrant tout d'un coup la personne et la pensée de celui qui deviendra, après 1905, comme son *alter ego*, Jean Jaurès, il fera, tout au long des années quatre-vingt-dix, œuvre de parlementaire accompli. Multipliant interpellations et propositions de loi, ses interventions à la Chambre se chiffrent par centaines et, jusqu'à sa mort, le « père Vaillant » comme on commence à l'appeller affectueusement, restera un des députés socialistes qui prendra le plus au sérieux le travail parlementaire. Devient-il «réformiste»? Tous les élus socialistes de 1893, grisés par la grande victoire électorale, se laissent aller aux attractions séduisantes de l'activité «légaliste». Mais de tous, et notre témoin n'est nul autre que Jaurès lui-même, ce sera Vaillant qui se fera le moins d'illusions sur l'"autosuffisance" du socialisme parlementaire. Et pourtant, le travail parlementaire d'Edouard Vaillant vaut un ouvrage à lui tout seul.

Alors même qu'il découvre dans la pratique les forces et les faiblesses de l'action législative, Vaillant ne néglige nullement le travail militant « sur le terrain ». Entre 1880 et 1915, il rédige des milliers d'articles de journaux et prononce plusieurs centaines de discours. Il sillonne la France dans tous les sens, tenant des réunions, organisant des groupes, défendant des grévistes, arbitrant les conflits et prodiguant conseils, secours moral et, au besoin, pécuniaire. Toute initiative socialiste ou ouvrière, toute organisation ou tout organisme surgis spontanément pour faire face à une nécessité «ponctuelle» trouve en Vaillant un défenseur ardent. Ainsi, en 1884, c'est Vaillant qui devient, à l'Hôtel de Ville, le porte-parole officieux de la commission des ouvriers sans travail. De même, en 1887, c'est lui qui anime, avec ses amis blanquistes, la Ligue pour la défense de la république qui cherche à contrecarrer les ambitions présidentielles de Jules Ferry. En 1891, Ce sera Vaillant lui-même qui lancera la Ligue d'action révolutionnaire pour la conquête de la république sociale qui tentera de tirer profit, au bénéfice du parti socialiste, du désarroi provoqué chez les petits épargnants

par le scandale de Panama. Ce furent en très grande partie les interventions de Vaillant à l'Hôtel de Ville qui aboutirent à la création de la Bourse du Travail de Paris. Son activité infatigable et totalement désintéressée en faveur de l'unité syndicaliste lui a valu la désignation de « grand-père de la C.G.T. », dont ses amis et collaborateurs ont si puissamment contribué à la création. Ce fut également Vaillant qui fut l'éminence grise derrière le lancement, en 1892, du Secrétariat national du travail et de la Fédération des conseillers municipaux socialistes. Nous examinerons plus loin le raisonnement politique et tactique qui sous-tendait ces initiatives. Quand, en 1893, il estima l'heure propice pour rouvrir le dossier constitutionnel, ce fut Vaillant qui lança la Ligue pour la révision par le peuple.

L'hétérogénéité de cette infatigable activité vaillantiste, tant sur le plan national qu'international, faisait du C.R.C. un foyer d'attraction pour un nombre croissant de militants et même de dirigeants socialistes. En 1896, lors de l'expulsion du P.O.S.R. d'un nombre assez important d'élus et de dirigeants provinciaux, ce fut vers le C.R.C. que ces derniers se tournèrent pour trouver refuge. En créant l'Alliance communiste révolutionnaire (A.C.R.) en 1897 au sein de la formation vaillantiste, qui se transforma elle-même l'année suivante en Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.), ces «dissidents» allemanistes contribuèrent à faire du parti vaillantiste la deuxième formation socialiste de France.

Lors des « crises républicaines » provoquées, en 1898 et 1899, par l'affaire Dreyfus et l'entrée d'Alexandre Millerand dans le gouvernement «bourgeois» de René Waldeck-Rousseau, Vaillant défendit sans jamais fléchir la « troisième voie » qu'il avait symbolisée presque tout seul dix ans auparavant lors de la crise boulangiste. Contre un Jaurès prêt, après l'échec relatif du parti socialiste aux élections législatives de 1898, à se donner tout entier à la défense de la république *radicale,* et contre un Guesde, aigri par son échec personnel aux mêmes élections, qui retrouvait soudain son ancienne intransigeance révolutionnaire et qui, non content d'une simple dénonciation des illusions créées par l'action parlementaire, recommençait à mettre en question la valeur de la République elle-même, seul Vaillant préconisait une défense *socialiste* des conquêtes républicaines, défendant contre vents et marées sa synthèse de toujours entre lutte des classes et action républicaine, entre l'objectif lointain et la politique au jour le jour, entre la fin et la méthode.

Jouant à plein son rôle tout naturel de trait d'union entre Guesde et Jaurès, Vaillant s'efforça, durant les années cruelles et cruciales de division socialiste (1899-1905), de tout faire pour favoriser l'entente et l'unification de toutes les fractions sans exception du socialisme français. Il créa, avec Jules Guesde, en 1901, l'Unité socialiste révolutionnaire, (U.S.R.) qui devint, en 1902, le Parti socialiste de France (P.S.D.F.). Dès que Jaurès sembla prêt à abandonner la tactique «ministérialiste» vers 1904, ce fut Vaillant plus que quiconque qui entraîna le P.S.D.F. vers l'unité dans la S.F.I.O. Une fois cette unité socialiste accomplie, Vaillant en devint, selon le mot de Gustave Hervé, « l'inflexible conscience ».

Les dix dernières années de la vie de Vaillant l'ont amené, vu la situation mondiale, à porter l'essentiel de son activité sur le plan international. Ce fut en effet Vaillant lui-même qui avait proposé, au Congrès de la Deuxième Internationale tenu à Londres en 1896, la mise en marche d'un organisme international de coordination socialiste. Chargé par le congrès de la tâche d'organisation de ce comité international, Vaillant devint donc l'inspirateur direct du Bureau socialiste international (B.S.I.) qui vit le jour après le Congrès international de Paris en 1900. Du début jusqu'à la fin de l'existence du B.S.I., Vaillant fut non seulement le principal délégué de la S.F.I.O. mais aussi celui de tous les délégués qui prenait le plus au sérieux le travail du socialisme international[7]. Ce fut essentiellement Vaillant qui poussa, à travers réunions, conférences et congrès internationaux, les socialistes des vingt-huit pays membres à s'organiser pour faire face à la guerre[8]. Ce fut le combat le plus intense de toute une vie de luttes. Et il en est mort.

Quand éclata la guerre en août 1914, Vaillant se rangea immédiatemment du côté de la défense nationale et lutta jusqu'à sa mort en faveur des efforts de guerre franco-britanniques. Sans désespérer du socialisme international, il estima pourtant que celui-ci ne reprendrait vie et forme qu'après la défaite de ce qu'il appelait le « militarisme impérialiste allemand ». L'on ne saurait, en quelques lignes, expliquer en profondeur le pourquoi et le comment de cette attitude. Ce

---

7. Voir le témoignage du secrétaire général du B.S.I., Camille Huysmans, cité ci-dessous, page 319.

8. Georges HAUPT et Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant, délégué au Bureau Socialiste International : correspondance avec le secrétariat international, 1900-1915 », *Annali,* 1976.

sera la tâche de notre dernier chapitre. Toujours est-il, et cela mérite d'être soigneusement pesé, que son attitude pendant la guerre n'est nullement une «trahison» de ses prises de position antérieures ni de son infatigable lutte de 40 ans pour la conjurer. Elle est la conséquence logique d'une synthèse entre nationalisme et internationalisme qui attribuait à celui-là un rôle de moteur historique pour en arriver à celui-ci. En tout cas, son attitude pendant la guerre, loin d'être «extrémiste» ou un retour à un quelconque «blanquisme» ultra-patriotique, ne fut que le reflet d'un consensus autour duquel se regroupaient la quasi-unanimité des socialistes français de l'époque.

Cependant, Vaillant, déjà frappé au cœur par l'assassinat de Jaurès, ne survécut pas très longtemps à l'épreuve terrible de la guerre. Epuisé par un travail ininterrompu de 50 ans de militantisme, il s'éteint doucement dans la nuit du 18 décembre 1915, à l'âge de 75 ans. Paris lui fit des obsèques dignes d'un homme dont la vie tout entière avait été consacrée à la cause de la classe ouvrière. Sa dépouille mortelle fut ensuite transportée à Vierzon pour être inhumée auprès de cette mère qui, en 1871, abandonnant le luxe de son foyer bourgeois, avait choisi de suivre son fils en exil et de le soutenir inconditionnellement dans toutes ses activités politiques jusqu'à sa mort, survenue en 1899. Chaque année depuis lors, socialistes et communistes vierzonnais ont pris l'habitude de se recueillir régulièrement devant la grande tombe carrée qui abrite une des plus grandes personnalités de la gauche française et européenne.

Après son retour d'Angleterre, Edouard Vaillant a épousé Françoise Matty dont il avait fait la connaissance à Londres pendant les années d'exil. Leur fils, Jacques Vaillant, bien qu'ayant suivi la carrière médicale, n'a pourtant pas été tenté par une carrière politique. Jacques s'est uni en premières noces à la femme de lettre Hélène Gosset et, divorcé, a épousé Marguerite Guibelin. De son mariage avec Hélène Gosset est issu un fils, Jacques, qui est mort des suites des sévices qu'il a subis dans les prisons allemandes en 1944. Du mariage de Jacques Vaillant avec Marguerite Guibelin, sont nés trois enfants, Philippe, Sophie et Catherine. Philippe est mort en 1979 et laisse deux filles, Christine et Sophie Vaillant. Sophie (petite-fille d'Edouard Vaillant) a épousé Marcel Bleustein-Blanchet. Leur première fille,

Marie-Françoise est décédée en 1968. Leur deuxième fille, Elisabeth, écrivain et universitaire a épousé en 1966 Robert Badinter, actuellement Garde des Sceaux dans le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy. Leur troisième fille, Michèle dirige une maison commerciale. Catherine Vaillant, la troisième enfant de Jacques Vaillant et de Marguerite Guibelin, a eu de son mariage avec le comte de Tredern, décédé en 1953, deux filles, Anne et Isabelle de Tredern. Je tiens ici à remercier très chaleureusement Mme Sophie Bleustein-Blanchet pour les renseignements qu'elle a bien voulu me fournir tout au long de mes années de recherches sur la vie et la famille de son grand-père.

Première partie

DU JEUNE MILITANT
AU
DIRIGEANT NATIONAL

CHAPITRE PREMIER

DE LA COMMUNE AU PALAIS BOURBON

Le siège et la Commune

Lorsque éclate la «révolution» du 4 septembre, Vaillant, rentré subitement à Paris de ses études à Tübingen, s'est déjà longuement abreuvé aux sources du socialisme révolutionnaire de l'époque. Il a tout juste 30 ans. Rejetant totalement la bibliothèque et la théorie, il se lance corps et âme dans la bataille parisienne dont il restera toute sa vie marqué à la fois par l'expérience politique et par le choc psychologique[1].

Entre septembre 1870 et mai 1871, Vaillant s'inscrit à l'université la plus efficace qui soit : celle de la pratique sociale et politique. Alors qu'il existe, dans le tourbillon de son action militante, des tendances et des prises de positions politiques qui sont claires et cohérentes (et que nous nous efforcerons d'isoler et d'identifier) il n'y a pas de direction globale consistante, pas d'idéologie dominante qui gouverne et anime sa pensée. On assiste plutôt à l'émergence d'un pragmatisme révolutionnaire dont les objectifs furent assez limités. Le premier de ces objectifs fut l'organisation des forces révolutionnaires dans la capitale afin de sauvegarder l'initiative et le contrôle populaires. Mais qui dit organisation dit unité. Vaillant se fera le champion de l'unité révolutionnaire (rôle qui lui sera de nouveau réservé trente ans plus tard lors de la création de la S.F.I.O.). Le troisième objectif que visait Vaillant, au moment de la Commune, était de résoudre le problème – terrifiant et combien difficile – de la structure étatique du pouvoir socialiste. Enfin et surtout, il cherchait à

1. Les pages qui suivent sur la Commune reproduisent assez sensiblement un article que j'ai publié dans *La Commune*, n° 8, septembre 1977. Que la rédaction de cette revue soit ici chaleureusement remerciée.

tailler, plus peut-être pour l'avenir que pour le présent, la forme embryonnaire de la société socialiste.

Le premier acte de Vaillant, dès son retour à Paris, en août 1870, fut de rallier la section parisienne de l'Internationale. Le 5 septembre, il signa l'appel lancé par un groupe d'internationalistes en faveur de la création de comités de vigilance dans chaque arrondissement. On y demanda la création d'une délégation centrale de ces comités qui siégerait à l'Hôtel de Ville afin de contrôler les actes du gouvernement provisoire. Ce fut le premier appel en faveur de ce qui allait bientôt être connu sous le vocable de Comité central républicain des vingt arrondissements (C.C.V.A.)[2]. Qu'attendait-on, qu'attendait Vaillant de cette organisation?

Comme toujours, en cas de « pouvoir parallèle » (on pense tout de suite au rôle des soviets face au gouvernement de Kerensky), les opinions, quant à la fonction du C.C.V.A., étaient très divisées. Support plus ou moins fidèle, en tout cas instrument exécutoire des vœux du gouvernement? Observateur critique qui dénoncerait au peuple la «trahison» du gouvernement? Ou encore organisation d'avant-garde qui visait la suppression et le remplacement du gouvernement ? Dans le cas de Vaillant, il est difficile de trancher entre les deux dernières fonctions. Les signataires de l'appel du 5 septembre cherchaient clairement à faire des comités de vigilance au moins la municipalité de Paris, les uns peut-être pour des raisons «fédéralistes», les autres dans l'espoir d'en faire un marchepied vers l'élimination des Favre, Simon et autre Ferry.

Cependant, le C.C.V.A. est rapidement devenu une petite assemblée parlementaire où les conflits intellectuels l'emportaient sur l'élaboration pratique d'un programme révolutionnaire. Le 15 septembre, il a publié ce qu'on appelle la première affiche rouge, document qui a été ainsi caractérisé : « De couleur rose, elle n'est qu'une offre de service au gouvernement provisoire, qu'avec le recul on jugera assez naïve, pour l'organisation de la défense, l'administration des subsistances, la mise en route des réformes [...][3]. Pourtant, cette affiche, si anodine en apparence, portait, parmi une trentaine de signatures, celles du groupe du 5 sep-

---

2. Jean DAUTRY & Lucien SCHELER, *Le Comité Central Républicain des vingt arrondissements de Paris*, Paris, Editions Sociales, 1960, p. 13.

3. Jacques ROUGERIE, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 » *International Review of Social History*, 17, (1-2), 1972, pp. 18-19.

tembre. Les révolutionnaires du 5 sont-ils devenus les soumis du 15? La contradiction n'est en fait qu'apparente et on peut en trouver l'explication en se référant à une circulaire envoyée, à la mi-septembre, par le conseil fédéral parisien de l'Internationale aux groupes provinciaux. On y trouve, côte à côte, deux tactiques. D'abord le soutien populaire pour l'effort de guerre du gouvernement, cette guerre étant considérée comme « le duel à mort entre le monarchisme féodal et la démocratie républicaine ». Mais en même temps le rôle des comités de vigilance, en tant que « précautions contre la réaction », est solidement mis en valeur. Lutte tactique donc sur les deux fronts : contre le Prussien et contre le bourgeois.

Ceci est exactement le message transmis par Vaillant à son ami J.-P. Becker, chef de l'Internationale à Genève, le 21 septembre :

> « Rien n'est perdu. La marche des Prussiens sur Paris nous a donné la forme républicaine; leur arrivée sous nos murs nous donnera peut-être la Révolution. Nous voulons nous défendre parce que le parti qui sauvera le pays sera maître de la situation; mais nous ne négligeons pas l'ennemi intérieur mille fois plus redoutable. Pas de constituante. La Commune de Paris[4]. »

Dès le début de sa carrière politique, Vaillant fut confronté à ce problème fondamental qui le tourmentera toute sa vie : comment soutenir des éléments du système en même temps qu'on essaie de le détruire?

Plusieurs historiens nous ont expliqué comment, à partir du mois de novembre, les blanquistes, dont jusque-là les rapports avec le C.C.V.A. avaient été minimes, commencèrent à se rallier à cette organisation[5]. «Conversion» des comités au blanquisme? Ou acceptation de la part des blanquistes des buts et des moyens des comités ? La question n'a aucun sens. Cette convergence des blanquistes et du C.C.V.A. s'explique tout simplement par l'évolution générale de la situation depuis la manifestaion de masse du 8 octobre en faveur des élections municipales. Cet événement avait été en quelque sorte la première épreuve de force entre le gouvernement et les comités, et la conséquence la plus immédiate en fut l'abandon du C.C.V.A. de la part de ses éléments les plus modérés et timorés. Après cette «épuration» volontaire, on

---

4. Le texte de cette lettre est publié dans Götz LANGKAU, « Die Deutsche Sektion in Paris », *International Review of Social History, op. cit.*, pp. 145-146.

5. ROUGERIE, *loc. cit.*, p. 37; DAUTRY & SCHELER, *op. cit.*, pp. 127sq.

voit que les «vrais» révolutionnaires – qu'il s'agisse de blanquistes, de jacobins, de proudhoniens, ou d'internationalistes – se distinguaient de plus en plus nettement de ceux qui cherchaient seulement à parlementer avec le gouvernement provisoire.

La collaboration croissante entre les blanquistes et le C.C.V.A. aboutit, le 6 janvier 1871, à la publication de la deuxième affiche rouge, dont la rédaction fut confiée à Vallès, Leverdays, Tridon et Vaillant, combinaison qui symbolise à elle seule toute la diversité et toute l'unité du mouvement révolutionnaire. L'affiche rouge du 6 janvier fut en somme une dernière tentative de la part des révolutionnaires de passer outre à l'impasse politique imposée par l'inactivité du gouvernement. Comme on sait, l'appel « Place au Peuple! Place à la Commune! » n'a pas réussi à provoquer la confrontation escomptée par les auteurs de l'affiche. Celle-ci fut tentée le 22 janvier, place de l'Hôtel-de-Ville, dans des conditions désastreuses. Une semaine plus tard, ce fut la capitulation et le début de la campagne électorale. Le moment révolutionnaire sembla s'être évanoui.

Le problème principal auquel avaient à faire face les forces de l'opposition pendant le siège fut toujours identique : fallait-il laisser au seul gouvernement dit « de défense nationale » toute l'initiative politique? ou bien fallait-il rompre le pacte d'unité nationale devant l'ennemi et passer à l'insurrection? A partir de novembre ou décembre 1870, les révolutionnaires, quelle qu'ait été leur attitude en septembre, penchaient de plus en plus en faveur de la deuxième tactique. Cependant, au moment où ils passèrent à l'action, ce fut déjà trop tard. La convergence de tous les éléments les plus révolutionnaires de la capitale, les retrouvailles, dans la praxis de l'opposition, des proudhoniens et des blanquistes, des jacobins et des internationalistes ont néanmoins forgé la force politique qui allait bientôt animer la Commune de Paris. Cette force s'est exprimée au mois de février dans un « programme commun » en vue des élections législatives. Les détails de ce programme sont bien connus et on n'a pas besoin de les citer ici[6]. Il suffit de dire que le texte du programme, signé par Vaillant, candidat à Paris, représente la première manifestation publique d'un « parti socialiste révolutionnaire » issu des mutations politiques du siège, et dont le programme, ni «blanquiste», ni «proudhonien», ni «inter-

6. Voir, sur ce programme, J. ROUGERIE, *Paris Libre 1871*, Paris, Seuil, 1971, pp. 73-80.

nationaliste» doit simplement être considéré comme l'expression de la conscience révolutionnaire la plus avancée du moment.

Si l'unité de ces éléments révolutionnaires a été vite scellée par le siège et par l'opposition, la Commune et l'exercice du pouvoir allaient la détruire encore plus rapidement.

Dès le début, Edouard Vaillant fut intimement mêlé aux éléments les plus «radicaux» des forces révolutionnaires de la capitale. Le 18 mars, il se trouvait à Bordeaux où il s'était rendu avec Blanqui dont il venait de faire la connaissance, à la fois du personnage et des idées. Comme beaucoup d'autres révolutionnaires du temps du siège, Vaillant avait cru, après les élections, que le centre des luttes populaires et socialistes devrait dorénavant être la nouvelle assemblée. Le 19 mars, il rentra précipitamment à Paris dans l'espoir de tirer le maximum de bénéfice révolutionnaire des événements. L'une des tâches les plus urgentes fut à son avis de minimiser les conséquences discordantes des origines électorales de la Commune. Elu le 26 mars dans le VIII^e^ arrondissement, Vaillant regretta toujours la décision de faire une Commune élue.

> « Elle fit son devoir et de son mieux. Mais, par le fait même de son origine électorale, elle ne pouvait avoir l'unité d'action, l'énergie d'un comité issu spontanément, révolutionnairement du Peuple soulevé[7]. »

A maintes reprises, Vaillant essaya de replâtrer les lézardes qui paraissaient quotidiennement dans la muraille branlante de l'unité communarde. Combien de fois n'a-t-il pas protesté contre les discussions interminables, contre les petites querelles de personnes dont l'assemblée générale fut le théâtre quotidien? « Une Commune n'est pas un parlement », dit-il le 8 mai, « c'est une réunion de commissions donnant, par ses délibérations et ses votes, aux travaux de ces commissions, l'unité de direction et d'action[8]. » Vaillant comprenait que le temps dont disposait la Commune était terriblement limité : il ne fallait surtout pas le passer à faire des discours. Ce fut donc lui qui anima l'opposition à la proposition d'augmenter le nombre de membres de l'assemblée[9]. Il plaida même en faveur de la suppression du repor-

---

7. « Siège et Commune », *Ni Dieu Ni Maître,* 20 mars 1881.
8. *Les 31 séances officielles de la Commune de Paris,* Paris, 1871, p. 198.
9. G. BOURGIN et G. HENRIOT, *Procès Verbaux de la Commune de 1871,* Paris, 1924, Vol. 1, p. 139.

tage journalistique des séances de la Commune[10]. Il proposa que, afin de rendre plus efficaces et plus coordonnés les travaux des commissions, celles-ci dussent siéger en permanence à l'Hôtel de Ville[11]. Ce fut Vaillant qui se dressa contre la démission de Lefrançais (le 3 avril), de Rigault (le 18 avril) et de Jourde (le 2 mai), portant l'attention de l'assemblée sur le « très mauvais effet » qu'aurait sur l'opinion publique de tels actes de désunion. De même, après la « déclaration de la minorité » du 16 mai par laquelle vingt-deux membres de la Commune annonçaient leur démission collective, ce fut Vaillant qui se proposa comme médiateur :

> « Je crois que, sur la question qui nous occupe, je me trouve dans des conditions d'impartialité telles que beaucoup d'entre nous ne pourraient pas faire les observations que j'ai à présenter. Je ne suis ni de la majorité ni de la minorité, parce que je n'ai pu trouver un groupe d'hommes avec lequel je puisse marcher[12]. »

Encore et toujours, quand les débats à l'assemblée communale s'envenimèrent, ce fut Vaillant qui essaya de couper court à la polémique, de calmer les esprits, de rétablir l'unité, de gagner du temps – temps qui devrait être utilisé pour des actes.

Faire taire la discussion, couper court aux débats, s'opposer à la publicité des séances, refuser l'augmentation de la représentativité de l'assemblée, c'est, de la part d'un homme qui allait devenir, dans les années quatre-vingt-dix, le champion de la démocratie directe, un curieux legs. Et, pourtant, l'explication en est très simple. Comme disait Vaillant en 1897 : « Etre ou ne pas être, c'était pour la Commune toute la question [...]. Il lui fallait, à défaut de vaincre, durer[13]. » Et la seule façon de durer aussi longtemps que possible était de faire taire les querelles, de mettre une sourdine aux conflits idéologiques, de veiller à la lutte contre les versaillais.

A ce propos, il est certain que, à la longue, ce fut la question de la structure du pouvoir exécutif de la Commune qui posa aux hommes de 1871 le plus de problèmes. Vaillant savait très bien que la sourdine mise à la discussion générale pouvait facilement se transformer en camisole de force qui tuerait le mouvement. Il se méfiait surtout du danger de la

10. *Id.*, Vol. 2, p. 282.
11. *Id.*, Vol. 1, pp. 90-93.
12. *Les 31 séances officielles, op. cit.*, p. 233.
13. *La Revue Blanche*, 1897, « Enquête sur la Commune de Paris », p. 71.

dictature. Quand, le 28 avril, Jules Miot proposa la constitution d'un comité de salut public de 5 membres, ce fut Vaillant qui se dressa le premier pour mettre en garde l'assemblée contre un vote hâtif sur « une résolution aussi grave ». Il s'opposa au titre de comité de salut public, préférant celui de comité de contrôle central. Il refusa de voter les pleins pouvoirs qui furent proposés dans l'article 3 de la proposition. Mais son objection principale fut la suivante : la constitution d'un tel comité ne serait qu'une tentative artificielle de résoudre un problème dont la source se trouvait ailleurs. Son vote motivé en dit long sur la complexité de sa pensée[14] :

> « Je vote pour sur l'ensemble du décret, tout en ayant voté contre l'article 3 et le titre de comité de Salut public, qui, dans l'esprit des présentateurs, détermine l'esprit du projet, parce que, conformément à ce que je soutenais il y a peu de jours, malgré l'illusion de l'assemblée, elle ne fait qu'ajouter aux rouages de son organisation un rouage qui manquait, et consacrer une division nécessaire des pouvoirs, un contrôle plus effectif du travail des commissions. (En votant contre l'article 3, j'ai voté contre l'erreur de l'assemblée, qui croit faire ce qu'elle dit et ne fait encore que décréter sans effet.)
>
> Mais je ne partage pas l'illusion de l'assemblée qui croit avoir fondé un comité politique directeur, un comité de Salut public, alors qu'elle ne fait que renouveler avec une étiquette nouvelle sa commission exécutive des premiers jours. Si l'assemblée voulait avoir un réel comité exécutif, pouvant vraiment prendre la direction de la situation, parer aux éventualités politiques, elle devrait commencer par se réformer elle-même, cesser d'être un parlement bavard, brisant le lendemain aux hasards de sa fantaisie ce qu'il a créé la veille et se jetant au travers de toutes les décisions de sa commission exécutive. La Commune ne devrait être qu'une réunion de commissions se réunissant pour discuter les résolutions, les rapports présentés par chaque commission, écoutant le rapport politique de son comité exécutif, et jugeant si ce comité remplit son devoir, s'il sait donner l'unité d'impulsion, de direction, s'il a l'énergie, la capacité nécessaires pour le bien de la Commune.
>
> Au comité exécutif seraient renvoyées les affaires politiques, aux commissions diverses toutes les affaires du ressort de ces diverses commissions, et les séances se passeraient sans incidents inutiles, à prendre des résolutions et non plus à discourir.
>
> Pour un comité exécutif de cet ordre, et seul pouvant vraiment porter le titre de salut public, qui n'a d'ailleurs d'importance et qui a le désavantage d'être une répétition, je voterai oui sans phrases.
>
> En un mot, il faut organiser la Commune et son action;

---

14. BOURGIN & HENRIOT, *op. cit.*, Vol. 2, pp. 35-36; *Les 31 séances officielles op. cit.*,pp. 142-143.

faire de l'action, de la révolution et non de l'agitation, du pastiche. »

Dans le contexte de la critique principale formulée par Marx contre la Commune – à savoir qu'il lui fallait à tout prix abandonner les structures politiques bourgeoises pour en forger de nouvelles, révolutionnaires – ce vote motivé de Vaillant doit être considéré comme une des tentatives les plus sérieuses pour trouver cette nouvelle structure. Vaillant essaya d'aller au-delà des concepts hérités de Montesquieu qui entravaient toujours la pensée de tant de révolutionnaires. En même temps, il chercha à éviter les dangers d'une structure exécutive hautement centralisée et donc virtuellement dictatoriale. Aurait-il été possible de créer, à partir d'une assemblée élue selon les normes de la démocratie parlementaire «bourgeoise», une commission exécutive «non-bourgeoise»? La réponse semble être négative. Lénine, qui a longuement médité sur cette question, en a, en tout cas, tiré une conclusion nettement négative en 1917-1918. D'après les arguments de Vaillant en faveur d'un comité exécutif non élu, surgi de façon spontanée des rangs des insurgés, on pourrait être tenté d'en conclure à son anticipation de la tactique bolchevique en janvier 1918. En fait, les différences entre Vaillant et Lénine sont plus grandes et plus significatives que les similarités un peu illusoires.

Il ne faut pas oublier non seulement que Vaillant avait été candidat aux élections législatives en février 1871, mais aussi que, malgré sa défaite électorale, il abandonna la Mecque révolutionnaire pour se rendre à Bordeaux, centre (on ne peut plus bourgeois) de la nouvelle gravité politique. Pas de boycottage de la Douma pour Vaillant. De plus, ses efforts constants pour travailler avec tous les éléments révolutionnaires, son obsession de l'unité, se distinguent très nettement de la stratégie conflictuelle de Lénine. La méfiance exprimée par Vaillant concernant les dangers inhérents à tout comité exécutif trop restreint était réelle et persistante. Il croyait profondément à l'émergence spontanée d'une conscience révolutionnaire chez les masses dans le feu de l'action. Dans les années 1880 et 1890, il allait devenir un des très rares dirigeants socialistes à se battre pour l'autonomie syndicale. Il récusa avec véhémence la notion selon laquelle la classe ouvrière ne saurait progresser au-delà de l'économisme qu'avec l'aide d'une avant-garde... bourgeoise.

A cet égard, on peut dire que Vaillant se rapprocha beaucoup plus de Rosa Luxemburg que de Lénine qui, lui, était plus près de Blanqui. Ce qu'il essayait de faire, en réa-

lité, était de préparer son omelette socialiste sans casser ses œufs démocratiques et républicains. Depuis 1871, des générations de socialistes se sont confrontées au même problème.

Le dernier objectif que s'est donné Vaillant fut de marquer de façon indélébile les traits socialistes de la révolution communarde, d'en écrire pour ainsi dire le testament socialiste. En 1903, il affirma que le trait distinctif de la Commune fut son caractère « ouvrier, socialiste et révolutionnaire[15]. » Affirmation qui tranche, sans ambiguïté et de façon nette, un débat historique des plus complexes. En fait, la question de savoir si, oui ou non, la Commune fut une révolution socialiste est la question la plus essentielle de toute l'histoire des événements. Examinons un instant la contribution de Vaillant afin de mieux comprendre sa conception du socialisme.

On sait que ce n'est que dans une mesure très limitée que la Commune s'est attaquée de front au système capitaliste. Mais, en toute occasion, Vaillant se trouva à l'avant-garde des revendications les plus révolutionnaires. Le 31 mars, en tant que membre de la commission exécutive, il signa le décret sur la «municipalisation» de l'industrie des armements et des munitions[16]. Le 15 avril, il se fit l'avocat de l'expropriation des biens appartenant aux membres du gouvernement de Versailles qui avaient abandonné la capitale[17]. Le 26 avril, la Commune a débattu le problème de la meilleure stratégie à adopter contre les Versaillais. A l'encontre de ceux qui plaidaient en faveur de représailles contre les otages, Vaillant favorisait l'expropriation de la bourgeoisie en fuite : « Rappelez-vous que nous devons frapper la propriété par nos décrets socialistes[18]. » Il se prononça aussi en faveur de l'expropriation par la Commune du mont-de-piété. Alors que même le délégué aux finances, Jourde, se montra hésitant : « détruire le mont-de-piété, ce serait porter une atteinte à la propriété, ce que nous n'avons encore jamais fait », Vaillant opta franchement pour cette solution en estimant qu'« on pourrait, sans inconvénient, frapper la propriété sous cette forme[19]. »

Mais toutes ces mesures visaient simplement la confiscation et ne menaçaient nullement la structure même du sys-

---

15. « La Commune », *Le Socialiste,* 15-22 mars 1903.
16. BOURGIN & HENRIOT, *op. cit.,* p. 88 Vol. 1.
17. *Id.,* pp. 232-234.
18. *Id.,* p. 506.
19. *Id.,* pp. 483-19.

tème de propriété. A peu près le seul décret de la Commune portant atteinte au système capitaliste, en tant qu'appropriation et contrôle privés des moyens de production, fut celui du 16 avril. Proposé par Avrial, ce décret autorisait les chambres syndicales à prendre en main les ateliers et les usines abandonnés pour en faire des coopératives à gestion ouvrière. Selon son biographe, Maurice Dommanget, ce fut Vaillant qui fut, dans cette affaire, le conseiller d'Avrial[20].

Dans le domaine dont il avait la responsabilité directe, celui de l'enseignement, Vaillant appliqua immédiatemment le programme laïque qui, depuis très longtemps déjà, réclamait l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire. Il expérimenta aussi avec l'enseignement technique et professionnel – à la fois pour garçons et pour filles. Plus importante peut-être sur le plan socialiste fut sa gestion des écoles. Un de ses premiers actes, en tant que délégué à l'instruction publique fut d'appeler les enseignants, les élèves, les parents d'élèves et toutes les « bonnes volontés » à se former en commissions spontanées afin de discuter de tous les problèmes de l'enseignement et de formuler des propositions à ce sujet. L'activité de Vaillant dans ce domaine a déjà été étudiée en profondeur dans deux ouvrages spécialisés et on n'a pas à s'y attarder ici[21]. En tout cas, le domaine de l'instruction ne fournissait qu'une occasion limitée de s'attaquer au système capitaliste.

Plus intéressant, peut-être, fut le débat sur les théâtres, qui étaient sous la juridiction de la sûreté publique. La Convention, le 11 germinal an IV, avait décrété que la commission de l'instruction publique aurait la surveillance des théâtres. Vaillant demanda que la Commune adopte le même principe[22]. Son raisonnement s'articulait autour de deux arguments principaux. Primo, que « les théâtres doivent être considérés surtout comme de grands établissements d'instruction; et, dans une république, ils ne doivent être que cela ». Autrement dit, l'art relevait du domaine de la culture et de l'éducation générale et non pas du domaine du profit. Sans viser l'étatisation de la culture (« Evidemment, nous ne voulons pas avoir d'art d'Etat! »), Vaillant cherchait à com-

---

20. DOMMANGET, *Vaillant, op. cit.*, p. 34.

21. Maurice DOMMANGET, *L'Enseignement, l'Enfance et la Culture sous la Commune*, Paris, 1964; S. FROUMOV, *La Commune de Paris et la Démocratisation de l'Ecole*, Moscou, s.d.

22. Le débat sur les théâtres est reproduit dans BOURGIN & HENRIOT, *op. cit.*, Vol. 2, pp. 413 sq.

battre la commercialisation du spectacle. Sa deuxième proposition fut donc en faveur de l'autogestion des théâtres par les artistes : « Dans les arts, l'exploitation est plus terrible peut-être que dans les ateliers et tout le personnel des théâtres est exploité, depuis le haut jusqu'en bas. » Faire cesser cette exploitation devint donc une tâche urgente et d'importance capitale : « Nous devons chercher à créer partout des établissement socialistes [...] Le caractère principal de la révolution du XXe siècle est d'être une révolution sociale. Le produit du travailleur est un axiome d'une vérité générale et qui doit s'appliquer à l'artiste comme à tout autre producteur. » La solution devait être la même que celle qui avait été préconisée pour les ateliers : « Les théâtres doivent appartenir à des fédérations d'artistes [...] L'administration générale des théâtres est chargée de transformer le régime propriétaire et privilégié actuel en un système d'association par l'exploitation entière des artistes. » Qu'est-ce, sinon un des premiers plaidoyers en faveur de l'autogestion?

Testament socialiste? C'est peu de chose sans doute. On n'a guère besoin d'évoquer ici les problèmes pratiques qui s'opposaient à la consolidation de la révolution communarde. Mais ces quelques indications suffisent pour nous montrer une direction générale, un mouvement historique dont les lignes de force furent soulignées par les vrais socialistes comme Edouard Vaillant. Compte tenu des difficultés du moment et des faiblesses structurales de la Commune, Vaillant a quand même fait de son mieux pour tailler aussi clairement que possible les contours de la révolution socialiste.

Vaillant (comme d'ailleurs beaucoup d'autres révolutionnaires) fut sans doute pris de court, tant par le siège que par la Commune. Il devait, plus tard, avouer que la situation était sans espoir. Cependant, une fois le mouvement déclenché, il considéra que le premier devoir des « bons citoyens » était de se rallier à la cause et d'y souscrire de plein cœur. (En voilà un autre lien avec la Rosa Luxemburg de 1919!). Son plus grand regret fut que les membres de la Commune eussent passé autant d'heures à s'entre-déchirer idéologiquement. Sa lutte en faveur de l'unité socialiste naquit en 1871. Elle ne prit fin qu'avec sa mort, en 1915.

La Commune a exercé sur la carrière de Vaillant une influence profonde. Il ne faut pourtant pas trop se pencher sur les détails de sa contribution. L'essentiel de son activité (comme ce fut le cas en général) fut improvisé, enfanté par la nécessité et façonné à la hâte. Les idées furent nombreuses

(peut-être trop nombreuses) et elles ont subi de profondes modifications à mesure que les événements se sont déroulés. N'est-ce pas Engels lui-même qui a observé que les différentes «écoles» ont fini par faire le contraire de ce qui était prévu dans leur «programme»? Les acteurs du drame savaient pertinemment, quelle que fût l'importance du présent, qu'ils visaient surtout à construire l'avenir. Jusqu'à sa mort, Vaillant allait affirmer que, sans la Commune, la république aurait vite sombré.

Vaillant a beaucoup appris pendant ces semaines pathétiques et héroïques. Dès le début de sa vie politique, il se rendait parfaitement compte des difficultés énormes de la tâche révolutionnaire. Il a rencontré les limites du possible et les frontières de l'impossible. Il à compris la complexité terrible de l'ensemble national. On a beaucoup parlé des proudhoniens en tant que partisans de la décentralisation, et des blanquistes comme des centralisateurs impénitents. En fait, les hommes de la Commune étaient extrêmement confus quant à la question de la structure nationale. Vaillant n'y fait pas exception, comme le suggère son attitude vis-à-vis du comité de salut public. Mais la Commune lui a fourni la preuve (si de preuves il avait besoin) que le socialisme ne saurait s'instaurer en France avant l'éveil de la province. Ainsi, à son retour de l'exil, en 1880, Vaillant se rendit-il directement dans son Berry natal pour y organiser les travailleurs du Centre.

L'expérience de la Commune a influencé la pensée de Vaillant de mille autres façons. Inévitablement, malgré la rhétorique des années d'exil, il avait horreur de la violence. Témoin de la sauvagerie sans pareil d'une classe de propriétaires privés épouvantés en quête de vengeance, le jeune étudiant bourgeois est devenu, pendant la semaine sanglante, un guerrier socialiste majeur. Il allait par la suite, devenir un héros de la classe ouvrière. A la tête du cortège annuel au Mur des Fédérés, dans les meetings, tant en France qu'à l'étranger, il devint, vers le tournant du siècle, l'incarnation même de la lutte de Paris.

A cet égard, on pourrait conclure en disant que son identification, dans l'esprit populaire, avec les événements de 1870-1871, a servi, en fin de compte, à obscurcir l'originalité, la subtilité, la pertinence de sa pensée socialiste dans la période entre la Commune et la Grande Guerre. Membre de la Commune, il n'entendait pas, comme il le dit à plusieurs reprises, en faire l'éloge inconditionnel. Malgré tout ce qui

s'était passé en 1871, pour Vaillant, c'était l'avenir qui comptait le plus.

Au mois de mars 1903, évoquant les événements de 1870-1871, Vaillant chercha surtout à les démystifier :

> « Qu'importe maintenant qu'elle [la Commune] ait été éphémère et, si on le veut, inférieure dans les faits à la légende qui la grandit? [...] Nous pouvons laisser en effet à la critique historique le soin de dégager de ces événements grandioses et douloureux les circonstances et les passions qui les ont créées, d'y marquer les facteurs divers de leur développement. Ce qui les domine et dirige, ce qui leur donne leur valeur historique et politique, c'est leur caractère ouvrier, socialiste et révolutionnaire[23]. »

En juin 1871, Vaillant est passé en Angleterre à la recherche des moyens de continuer cette lutte ouvrière, socialiste et révolutionnaire.

Dix ans d'exil

La tradition historique prétend que dans les années qui ont suivi la Commune de Paris, Vaillant et d'autres «blanquistes» ralliaient la Première Internationale en vue de la «convertir» au blanquisme[24]. Vaillant, nous l'avons vu, n'était en aucun sens «blanquiste» en août 1871. De ceux des réfugiés français qui se sont lancés dans l'aventure de l'Internationale, nul n'avait véritablement de passé blanquiste[25]. Plus révélateur encore : les blanquistes «pure souche», les Eudes, Granger, da Costa et autres Breuillé étaient tous à Londres pendant les années 1870. Aucun d'entre eux n'a choisi de militer dans l'Internationale[26].

---

23. « La Commune », *Le Socialiste,* 15-22 mars 1903.

24. Jean MAITRON, « Le Parti blanquiste de 1871 à 1880 », *L'Actualité de l'Histoire,* 6, janvier 1954, p. 5 note 1; LEFRANC, *op. cit.*, pp. 17-18; LIGOU, *op. cit.*, p. 10.

25. Serraillier, Dupont, Longuet, Delahaye et Theisz étaient depuis longtemps des amis de Marx; Bastelica et Robin étaient des fidèles de Bakounine. Constant Martin avait été membre de l'Internationale pendant les années soixante et, comme Vaillant lui-même, ne rencontrait les blanquistes que sous le siège de Paris. Il deviendra anarchiste après le Congrès de la Haye. Cournet peut être classé parmi les jacobins, amis de Delescluze avant et pendant la Commune. Arnaud, proudhonien, avait été un des animateurs de la section parisienne de l'Internationale depuis 1864. Ranvier n'avait que des contacts éphémères avec les blanquistes avant la Commune et en tout cas est resté très près de Marx après La Haye.

26. Edmond Mégy, dans une lettre de novembre ou décembre 1871, estimait que les internationalistes n'étaient qu'" une bande de crétins " (J. MAITRON, « Le Parti blanquiste de 1871 à 1880 », *loc. cit.* p. 6).

En réalité, tant dans sa conception du rôle de l'action politique que dans celle de la structure du parti socialiste et de l'Internationale, Vaillant est resté, malgré la rupture de La Haye, très proche de Marx. Vaillant et ses amis ont quitté le Congrès de La Haye pour exprimer leur amertume et leur déception face au démantèlement tactique, décidé par Marx et Engels, de l'organisme dans lequel ils plaçaient toujours leur espoir d'un retour prochain de l'offensive révolutionnaire. La victoire prussienne avait, aux yeux de Marx et Engels, étouffé toute perspective d'action révolutionnaire dans l'immédiat. Cette vérité peu plaisante était d'autant plus inacceptable aux anciens communards qu'ils se trouvaient exilés, isolés de la France, frustrés de toute possibilité d'action efficace.

Malgré la polémique qui s'est inévitablement développée entre les vaillantistes et Marx-Engels, les écrits de Vaillant pendant ses années d'exil témoignent de sa compréhension profonde et croissante des idées essentielles du marxisme. Engels lui-même décèle dans la brochure par laquelle Vaillant justifiait sa rupture avec Marx, *Internationale et Révolution,* l'exposition systématique de « tous nos faits économiques et politiques[27]. » De même, lors de la parution du célèbre manifeste *Aux Communeux* (1874), Engels estime que c'est « *le premier manifeste où les ouvriers français adhèrent au programme actuel du communisme allemand* » (souligné par F.E.); et il ajoute la précision suivante : « Les amener à cela est le mérite incontestable de Vaillant [...] qui connaît à fond la littérature socialiste allemande[28]. » De même lorsque Vaillant riposte dans la brochure *Les Syndicaux et leur Congrès* (1876), au Congrès ouvrier de Paris, son analyse des résolutions revêt une critique marxiste percutante.

D'où est donc née la légende d'un Vaillant «blanquiste»? Evidemment le fait que Vaillant, faute d'alliés marxistes ou internationalistes qui partageaient sa fringale d'action, s'est associé pendant les années d'exil aux « chefs historiques » du blanquisme a pesé lourd sur son sort ultérieur. Au retour d'exil, l'éventail d'alliés éventuels n'était guère réconfortant. Pas question pour lui de s'associer aux

---

27. Lettre d'ENGELS à Sorge, datée du 16 novembre 1872.
28. F. ENGELS, « Le programme des réfugiés blanquistes de la Commune », *loc. cit.*, p. 457. Cet article fut publié dans la revue allemande *Volkstaat*, N° 7 (1874).

républicains de gauche qui, sous couvert de l'Alliance socialiste républicaine, allait regrouper les plus modérés des anciens communards revenus de leurs illusions. Quant à la Fédération du Parti des travailleurs socialistes de France, née en 1879 au Congrès de Marseille, Vaillant avait plusieurs raisons de s'en méfier. D'abord, le fait que cette formation contenait toujours plus d'organisations syndicalistes que de groupes socialistes «politiques» ne rassurait pas celui dont une des idées fondamentales à partir du Congrès de La Haye avait été et continuerait pour toute sa vie à être l'autonomie totale de l'action syndicale par rapport à l'action «politique» du parti socialiste. En plus, sa méfiance vis-à-vis de Jules Guesde, qui passait pour l'éminence grise du nouveau parti, avait déjà été éveillée pendant l'exil. Il subsistait, chez Vaillant, une grosse part de doute concernant la sincérité d'un homme ayant basculé en 10 ans du républicanisme bourgeois au marxisme doctrinaire en passant par l'anarchisme jurassien, et un radicalisme de rédacteur en chef[29].

D'ailleurs, pour Vaillant, la tâche principale des années 80 était non pas tant de proclamer l'existence du parti socialiste ou de le doter d'un programme, que de le construire. C'est la raison pour laquelle, tout en adhérant à la nouvelle formation politique que ses amis avaient constituée autour de la personne de Blanqui, le Comité révolutionnaire central (C.R.C.), Vaillant s'est, dès son retour d'exil, éloigné de la scène parisienne pour recruter et entraîner au fin fond de la France provinciale les militants indispensables à la formation du nouveau parti. Ses efforts dans son Berry natal – pays des nouvelles villes de l'industrie légère que l'Empire avait appelées à l'existence – ont porté des fruits considérables. En dix ans, le Cher devenait un des départements où le socialisme était le mieux et le plus solidement implanté[30]. L'action unit, les programmes divisent : voilà sa devise pour les années 80. Il s'agissait pour lui, de construire le parti socialiste à partir de l'action militante vécue de tous les jours.

Construire le parti socialiste

Dans cette tâche urgente de la construction du parti, Vail-

---

29. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, (I.I.S.G.) Amsterdam, Fonds A. Scheu, lettre de Vaillant à Scheu datée du 2 novembre 1877.

30. Voir Claude PENNETIER, *Le Socialisme dans le Cher, 1851-1921*, La Charité sur Loire, E. S. Delayance – Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1982; P. et M. PIGENET, M. RYGIEL et M. PICARD, *Terre de luttes*, Paris, 1977.

lant avait tout de même besoin d'alliés politiques. Il les cherchait un peu partout dans le grouillement d'écoles et de sectes qui foisonnaient à l'époque. Surtout chez les blanquistes – qu'il avait déjà obligés de s'engager, en partie à leur insu, sur le chemin du socialisme «scientifique» – et chez les guesdistes dont il appréciait de plus en plus l'ardeur révolutionnaire tout en continuant de regretter ce qu'il estimait être les limites doctrinales de leur conception d'un socialisme *français*.

Cependant ses rapports avec les blanquistes s'empiraient constamment. Sur le plan idéologique, il est clair que Vaillant était vu de mauvais œil par les blanquistes « pure souche ». Blanqui lui-même le considérait comme un intrus dont le style politique était inacceptable. Sur le plan personnel, Vaillant se plaignait régulièrement auprès d'Eudes et d'autres camarades, regrettant de ne pas avoir l'oreille des dirigeants et de ne pas être tenu au courant des développements[31]. Il est même allé jusqu'à laisser entendre que les blanquistes s'intéressaient davantage à son porte-monnaie qu'à ses idées[32].

Pire : malgré sa multiplication de demandes et d'invitations, les blanquistes parisiens se désintéressaient totalement de l'action socialiste hors de la capitale. Lorsque, en juillet 1883, Vaillant lança *Le Républicain Socialiste du Centre,* il annonça des articles réguliers des dirigeants du C.R.C. Ceux-ci ne se sont jamais réalisés. Il est intéressant de constater que les membres du C.R.C. qui allaient suivre Vaillant lors de la scission qui allait intervenir en 1889 – Baudin, Forest, Chauvière et d'autres – rédigeaient régulièrement des articles, alors que ceux qui allaient suivre Granger – Breuillé, Francard, Feltesse, Michel – n'écrivaient point (ou très peu). Par contre ce journal vaillantiste publiait sans aucune gêne des articles signés par Engels, Guesde, Lafargue, Dormoy et Deville.

Vaillant et Guesde s'étaient rencontrés lors de leurs tournées de propagande dans les départements ruraux du Centre. Au début des années quatre-vingt, ils collaboraient étroitement aussi pendant l'agitation parisienne des ouvriers sans emploi[33]. Les deux hommes cherchaient surtout à faire

31. Institut Français d'Histoire Sociale, Paris, Fonds Emile Eudes, lettre de VAILLANT à Eudes datée le 4 septembre 1880 : «[...] la différence de façon dont sont reçues mes observations et celles de [Blanqui et Granger] me montre de quel avantage incalculable ils jouissent à vos yeux sur moi. »

32. *Id.*, lettre du 15 août 1880.

33. Voir A. COMPÈRE-MOREL, *Jules Guesde, le Socialisme fait homme,* Paris, 1937, pp. 189-324.

comprendre aux chômeurs que la racine de leur misère se trouvait dans un vaste système économique et social dont le renversement supposait d'abord sa compréhension «scientifique», et ensuite l'organisation, l'unité des structures. Les anarchistes, par contre, avaient tendance à préconiser le pillage des boulangeries. L'attitude des blanquistes était ambiguë. Quelques militants très en vue dans la capitale – tels Louise Michel ou François Winant – prétendaient appartenir à la fois au mouvement blanquiste et au mouvement anarchiste[34]. Les blanquistes, d'ailleurs, essayaient surtout de canaliser l'agitation des ouvriers sans emploi dans le sens d'une campagne assez limitée contre le système de placement privé. Ce fut certainement lors de ces événements que Vaillant commençait à se rendre compte des liens idéologiques qui le rapprochaient de Guesde ainsi que des ambiguïtés et des désaccords qui l'écartaient des blanquistes.

Son activité électorale constituait un autre point de divergence avec les blanquistes. Candidat à toutes les élections – législatives, municipales, cantonales, – Vaillant était élu conseiller municipal de Paris en 1884. Se lançant dans la politique municipale avec une énergie inépuisable, il réussissait en moins de dix ans à « transformer radicalement un des quartiers les plus déshérités de la capitale[35] ». Refusant de se laisser embourber dans le faux débat qui était amorcé entre, d'un côté, broussistes, «réformistes» et de l'autre guesdistes, «intransigeants» ou «révolutionnaires», il cherchait, dans ses discours à l'Hôtel de Ville et dans de nombreux articles de la presse socialiste, à faire ressortir le rapport dialectique qui existait entre ces deux éléments du mouvement social[36].

Il a été dit que les blanquistes en général se sont lancés pendant les années 80 dans la bataille électorale. Précisons tout de même qu'à part l'Enfermé lui-même aucun blanquiste « pure souche » n'était élu nulle part avant l'aventure boulangiste de 1889. Seuls ont été élus les amis intimes de Vaillant, son lieutenant berrichon, Eugène Baudin, porté à la députation en 1889 et Emmanuel Chauvière, son principal

34. Patrick H. HUTTON, « The Role of the Blanquist Party in Left-Wing Politics in France, 1879-1890 », *Journal of Modern History*, Vol. 46, June 1974, p. 283.
35. Victor MÉRIC, « Edouard Vaillant », *Les Hommes du Jour*, N° 21 (1908).
36. Voir surtout son discours à l'Hôtel de Ville (*Bulletin Officiel Municipal de la Ville de Paris*, 30 janvier 1885) prononcé au nom de la commission des ouvriers sans travail.

collaborateur parisien, qui est venu le rejoindre à l'Hôtel de Ville en 1887. Les blanquistes parisiens ne s'accomodèrent jamais de l'action parlementaire de la nouvelle République. Ils préféraient l'agitation. L'affaire Boulanger allait la leur offrir de façon dramatique.

La crise boulangiste et l'éclatement du C.R.C.

Le jeune mouvement socialiste en France, à peine né et déjà terriblement divisé, se voyait obligé vers la fin des années quatre-vingt, de faire face à un problème qui allait se poser de façon encore plus aiguë dix ans après : celui de l'alliance tactique avec la bourgeoisie progressiste – l'ennemi de classe – en vue de la défense républicaine. L'épopée boulangiste mit à rude épreuve les convictions républicaines des divers membres de la famille socialiste[37].

Pour les uns – broussistes, allemanistes et autres possibilistes – la république en danger exige impérativement un front républicain sans arrière pensée aucune. La lutte des classes cède donc la place à la lutte républicaine menée la main dans la main avec les radicaux et les progressistes au sein de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Pour les autres, l'ébranlement de la classe politique provoqué par le mouvement boulangiste semble être l'occasion rêvée de «dériver» les masses directement vers la république sociale sans s'attarder à étayer la république bourgeoise. Ce sera, qu'ils en soient conscients ou non, et bien qu'ils ne l'avouent pas ouvertement, la position adoptée en fin de compte par la plupart des blanquistes de la vieille école. De plus en plus influencés par Henri Rochefort, ces révolutionnaires professionnels s'avèrent incapables de résister à ce qu'ils croient être une situation révolutionnaire. Incapables de comprendre le rôle historique des classes sociales ou du régime républicain, ils se montrent également incapables de répondre aux exigences politiques de la crise. Ils n'hésiteront pas, en haïne du parlementarisme, à passer à l'extrême droite. Et Blanqui de tourner à coup sûr dans sa tombe...

Plus nuancée pourtant est l'attitude de Vaillant, qui (Guesde souffrant et absent de la capitale, et Lafargue faisant les yeux doux en direction des masses boulangistes) préconisera fermement et sans jamais dévier « la troisième

37. Sur les blanquistes, les vaillantistes et les autres socialistes pendant la crise boulangiste, voir mon article, « The Myth of Blanquism under the Third Republic », *Journal of Modern History,* Vol. 48, September 1976, pp. 48-56.

voie » : ni Ferry ni Boulanger. Aux yeux de Vaillant, il fallait profiter de la crise non pas pour basculer du socialisme soit au césarisme soit au républicanisme bourgeois mais pour montrer les défaillances de ces deux systèmes antithétiques et pour affirmer que le socialisme en était la synthèse historique.

La divergence d'analyse – fondamentale et éclatante – entre Vaillant et les blanquistes sur la question du boulangisme se décèle avec la plus grande netteté à la lecture des articles publiés tout au long de l'aventure boulangiste dans la presse du C.R.C. La fascination croissante que le « brav' général » exerçait sur Granger et ses amis contraste de façon frappante avec la ligne extrêmement prudente et circonspecte adoptée par Vaillant. Ces divergences idéologiques sont également soulignées dans les rapports presque quotidiens rédigés par divers mouchards affectés par le préfet de police au pistage du C.R.C. Le «parti» blanquiste, incapable de survivre à l'épreuve boulangiste se scinda en deux au cours de l'été 1889.

Il y avait eu trois qualités principales que Vaillant avait admirées chez les blanquistes. D'abord leur esprit révolutionnaire indomptable, ensuite leur républicanisme apparemment inébranlable, et enfin leur rejet des idéologies toutes faites. Cependant, en cédant aux attraits fort ambigus du boulangisme; ils avaient implicitement abandonné leur foi républicaine. En même temps leur aversion pour l'idéologie s'était révélée en réalité n'être qu'une insuffisance tragique sur le plan de la théorie socialiste. Depuis quinze ans Vaillant essayait de guider ses amis blanquistes sur le chemin de la théorie marxiste. Il s'est rendu compte en 1889 de l'échec total de ces efforts. Il ne restait plus à ses yeux, chez les anciens amis du Vieux, que l'élément « bagarreur » d'une mentalité insurrectionnelle un peu enfantine et Vaillant s'est vite rendu compte de l'ambiguïté périlleuse de cette qualité isolée. C'est pourquoi, après la scission, il prenait toujours soin de nier fermement l'héritage «blanquiste» du C.R.C.[38].

Entre 1889 et 1892, Vaillant tenta l'impossible pour favoriser l'unification des différentes écoles socialistes en France – à l'exclusion cependant de tous ceux qui avaient été entraînés dans l'aventure boulangiste. Mais devant le refus catégorique du P.O.F. de renoncer à ses prétentions au

---

38. Voir *infra*, p. 77.

monopole de la direction idéologique du mouvement socialiste[39], et face à la nouvelle scission qui, en 1890, opposait les amis de Brousse à ceux de Jean Allemane, il décida, à contre-cœur, de poursuivre seul son propre chemin et de doter sa formation d'un programme et d'un règlement intérieur.

Le C.R.C. en 1892 structure et programme

Bien que l'ancienne formation blanquiste ne se soit jamais dotée d'un programme, elle possédait une série de règlements internes[40]. Il est intéressant de faire une comparaison entre la structure du C.R.C. blanquiste et celle du C.R.C. vaillantiste. La formation blanquiste affectionnait toujours quelques-unes des pratiques conspiratrices héritées du passé. Par exemple, chaque délégué, après présentation de son mandat, était tenu de détruire ce document afin de préserver le secret entourant l'identité de ses mandataires. Vaillant abandonna purement et simplement ces pratiques. Sa formation s'annonça ouvertement un parti politique et le compte rendu de ses réunions hebdomadaires paraissait régulièrement dans ses journaux. Dans la formation blanquiste, le comité central se composait d'un certain nombre de citoyens qui n'étaient mandatés par aucun groupe ou comité de base tandis que le parti de Vaillant ne reconnaissait que des délégués officiellement mandatés par des groupes régulièrement affiliés. Ainsi fut-il à la fois plus démocratique et plus ouvert. La formation blanquiste ne faisait aucune mention de délégués de la province alors que celle de Vaillant les intègre officiellement dans ses structures. La vieille formation, comme toutes les écoles socialistes de l'époque, essayait de recruter des syndicats entiers, alors que Vaillant, fidèle à sa conception de la différence organique entre activité syndicale et activité politique, refusait l'adhésion des syndicats, tout en accueillant les syndicalistes à titre individuel. Tous ces changements marquèrent le nouveau C.R.C. de l'empreinte distinctive de son directeur politique.

---

39. Sur ce problème, voir WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit.*, pp. 85-89.

40. *Archives de la Préfecture de Police* (APP) Ba / 1515, carton 1888 : deux exemplaires manuscrits des règlements intérieurs blanquistes ont été communiqués par des membres (inconnus) du groupe. Quant à la *Déclaration et Règlement* vaillantiste, celle-ci a été publiée dans chaque numéro de leur journal, *Le Parti Socialiste,* à partir du 21 février 1892. Je l'ai reproduite dans *International Review of Social History;* Vol. XVII (1972), pp. 417-420.

Sur le plan de ses structures, la formation vaillantiste ne diffère pas fondamentalement des autres partis de l'époque. Le comité central, dont le siège était à Paris, était élu chaque année par vote de tous les groupes ou comités affiliés. L'unité de base fut le groupe ou le comité et ceux-ci se regroupaient en un nombre limité de fédérations régionales. Tous les responsables du parti étaient élus, et l'administration soumise au contrôle du comité central. La seule différence essentielle entre le C.R.C. et les autres partis de l'époque est que celui-là ne tenait pas de congrès national, bien que quelques fédérations régionales – surtout la fédération du Centre – en tinssent de façon régulière. Mais cette différence s'explique surtout par les dimensions modestes de l'organisation (au moins au début), par le fait que ses principaux dirigeants se rencontraient chaque semaine au comité central et que les congrès des autres partis socialistes s'étaient fait surtout remarquer par leur capacité presque illimitée de provoquer ruptures et scissions.

Quant à la déclaration politique du C.R.C. nouveau style, celui-ci cherchait moins à présenter un programme global de revendications immédiates qu'à esquisser les principes fondamentaux qui sous-tendaient sa politique et son action. La déclaration commence par une constatation que « dans le mouvement socialiste international, le rôle des nations est, indépendamment des causes générales et communes, déterminé pour chacune, par sa nature, son histoire et les circonstances [...] ». Aux yeux du C.R.C. le trait distinctif du processus historique en France est que « toute revendication sociale, dès qu'elle se généralise et devient plus active, prend un caractère essentiellement politique ». Le changement historique en France, en d'autres termes, passe par la conquête de l'Etat et le renversement du régime.

Ayant souligné le fait que le socialisme, bien que doctrine internationaliste et universelle, devait s'adapter aux conditions nationales de chaque pays, Vaillant se met à esquisser les grandes lignes de cette doctrine universelle. « Le C.R.C. [...] reconnaît la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, comme la caractéristique du socialisme actuel, la règle directrice de son action. » Le but de cette action est double : « l'émancipation de la classe ouvrière » et « la délivrance enfin de tous les jougs politiques, sociaux et intellectuels de l'homme ». L'affranchissement total de l'humanité passe donc par l'émancipation du prolétariat. Tout socialiste digne du nom doit par conséquent être : « athée (matérialiste et transformiste), républicain,

communiste, révolutionnaire et internationaliste. » Le sens de chacune de ses épithètes fera par la suite l'objet d'un long article d'explication dans *Le Parti Socialiste;* j'y reviendrai.

La force motrice derrière le mouvement historique est désignée par un terme typiquement vaillantiste : « la force des choses », dont la principale composante est la « puissance infiniment accrue de production, d'intelligence et d'énergie » par laquelle « la société brise les formes mortes, rompt les liens qui l'enserrent et prépare, forme l'avenir ». En évitant délibérément d'employer la formule « matérialisme historique » (bien qu'il s'agisse évidemment de cela), Vaillant cherche à souligner la complexité et l'infinie variété des mutations en cours :

> « Il n'est pas un de ces effets, de ces résultats, si minime soit-il, qui ne soit désirable. Il n'est pas un des actes de la vie nationale auquel nous ne devions participer, dont nous ne devions tenir compte et tirer parti dans l'intérêt des revendications ouvrières et pour le développement de la République. »

A la différence des autres écoles socialistes, les vaillantistes ne croient pas utile d'établir une liste précise de revendications immédiates.

> « Si, entre toutes réformes, nous mettons avant tout, celles qui, plus directement, importent à notre cause : les conditions et garanties du travail, l'organisation et la liberté syndicale, assurées par une législation nationale et internationale; il n'est aucun progrès des institutions républicaines, des droits municipaux, des libertés individuelles et populaires, de l'instruction publique élémentaire et supérieure unifiée et généralisée, de l'hygiène, des arts, des sciences, de l'industrie et de tout mode de l'activité humaine, qui nous soit indifférent. Ce sont autant de pas hors du passé, autant de moyens qui, bientôt, socialement employés, permettront de répandre sur tous les biens, les richesses, l'aisance, le bonheur, aujourd'hui monopolisés. »

Se situant sous le signe de la Deuxième Internationale, le C.R.C. fait sien le programme général de cet organisme :

> « Les Congrès de l'Internationale et les Congrès internationaux socialistes ont voté et nous affirmons avec eux : "La manifestation du 1er Mai; le pacte international d'union des travailleurs et des socialistes de tous les pays; la lutte de classe; la journée de huit heures; le salaire minimum équivalent aux besoins; la législation nationale et internationale protectrice du travail; le combat par tous les moyens contre le militarisme et la guerre; pour la suppression de l'armée permanente, pour la paix internationale; l'abolition du salariat et du patronat, du privilège et du régime capitaliste par la socialisation de la matière et des instruments de production, etc. etc.; enfin l'organisation nationale et internationale de la classe

ouvrière et du parti socialiste; le secrétariat du travail et la périodicité des Congrès."

Le C.R.C. a ses représentants aux Congrès internationaux socialistes et au secrétariat du travail. »

Mais afin de créer les conditions de la victoire de ce projet, il y avait, aux yeux des vaillantistes, deux conditions préalables essentielles : la paix internationale et l'unité socialiste.

Une fois ces deux conditions remplies et la victoire assurée, le processus révolutionnaire pouvait s'engager :

« Maîtres du pouvoir politique, le parti socialiste et la classe ouvrière arracheront à la classe possédante, au privilège, aux accapareurs de la société capitaliste, la matière et les instruments de production, rendus propriété sociale, fonctionnant pour la communauté sociale, dans l'ordre moral de la société socialiste pouvant alors évoluer librement. A cette conquête émancipatrice du pouvoir politique, à l'avènement de cette dictature impersonnelle et initiatrice de l'ordre nouveau, du prolétariat socialiste, nous devons employer tous les moyens, donner tous nos efforts. »

Le C.R.C., apprend-on, est un « parti d'action » qui « adopte tous les modes d'activité économique, politique et sociale, électorale et révolutionnaire ». Tel est le «programme» des vaillantistes en 1892.

L'on remarque tout de suite le manque total de tout terme ou de toute formule susceptibles de faire coller au parti une étiquette précise. Il n'y a aucune mention ni de Marx ni de Blanqui. Lorsque l'emploi de slogans politiques devient inévitable, la *déclaration* les multiplie en série, (athée, républicain, communiste, révolutionnaire et internationaliste) quitte à leur consacrer par la suite dans les colonnes de la presse du parti, une étude approfondie.

Le socialiste vaillantiste se doit tout d'abord d'afficher un *athéisme* militant[41]. Mais l'athéisme est bien plus qu'un rejet instinctif ou viscéral des valeurs du christianisme féodal. Depuis Darwin, affirme Vaillant, l'athéisme est devenu un credo positif, une conception globale, matérialiste et transformiste du monde. Impossible d'être socialiste et de croire à une quelconque force divine transcendentale. Mais le socialiste doit également jurer fidélité au *républicanisme*[42]. Le républicanisme est à la fois une structure et une croyance. La forme républicaine, même bourgeoise, est la seule structure politique qui permettra le passage à la société socialiste.

---

41. « Athée (matérialiste et transformiste) », *Le Parti Socialiste,* N° 36, 28 février 1892.

42. «Républicain», *Le Parti Socialiste,* N° 38, 13 mars 1892.

Et celle-ci réalisera le républicanisme à l'état parfait, qui est synonyme du *communisme*[43]. Dans sa définition de ce dernier terme, Vaillant se met ouvertement sous le signe du socialisme scientifique qui a, dit-il, fait reculer les « visions utopiques » des premiers socialistes presque aussi loin que les « âges anciens de l'humanité ». Et il se contente de reproduire textuellement les derniers paragraphes du *Manifeste Communiste,* en saluant ces « paroles toujours vraies de [...] Marx et Engels ».

Pour arriver a ce but tant désiré, le socialiste ne peut pas se passer d'une vision *révolutionnaire*[44]. Mais Vaillant s'empresse de préciser que ce terme n'est nullement synonyme de dynamite – comme cherche à prétendre la presse bourgeoise. « Il y a plus d'un imbécile ou d'un ignorant » dit-il, « qui prétende [...] que Révolution veuille dire violence [...]. » Au contraire, elle « n'exclut pas la force mais ne suppose pas la violence; car [...] son succès est d'autant mieux assuré que les jeux de la violence et du hasard interviennent moins ». Révolution, au sens vaillantiste, est donc synonyme de changement global, ceci étant l'aboutissement d'une « action totale et multiple » sur « tous les terrains », par « tous les moyens » et à tous les niveaux. Le niveau suprême est, bien entendu, le niveau *international*[45]. L'internationalisme, apprend-on, « est une qualité essentielle sans laquelle le socialisme ne peut exister et ne peut même être conçu ». Ceci pour deux raisons. D'abord, sur le plan matériel, la lutte contre le capitalisme « n'est pas nationalement localisée » mais doit être menée là où le capitalisme se manifeste : partout. Ensuite, sur le plan moral et intellectuel, l'internationalisme traduit « une passion toute fraternelle » pour l'humanité dans son ensemble.

La déclaration politique de 1892 revêt une importance fondamentale pour la compréhension du mouvement vaillantiste. Le trait saillant de ce texte est son manque de doctrinarisme, son ouverture politique et intellectuelle, son appel non-partisan à tous ceux qui souhaitaient construire le socialisme. Cette caractéristique a été soulignée immédiatemment par le mouchard Ricin, dont l'analyse politique était toujours remarquablement perspicace, qui estima que le programme vaillantiste « a une grande largesse de vues qui

43. « Communiste» , *Le Parti Socialiste,* N° 37, 6 mars 1892.
44. «Révolutionnaire», *Le Parti Socialiste,* N° 39, 20 mars 1892.
45. « Internationaliste », *Le Parti Socialiste,* N° 40, 27 mars 1892.

pourra, à mon avis, rallier un grand nombre d'adhérents[46]. » Ce qui pose, enfin, la question des statistiques.

Lors de l'éclatement du C.R.C. en 1889, ce mouvement comportait des groupes ou comités dans tous les arrondissements parisiens plus une poignée de groupes provinciaux qui avaient été recrutés personnellement par Vaillant. Après la scission, Vaillant perdit le contrôle d'au moins la moitié des groupes parisiens, mais garda celui des groupes provinciaux. En 1892, le parti ne possédait des groupes que dans huit arrondissements parisiens, mais la plupart de ceux-ci contenaient une cinquantaine d'adhérents ou plus[47]. En même temps, il y avait vingt et un groupes provinciaux représentés aux réunions du comité central, dont seize dans le seul Cher. Cependant, trois ans plus tard le parti pouvait se targuer d'avoir vingt-cinq comités dans onze arrondissements de la capitale, douze comités dans la banlieue nord, six dans la banlieue sud et les groupes suivants en province : Cher (33), Allier (12), Puy de Dôme (4), Haute Loire (2), Corrèze (2), Indre et Loire (3), Lot (4), Aveyron (3), Tarn (12), et un groupe dans les départements suivants : Haute Garonne, Haute Vienne, Gard, Alpes Maritimes, Seine Inférieure, Maine et Loire, Sarthe et Bouches du Rhône. En tout quatre-vingt-trois groupes provinciaux[48]. En 1900, il y avait trente-six comités dans quinze arrondissements parisiens, vingt et un dans la banlieue nord, quinze dans la banlieue sud et deux cents groupes ou comités éparpillés sur trente départements provinciaux[49].

Aux élections législatives de 1898, le P.S.R.-A.C.R., avec 47 candidats, recueillit 157 000 voix et réussit à faire élire 12 députés, un seul de moins que le P.O.F. qui avait lancé 96 candidats dans la bataille. Ces chiffres disent de façon éloquente le succès personnel d'Edouard Vaillant, dont le programme de 1892 a sans doute largement contribué à transformer une petite bande de camarades et d'amis en un parti politique national, et ceci en moins de dix ans.

---

46. APP, Ba/1515, rapport de RICIN daté du 12 février 1892.
47. APP, Ba/1515, rapport de MULLER daté du 28 septembre 1892.
48. *Annuaire du C.R.C. et de l'Alliance Communiste,* 1896-1897, pp. 11-16.
49. *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1899-1900, pp. 7-18.

[illegible]

[illegible] ses appuis [illegible]

[illegible] groupes [illegible] ses [illegible]

[illegible] pris [illegible] la [illegible] connu [illegible]

[illegible] plus [illegible] pour [illegible]

[illegible] Haute-Loire [illegible]

[illegible] dans les [illegible] sauvages, Haute-Garonne, [illegible]

[illegible] Drôme, [illegible]

[illegible] Bouches-du-Rhône. [illegible]

[illegible] nous avons pu [illegible]. En 1930, [illegible]

[illegible] dans quinze [illegible]

[illegible]

[illegible]

Deuxième partie

BLANQUISME
ET
MARXISME

CHAPITRE II

LE MYTHE DU BLANQUISME

Après la mort de Vaillant, un certain nombre de ses contemporains et collègues soulignèrent qu'il avait été l'un des premiers à comprendre et à répandre les idées de base du marxisme en France. Cela les conduisit à se demander comment il se faisait que Vaillant fût parfois tenu pour blanquiste. A l'exception près d'un ou deux points de similitude quant au fond, points que nous étudierons ci-après, ils arrivèrent à l'inévitable conclusion qu'il était plutôt trompeur de coller à Vaillant l'étiquette blanquiste[1]. Malgré cela, elle continue de lui être appliquée. J'ai déjà proposé un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer ce fait (voir ci-dessus, pages 28 à 31). Il importe maintenant d'examiner les liens entre le vaillantisme et le blanquisme afin d'en finir une bonne fois pour toutes avec le mythe du blanquisme sous la Troisième République.

Qu'est-ce que le blanquisme? Il serait superflu de refaire le chemin très fréquenté qu'ont si talentueusement frayé Alan Spitzer, Samuel Bernstein et surtout Maurice Dommanget. Dans le cadre de notre recherche, il suffit de reprendre, comme hypothèse de travail, ce qui est explicite, ou au moins implicite, dans les conclusions de tous les principaux historiens du blanquisme. A savoir, tout d'abord, qu'il faut bien faire la distinction entre blanquisme en tant que méthode d'organisation insurrectionnelle et blanquisme en tant que pot-pourri de diverses idées sociales, économiques et philosophiques. Alan Spitzer a su magistralement jongler avec la masse éparpillée des écrits de Blanqui, et a émis l'hypothèse selon laquelle les théories de Blanqui et sa praxis

---

1. Jean GAUMONT, *Histoire générale de la coopération en France*, Paris, 1924, Volume 2, p. 300; BRACKE, « Edouard Vaillant », in *Le Populaire*, 29 janvier 1940.

politique étaient en corrélation très étroite. Il n'en reste pas moins que, non seulement pour la génération actuelle, mais aussi pour les contemporains de Blanqui, ce fut sa praxis politique qui lui valut la célébrité, cependant que son idéologie sociale, politique et économique est plus ou moins ignorée. Le second élément qui nous sert d'hypothèse de travail est que même la praxis politique de Blanqui perdit beaucoup de son intérêt après 1848. Déjà sous le régime «démocratique» perverti qui prévalut de 1852 à 1870, complots et putschisme constituaient des armes d'une efficacité plus que douteuse. Après l'avènement de la démocratie républicaine libérale en 1870, non seulement ces méthodes avaient perdu leur raison d'être, mais surtout, elles allaient à l'encontre du but poursuivi.

Blanqui semble lui-même l'avoir bien compris. Durant les quelques dix-huit mois de sa vie politique active sous la Troisième République (1879-1880), son «programme» était à peine plus avancé que celui des radicaux de gauche. On ne peut pas, de façon délibérée, ne tenir aucun compte du fait que, lorsqu'il réapparut au sortir de la prison, il salua en Clemenceau le chef de file de la gauche, l'homme du futur, le gardien de la révolution[2]. Pas une seule fois, au cours des campagnes électorales qu'il mena pendant cette période, il ne fit mention du problème social; pas une fois non plus il ne se dit socialiste, et encore moins révolutionnaire. Il fut le candidat du peuple, une sorte de Don Quichotte radical, se battant contre les moulins à vent de l'obscurantisme clérical et du renouveau monarchiste, réclamant à cor et à cri l'exécution du programme républicain, l'amnistie politique et le fonctionnement sans entrave de la démocratie bourgeoise[3]. Cette orientation n'est pas le fait du gâtisme d'un vieillard brisé, enchaîné et courbé, tel Shelley le poète, sous le poids pesant des heures. Le programme de Blanqui avait toujours comporté l'instauration d'un régime de démocratie populaire, dans lequel l'Eglise ferait l'objet de la première attaque, la principale arme utilisée étant celle de l'éducation

---

2. « Vous possédez seul l'arme de combat contre le péril actuel, vous êtes une forteresse, vous êtes invincible, vous suffirez pour la lutte et pour la victoire [...] vous seul savez porter coup, vous seul êtes redoutable. Devenez chef de la gauche. Devenez à la Chambre l'homme de l'avenir, le chef de la Révolution. » *Bibliothèque Nationale*, Manuscrits Blanqui, Bl. 9592, liasse ix, lettre à Clemenceau, s.d.

3. Voir DOMMANGET, *Auguste Blanqui au Début de la Troisième République*, Paris, Mouton, 1971, pp. 76, 93, 106-111

universelle. A l'origine, bien sûr, il avait envisagé comme moyens pour parvenir à ce but les barricades et la dictature populaire. Mais pour Blanqui, les moyens importaient moins que la fin[4], et, en 1879, le régime républicain était déjà solidement établi, l'assaut contre les congrégations religieuses avait déjà commencé, et l'éducation universelle montrait le bout de son nez. L'essentiel du programme politique de Blanqui était bien amorcé.

Les détails sociaux, économiques et institutionnels n'avaient toujours eu, pour Blanqui, qu'une importance secondaire[5]. C'est pourtant l'étude de sa pensée économique et sociale qui pose la problématique des rapports entre Marx et Blanqui. Est-il possible de rassembler les réflexions disparates de celui-ci en un ensemble cohérent ayant sa propre unité interne, en un système qui puisse se comparer au marxisme? Cela ne me semble pas possible. Ceux qui ont comparé Blanqui à Marx se divisent en deux catégories. Tout d'abord, des historiens de la gauche française : Roger Garaudy, André Marty[6] et, surtout Maurice Dommanget; ceux-ci surestiment, en nombre et en importance, les points d'accord entre Marx et Blanqui, tandis que leurs divergences sont rabaissées au niveau de simples détails. En réalité, une étude minutieuse de la comparaison faite par Dommanget, la plus récente et aussi la plus complète, révèle tout le contraire[7]. Une série de parallèles, en grande partie superficiels, est mise en vedette, tandis que les points de première importance (l'analyse du capitalisme, les concepts de classe et de lutte des classes, idéalisme / matérialisme, nationalisme / internationalisme, la nature de la révolution) soit sont escamotés, soit sont relégués au second plan.

D'autres qui ont fait cette même comparaison, des historiens tels que Spitzer et Bernstein, ont souligné le caractère insaisissable d'une telle entreprise. A peine pense-t-on avoir

4. « Si en effet nous nous disons républicains, c'est que nous espérons de la République une refonte sociale [...] Si la République devait tromper cette espérance, nous cesserions d'être républicains, car, à nos yeux, une forme de gouvernement n'est point un but mais un moyen [...] » *Le Libérateur*, 2 février 1834.

5. Voir DOMMANGET, *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, Paris, Rivière, 1957, p. 146.

6. Roger GARAUDY, *Les Sources françaises du socialisme scientifique*, Paris, 1948; André MARTY, *Quelques aspects de l'activité de Blanqui*,Paris, 1951.

7. DOMMANGET, *Idées politiques et sociales, op. cit.*, pp. 375-403.

cerné toutes les similitudes et les différences, qu'une nouvelle idée de Blanqui fait surface et vient démonter le système auquel on pensait être arrivé. En effet, la pensée de Blanqui est tellement variée, tellement fragmentaire et si souvent contradictoire, qu'elle est en fin de compte trop décousue, trop éclectique et trop idéaliste pour qu'on puisse la juger selon des critères marxistes. Blanqui n'arrêtait pas de penser et d'élaborer d'innombrables théories. Mais cela ne suffit pas à faire de lui un théoricien de premier ordre.

Si l'on doit esquisser le blanquisme, ce ne peut être qu'en traits larges et en couleurs floues, comme par exemple la forme dérivée du républicanisme jacobin au dix-neuvième siècle. Cette conception impliquait la poursuite réitérée des objectifs les plus radicaux de la Révolution française, la recherche des moyens grâce auxquels le contenu des mots liberté, égalité, fraternité, puisse acquérir quelque sens profond : destruction de la monarchie, de l'Église et autres oripeaux du mysticisme féodal, transformation de l'armée existante et, surtout, éveil intellectuel des masses. L'instruction généralisée finirait ensuite par enrayer ce qui, dans l'esprit de Blanqui, constituait la cause première de toute exploitation : l'ignorance. Sur le plan social et économique, l'aboutissement de ce processus devait être une forme quelconque de communisme égalitaire mais l'affectation du mot «blanquisme» à ce type d'ordre social n'aide en rien à le définir. La pensée sociale et économique de Blanqui est par trop embryonnaire et par trop diverse pour se voir dotée d'un «isme» en propre.

Le blanquisme après Blanqui

C'est précisément cet élément de diversité dans la pensée de Blanqui qui doit expliquer les interprétations variées auxquelles le blanquisme donna lieu après la mort de Blanqui. Il faut dire tout de suite que Vaillant ne chercha jamais à se recouvrir de la pèlerine blanquiste. A la différence même de Jean Jaurès, Vaillant ne fit guère la moindre tentative pour tirer des enseignements de la vie de Blanqui[8]. Au contraire, il déclara de façon explicite, à diverses reprises, que le

---

8. Il reconnaissait que Blanqui était profondément républicain et poursuivait avec acharnement le triomphe de la république par tous les moyens. Mais il n'essayait jamais d'« appliquer » les idées de l'Enfermé de façon plus détaillée ou plus précise.

blanquisme, ainsi qu'on l'entendait communément, était mort et enterré. Quelques mois seulement après la scission du C.R.C., voici ce qu'il affirmait avec insistance :

> « Jamais, pour ma part, ni mes amis, restés seuls débarrassés des transfuges passés au boulangisme, nous n'avons pris ce titre de "Blanquistes" qu'on nous donne. Car, si grand respect que nous avons pour la mémoire de Blanqui, et de tous les hommes qui ont été les héros de la pensée et de la Révolution, nous n'entendons porter ni leur livrée morale ou intellectuelle, ni nous assujettir à leur exemple, car nous avons pour fonction de continuer leur œuvre et non de la répéter[9]. »

Un an plus tard, dans un article important qui concernait son propre programme politique, Vaillant constatait la perplexité de nombreux journalistes qui venaient l'interviewer, face à son refus d'être rangé dans une catégorie. « Mais enfin, comment faut-il vous appeler? », lui demandaient-ils; ou bien encore, ils lui disaient : « Tiens, je croyais que vous étiez blanquiste! » Ce à quoi Vaillant répondait : « Peut-être, si vous entendez par là que j'honore la vie, l'exemple de Blanqui. » Mais pourquoi, leur demandait-il, voulaient-ils à tout prix le qualifier de blanquiste, « pourquoi pas plutôt marxiste? » Ou bien, s'il s'agissait simplement, par cette qualification, de reconnaître la valeur des amis et des prédécesseurs, ils pouvaient, leur conseillait-il, l'appeler comme ils voulaient : babouviste, fouriériste, proudhonien, cabetiste, lafarguiste, broussiste[10]. C'est manifeste : il n'avait aucune intention de continuer à être affublé de l'habit blanquiste. Parfois même, lorsqu'un groupe ou une section de son propre parti essayait d'intégrer le mot blanquiste dans son appellation, le comité central vaillantiste y opposait un veto formel[11].

Tandis que Vaillant prenait ouvertement ses distances avec le blanquisme[12], d'autres s'évertuaient à ranimer la

---

9. *Le Socialiste* (Commentry) N° 30, 21 janvier 1890. Voir sur cette question, Georges ROUGERON, « Edouard Vaillant était-il blanquiste? » in *Le Populaire-Dimanche,* 18 mai 1956.

10. Edouard VAILLANT, « Un Programme », in *Almanach de la Question Sociale pour 1892,* p. 25.

11. « Un comité ayant pris pour titre "socialiste et révolutionnaire" désire y ajouter le mot de "blanquiste"; le C.R.C. lui fait comprendre combien ce mot peut prêter à la confusion et combien le titre primitif suffit pour affirmer leurs opinions et leur politique. » Compte rendu de la séance du C.R.C., 18 mai 1897, *La Question Sociale,* juin 1897, N° 35, p. 571.

12. En 1900 il laissait entendre que le terme « blanquiste » était synonyme chez bien des gens de « catastrophiste » et de « dément furieux » qui

flamme blanquiste ou à insuffler un air de jouvence au mouvement blanquiste. La petite poignée des propres disciples de Blanqui qui s'étaient laissés prendre aux filets du boulangisme, se concentraient sur ce qu'ils considéraient comme la «pureté» de l'héritage révolutionnaire de Blanqui. Les publications éphémères qu'ils lancèrent dans les années 1890, *Le Ralliement* (1889), *Le Blanquiste* (1890), *Le Réveil du peuple* (1891), révèlent un groupe fortement traumatisé par son expérience boulangiste, et qui est toujours à la recherche d'un sens à ses aspirations politiques et d'un canal à travers lequel il puisse les exprimer. Les institutions parlementaires sont désormais condamnées et le parti de type «marxiste» soigneusement évité. Roche résuma les sentiments du groupe en 1890 :

> « Notre tradition est de marcher avec le peuple, surtout le peuple de Paris, à l'avant-garde de ses bataillons, ne prétendant jamais lui en remontrer, car il porte dans son cerveau inné l'intérêt sublime de la justice[13]. »

Programme mince et plutôt équivoque. Le fait même, pour ces gens, de rejeter les structures politiques alors en vigueur les conduisit tout droit au difficile problème de combattre, à partir d'une perspective de «gauche», un régime de démocratie libérale. Ils avançaient inexorablement à grands pas sur la route ouverte par Rochefort qui menait au nationalisme et au racisme. En 1899, pour combattre Dreyfus, ils firent paraître une nouvelle série de *Ni Dieu ni Maître* dont les trois numéros constituent le testament de ceux qui, de fait, revendiquèrent l'appellation blanquiste avant 1914.

Il n'y a véritablement que quatre thèmes principaux dans cette piteuse parodie du journal de Blanqui[14]. Le premier est un anticléricalisme farouche. Des articles de la plume de Rochefort et de Da Costa explorent le sens du slogan « Ni Dieu ni Maître »; tous deux arrivent à la même

---

confondait une bagarre de rue avec la fin du monde capitaliste. Il tenait à dénoncer « ce type romantique et farouche » comme étant « vide aujourd'hui de toute réalité » – « Danger Ecarté », *Le Petit Sou,* 26 octobre 1900.

13. Ernest ROCHE, in *Le Blanquiste,* 25 mai 1890.

14. Le journal s'annonce ainsi : « Journal mensuel, Organe du Comité central socialiste révolutionnaire de la jeunesse blanquiste, fondé par Auguste Blanqui ». Les citations qui suivent sont toutes tirées du No 1.

conclusion : que la deuxième partie du slogan fait double emploi : « Supprimez Dieu et le Maître disparaît avec lui. » Une rubrique plutôt puérile, intitulée "Contre Dieu" nous régale d'un chapelet de citations provenant de sources aussi variées que Diderot, Bèze, Voltaire, Bacon, et, bien sûr, Blanqui lui-même. La force spirituelle qui doit remplacer Dieu est la patrie. Voilà le second thème du journal. Roche insiste sur le fait que le seul et unique objectif des blanquistes doit être de livrer bataille à tous ceux qui minent ou qui sapent les forces de « la patrie républicaine ». Les ennemis de la patrie vont des monarchistes et des cléricaux à Jaurès et aux socialistes (qui se seraient vendus aux Juifs). L'attaque contre Jaurès est menée par A. Gabriel dans un article intitulé "Le Socialisme Français" : le socialisme français, nous informe-t-on avec fierté, a un siècle de gloire derrière lui, alors que Jaurès et compagnie seraient en train d'essayer de remplacer cette tradition par « leur article d'exportation allemande ». La société dont rêve tout blanquiste est décrite en termes d'un « Tout social » dont les organes (sont-ils par ordre d'importance?) sont « la Patrie, la Province, la Commune, le Groupe, la Corporation, l'Individu. » L'article se termine par une attaque virulente de l'internationalisme : « Nous saurons démontrer que [...] le socialisme est la forme nouvelle du patriotisme et qu'il faut fortifier la défense nationale pour garantir nos libertés futures. » La France est considérée comme la victime d'une « conspiration internationale sans précédent », organisée, il va de soi, par les Juifs. Un article intitulé "Sauvons la France" acclame en Déroulède le symbole de la pureté nationale.

Cette obsession nationaliste s'accompagne de deux autres thèmes principaux : l'antisémitisme et l'antiparlementarisme. Il serait fastidieux, assurément, de relever toute l'acrimonie antisémite distillée au fil de ces quelques pages. Les socialistes sont accusés sur tous les tons d'être « vendus aux Juifs », de « s'abriter derrière les coffres-forts du judaïsme ». Le relâchement de prison de Dreyfus est opposé aux trente-cinq années que Blanqui passa derrière les barreaux, pour en conclure que Blanqui demeura en prison a) parce qu'il n'était pas juif et b) parce que les Juifs préféraient le sentir sous les verrous. Une étude "Les Juifs en France" prétend qu'alors que le Français moyen possède 1 200 francs, le Juif moyen possède 300 000 francs; donc, conclut l'auteur, le prolétariat juif n'existe pas. Et ainsi de suite. C'est la corruption du Parlement (« cette fumisterie électorale », *dixit*

Da Costa) qui a permis aux Juifs de s'imposer. « Faire du parlementarisme », reprend Roche, « c'est ouvrir la porte aux rhéteurs et la fermer aux révolutionnaires ». C'est sur les bancs de l'hémicycle que Jaurès et les socialistes se sont faits acheter par les Reinach et les Rothschild. J. Michel prend à partie Vaillant pour avoir donné dans le possibilisme. Et dans un but de clarté, ces blanquistes de la dernière heure republient quelques extraits du manifeste de 1874 *Aux Communeux*. Mais leur version est manipulée de telle sorte que les sept huitièmes de l'original ont disparu, y compris tous les éléments, sans exception, d'analyse marxiste. Du manifeste, il ne reste que l'ossature dépouillée qui consiste en tout et pour tout en slogans révolutionnaires, complètement extirpés de leur contexte.

La préfiguration de certains éléments du fascisme est remarquable dans ce chant du cygne blanquiste. Socialisme égale nationalisme. Les républicains et les social-démocrates se sont vendus aux Juifs et doivent être éliminés. Les religions révélées sont une forme d'esclavage moral; le seul vrai esprit directeur doit être la patrie. La nation est en péril – du côté des Allemands et des Juifs –, et seule une autorité forte se fondant sur les trois vertus traditionnelles : « la dignité de l'Individu, l'autorité de l'Etat et l'harmonie du Foyer » (da Costa) serait à même de la sauver. Il semble pour le moins improbable que Blanqui, eût-il vécu, ait jamais adopté cette orientation. Quant à l'évolution de ses prétendus disciples, elle s'explique parfaitement en termes de mutations historiques de la fin du dix-neuvième siècle. Après tout, ce fut l'affaire Boulanger qui mit la dernière touche à ce processus historique au bout duquel le nationalisme vint achever sa course, ayant traversé le spectre politique de la gauche vers la droite. Pour ces "radicaux" dont le patriotisme n'avait pas pu s'adapter à l'internationalisme de l'époque (qu'il fût de tendance libérale ou socialiste), la droite réactionnaire était désormais le point de ralliement « tout trouvé ». Si l'on y ajoute la répugnance morale que ces gens éprouvaient à l'égard de l'instabilité, la politique des compromis et la corruption du système parlementaire dans un régime de républicanisme capitaliste, il semble que l'on détienne en grande partie l'explication de cette déformation incongrue qui marque la fin de l'histoire blanquiste. Mais ce que nous venons de voir n'est qu'un aspect de l'héritage blanquiste.

Un autre aspect de cet héritage nous est fourni par Jean

Jaurès au début du XX^e siècle[15]. Pour l'instant, il suffit simplement de signaler combien Jaurès insiste sur le rôle de Blanqui en tant que ciment essentiel de la grande tradition républicaine, dont les origines remontent dès avant 1793,. jusqu'à 1789. La leçon à tirer de Blanqui, dans l'esprit de Jaurès est celle-ci : la protection et le renforcement de le république (même bourgeoise) sont les conditions *sine qua non* de tout progrès. Il y a là un élément de vérité, et il est absolument indéniable qu'il existe sur ce point un lien entre Vaillant, Jaurès et Blanqui. J'y reviendrai. Pour le moment, il nous faut considérer le problème du «blanquisme» de Vaillant.

J'ai dit que Vaillant avait catégoriquement refusé d'admettre l'héritage blanquiste. Mais ceci ne veut pas dire qu'il n'y a aucun point de contact. Les historiens ont décelé essentiellement quatre caractéristiques «blanquistes» chez Vaillant : l'athéisme, la dérivation de la spontanéité populaire, l'insistance sur la tradition révolutionnaire française, le patriotisme.

C'est vrai que Vaillant plaçait l'athéisme en bonne position dans son ordre des priorités d'une vraie conscience socialiste. Toutefois, il faut replacer l'athéisme de Vaillant dans le contexte de sa théorie de « l'action totale ». Et il faut garder bien présent à l'esprit qu'il n'invoqua jamais Blanqui comme autorité en matière d'athéisme. A vrai dire, l'interprétation philosophique ou intellectuelle qu'il donna de l'athéisme était sensiblement différente de celle donnée par Blanqui. L'athéisme de Blanqui est purement idéaliste, un acte de rébellion morale contre le caractère irrationnel de la superstition religieuse[16]. Vaillant conçoit l'athéisme en termes d'une compréhension positive, post-darwinienne de l'évolution de la matière. Avant Darwin, écrivit-il en 1892, les hommes de science n'avaient eu qu'une vague notion de l'existence possible de liens organiques entre la vie minérale et les cellules animales. En ce temps-là, l'athéisme ne représentait qu'« une simple négation ». Mais Darwin avait à jamais détruit les bases de « l'hypothèse dualiste, spiritualiste, religieuse », et, encore plus important, il avait apporté cette « explication rationnelle de l'univers et de son évolu-

15. Jean JAURÈS, « Le Socialisme et le radicalisme en 1885 », pp. 44-68, in *Discours Parlementaires*, Paris, Cornély, 1904.
16. Voir DOMMANGET, *Idées politiques et sociales, op. cit.*, p. 131.

tion progressive et infinie » qui avait fait si grandement défaut depuis Newton[17]. Il est évident que dans ce sens, l'athéisme constituait une interprétation de l'évolution de l'univers. Ce n'était pas, comme ce fut le cas pour le matérialisme de Marx, une interprétation de l'histoire de la société humaine. Néanmoins, cet athéisme était une condition préliminaire à la compréhension ultérieure du matérialisme marxien. A la lecture de *L'Origine des Espèces* en 1860, Marx lui-même avait eu la même réaction que Vaillant. Il avait écrit à Engels que le livre contenait la base naturelle-scientifique de la lutte des classes dans l'histoire, et concluait non seulement en un coup mortel porté pour la première fois à la «téléologie» dans le domaine des sciences naturelles, mais aussi que son sens rationnel recevait une explication empirique[18]. Il est certain que la plupart des apprentis socialistes du dix-neuvième siècle eurent, avant d'aller plus loin, à s'acquitter du problème religieux. Léon Trotsky qui lut Darwin en 1899 à l'âge de vingt ans, rappela comment la description de la manière dont se formait de façon naturelle le dessin des plumes du paon « avait à jamais balayé de son esprit l'idée d'un Etre Suprême »[19]. Bref, pour Vaillant, comme pour Marx, l'athéisme constituait une condition préliminaire à la compréhension du matérialisme historique. Cet athéisme ne fut pas, comme il le fut chez Blanqui, le principe moteur, l'essence même de cette conscience ou, selon la formule de Blanqui, « la pensée philosophique d'où sortira la société égale et libre[20] ». L'athéisme de Blanqui avait des liens inextricables avec sa conviction idéaliste que l'instruction et l'éveil intellectuel étaient les deux seuls véritables agents révolutionnaires. L'athéisme de Vaillant fut le point de départ d'une interprétation fondamentalement matérialiste de l'histoire.

Les contemporains de Vaillant avouaient être bien embarrassés pour trouver l'élément de blanquisme dans son action au jour le jour. Bracke médita la chose en 1940 et arriva à la conclusion que le seul trait vaguement blanquiste chez Vaillant était une tendance « à saisir au passage des consciences déjà formées pour les agréger à son orientation permanente ou momentanée, à guetter les réflexes spontanés de la classe ouvrière pour les utiliser pour des actes en vue

---

17. « Athée » in *Le Parti Socialiste,* 28 février 1892.
18. Lettre de MARX à Engels datée du 16 janvier 1861.
19. Isaac DEUTSCHER, *The Prophet Armed,* New York, 1965, p. 38.
20. DOMMANGET, *Idées politiques et sociales, op. cit.,* p. 280.

d'un but qu'il voyait plus large et plus général que chacun ». Dommanget reprit cette notion : « En misant sur la spontanéité ouvrière, sur les mouvements, sur les tentatives, sur les revendications sortis des entrailles populaires, Vaillant restait fidèle à la vieille tactique dérivatrice de Blanqui[21] ». Mais est-il vrai que Vaillant misait sur la spontanéité ouvrière? Qu'entend par là Dommanget? Dans quel sens? Est-ce qu'il s'agit de la même chose que la dérivation de Blanqui? Cela dépend entièrement de la définition qu'on donne de la spontanéité. Vaillant croyait certainement dans la contribution révolutionnaire capitale des masses laborieuses dont l'expérience journalière des réalités de la société capitaliste, estimait-il, était essentielle pour le mouvement socialiste, au même titre que les pensées généreuses des intellectuels du parti. Mais il refusait catégoriquement d'admettre que cette contribution impliquait de nouveaux actes d'héroïsme de la part du prolétariat dans les rues de Paris (précisément ce dont il s'agit dans la notion blanquiste de dérivation). Pour Vaillant, il y avait un besoin urgent d'organisation : ce mot apparaît dans tous ses discours et tous ses articles sans exception; organisation au plan national et au plan international. Par organisation, il n'entendait pas l'endoctrinement ou l'embrigadement implicites dans la conception guesdiste du terme. Il répéta des centaines de fois que plus le mouvement organisé de la classe ouvrière était libre et indépendant des groupements politiques, plus il acquerrait des caractéristiques socialistes. Il s'accrochait avec ferveur à sa conviction selon laquelle l'expérience des ouvriers à l'usine, aux réunions syndicales, sur le lieu de grève, les convaincrait cent fois plus sûrement de la nécessité de l'organisation que le discours le plus exalté d'un dirigeant quelconque[22].

Dans ce domaine, Vaillant n'agit pas en disciple de Blanqui dont l'avant-garde secrète et solidement entraînée devait surgir de l'ombre au jour J pour conduire le troupeau du prolétariat à la bataille. A bien des égards, il se situe en précurseur de Rosa Luxemburg avec laquelle il avait tant de choses en commun. Vaillant comme Luxemburg mettaient toutes leurs espérances dans le développement ultime de la conscience de classe chez les masses laborieuses. Pour tous deux, c'était la condition *sine qua non* du succès socialiste, sans laquelle, et avant que la révolution n'ait lieu, toutes les

---

21. BRACKE, « Edouard Vaillant » *loc. cit.;* DOMMANGET, *Vaillant, op. cit.*, p. 296.
22. Voir *infra*, p. 207.

pensées pieuses et tous les discours qu'on pourrait prononcer au Parlement ne changeraient pas le monde d'un iota. Lorsqu'on lit le récit des polémiques qui opposèrent Luxemburg à la hiérarchie du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (S.P.D.), le parti socialiste allemand, s'agissant de la grève des masses, ou de celles qui opposèrent Luxemburg à Lénine concernant l'éveil de la conscience de classe, on y retrouve l'écho des arguments invoqués par Vaillant pendant des années lors de ses querelles avec le P.O.F. La discussion, au fond, portait sur les mêmes points. Le raisonnement, cher aux guesdistes ou au S.P.D., était le suivant : la grève des masses a) était trop risquée, b) ne s'imposait pas car le fait même qu'elle fût envisageable signifiait que le parti était assez puissant pour s'en passer, et c) était trop difficile à contrôler (c'est-à-dire trop difficile à contrôler *par le parti.)* Vaillant et Luxemburg furent plus ou moins les seuls à soutenir que ces arguments tombaient complètement à côté du problème. Ce qui était primordial, estimaient-ils, c'était de prendre en considération la réalité telle qu'elle se présentait. La spontanéité des masses dans une situation révolutionnaire était un fait que tous les sophismes du parti ne pouvaient éluder. C'était là un fait qu'il fallait bien admettre. Une fois ce fait admis, il restait à l'intégrer dans une stratégie révolutionnaire d'ensemble. Contre ceux qui ruaient dans les brancards face aux dangers de l'action «inorganisée» (entendez par là non encadrée par le parti), Vaillant et Luxemburg ripostaient à l'aide de l'argument selon lequel, bien au contraire, l'organisation la plus efficace naissait de l'action. Voici ce que dit Vaillant :

> « [...] depuis que l'unité syndicale s'est faite, s'est réalisée dans la C.G.T., le tableau de la grève ancienne s'est modifié; plus qu'avant, chaque grève prend le caractère de lutte de classe; chacune des grèves est devenue une mobilisation partielle, locale de la classe ouvrière, une véritable mobilisation révolutionnaire avec son entraînement des masses. [...] est-ce que chaque grève n'est pas une provocation à l'action, à l'organisation? [...] C'est de l'ensemble de ces faits, de ces luttes, qui se généralisent de plus en plus, qu'est née peu à peu et que s'effectuent de plus en plus la mobilisation chaque jour plus générale, qui conduit à la grève généralisée, à la grève générale[23]. »

---

23. *4e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nancy,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., pp. 511-512. Pour une analyse de la grève comme préparation à la grève générale, voir Jacques JULLIARD, « Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste » in *Le Mouvement Social,* 65 (1968).

Vaillant n'eut ni le temps ni l'occasion d'étudier les documents relatifs aux grèves de masses de 1905 en Russie. Mais dans son discours de 1907 devant le congrès du parti, il cita l'ouvrage de Luxemburg, *La grève des masses, le parti politique et les syndicats* comme preuve, corroborée de manière irréfutable par le mouvement russe, que la grève des masses était

> « surtout le moyen le plus efficace pour entraîner dans le mouvement du prolétariat organisé les masses prolétaires encore inorganisées, mais sans le concours desquelles aucune révolution n'est possible[24] ».

Et, tandis qu'en Allemagne ce fut Rosa Luxemburg qui de façon solennelle mit en garde les maîtres de la social-démocratie allemande contre le fait que la machine du parti était précisément devenue l'élément susceptible d'étouffer l'esprit révolutionnaire des masses, ce fut Vaillant qui en France rappela à la S.F.I.O. une vérité peu agréable à entendre :

> « Nous nous enfonçons trop dans une abstraction qui nous sépare de la vie publique et courante, et où nous cherchons les uns et les autres à nous dépasser et critiquer. Chacun, plus ou moins enfermé dans sa tendance, considère son voisin en disant : celui-là n'est pas socialiste, moi seul le suis. Avec cet esprit là on finirait par s'isoler d'une façon complète, et on n'aurait aucun contact avec le prolétariat. Il faut savoir au contraire que nous ne pouvons être ce que nous devons être qu'à la condition que nous ayons une constitution, une action qui nous mette en rapport direct, intime avec le prolétariat[25]. »

Et au Congrès international de Copenhague en 1910, celui qui venait de consacrer la majeure partie de sa vie politique à l'action parlementaire, se tourna vers ceux qui ne concevaient pas d'autre forme d'action :

> « [...] de quelle utilité sont vos moyens parlementaires? D'aucune. Ils sont absolument sans utilité s'ils ne sont pas renforcés par l'action de la masse, par la force organisée du prolétariat uni[26] ».

Cela n'a rien à voir avec la dérivation blanquiste. Ainsi que le fit remarquer Rosa Luxemburg elle-même dans *Questions d'organisation de la Démocratie sociale,*

---

24. *4e Congrès national, op. cit.*, p. 513.
25. *5e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Toulouse,* compte rendu sténographique, Paris, s.d. pp. 157-158.
26. *Huitième Congrès Socialiste International tenu à Copenhague,* compte rendu analytique, Gand, 1911, p. 332.

> « le blanquisme ne s'appuyait pas sur l'action directe de la classe ouvrière. Et donc il ne se trouvait pas dans la nécessité d'organiser le peuple en vue de la révolution. Les gens étaient censés jouer leur rôle au moment de la révolution uniquement. [...] Et même, afin de garantir le succès du complot révolutionnaire, on considérait plus sage de laisser la masse à l'écart des conspirateurs. Un tel rapport de forces ne pouvait être conçu par les blanquistes que parce qu'il n'y avait aucun contact étroit entre l'activité conspiratrice de leur organisation et la lutte quotidienne des masses populaires[27] ».

Rien ne pourrait être plus éloigné du type d'action massive, totale, envisagée par Vaillant et Rosa Luxemburg.

Quels autres traits «blanquistes» les historiens ont-ils decelés chez Vaillant? Dommanget fait ressortir deux points essentiels : sa fidélité à la «tradition révolutionnaire française» et son patriotisme.

La tradition révolutionnaire française constitue un sujet extrêmement complexe. Il ne fait aucun doute que, pour Blanqui, cette tradition représentait quelque chose de très précieux. Mais qu'entend-on par tradition révolutionnaire française? Cette notion comporte deux aspects. Le premier est constitué par la longue fresque qui, tout au long du dix-neuvième siècle, retrace la violence et les barricades parisiennes, l'héroïsme et la mort au nom de « La Révolution ». Le blanquisme ne peut en aucune façon être dissocié de cet aspect violent de la tradition, même si Blanqui lui-même ne cessa de plaider en faveur d'autres méthodes. Le second aspect de la tradition révolutionnaire française est le problème du républicanisme, et d'une façon plus générale, le problème politique. Ni le républicanisme, ni la lutte politique violente ne figuraient sur le programme historique ni de la Grande-Bretagne ni de l'Allemagne à la même époque, pays dans lesquels d'autres facteurs d'ordre social, économique et intellectuel avaient présidé au changement. En France, par contre, la tradition révolutionnaire était, avant tout, d'ordre politique et républicain. Ce second aspect aussi est fondamental dans la vie et l'action de Blanqui, sans doute plus fondamental que le premier.

C'est vrai que Vaillant se plaisait à se référer à la tradition révolutionnaire française et à considérer sa propre action politique comme un maillon supplémentaire dans la chaîne. Toutefois, il faut bien souligner que ce fut le second

---

27. Rosa LUXEMBURG, *Rosa Luxemburg Speaks,* New York, Pathfinder, 1970, p. 117, (traduction de l'auteur).

aspect de cette tradition et non pas le premier qui l'inspira. Il s'était élevé contre la violence et les barricades dès 1867, et en maintes occasions tout au long de sa vie, il déclara sans aucune ambiguïté que de telles méthodes retardaient la révolution plus qu'elle ne la favorisaient[28]. En 1883, lorsqu'il se mit en devoir d'exposer en quoi ses idées différaient de celles des guesdistes, il insista sur le fait que ces derniers avaient tendance à interpréter de façon plutôt rigide le déterminisme économique, considérant toute la vie politique ou spirituelle comme fonction des seuls facteurs économiques et historiques. Lui aussi était bien d'avis que ces facteurs étaient fondamentaux, mais il estimait qu'il fallait leur adjoindre un troisième facteur, à savoir une évaluation des traditions politiques propres à chaque nation. D'après Vaillant, le caractère spécifique de la nation française était d'être « révolutionnaire de tempérament ». Par cela, il entendait que les pressions sociales et économiques n'étaient pas suffisantes; « c'est pour cela qu'entre tous nous assignons une plus haute place dans nos préoccupations à l'action politique[29]. » Dans son programme politique de 1892, il déclara sans ambiguïté qu'en France « toute revendication sociale, dès qu'elle se généralise et devient plus active, prend un caractère essentiellement politique. » Autrement dit la leçon à tirer des événements de 1789, de 1792, de 1830, de 1848 et de 1871, c'était que le régime politique se montrait rétif pour s'adapter aux circonstances économiques et sociales en changement. D'où la nécessité d'une pression politique constante et intense à exercer sur l'Etat de tous les côtés possibles. Voilà précisément ce que Vaillant entendait par « action totale ».

La condition préliminaire à la mise en marche de l'action politique totale était, il va de soi, l'existence de la république. Ainsi que nous le verrons plus loin, (pages 129 sq.), Vaillant considérait le régime républicain comme le gain le plus précieux du dix-neuvième siècle. Il constituait, à son avis, le seul champ où pût avoir lieu la bataille historique entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est à ce point précis que l'élément «blanquiste» chez Vaillant devient sujet à controverse.

---

28. « [la révolution] ne veut pas jouer, dans la rue, à armes inégales, par une lutte prématurée, son triomphe certain. Car, pour elle, chaque jour est une victoire, par ses progrès dans le peuple [...] » Edouard VAILLANT, *La France et l'Opinion* (1867), pp. 12-13; « nous voulons éviter des catastrophes et des violences qui sont autant de retards et d'incertitudes [...] » – *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 10 février 1894, p. 180.
29. « Vieux et Nouveau Jeu » in *L'Homme libre*, 13 août 1888.

Ainsi que nous l'avons vu, bien que Blanqui ait porté tous ses efforts politiques vers le but suprême que constituait l'instauration de la république, cette énergie de sa part se manifesta, qu'il le voulût ou non, sous forme de complots, d'insurrections et de violence. C'est donc le Blanqui post-républicain qui pose un problème. En 1904, Jaurès donna son opinion sur la forme qu'eût pris l'action politique de Blanqui, s'il avait vécu à cette époque. Il estima, avec juste raison, que le Blanqui partisan de l'insurrection n'était pas le Blanqui véritable, ou du moins, pas le Blanqui essentiel. Il soutint qu'en 1885, « la Révolution, telle que Blanqui l'avait comprise, était accomplie ». Pour Blanqui, ajoutait-il, « l'essence de la Révolution [...] n'était pas d'instituer un ordre social nouveau, c'était de créer un milieu politique et social où tous les citoyens pussent s'éduquer [...][30] ». C'est pourquoi, soulignait-il, Blanqui se serait préoccupé, à l'exclusion de toute autre chose, de ce noble projet qu'était l'instruction universelle dont il avait toujours considéré qu'elle serait la principale force révolutionnaire.

Ce que, sans ambages, Jaurès donnait à entendre au travers de ces observations quelque peu polémiques et légèrement factices, c'était que Blanqui eût rejeté le genre d'action totale préconisée par Vaillant et se fût contenté d'un passage progressif et très lent vers l'épanouissement républicain. Je dis que les observations de Jaurès étaient polémiques et factices. Elles étaient polémiques dans la mesure où elles avaient pour but de creuser l'écart entre Vaillant et Guesde en insistant sur l'aspect républicain de la tradition révolutionnaire française – point sur lequel il n'existait aucune divergence entre Vaillant, Jaurès et Blanqui. Elles étaient factices dans la mesure où manifestement elles constituaient une tentative artificielle de faire des « leçons blanquistes » à l'intention de Vaillant, dans la croyance erronée que cette interprétation du blanquisme arbitraire, sans toutefois être dénuée de fondement, ferait grande impression sur Vaillant.

Le seul aspect de la tradition révolutionnaire française qui constitue un lien sûr entre Vaillant et Blanqui est donc l'aspect républicain. Mais sur ce point, Jaurès se montra un «traditionaliste» tout aussi fervent que ses deux aînés. C'est pourquoi on peut dire que Jaurès, et pas seulement Vaillant, perpétue une caractéristique essentielle du blanquisme; mais en fait, il s'agit là d'une caractéristique que se partagèrent

30. JAURÈS, « Socialisme et radicalisme en 1885 », *op. cit.*, p. 63.

aussi dans leur ensemble les radicaux et les opportunistes de gauche, de Clemenceau à Jules Ferry.

Quant au contenu politique de ce républicanisme fondamental, le débat reste ouvert. Les priorités politiques de Blanqui en 1879 et 1880 donnent à penser que Jaurès a peut-être vu juste. D'un autre côté, la tradition de lutte et de conflit que l'on associe à Blanqui oblige au moins à envisager son éventuelle découverte d'une nouvelle forme de radicalisme sous la république bourgeoise. Tout ce que l'on peut dire, c'est que les diverses formes que revêt l'« action totale » de Vaillant – journaux, réunions, parti politique national, conseil municipal, parlement, syndicats, bourses, Internationale et même manifestations autorisées –, toutes ces formes d'action, ou bien furent ignorées de Blanqui, ou bien lui furent refusées. Amédée Dunois reconnut à Vaillant le mérite de s'être rendu compte « fort vite que la tradition dont sortait le blanquisme et dont le 18 mars avait été l'aboutissement se trouvait [...] épuisé[31] ». Et Vaillant lui-même souligna cette idée dans une lettre à Léon de Seilhac en 1895, quand il disait que les blanquistes « n'avaient pas été suffisamment pénétrés du socialisme nouveau qui avait été le facteur principal de l'évolution de notre parti, comme il avait été le créateur des partis socialistes nouveaux ». Par conséquent, enchaîna-t-il, « ceux-là, restés dans les idées et sur le terrain d'une action passée, avaient été entraînés dans le mouvement boulangiste et avaient dû quitter de C.R.C.[32] ».

Le dernier attribut «blanquiste» dont on trouva trace chez Vaillant est son patriotisme. Dommanget voit dans son adhésion résolue à l'effort de guerre de la France en 1914 la résurgence du « vieux patriote blanquiste de 1870 ». Ce jugement n'est pas seulement arbitraire mais il a besoin d'être fortement nuancé.

En premier lieu, il ne faut pas perdre de vue que, lorsque la guerre éclata en 1870, Vaillant n'avait jamais été blanquiste. De plus, ni Blanqui ni les blanquistes ne prétendirent au monopole du patriotisme.

En second lieu, le patriotisme de Blanqui s'accompagnait d'une virulente xénophobie. La haine qu'il vouait aux Allemands et ses attaques lancées contre le peuple allemand

31. A. DUNOIS, « Il y a aujourd'hui 19 ans qu'est mort Edouard Vaillant », *Le Populaire,* 19 décembre 1934.

32. Musée Social, Paris, lettre non datée (1897?) de VAILLANT à Léon de Seilhac.

comptent parmi les plus fielleuses et les plus venimeuses de la littérature de gauche[33]. Vaillant, bien au contraire, avait vécu de nombreuses années en Allemagne, aimait et estimait la littérature et la musique allemandes, et avait souvent vanté les beautés de la civilisation allemande, malgré les sifflets désapprobateurs des patriotes français. En outre, dans les articles qu'il écrivit pendant la guerre, il répéta constamment et de manière explicite que la lutte « est et doit être menée contre l'impérialisme militariste de l'Allemagne et non contre le peuple allemand[34] ».

En troisième lieu, force est de constater que, s'il est une personne qui, entre 1889 et 1914, incarna l'esprit de l'internationalisme, pas seulement au sein de la section française, mais au sein de l'Internationale dans son ensemble, ce fut Vaillant. Ce fut lui qui, plus que tout autre, obligea le Bureau socialiste international à aborder de manière sérieuse et coordonnée, le problème de la lutte contre la guerre. Ce fut bien lui, par conséquent, qui fut le mieux placé pour évaluer dans quelle mesure les obstacles dressés contre ses propositions concrètes venaient toujours du S.P.D. Toutefois, il est significatif que, tout au long du mois d'août 1914, il s'abstint de tout commentaire. Ce ne fut que le 6 septembre qu'il sortit de son silence dans les colonnes de *L'Humanité.* C'est seulement alors qu'il exprima sa consternation, sa déception et son amertume à l'égard des dirigeants du S.P.D. qui, alors, s'employaient activement à répandre le mensonge dicté par le gouvernement impérial, selon lequel la croisade en vue de la destruction du tsarisme exigeait au préalable la neutralisation de la France[35]. Mais même alors, il ne cessa de laisser le bénéfice du doute aux militants de base du S.P.D., soutenant qu'ils avaient été abusés par la propagande gouvernementale. L'attitude de Vaillant en 1914 est sensiblement différente de celle de Blanqui en 1870.

En tout cas, pourquoi vouloir faire à tout prix de Vaillant un blanquiste ? Dommanget lui-même observa que l'attitude de Vaillant ne différait pas de celle de tous les

---

33. « Comme je hais ce peuple. Ah! Peuple de brutes! [...] nation farouche et étroite [ces hommes] aux pieds plats, aux mains de singes qui se prétendent l'élite du genre humain et qui n'en ont jamais été que le fléau. » Voir DOMMANGET, *Blanqui, la guerre de 1870-71 et la Commune,* Paris, Domat, 1947, pp. 48-51, « Haines des races ».

34. *L'Humanité,* 11 septembre 1914, voir aussi ses articles du 22 et du 27 septembre et du 1er octobre.

35. « Suprême injure », *L'Humanité,* 6 septembre 1914.

autres socialistes. En réalité, on pourrait presque lui rétorquer qu'elle était moins blanquiste que celle de certains autres. Dès la troisième semaine de guerre, cet archi-guesdiste qu'était Compère-Morel partait en envolées lyriques sur la supériorité de la « race française » sur les Allemands[36]. Si l'épithète de «blanquiste» doit qualifier l'attitude de Vaillant en 1914, elle doit alors servir aussi à qualifier celle de 99 % des Français à l'époque. Une telle interprétation du blanquisme mérite à peine qu'on s'y arrête.

Persister à considérer Vaillant comme un blanquiste équivaut à persister à rendre la compréhension de sa pensée, de son action et de son rôle dans le mouvement socialiste français difficile et confuse, voire erronée. Si on veut à tout prix lui coller une étiquette, ce doit être l'étiquette marxiste. D'aucuns ont suggéré que le vaillantisme représente l'adaptation probable du blanquisme au monde post-blanquiste. Mais il s'agit là d'une remarque qui n'a pas plus de sens que de dire que tel disciple d'Einstein représente l'adaptation probable de la physique newtonienne à un monde post-newtonien. Le marxisme fit plus que sonner le glas du libéralisme bourgeois classique : il fit de toutes les critiques socialistes antérieures des objets du musée de l'Histoire[37].

---

36. « La Race française », *L'Humanité*, 25 août 1914.

37. Deux auteurs d'ouvrages récents se sont penchés de nouveau sur les rapports entre marxisme et blanquisme et sur l'évolution du blanquisme après 1880 : Zeer STERNHELL, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914 : Les origines françaises du fascisme,* Paris, Seuil, 1978; Patrick H. HUTTON, *The Cult of the revolutionary tradition : The Blanquists in French politics, 1864-1893,* Los Angeles University of California Press, 1981.

[illegible]

[illegible] France [illegible]

CHAPITRE III

L'INTRODUCTEUR DU MARXISME EN FRANCE

Jean Longuet, le petit-fils de Marx, affirma que Vaillant était « si profondément pénétré de la pensée marxiste que jusqu'à son dernier jour il demeura son plus savant représentant en France[1] ». Bracke, qui fut peut-être le plus érudit et le plus réfléchi des fidèles lieutenants de Guesde, évoqua lui aussi la « profondeur dont le cerveau de Vaillant s'était imbu de cette conception matérialiste, clé de l'histoire humaine, qu'il avait puisée à la source même, dans la fréquentation de Karl Marx à Londres, » et conclut que « tout ce qu'il a dit et fait prouve qu ['] il était devenu incapable de ne pas penser marxiste[2] ». Et Claude Willard, après avoir noté que les guesdistes s'étaient montrés incapables d'utiliser le marxisme comme méthode, affirme que Vaillant avait compris Marx mieux que Guesde[3]. Il ne fait aucun doute qu'avec Jaurès, Vaillant fut un des tout premiers Français à introduire le marxisme en France d'une façon sérieuse.

Mais cette constatation exige une mise en garde préalable et plusieurs constatations d'ordre général. Dans le premier chapitre de son *Introduction du Marxisme en France,* Maurice Dommanget souligne que l'œuvre de Marx resta virtuellement inconnue en France jusqu'au début du vingtième siècle. Et nous savons qu'il fallut attendre les années trente et la publication des écrits idéalistes de la jeunesse de Marx pour découvrir les aspects plus complexes et plus subtils du marxisme, restés jusqu'alors universellement inconnus. Peter Nettl, dans la préface de son *Rosa Luxemburg,* parle de manière quelque peu ambivalente de « cette importante

1. Jean LONGUET, *La Politique internationale du marxisme. Karl Marx et la France,* Paris, 1918, p. 175.
2. « Edouard Vaillant », *Le Populaire,* 29 janvier 1940.
3. WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit,* p. 29.

industrie intellectuelle – véritable mine de doctorats » – qui consiste à analyser le « rapport éventuel, entre Marx et tous ceux qui agissent, écrivent ou simplement hurlent en son nom[4] ». Le problème qui se pose avec Vaillant, est qu'il n'a jamais prétendu appartenir à la famille marxiste. Il n'a jamais prétendu agir ou écrire au nom de Marx; et il ne hurlait jamais. Il n'en reste pas moins que le marxisme en France commence avec Vaillant et d'autres de la même trempe. Une analyse de sa contribution est absolument nécessaire pour qui voudrait comprendre la nature de la S.F.I.O. dans les années d'avant-guerre.

Sur un plan général, il faut constater premièrement que si, au cours des années qui suivirent son retour en France, Vaillant semble quelque peu réticent à accorder une place d'honneur au marxisme, il n'hésite plus, à partir des années 1890, à reconnaître ouvertement en Marx le père fondateur du « socialisme moderne ». En second lieu, bien que Vaillant se soit très tôt pénétré des théories sociales et économiques de Marx, il manquait, du moins au début, d'assurance dans le maniement des concepts purement philosophiques du marxisme. Enfin, si Vaillant sut avec succès reproduire les idées principales concernant la société et l'économie que Marx lui-même avait élaborées, son application de la méthodologie marxienne aux circonstances nouvelles de son époque fut moins systématique et plus timide. Le jugement de Bracke concernant la «profondeur» des analyses marxistes de Vaillant doit être replacé et envisagé dans le contexte d'une gauche française qui, malgré sa fécondité intellectuelle, non seulement n'a produit aucun grand penseur marxiste ayant l'envergure d'un Lénine, d'une Luxemburg, d'un Gramsci ou d'un Lukács (ou même, dans une moindre mesure, d'un Kautsky ou d'un Mao Zedong) mais encore s'est perpétuée, jusqu'à une époque relativement récente, dans une certaine ignorance de ses propres insuffisances idéologiques en matière de marxisme. Par conséquent, lorsque Vaillant présenta ses réflexions concernant l'influence grandissante du capitalisme financier ou la nature de l'impérialisme à l'aube des sociétés multinationales, il faut situer ces réflexions dans leur contexte bien précis. Si on compare Vaillant aux penseurs qu'on vient d'évoquer, il fait incontes-

4. Peter NETTL, *Rosa Luxemburg* (Abridged edition), Oxford U.P., 1969, p. v.

tablement figure d'un personnage de second plan. Et pourtant, il peut se targuer d'avoir été l'un des marxistes les plus conséquents de la France d'avant-guerre.

Une quatrième remarque d'ordre général concerne la manière dont Vaillant diffusa ses leçons de marxisme. Il s'adressait principalement à deux publics politiques : à travers la presse et le discours public, il cherchait à atteindre la classe ouvrière française; à la tribune du conseil municipal de Paris et à celle de la Chambre des députés, il discutait avec les représentants politiques de la bourgeoisie française. C'est, et de loin, dans ses discours devant les législateurs bourgeois qu'on trouve la plus grande partie des matériaux de base pouvant servir à l'étude du marxisme de Vaillant. Ceci fait sortir au grand jour un aspect très important de l'activité politique de Vaillant. En effet, tandis qu'il refusait de sermonner ou de faire du prosélytisme au sein de la classe ouvrière, il pensait en revanche qu'il était capital de profiter de toutes les occasions qui se présentaient pour bombarder d'idéologie le bastion bourgeois. Il considérait la Chambre des députés comme une arène intellectuelle dans laquelle l'idéologie de la bourgeoisie, en un combat de gladiateurs, s'opposait à celle du socialisme. Il déclarait souvent qu'au cours de tous les grands débats à la Chambre, il était du devoir des socialistes d'exposer leur solution socialiste à tous les problèmes et d'insister sur ce qui la séparait fondamentalement de la solution bourgeoise.

En 1912, dans une lettre à Charles Rappoport, Vaillant s'ouvrit sur «son» marxisme. Il reconnaissait que Marx avait influencé sa pensée de façon assez vaste en lui ouvrant les yeux sur des développements historiques de grande ampleur. Quant au «marxisme» et aux «marxistes», il était sceptique. Il soulignait que sa conception du marxisme était semblable à celle qui était de mise en Allemagne où « le marxisme est le marxisme de Marx et s'y développe en sa vraie direction ». Il croyait en ce type de marxisme « de tout cœur ». Mais il ajoutait qu'en France, l'étiquette «marxiste» lui paraissait être « plutôt usurpée que méritée par nombre de ceux qui la prennent et à qui vous l'attribuez et avec qui je suis souvent en désaccord[5] ». Pour révélatrices qu'elles soient, ces observations sont insuffisantes. Elles sont révélatrices en ce sens qu'elles nous montrent une fois de plus que Vail-

5. Institut Français d'Histoire Sociale, Paris, Fonds Delesalle, lettre à Rappoport sans date (1912). 14 AS 34.

lant considérait le marxisme comme la clé fondamentale d'une compréhension de l'ère industrielle. Elles sont insuffisantes néanmoins, parce qu'elles ne nous renseignent pas sur l'ampleur qui pouvait opposer Vaillant à la direction socialiste allemande ni sur les détails de son propre marxisme. C'est à l'historien qu'il revient d'essayer d'exposer dans le détail la perspective marxiste de Vaillant. Opération particulièrement délicate.

Le marxisme en tant que méthode

A l'occasion de la mort de Marx, Vaillant écrivit que la principale contribution de ce grand homme au mouvement socialiste et ouvrier avait été l'apport d'un élément indispensable qui avait particulièrement manqué jusqu'alors au socialisme français, à savoir « une méthode de penser, d'observer, de comprendre qui nous est indispensable[6] ». En diverses occasions par la suite, il répéta que le marxisme, en tant que méthodologie, fournissait la clé principale de la compréhension de la société humaine. C'est justement cette insistance sur l'idée que le marxisme était un système vivant plutôt qu'un livre sacré qui distingue d'emblée Vaillant des guesdistes qui, eux, ne soulignèrent que rarement ce point, et qui préféraient passer le plus clair de leur temps à propager les « vérités éternelles » liées aux notions marxistes fondamentales de plus-value et de lutte des classes. Cependant, bien que Vaillant ait toujours souligné que le marxisme était une méthode et non pas un manuel scolaire, ce ne fut que de façon prudente et limitée qu'il appliqua personnellement cette méthode.

La première tâche d'une analyse marxiste est de repérer les contradictions internes particulières à chaque phénomène. Vaillant, de très bonne heure, s'appliqua à faire ressortir les types de contradictions qu'avait distingués Marx : l'individualisme qui, peu à peu, donne naissance à un mode de production de plus en plus collectivisé; l'individualisme qui accélère la destruction de l'individu; le progrès technique qui, au lieu de servir d'aiguillon à la production, conduit en réalité à des arrêts de production et à des conflits. Il ne cessait d'attirer l'attention de son public sur le raisonnement dialectique selon lequel, au cours de leur évolution, le capitalisme et la bourgeoisie sécrétaient des forces qu'ils ne maîtri-

6. *Le Républicain socialiste du Centre*, 2 décembre 1883.

saient pas totalement et qui un jour allaient contribuer à engendrer un nouvel ordre social. Autrement dit, il vulgarisa, chaque fois qu'il en eut l'occasion, l'idée exprimée pour la première fois dans le *Manifeste Communiste* selon laquelle la bourgeoisie était devenue son propre fossoyeur. Mais il existe aussi des exemples témoignant de l'originalité de Vaillant dans son application de la théorie des contradictions, en particulier dans les domaines du républicanisme et du réformisme.

Sur la question de l'importance de la république bourgeoise (de la « forme républicaine »), l'attitude de Vaillant contraste vivement avec la rigidité pseudo-marxiste du P.O.F. Ce dernier aimait à souligner la contradiction entre les idéaux de la république (liberté, égalité, fraternité) et la dure réalité. Mais il s'agit là d'une contradiction purement logique, qui n'a absolument rien à voir avec la dialectique. Vaillant et Jaurès eux aussi attirèrent l'attention sur ce problème, mais ils n'essayèrent jamais de le faire passer pour un dogme marxiste. En outre, les guesdistes se servirent parfois de cette contradiction logique pour dénoncer la défense de la république bourgeoise par les socialistes, soutenant que, pour ce qui était du prolétariat, la république pouvait tout aussi bien ne pas exister. De son côté, Vaillant, depuis 1867, n'avait cessé de répéter que le régime républicain, quelles que puissent être ses limitations dans la pratique, était, en France, le seul cadre historique dans lequel l'opposition fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat – la lutte politique des classes – pût connaître son aboutissement. Il avait toujours fait valoir qu'un retour à la monarchie ne ferait qu'obscurcir une fois de plus la seule contradiction importante, celle entre capital et travail, en offrant à la bourgeoisie le luxe de paraître s'opposer au régime. Bien qu'il s'agisse là d'un exemple parfaitement valable d'analyse marxiste, Vaillant ne crut pas nécessaire ou utile de la présenter comme telle[7].

S'agissant du réformisme, Vaillant l'aborda de façon subtile et positive. Il tenait toute réforme isolée d'un mal social existant, si petite fût-elle, pour partie intégrante d'une vague de progrès. Toute réforme à son modeste échelon contribuait à modifier les structures sociales et économiques existantes. Mais sa véritable valeur résidait dans le fait que

7. Voir mon article, « La propagande d'Edouard Vaillant pendant les années 1880-1884 », in *Le Mouvement Social*, 72 (1970), pp. 85-86.

l'existence du nouvel équilibre obtenu conduisait à de nouvelles idées et à de nouvelles tensions, qui sécrétaient de nouveaux conflits et de nouvelles luttes, qui, à leur tour, donnaient lieu à de nouvelles mesures réformatrices, chacune plus dynamique et plus progressiste que les précédentes. Dans son manifeste électoral de 1893, il avait parlé des réformes comme « les premiers pas de la marche accélérée du socialisme révolutionnaire pour qui tout progrès n'est que la raison d'efforts plus énergiques et de conquêtes nouvelles[8] ». C'était précisément cet effet d'accélération qui fascinait Vaillant et qui constitue la preuve la plus évidente de sa créativité marxiste.

Son attitude vis-à-vis des assurances sociales et surtout de la loi sur les retraites ouvrières constitue un des meilleurs exemples de cette créativité. Les guesdistes, hostiles à une contribution financière des ouvriers telle qu'elle était envisagée par la loi de 1910, décidèrent de voter contre la loi en bloc. De son côté, Vaillant souligna (ainsi qu'il n'avait cessé de le faire depuis 1900, époque à laquelle il avait présenté son projet à la Chambre) qu'en dépit de toutes ses imperfections et de tous ses défauts, cette loi était un point de départ. Il était absurde, estima-t-il d'essayer de se battre autour d'une abstraction. Afin de progresser peu à peu vers la solution socialiste d'une assurance sociale globale, il était nécessaire tout d'abord de faire l'expérience des traquenards et des contradictions du projet bourgeois d'assurances individuelles calculées selon des taux actuariels. « Pour moi », dit-il à Amédée Dunois, « il n'y a que des étapes. L'essentiel est qu'on ne s'y arrête jamais[9]. »

Cet « évolutionnisme révolutionnaire » que Vaillant disait avoir appris chez Marx lui-même, fut parfaitement résumé par Jaurès qui a évoqué, à propos de Vaillant, sa

> « philosophie profonde et subtile [qui] lui donne le sens très délié de toutes les réformes de transition, de toutes les évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution. Il ne consentira jamais à dire, comme tant d'autres socialistes, que telle réforme, telle action, telle institution est impossible tant que le capitalisme ne sera pas tombé tout entier. C'est pour lui comme si on disait que l'aube incertaine est impossible tant que n'a pas disparu toute la nuit. La

8. *Le Parti Socialiste*, 27 août 1893, « Circulaire électorale ».
9. A. DUNOIS, « Autour des retraites : ce que dit Vaillant », *La Bataille Syndicaliste*, 8 juillet 1911.

> vérité est que telle institution de solidarité sociale et de dignité ouvrière aura, dans le milieu capitaliste, une forme plus basse, une efficacité moindre que dans le milieu socialiste. Mais le citoyen Vaillant ne conclut pas que ce désaccord entre l'institution nouvelle et le milieu capitaliste rend impossible l'institution. Il conclut, au contraire, que la multiplicité des institutions nouvelles de solidarité et de dignité finira par rendre impossible le milieu qui les déforme et les abaisse[10] ».

Dans cette perspective, il ne fait aucun doute que Vaillant et Jaurès avaient tous deux une conception beaucoup plus subtile du jeu des contradictions et du progrès dialectique que les «marxistes» du P.O.F.

Cette conscience qu'avait Vaillant de l'importance des contradictions internes, constamment engendrées par l'évolution infinie de tout phénomène, est étroitement liée à sa conception du mouvement, de l'évolution et du devenir. La théorie marxiste prévoit en effet qu'après avoir dégagé les contradictions de façon à identifier les différentes parties composant le tout il convient ensuite de reconstituer ces parties dans le contexte de leur mouvement et de leur évolution. Vaillant avait reçu une formation scientifique, et il subit très profondément l'influence de la théorie de l'évolution scientifique établie au cours du dix-neuvième siècle. Il vouait, tout comme Engels, la même admiration à Darwin et à Marx, qu'il mettait sur le même plan, et qu'il considérait comme les deux grands libérateurs du siècle. La biologie était pour Vaillant la plus importante de toutes les sciences, et il la qualifia en 1902 de « fondement de toute philosophie et connaissance de la vie individuelle et sociale[11] ». Toutefois, tandis que Marx, dès 1866, tout en continuant à louer les théories évolutionnaires de Darwin, se déclarait profondément troublé par sa théorie de la sélection naturelle, Vaillant sembla n'accorder aucune importance à cet aspect du darwinisme. Tandis que certains allaient voir dans la survivance des plus aptes la base d'une théorie pervertie de la société fondée sur les principes a-historiques de la génétique[12] ou, tout simplement, un concept nocif que les socialistes se devaient de condamner

10. « La Philosophie de Vaillant », *La Petite République*, 8 janvier 1901.

11. « Enseignement populaire supérieur », *Le Petit Sou*, 17 janvier 1902.

12. Surtout Francis Galton, le cousin de Darwin : voir J. D. BERNAL, *Science in History*, London, Penguin, 1969, pp. 1085 Sq.

chaque fois qu'ils en avaient l'occasion, Vaillant se refusa catégoriquement à en débattre.

Il retint de Darwin uniquement sa théorie de l'évolution transformiste qui établissait les mutations des cellules minérales en cellules végétales, et finalement en cellules animales. Jamais, toutefois, Vaillant n'essaya de faire la distinction méthodologique entre la théorie dialectique du marxisme et la théorie plus linéaire de la biologie darwinienne. En 1892, par exemple, dans un article important où il étudiait la conception matérialiste de l'histoire, il mettait sur un pied d'égalité Marx et Darwin, les sciences sociales et les sciences naturelles comme étant toutes deux régies par la même loi historique de développement. On est tenté de critiquer cette «confusion» apparente entre les deux théories. Mais il faut replacer les observations de Vaillant dans leur contexte propre, celui des idées d'évolution scientifique qui caractérise le XIX^e s. Pour Vaillant, tout doit toujours être étudié en termes d'évolution. Rien n'est statique, rien ne peut exister en dehors du cadre historique qui le détermine. Et dans ce sens, Marx et Darwin peuvent et même doivent être mis sur le même plan, la révolution intellectuelle qu'ils inaugurèrent consistant précisément à mettre bas les vieux concepts rigides et figés concernant les rapports naturels et sociaux et à présenter ces mêmes rapports dans un état de constant devenir. Aux yeux de Vaillant, cette vision des choses était fondamentale pour comprendre le socialisme.

En 1894, les socialistes saisirent l'occasion d'un débat portant sur la fermeture de la Bourse du Travail de Paris pour présenter leurs idées au cours d'un important exposé théorique. Ils ne manquèrent pas de se référer à des auteurs très divers, y compris des économistes «bourgeois» comme J.S. Mill et J.B. Say. Les opportunistes contre-attaquèrent en soulignant ironiquement ce que les théories socialistes devaient aux économistes bourgeois. Ce fut Vaillant qui répondit à cette accusation. Les socialistes, fit-il remarquer, à l'inverse de leurs adversaires bourgeois, ne se référaient pas aux théoriciens du passé pour en faire les arbitres de la situation actuelle. En revanche, ils étudiaient ces théoriciens afin de « chercher des témoignages de la façon dont les rapports économiques et politiques étaient envisagés à un moment donné de l'histoire ». Le but de cette étude était d'établir « des points de repère pour montrer précisément le développement de cette société ». Il s'agissait là, précisait-il, de la méthode du matérialisme historique, que Marx avait

élaborée, et qui seule pouvait fournir « l'explication de tous les phénomènes économiques au milieu desquels nous vivons[13] ».

André Lebey, poète, socialiste et homme de lettres, dit de Vaillant : « Le présent était déjà pour lui du passé [...] l'avenir comptait seul[14]. » Amédée Dunois partageait le même sentiment : « Vaillant, esprit essentiellement dialectique et plus profond que brillant, considérait toute chose sous l'angle du *devenir*[15]. » Mais quelle importance avait au juste la dialectique de Hegel et de Marx aux yeux de Vaillant? Il semble qu'il n'employa jamais le mot «dialectique». Toutes les fois qu'il voulait décrire le phénomène, il parlait de « notion du "développement" de la philosophie moderne allemande ». Ce refus d'utiliser le plus ésotérique et le plus galvaudé des mots de passe, le mot «dialectique», n'est pas le fait du hasard fortuit. Vaillant avait horreur du jargon; il attachait une importance fondamentale à la mise à jour des contradictions. Lorsque leur rôle était utile pour comprendre le cours des événements, alors il explicitait ce rôle de façon claire. Mais il répugnait à abreuver la classe ouvrière de mots ronflants.

Il existe un troisième élément capital dans la théorie marxiste. Selon Marx il importe d'analyser chaque catégorie de phénomènes en fonction de ses caractéristiques propres en respectant sa structure organique particulière dans le but de découvrir ses propriétés et ses lois intrinsèques d'évolution. A cet égard, Vaillant fait preuve d'une certaine originalité. Plus que tout autre socialiste de premier plan, il insistait pour que soit respecté le développement autonome des divers «organismes» du socialisme. Il soulignait que le seul fait de leur apparition historique était la preuve de leur authenticité essentielle, et il affirmait que l'unification de ces organismes disparates ne pouvait être que l'aboutissement «naturel» de leur développement interne propre. Il répéta inlassablement que c'était une erreur fatale que de vouloir synthétiser artificiellement plusieurs organismes dont les fonctions étaient différentes. En 1893, il fit valoir que la stagnation des mouvements socialiste et ouvrier était justement

13. *Journal Officiel,* Chambre – débats, 10 février 1894, pp. 179-181.
14. André LEBEY, *Disques et pellicules*, Paris 1929, p. 80.
15. A DUNOIS, *Le Populaire*, 19 décembre 1934, *loc. cit.*

due à la tentative de fusion de ces différentes fonctions avant qu'elles n'aient eu le temps de suivre le cours de leur propre développement :

> « Les syndicats sont de plus en plus devenus des organisations à la fois socialistes et corporatives confondues et plus ou moins indistinctes; c'est l'origine du parti ouvrier se scindant en deux, puis trois tronçons, en attendant les autres, au fur et à mesure que les contradictions de cette constitution élémentaire, embryonnaire, se manifestent sans se résoudre en développement et en formations organisées supérieures[16]. »

Si on voulait voir ces deux mouvements progresser, estimait-il, il fallait en finir avec cette confusion initiale de leurs fonctions, chaque organisation devant prendre ses distances par rapport à l'autre afin de « se dégager et se constituer dans sa forme propre et développable ». Cela revenait simplement à respecter « cette distinction nécessaire, à laquelle toute évolution menant à une existence supérieure, entraîne les organismes ». Ce n'est qu'une fois cette distinction nécessaire opérée, que ces deux mouvements pourraient évoluer et parvenir à leur fusion. A partir de son retour en France, Vaillant reprit inlassablement cette analyse éminemment complexe dont il fut le seul à souligner l'importance.

S'agissant de l'unité socialiste elle-même, son analyse était la même. L'unité ne pouvait être brusquée ni résulter d'une gestation artificielle. Chacune des différentes factions était le produit naturel d'une série de forces historiques et sociales. Ce n'était donc pas en noyant leurs caractéristiques respectives sous un flot de sentiments qu'on réaliserait leur unité. Cette unité ne pouvait résulter que du « contact organique entre les partis et groupes qui, n'étant plus séparés par aucune différence essentielle [...] veulent établir une entente pour une action commune toutes les fois qu'il leur plaît[17] ». La seule façon de parvenir à une unité durable, consistait en ce que Vaillant appelait « la pratique de l'union », à savoir l'expérience partagée des réalités de la lutte commune menée au jour le jour.

Tous les organismes qui se réclamaient du vaste mouvement ouvrier et socialiste trouvèrent un ardent défenseur en la personne de Vaillant : la Ligue pour la défense de la république , la Ligue des huit heures, la Fédération des conseillers municipaux, le Secrétariat national du travail, les Bour-

16. « Le Parti Socialiste », *Almanach de la Question sociale pour 1894, P. 36.*

17. Musée Social, Paris, lettre à de Seihlac datée du 11 septembre 1897.

ses du Travail. Chacune de ces organisations avait une fonction spécifique à remplir et, à son avis, la remplirait d'autant mieux qu'elle s'en tiendrait à la mission pour laquelle elle avait été créée. Lorsque, après quelques années seulement d'existence, la Bourse du Travail de Paris fut fermée par le gouvernement en 1893, Vaillant vit là la preuve de sa vitalité et de sa force. Et cette vitalité et cette force découlaient directement du fait que la Bourse s'était fixé un objectif précis et s'était bornée à réaliser la mission qu'elle s'était assignée. Dès lors qu'elle ne s'était pas laissé entraîner dans des querelles politiques, comme cela avait été le cas pour le mouvement syndicaliste, elle avait très vite pu progresser à grandes enjambées au point qu'en 1893 d'après Vaillant, les *Bourses,* et non pas les syndicats, apparaissaient comme la forme d'organisation la plus puissante du militantisme ouvrier[18].

On trouve cette même analyse, basée sur le respect des fonctions intrinsèques d'organismes autonomes, dans toutes les réflexions de Vaillant concernant le mouvement socialiste, depuis l'activité des conseils municipaux jusqu'à celle de l'Internationale socialiste. Il ne prétendit jamais que c'était là une nécessité marxiste, et pourtant, là encore, Vaillant s'avéra bien plus marxiste que ceux-là même qui, au nom de Marx, cherchèrent à subordonner tous les aspects de l'activité socialiste et ouvrières aux oukases centralisés d'un comité auto-élu de sages politiques.

Le marxisme en tant que philosophie

Vaillant n'était pas essentiellement un philosophe. Il consacra peu de temps à la spéculation purement abstraite. Néanmoins, son activité politique incessante fut sous-tendue par un point de vue philosophique qui mérite qu'on s'y attarde. Il estimait que le monde était d'une complexité incommensurable, qu'il était le reflet du conflit entre des catégories et des forces multiples, au premier rang desquelles il plaçait sans équivoque le rôle de la matière et des phénomènes matériels. Il professa en de nombreuses occasions sa foi absolue dans le matérialisme historique tel qu'il avait été défini par Marx. Mais le matérialisme de Vaillant n'exclut jamais le rôle complémentaire joué par les idées et les forces

---

18. *Journal Officiel,* Chambre – débats, 10 février 1894, p. 181.

morales et intellectuelles. Vaillant croyait à l'unification ultime de toutes les causes finales. Jaurès le qualifait de moniste, ce en quoi il n'avait certainement pas tout à fait tort. Vaillant mettait toujours l'accent sur la diversité des idées et des structures à un moment donné de l'histoire, mais il voyait dans cette diversité un reflet des contradictions d'une société en mutation. Il était persuadé que les liens organiques unissant les diverses manifestations de l'activité humaine créeraient progressivement, dans un système socialiste, une vaste synthèse unificatrice, sans pourtant qu'elle soit définitive. L'histoire à ses yeux n'avait pas de fin.

Ce n'est qu'à partir des années 1890 que Vaillant commença à rassembler en un système cohérent les éléments de ses convictions philosophiques. Chaque fois qu'il en avait l'occasion, tout en soulignant le rôle primordial de la lutte économique et matérielle, il invitait les socialistes à ne négliger « aucun des autres éléments qui constituent, par l'émancipation intellectuelle et morale de l'humanité, la révolution dont nous poursuivons le triomphe[19] ». Dans son essai *La Question Religieuse et le Socialisme*, Jaurès décelait dans cette conception globaliste de Vaillant la preuve de la générosité et de la subtilité du socialisme[20]. Mais quel était, dans l'esprit de Vaillant, le rapport exact entre matière et idées? Lorsqu'il était en veine de dogmatisme, ce qui lui arrivait périodiquement lors des grandes joutes idéologiques à la Chambre de députés, il esquissait la théorie marxiste «classique» de la superstructure et de l'infrastructure. L'important discours qu'il prononça en 1906 et qui fit l'objet d'une publication spéciale sous forme d'un opuscule intitulé *L'évolution économique et la Révolution sociale*, est à cet égard exemplaire :

> « En effet, nous savons que dans le cours historique des choses, tout ce qui se produit est déterminé nécessairement par ce qui précède. Nous savons que cette détermination peut être variable dans ses modes immédiats, ses agents, sa durée [...] mais que le résultat, le fait principal, la détermination historique du cours ultérieur des choses est toujours inévitable, nécessaire et ne peut pas être changée. Ce qui a été la grande découverte de la critique, de la doctrine de Marx et est devenu l'assise inébranlable du socialisme moderne, c'est la détermination de l'élément du facteur fondamental de l'évolution, du développement des sociétés, de la loi suivant laquelle se produit ce cours des choses.

19. *Le Parti Socialiste*, 2 août 1891, interview avec de Ricard.
20. Jean JAURÈS, *La question religieuse et le socialisme*, Paris, 1959, p. 49.

> C'est par la production sociale de sa vie matérielle, par le mode de production, qu'à tout moment de son histoire l'homme social, la société, détermine sa constitution à ce même moment.
>
> Les rapports de production ainsi déterminés par le jeu, l'emploi des forces productives dont la société disposait à ce moment historique ont établi la base économique sur laquelle s'élèvent en concordance avec elles toutes les institutions politiques et sociales dont la forme correspondante de propriété, et en rapport avec ces institutions celle de l'État ou du gouvernement de la classe dominante [...]
>
> Dans cette conception matérialiste de l'histoire, nous trouvons la loi du développement historique des sociétés.
>
> Cette constitution sociale n'est pas immuable; au contraire elle est constamment en mouvement. Ces mêmes forces productives qui, par leur jeu, constituent les rapports de production, ont déterminé cette société, ces mêmes forces productives vont incessamment en se développant, se transformant et, dans le régime capitaliste, avec une célérité accélérée; et, au fur et à mesure qu'elles se développent, elles produisent des rapports nouveaux qui sont en désaccord, en contradiction entière avec les rapports qui ont fait la constitution sociale actuelle et qui, par la contrainte des institutions politiques et de l'Etat, la maintiennent, alors que les conditions économiques qui avaient amené sa venue ont, en partie plus ou moins grande, cessé d'être en se transformant[21]. »

Cette présentation du matérialisme historique empreint d'une raideur certaine semble n'accorder aucune place au rôle des idées dans le processus historique.

Il n'en reste pas moins que l'interprétation matérialiste de l'histoire, telle qu'elle est formulée par Marx, soulève immanquablement la question fondamentale suivante : quelle place cette interprétation laisse-t-elle d'une part à l'existence et d'autre part au rôle des idées indépendantes ou de la volonté humaine? La réponse de Marx à ces questions est (incomplètement) esquissée dans sa théorie de la superstructure et de l'infrastructure. Le premier problème posé par la pensée de Marx concerne la *nature* de l'esprit humain et de son activité. La pensée, les idées, la conscience, les émotions, ne sont-elles que de simples réactions chimiques se produisant dans la matière grise? Ou bien y a-t-il quelque source cachée d'idéalisme existant indépendamment de la matière? Dans sa *Contribution à la Critique de l'Economie Politique*, Marx tente de résoudre le problème de la relativité

---

21. Edouard VAILLANT, *L'Evolution économique et la Révolution sociale*, Paris, 1906, pp. 12-13.

du déterminisme économique face à la volonté humaine. L'essence de l'histoire, dit-il, est la réalisation de l'« homme total ». L'Homme crée sa propre histoire, mais dans des conditions qui échappent à son libre arbitre. Pour Marx, les idées humaines sont entièrement le produit des réflexions auxquelles se livrent les hommes concernant la base matérielle de la société ou de l'infrastructure. Mais il ne nous dit pas ce que sont ces idées. L'autodidacte allemand Joseph Dietzgen avait essayé, dès 1869, dans son livre *La nature de l'activité cérébrale chez l'homme*, de donner une réponse. Il décrivit l'esprit comme une sorte d'ordinateur qui avait pour charge de comprendre et de classer un courant continu d'impulsions produites par les sens. Selon cette hypothèse, la pensée et les idées seraient tout aussi matérielles, quoique moins tangibles, que le mouvement, la douleur et les autres manifestations de l'activité humaine. En France, ce fut Jean Jaurès qui, le premier, tenta d'apporter une solution au problème. Il estima que quatre facteurs différenciaient le cerveau humain du cerveau animal : 1) un sens esthétique qui conférait à l'Homme un amour désintéressé de l'univers ; 2) une capacité de raisonnement qui lui permettait de passer du particulier au général ; 3) l'instinct de « sympathie imaginative », c'est-à-dire l'aptitude à ressentir les émotions d'autrui ; et 4) un sens de l'unité[22]. Il considérait ces quatre facteurs humains comme « les sources primitives » qui existaient dans l'esprit humain et qui étaient totalement indépendantes des impulsions sociales ou matérielles. Lorsque ces dernières pénétraient dans l'esprit, elles mettaient en action ces sources primitives et de ce fait subissaient à des degrés divers certaines transformations d'ordre idéaliste.

S'agissant de la question de l'existence d'une pensée et d'idées humaines indépendantes, Vaillant ne proposa jamais d'opinion très claire. En tant qu'homme de science, il pensait visiblement que Darwin avait démontré que le cerveau humain se ramenait à une activité cellulaire au niveau de la substance cérébrale, substance parfaitement tangible. D'un autre côté, en de nombreuses occasions, il évoquait lui aussi, le même type d'aspirations idéalistes que Jaurès. Lorsqu'en 1891, Alexandre Zévaès lui demanda de patronner le groupe des étudiants révolutionnaires récemment formé, il s'empressa d'accepter en faisant remarquer que le mouve-

22. Jean JAURÈS, « Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire » in *L'Esprit du Socialisme*, Paris, Gonthier, 1964, pp. 19-21.

ment socialiste pouvait se passer des pédants et des doctrinaires, mais ne pourrait jamais se passer de « toutes les forces généreuses de l'énergie morale et intellectuelle de la jeunesse ». Il ajouta que l'activité politique des jeunes était précieuse parce qu'elle était fondée non seulement sur la science mais également sur « le sentiment »[23]. Il définissait souvent le socialisme comme « l'idée génératrice de la société future ». Il dépeignait la société communiste comme un « idéal lointain peut-être mais déjà visible dont le socialisme est conscient »; c'était pour lui une notion qui avait été « entrevue depuis des siècles par des poètes et des philosophes »[24]. Il est clair que ces concessions à l'idéalisme constituent un grand pas dans le sens de la synthèse jaurésienne entre idéalisme et matérialisme, au moins en ce qui concerne l'*existence* indépendante des idées.

Mais Vaillant opérait-il la même synthèse que Jaurès? S'agissait-il en effet d'une synthèse ou d'une simple juxtaposition des forces matérielles et des forces idéales? En 1901, Jaurès lui-même essaya de répondre à cette question dans un article important intitulé *La Philosophie de Vaillant*[25]. Il soulignait que le facteur clé de la pensée de Vaillant était son monisme philosophique : « Pour lui, tous les phénomènes de l'immense univers, toutes les forces en apparence les plus diverses ou les plus contraires se ramènent à l'unité de principe, de substance ou de loi. » Dans cet article, Jaurès s'était fixé pour but principal de montrer comment la perspective philosophique de Vaillant englobait son concept de l'action totale dans un monde en changement constant, dans lequel il percevait « perpétuelle transformation, perpétuel effort, et sous les fausses apparences des formes figées, éternelle fluidité, incessante aspiration à la vie ». Les implications politiques de tout ceci étaient alors claires : Jaurès voulait mettre l'accent sur le fait que lui et Vaillant avaient davantage de points en commun que Vaillant n'en avait avec Guesde, ce qui d'ailleurs est exact. Mais les implication philosophiques de ces remarques donnent à penser que Vaillant concevait une synthèse matérialiste-idéaliste identique à celle de Jaurès. Malheureusement, Jaurès n'explique pas (il

23. *Le Parti Socialiste*, 7 février 1892.
24. « Communisme », *Le Tocsin populaire du Berry*, 21-28 mars 1896.
25. « La Philosophie de Vaillant », *La Petite République*, 8 janvier 1901. Péguy reproduit cet article avec des commentaires très négatifs dans son essai «Casse-Cou» (*Œuvres en prose, 1898-1908*, Gallimard, 1959).

est d'ailleurs, ainsi que moi-même, dans l'impossibilité de le faire faute de témoignage textuels) ce qu'était, dans l'esprit de Vaillant, « la nature de cette force une qui enveloppe à la fois ce que nous appelons matière et ce que nous appelons esprit. » Jaurès constata simplement que « le citoyen Vaillant paraît considérer la réponse comme secondaire ».

Jaurès touche là au cœur du problème : il faut chercher le credo philosophique de Vaillant davantage dans l'action que dans le verbe. Il s'était fixé pour but principal de faciliter la transformation matérielle qui s'opérait lors de la transition du capitalisme au socialisme. A cet égard, Vaillant fut un matérialiste dans la plus pure tradition marxiste. Mais en même temps il rejetait de façon catégorique l'interprétation rigide de cette tradition préconisée par les guesdistes. Il était capable, par moments, de se laisser aller à l'idéalisme le plus débridé; ainsi, en 1895 lorsqu'il déclarait que « les meilleures armes » dont disposaient les socialistes étaient la sincérité et la justice de leur cause[26].

Si Vaillant ne fournit pas de réponse au premier problème posé par le marxisme – l'*existence* indépendante des idées – qu'en est-il du second – le *rôle* que peuvent jouer dans le processus historique les forces idéalistes? Afin d'étudier ce problème, il convient d'aborder les activités «marginales» du mouvement socialiste, notamment l'action anticléricale et l'action antimilitariste. C'est avec prudence que j'emploie le terme «marginales». Le P.O.F., par exemple, ne cessait de répéter que ces activités étaient tellement marginales qu'elles ne valaient guère la peine de s'en préoccuper. Pour eux, le socialisme ne pouvait que procéder de la destruction de l'infrastructure économique, du système capitaliste[27]. S'attaquer aux institutions telle que l'Eglise et l'armée n'était qu'une perte de temps et un gaspillage d'énergie socialiste. Mais alors que l'Église commençait à recouvrer une grande partie de son pouvoir politique au cours des années qui s'écoulèrent entre le ralliement et l'affaire Dreyfus, Vaillant critiqua cette attitude guesdiste ouvertement et sans ménagement. Selon lui, on pouvait parfaitement considérer que les forces de production constituaient le fondement d'une société qu'on ne pouvait détruire complètement

26. *Journal Officiel*, Chambre – Annexes, N° 1604, 11 novembre 1895, p. 1468.

27. Voir par exemple, « Pas de collaboration », *Le Socialiste*, 2-9 août 1903.

qu'à la base. Il convenait sans gêne qu'il s'agissait là d'une vérité fondamentale, mais cela revenait en fait tout simplement à dire que les forces de production étaient « le facteur principal de l'évolution de cette complexité vivante, dont les éléments ne peuvent être compris, n'ont de valeur réelle que par leur rapport avec l'ensemble, avec l'organisme social en son développement[28] ». Dans le cadre de l'action totale des forces révolutionnaires, soulignait-il, il était suicidaire de négliger le moindre aspect de cette globalité sociale, politique et historique. La Révolution devait porter des coups à tous ses ennemis « si elle ne veut se laisser entraîner par celui qu'elle néglige et derrière qui tous les autres, alors, passeront[29] ». En attendant la chute finale du système capitaliste, il était urgent, selon Vaillant, d'en ébranler tous les piliers. Il ne s'agissait pas là d'une vérité philosophique profonde, mais d'une simple question de bon sens politique.

Le progrès historique, écrivait Vaillant en 1895, était le résultat non seulement des mutations accélérées des forces de production, mais aussi de « la généralisation de la culture intellectuelle et de la civilisation[30] ». Le socialisme, ajoutait-il, ne représentait pas seulement l'état futur de la société et de l'économie, il incarnait aussi la totalité de l'héritage moral et intellectuel de l'humanité :

> « Tous les mouvements, facteurs essentiels de progrès, aux diverses périodes historiques, et maintenant le socialisme, sont marqués non seulement par leur caractère propre, distinctif, mais aussi par ce caractère commun : qu'ils deviennent, dans toutes les directions, les agents du progrès intégral de l'homme intellectuel et moral aussi bien que politique et social[31]. »

Au Congrès de la S.F.I.O. en 1914, s'en prenant à ceux qui privilégiaient de façon excessive les missions « prolétariennes » du parti, il déclara :

> « De même que le Parti socialiste est le seul parti de la classe ouvrière, il est aussi le seul parti de la liberté d'esprit, le seul parti de l'émancipation réelle et totale. »

Et pour renforcer son message, il remonta aux sources du socialisme moderne :

> « Un des fondateurs du socialisme, Engels, disait que ce qui fait surtout la valeur de combat et de développement de

28. « Hors la salle! », *La Carmagnole*, 28 novembre 1896.
29. *Ibid.*
30. « Révision par le peuple », *Almanach de la Question sociale pour 1895*, p. 33.
31. *Journal Officiel*, Chambre - Annexes, N°. 1604, 11 novembre 1895, p. 1468.

la doctrine de Marx, c'est cette démonstration que l'émancipation de la classe ouvrière opère en même temps l'émancipation de l'homme et l'émancipation de l'humanité[32]. »

Idéalisme et matérialisme : ces deux forces jouaient, aux yeux de Vaillant, chacune un rôle essentiel dans le processus historique. Lequel des deux l'emportait en importance? Pour Vaillant, la question n'a aucun sens. Les spéculations abstraites et hermétiques n'intéressaient Vaillant que dans la mesure où il estimait pouvoir en tirer une leçon politique concrète. Ces leçons n'étaient pas à chercher dans le domaine de la philosophie «pure» mais dans celui, plus terre-à-terre, des sciences sociales.

Le marxisme en tant que sociologie

Pour Marx, le rapport de base dans la société humaine est ce qu'il appelle les rapports de production, dans lesquels il distingue trois forces productives : les conditions naturelles, les techniques de travail et la division sociale du travail. Ce troisième facteur a été à l'origine, au cours des âges, de la formation de la propriété privée et de l'évolution des classes sociales. C'est cette structure sociale basée sur l'organisation de la propriété et la fonction des classes sociales que Marx appelle le mode de production. Le mode de production qui caractérisait la France au dix-neuvième siècle était celui du capitalisme industriel dont le trait dominant était la lutte historique entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Cette analyse schématique de la lutte historique des classes fut une des composantes fondamentales du marxisme que Vaillant assimila au tout début de sa carrière et à laquelle il fut toujours scrupuleusement fidèle. On peut en trouver les grandes lignes dans les manifestes de sa période d'exil, fortement influencés par le *Manifeste Communiste* – au point en effet qu'on peut parfois parler de plagiat[33]. Sa présentation des préceptes sociologiques du marxisme s'affine dans les années 1880 et atteint son plus haut degré de cohésion et de concision dans l'important discours idéologique prononcé en 1906 et dont il a déjà été fait mention[34].

---

32. *11e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Amiens,* compte rendu sténographique, p. 190.
33. Voir la comparaison des extraits dans mon « The Myth of Blanquism under the Third Republic », *loc. cit.*, pp. 43-44.
34. Voir *supra,* note 21.

Il convient d'observer que, dès le début, Vaillant rejeta les catégories sociologiques que l'on trouve chez Blanqui. Celui-ci, il est vrai, parlait de lutte des classes, et estimait même que de telles luttes avaient existé dans des sociétés précédentes. Mais la réflexion sociologique de Blanqui se trouva limitée du fait qu'elle s'est précisée dans la société préindustrielle du début du dix-neuvième siècle où il distinguait deux groupes sociaux fondamentaux : la bourgeoisie – « des individus possédant une certaine somme d'aisance et d'instruction : financiers, négociants, propriétaires, avocats, médecins, gens de loi, fonctionnaires, rentiers [et] un assez bon nombre de campagnards qui ont de la fortune mais point d'éducation [...] » ; et les prolétaires, qui étaient tous les autres[35]. En outre, Blanqui semblait adopter, vis-à-vis de la bourgeoisie, une position qui rappelait davantage Saint-Simon qu'elle n'annonçait Marx :

> « Le riche, disons-le, n'est pas toujours un pur fainéant ou, pis encore, un requin-glouton, comme l'agioteur, le banquier. Le propriétaire-cultivateur, le chef d'une fabrique, d'une maison de commerce, font œuvre utile dans une certaine mesure. Leur talent, leur activité ont droit à une rémunération[36]. »

Qui plus est, Blanqui ne reconnaît pas le mode de production comme le facteur clé de l'organisation des classes sociales, pas plus qu'il ne considère la classe ouvrière comme la principale force révolutionnaire dans la société. Selon lui, cette force révolutionnaire procède des «déclassés» :

> « Qu'est-ce que les déclassés sinon les parias de l'intelligence? [...] Une foule de savants vivent et meurent pauvres, après avoir rendu des services ignorés. Ils avaient le savoir. Ils manquaient du savoir-faire, qui seul enrichit. [...] Des milliers de gens d'élite languissent dans les bas-fonds de la misère. Ils sont l'horreur et l'effroi du capital. Le capital ne se trompe pas dans sa haine. Ces déclassés, arme invisible du progrès, sont aujourd'hui le ferment secret qui gonfle sourdement la masse et l'empêche de s'affaisser dans le marasme. Demain, ils seront la réserve de la Révolution[37]. »

L'analyse sociologique de Vaillant différait très sensiblement de celle de Blanqui. Pas une seule fois il ne parla de déclassés, et il n'essaya jamais de distinguer les capitalistes «utiles» des capitalistes «oisifs». Sa sociologie était strictement dans la ligne de l'orthodoxie marxiste.

---

35. DOMMANGET, *Idées politiques et sociales, op.cit.*, p. 242.
36. BLANQUI, *Critique Sociale,* Paris, Alcan, 1885, Vol. 1, p. 96.
37. *id.*, Vol. 1, pp. 219-220.

Cependant, vers la fin du dix-neuvième siècle, des problèmes d'interprétation vinrent déjà remettre en cause certains éléments de cette orthodoxie. Premièrement, si le prolétariat devait être le moteur historique de la révolution, quel rôle était dévolu aux membres de la bourgeoisie? Deuxièmement, dans quelle mesure le parti du prolétariat pouvait-il (ou devait-il) faire appel à d'autres classes sociales? Troisièmement, et surtout, quels types de rapports le parti du prolétariat pouvait-il se permettre d'entretenir avec les partis de la bourgeoisie? Dans tous ces débats (qui restent, avec près d'un siècle de recul, d'une actualité frappante) Vaillant tenait des propos qui ne manquent nullement d'intérêt aujourd'hui.

Ainsi que nous l'avons vu, la préoccupation dominante de Vaillant après son retour en France, fut de favoriser la création d'un vaste parti politique, s'appuyant sur le prolétariat et constituant le fer de lance des troupes ouvrières au cours de la grande bataille historique entre bourgeois et prolétaires. Mais le parti qui finit par voir le jour, était-il vraiment le parti de la classe ouvrière? N'était-ce pas plutôt un parti organisé, animé et dirigé par des intellectuels bourgeois? A l'exception des ouvriéristes intransigeants qu'étaient les allemanistes, on s'interrogea très peu sur la composition sociale du parti jusqu'à ce que, vers la fin des années 1890, les syndicalistes révolutionnaires commencent à traiter les socialistes de bourgeois déguisés en ouvriers. Pendant longtemps, fidèle à sa politique de non-ingérence dans les affaires syndicales, Vaillant refusa de se laisser entraîner dans cette polémique. Mais en 1907, lorsque Lagardelle porta à la tribune même du congrès de la S.F.I.O. l'accusation d'embourgeoisement à l'endroit du « parti de la classe ouvrière », Vaillant s'empressa de répondre[38].

Il commença par réaffirmer que le parti était en effet un parti de classe. C'était, insista-t-il, se méprendre sur la nature historique profonde du mouvement socialiste que de vouloir exclure de l'organisme politique du prolétariat quiconque n'était pas né dans la classe ouvrière. La création du parti socialiste, fit-il valoir, ne résultait pas plus de l'idéalisme d'intellectuels bourgeois philanthropes qu'elle n'était l'œuvre à priori du seul prolétariat. Elle était en fait la consé-

---

38. *4e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nancy*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., discours de Lagardelle, pp. 455 s.q., discours de Vaillant, pp. 500 s.q.

quence inexorable d'un processus historique. Sans le développement du capitalisme, affirma-t-il, il n'y aurait jamais eu ni bourgeoisie ni prolétariat, ni parti bourgeois, ni parti socialiste. Le parti socialiste n'était donc pas réductible à l'ensemble de ses membres : il était le reflet d'une nécessité historique, et ses membres, bourgeois et prolétaires, ne pouvaient qu'essayer de comprendre cette évolution inéluctable de l'histoire et d'en suivre le mouvement. Son argumentation était, certes, sommaire et laissait de nombreuses questions sans réponse, mais il avait au moins le mérite de replacer le débat dans son vrai contexte et à un niveau intellectuel approprié.

L'année suivante, au Congrès de Toulouse, Vaillant revint sur cette question. Il admit que s'il était pour sa part convaincu que le parti était l'organe du prolétariat au sens historique, le prolétariat, quant à lui, n'en était pas encore conscient. Le parti comptait 50 000 adhérents, constata-t-il, mais même « serions-nous 500 000, nous ne serions rien relativement à la masse prolétaire ». Telle était la triste vérité. Une des raisons pour lesquelles le parti n'avait pas réussi à attirer le prolétariat dans ses rangs tenait au fait qu'on y passait trop de temps à disserter d'abstractions idéologiques et pas assez à vivre la réalité quotidienne du prolétariat :

> « C'est faute en effet d'une participation plus intime à la pensée et à la vie prolétaires, à l'action pratique quotidienne, que nous restons inconnus, que le prolétariat ne connaît pas mieux le Parti socialiste. Nous nous enfonçons trop dans une abstraction qui nous sépare de la vie publique et courante, et où nous cherchons les uns et les autres à nous dépasser et critiquer. [...] Il faut savoir au contraire que nous ne pouvons être ce que nous devons être qu'à la condition que nous ayons une constitution, une action qui nous mette en rapport direct, intime, avec le prolétariat. Si nous vivons de sa vie, percevons, exprimons sa pensée, parlons son langage, conduisons notre activité en rapport autant avec ses besoins actuels qu'avec ses aspirations, ses revendications, alors nous serons compris par lui[39]. »

Pour Vaillant il n'y avait donc pas de socialiste révolutionnaire qui n'éprouve un attachement profond et permanent pour le prolétariat. Mais d'un autre côté l'appartenance de naissance à une classe privilégiée n'empêchait personne de militer à fond au sein du mouvement historique qu'était le socialisme.

---

39. *5e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Toulouse*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 157.

Si le parti socialiste était, historiquement du moins, le parti de la classe ouvrière, quel rôle pouvait jouer, dans son sein, celui dont le hasard du sort l'avait fait naître dans une autre classe? Affichant une intransigeance absolue, les guesdistes refusaient le plus souvent d'envisager la possibilité de convertir au socialisme ceux qui n'étaient pas issus de la classe prolétarienne[40]. L'attitude de Jaurès fut autre. Son humanisme fondamental le conduisit à affirmer que la bourgeoisie était elle aussi aliénée et malheureuse dans le système capitaliste, et même un jour à laisser entendre que la bourgeoisie, en eût-elle le courage, pourrait se faire le champion du transfert de la propriété industrielle à la classe ouvrière organisée[41]. Comme c'était si souvent le cas, la position de Vaillant se situe entre celle de Guesde et celle de Jaurès. Il était fermement convaincu que le parti non seulement pouvait mais devait faire l'impossible pour recruter des adhérants quelle que soit leur origine sociale. En 1891 il tenta avec acharnement de faire entendre le message socialiste à tous ces petits actionnaires que le scandale de Panama avait ruinés. Au milieu des années 1890, il lança un appel dont le but était d'amener au socialisme tous ceux qu'il désignait du terme de « masses populaires » et qu'il définissait de la manière suivante :

> « La grande masse nationale, subissant avec impatience l'influence et la direction capitaliste, désireuse de s'y soustraire mais sans savoir comment [...] elle lutte péniblement pour ne pas tomber entièrement dans la misère prolétaire, se raccrochant avec désespoir à tout ce qui [...] lui paraît donner un point d'appui, petite propriété, petit commerce, petite industrie[42]. »

Même les couches sociales auxquelles les sociologues modernes ont collé l'étiquette de « nouvelle classe ouvrière » devaient, selon Vaillant, passer sans aucune gêne au socialisme. Lorsqu'en 1893 il était allé soutenir les mineurs d'Anzin en grève, il fut horrifié de voir un ingénieur de la compagnie, armé d'un bâton, entraîner vers le puits des êtres chétifs dont la faim et la misère avaient fait des briseurs de grève involontaires. Vaillant n'hésita pas à affirmer que, malgré la férocité de l'aliénation généralisée dont il avait été

---

40. Voir WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit.*, pp. 61-62, (note 4).
41. Y. LE BRAS, « Jaurès et la lutte des classes », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, 43, (1971).
42. « Révision par le peuple », *Almanach de la Question sociale pour 1895*, p. 34.

le témoin, il n'y avait pas d'obstacle majeur qui s'opposait à la réconciliation de l'ingénieur et de l'ouvrier. Celui-là, « salarié aussi et qui devrait être avec l'ouvrier », serait appelé, sous le socialisme, à mettre « sa science et son intelligence » au service de l'humanité tout entière[43].

Cependant, Vaillant ne croyait nullement, à la différence de Jaurès (du moins pendant une certaine période), que l'avènement du socialisme résulterait du seul fonctionnement de la démocratie bourgeoise. La notion de dictature du prolétariat (même s'il l'assortissait invariablement des épithètes d'«impersonnelle» et de «temporaire») fut l'une de celles dont Vaillant souligna inlassablement l'importance jusqu'à sa mort. « L'aristocratie financière ne connaîtra jamais de nuit du 4 août », estimait-il en 1895. L'histoire progressait inexorablement vers le socialisme et le degré de violence qu'impliquerait cette mutation dépendrait uniquement de la plus ou moins grande résistance que la bourgeoisie serait prête à y opposer.

Les idées sociologiques de Vaillant ne peuvent se comprendre que dans le contexte de cette vision historique de la lutte fondamentale entre classes sociales et modes de production. C'est dans ce contexte également qu'il faut comprendre son attitude vis-à-vis des rapports entre le parti socialiste et les partis de la bourgeoisie. Malgré sa volonté d'accueillir dans la grande famille socialiste des recrues venant de tous les horizons sociaux, il refusait catégoriquement d'entendre parler de liens politiques «formels» entre le parti socialiste et les autres partis politiques. Nous examinerons plus loin en détail sa position lors de l'affaire Dreyfus et du cas Millerand.

L'attitude de Vaillant concernant tout ce qui a trait à la société et aux classes sociales est, on le voit, idéologiquement assez souple. Il avança fréquemment une interprétation marxiste «orthodoxe» de la nature historique des conflits de classe. Mais cette «orthodoxie» était constamment assortie d'une analyse non doctrinaire des possibilités, voire de la nécessité du recrutement de partisans issus de toutes les classes sociales. Sa «sociologie» est parfaitement en accord avec ses conceptions philosophiques et elle se trouve renforcée par son observation des développements économiques de la société capitaliste.

---

43. « Infamie capitaliste », *Le Parti Socialiste,* 5-12 novembre 1893.

Le marxisme en tant qu'économie politique

A compter de son retour à Paris en 1880 jusqu'à sa mort en 1915, Vaillant n'écrit guère d'articles touchant les problèmes économiques qui ne reflètent un raisonnement fondamentalement marxiste. Il est inutile de «démontrer» que Vaillant abordait les problèmes économiques en marxiste. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil à n'importe lequel de ses articles ou de ses discours. Dans le cadre de cette problématique générale, cependant, deux éléments retiennent l'attention de l'historien. Il y a d'une part la manière dont Vaillant présentait ses arguments marxistes et d'autre part l'évolution que connaît cette argumentation au gré des mutations du capitalisme au tournant du siècle.

Comme toujours, ce fut à l'occasion de ses discours à la Chambre que Vaillant fit ses exposés les plus intéressants de l'économie politique marxiste. Tandis que son dialogue avec la classe ouvrière était dépourvu de volonté didactique, d'esprit doctrinaire et tenait compte des leçons pratiques de socialisme qui s'apprenaient chaque jour sur les lieux de travail, le style de ses joutes idéologiques avec ses collègues bourgeois était toujours celui d'un pédagogue déterminé expliquant minutieusement un problème obscur et difficile à une classe de nouveaux élèves. Son point de départ était toujours le même : il soulignait avant tout auprès de ses auditeurs la nécessité de bien comprendre que le capitalisme n'était pas la fin ultime de l'histoire. Chaque fois qu'il en avait l'occasion, il reprenait ce message :

> « Tandis que nos adversaires considèrent que les lois et les règles de la production capitaliste sont des lois et règles définitives et comme naturelles de toute production, de tout mode de production et qu'ils les croient perpétuelles, elles ne sont pour nous que les lois et règles sociales propres à la production capitaliste, nées avec elle et devant cesser avec elle [...], elles ne sont que les règles d'un moment historique de cette production, du mode exclusif de production auquel elles se rapportent[44]. »

De même, tandis que la bourgeoisie libérale estimait que les conquêtes de la Révolution française constituaient l'apogée et le point culminant du développement politique, Vaillant n'y voyait qu'un début. Les historiens ont fait passer à la prospérité la célèbre apostrophe de Jaurès :

---

44. *Evolution économique et révolution sociale, op. cit.*, pp. 11-12.

> « Oui, nous avons, nous aussi, le culte du passé [...], mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre. »

Mais seize années auparavant Vaillant avait déjà formulé la même idée :

> « Allons-nous donc, nous, nier la Révolution française, 1789 plus que 1793? Ce sont les moments de notre développement, les haltes de notre marche républicaine, socialiste et révolutionnaire. Nous sommes au contraire les héritiers de ces ancêtres qui ont fait la Révolution, et surtout nous pouvons dire que nous sommes poussés comme eux par les forces qui sont dans la société et qui nous entraînent tous vers un avenir qui se produira inévitablement [...][45]. »

Cette optique fondamentalement historique avait, bien entendu, constitué pour Marx le point de départ de sa critique des économistes bourgeois. Et chaque fois que Vaillant soulignait l'importance capitale de la perspective historique, il ne manquait pas de rendre hommage à celui dont la pensée constituait « la source féconde de la science sociale », Karl Marx[46].

Une fois ce préalable historique exposé, Vaillant tentait ensuite d'amener ses collègues libéraux à accepter la distinction entre travail et force de travail, distinction capitale que Marx avait élaborée pour la première fois dans les *Grundrisse* et dont ensuite il avait fait le point de son argumentation dans *le Capital*. Pour Vaillant le but essentiel de cette distinction était d'obliger la bourgeoisie à reconnaître la différence qualitative entre la vente de cette force de travail (c'est-à-dire du sang et de la sueur) et la vente d'autres marchandises. En juin 1896, au cours de l'important débat idéologique suscité par le projet de loi relatif au travail des enfants et des femmes, Paul Deschanel, ce libéral convaincu mais à l'esprit ouvert, finit par admettre la validité de cette distinction : « Je dis que le contrat de travail n'est pas un contrat comme un autre, parce qu'ici c'est la personne humaine elle-même qui est engagée, c'est une créature qui vit, qui pense et qui souffre. » Et même si, dans la suite de sa déclaration, Deschanel esquissa les grandes lignes d'une solution charitable plutôt que socialiste, Vaillant s'empara immédiatement de cette « confession » pour ajouter :

---

45. *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 10 février 1894, p. 179.
46. *Ibid.* Pour l'optique historique de Marx, voir David McLelland, *Karl Marx, his life and thought*, New York, 1973, p. 344.

« S'il veut être conséquent avec lui-même, il doit non seulement aller jusque-là, mais nous suivre beaucoup plus loin, et jusqu'à nos conclusions socialistes. Il ne peut faire différemment, car cette idée de l'identité de la force de travail et du travailleur est le point de départ nécessaire de toutes les conclusions auxquelles le socialisme est arrivé [...][47]. »

Après avoir amené ses collègues à ce point, Vaillant essayait alors de les conduire un peu plus avant, toujours en s'en tenant fidèlement à la démarche logique de Marx. L'étape suivante consistait à montrer comment la valeur d'une marchandise n'était pas fixée de façon arbitraire ou libre, ni par une quelconque « convention bilatérale » entre patron et ouvrier, ni même par les lois simplistes de l'offre et de la demande. Dès novembre 1894, un certain nombre de députés bourgeois avaient admis que la valeur d'une marchandise était fixée en fonction du temps de travail nécessaire à sa production. Il ne s'agissait pas là d'une grande concession faite au socialisme puisque Ricardo était déjà parvenu à cette conclusion au début du siècle. Vaillant, s'appuyant sur une autre découverte capitale de Marx, faisait valoir que le temps de travail nécessaire pour la production d'une marchandise n'était pas fixé de façon arbitraire mais, bien au contraire, représentait « le temps socialement nécessaire à la production, c'est-à-dire le temps déterminé dans les conditions qui correspondent au développement de l'industrie ». Deschanel avait déjà essayé de se servir de Ricardo contre Marx en faisant état de statistiques prouvant que le taux le plus élevé de chômage, d'exploitation et de misère générale se trouvait non pas parmi les ouvriers de l'usine mais parmi les petits artisans installés à leur compte. Vaillant, jubilant, expliqua que cela faisait, au contraire, triompher l'analyse de Marx selon laquelle c'était justement lorsque les ouvriers utilisaient un outillage périmé qu'ils étaient dans l'incapacité de produire les marchandises dans « le temps socialement nécessaire » et qu'ils devaient par conséquent travailler plus longuement et plus durement pour pallier leur insuffisance technologique[48]. L'échec de Vaillant en tant que pédagogue doit être sans aucun doute imputé davantage à la mauvaise volonté de ses collègues qu'à son manque de clarté pédagogique.

La clarté était une qualité qui faisait parfois défaut dans

47. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 27 juin 1896 ; Discours de Paul DESCHANEL, pp. 1047 sq., et discours de VAILLANT, pp. 1077 sq.

48 *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 20 novembre 1894, p. 1930.

ces débats idéologiques. Guesde et Lafargue, qui avaient un goût prononcé pour le paradoxe ainsi que la controverse, ne réussirent bien souvent qu'à donner à leurs collègues bourgeois une idée assez fausse de la doctrine marxiste. Ce fut souvent Vaillant qui se chargea de mettre les choses au point. Le problème de la « loi d'airain des salaires » nous en fournit un bon exemple. C'est Lassalle qui, à l'origine, avait vulgarisé la notion selon laquelle les salaires oscilleraient toujours autour d'un niveau permettant tout juste aux ouvriers de survivre. L'un des responsables de la généralisation de cette notion en France ne fut autre que Jules Guesde[49]. Les députés bourgeois s'emparaient invariablement de ce concept non marxiste pour s'en prendre à Marx. Vaillant, en plusieurs occasions, releva le défi et s'appliqua à élucider la question. Il faisait remarquer qu'il s'agissait d'une notion élaborée par Lassalle et non pas par Marx et que, de toute façon, elle n'avait plus aucune validité. En expliquer la raison nous oblige à pénétrer les subtilités de l'exégèse marxiste. Marx et Engels formulèrent deux critiques différentes de cette « loi d'airain ». La première, dont Marx se servit dans la *Critique du Programme de Gotha,* consistait à montrer que cette loi était basée sur le malthusianisme, qui n'avait rigoureusement rien à voir avec la théorie de la valeur du travail. Sur le plan des analyses économiques « pures », il est exact que la théorie de la plus-value n'a pas à tenir compte de l'importance de la population active. La théorie marxiste de l'armée industrielle de réserve est fondée sur des préceptes radicalement différents de ceux qui sous-tendent les idées de Malthus. Mais il n'en reste pas moins évident que le résultat est le même : les salaires baissent en proportion inverse du nombre d'ouvriers disponibles. Cette manière de réfuter la théorie de Lassalle semble extrêmement mal partie. C'était pourtant la façon dont Lafargue s'y prit[50].

Engels, par contre, dans une lettre à Bebel, formula une critique de la « loi d'airain » qui est beaucoup plus pertinente, à savoir que « les lois qui régissent les salaires sont très compliquées et que, suivant les circonstances, c'est tantôt un tel facteur, tantôt tel autre qui domine[51] ». C'est justement sous cet angle que se plaça Vaillant pour réfuter Lassalle en mettant l'accent sur les « variations infinies comme

---

49. WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit.*, p. 172.
50. *Ibid.*, p. 172.
51. MARX et ENGELS, *Critique des Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt,* Paris, Spartacus, 1948, p. 43.

la vie », les « différences de circonstances et de milieu » qui faisaient que la loi d'airain ne fonctionnait plus, du moins « dans les termes mêmes où elle a été formulée par Lassalle[52] ». Ici encore nous voyons Vaillant extraire du marxisme ces notions capitales que sont la complexité et la transformation constante de l'économie capitaliste.

Ce fut à travers les discours d'hommes comme Vaillant que la France bourgeoise se trouva contrainte pour la première fois de prêter attention aux idées fondamentales du marxisme. Mais Vaillant ne se contentait pas simplement de répéter les leçons exposées dans *Le Capital.* Il s'efforçait en même temps de suivre les développements de l'économie capitaliste et d'incorporer ses propres conclusions à ses discours sur les problèmes économiques. On en trouve un des meilleurs exemples dans ses discours sur le problème du chômage, problème à propos duquel il faisait figure de porte-parole du parti, interpellant le gouvernement à ce sujet pas moins de six fois en dix ans[53]. On a surtout l'impression d'un homme qui s'efforce, en toute honnêteté, de maîtriser la complexité croissante de son sujet. Nul cliché marxiste, nulle analyse simpliste, nulle solution de facilité : au lieu de cela, à une évaluation profondément marxiste d'un des plus grands problèmes de notre ère, il joignait la préoccupation profondément humaine de faire tout ce qui était possible pour rendre à tous les chômeurs l'espoir et la dignité. Alors même qu'il se consacrait tout entier à la recherche de palliatifs, sa conviction que les jours du système capitaliste qui imposait la recherche de tels palliatifs étaient comptés demeura inébranlable. Pour se convaincre de la profondeur de son « optimisme révolutionnaire », il suffit d'examiner rapidement les positions qu'il adopta concernant quelques-uns des grands problèmes économiques qui, dans les toutes premières années du vingtième siècle, amenèrent plus d'un révolutionnaire confirmé à se demander si l'apocalypse était bien inéluctable.

Au tournant du siècle, les socialistes européens entamèrent une série de débats visant à actualiser l'interprétation de

52. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 10 février 1894, p. 108 ; voir aussi *Id.*, 27 mai 1896, p. 1078, et 12 novembre 1894, p. 1381, etc.

53. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 12 novembre 1894, pp. 1830-1833 ; 21 janvier 1896, pp. 18-21 ; 17 décembre 1896, P. 2304 ; 23 février 1897, PP. 511-519 ; 31 mai 1900, pp. 1336-1341 ; 30 novembre 1904, pp. 276-2773. Ce dernier discours fut édité par le Parti socialiste de France sous forme d'une brochure intitulée *Le Chômage à la Chambre,* Limoges, 1905.

la société capitaliste à la lumière des événements de l'heure. Déjà, en 1899, Bernstein avait mis ouvertement en question quelques-unes des idées les plus sacrées du marxisme « classique ». Autrement plus importante, cependant, fut la question de l'impérialisme et de ses conséquences. Si l'ouvrage de Hobson semble n'avoir que très peu influencé le débat socialiste (même en Grande-Bretagne), en revanche les travaux de Hilferding et de Rosa Luxemburg donnèrent lieu à une controverse extrêmement vive parmi les dirigeants de la Deuxième Internationale, tandis que Boukharine et Lénine présentaient, de leur côté, des analyses qui, pour être moins connues à l'époque, n'en étaient pas pour autant moins intéressantes. En outre, la publication du livre de Kautsky, *Die Agrarfrage* [la question agraire], souleva de nouveau un problème brûlant et obligea les socialistes à réouvrir le dossier problématique des rapports avec la paysannerie.

Bien qu'il ne jouât aucun rôle principal au sein de cette mêlée idéologique, Vaillant ne se distingue pas moins par les efforts qu'il déploie, avec quelques autres socialistes européens, pour s'adapter à la nouvelle perspective d'un capitalisme en mutation constante. L'accumulation et la concentration du capital, avec ses séquelles de banqueroutes et de mutations sociales, constitua le thème central de ses principaux écrits et discours économiques à partir de 1893. Dès les premières années du vingtième siècle, il commença à se pencher tout particulièrement sur la création des trusts et des cartels et, dès 1904, il avait nommé le capital financier comme moteur principal de l'économie mondiale [54]. L'importance du rôle joué par Vaillant en France tient en partie du fait qu'à la différence de ses collègues, Guesde et Jaurès compris, il connaissait parfaitement et l'allemand et l'anglais, ce qui lui permit de se tenir au courant, par exemple, des attaques lancées par Kautsky contre les « marginalistes », Böhm-Bawerk et Jevons, des idées de Rosa Luxemburg sur la vie chère, des thèses de Hilferding et, bien entendu, des analyses de Kautsky touchant le problème agraire. La proposition de Vaillant en faveur de la nationaisation du sol, proposition reposant en grande partie sur la distinction subtile mais capitale formulée par Marx entre rente foncière absolue et rente foncière différentielle, fut présentée par Kautsky, dans *Die Neue Zeit,* comme l'une des solutions les plus originales jamais proposées pour régler le

54. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 30 novembre 1904, p. 2769.

problème des rapports entre le socialisme et la paysannerie[55].

Même si Vaillant se tint régulièrement au courant des développements les plus récents de la théorie économique marxiste, il n'en reste pas moins que son rôle dans ce débat fut secondaire. S'agissant cependant de *l'interprétation* de ces développements, sa position est extrêmement intéressante. Le problème était de savoir si les récents développements – concentration, trusts, hausse des prix, impérialisme – étaient de nature à épargner le système capitaliste, voire à le stimuler, ou si, au contraire, ils étaient susceptibles de précipiter sa chute.

L'analyse vaillantiste du colonialisme parvint assez vite à maturité. En 1884, il s'était opposé de toutes ses forces à l'expédition du Tonkin, mais, tout en faisant valoir que la course aux colonies procédait d'une nécessité économique, ses principales objections portaient sur le gaspillage des deniers publics et surtout de vies humaines que représentait cette expédition[56]. Dans les années 1890, il vit dans l'alliance russe et les diverses aventures coloniales autant d'exemples de la menace de guerre permanente impliquée par la rivalité capitaliste. A cette époque, Vaillant se fit l'écho, en termes moins poétiques mais tout aussi clairs, de l'opinion de Jaurès selon laquelle la société capitaliste « porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage[57] ».

Mais parallèlement, il souligna, encore plus catégoriquement que ses collègues socialistes, les contradictions économiques que recouvrait la course aux colonies. La manière dont il analysa la crise de Fachoda en est une illustration parfaite. Alors que pour les guesdistes la crise avait surtout été fomentée par l'alliance russe, et alors que Jaurès se permettait d'évoquer les intentions suspectes pour ne pas dire louches de Chamberlain, Vaillant aborda l'affaire en termes exclusivement économiques, faisant ressortir avant tout la contradiction profonde entre l'impulsion libre-échangiste derrière le colonialisme et la pratique protectionniste qui en était l'inévitable conséquence[58].

---

55. E. VAILLANT, *Cherté de la vie et Nationalisation du sol*, Paris, Marcel Rivière, 1914. Commentaires de KAUTSKY dans *Die Neue Zeit*, 4 octobre 1912.

56. « Une fin nécessaire », *Républicain socialiste du Centre*, 30 sept. 1883.

57. *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 7 mars 1895.

58. *Journal Officiel*, *Id.*, 24 janvier 1899, p. 125.

Ses commentaires concernant la guerre en Chine au début du vingtième siècle ont la même résonance. Et ils contiennent en plus, exprimée pour la première fois, l'approbation solidaire d'un socialiste occidental à l'égard d'un mouvement de libération d'un pays « sous-développé ». Il condamna sans appel l'hypocrisie totale de l'ingérence occidentale en Chine, ridiculisa la « mission civilisatrice » (dont, entre autres, Jaurès continuait à caresser l'idée de temps en temps) et expliqua les événements en Chine en termes de ce qu'il appela la « loi dominante » du capitalisme. Cette loi, il en était fermement convaincu, ferait que plus l'expansion coloniale s'avérerait rapide, plus vite le système capitaliste parviendrait à sa fin inéluctable[59].

Or le problème fondamental auquel furent confrontés les socialistes dans les années qui précédèrent la guerre, fut justement celui-ci : cette fin était-elle aussi inéluctable qu'on avait pu l'imaginer ? La montée, étonnamment rapide, de l'influence allemande outre-mer avait pris le S.P.D. par surprise, au point que Bebel, sur son lit de mort, avoua que le parti était impuissant à s'opposer à l'impérialisme allemand[60]. Pire, l'ouvrage de Hilferding laissait clairement entendre que les monopoles et les trusts internationaux n'avaient guère d'intérêt à entretenir des conflits armés et qu'ils ne tarderaient pas à faire conclure entre les nations des accords de paix en vue d'un partage équitable du gâteau colonial. Cette façon « optimiste » d'aborder la question de l'impérialisme et des guerres fut enfin épousée par Kautsky qui élabora sa théorie de l'« ultra-impérialisme » pour mettre en valeur les tendances pacifistes du nouveau système capitaliste.

Les voix de Pannekoek, de Radek et de Luxemburg s'élevèrent aussitôt pour protester contre cette attitude de démission adoptée par le S.P.D. Pour la gauche allemande, le parti, au lieu de s'incliner docilement devant ce qu'il estimait être l'inévitable, devait au contraire multiplier ses appels à la classe ouvrière, mobiliser son action de masse, aiguiser sa conscience de classe et se préparer sérieusement pour l'assaut final. Ce fut Rosa Luxemburg qui incarna avec le plus de force cet esprit de résolution révolutionnaire[61].

Alors qu'il déchaîna les passions au sein du S.P.D., ce

---

59. « Loi dominante », *Le Petit Sou,* 16 août 1901.
60. NETTL, *Rosa Luxemburg, op. cit.*, p. 164.
61. Georges HAUPT, *Socialism and the Great War,* Oxford, 1972, chapter 7.

débat théorique ne fut pas abordé par les socialistes français avec la même profondeur d'analyse qu'en Allemagne. Même si Jaurès affichait une foi humanitaire irréductible dans la paix, sa sincérité et son verbe ne pouvaient pas remplacer une analyse sérieuse de la réalité économique. Et même si les guesdistes semblaient hésiter à contribuer par leurs efforts au maintien de la paix, objectif qu'ils estimaient être illusoire, leur conviction profonde que la guerre était inévitable reposait plutôt sur l'application assez subjective d'un déterminisme économique rigide.

Comme toujours, Vaillant était fondamentalement du même parti que Jaurès tout en gardant au moins un pied dans le camp guesdiste. Bien qu'en 1899, il ait déclaré à la Chambre que l'arbitrage international était capable de préserver la paix, à partir de 1905, il se mit à concentrer tous ses efforts sur la lutte contre la guerre. Il ne crut jamais un seul instant que les intérêts du capitalisme œuvraient en vue de la paix, car les capitalistes n'étaient pas à ce point maîtres de leur propre système. Il admettait que les transformations économiques véhiculées par les trusts et le colonialisme avaient consolidé le système et temporairement repoussé l'avènement la révolution, mais il entendait en même temps mobiliser toute l'énergie socialiste disponible dans la défense de la paix dont le maintien était, à ses yeux, le *sine qua non* du triomphe du socialisme. L'*alter ego* allemand de Vaillant, Rosa Luxemburg, tenait le même langage d'une mobilisation essentielle des masses contre les plus récents développements du système capitaliste. Mais comment opérer cette mobilisation et la faire triompher ? Au Congrès de la S.F.I.O à Brest, en 1913, Vaillant prononça une de ses plaidoiries les plus vigoureuses en faveur de l'intervention des masses contre, en l'occurrence, la loi des trois ans. Il en appelait à une « action totale, énergique et continue de toutes nos forces » et exhortait les militants à « combattre avec une ardeur, une haine et une violence qui ne doivent pas trouver de limites ![62] ». La violence de son discours à Brest traduit sa conviction profonde que le passage de la loi des trois ans « mènerait inévitablement et prochainement à la guerre ». Nous étudierons plus loin la campagne inlassable menée par Vaillant en faveur de la grève générale antimilitariste dont il était amené à penser, à la veille de la guerre, qu'elle représentait le seul obstacle pratique qui pourrait se dresser contre la guerre.

62. *10e Congrès national de la S.F.I.O tenu à Brest*, c.r.s., pp. 240-241.

La rupture de la paix en 1914 sonna le glas des espoirs socialistes. Jusqu'au dernier moment, Vaillant resta persuadé que le capitalisme non seulement ne saurait échapper à ses propres implications belliqueuses mais ne saurait résister non plus au pouvoir croissant des travailleurs organisés. Cette conviction, Vaillant l'exprimait encore en mai 1914 dans la dernière grande analyse des développements économiques du système capitaliste qui sortait de sa plume :

> « A mesure que la classe ouvrière se rend mieux compte que les misères, les douleurs de son chômage, leur aggravation par les crises sont uniquement causées par le régime capitaliste, croît en elle, avec la colère, l'esprit de révolte ; et c'est ainsi que le développement même du régime capitaliste engendre la force contraire qui le détruira[63]. »

Ainsi Vaillant demeurait-il fidèle jusqu'au bout au message originel du marxisme. Ce faisant, il se rangeait aux côtés de la gauche allemande pour s'élever contre, à la fois, les « optimistes » décelant dans les états-majors des trusts internationaux des rameaux d'olivier et des colombes de paix, et les « pessimistes » déterministes soutenant sans vouloir en démordre qu'on ne pouvait pas échapper au destin.

L'analyse vaillantiste du capitalisme comporte évidemment des erreurs et des faiblesses importantes – l'historien, lui, bénéficie de la sagesse rétrospective. La façon dont Vaillant aborde le problème des mutations de classe, corollaire des développements économiques, est en réalité superficielle, voire erronée, car elle s'obstine à ne tenir aucun compte de données telles que le taux croissant des petits commerçants, l'essor d'une couche nouvelle de « cols blancs », la généralisation de l'actionnariat, données qui avaient déjà été signalées par Bernstein. Vaillant écarta délibérément ces éléments nouveaux, soutenant tout simplement qu'ils n'étaient que des pions « supérieurs » sur l'échiquier capitaliste, pions qui, en dépit de leurs économies, obligations ou actions, ne jouissaient d'aucun pouvoir de décision concernant le fonctionnement du marché et qui, en outre, étaient davantage perdants que gagnants du fait de l'inflation. Ce raisonnement n'était pas entièrement dépourvu de justice, mais il ne tenait aucun compte des facteurs subjectifs tels que le statut social, la complexité de la différenciation

63. Cité par HAUPT, *Le Congrès manqué,* Paris, 1965, p. 129.

des classes et d'autres manifestations de ce qu'il est convenu d'appeler la « fausse conscience »[64]. Vaillant fut conscient de la complexité grandissante du système capitaliste et de la nécessité d'une étude systématique, approfondie et permanente de son évolution. Mais, quant à lui, il n'eut jamais ni le temps, ni la capacité ni le goût pour mener une telle étude. Avec le recul du temps, il devient évident que les conjectures inspirées d'individus tels que Hilferding n'étaient pas sans fondement : le néo-colonialisme n'attendait que la chute des empires et des mentalités impérialistes pour s'imposer. Mais pour les socialistes de l'avant-guerre, le capitalisme était toujours compréhensible et les conséquences que Marx avait prédites semblaient toujours aussi inéluctables. De belles illusions que les canons d'août allaient bientôt faire sombrer dans une mer de sang.

64. Voir son analyse dans *Evolution économique et révolution sociale, op. cit.*, pp. 21-24.

Troisième partie

RÉPUBLIQUE ET RÉVOLUTION

CHAPITRE IV

LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALE : APERÇU THÉORIQUE

Le républicanisme fervent professé par des socialistes comme Vaillant et Jaurès semble les situer d'emblée comme des êtres du dix-neuvième siècle. Tous ceux qui avaient vécu ou qui s'étaient élevés dans cet univers féru de la tradition républicaine avaient une foi presque mystique dans les vertus suprêmes de l'idéal républicain, idéal qui, chez les socialistes, identifiait républicanisme, démocratie et socialisme. Pour de tels hommes, le système républicain bourgeois était la forme politique indispensable au développement du mouvement révolutionnaire qui, en dernier lieu, ouvrirait l'écluse au flot du socialisme. Jaurès parlait de la république comme d'un « grand acte de confiance », comme d'une profession de foi dans la capacité de l'homme d'entretenir avec ses semblables des relations empreintes de justice et d'équité, comme d'une garantie de la mise en pratique progressive de la «vraie» liberté, de la «vraie» égalité et de la «vraie» fraternité. C'est ainsi que, dans une certaine mesure, Vaillant, lui aussi, comprenait la valeur du républicanisme. La république, observa-t-il en de nombreuses occasions, était liée par l'engagement qu'elle avait pris envers des idéaux démocratiques. Elle était par conséquent responsable devant le peuple de l'expression *absolue* de ces idéaux. Et c'était surtout le rôle du parti socialiste de promouvoir l'expression historique de la forme absolue de ces idéaux républicains. Vaillant, tout comme Jaurès, croyait ardemment à la valeur progressive de la discussion rationnelle : « qui plus que nous a intérêt, avan-

tage, à substituer, aux conflits de la violence, ceux de la raison? » demandait-il en 1895[1].

En même temps, toutefois, ce républicanisme rationaliste, idéaliste, fut compensé chez Vaillant par une analyse plus dialectique, plus marxienne. A ses yeux, la valeur suprême de la république était de permettre la lutte historique des classes entre prolétariat et bourgeoisie. Voilà le message de centaines de discours et d'articles. Tout retour à un système monarchique ou impérial signifierait une fois de plus que l'opposition socialiste se confondrait avec l'opposition républicaine bourgeoise, et que la «véritable» lutte des classes entre ces deux forces historiques serait une fois de plus différée jusqu'après l'accomplissement de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi, un an seulement après que la bourgeoisie eut baptisé «sa» république dans un bain de sang parisien, Vaillant écrivait que « si détestable qu'elle soit, je la préfère à une restauration monarchique qui retarderait davantage cette revanche à laquelle nous devons tous travailler[2] ». Il tenait le même langage chaque fois que la république était mise en question. Au Congrès international d'Amsterdam en 1904, Bebel, ironisant sur les scrupules républicains de Jaurès, déclara que les Allemands « ne se feraient pas casser la tête » pour un tel régime. Bien qu'il défendît la même motion que Bebel, Vaillant s'empressa de se dissocier de cette prise de position en réaffirmant que lui et ses amis étaient prêts à « sacrifier leur vie et leurs efforts pour la sauver [la république – J.H.], la défendre, la donner au prolétariat ». Il ajouta que la classe ouvrière voyait dans la république « le milieu par excellence et nécessaire de son émancipation[3] ».

Il semble qu'une contradiction fondamentale sépare le républicanisme pacifique, linéaire, idéaliste des «Lumières» et de 1792 du républicanisme plus contradictoire, plus tumultueux de la dialectique marxienne. Il faut préciser d'emblée que, sur le plan de la théorie, aucun socialiste de l'avant-guerre ne parvint à résoudre cette contradiction, ni même à la formuler, du moins en de tels termes. Il est possible, d'ail-

---

1. *Journal Officiel,* Chambre – Annexes N° 1604, 11 novembre 1895, p. 1468.

2. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (I.I.S.G.), Amsterdam, Fonds J-P. Becker, D. 60, Lettre de VAILLANT à Becker, datée du 23 février 1872.

3. *Sixième Congrès Socialiste international tenu à Amsterdam,* compte rendu analytique publié par le Secrétariat socialiste international, Bruxelles, 1904 : discours de BEBEL, p. 85; discours de VAILLANT, pp. 104-5.

leurs, que la contradiction n'existe que dans la tête des théoriciens. De quoi s'agit-il? De deux choses l'une. Soit nos socialistes s'identifient *totalement* au républicanisme idéaliste de la bourgeoisie, en acceptent à la fois l'idéologie et les institutions, en quel cas ils cessent d'être des socialistes. Soit ils ne s'y identifient pas totalement, n'acceptent ni l'authenticité de l'idéologie ni la pérennité des institutions, en quel cas il n'y a plus de contradiction. En tout cas, il n'y a rien dans la théorie marxiste qui empêche *à priori* de passer de la république bourgeoise à la république sociale par une succession de petits mouvements dialectiques provoqués par la lutte permanente entre les deux forces sociales historiques. Quoi qu'il en soit, cette question toute théorique ne préoccupa guère les socialistes de la Belle Epoque pour qui la forme républicaine était sacro-sainte. Pas pour elle-même mais pour ce qu'elle permettait.

Ce qu'elle permettait c'était d'abord le mouvement. Mais qui dit mouvement dit but, et pour Vaillant celui-ci était au moins aussi important que celui-là. Toute la tactique et la praxis vaillantistes se résument dans cette mise en valeur permanente du but final : le socialisme. Pour illustrer sa position, on ne saurait faire mieux que d'évoquer son attitude vis-à-vis de la « défense républicaine ». Chaque fois que la république se trouvait en danger, Vaillant insistait qu'il n'était pas concevable – ni moralement ni politiquement – que les socialistes se regroupent sans autre forme de procès sous la bannière de la bourgeoisie pour défendre le régime. Pour lui, il ne fallait jamais une seule seconde perdre de vue la lutte des classes, ni faire aucune concession à son endroit. Au contraire, le parti devait se présenter non seulement comme le héraut et l'espoir de l'avenir, mais encore comme le seul héritier et le seul bénéficiaire légitime du passé, de 1789 et de 1793 tout autant que de 1848 et de 1870/71. Il devait par conséquent assumer son rôle historique de chef de file des forces républicaines. Si la bourgeoisie progressiste ne consentait pas à reconnaître ou à accepter ce rôle socialiste, dans ce cas, estimait Vaillant, le parti devait adopter une tactique subtile mais essentielle, consistant à étayer le régime bourgeois défaillant, mais à distance, sans engagement officiel, ni accords politiques, ni encore moins alliance avec les partis de l'"ennemi de classe". Et la motivation idéologique qui justifierait une telle attitude serait non pas la défense de la république, mais l'avenir du socialisme. Pour Vaillant, une priorité politique de premier ordre était que l'action et la politique du parti soient « non seulement en réalité, mais

aussi visiblement » opposées à celles de la bourgeoisie. Nous reviendrons à cette notion fondamentale du vaillantisme dans la cinquième partie de ce livre.

Toutefois, malgré cette interprétation plus dialectique de la valeur du républicanisme, il est clair que pour des socialistes comme Vaillant la tradition républicaine du dix-neuvième siècle était une réalité vivante revêtant une importance extrême pour le mouvement socialiste français. Cette tradition mettait surtout l'accent sur les droits de l'homme. Pour Vaillant, la composante «démocratique» de la social-démocratie était au moins aussi importante que la composante «sociale». Tout violemment hostile qu'il était aux méthodes anarchistes, il s'éleva de toutes ses forces contre les lois scélérates de 1894 qui donnaient à la police les pleins pouvoirs d'arrestation et de détention préventive. De telles lois, soutenait-il, détruisaient d'un seul coup « le peu de réalité républicaine déjà obtenue ». Sans liberté individuelle, estimait-il, il n'y avait « pas de libertés publiques, pas de République ». Sans conscience de la nécessité de la liberté individuelle, sans volonté de la faire respecter, il ne pourrait pas y avoir « de dignité personnelle; pas de citoyens sans la liberté individuelle », conclut-il, « pas de société »[4]. Au début de chaque législature, Vaillant déposait une proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des décrets impériaux de 1852 – toujours en application sous la Troisième République – qui habilitaient le gouvernement à dépouiller un citoyen de ses droits civiques. Son exposé des motifs énonce de façon éclatante une vérité républicaine absolue :

> « Les droits politiques sont l'attribut essentiel du citoyen, et, comme dans la cité antique, la peine qui l'en privait devrait être la peine suprême [...] [C'est] le droit politique qui fait vraiment le citoyen [et qui constitue son] seul moyen de défense et de conquête de tous les autres droits et de toutes les libertés publiques »[5].

Cette attitude fait ressortir de façon assez nette la différence entre l'interprétation socialiste et l'interprétation bourgeoise de la liberté républicaine. Pour la bourgeoisie, la liberté individuelle s'exerce au niveau purement individuel, en dehors et indépendamment des forces sociales et politiques, voire en opposition avec elles. Pour les socialistes, par

---

4. «Réaction!», *La Petite République,* 12 juillet 1894; « Police et Liberté », *Le Socialiste du Centre,* 18 janvier 1894.

5. *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, N° 1748, 23 janvier 1896, p. 24.

contre, la liberté individuelle n'a de sens que dans un contexte social et politique. Chaque individu est avant tout un citoyen (Louis Dubreuilh disait un jour que pour Vaillant il n'y avait que deux catégories de personnes : les bons et les mauvais citoyens) et ce n'est qu'en tant que citoyen qu'un individu peut avoir une véritable existence. Le problème, au niveau de la confusion qui existait (et qui existe encore aujourd'hui) entre républicanisme bourgeois et républicanisme socialiste, est que cette distinction capitale ne fut jamais soulignée par Vaillant (ni par les autres socialistes). Ils préféraient s'en tenir à l'explication qui consistait à voir dans l'action de la bourgeoisie la trahison de la république.

Malgré cette différence idéologique profonde, Vaillant n'en insistait pas moins sur la nécessité absolue de toutes les libertés républicaines qui avaient été solennellement proclamées en 1791, mais qui, à la veille du vingtième siècle, continuaient de faire l'objet d'un déploiement de restrictions et de réserves de la part des gouvernements. Vaillant se fit avec constance et ardeur le champion de la liberté d'association, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion[6]. Bien qu'il fût parfaitement conscient que, tant que prévaudraient les inégalités économiques et sociales, ces libertés politiques resteraient toutes relatives, pas une seule fois dans toute sa carrière politique il ne laissa entendre qu'on pût supprimer ces libertés de base, ni qu'on pût transiger à leur propos, au nom d'une liberté socialiste «meilleure» ou plus «authentique» qui appartenait à l'avenir. Jamais il ne les traita de « libertés bourgeoises ». Malgré toute l'hypocrisie dont pouvait faire preuve la classe dirigeante à l'égard des concepts abstraits de 1791 et de 1793, il n'en restait pas moins, aux yeux de Vaillant, qu'en dernier lieu ses actions seraient jugées (surtout sous la pression socialiste) en fonction de la forme absolue de ces abstractions.

Le républicanisme d'un homme comme Vaillant était empreint d'une pureté morale intrinsèque. Les socialistes étaient tenus par les mêmes absolus moraux que la bourgeoisie républicaine, et pas plus que leurs collègues bourgeois ils

---

6. Comme conseiller municipal, Vaillant s'était efforcé de faciliter le droit de réunion en proposant que toutes les salles publiques, lorsqu'elles ne seraient pas utilisées à titre officiel, soient mises gratuitement à la disposition de la communauté. En tant que député, il alla plus loin encore et réclama que des salles de réunion locales soient dorénavant construites dans chaque commune avec les deniers publics. « Liberté d'Association », *La Petite République,* 5 juillet 1895; *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris,* 4 juillet 1884; *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, N° 289, 25 octobre 1898. pp. 97-98.

ne pouvaient se permettre de jouer à la politique en négligeant les normes les plus élémentaires d'honnêteté publique. Vaillant assimilait la république sous sa forme idéale au « réveil joyeux de la conscience », à « la liberté intellectuelle et morale dans le plaisir et la joie[7] ». En 1891, commentant le cynisme de ces socialistes qui avaient flirté avec le boulangisme, il s'exclama « Il faut rompre avec toute pratique politicienne, renoncer à toute intrigue [...] répudier toute manœuvre secrète ou seulement douteuse. De la sincérité et de la probité! Nous ne réussirons que par là![8] » Et malgré tout, ces paroles ne reflètent pas le puritanisme triste et ascétique de certains régimes communistes d'aujourd'hui. Pour Vaillant, le socialisme représentait la satisfaction dans la joie des aspirations sociales de l'homme. S'inspirant de la gaieté d'un 14 juillet à Belleville, il cita les paroles de Luther :

« Wer nicht liebt Wein, Weib und Gesang, der bleibt ein Narr sein Lebelang » [Qui n'aime ni le vin, ni les femmes ni la chanson, ne sera qu'un idiot toute sa vie durant]. Et il ajouta :

> « Celui qui, au jour de fête, rencontre au son du violon, sur la place publique, une jolie fille sans la faire valser, ou un ami sans trinquer à la santé, au développement d'une meilleure et plus populaire République, est-il plus sage? Au contraire, la tristesse est réactionnaire, la joie est républicaine[9]. »

Les libertés élémentaires dont l'individu jouissait sous la république constituaient, en un mot, la condition préalable fondamentale du passage au socialisme. Le socialisme était la forme suprême du républicanisme, et la société socialiste l'ultime accomplissement de la république. Le socialisme ne signifiait pas, ainsi que le prétendaient ses ennemis politiques, la mort ou la destruction de la liberté individuelle. Faisant écho à Jaurès qui soulignait que dans le système socialiste, « l'individu est la fin suprême », Vaillant affirmait aussi que la république sociale était le seul régime qui puisse véritablement contribuer à l'épanouissement harmonieux de l'individu :

> « Nous croyons que l'humanité se développera, qu'il n'y a pas de limite à ce développement indéfini et que, dépassant

---

7. «Progrès», *Le Petit Sou,* 26 juillet 1901.

8. « L'Evolution socialiste : Vaillant », interview avec Xavier de Ricard, *Le Parti Socialiste,* 2 août 1891, p. 3.

9. « La Fête », *Le Parti Socialiste,* 19 juillet 1891.

> cette phase nécessaire où la réalisation de l'égalité économique et politique sera la base du régime [...] il viendra un moment où, par suite de l'accord de toutes les facultés individuelles avec le développement général, il s'établira un régime communiste où la liberté individuelle sera complète en même temps que l'essor des forces collectives de l'humanité sera sans limite[10]. »

Nous voici une fois de plus ramenés à la différence fondamentale entre la conception bourgeoise de la liberté républicaine (liberté de l'individu, *par opposition* à la société) et celle des socialistes (liberté de l'individu *par l'intermédiaire* de la société).

C'est cette notion de consensus national qui différencie le républicanisme socialiste du républicanisme bourgeois, celui-ci reposant sur la volonté de la «majorité». Le degré de consensus sert à Vaillant pour évaluer le degré de républicanisme dans un pays donné. Ses deux antipodes sont la Grande-Bretagne et la Russie. En Angleterre, grâce tout à la fois à l'intelligence de la classe dirigeante et à l'organisation de la classe ouvrière, le degré de consensus entre dirigeants et dirigés était, de l'avis de Vaillant, plus grand que dans aucun autre pays du monde – bien que loin d'être parfait. A l'opposé, en Russie, le consensus n'existait nullement. Voilà pourquoi Vaillant estimait qu'une alliance avec la Russie était une « impossibilité morale » pour la France républicaine. D'où vient cette croyance profonde en la possibilité d'un tel degré de consensus? La « volonté générale » de Jean-Jacques Rousseau y est, certes, pour une bonne part. Mais Vaillant était en même temps tellement influencé par le monisme philosophique et le scientisme historique que l'on est obligé d'y déceler aussi une bonne dose de marxisme. Sans pour autant que cette notion de consensus s'approche, de près ou de loin, du centralisme démocratique.

Si républicanisme implique consensus, comment la transformation vers un consensus parfait devrait-elle avoir lieu? Si, comme prétendait Vaillant en 1899, dans le discours même qui désarçonna Charles Dupuy et contribua à déclencher l'affaire Millerand, la république bourgeoise contenait en son sein « l'état préliminaire de la république sociale », la différence entre les deux était-elle à ses yeux affaire de quantité ou de qualité? Pourrait-on passer de l'une à l'autre par la multiplication purement arithmétique des libertés et des réformes sociales? Ou bien la révolution exigeait-elle une

10. *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 10 février 1894, p. 179.

rupture, une cassure, un «saut» historique? La réponse de Vaillant semble participer des deux hypothèses à la fois.

La première hypothèse est illustrée par deux idées étroitement liées. D'abord que le socialisme était le seul héritier «légitime» de la grande Révolution, thème que développèrent tous les socialistes de cette époque sauf – de temps en temps seulement – les guesdistes[11]. Deuxièmement, que le socialisme représentait l'ultime accomplissement du républicanisme. « A force de républicanisme sincère et vrai » écrivait Vaillant en 1895, « on marche tout naturellement aux solutions socialistes ». Les mots clés ici sont évidemment les mots «sincère» et «vrai». Vaillant ne cherchait pas à prétendre qu'il y avait contiguïté entre la conception du républicanisme propre à la bourgeoisie et celle qu'affectionnaient les socialistes. Ecoutons ce qu'il en disait en 1908 :

> « Je ne comprends pas, pour mon compte, quand on parle de discipline républicaine. Il n'y a pour nous qu'une discipline : la discipline socialiste. La République, comme tout progrès, comme tout mouvement, est comprise dans la pensée, dans la conception socialistes ; nous sommes, *à fortiori, des républicains comme on n'en trouve pas dans les autres partis se disant républicains, et qui, n'étant pas socialistes, ne peuvent vouloir l'achèvement de la République.* » [souligné par moi, J.H.][12].

Apprécier la liberté relative offerte par la *forme républicaine*, comprendre la nécessité historique que revêtait cette forme *en France*, ce n'était nullement prendre l'ombre pour la proie, confondre républicanisme bourgeois et républicanisme socialiste. Vaillant ne cessait jamais de souligner la divergence profonde entre les deux systèmes. Au Congrès d'Amsterdam en 1904, Jaurès fit aux «révolutionnaires» la concession capitale suivante :

> « Je ne prétends pas que la République, par cela seul qu'elle est la République, est un principe de progrès; et si la démocratie, même républicaine, n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat, elle resterait stagnante[13]. »

Cette idée, que Vaillant lui-même n'a jamais formulée

---

11. Pour les guesdistes, voir WILLARD, *op. cit.*, p. 36; pour Vaillant, voir « Nécessité républicaine », *La Petite République*, 8 novembre 1895.

12. *5e Congrès national de la S.F.I.O., tenu à Toulouse*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 159.

13. *Sixième Congrès Socialiste international*, *op. cit.*, p. 180.

de façon aussi frappante, se situe pourtant au cœur de toute son idéologie.

Vaillant lui-même fut l'auteur de dizaines de propositions qui visaient à améliorer le fonctionnement de la démocratie bourgeoise même dans un contexte bourgeois. Mais tout en profitant de toutes les occasions pour obliger la bourgeoisie à se conformer à ses propres déclarations démocratiques, Vaillant soulignait à chaque fois que cela ne constituait que la première partie du devoir des socialistes. La seconde partie de leur devoir consistait dans la formulation du point de vue socialiste. Alors que de temps en temps Jaurès, en particulier dans son essai *Socialisme et Radicalisme en 1885*, faisait valoir que, du fait de certains points communs entre le programme socialiste et le programme radical, il était du devoir des socialistes d'aider à renforcer la position des radicaux avant qu'ils ne se séparent d'eux une fois l'opération menée à bien, Vaillant, en partant de la même donnée, parvenait à la conclusion opposée. A son avis, c'était justement à cause de ces points communs que les socialistes devaient sans relâche souligner la différence fondamentale entre leur solution ultime et celle des radicaux, qu'ils soutenaient temporairement uniquement pour des raisons ponctuelles. C'était justement parce qu'en dernier lieu, la solution socialiste était très différente de la solution radicale que les socialistes ne pouvaient se permettre d'être confondus avec les radicaux aux yeux de l'opinion. Les socialistes devaient être tenus pour différents de la bourgeoisie, non seulement dans le but de se distinguer de cette bourgeoisie, mais surtout, pour stimuler la dialectique idéologique qui devait contribuer à faire progresser la société bourgeoise vers la révolution. En 1892 Vaillant avait parlé des dangers de récupération que comportait le soutien que se devaient d'apporter les socialistes à certaines mesures bourgeoises progressistes. C'était, disait-il à cause de ce danger que le parti devait en même temps « formuler la critique, indiquer la solution socialiste[14] ».

Un des meilleurs exemples de cette attitude est constitué par la série de mesures que Vaillant proposa en faveur de la nationalisation de la terre. Dans le préambule de ces mesures, il énonce son objectif de façon explicite :

> « Dans ces propositions, j'ai cherché moins une solution immédiate qu'une solution réalisable au moment favorable, dans la période révolutionnaire plus ou moins prolongée de

---

14. « Un Danger », *Almanach de la Question Sociale pour 1893*, p. 50.

> conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il semble, au premier abord, irrationnel de donner forme légale à une proposition qui n'a aucune chance d'être votée par un Parlement actuel. J'ai cependant voulu, pour plus de précision, lui donner cette forme, certain que, par ses termes mêmes, elle écartait toute méprise et indiquait assez à quel moment du progrès de la puissance prolétaire et dans quelles conditions elle pourrait se réaliser et devenir loi[15]. »

C'est cette même attitude idéologique qui dicte sa manière d'aborder tous les grands problèmes du réformisme républicain : anticléricalisme, antimilitarisme, pensions de retraite, révision de la constitution. Tout en apportant son soutien à toute réforme, grande ou petite, susceptible d'être obtenue en l'état actuel de la société, il tenait néanmoins à donner, par la même occasion, la version socialiste de la forme que prendrait en dernier lieu chacune de ces réformes.

Il n'y a donc aucun doute possible : pour Vaillant, le régime socialiste sera non seulement «quantitativement» mais aussi «qualitativement» différent du régime bourgeois. Jamais un seul instant Vaillant n'a laissé entendre que les socialistes allaient préserver, dans la société de l'avenir, la machinerie institutionnelle du républicanisme bourgeois. Pour illustrer sa position sur ce problème, il n'est que d'examiner sa campagne en faveur de la révision de la constitution.

Au milieu des années 1890, le boulangisme étant plus ou moins oubié, problème de la révision des actes constitutionnels de 1875 revint à l'ordre du jour de la politique française. Afin, non seulement de participer à ce vaste mouvement national, mais aussi de formuler « la solution socialiste », Vaillant organisa, en septembre 1893, la Ligue pour la Révision par le Peuple. Alors que les opportunistes (rebaptisés, depuis Panama, «progressistes») envisageaient la révision par le moyen d'une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale (Chambre et Sénat) et que les radicaux préconisaient une Assemblée constituante, Vaillant soulignait que la solution socialiste était la révision *par le peuple*. Nous voyons, dans cette campagne, une harmonisation croissante entre le but – la réalisation d'un système de démocratie directe – et la méthode – la mobilisation massive du peuple entier.

Dans l'exposé des motifs qui précède sa proposition de loi sur la révision, Vaillant souligne le fait qu'il ne s'attend

---

15. Edouard VAILLANT, *Cherté de la Vie et Nationalisation du Sol*, Paris, Marcel Rivière, 1914, pp. 3-4.

pas à ce que celle-ci soit adoptée immédiatement. Au contraire, il la présente délibérément comme l'aboutissement historique de l'évolution actuelle des forces démocratiques dans la société. Sa méthodologie est explicitement marxiste-scientiste :

> « La loi générale de l'évolution des êtres et de la connaissance est le passage de l'état concret élémentaire, inorganisé, indistinct et de sa vision grossière, par la différenciation des éléments ou organes, et par leur analyse qui ne montre que les éléments dissociés, à la formation ou reconstitution organisée de l'être concret, c'est-à-dire à la production de l'organisme vivant et de sa connaissance consciente, l'un et l'autre en développement continu[16]. »

Le but de son exposé est, en appliquant cette méthodologie, de démontrer le « parallélisme du progrès démocratique et du progrès de la conscience populaire avec le progrès des forces productives ».

Il commence en affirmant que, tout comme, au niveau de l'économie, le « communisme grossier des premiers hommes » s'est transformé, grâce au développement des forces productives, en propriété individuelle, avant-coureur du capitalisme, le système de gouvernement direct des sociétés primitives s'est progressivement transformé, pour les mêmes raisons, en une variété de formes politiques étatiques. Vaillant n'est pas Jaurès. Alors que celui-ci aurait pris plaisir à tracer ces mutations, avec multiplication d'exemples et d'images, en un langage inoubliable, remplissant des pages entières du *J.O.*, Vaillant passe rapidement de la cité antique (où « le gouvernement direct [...] accompagne l'avènement de la démocratie dont il est l'expression » mais qui « périt, impuissante à résoudre les problèmes de la production sociale et de l'esclavage ») à l'aube du vingtième siècle, où les mêmes problèmes se posent de nouveau bien que dans une forme infiniment plus complexe. Comment résoudre, tant au niveau de la production qu'à celui du pouvoir politique, le problème de l'opposition entre l'individu et la collectivité?

Le système de représentation parlementaire qui caractérisait l'époque n'était, selon Vaillant, qu'un moment historiquement déterminé, « une étape de la transformation du gouvernement bourgeois en gouvernement populaire ». Tout comme la production capitaliste révélait chaque jour

---

16. *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, N° 1604, 11 novembre 1895 et N° 119, 27 juin 1898.

davantage une contradiction entre l'appropriation individuelle des richesses et la nature collective de la production, de même le système de gouvernement faisait ressortir une contradiction croissante entre « le rapport réel des puissances de fait dans le pays » et « celui que déjà faussement édictait la Constitution de 1875 ». La démocratie directe était donc la synthèse historique de cette contradiction, l'expression achevée du républicanisme «pur».

Cette analyse vaillantiste ne réussit toujours pas à résoudre les problèmes idéologiques que nous avons déjà remarqués. Comment, très concrètement, la société passerait-elle d'un système à l'autre? Quelle serait la nature de classe de ce « consensus national » que manifestemment, il appelle de ses vœux? Il essayait de répondre à ces questions dans un important article en 1895[17]. Pour faire « la révolution » estimait-il, des « théoriciens socialistes » avaient dit qu'ils suffisait « de constituer une organisation politique et économique des travailleurs, un [...] parti de classe des prolétaires ». Mais cette organisation syndicaliste, ouvriériste, n'était pas, dit-il, suffisante. En même temps, il fallait « former un parti politique où aient librement accès, quelle que soit leur origine, toutes les forces anticapitalistes, socialistes et révolutionnaires ». Et plus ces deux organisations seraient distinctes et autonomes, mieux ce serait. Mais, ajoutait-il, « ce n'est pas encore assez ». Entre le petit noyau socialiste ou syndicaliste de l'avant-garde et la poignée de grands capitalistes, détenteurs du pouvoir économique, « oscille la grande masse nationale ». Quels étaient, selon Vaillant, les rapports entre l'avant-garde du prolétariat et cette « grande masse nationale »?

Objectivement, conclut-il, il n'y avait aucun obstacle pour empêcher l'adhésion du peuple tout entier au socialisme. Seulement, il fallait savoir s'y prendre.

> « Nous devons comprendre que si l'élite socialiste révolutionnaire doit être l'avant-garde du prolétariat, de l'armée populaire, *il faut, politiquement aussi, constituer cette armée populaire, et que, pour cela, il nous faut trouver, non pas les cadres qui nous conviendraient le mieux, mais ceux dans lesquels peut entrer, le plus facilement et spontanément, cette masse populaire* qu'il nous faut entraîner à l'assaut du pouvoir. Le but immédiat reste, en effet, la conquête par le parti socialiste du pouvoir politique enlevé aux mains du capitalisme et de la réaction pour la réalisation, la plus rapide possi-

---

17. « Révision par le Peuple », *Almanach de la Question Sociale pour 1895.*

ble, par la dictature impersonnelle du prolétariat, de la suppression du régime capitaliste [...] *Or, cette victoire de la démocratie ne peut être remportée par une minorité, si intelligente et énergique soit-elle;* le parti socialiste, même uni et organisé, ne peut actuellement prétendre être plus qu'une élite directrice. Ce n'est que peu à peu qu'il pourra arriver à faire passer le peuple entier dans ses rangs. *Ce peuple doit, auparavant, être entraîné, préparé, organisé en rapport avec ses propres idées, passions, sentiments et conceptions* [souligné par moi, J.H.].»

Or, enchaînait-il, l'aventure boulangiste avait clairement démontré que la passion primordiale, le sentiment saillant du peuple avait été et était toujours la révision de la Constitution de 1875. C'était donc aux socialistes de profiter de cette occasion inespérée de dialogue pour montrer aux masses qu'il ne s'agissait pas seulement de la révision d'un texte, de la constitution écrite, mais de la révision « de la constitution politique et sociale ».

Cette position, affirmait-il, n'était nullement en contradiction avec la lutte des classes, comme le prétendaient le P.O.F. La lutte des classes n'était pas, disait-il, une simple formule, susceptible d'être appliquée par un comité socialiste[18]. C'était un fait, une vérité banale, vécue au jour le jour par des millions d'êtres humains. Le parti socialiste ne pouvait pas faire abstraction de ces millions de gens, mais devait aller à leur rencontre, là où ils se trouvaient. Ayant accepté l'action parlementaire, comment le parti pourrait-il s'arrêter là? :

> « De même qu'il y a un intérêt démocratique à ce que la totalité des citoyens et non la fraction privilégiée et riche choisisse ses députés, de même il y a un intérêt démocratique, plus grand encore, à ce que la totalité des citoyens décide directement de ses institutions et de ses lois. »

Quel mépris pour ces gens que de prétendre qu'ils ignoraient leurs « vrais intérêts »! Vaillant témoignait au contraire d'une foi illimitée dans le bon sens du peuple qui, selon lui, « est bien plus capable de connaître ce qui est à son avantage, la loi qui protège et accroit ses libertés, ses droits, que le mandataire qui lui demande à le représenter [...] ».

La question des rapports entre le parti socialiste et la masse nationale est cruciale si nous voulons comprendre le mouvement socialiste français avant la première guerre mondiale – ou plus exactement, avant la victoire des bolcheviks.

---

18. Les quelques citations qui suivent sont tirées de son exposé des motifs : *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, N° 119, 27 juin 1898, p. 1286.

Certes, les guesdistes en France avaient toujours plus ou moins insisté sur le rôle privilégié du prolétariat ouvrier. Mais au Congrès d'Amsterdam en 1904, Jaurès affirma que, lorsque lui et Guesde avaient parcouru la province lors de campagnes de propagande, il avait « entendu souvent dire à Guesde [...] qu'il n'y avait en France, sur trente-sept millions d'habitants, que deux cent mille individus qui eussent vraiment des intérêts de classe directement et violemment opposés au socialisme collectiviste[19] ». « Union du Peuple de France » ou « Front de Classe »? Il semble évident, compte tenu des réalités sociologiques de l'époque, que le parti socialiste d'avant 1914 était le véritable auteur du slogan communiste de 1976. Encore ne faut-il pas oublier qu'au début du vingtième siècle, la France était toujours un pays dans lequel il était très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire une distinction précise entre le « prolétariat ouvrier » (défini en termes marxistes), les millions d'artisans semi-industrialisés et d'ouvriers qualifiés, les millions de travailleurs exerçant des métiers divers à la ville et à la campagne, les artisans, les paysans et beaucoup d'autres travailleurs ne travaillant pas pour leur compte. Il est à noter que Vaillant lui-même utilise le terme de prolétariat souvent de façon vague et mal définie, s'en servant parfois pour désigner directement les ouvriers d'usine, mais l'utilisant ailleurs comme synonyme du mot «peuple». Il est vrai que Vaillant, Jaurès et tous les autres dirigeants exprimèrent à diverses reprises leur conviction que la révolution se ferait sous la conduite politique du prolétariat, mais la réalité tout à la fois de la classe et de sa conduite relève du domaine de la phraséologie autant que de celui de la philosophie ou de la sociologie.

Il reste en effet que pour Vaillant, comme pour Jaurès, c'était une nécessité impérative et primordiale que de convertir au socialisme les masses de la nation. La confiance que professait Vaillant dans la sagesse politique de ces masses est une autre caractéristique du républicanisme socialiste au dix-neuvième siècle, exception faite des guesdistes. Il est une notion qui revient dans tous les écrits et les discours de Vaillant : c'est que quoi qu'il puisse se passer sur la scène politique «officielle», c'est à dire dans les partis, au parlement et dans les autres institutions politiques, ce qui importe vraiment, la seule chose qui compte véritablement, c'est ce

19. *Sixième Congrès Socialiste international, op. cit.*, p. 72.

qui se passe au niveau de la base populaire dans le pays. Les masses populaires, écrivait Vaillant à Scheu en 1877, constituaient « la matière même, la source de la vie nationale, le milieu d'où sortent et qui forme les manifestations de cette vie[20] ». Un an après la grande victoire électorale de 1893, Vaillant mit en garde ses collègues contre des illusions parlementaires : « le groupe socialiste n'est en fait que l'expression parlementaire d'une organisation qui se fait peu à peu dans la nation[21] ». Tout au long de sa carrière politique, quel que soit l'aspect de la vie nationale que Vaillant commentait, il ne manquait jamais d'affirmer que le seul vrai progrès était celui qui bénéficiait du soutien des masses populaires, ou qui découlait directement de leur pression.

Vaillant ne se rendait que trop bien compte que, tant que la majorité des gens ne s'intéressaient à la politique que de loin et de façon sporadique et silencieuse, la «politique», incarnée par la classe dirigeante, portait en permanence un grand intérêt à cette majorité. La « majorité silencieuse » ne fut pas une découverte de Richard Nixon; elle a toujours été l'alliée principale du pouvoir. Et Vaillant savait qu'à moins de persuader chacun à prendre intérêt, de façon active et permanente, à la direction de ses affaires, la démocratie ne serait toujours relativement qu'un vain mot. La politique, écrivait-il un jour, n'était pas simplement, ni même principalement, de grands débats idéologiques : c'était les écoles, les égouts, l'éclairage des rues et le ramassage des ordures.

Il était donc du devoir du parti socialiste, à l'aide de grands débats populaires comme celui de la révision de la constitution de faire de cette majorité silencieuse une majorité qui se fasse entendre haut et fort. Et là encore, nous retrouvons la différence entre les conceptions bourgeoise et socialiste de la liberté républicaine. Car tandis que les partis bourgeois continuaient à envisager la démocratie en termes de délégation de l'autorité politique, les socialistes l'envisageaient en termes de participation universelle. Tandis que, pour la bourgeoisie, la politique était prétendument une activité parmi tant d'autres qu'il fallait laisser aux mains d'un groupe de personnes « dévouées à la cause publique », pour les socialistes, la politique faisait partie de tous les aspects de la vie quotidienne; elle était l'affaire de tout le monde. Tandis que pour la bourgeoisie, le système politique représenta-

---

20. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Fonds A. Scheu, lettre de VAILLANT, datée du 27 août 1877.

21. « Opportunistes, radicaux et socialistes », *La Petite République*, 30 novembre 1894.

tif offrait à 99,9 % des gens le «luxe» d'être «libre» de vaquer à leur propre vie, pour les socialistes la liberté n'était possible qu'à travers une participation directe à la politique. Et la participation à la politique (même limitée) était précisément l'un des atouts appréciables de la république bourgeoise.

Dans le républicanisme d'un homme comme Edouard Vaillant, on trouve un curieux mélange d'idéalisme rationaliste et de matérialisme dialectique. Il y a à la base une croyance inébranlable dans les vérités abstraites de la grande Révolution. Pour Vaillant, les mots liberté, égalité, fraternité sont plus que des slogans. Ils étaient le fondement même du socialisme. Ce qui est incompréhensible à nos yeux c'est que l'interprétation radicalement différente, au niveau idéologique, entre le sens attribué à ces mots par la bourgeoisie et par les socialistes n'ait pas été davantage soulignée par ceux-ci. Le débat sur les libertés se poursuit le plus souvent chez les socialistes comme s'ils parlaient de la même chose que la bourgeoisie : la seule explication offerte est que la bourgeoisie a «trahi» le peuple[22].

Sur le problème fondamental de la cassure révolutionnaire entre républicanisme bourgeois et républicanisme socialiste, peut-être pourrait-on en conclure qu'*au niveau de la théorie*, Vaillant ne s'est pas rendu compte du vrai fond du débat. Ce qui n'empêche nullement qu'il comprenait parfaitement la différence entre ces deux systèmes, tant au niveau de l'infrastructure qu'à celui de la superstructure. Ce qui ne veut nullement dire que son appréciation des libertés «formelles» offertes par la république bourgeoise constituait une confusion politique entre deux systèmes. En fin de compte, pour Vaillant, la question de savoir si, entre la république bourgeoise et la république sociale, il y aurait contiguïté ou cassure n'était pas une question importante. Tout dépendrait du degré de résistance de la bourgeoisie, du succès de la propagande préalable des socialistes auprès du peuple tout entier et d'un faisceau d'autres détails historiques.

Comme toujours chez Vaillant ce qui importait c'était la praxis. Est-ce que la participation aux institutions de la république bourgeoise favorisait ou retardait l'avènement du socialisme? Voilà toute la question. La réponse, selon Vaillant, doit se trouver non pas dans la théorie, mais dans la façon pratique dont on entreprenait cette participation.

---

22. Voir, Michèle RIOT-SARCEY, *La République sociale : vaillantistes et guesdistes (1889-1896)*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1977 passim.

CHAPITRE V

SOCIALISME ET PRATIQUE DU RÉPUBLICANISME

Pendant presque 32 ans, Vaillant fut investi, par les plus pauvres citoyens de Paris, du mandat de siéger aux chambres institutionalisées du pouvoir républicain bourgeois. Bien qu'il n'ait jamais privilégié l'activité parlementaire ou municipale par rapport aux autres aspects de l'« action totale », il se rendit compte néanmoins que, dans la mesure où la vie politique de la Troisième République tendait à se concentrer dans les conseils et au parlement, cette caractéristique de la vie nationale avait un rôle très important à jouer au sein de « l'action totale[1] ». Fait significatif : sa manière d'aborder tous les problèmes de praxis républicaine révèle une fois de plus les ramifications de cette conception de l'« action totale ». Avant d'examiner l'aspect positif des activités républicaines, il commençait par attirer l'attention sur leurs insuffisances et leurs inconvénients. Non pas, ainsi que les guesdistes avaient tendance à le faire, dans le but de reléguer certaines formes d'action au second plan derrière l'objectif prioritaire de la prise de contrôle de l'Etat, mais dans le but de replacer chaque problème dans la perspective de la lutte totale continue.

Pour commencer, il faisait souvent observer que les institutions «républicaines» de 1875 avaient été conçues et élaborées par une assemblée dont les aspirations monarchistes, pour être tacites, ne laissaient pour autant subsister aucune

1. Même dans l'article où il exprime une confiance apparemment illimitée dans le suffrage universel, il ajoute : « Cela ne veut pas dire, il est vrai, que ce soit dans le champ du suffrage universel que se concentrera la lutte entre la Révolution et la réaction [...] », « Suffrage Universel », *La Petite République,* 22 mai 1896.

équivoque. Certaines de ces institutions étaient à son avis tout à fait réactionnaires, et n'étaient bonnes qu'à être jetées aux poubelles de l'histoire. Même si la présidence de la république, après l'échec de Ferry en 1887, ne jouait désormais qu'un rôle purement décoratif, Vaillant continuait à réclamer à grands cris sa suppression. Ainsi que le Sénat auquel, en dépit de certaines modifications de stratégie, il fit une guerre acharnée en vue de sa suppression définitive. Il va aussi sans dire que les institutions comme la préfecture de police, les fonctions de gouverneur militaire à Paris et à Lyon, le système de la magistrature et l'Eglise, toutes ces institutions devaient être abolies sur le champ. Aucune n'était républicaine, de l'avis de Vaillant, même selon les critères bourgeois, il n'y avait tout bonnement rien à dire pour les défendre.

Mais même ces autres institutions qui laissaient entrevoir une lueur d'espoir à la classe ouvrière, le suffrage universel, les conseils municipaux, le parlement, devaient, d'abord et avant tout, être considérées dans leur contexte, historique et social. Le suffrage universel, écrivait-il en 1880, était « l'axe de l'ordre social actuel, de l'ordre bourgeois ». Tant que le mode de production et les rapports sociaux resteraient basés sur le rapport entre maître et esclave, les institutions politiques de ce régime refléteraient la dominance de la bourgeoisie. Il ne pouvait y avoir de liberté de choix politique là où régnaient des inégalités économiques. Par conséquent, la première tâche des socialistes était de faire prendre conscience aux ouvriers de la nature « du danger, du piège tendu[2] ». Jusqu'au bout, Vaillant insista sur le fait que le prolétariat ne pouvait jamais compter sur le seul suffrage universel pour parvenir à son émancipation. Premièrement parce qu'en fin de compte le pouvoir ne résidait pas dans le parlement. Pour protéger la société capitaliste défaillante, la police et l'armée n'hésiteraient pas à se porter au secours des intérêts de la classe dirigeante; c'était précisément ce à quoi étaient entraînées la police et l'armée. Deuxièmement, la nature indirecte de la représentation politique avait pour conséquence que les lois et les règles votées dans les cham-

2. « Il n'en peut être autrement. Aussi longtemps qu'il y aura des propriétaires et des patrons, il y aura des maîtres, des serviteurs et des opprimés. Tant que dans la société il y aura des citoyens inégaux par l'ignorance et la misère, tant qu'il y aura des privilèges et des classes, la bourgeoisie sera le grand électeur du pays, elle gouvernera par le vote comme par la religion et le fusil. » Edouard VAILLANT, *Le Suffrage Universel et les élections municipales,* Paris, 1880, pp. 7-8.

bres de législation n'étaient qu'une version très atténuée de ce qu'exigeait sans équivoque une justice sociale élémentaire. Troisièmement, et c'était peut-être le plus important, Vaillant estimait que le suffrage universel était « falsifié, faussé mille fois plus par les influences économiques prépondérantes de la classe dominante, du capital que par toutes les restrictions et embûches de la loi[3] ».

En 1895, au plus fort de sa campagne en faveur de la démocratie directe, il estime que, tant que durera le système capitaliste,

> « le suffrage universel ne sera que l'expression menteuse d'une souveraineté populaire illusoire. Le maître, aujourd'hui, ne pèse pas dans la société du même poids que les salariés et serviteurs dont plus ou moins il commande l'action et le vote ou annule la liberté[4] ».

Face à ces graves handicaps, le parti socialiste devait avoir pour principal objectif de « réduire la part d'erreur du vote, l'influence du riche sur le pauvre ».

Il en allait de même du travail à l'échelon municipal et de l'activité parlementaire. D'abord les pièges. A la différence des socialistes de tendance plus proudhonienne ou plus anarchiste (le P.O.S.R. principalement), Vaillant rejetait la notion même de « socialisme municipal ». L'activité socialiste à l'échelon des conseils municipaux ne pouvait pas le moins du monde être dissociée de l'« action totale » :

> « A une époque historique ou l'horizon du citoyen se limitait à la commune, il a pu y avoir une question communale dominante [...] Actuellement, cet horizon s'étend à toutes les limites de l'État, dans toutes les directions, à toutes les extrémités de l'activité nationale. »

Le capitalisme, tel un rouleau compresseur, avait nivelé tout le pays sous ses lois. Dans ces conditions, l'autonomie communale était « une parole vide[5] ». Il combattit avec patience et acharnement ce qu'il considérait être de dangereuses illusions entretenues par ces socialistes qui centraient leur activité sur les réformes municipales. Il s'éleva contre l'idée selon laquelle les réformes isolées, soit à l'échelon

3. « Elections sénatoriales », *Le Socialiste,*, 4 janvier 1903; Voir aussi «Scrutins», *Le Petit Sou,* 31 mai 1901.

4. « Révision par le Peuple, *Almanach de la Question Sociale pour 1895,* p. 38.

5. « Libertés communales », *Le Républicain socialiste du Centre,* 18 septembre 1883.

communal, soit à l'échelon national, étaient de nature *à elles seules* à changer la société. En 1900, il fit allusion à « un prétendu socialisme communal de pure bienfaisance, bénin, calmant, émolliant, caressant à tous les partis »; mais séparée du contexte de l'« action totale », cette activité quotidienne, au lieu de faire partie intégrante et essentielle des fonctions du parti, devenait une dangereuse illusion[6]. De l'avis de Vaillant, il était capital que le citoyen de la plus petite commune prenne conscience du rapport qui existait entre les problèmes locaux et les problèmes nationaux, se rende compte de ce que les incidents qui marquaient sa vie dans la commune ne faisaient qu'un avec des problèmes plus vastes et de portée plus grande. Sinon, le socialisme communal serait pire qu'une illusion; il irait à l'encontre du but recherché jusqu'à même devenir antisocialiste.

Toutefois les illusions entretenues par l'activité municipale, aux yeux de Vaillant, étaient secondaires par rapport aux périls et aux pièges du parlement. Au début des années 1890, il parla du parlement comme d'un cercle fermé réservé aux ambitieux de la classe politique. Le seul contact avec ces éléments contaminés d'un ordre social agonisant pouvait porter atteinte à la santé de corps et d'esprit des robustes représentants du nouvel ordre social. Alors que l'Assemblée de «Panama» s'apprêtait à voter les lois scélérates, il fit l'amère constatation suivante :

> « Nos gouvernants ont tant perfectionné le saltimbanquisme politique que tout ce qu'ils touchent paraît aussitôt semblable à eux, aussi vil, pourri, faux et corrompu. »

Vaillant savait mieux que quiconque que le parlement était le reflet et le gardien des intérêts économiques, sociaux et politiques de la classe dirigeante. Des intérêts économiques parce que chaque fois qu'était proposée une mesure qui comportait la moindre menace pour les intérêts capitalistes, la Chambre, solidaire, s'unissait pour la rejeter. Des intérêts sociaux, parce que le système parlementaire tout entier reposait sur ces considérations de caste et d'élitisme si chères au cœur de la bourgeoisie. Et des intérêts politiques, parce que

> « le régime parlementaire est l'expression exacte du règne politique de la bourgeoisie, résolue à gouverner directement sans intermédiaire royal et se fiant au pouvoir de son influence sur le suffrage populaire pour le diriger[7] ».

---

6. « 1er et 6 mai », *Le Tocsin populaire du Berry,* 5 mai 1900.
7. « Stabilité ministérielle », *Le Petite République,* 6 octobre 1894.

Après avoir fait toute la lumière sur les limites et les pièges de la praxis républicaine, Vaillant était alors prêt à examiner l'aspect positif de la participation socialiste à des institutions qui demeuraient bourgeoises dans leur essence. Mais même son évaluation de cet élément positif suppose une attitude intellectuelle ou idéologique tout à fait particulière qui n'a guère d'équivalent dans les annales du socialisme français. Cette attitude traduit l'identité qu'il pose entre républicanisme «véritable» et socialisme et s'exprime dans la répétition constante de l'idée selon laquelle on ne peut défendre les intérêts du socialisme qu'en ayant présent à l'esprit ce qui peut servir sa cause, et non pas en se livrant à des considérations sur ce qui peut servir celle de la république. Nous avons déjà attiré l'attention sur cette attitude. Un des débats les plus intéressants sur le problème des relations tactiques entre socialistes et républicains eut lieu au Congrès de la S.F.I.O. en 1909. Quelle allait-être la politique «officielle» du parti sur la tactique électorale à adopter pour le second tour des élections législatives en 1910? Tandis que Breton, l'ex-protégé de Vaillant, défendait une forme extrême de « discipline républicaine » comprenant des alliances en bonne et due forme avec le parti radical, et tandis que les socialistes les plus à gauche réclamaient le maintien de tous les candidats socialistes pour le second tour, Vaillant et Jaurès plaidèrent pour une solution plus nuancée.

Selon Jaurès, qui continuait la discussion dans les mêmes termes que ceux qui avaient été les siens tout au long de la période du ministérialisme et du Bloc des gauches, il fallait laisser aux circonstances historiques le soin de décider. Avant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, affirma-t-il, il avait été du devoir des socialistes de soutenir les radicaux dans leurs efforts pour consolider le régime républicain. Ensuite, ils s'étaient séparés tout à fait «naturellement» sur le problème social, et dès lors la décision de soutenir les candidats radicaux devait être prise en fonction de critères tactiques qui étaient du ressort des fédérations locales. Mais les arguments que Vaillant continuait à faire valoir étaient de nature différente. Il n'y avait pas de « discipline républicaine » qui tienne, en 1909, pas plus qu'il n'y en avait eu en 1900 ou en 1904. La seule considération qu'il fallait prendre en compte était l'intérêt du socialisme; et l'intérêt du socialisme impliquerait automatiquement l'intérêt de la république. Il était impossible d'arrêter des règles strictes; c'était aux comités locaux qu'il revenait de prendre, dans des contextes particuliers, leurs décisions selon leur propre ana-

lyse de la situation. Le seul impératif absolu était que le parti ne conclût aucune alliance officielle ni aucun pacte électoral avec aucun autre parti. Ce n'était pas le moment de se livrer à des jeux politiciens :

> « Ce qui importe, c'est qu'en toute circonscription, le Parti apparaisse aux électeurs sans voiles, sans altération ni dissimulation de son caractère prolétaire et socialiste, ayant donc nettement et partout même et unique tactique, propagande et action[8] ».

Nous reviendrons plus loin sur cet aspect absolument essentiel de la pensée de Vaillant.

Derrière cette hypothèse méthodologique fondamentale, toutefois, se trouvait tout un domaine d'« optimisme démocratique ». Vaillant était convaincu que l'évolution de la démocratie bourgeoise rendrait le suffrage universel de plus en plus précieux pour le prolétariat. Au milieu des années 1890, il eut le sentiment que, depuis 1871, cette institution du suffrage universel avait subi une « transformation profonde[9] ». L'évolution industrielle était en train d'unir la classe ouvrière, d'en faire une force sociale cohérente. En même temps, le progrès des idées lui avait fait prendre conscience de ses droits et de ses aspirations; la classe ouvrière était mûre désormais pour devenir une force politique autonome. Dans ces conditions, la bataille nationale dont le suffrage universel avait donné le signal offrirait des possibilités de plus en plus grandes de victoire. Les conceptions politiques et sociales de la classe ouvrière avait été transformées par le suffrage universel. Cette foi inébranlable dans le progrès de la démocratie n'était pas, comme cela tendait à être le cas pour certains socialistes, une lubie passagère, une douce illusion dont on pouvait se bercer après les succès de 1893. Au plus fort de la crise Millerand, Vaillant répéta que le suffrage universel « n'en reste pas moins, et devient chaque jour davantage, un élément essentiel de la vie politique des peuples[10] ». Et à nouveau en 1909, il souligna que, parmi tous les différents actes de la vie nationale, « le suffrage universel tient une place de plus en plus grande[11] ». Toujours plus grand parce que cette « marge d'erreur » dans les votes – que les socialistes avaient pour premier devoir de réduire –

---

8. *6e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à St. Etienne,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 455.

9. « Suffrage Universel », *La Petite République,* 22 mai 1896.

10. « Législation directe », *Le Petit Sou,*, 16 novembre 1900.

11. *6e Congrès national, op. cit.,* p. 450.

ne cessait, à son avis, de s'amenuiser. Elle s'amenuisait tout d'abord à cause des développements économiques qui avaient contribué à la cristallisation des forces sociales. Elle s'amenuisait ensuite parce que la pratique du suffrage universel était en soi une grande source d'enseignement. « Auparavant, la classe régnante imposait au pays ses gouvernants; aujourd'hui le peuple les choisit. Il se trompe et s'égare le plus souvent, mais de moins en moins, à mesure que par ses erreurs même, son éducation se fait[12] ». Toutefois, malgré cette manifestation d'optimisme démocratique, Vaillant ne crut jamais un seul instant que le suffrage universel à lui seul pouvait préparer l'avènement du socialisme.

En dernier lieu, bien sûr, la vraie valeur du suffrage universel résidait dans la victoire aux élections. Une victoire aux élections non seulement était appréciable en ce qu'elle permettait de mesurer les progrès de la lutte politique dans les esprits, mais encore elle fournissait une occasion incomparable de recrutement et de propagande. Mais une victoire électorale faisait plus que prendre le pouls de la nation, et valait bien davantage que la somme des points symboliques consignés sur un registre historique abstrait. Une victoire conduisait à la salle du conseil municipal ou au banc de l'Assemblée : « Comme toute lutte, l'action électorale n'a de valeur réelle qu'à la condition de viser à la victoire[13] ». Mais malheureusement, avec la victoire, la polémique sur la valeur de l'activité électorale ne fit que redoubler d'intensité.

Le socialisme parlementaire : un moyen ou une fin?

La contribution personnelle qu'apporta Vaillant aux travaux parlementaires socialistes sous la Troisième République, n'eut pas d'équivalent, ni en durée ni en intensité[14]. Il prit ses devoirs parlementaires très au sérieux et considéra que cette action parlementaire était « un résultat inévitable de l'évolution politique et sociale », pas « indéfiniment durable » mais « un moment plus ou moins long mais nécessaire

12. « Législation directe », *Le Petit Sou,* 16 novembre 1900.

13. *6e Congrès national, op. cit.,* p. 452.

14. Elu pour la première fois en 1893, il sera réélu constamment jusqu'à sa mort en 1915. Sur l'activité parlementaire de Vaillant, voir Henri LAUDIER, « Edouard Vaillant, son action au parlement », *La Vie Socialiste,* 23 décembre 1933.

du développement[15] ». Dans les premières années qui suivirent son retour d'exil, il voyait dans le député socialiste une sentinelle surveillant le camp ennemi, un chien de garde veillant jalousement aux intérêts de la république et du peuple. La principale fonction du député consistait à mobiliser les masses contre les complots qui étaient fomentés dans les allées du pouvoir bourgeois. Lorsqu'en 1894 le gouvernement essaya de faire passer à la Chambre les « lois scélérates », il décrivit le rôle des députés socialistes comme étant de « retarder le vote (et de) laisser à l'opinion publique indignée le temps de se manifester[16] ». Le député était comme chargé de liaison qui alertait le peuple en cas de machinations à la Chambre et se faisait l'écho des récriminations populaires dans ce sanctuaire de l'administration bourgeoise.

Outre cette action défensive d'arrière-garde, toutefois, le rôle principal du député socialiste consistait à susciter et à animer le duel idéologique entre la conception bourgeoise de la société et la conception socialiste, avec pour public, la nation. Cela non seulement assurait une importante publicité, à l'échelon national, au nouveau message du socialisme, mais de plus, cela obligeait les députés bourgeois à prendre position. Vaillant accordait une grande importance à ce dernier point. Lors du débat sur la situation des ouvriers chômeurs parisiens au Conseil municipal de Paris en 1884, il perçut l'inquiétude des conseillers :

> « "Il y a certainement quelque chose à faire" disaient plusieurs à la fin de la séance. Ils ne savent pas trop quoi mais ils voudraient pour leurs électeurs paraître faire quelque chose. S'ils se sentaient harcelés, pressés, il leur faudrait bien se résigner à faire, comme ils disent, "quelque chose[17]" ».

Lorsque Vaillant lui-même proposa d'abolir la préfecture de police, il ne cacha pas qu'il savait d'avance que sa proposition serait rejetée; son but était d'obliger ses collègues bourgeois à prendre publiquement parti. Après les élections de 1893, ainsi qu'il le fit remarquer maintes et maintes fois, le pivot de la bataille parlementaire était devenu la lutte pour ou contre le socialisme. Les succès remportés au cours des premières années de l'attaque socialiste, qui culminèrent

---

15. *4e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nancy*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 505.

16. « Banqueroute opportuniste », *La Petite République*, 19 juillet 1894.

17. Cité dans A. COMPÈRE-MOREL, *Jules Guesde, le socialisme fait homme, op. cit.*, p. 227.

en 1895 avec la démission forcée du président Casimir-Périer, l'élection de Gérault-Richard et la formation d'un gouvernement dominé par les radicaux, tourna la tête à bien des socialistes. Même si, d'après Jaurès lui-même, ce fut Vaillant qui, plus que quiconque, adressa aux socialistes une mise en garde contre un optimisme excessif[18], il ne fut pas complètement à l'abri de la contagion. En 1895, il laissa échapper de temps en temps une phrase qui donnait à entendre que le parlement était devenu le théâtre par excellence de l'affrontement entre deux visions de la société. Mais ces sentiments furent de très courte durée, et dès la fin de 1897, après dix-huit mois du conservatisme de Méline, ils cédèrent la place à un pessimisme exacerbé, exprimé dans son article du jour de Noël 1897 :

> « Tout se traîne puis se meurt dans cette fin de société où se pourrit l'ancien monde sans que le nouveau apparaisse. Aucun courant d'idées, aucune action collective énergique dans cette mêlée de détraqués [...] où cléricaux, césariens et panamistes tiennent la corde sans qu'il se trouve personne pour la leur passer au cou suivant leurs mérites. Le monde se fait vieux, décadent, corrompu [...] les vieillards [...] nous étreignent et pèsent sur nous sans que nous puissions nous dégager de leur oppression et de leurs ordures [...][19] ».

Il ne fait donc aucun doute que l'attitude de Vaillant face au parlement connut des fluctuations. Mais deux choses sont à noter soigneusement. Premièrement, après n'avoir jamais cessé, dans un premier temps («optimiste»), de souligner que l'action parlementaire n'était qu'un élément de l'action totale, plus tard (dans sa période «pessimiste») il continua de souligner que ce qui se faisait au parlement pouvait être d'une très grande utilité. Deuxièmement, la leçon qu'il tira de l'importance exagérée accordée par les socialistes au parlement, ne fit que renforcer sa croyance dans la valeur de l'action totale. Il se rendit compte qu'il était risqué de bercer les ouvriers de douces illusions. C'était déjà un mal en soi que de se faire des illusions sur l'efficacité potentielle du parlement, mais les illusions étaient encore plus dangereuses une fois dissipées, car alors les ouvriers désappointés

---

18. « Un moment dans l'éblouissement de la grande victoire socialiste en 1893 [...] j'ai cru le triomphe total et final plus voisin de nous qu'il ne l'était. Que de fois alors le citoyen Vaillant m'avertissait de ne point me laisser aller à cette illusion dangereuse! Que de fois nous a-t-il mis en garde contre les prophéties à court terme de Guesde et la mystique attente des catastrophes libératrices! », JAURÈS, « République et Socialisme », *La Petite République,* 13 octobre 1901.

19. « Renaissance », *Le Tocsin populaire du Berry,* 25 décembre 1897.

auraient une réaction excessive en sens inverse et se mettraient à condamner «la politique» en bloc.

A partir de 1900, Vaillant s'acharna sans relâche à trouver le «parfait» équilibre tactique entre l'activité parlementaire et les autres formes de l'activité socialiste. Pendant les années 1900-1905, sa réflexion se trouve en grande partie inextricablement liée à un objectif primordial, à savoir la réalisation de l'unité socialiste, et nous reviendrons sur ce point plus loin. Mais même après l'unité, les rapports entre les députés et le parti restèrent extrêmement fragiles et tendus. L'article 28 des statuts du parti visait à réduire l'influence des députés en les rendant inéligibles à la commission administrative permanente (la C.A.P.) qui comptait 22 membres. De plus, les députés n'étaient admis au conseil national que comme délégation collective du groupe parlementaire. Alors que les guesdistes partirent immédiatement en guerre pour faire annuler cet article, Vaillant, par souci d'unité, tint à la laisser telle quelle pour l'instant. Mais il ne manqua pas de faire remarquer d'un ton acerbe que c'était une grave erreur d'envisager les députés sous le seul angle de leur activité parlementaire, de les isoler en tant qu'élus; sous cet angle, c'était inévitable, leurs préoccupations ne pouvaient manquer d'être d'ordre «électoral». La solution, proposait-il, serait de leur permettre, un jour, d'occuper un poste national au sein du parti, non pas en tant que députés, délégués du groupe parlementaire, mais en tant que membres à part entière au même titre que tous les autres[20].

Au second Congrès du parti à Châlon, les guesdistes, conduits par Marcel Cachin, proposèrent que, pour les élections de 1906, le parti présente des candidats dans toutes les circonscriptions. Vaillant se leva pour mettre en garde une nouvelle fois contre les dangers d'accorder trop d'importance au parlement : « Ne donnons pas au Parti une base purement électorale. Je suis de ceux qui, tout en y répondant parce qu'elles sont exagérées, trouvent en partie justes les critiques qu'on adresse à l'action électorale[21] ». Il engagea les groupes locaux à ne pas épuiser les énergies et les fonds locaux dans la tentative vaine d'élire un député à tout prix; si, par contre, « ils cherchent plutôt à créer un nouveau groupe ou un nouveau syndicat, ils n'auront pas, à mon avis, moins bien mérité du Parti[22] ».

---

20. « 14 juillet 1905 », *Le Socialiste,*, 23 juillet 1905.

21. *1er et 2e Congrès nationaux de la S.F.I.O.*, compte rendu analytique, Paris, s.d., p. 89.

22. « Question électorale », *Le Socialiste,* 10 septembre 1905.

Cependant ce fut au cours de son important discours au Congrès de Toulouse en 1908 que Vaillant exposa son opinion sur cette question, dans le langage le plus concis et le plus compréhensif. Après avoir, au cours des quatre premiers congrès, débattu dans le détail les statuts du parti et résolu le problème des rapports avec la C.G.T., la S.F.I.O. était maintenant prête à entamer un débat général de stratégie politique. C'est dans ce discours que Vaillant développa sa théorie de l'action parlementaire dans l'action totale de la façon la plus complète :

> « Nous voyons, par exemple, des citoyens qui, dans ce que Proudhon appelle l'isoloir parlementaire, ne voient plus que le Parlement, que les couloirs et ce qui les entoure. Pour moi, je suis loin de nier cette action : Elle est une part de l'activité nationale; donc nous devons ne pas nous en abstraire. [...] Si, parlant aux électeurs, leur disant que nous travaillons au Parlement, non seulement pour le socialisme mais pour la démocratie socialiste [...] parce qu'il y a une démocratie socialiste comme il y a une démocratie bourgeoise, je croyais qu'il n'en fût pas ainsi, si je ne pensais pas que ce fût une partie de l'action socialiste, nécessaire dans le régime parlementaire actuel, je n'en serais pas partisan, je ne me présenterais pas à leurs suffrages, parce qu'en le faisant je serais un fourbe. (*Approbation*) Mais ce que je veux, c'est que, au lieu de s'isoler dans la conception de telle partie, parlementaire ou autre, de l'action socialiste, on considère et pratique l'action totale du Parti. A ce point de vue seul, on peut examiner utilement ce que vaut chaque mode d'action et, ayant déterminé sa valeur relative, lui donner son rôle. [...] nous disons à ceux qui sont partisans exclusifs de l'action parlementaire qu'ils réduisent, au point de l'annuler dans ses parties essentielles, l'action du Parti socialiste. Si réellement l'action parlementaire devait tout absorber ou dominer, qu'est-ce qui en résulterait? C'est que le parti lui-même ne serait qu'un spectateur, il n'aurait plus qu'une action représentative par l'intermédiaire de ses délégués. Ce n'est pas pour cela qu'est constitué le Parti socialiste, [...] Au contraire, dans l'action totale, directe et représentative du parti, sa fonction de propagande et d'action électorale se reliant à l'action de ses élus et à toutes les formes de son action propre, joue un rôle essentiel. C'est donc dans l'action totale, intégrale du Parti, que l'action électorale, l'action parlementaire doivent, avec la place qui leur convient, trouver toute leur valeur[23] ».

Inutile de dire que cet « place qui leur convient » supposait, entre autres, la lutte pour obtenir des réformes.

---

23. *5e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 159-160.

Le réformisme ou la politique du possible

Gustave Rouanet, pacifiste et «réformiste», fidèle collaborateur de Jaurès et à une époque, adversaire politique de Vaillant, fit un jour observer que l'image populaire qui faisait de Vaillant un homme froid, flegmatique, voire dur, était assurément la conséquence d'une timidité extrême. Vaillant, conclut-il, était « un tendre ». Tous ceux qui connurent Vaillant donnèrent de lui la même image. Cet homme qui fut obligé d'interrompre toute son activité politique à un moment crucial en 1899, et pendant six long mois, pour se remettre du choc que lui avait causé la mort de sa mère, cet homme, ainsi que s'en rendit compte André Lebey, était incapable d'éprouver longtemps de l'amertume. Gustave Hervé fit remarquer que Vaillant imaginait que la société progresserait vers la république socialiste « sans qu'on vît se renouveler ces grands égorgements qui, tant de fois, avaient déshonoré l'humanité ». Jaurès lui-même observa la peine que Vaillant ressentait à l'idée que beaucoup trop souvent, le progrès humain avait été enfanté dans la violence et la terreur[24].

Il ne faut pas oublier que la carrière politique de Vaillant vit le jour dans la confusion d'un carnage humain. Au cours de la dernière semaine sanglante de mai 1871, il avait été le témoin oculaire d'une répression dont la violence et la férocité ont peu d'égales même dans les annales sanguinaires des temps modernes. Pendant que, sous l'Empire, les blanquistes projetaient de construire des barricades dans la capitale, Vaillant étudiait la médecine à Heidelberg et faisait remarquer que « la Révolution ne veut pas jouer, dans la rue, à armes inégales, par une lutte prématurée, son triomphe certain[25] ». En 1891, dans une tentative délibérée d'effacer une fois pour toutes les marques tenaces de son association trop prolongée avec les blanquistes, il déclara sans ambiguïté que « nous savons très bien que ni les échauffourées, ni les émeutes, ni les actes individuels quelconques ne peuvent nous êtres utiles, au contraire![26] ». En 1894, il affirma à la Chambre des députés que le mouvement socialiste était un

---

24. G. ROUANET, « Notes et Souvenirs », *L'Humanité,* 19 décembre 1915; André LEBEY, *Disques et Pellicules,* Paris, 1929, p. 80; G. HERVÉ, « Edouard Vaillant », *Le Travailleur de l'Yonne,* 22 décembre 1915; J. JAURÈS, « La Philosophie de Vaillant », *La Petite République,* 8 janvier 1901.

25. E. VAILLANT, *La France et l'Opinion, op. cit.,* pp. 12-13.

26. *Le Parti Socialiste,* 2 août 1891, p. 3 (Interview de Ricard).

mouvement non-violent justement parce qu'il souhaitait parvenir à la nouvelle société dans les plus brefs délais : « nous voulons éviter des catastrophes et des violences qui sont autant de retards et d'incertitudes et qui ne sont provoquées que par vos résistances[27] ». Cette insistance sur la non-violence, sur le débat rationnel, sur la progression dans la paix ne se limita pas aux seules années euphoriques qui suivirent la victoire électorale de 1893. Son indignation fut sans bornes lorsqu'en octobre 1900, les «ministérialistes» traitèrent leurs adversaires de « déments furieux ». Vaillant s'empressa de répondre :

> « au P.S.R. pas plus qu'au P.O.F. on ne trouve pas d'attardés qui confondent une bagarre de rue avec la fin du monde capitaliste, et qui croient qu'une révolution se fait sur commande comme une serrure. Et cependant ce type romantique et farouche, vide aujourd'hui de toute réalité, ce spectre, défroque de toutes les réactions, réapparaît au service de certains socialistes [...] Si quelque empêcheur d'intriguer en rond s'enhardit jusqu'à critiquer l'opportunisme de fait qui menace le socialisme, à grandes clameurs, on lui ferme la bouche, on bafoue ce revenant du passé, ce «catastrophiste», ce «blanquiste», ce «dément furieux»[28] ».

C'est dans ce contexte d'une action non-violente, dont la perspective avait été ouverte en France par l'institution de la république, qu'il nous faut étudier les idées de Vaillant sur le réformisme. S'il était horrifié par la violence et les souffrances que provoquaient guerres et insurrections, il ne l'était pas moins par la violence et les souffrances qui était le lot quotidien, le seul patrimoine des travailleurs. Pour Vaillant, les réformes étaient, avant tout, un moyen de soulager le mal lancinant de la misère humaine. Aussi important que puisse être le but révolutionnaire suprême, il était essentiel, disait-il, de garantir entretemps que « la chair ouvrière cesse d'être meurtrie par un surtravail inhumain, que la famille ne soit plus décimée par un salaire et des aliments insuffisants[29] ». En 1896, il affirma devant la Chambre que dans la société bourgeoise comme dans la société socialiste du futur, il y avait « une chose qui passe par-dessus toutes les autres », à savoir « la protection des hommes, des femmes et des enfants[30] ». L'instabilité et les incertitudes de la vie dans la

27. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 10 février 1894, p. 180.
28. « Danger écarté », *Le Petit Sou,* 26 octobre 1900.
29. « Action nécessaire », *Le Parti Socialiste,* 9 août 1891.
30. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 22 juin 1896, p. 1028.

société capitaliste, était la source première des souffrances humaines. C'était très bien, disait Vaillant, de débattre longuement le pour et le contre du déterminisme historique et du matérialisme philosophique. Mais si on demandait au travailleur ce qu'il en pensait, si on consultait cet homme dont l'unique bien était son travail, et qui, beaucoup trop souvent dans sa jeunesse et invariablement quand il était vieux, se voyait refuser jusqu'à l'exercice même de ce bien, sa réponse n'aurait rien de philosophique. Sa réponse serait fonction d'un lot lot quotidien d'esclavage, d'« un infini de hontes, de misères et de souffrances »; ou ce qu'il demanderait, disait Vaillant, c'était « qu'on mît une fin à son attente; qu'à défaut du mieux, on lui donnât quelque chose[31] ».

J'insiste sur cette interprétation des réformes comme palliatifs, parce qu'elle pose le problème des deux conceptions fondamentalement différentes qui séparaient Jaurès et Vaillant, de Jules Guesde. Malgré des incursions intermittentes dans le domaine de la rhétorique réformiste, le discours guesdiste restait ambigu. S'appuyant en grande partie sur la théorie selon laquelle, un jour, une crise économique massive porterait d'un seul coup au pouvoir le mouvement socialiste, les guesdistes gardaient une certaine méfiance à l'égard de tout ce qui pouvait éventuellement retarder cette crise ou rendre la vie en régime capitaliste plus supportable. On a beaucoup travesti la position guesdiste concernant les réformes, car on peut sans difficulté trouver des citations de Guesde dans lesquelles les réformes sont présentées comme des améliorations essentielles du lot quotidien du peuple. Mais, comme c'est souvent le cas avec les guesdistes, il n'en reste pas moins vrai que ces sentiments étaient le plus souvent accompagnés de mises en garde d'ordre idéologique contre les dangers du réformisme. Charles Rappoport, fidèle guesdiste pendant plus de dix ans, voyait la chose ainsi :

> « Avec sa méthode absolue d'agitateur qui cherche à frapper, à éblouir l'imagination de son auditoire populaire, Guesde ne s'arrête pas à mi-chemin : Il ne se contente pas de diminuer la réforme, de prouver son insuffisance et ses lacunes, tant que dure le régime capitaliste. Non, il faut à Guesde qu'elle soit un rien absolu, pis encore, un piège[32] ».

Moins subjective, mais non moins réprobatrice, la conclusion de Willard est que les guesdistes envisageaient seule-

---

31. « Assurance Sociale », *Le Petit Sou,* 4 janvier 1901.

32. Charles RAPPOPORT, *Jean Jaurès, l'Homme, le Penseur, le Socialiste,* Paris, 1915, p. 365.

ment deux types de réformes : celles «accordées» d'en haut par la bourgeoisie, et celles «imposées» d'en bas par le prolétariat militant. Les premières étaient invariablement condamnées et jugées dangereuses; les autres, pour la plupart, étaient jugées salutaires, principalement parce qu'elles indiquaient que la révolution était proche[33].

La conception réformiste de Jaurès, par contre, s'apparentait à celle de Vaillant : L'allègement de la souffrance humaine était une des premières tâches du mouvement socialiste. La description que Rappoport fait de Jaurès pourrait s'appliquer avec autant de force à Vaillant. « La haine et la négation, effet de la haine, répugnent à son esprit créateur, à sa nature aimante et féconde »[34]. En 1905, après plusieurs années de cohabitation avec les guesdistes, ce dont l'esprit créateur de Vaillant s'accommoda fort mal, il lui tardait de rompre avec la rigidité des formules du P.O.F. Un article peu connu de Vaillant, écrit en février 1905, en dit long à cet égard. Vaillant commence cet article par deux citations d'une conversation imaginaire : « Premier socialiste : Nous allons à un gouvernement de réaction. Deuxième socialiste : Tant mieux; c'est ce que je souhaite ». Et il entamait son article en rappelant un épisode de son enfance, épisode dont il n'avait totalement compris toutes les implications politiques que beaucoup plus tard :

> « Un jour d'hiver, au froid violent, je me trouvais dans une infirmerie de Paris où chaque arrivant, grelottant, racontait les misères, les malheurs, les congestions mortelles de ce temps rigoureux. Tout à coup la porte s'ouvre et, rougeaude, osseuse, fortement vêtue et enveloppée de châles, une infirmière, déjà vieille, entre en riant et s'écrie : "Quel bon temps! C'est ça qu'il me faut! Surtout avec un vent pareil. Je tends la figure et si j'ai un bouton, il est aussitôt séché" ».

Il la revoyait encore, écrivait-il, et combien de fois, sous d'autres apparences, il avait entendu un écho de ses sentiments. Il ajouta que, quant à elle, elle n'était qu'une égoïste; mais bien pires encore que de simples égoïstes étaient « les inconscients, les imbéciles [...] qui disent qu'il faut plus de mal pour faire venir le bien, qu'il faut plus de misère au prolétariat pour qu'il s'en délivre ». Comme si, ajoutait-il, « dans les angoisses d'un mal souverain et les horreurs d'une misère plus affreuse, il se pouvait trouver autre chose que

---

33. WILLARD, *op. cit.*, p. 459.
34. RAPPOPORT, *op. cit.*, p. 351.

plus de douleur, de lâcheté, de servitude, d'oppression ». A qui pensait-il lorsqu'il évoqua pour les condamner ces « discoureurs bien peu logiciens [qui] se plaignent de leurs échecs personnels et politiques de la même voix dont ils réclament une réaction propice au progrès »? Etait-ce à Lafargue qui, au fil de ses échecs électoraux répétés, était devenu de plus en plus intransigeant dans ses déclarations révolutionnaires? Etait-ce à Jules Guesde qui, aux prises avec Jaurès, savait pertinemment que c'était le soutien de Vaillant qui régissait la destinée du parti? Peu importe à qui il faisait allusion – Vaillant déclara que « leur voix ne serait jamais entendue ». Tout progrès, conclut-il à cette occasion, était source d'autre progrès[35].

Tandis que le rapport dialectique entre réforme et révolution échappa totalement aux «marxistes» du P.O.F., et ceci d'après leur propre historien Claude Willard[36], ce fut à Vaillant et à Jaurès qu'il incomba d'explorer la nature de ce rapport. En effet, même si tous deux avaient toujours parfaitement précisé que les réformes étaient capitales en tant que palliatifs, en tant qu'expédients temporaires pour parer aux conditions difficiles de vie, ils pensaient que, par la même occasion, ces réformes modifiaient de façon imperceptible le rapport structural entre les divers organes et éléments de la société. Comble d'ironie, ce fut Rappoport lui-même, encore sous l'influence des thèses guesdistes, qui, au cours de la discussion sur les pensions de retraite au Congrès de la S.F.I.O. à Nîmes en 1910, énonça la différence entre réformes «organiques» (celles «gagnées» par le prolétariat) et réformes «inorganiques» (celles «accordées» par la bourgeoisie). Vaillant repoussa instantanément ce schéma et fit valoir que la seule façon de différencier les diverses réformes était d'opposer celles qui « permettent le mouvement et donnent à la classe ouvrière, avec une impulsion nouvelle, des moyens d'organisation, de défense et d'action », à celles qui s'y prêtaient moins[37]. C'était la teneur du message qu'il avait adressé à la Chambre des députés en 1895 lorsqu'il parla de la différence entre la façon socialiste et la façon bourgeoise d'envisager la même réforme :

---

35. « Egoïsme et Mysticisme », *Le Socialiste*, 29 janvier 1905.

36. WILLARD, *op. cit.*, p. 459.

37. *7e Congrès national de la SFIO tenu à Nîmes*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., pp. 257-258.

« Toute réforme est bonne pour nous parce qu'elle correspond à un développement de la société, à un accroissement de force de la classe ouvrière et du parti socialiste, car toute réforme faite ou proposée dans ces vues a ce caractère de ne pas se suffire à elle-même, d'être un moyen d'achèvement et de développement révolutionnaire concordant avec notre action populaire et révolutionnaire. Aussi, nous ne nous arrêtons et ne pouvons nous arrêter dans la satisfaction ou l'arrêt d'aucune réforme, car ce n'est pas un abri que nous voulons construire, pour que la société s'y accommode; tandis que vous, dans votre politique, vous voulez des réformes qui consolident l'édifice de la société actuelle, nous voulons, au contraire, [...] des réformes qui nous permettent d'avancer, étape par étape, le plus rapidement possible, sur la voie qui doit mener, par l'effort socialiste direct, à l'émancipation de la classe ouvrière et à la révolution. Voilà ce qui distingue nos réformes des vôtres et leur donne, comme à toutes nos propositions, un caractère nettement socialiste[38] ».

Comme nous l'avons vu lors de notre étude du prosélytisme marxiste de Vaillant, il attacha toujours une importance extrême au fait de bien faire comprendre à la bourgeoisie que rien n'était réglé de façon immuable.

On a beaucoup écrit à propos de l'évolutionnisme révolutionnaire de Jaurès, et plusieurs commentateurs se sont servis de la même expression pour qualifier le réformisme de Vaillant[39]. Nous avons déjà fait référence à ce célèbre article de Jaurès dans lequel il décrit la philosophie de Vaillant comme une intégration extrêmement subtile, dans une vaste synthèse moniste, de toutes les formes et de tous les éléments de progrès susceptibles d'être retirés des différents actes de la vie nationale[40].

Le meilleur exemple de cette conception vaillantiste du réformisme se trouve dans son action en faveur des assurances sociales, qui recouvre son action concernant les retraites ouvrières et une foule d'autres problèmes. Ce qui différencie très nettement l'approche vaillantiste de l'approche guesdiste, c'est que Vaillant, au nom du progrès, refuse de privilégier de façon absolue les principes théoriques abstraits, tandis que les guesdistes sont prêts à sacrifier l'action immédiate au nom de ces mêmes principes. La principale objection formulée par les guesdistes contre la loi de 1910 sur les retraites ouvrières, était que l'ouvrier aurait à payer une con-

---

38. *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 29 juin 1895, pp. 1913-14.

39. DOMMANGET, *op. cit.*, pp. 229 sq.; A. DUNOIS, *Le Populaire*, 20 novembre 1931; Henri SELLIER, *Le Populaire*, 29 janvier 1940; Charles RAPPOPORT, *L'Humanité*, 12 septembre 1926.

40. Cf. ci-dessous, pp. 107-108.

tribution hebdomadaire; cela, pour eux, n'était pas concevable dans la mesure où l'ouvrier était déjà suffisamment exploité par le biais de la plus-value. Les guesdistes, par conséquent, insistaient pour que soit présenté un projet entièrement différent qui ne prévoierait aucune contribution de la part des ouvriers.

Vaillant, de son côté, soutenait que le progrès ne pourrait jamais découler de principes abstraits : « on ne bataille qu'autour de ce qui existe », déclara-t-il à Amédée Dunois. « L'opposition à des principes abstraits ne saurait revêtir autant de force, de durée, de généralité. Pour que la classe ouvrière pût batailler autour des retraites, il fallait que les retraites fussent[41] ». Ces pensions, telles qu'elles existaient et telles qu'elles avaient été instituées par le gouvernement Clemenceau, constituaient un système très imparfait et typiquement bourgeois, basé sur le principe qu'un avantage se faisait payer avant de pouvoir être obtenu. Mais c'était autour de cette notion que Vaillant entendait par la suite partir en guerre. Et ce faisant, il allait ranimer le débat qu'il avait lui-même entamé en 1900 lorsqu'il avait présenté son projet de système d'assurances sociales. Car au fond, le débat sur les retraites était le même que celui sur les accidents du travail, ou sur l'assurance-maladie, ou sur les congés de maternité, ou sur l'allocation chômage ou sur l'un des mille autres problèmes qui, dans la société capitaliste, traduisaient le même souci : comment survivre sans l'apport financier régulier que fournit un emploi stable. Sous l'Ancien Régime, la solution de la charité avait reflété le fondement religieux et hiérarchique de la société. Sous la Restauration, la charité était revalorisée et s'était institutionalisée en devenant l'Assistance publique qui, à son tour, reflétait la nature paternaliste plus laïque du régime. Sous la république bourgeoise, l'assurance contre les risques isolés avait, à son tour, constitué une solution financière qui cadrait parfaitement bien avec la mentalité actuarielle de la classe dirigeante. Vaillant présenta son projet d'assurances sociales comme la suite logique de ces différentes progressions. Ce que, tout au long du dix-neuvième siècle, on était peu à peu arrivé à admettre, même tacitement, c'était que la vie de tous les jours impliquait des risques qui échappaient, en partie ou totalement, au contrôle des individus, tels que la maladie, l'invalidité, le chômage, la vieillesse et la mort. La solution socialiste consistait à mettre

41. A. DUNOIS, « Autour des retraites : ce que dit Vaillant », *La Bataille Syndicaliste,* 8 juillet 1911.

en place un système qui donnerait à chaque citoyen, *comme un droit*, l'assurance et la garantie que si, pour une raison quelconque, sa source normale de revenus venait à se tarir, la société viendrait automatiquement à la rescousse[42].

Toutefois, et c'est là que son approche prend tout son sens, il ne présentait pas son projet comme solution concurrente des institutions d'assistance publique qui existaient, telles que le bureau municipal, le mont de piété, les caisses diverses pour les accidents du travail et autres. Son projet devait englober toutes ces institutions en vigueur, et en même temps, les transformer. Autrement dit, c'est au contact des éléments embryonnaires du nouveau système, qui absorberont par la suite les éléments décadents de l'ancien système, que ce derniers cèderont la place aux structures de l'avenir. Ce qui suppose un refus catégorique de toute idée de « table rase ». La société du futur hériterait inévitablement de nombreux problèmes et contradictions de la société du passé. Ce serait seulement par le contact, dans le présent, avec ces problèmes et ces contradictions que toute transformation deviendrait possible :

> « Produit elle-même du développement social, [l'assurance sociale] doit pour croître organiquement, non détruire, mais comprendre, relier, transformer toutes les institutions existantes, qui, même embryonnairement, peuvent devenir des éléments de sa propre validité et évolution, qui peuvent y participer et seconder[43] ».

Son attitude à cet égard ne bougea d'un pouce tout au long de sa carrière. Toute mesure qui constituait manifestement un pas en avant était toujours bien accueillie par Vaillant, non pas tant pour ce qu'elle représentait en soi (et dans ses discours, il se penchait longuement sur ses inadéquations et ses contradictions), mais à cause des perspectives d'amélioration et de développement qu'elle laissait entrevoir pour l'avenir.

Au cours du débat sur les retraites ouvrières qui eut lieu au Congrès de la S.F.I.O. en 1910, Lafargue reprocha à Vaillant son « optimisme parlementaire » consistant, selon Lafargue, à penser que les socialistes pourraient façonner, travailler la loi progressivement jusqu'à la rendre conforme à

---

42. Vaillant ajoutait que même le fonctionnement de ce système serait différent dans la société socialiste que la forme qu'il adopterait dans les derniers jours du capitalisme : nombre de risques qui devraient être couverts dans la société capitaliste n'existeraient même pas sous la société socialiste.

43. Edouard VAILLANT, *Assurance Sociale*, Paris, 1901, pp. 19-21.

l'image qu'ils en avaient. Mais Vaillant avait déjà répondu à cette critique dans son propre discours. La réponse, c'était l'action totale. Les lois en elles-mêmes n'avaient guère d'utilité. Ce qui était important, c'était la pression ouvrière, syndicaliste et socialiste qui en était l'origine et la force motrice. De même qu'il incombait aux socialistes et aux élus parlementaires de voter ces mesures, de même il incombait aux syndicats et aux ouvriers de se battre pour les défendre, et surtout, c'était le devoir de ceux qui étaient directement concernés, d'en revendiquer bien haut le *contrôle*. Dans le discours de Vaillant, *l'autogestion* du système d'assurances sociales était le principal élément de la transformation révolutionnaire.

Telle était la teneur de cet « évolutionnisme révolutionnaire » dont parlèrent si souvent Jaurès et Vaillant. Quant à l'« idée socialiste », voici comment Vaillant, au Congrès de Toulouse en 1908, la définit, en termes de l'action totale de la part du parti, des syndicats et du peuple : « Une activité incessante et de plus en plus organisée et consciente du prolétariat et du Parti socialiste [...] une évolution révolutionnaire qui tous les jours fait la révolution.» Le parti socialiste, soutenait-il, n'était rien s'il n'était pas « tout mouvement et toute action », et la révolution n'était rien si elle n'était pas « une réalité actuelle et continue[44] ».

Mais si la révolution se faisait tous les jours, cela voulait-il dire que tout ce dont il était besoin pour transformer la société bourgeoise en société socialiste, c'était la poursuite constante de réformes graduelles? Vaillant prônait-il une sorte de bernsteinisme à la française, où le mouvement l'emportait sur l'objectif? Certainement pas! Là réside en effet la différence capitale. C'est que Vaillant ne fit jamais la moindre différence entre mouvement et objectif, et n'eut même jamais l'idée d'en faire une. Mouvement et objectif étaient parties intégrantes du tout. Selon Vaillant, l'erreur tragique qu'avaient commise Bernstein en Allemagne et Millerand en France, ce n'était pas d'avoir mis en valeur le mouvement, mais d'avoir perdu de vue l'objectif, ou du moins de l'avoir relégué au second plan. Ainsi que nous venons de le voir, aussi profondément absorbé qu'il ait pu être par l'activité réformiste sous toutes ses formes, Vaillant s'efforça toujours, lorsqu'il traitait de ce sujet, de faire précéder ses considérations sur le mouvement par des observations sur

---

44. *5e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 155.

l'objectif révolutionnaire. Lorsque Millerand, en 1896, élabora son «programme» de Saint-Mandé, Vaillant lui apporta son soutien parce que, bien qu'il mît très fortement l'accent sur le réformisme, il n'oubliait toutefois pas de souligner aussi l'objectif révolutionnaire. Vaillant vit dans ce programme, comme il le dit lui-même, la frontière extrême droite du parti, au delà de laquelle le socialisme cessait d'exister. Et il ajouta qu'alors qu'il était nécessaire d'établir cette frontière sur la droite du parti il ne pouvait pas y avoir de frontière sur la gauche « car c'est là que prend position, pour une action qui ne peut jamais être trop active et résolue, le parti de la révolution, le parti communiste révolutionnaire[45] ».

En tant qu'homme et en tant que socialiste, Vaillant était profondément réformiste. Il l'était en tant qu'homme, de la même façon que Jaurès, « par la grandeur et la noblesse de son caractère ». Il l'était en tant que socialiste parce qu'il voyait dans les réformes un aspect positif et capital de la lutte totale. Mais ces réformes n'étaient positives et capitales que dans la mesure où elles étaient constamment envisagées et présentées comme ne faisant qu'un avec l'objectif révolutionnaire. De quelle façon Vaillant parlait-il de la «Révolution»? Quel sens attribuait-il à ce mot?

---

45. *Le Banquet des municipalités socialistes,* Paris, 1896, p. 27; voir aussi « Union socialiste et Révolution », *Le Tocsin populaire du Berry,* 13 juin 1896.

[illegible]

[illegible]

CHAPITRE VI

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

Le problème de l'Etat et de la Révolution est sous bien des aspects le problème le plus nébuleux, le moins tangible de tous ceux auxquels Vaillant s'attaqua au cours de sa vie politique. Il ne fut pas le seul. Madeleine Rebérioux a montré qu'avant 1914 aucune discussion sérieuse n'avait eu lieu au sein de la S.F.I.O. concernant la nature de l'État et les grandes lignes probables de la Révolution[1]. Cela vaut aussi pour l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Italie et les autres grandes nations dont les partis socialistes furent membres de la Deuxième Internationale. En réalité, il fallait attendre Lénine et 1917 pour que le débat qui avait été inauguré par Marx en 1871 fût relancé. Il est vrai que pendant un court laps de temps, au début du vingtième siècle, les socialistes français s'attaquèrent au problème théorique de la nature de l'État. Cette préoccupation s'imposa à eux à travers deux événements : l'affaire Millerand qui les obligea à repenser les rapports entre le parti socialiste et l'Etat; et l'accession au pouvoir des radicaux, qui les fit se retrouver seuls dans l'opposition à l'État. Mais, comme nous le verrons, ils se contentèrent, au terme de ces débats théoriques, de reformuler les principes sur l'État que Marx avait énoncés avant et après la Commune. La seule opposition sérieuse au point de vue marxiste vint des syndicalistes de la C.G.T. L'attitude de ces derniers face à l'Etat reflétait la pensée pluraliste et pseudo-anarchiste de Proudhon. Mais quelles étaient les conceptions marxiste, d'une part, et anarchiste, d'autre part, de l'Etat?

---

1. Madeleine REBÉRIOUX, « Les Tendances hostiles à l'Etat dans la S.F.I.O. (1905-1914) », *Le Mouvement social,* 65 (1968).

Marx et Engels firent valoir que le développement historique de l'État est étroitement lié au développement historique des forces économiques de production. Lorsque les conflits sociaux engendrés par ces forces économiques n'étaient pas susceptibles de se résoudre d'eux-mêmes, il était besoin d'un arbitre suprême pour mettre un terme à la crise. Cet arbitre, c'était l'Etat. Mais l'Etat ne cherchait pas à réconcilier ou à rapprocher les forces antagonistes; au contraire, il apportait toujours son soutient à la plus forte des factions en présence, et l'aidait à imposer sa volonté. D'après la conception marxiste, l'Etat était inextricablement lié aux péripéties de la lutte des classes. Seule la révolution communiste, qui supprimait la lutte des classes en détruisant les institutions dualistes, sources de division, qui perpétuaient cette lutte, pouvait mettre un terme à l'existence de l'Etat. Mais de quelle façon? La façon dont Marx envisagea ce problème se modifia sensiblement avec les années. En 1848, dans *Le Manifeste Communiste,* Marx et Engels parlaient en termes d'une *reprise* des institutions de l'Etat bourgeois pour les faire servir les intérêts du prolétariat. Après un certain laps de temps pendant lequel, sous la «direction» de l'Etat contrôlé par le prolétariat, les conflits de classe seraient complètement balayés, le pouvoir politique passerait aux mains du peuple organisé et l'Etat alors disparaîtrait.

Après l'expérience de la Commune, Marx et Engels apportèrent des modifications à cette première conception. Dans ses lettres à Kugelmann, ainsi que dans *La Guerre Civile en France*, Marx fit clairement ressortir que le projet de 1848 n'était pas réalisable. La Commune venait de démontrer – ainsi que 1848 l'avait déjà laissé entrevoir – que les révolutionnaires ne pouvaient pas se contenter de reprendre les institutions bourgeoises qui étaient en place, garder les rouages de l'Etat bourgeois, et les plier aux intérêts du prolétariat. Ces institutions, établies par et pour la bourgeoisie, étaient destinées à perpétuer le pouvoir *bourgeois*. Il était par conséquent du devoir des socialistes, d'après la conception marxiste « postcommunarde », de détruire ces institutions de l'Etat bourgeois et de mettre en place de nouvelles institutions propres à l'Etat prolétarien. Cette nouvelle façon d'aborder la question figurait dans la préface de l'édition allemande de 1872 du *Manifeste Communiste*.

Ce changement d'attitude de la part de Marx a donné lieu à une polémique considérable pour définir la conception marxiste «correcte» de l'Etat – polémique remise à l'ordre du jour en Europe Occidentale ces dernières années avec la

doctrine du « compromis historique » prônée par Berlinguer, ainsi qu'avec l'abandon, par le Parti communiste français, de la notion de dictature du prolétariat.

A l'époque, ainsi que par la suite, cette notion marxiste de destruction immédiate de l'Etat bourgeois fut interprétée par certains écrivains anarchistes comme l'apparition, dans la doctrine marxiste, d'une attitude « anti autoritaire ». Notre propos n'est pas d'entrer au cœur de cette discussion. Mais la question de l'interprétation anarchiste de l'Etat s'en trouve néanmoins posée.

Pour la plupart des anarchistes, l'Etat est, en premier lieu, une catégorie absolue à part entière. Il n'a que peu ou pas de rapport direct avec le développement des forces de production, ce qui constitue un autre absolu. Pour Proudhon, qui de tous les penseurs «anarchistes» exerça de loin la plus grande influence sur le mouvement syndicaliste français, l'Etat existera toujours sous une forme ou sous une autre. Le but des révolutionnaires, par conséquent, est de compenser les caractéristiques oppressives de l'Etat en équilibrant son pouvoir au bénéfice d'autres institutions, et en particulier par la force économique des ouvriers organisés :

> « L'équilibre entre l'Etat et la Société économique organisée sur la base de l'autogestion ouvrière, la constitution sociale démocratique remise entre les mains des travailleurs, une constitution politique d'où tout autoritarisme aura été éliminé, la limitation de l'Etat par la propriété socialisée et mutualiste, voilà ce que sera la « *République industrielle* ».

Selon la conception pluraliste de Proudhon, l'organisation économique de la classe ouvrière révolutionnaire constituant une catégorie totalement indépendante de l'organisation politique de la bourgeoisie, la seule façon dont la classe ouvrière pouvait avoir l'avantage sur la bourgeoisie consistait pour ainsi dire à faire comme si celle-ci n'existait pas et à mettre sur pied ses propres organisations et ses propres institutions en doublure de l'Etat bourgeois. Proudhon prônait le boycottage complet de l'Etat. Selon Gurvitch :

> « Il faut qu'il (le prolétariat) s'en sépare consciemment, qu'il constitue un monde à part, avec son idéologie propre, ses propres organisations économiques, et, finalement, sa propre organisation politique susceptible de se substituer à l'État bourgeois[2]. »

---

2. Georges GURVITCH, *Proudhon, sa vie, son œuvre,* Paris, 1965, pp. 56-62.

Certaines des théories de Proudhon furent remises à l'ordre du jour par les syndicalistes révolutionnaires au début du vingtième siècle, et, au sein de la S.F.I.O., trouvèrent grâce aux yeux du groupe qui fréquentait le cercle du *Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle. L'idée de s'emparer de l'Etat pour ensuite le détruire, idée qui fut propagée par une majorité écrasante de socialistes, fit l'objet d'une condamnation totale de la part des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et leurs compagnons de route.

C'est dans le contexte de ces deux conceptions opposées de l'Etat et la révolution qu'on doit étudier les réflexions de Vaillant en la matière. N'oublions pas qu'avant de découvrir le marxisme, Vaillant fut un disciple et un initié de Proudhon. Trois questions doivent être prises en considération. La première concerne la nature et l'identité de l'Etat. La deuxième touche la conquête révolutionnaire de l'Etat, et la troisième a trait à la destruction de l'Etat bourgeois et à la nature des institutions appelées à le remplacer.

Identité et définition de l'Etat

C'est dans sa brochure *Internationale et Révolution* (1872) que pour la première fois, Vaillant définit avec cohérence ce qu'était, selon lui, la nature de l'Etat. Parlant de la nécessité de s'emparer du pouvoir de l'Etat, afin de mettre un terme à la lutte des classes et aux privilèges, il affirme de façon tout à fait explicite que c'est l'existence des classes et des privilèges qui a donné naissance à « ce qu'on entend par Etat, Gouvernement », et que des modifications dans la structure des classes sociales ont eu pour conséquence « des changements correspondants dans ces intitutions ». Ces institutions que sont l'Etat et le gouvernement, soutient-il, sont à la fois des « produits de ces distinctions de classes » et une « garantie de leur maintien ». En établissant d'emblée un lien direct entre l'évolution de l'Etat et l'évolution de la lutte des classes, manifestement, Vaillant introduit un important concept marxiste dans le mouvement socialiste français. Vaillant eut l'occasion de développer ce concept plus en détail dans un certain nombre d'articles qu'il écrivit pendant son exil et après son retour en France[3].

3. *Internationale et Révolution à propos du Congrès de La Haye,* London, 1872, p. 5 (texte reproduit dans *Cahiers de l'I.S.E.A.*, Série S8, n° 152, août 1964) ; le discours le plus complet de Vaillant sur l'Etat a été prononcé à l'Hôtel de Ville, *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris,* 30 janvier 1885.

Durant les années 1890, dans le cadre de son activité en faveur d'une révision de la constitution, Vaillant fut conduit à étudier de plus près la nature du rapport entre les diverses forces sociales et les institutions de l'Etat. En août 1895 il traduisit et publia le célèbre discours de Ferdinand Lassalle sur la nature des constitutions. Dans ce texte, Lassalle s'efforce de montrer qu'en théorie la constitution d'une société reflète – ou devrait refléter – le rapport de forces réel, le rapport effectif dans un pays donné, entre les groupes sociaux et les pouvoirs en vigueur. C'est ainsi que le roi, la noblesse, l'armée, les banquiers, les industriels, le peuple etc..., tous exercent un pouvoir qui correspond plus ou moins à leur aptitude à déjouer les tentatives visant à les en déposséder. C'était ainsi que cela s'était passé jusqu'à l'aube de l'époque moderne. Mais la bourgeoisie avait astucieusement introduit un nouveau dispositif grâce auquel elle espérait perpétuer son autorité : c'était la constitution écrite qui n'était qu'une tentative artificielle de fixer, comme pour l'éternité, les institutions et les principes de gouvernement du pays. Il s'agissait là manifestement d'un stratagème qui permettait à la bourgeoisie de donner force de loi au type d'institutions qu'elle avait instaurées alors même qu'elle était à l'apogée de son règne, dans l'espoir que, au moment où cette domination sociale réelle commencerait à s'effriter, les formes constitutionnelles de cette domination lui permettraient de continuer à exercer un pouvoir réel. Ainsi, commenta Vaillant, il était clair.

> « que la Constitution de 1875, en donnant sa forme légale au pouvoir de la bourgeoisie opportuniste, n'[était] qu'une partie de cette constitution plus générale qui établit, dans leurs rapports actuels, les forces politiques et économiques en présence dans la société et subordonne le prolétariat et le peuple à la classe régnante [...][4] ».

A la différence de Jaurès, qui, au moins pendant plusieurs années, chercha à faire prévaloir l'idée selon laquelle l'Etat était un reflet neutre des intérêts généraux de la société (la «constitution» dans sa forme réelle plutôt que dans sa forme figée ou écrite)[5], Vaillant soutint toujours que, quelle que puisse être la constitution réelle des forces dans une société, l'Etat et la constitution écrite étaient, par défini-

---

4. *Almanach de la Question sociale pour 1895, loc. cit.*, p. 36 ; voir aussi *Almanach... pour 1896,* traduction par Vaillant de « Qu'est-ce qu'une Constitution ? » de F. LASSALLE.

5. Voir JAURÈS, *L'Esprit du Socialisme, op. cit.*, p. 181 ; GOLDBERG, *op. cit.*, p. 313.

tion, des instruments réactionnaires au service de la classe dirigeante. L'Etat était toujours l'arme de choix de la classe dominante pour subordonner les classes dominées. Les institutions de l'Etat étaient à l'entière disposition de la bourgeoisie capitaliste. « Jamais plus que maintenant la capitalisme n'a gouverné souverainement », écrivit-il en 1894, « et le ministre qui, au pouvoir, voudrait être autre chose que son commis, serait aussitôt brisé[6] ». Vaillant présentait de la même façon l'armée, la magistrature, l'Eglise, la police et, à un niveau plus subtil, le système éducatif ainsi que les moyens d'information, comme autant d'instruments du pouvoir de l'Etat entre les mains de la bourgeoisie capitaliste. Dans ce cas, le parti socialiste ne pouvait pas se permettre, comme le proposaient les anarchistes, de ne tenir aucun compte de cet appareil de répression. Il fallait le conquérir et le transformer.

La conquête de l'Etat

A partir de l'échec de la Commune, Vaillant s'est fixé un objectif principal qui devait couronner les efforts du parti socialiste : la conquête du pouvoir politique et son exercice par le mouvement révolutionnaire dans un but d'émanciper les ouvriers et de mettre un terme à l'hégémonie bourgeoise. Ce dessein est clairement exprimé dans *Internationale et Révolution* et constitue un leitmotiv qui revient constamment dans d'innombrables discours et articles de Vaillant jusqu'à sa mort[7]. La conquête de l'Etat serait, à ses yeux, le résultat d'une action *politique* incessante, action totale qui serait menée par le mouvement socialiste et ouvrier. En 1897, il décrivait cette action politique en termes très vastes : « L'ensemble pratique des moyens de réalisation des revendications ouvrières et socialistes[8] ». Cet « ensemble pratique » était à ses yeux, autrement plus complexe qu'un coup de main quelconque – style 1848 ou 1917...

Nous avons déjà vu que Vaillant désavoua sans relâche la tactique, caractéristique du dix-neuvième siècle, des barricades et des combats de rue, qui, pendant si longtemps, avait été le signe distinctif des blanquistes. En réalité, cette tradition fut définitivement rayée du débat socialiste pendant les années 1890, et ne fut reprise, assez paradoxalement, que

---

6. « Pays officiel », *La Petite République*, 23 novembre 1894.
7. Voir ci-dessous, pp. 187-188, sur la dictature du prolétariat.
8. « Le Congrès et l'action politique », *La Petite République*, 27 août 1897.

par Gustave Hervé au tout début du vingtième siècle. Les affrontements entre Vaillant et Hervé, lors des débats annuels aux congrès du parti, furent tendus et assez violents, mais dépourvus d'acrimonie. Ce que Vaillant condamnait dans les arguments d'Hervé, ce n'était pas leur ferveur révolutionnaire, mais leur inadéquation et leur utopisme. La lutte contre le capitalisme était une affaire extrêmement complexe, et tout l'optimisme révolutionnaire, tout le romantisme du monde ne risquait pas de simplifier la tâche. Il est intéressant de signaler qu'en fin de compte, sous Vichy, Hervé se retrouva dans le même camp que les blanquistes de la première heure qui avaient continué à prêcher les méthodes du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire à l'extrême droite.

Mais la tactique d'extrémisme violent qu'affectionnaient les blanquistes après la débâcle boulangiste, fut reprise de façon pratique par les anarchistes. En mars 1892, trois explosions à la bombe inaugurèrent la série d'attentats anarchistes qui prit fin avec l'assassinat du président Carnot deux années plus tard. La première réaction des groupes socialistes face à ces attaques à la bombe fut hostile. Les vaillantistes emboucherent eux aussi les trompettes de condamnation qui accusaient les anarchistes soit d'agir pour le compte de la police et du gouvernement, soit d'être tout bonnement des fous furieux meurtriers sans aucun jugement politique[9]. Il faut rappeler que les élections de 1893 se profilaient à l'horizon et que les socialistes de l'époque étaient aussi peu désireux que les communistes d'aujourd'hui de voir les fruits de plusieurs années d'efforts compromis par la grêle destructrice de l'extrémisme «gauchiste». Mais même dans ces circonstances, Vaillant saisit aussitôt l'occasion pour réfléchir sur les racines profondes de l'anarchisme et arriva à la conclusion que l'acte individuel de l'anarchiste était l'enfant naturel de la société bourgeoise, engendré par la brutalité et l'impuissance qui caractérisaient l'existence de trop de gens. Lorsqu'Auguste Vaillant (qui n'a aucun lien de parenté avec Edouard Vaillant) lança une bombe dans le sanctuaire de l'hémicycle en décembre 1893, la réaction de Vaillant fut celle d'un philosophe. Tandis que la presse socialiste, dans sa majorité, se faisait l'écho des sentiments de Jules Guesde (« monstreux tout simplement; c'est l'acte d'un fou »)[10],

9. « Détraquement et Santé », *Le Parti Socialiste,* 17 juillet 1892 ; « Dynamite et Police », *id.*, 3 avril 1892 ; « Dynamite, *id.*, 20 mars 1892 ; « A l'Œuvre », *id.*, 10 avril 1892 ; « Explosionnisme et Révolution », *id.*, 20 novembre 1892.

10. « La Bombe inutile », *Le Socialiste,* 23 décembre 1893.

Vaillant ne s'attacha pas à l'acte en lui-même, mais se pencha sur l'acte d'accusation contre la société bourgeoise qui était contenu dans cet incident[11]. Et le vaillantiste Henri Jullien prit à parti ses camarades socialistes qui avaient excommunié sans appel les anarchistes :

> « Nous ne devons pas faire ressortir les différences qui peuvent séparer anarchistes et socialistes – et il y en a – mais au contraire rechercher tous les points de contact qui nous réunissent, et nous solidariser, sur ces points du moins, complètement avec eux. Agir autrement serait nous conduire en lâches[12]. »

Ces sentiments ne sont pas le signe d'une fascination latente qu'aurait exercée la violence sur les vaillantistes. Les actions individuelles étaient condamnées en termes retentissants qui ne laissaient subsister aucune équivoque. Mais, pour Vaillant, il ne suffisait pas de condamner l'acte : il fallait en tirer la leçon politique. Comme ce fut souvent le cas, ce furent Vaillant et Jaurès qui la tirèrent. Au fil de leurs discours contre les lois scélérates (ces mesures antiterroristes d'urgence prises en toute hâte pendant l'été 1894), ils mirent l'accent sur l'accusation portée contre une société qui n'offrait pas d'autre solution à nombre de ses victimes que le cri désespéré de défi qui accompagnait l'assassinat politique. En outre, tous deux firent valoir que la répression n'engendrait que la répression, et que ce n'était en aucune façon en étouffant la libre expression des idées qu'on éliminerait la racine de la pensée anarchiste. Quelle était cette société, demanda Vaillant, qui redoutait les idées qu'elle avait elle-même secrétées?

> « Je suis étonné que certains républicains aient pu déclarer qu'on puisse établir un délit d'opinion et insérer dans les lois les délits anarchistes [...] La pensée anarchiste peut et doit être aussi libre que la pensée opportuniste[13]. »

Toutefois, si des réflexions de cette nature en disaient long sur la société bourgeoise, elles n'aidaient en rien à tracer la frontière théorique entre socialisme et anarchisme. Les anarchistes et les socialistes luttaient contre le même fléau, faisaient l'objet de la même répression et avaient, les uns et les autres, une vision de l'avenir. En 1898, dans un article de *la Revue Socialiste*, l'anarchiste italien Merlino essayait de

---

11. « Réaction et Révolution », *Le Parti Socialiste,* 17 décembre 1893.
12. H. JULLIEN, « Les Anarchistes », *id.,* 7 janvier 1894.
13. *Journal Officiel,* Chambre - Débats, 21 juillet 1894, pp. 1443-44.

rapprocher de très près les deux idéologies. Vaillant nota que cette tentative avait été « accueillie sans enthousiasme de part et d'autre ». Car, estima-t-il, même si « d'inévitables rapprochements se produisent entre ceux qui luttent contre le capitalisme », en fin de compte il ne pourrait y avoir de confusion : « la conception individualiste et la conception socialiste se contredisent [...] ». Refusant de prendre au sérieux les idées des anarchistes «intellectuels» qui, selon lui, « regard(aient) le passé tout en prétendant viser l'avenir », Vaillant affirma que la conception socialiste était « dirigée vers l'avenir comme le développement même de l'humanité, dont elle exprime le progrès conscient et accéléré[14] ». L'on voit tout de suite que, pour Vaillant, le socialisme n'est rien s'il n'est le fils du progrès technique, de l'industrialisme «scientifique» du dix-neuvième siècle.

Vaillant. faisait une distinction importante entre, d'une part, « le milieu anarchiste de théoriciens et propagandistes, dont tous les efforts sont dirigés contre les socialistes » et, d'autre part, les militants anarchistes de base. Ceux-ci étaient, à ses yeux, très proches du *lumpenproletariat* de Marx, ressentant cruellement mais ne discernant qu'imparfaitement la source du mal qui les tourmentait « et quand l'excès du mal suscitera la révolte, ils ne penseront tout d'abord qu'à briser[15] ». C'était cet instinct primitif de riposte violent que les anarchistes (et, dans une certaine mesure, les blanquistes aussi) prisaient plus que tout[16]. Mais Vaillant refusait d'accorder une quelconque valeur à cette violence aveugle. Ces éléments devaient être «éduqués» aux méthodes socialistes :

> « Nous n'avons pas à les suivre mais nous les assimiler [...] ces vaincus de la révolution, socialistes d'instinct ou de sentiment, ou anarchistes si l'on veut [...]. Toute notre politique socialiste a pour objet de substituer à l'acte individuel et vain l'action collective, concertée et coordonnée de la classe ouvrière ».

Pour Vaillant, la réaction des anarchistes de base était donc inévitable, mais se situait à un niveau moindre dans l'échelle du développement sociologique et de la conscience politique. Il va de soi que ces remarques de Vaillant en disent

---

14. « Le Parti de la Révolution », *Almanach de la Question sociale pour 1898.*

15. « Leçon des choses », *Le Petit Sou,* 22 février 1901.

16. DOMMANGET, *Blanqui des origines à 1848, op. cit.*, pp. 130-134 ; DOMMANGET, *Idées politiques et sociales, op. cit.*, pp. 111-114, 372-5 ; MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France,* Paris, Sudel, 1955, pp. 473-5.

plus long sur sa conception du socialisme que sur l'anarchisme.

Mais le débat anarchiste-socialiste soulève un autre problème que celui des méthodes révolutionnaires. Pour les disciples du pluralisme philosophique, l'histoire allait vers le fédéralisme, alors que pour les monistes de la tradition marxiste, le centralisme était l'aboutissement inévitable du collectivisme. Cette dernière tendance se trouve professée de façon systématique par les guesdistes, qui rejetaient comme autant de «détournements» de l'énergie socialiste, toutes les activités, en particulier au niveau des communautés locales, qui semblaient reléguer au second plan l'attaque politique directe contre le pouvoir central de la bourgeoisie. La position de Vaillant face à ce choix entre centralisme ou fédéralisme est peut-être unique dans l'histoire du socialisme français.

Pendant la Commune, Vaillant, ainsi que beaucoup d'autres Communards d'obédiences politiques diverses, se trouva défendre à la fois le fédéralisme et la centralisation, appelant à une centralisation toujours plus grande des forces politiques révolutionnaires dans la capitale, en même temps qu'à une fédération des communes dans toute la France. Jacques Rougerie a soutenu que les proudhoniens qui raisonnaient de cette façon avaient surtout en vue le côté pratique des choses, se rendant compte de la nécessité, dans le présent, d'une attaque centralisée contre le pouvoir central comme étant la seule façon de parvenir, dans le futur, à une structure fédéraliste souple[17]. Mais ce n'est qu'une partie de l'explication. Vaillant lui-même, en de nombreuses occasions, s'éleva contre cette interprétation «fédéraliste» de la commune[18]. Même si, par son vote, il avait apporté son soutien à cette proclamation unanime que fut le « Testament de la Commune », le 19 avril 1871, il est évident qu'il ne considérait pas cette « Déclaration au peuple de France » comme une déclaration fédéraliste dans l'acception courante du mot. En effet, s'il est vrai que ce «Testament» parle de la nécessité de « l'autonomie absolue de la Commune », autonomie qui n'avait pour limite que « le droit d'autonomie égale pour toutes les autres communes », il proclame aussi abondam-

17. J. ROUGERIE, « L'A.I.T. et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », *International Review of Social History,* XVII (1972), pp. 67-69.

18. En 1883, il prétendait que quiconque, en 1871, « eût risqué pareille énormité [(faire une interprétation «fédéraliste» de la Commune] eût été hué sinon traité de Versaillais » : « Le 18 mars », *Républicain Socialiste du Centre,* 16 mars 1884.

ment les vertus de l'unité nationale. Il apporte un démenti aux allégations des versaillais, selon lesquelles Paris s'efforçait de détruire l'unité de la nation française, et fait valoir qu'il y a une différence énorme entre une unité reposant sur « la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse » et une unité fondée sur « l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être et la sécurité de tous[19] ». Le mot clé ici, au moins en ce qui concerne Vaillant, c'est le mot «concours», car il suppose un consensus politique et social reflétant l'unité et l'identité «naturelle» des buts et de la volonté de tous les individus dans la société idéale. C'est précisément cette notion que Vaillant s'efforça avec acharnement de propager pendant les années 1890 et 1900 dans le cadre d'une tactique généralisée d'action totale contre l'Etat bourgeois.

Lorsqu'en 1893, dans son manifeste électoral, il revendiquait « la Commune maîtresse de son administration, de ses finances et de sa police », il est évident qu'il ne l'envisageait pas en termes d'autonomie locale comme une fin en soi. Dans l'esprit de Vaillant, le but de l'autonomie communale était extrêmement positif, voire fécond. La commune locale devait devenir « l'élément essentiel de l'organisation politique du pays ». La structure politique de la nation en régime socialiste comporterait « une organisation communale et cantonale, assurant la liberté de la commune, sous le contrôle de l'Etat, dans l'unité de la nation[20] ». Trinité pour le moins paradoxale : liberté communale, contrôle de l'Etat, unité nationale. Dans l'esprit de Vaillant, il fallait, pour que l'unité nationale ait un sens réel, que l'Etat bourgeois centralisé, avec ses institutions coercitives et ses valeurs, sources de division, soit remplacé par une nouvelle structure «fédérale» ou «centralisée». Vaillant essaya de donner un nouveau contenu à ces mots.

> « [...] tandis que les défenseurs du régime capitaliste et de l'Etat bourgeois, autoritaires, centralisateurs ou libéraux fédéralistes, veulent, ou maintenir l'ancienne division départementale ou l'agrandir aux proportions de l'ancienne province, nous voulons faire de la commune [...] l'élément organique de l'unité nationale. La fédération des communes est, contrairement à la conception fédérale, l'expression de l'unité et de la concentration politique nécessaire à la révolution ouvrière et socialiste[21]. »

---

19. Texte de la déclaration dans ROUGERIE, *Paris Libre, op. cit.*, pp. 153-156.

20. « Circulaire électorale », *Le Parti Socialiste,* 12 août 1893.

21. « La Commune et le Socialisme », *Le Petit Sou,* 9 janvier 1902.

Alors que les fédéralistes «classiques» (de tendance bourgeoise libérale ou de tendance anarchiste) souhaitaient un transfert de pouvoir de l'Etat à la commune comme une fin en soi, Vaillant souhaitait ce transfert pour qu'en fin de compte des milliers de parcelles de pouvoir puissent être coordonnées organiquement (c'est-à-dire, grâce au consensus «naturel» d'individus libres) et puissent ensuite se retourner contre l'Etat pour aider à sa conquête et à sa destruction. Au début des années 1890, Vaillant se lança dans une campagne vigoureuse en faveur de la toute nouvelle Fédération des conseillers municipaux socialistes, dont le C.R.C. avait pris l'initiative. C'était un premier pas vers la coordination de ces milliers de parcelles du pouvoir. Bien entendu, il fut immédiatement accusé de fédéralisme, non seulement par la bourgeoisie, mais aussi par les guesdistes. Il rétorqua vigoureusement :

> « Nous ne sommes ni des «fédéralistes» ni des «autonomistes» et nos revendications contre la tyrannie administrative du pouvoir central bourgeois et pour les libertés municipales n'ont, indépendamment de l'affermissement de la République, d'autre objet que d'ouvrir un milieu municipal plus libre à l'action ouvrière socialiste, de lui faciliter les moyens d'y prendre force et direction, et par les efforts associés des municipalités entraînées ou acquises, d'assaillir et conquérir l'Etat[22]. »

Le fédéralisme n'était pas chez Vaillant une théorie d'équilibre formel, de droits et de devoirs mutuels, de liens souples et d'autonomie de principe, au contraire, selon les propres termes de Vaillant, c'était une stratégie « d'union voulue, jurée, pour un accord intime, pour une action commune ».

Vaillant refusa toujours d'utiliser l'expression « socialisme municipal », mais c'est le sens exposé plus haut qu'il lui donnait. L'action dans les conseils municipaux avait, bien sûr, une valeur locale et partielle. Mais pour Vaillant, cette activité s'intégrait au premier chef dans le cadre de l'action totale. Le but du parti socialiste à travers les conseils municipaux était d'en faire « le lieu de leur action politique d'opposition gouvernementale[23]. » L'action totale révolutionnaire du parti socialiste ne pouvait se permettre d'être divisée, partagée ou fractionnée. L'action totale impliquait un degré important de centralisme et de centralisation. Lorsque, après

---

22. « Fédération des communes et des conseillers socialistes », *Le Parti Socialiste,* 26 septembre 1892.

23. « La Commune et le Socialisme », *Le Petit Sou,* 9 janvier 1902.

le Congrès de Japy en 1899, les socialistes «réformistes» se mirent à favoriser l'essor de fédérations autonomes qui n'avaient qu'un rapport assez lointain avec le parti, Vaillant protesta vivement : « il ne s'agit pas de diviser, autonomiser, immobiliser ses bataillons [ceux du P.S. – J.H.], mais au contraire de les mobiliser, de les relier et solidariser, en un tout organique, en une unité de mieux en mieux organisée[24] ». Vaillant n'hésita jamais à critiquer les socialistes qui n'étaient pas partisans de la centralisation. En 1895, au plus fort de sa campagne en faveur de la démocratie directe, il annonça à la Chambre des députés qu'il était « partisan résolu de l'extension du domaine national et aussi de la centralisation politique[25]. »

Vaillant n'avait rien d'un mystique. Sa conception du consensus national ne s'apparente pas à l'idéalisme éthéré du solitaire dans sa tour d'ivoire. Mais en revanche, elle reflète son engagement passionné en faveur de la démocratie qui le classe comme un républicain socialiste du dix-neuvième siècle. Sous-jacente à l'attitude de Vaillant concernant centralisation et fédéralisme, il y a la conviction profonde que, lorsque les caractères diviseurs de l'administration bourgeoise auront été abolis, la dichotomie entre centralisme et fédéralisme cessera d'exister, et qu'une vague irrésistible de consensus national se formera et balaiera tout sur son passage. Cette «fédération» prendrait les dimensions d'un concours organique de toute l'énergie créatrice nationale (et, voire même, internationale), ce qui en soi serait une forme très subtile de centralisme. Idéalisme? C'est incontestable. Penser qu'en France les forces sociales et politiques, actuellement en conflit violent, puissent un jour parvenir à un accord «naturel» sur les nécessités vitales que sont la production, la distribution et l'administration à un échelon national, témoigne de cette foi dans le débat rationnel héritée du dix-huitième siècle et qui s'est sérieusement estompée à la suite des expériences du vingtième. Il ne s'agit pas du centralisme démocratique de Lénine qui, en fin de compte, est fondé sur une hiérarchie de représentation grâce à laquelle les volontés réelles du peuple seront «améliorées» et «affinées» par l'élite consciente. Vaillant avait une foi inébranlable dans la sagesse politique des masses. Une fois abolies les forces qui fourvoyaient ou réprimaient cette sagesse politique – c'est-à-dire, essentiellement les forces de l'Etat au sens le plus large

---

24. « Nos Girondins », *Tocsin populaire du Berry,* 24 février 1900.
25. *Journal Officiel,* Chambre - Débats, 7 décembre 1895, p. 2751.

–, ces masses redeviendraient souveraines. Et donc là où la stratégie anarchiste contre l'Etat impliquait un mouvement simple (l'instauration d'un système fédéral parallèlement à l'Etat), la stratégie de Vaillant impliquait un mouvement en deux temps : tout d'abord, la prise de possession d'une multitude de points périphériques du pouvoir d'Etat, et ensuite la convergence de ces éléments isolés dans une attaque centralisée qui serait coordonnée avec toutes les autres formes de l'action totale.

La question que soulève une telle stratégie et qui est au centre de toute analyse de la stratégie d'opposition socialiste à l'Etat, est celle de la pénétration de l'Etat. Madeleine Rebérioux a montré qu'au cours du débat restreint sur l'Etat qui eut lieu au sein de la S.F.I.O., la discussion porta constamment sur le problème de la pénétration de l'Etat dans une perspective de conquête plutôt que de destruction[26]. Vaillant affirmait toujours qu'il ne servait à rien d'imaginer qu'un jour la citadelle bourgeoise s'effondrerait et croulerait sous le poids des seules forces historiques. Il fallait en saper les fondations, la disloquer et battre les murailles en brèche de toutes parts. Mais s'agissait-il véritablement de pénétration de l'Etat? La conquête d'un conseil municipal, l'élection d'un maire ou d'un député, étaient-ce là des éléments de pénétration de l'Etat? Le problème est extrêmement complexe, d'une part parce qu'il ne fut jamais posé en termes très précis ni très clairs, et ensuite parce que la S.F.I.O. ne débattit jamais de la question de ses rapports avec l'Etat. L'analyse qui suit s'appuie par conséquent sur des fragments de témoignages minutieusement assemblés et passés au crible.

Il existait au sein de la S.F.I.O. une fraction assez mal définie que l'on pourrait qualifier d'étatiste. Les membres de ce groupe pensaient que le passage de la société bourgeoise à la société socialiste se ferait sous la forme d'une intervention grandissante de l'Etat dans tous les aspects de la vie nationale. Dès 1896 dans le «programme» de Saint-Mandé, Millerand avait réclamé l'« intervention de l'Etat pour faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national les diverses catégories des moyens de production et d'échange ». Jaurès lui-même souscrivit – pendant un temps – à l'idée que l'Etat était une force neutre que le socialisme pourrait pénétrer petit à petit et obliger à fonctionner en servant les intérêts du peuple. Il décrivait les nationalisations même sous l'Etat

26. *Le Mouvement social,* 65 (1968), *loc. cit.*

bourgeois comme « des formes nouvelles de propriété, à la fois nationales et syndicales, communistes et prolétariennes[27] ». Au Congrès d'Amsterdam en 1904, il assimila l'Etat à une force neutre jouant le rôle d'arbitre plus ou moins juste entre les différentes forces sociales et dont d'ailleurs l'arbitrage se faisait de plus en plus au bénéfice des ouvriers et au détriment des patrons. Au centre de cette attitude étatiste (que l'on peut schématiquement assimiler à l'aile droite du parti), se trouve la notion selon laquelle c'était par les élections à des fonctions municipales ou parlementaires, ainsi que par les réformes sociales et les nationalisations que les socialistes étaient en train de «pénétrer» l'Etat, qui, un beau jour, passerait sous leur contrôle. Vaillant repoussa énergiquement cette thèse.

Pour Vaillant, il ne saurait être question de «pénétration» socialiste de l'Etat. Pendant la période tumultueuse qui suivit l'affaire Millerand, Jaurès et ses amis présentèrent tout l'ensemble de l'activité institutionnelle du parti – des élections municipales aux portefeuilles de ministre en passant par les élections législatives – comme faisant partie intégrante de la «pénétration» progressive par les socialistes de l'Etat bourgeois. Vaillant, de son côté, insista sur le fait que ces victoires signifiaient la conquête d'autant d'avant-postes de l'Etat, mais qu'elles ne constituaient en aucun cas une pénétration de la forteresse étatique. Elles affaiblissaient l'Etat dans la mesure où elles réduisaient, quantitativement, son potentiel de répression. Mais elles n'affectaient pas, qualitativement, son rôle ou sa nature. Vaillant fondait son argumentation sur la distinction entre la conquête de *positions offensives* (à partir desquelles il était possible de contrecarrer et d'attaquer l'Etat) et l'occupation de *positions d'intégration* (qui faisaient partie si intégrante de l'appareil d'Etat que le parti et la classe ouvrière perdraient plus qu'ils ne gagneraient à s'y trouver associés)[28].

De la même façon, il refusa d'admettre que les réformes, qu'elles soient sociales ou économiques, puissent entraîner une modification réelle de la nature ou du rôle de l'Etat. Encore une fois, la façon dont il abordait la question des assurances sociales est révélatrice. Il tint à bien préciser que, fût-il conforme au modèle qu'il préconisait, tout système d'assurances sociales ne serait, dans l'Etat bourgeois, que le pâle reflet de ce qu'il serait en régime socialiste. Tant

27. « République et Socialisme », *La Petite République*, 13 octobre 1901.

28. Voir *infra*, chapitre 12.

que l'administration sociale resterait entre les mains de l'Etat, elle ne serait pas au service des ouvriers. Son insistance sur le fait que c'était pour *l'autogestion* du système qu'il fallait avant tout mener le combat, prouve avec éloquence son profond antiétatisme[29].

Lorsqu'il interpella Clemenceau à la Chambre le 18 juin 1906, il s'expliqua de façon encore plus claire. Répondant à des interruptions de ses collègues bourgeois qui raillaient les socialistes sous prétexte que, tout en attaquant l'Etat en paroles, ils comptaient en réalité sur l'Etat pour les aider à mener à bien la révolution sociale, voici ce qu'il déclara :

> « Il n'en est rien. Certainement, nous assistons maintenant à une pénétration démocratique de l'Etat qui le transforme, lui aussi, comme les autres institutions. Déjà, dans l'Etat, certaines fonctions aspirent à devenir sociales qui n'avaient auparavant que des formes gouvernementales. Mais l'Etat proprement dit, le gouvernement, reste dans son essence le pouvoir de la classe possédante et, par conséquent, l'Etat, le gouvernement, est le pouvoir politique de la domination capitaliste, il en est l'expression politique. Nous ne pouvons donc pas plus participer, en tant que socialistes, au gouvernement, que nous ne pouvons reconnaître dans l'Etat, dirigé par des adversaires, une prétendue providence[30]. »

Vaillant ne révéla pas quelles étaient ces « fonctions d'Etat » qui aspiraient à devenir sociales, mais il est clair qu'il faisait allusion aux secteurs publics tels que les chemins de fer, les services postaux et l'enseignement, tous ces secteurs où venait de s'engager une longue lutte en faveur de la reconnaissance du droit syndical. Au Congrès de Nancy en 1907, il affirma que ces syndicats de fonctionnaires constituaient une menace tout à fait réelle pour l'Etat, et que c'était pour cela qu'ils n'étaient pas autorisés : non parce qu'ils «pénétraient» l'Etat, mais parce qu'ils contribuaient à son démantèlement. Si, dit-il, ils étaient capables de se constituer en corps administratifs autogérés et virtuellement autonomes, « socialisant ainsi les services de l'Etat, gérant les services dans l'intérêt de la société et non plus de l'Etat », alors dans ces secteurs, l'Etat ne serait plus qu'une « forteresse démantelée[31] ». Le fait qu'il utilise le terme «démantelé» de préférence à celui de «pénétré» est important. La distinction est fondamentale, car il ajoute que la classe ouvrière ne pourra «pénétrer» cette forteresse peu à peu

---

29. Voir *infra*, pp. 215-216.

30. *Evolution économique et Révolution sociale* (1906), *op. cit.*, pp. 28-29.

31. *4e Congrès national de la S.F.I.O.*, *op. cit.*, p. 509.

démantelée que lorsque les éléments conjugués de l'action totale en seront arrivés à la phase ultime de la crise révolutionnaire. Jusque là, ces services d'Etat resteraient entre les mains de l'Etat, même si les gens qui y travaillaient s'organisaient en syndicats.

Ce concept du «démantèlement» de l'Etat est un élément capital de la pensée politique de Vaillant. C'est ce qui distingue l'action des socialistes de l'action des radicaux. Dans son interpellation de Clemenceau en 1906, il évoqua une « pénétration démocratique » de l'Etat, au travers de laquelle l'Etat devait subir des transformations progressives. Il reprit souvent cette notion. Au Congrès de Nancy en 1907, évoquant la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat, il déclara :

> « Plus il y aura eu pénétration préalable, je ne dis pas socialiste, mais démocratique de l'Etat, plus l'Etat actuel aura été désarmé, plus cette besogne sera possible, facile, fructueuse et rapide. C'est pour cela qu'il nous faut envisager sans cesse cette nécessité de la démolition progressive de l'Etat pour nous en emparer d'autant mieux;[32] ».

C'est à la bourgeoisie qu'il incombe de pénétrer l'Etat, tandis qu'il incombe aux socialistes de le démanteler et de le détruire. Jamais Vaillant ne parle de pénétration socialiste de l'Etat. Dans son interpellation de 1906, après avoir insisté sur le fait que, jusqu'à la révolution, l'Etat resterait l'instrument de la bourgeoisie capitaliste, il ajouta que cela

> « ne nous empêche pas de vouloir que l'Etat actuel soit, en attendant, de préférence, aux partis de réforme républicaine les plus avancés et de les pousser, par leurs réformes, à une pénétration démocratique, à une transformation plus rapide et préparatoire de la société nouvelle, des services de l'Etat en services sociaux indépendants de lui[33] ».

Cette transformation de l'Etat par les éléments progressistes de la bourgeoisie ne changeait rien à la nature ou au rôle de l'Etat, qui restait une institution entre les mains des capitalistes. Mais en revanche, cette transformation avait pour effet, conformément à la marche de l'histoire, de rendre l'Etat plus vulnérable à l'activité destructrice des mouvements socialiste et ouvrier. Ce qui fut bien précisé par Vaillant à Toulouse en 1908 :

> « Nous constatons qu'au fur et à mesure que le développement des forces productives change la structure économique de la société actuelle, ruinant ainsi les bases de sa consti-

32. *Id.*, p. 508.
33. *Evolution économique et Révolution sociale, op. cit.*, p. 42.

tution et de ses institutions politiques, elles nous deviennent par là plus vulnérables[34] [...] »

C'est dans ce sens que les nationalisations, les réformes sociales et tous les autres éléments positifs de l'action totale étaient révolutionnaires : non parce qu'ils modifiaient intrinsèquement la nature de l'Etat, mais parce qu'ils préfiguraient les forces du futur qui devaient remplacer l'Etat. En favorisant l'exercice de pressions sur un Etat qui était rendu de plus en plus vulnérable de l'intérieur, l'activité du parti socialiste contribuait à hâter, de l'extérieur, le moment de la conquête de l'Etat.

Praxis révolutionnaire

Marx a distingué deux facteurs essentiels dans la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat : premièrement, l'évolution historique des bases matérielles de la société, et, deuxièmement, l'activité subjective et consciente du mouvement socialiste révolutionnaire. C'est précisément sur ces deux facteurs que Vaillant ne cessa de mettre l'accent, comme étant les vecteurs de la révolution. Le but du parti socialiste, dit-il à Xavier de Ricard en 1891, était d'activer « l'évolution sociale dont les tendances ont été déterminées par les penseurs du socialisme ». Or, enchaîna-t-il, « toute évolution devient révolution du moment où la volonté humaine intervient d'une façon plus active et plus consciente[35] ». L'emploi de ces termes « active et consciente » introduit la notion de praxis révolutionnaire que l'on associe au marxisme, et au marxisme-léninisme.

Pour Marx, la praxis consistait à essayer de mettre en relief le rapport dialectique entre l'étude théorique des phénomènes matériels, sociaux et politiques et l'action pratique qui visait à les modifier. Partant d'une analyse abstraite de la société dans ses aspects matériels et économiques, l'idée objective est elle-même transformée par cette activité intellectuelle et devient une conscience subjective. Mais il ne peut jamais manquer d'y avoir un léger décalage entre la progression pratique et matérielle de la réalité et sa compréhension théorique. Par conséquent, la dialectique entre en jeu lorsque la conscience subjective qui ressort de l'analyse objective tente d'agir de façon à réduire ce décalage entre la réalité et

---

34. *5e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 155.
35. *Le Parti Socialiste*, 2 août 1891, interview avec de Ricard.

la compréhension de la réalité. Des antimarxistes ont accusé d'élitisme les marxistes, et Lénine en particulier, en insinuant que, sous-jacente au concept marxiste de praxis, se trouve l'idée que cette conscience subjective ne peut être acquise que par un petit groupe d'intellectuels dont c'est la tâche « d'éveiller la conscience » des masses populaires et de conduire ces dernières à la révolution. Je ne suis pas convaincu que cette critique vaille pour Marx lui-même; mais elle vaut certainement pour Lénine, qui soutenait justement que seule une élite révolutionnaire pouvait parvenir à la conscience nécessaire pour se lancer dans la praxis. Avec un argument de ce type, la théorie socialiste faisait marche arrière pour retrouver une des notions fondamentales du blanquisme : celle de la dérivation. Blanqui était convaincu que, s'il était vrai qu'elle constituait une énorme force politique, la grande masse du peuple ne pourrait en revanche jamais constituer d'elle-même une force révolutionnaire. De temps en temps, elle était quand même susceptible d'explosions de colère contre le pouvoir politique. Selon cette notion de dérivation, c'était à ces moments précis que l'élite révolutionnaire devait sortir de l'ombre et canaliser cette énergie latente dans la voie d'une solution révolutionnaire. Ceci n'est pas la même chose que la praxis marxiste qui, à mon sens, repose d'abord sur le développement d'une véritable situation révolutionnaire (plutôt que sur une agitation populaire désordonnée) et ensuite sur la conscience de cette situation révolutionnaire *de la part de la grande masse du peuple.*

Comme Rosa Luxemburg, Vaillant soutenait catégoriquement qu'aucune révolution n'était possible (en France, du moins) tant que la majorité du peuple n'aurait pas pris conscience de la réalité de la situation (ou bien tant qu'on ne lui en aurait pas fait prendre conscience)[36]. Pour que cela soit le cas, il était capital – et cette notion revient comme un leitmotiv dans sa pensée – que le mouvement socialiste étudie les événements et n'agisse qu'« éclairé de toutes les lumières de l'histoire, de la science et de la philosophie[37] ». Mais Vaillant n'envisageait pas ces «lumières» seulement en termes d'étude. Ainsi que nous le verrons dans la partie suivante sur le syndicalisme, il attachait tout autant d'importance, si ce

36. « [...] cette victoire de la démocratie ne peut être remportée par une minorité, si intelligente et énergique soit-elle [...] Ce n'est que peu à peu qu[e le Parti] pourra arriver à faire passer le peuple entier dans ses rangs. » Révision par le Peuple, *loc. cit., p. 35.*

37. *Almanach de la Question sociale pour 1892, loc. cit.,* p. 27.

n'est plus, à la conscience révolutionnaire que le militant ouvrier et socialiste acquérait sur le tas à l'usine ou lors d'une grève, qu'il en attachait aux idéaux «supérieurs» des intellectuels du parti. Ces deux types de formation politique se valaient, chacune était un ingrédient essentiel et capital de l'action totale. Mais l'action totale ne supposait pas seulement une compréhension de la réalité; elle impliquait, en grande partie, la nécessité d'agir d'après cette compréhension. Il ne suffisait pas, pensait Vaillant, d'assister en spectateur au déroulement de la réalité historique, avec l'air supérieur de celui qui savait ce qui se passait, « Nous voulons une intervention socialiste grandissante pour tirer, par la révolution, les conséquences de l'évolution[38] ». Comment y parvenir? La réponse de Vaillant est aussi vague que celle de Marx. Il se contente chaque fois de répéter que la révolution aura lieu lorsque l'intervention active et consciente du parti socialiste se trouvera coïncider avec le développement révolutionnaire des forces matérielles et sociales. Il affirme que c'est ce qui s'est passé lors de tous les grands bouleversements de l'histoire : « A tous les moments de l'histoire cet accord de l'effort humain individuel ou collectif avec la détermination, la force des choses s'est rencontré[39] ». Dans le passé, ajoutait-il, il y avait toujours eu un certain degré d'incertitude face à ce saut révolutionnaire dans l'inconnu. Mais depuis que les concepts d'évolution et de matérialisme historique avaient fait la lumière sur la réalité du progrès social, l'action révolutionnaire avait acquis beaucoup plus de sûreté.

Vaillant refusa toujours de donner la moindre indication concernant les circonstances dans lesquelles il prévoyait la cristallisation de la crise révolutionnaire. Dans l'ensemble, il adhérait à la notion marxiste selon laquelle la révolution serait consécutive à une crise économique générale. Mais il percevait aussi – et ceci de façon croissante – que la complexité de l'ordre économique international rendait la prévision du cours des événements de plus en plus difficile. La révolution serait-elle précédée de l'arrivée au parlement d'une majorité socialiste? C'était possible, bien qu'il ne cessât de répéter que cela ne suffirait pas en soi. Aurait-elle lieu à la suite d'une grève générale? C'était possible, bien que là encore de multiples conditions auraient dû être remplies

38. « Communisme révolutionnaire », *La Petite République*, 3 décembre 1897.

39. *Almanach de la Question sociale pour 1892, loc. cit.*, p. 27.

préalablement. Ce qui est sûr, c'est que la révolution ne pouvait être le résultat d'une spéculation sur la guerre. Pour le reste, il faut nous en tenir au canevas général de l'action totale. Un jour, (ou serait-ce au cours d'une semaine, d'un mois ou d'une année?) les éléments multiples et conjugués de l'action totale se combineraient au cours de l'histoire pour changer la face du monde.

Destruction de l'Etat et détails de la révolution

Si Vaillant néglige de nous donner des détails sur la date et les circonstances de la révolution, il est encore plus discret sur ses modalités. La seule clé pratiquement qu'il nous donne, c'est que la révolution sera la prélude de la *dictature du prolétariat*. C'est dans les statuts de la Société universelle des communistes révolutionnaires (1850), qui regroupa marxistes et blanquistes après la Révolution de 1848, que la célèbre formule vit le jour[40]. Dans sa lettre à Kugelmann datée du 12 avril 1871, Marx faisait remarquer qu'ainsi qu'il l'avait indiqué dans le dernier chapitre du *Dix-huit Brumaire* « la prochaine tentative de la révolution en France devra[it] consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains [...] mais à la détruire[41] ». Dans le *Critique du Programme de Gotha*, Marx déclara que la lutte des classes conduirait nécessairement à la « dictature révolutionnaire du prolétariat » mais que celle-ci ne serait qu'une « période de transition politique permettant de passer de la société capitaliste à la société communiste[42] ». Sur le plan idéologique, cette notion établit que l'Etat bourgeois représente l'organe de la dictature de la bourgeoisie, que la bourgeoisie ne déposera pas les armes de son plein gré lorsque les socialistes arriveront au pouvoir et que par conséquent, les révolutionnaires victorieux devront détruire l'Etat bourgeois afin de créer les conditions d'une société sans classe et de l'effritement de tous les Etats.

Après la Commune, Engels, qui se livrait avec les Français réfugiés à Londres à une partie de polémiques, accusa ces derniers de «flirter» avec ce qu'il qualifiait de notion

40. « Marx-Engels et le Blanquisme », *Cahiers du Bolchevisme* (1933), p. 451.
41. MARX, *La Guerre civile en France*, 1871, Paris, Editions Sociales, 1968, p. 101.
42. MARX, *Critique du Programme de Gotha*, Paris, Spartacus, 1948, p. 34.

blanquiste de dictature non pas « de toute la classe révolutionnaire, du prolétariat » mais « d'un petit nombre de ceux qui ont fait le coup de main[43] ». En réalité les remarques d'Engels étaient à la fois inexactes et injustes en ce qui concerne les personnes à qui elles étaient adressées. En effet, dans les deux manifestes qu'il rédigea tout de suite après la Commune, Vaillant précise bien qu'il parle non pas de la dictature d'une élite révolutionnaire, mais tout au contraire, de la dictature du prolétariat organisé. Dans *Internationale et Révolution*, il réclame sans relâche la constitution d'un vaste parti prolétaire national et il s'exclame :

> « Il faut que dans une période de dictature révolutionnaire, le prolétariat emploie pour son affranchissement cette puissance jusqu'ici dirigée contre lui [l'Etat – J.H.], qu'il tourne contre ses adversaires ces mêmes armes qui l'ont tenu jusqu'ici dans l'oppression. Et seulement alors, quand il aura fait table rase de ces institutions, de ces privilèges qui contituent la société actuelle, cette dictature du prolétariat cessera comme étant sans objet, l'abolition de toute classe faisant disparaître de soi le gouvernement d'une classe[44] ».

On retrouve le même message dans *Aux Communeux*. Et si Engels persistait à avoir des doutes sur la façon dont Vaillant interprétait la dictature du prolétariat, ces doutes auraient dû être dissipés en 1888 lorsque Vaillant déclara sans aucune ambiguité que le parti socialiste cherchait à conquérir le pouvoir d'Etat en vue d'établir « non pas la dictature de quelques-uns, mais d'une classe impatiente de se délivrer[45] ».

C'est dans son programme politique de 1892 que Vaillant donna des détails supplémentaires concernant la dictature du prolétariat. A partir de 1892, cette expression est invariablement accompagnée de l'épithète significative «impersonnelle» : Vaillant parle de la « dictature impersonnelle et initiatrice de l'ordre nouveau, du prolétariat socialiste ». Il est clair que ce terme d'«impersonnelle» implique que Vaillant rejette explicitement toute dictature d'un seul homme, d'une élite ou d'une junte. Il n'est pas sans intérêt de constater que les partis socialistes d'avant la guerre n'avaient pas de structure hiérarchique bien précise, que Vaillant lui même ne fut jamais autre chose que l'un des trente membres que comptait la commission administrative

---

43. ENGELS, « Programme des réfugiés blanquistes de la Commune (1874) », *Cahiers du Bolchevisme* (1933), p. 453.
44. *Internationale et Révolution, op. cit.*, p. 5.
45. « Vieux et Nouveau Jeu, *l'Homme libre*, 13 août 1888.

du P.S.R., et qu'en particulier la S.F.I.O. n'autorisait pas les députés à siéger à sa commission administrative permanente. Toutes les fois que Vaillant parle de la dictature du prolétariat, il précise immanquablement qu'elle sera exercée par la classe ouvrière et le parti socialiste organisés. Autrement dit, il s'agira d'une dictature disciplinée et controlée, et non pas de la « dictature directe exercée par les masses révolutionnaires » d'après la conception anarchiste[46]. Quelle serait l'action de cette dictature impersonnelle et disciplinée?

Pour ce qui est de la violence contre les individus, Vaillant est assez explicite. La dictature prolétarienne, écrivit-il, « n'exclut pas la force mais ne suppose pas la violence »; car la révolution serait « d'autant plus certaine [...] que les jeux de la violence et du hasard interviennent moins[47] ». Son plaidoyer en faveur de la non-violence a déjà été signalé à maintes reprises. Il n'a jamais déclaré expressément qu'il n'y aurait pas d'exécutions, pas de massacres, pas d'emprisonnements, pas de goulags, mais son opposition viscérale à de tels procédés sous-tend l'ensemble de sa philosophie politique. Sa foi dans le consensus était si totale qu'il restait persuadé que seul un nombre infime de personnes aurait des raisons «objectives» de s'opposer à la révolution. Mais il ne dit jamais ce qu'il entendait faire avec ces personnes.

Ce thème de la dictature du prolétariat apparaît constamment chaque fois que Vaillant commente la révolution. Même lors de sa campagne en faveur de la révision démocratique de la constitution au milieu des années 1890, la dictature du prolétariat est présentée comme étant « le but immédiat » du parti. En 1906, lorsqu'il interpella Clemenceau, il brandit vigoureusement cette notion en présence des députés assemblés, et on la trouve répétée en maintes occasions jusqu'au commencement de la guerre. Mais lorsqu'on essaie de se poser des questions plus précises concernant son emploi et son fonctionnement, on n'obtient pas grand éclaircissement. Lorsqu'il déclarait que les «institutions» de la bourgeoisie seraient abolies, Vaillant envisageait-il, par exemple, l'abolition immédiate du système parlementaire? Il répétait toujours que la représentation parlementaire était l'expression historiquement inéluctable de la « démocratie bourgeoise ». Mais il ne nous dit nulle part si la dictature

---

46. *Bulletin de la Fédération jurassienne,* 12 juillet 1874, article qui fut en partie une réponse au manifeste *Aux Communeux.* Voir aussi le chapitre de LÉNINE, « Controverse avec les anarchistes » dans *l'Etat et la Révolution.*

47. « Révolutionnaire », *Le Pari Socialiste,* 20 mars 1892.

prolétarienne s'en débarrasserait d'un seul coup. Nous savons qu'il pensait que les structures finales de la démocratie seraient en quelque sorte un système de démocratie directe basé sur l'initiative législative populaire mais nous ne savons pas s'il pensait que ce système serait mis en place avant, après ou pendant la révolution. Et le système fiscal? Qu'adviendrait-il de la Bourse, des banques, de l'argent? Une seule fois, alors qu'il répliquait à un sarcasme venant d'un député radical qui lui rappelait que la Commune n'avait pas osé toucher à la Banque de France, il annonça que cela constituerait la première action du gouvernement révolutionnaire[48]. Mais autant que je sache, c'est le seul commentaire qu'il fit jamais concernant les détails de la prise en main, par les révolutionnaires, du système économique. Il ne fut pas le seul, cela va de soi, à présenter cette lacune. Personne dans la gauche française, n'essayait jamais d'étudier en détail les modalités d'exercice de la dictature prolétarienne, qui continuait pourtant à être – du moins en théorie – le but déclaré du parti.

Pour un homme comme Vaillant, qui avait vécu de l'intérieur l'expérience de la Commune, cette lacune semble n'avoir pas d'excuse. Nous avons vu de quelle façon, pendant la Commune, il avait été déchiré entre les exigences antagonistes d'une action révolutionnaire efficace et de l'expression démocratique, de la spontanéité populaire et du contrôle central. Il ne parvint pas à résoudre ce dilemme, ni à l'époque, ni par la suite. Il est intéressant de constater que Blanqui ne craignit pas de définir les grandes lignes de l'action future au cours de la période postrévolutionnaire[49]. Mais Vaillant, pas plus que Marx, ne le fit.

Dans le cas de Vaillant, il faut en chercher l'explication (du moins une partie de l'explication, car ce défaut de précision représente une lacune sérieuse en dépit de tous les arguments qu'on peut invoquer) dans sa conception de la marche de l'histoire et du mode de fonctionnement de l'action totale. Il était sans nul doute convaincu que, le moment venu, l'évolution historique et l'action préparatoire socialiste s'harmoniseraient tant et si bien que la route serait toute éclairée et paraîtrait toute tracée, que le temps nécessaire à la transformation révolutionnaire serait relativement court, que la résistance serait infime, que les institutions qui devaient rem-

48. « Trésor de Guerre », *La Petite République*, 4 juin 1897.

49. DOMMANGET, *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, *op. cit.*, pp. 158-178.

placer les structures étatiques du passé existeraient déjà sous une forme relativement élaborée, que la grande masse du peuple aurait déjà compris ce qui se passait, bref, que la révolution verrait le jour tout naturellement au terme d'un processus relativement simple. Homme d'action, Vaillant rechignait à passer de longues heures à forger des scénarios politiques abstraits. La théorie de base sur laquelle s'appuyait le mouvement socialiste avait été élaborée par Marx. Il fallait, bien sûr, étudier l'évolution de la situation avec le plus grand soin et la plus grande attention, puis incorporer adroitement les nouveaux développements dans la stratégie d'ensemble. Mais ce qui importait avant tout, c'était de faire quelque chose, de faire progresser la révolution. L'aspect physique de Vaillant démentait la réputation qu'on lui faisait d'être un boutefeu révolutionnaire. Dunois qui le connaissait bien, faisait observer : « On dirait quelque commis d'ordre en retraite ou quelque commerçant retiré du négoce, allant chaque jour à la même heure régler sa montre à l'horloge de la sous-préfecture ». Et pourtant, ajoutait-il, « si, comme le dit Ibsen, tout homme est poète qui voit l'idéal par delà ses actes, il est peu de poètes plus vrai qu'Edouard Vaillant[50] ».

Poète, visionnaire ou homme d'action? Vaillant était les trois en même temps. Il avait cette foi, caractéristique du dix-neuvième siècle, dans l'homme et la société, foi qui naquit avec le dix-huitième siècle et expira avec le vingtième siècle. Pour lui, républicanisme et révolution était un seul et même processus, un processus inéluctable, déterminé par l'histoire, qui pouvait être différé provisoirement mais non pas à jamais. Ce ne fut pas de son vivant...

---

50. A. Dunois, *La Bataille syndicaliste,* 6 juillet 1911, *loc. cit.*

[illegible]

[illegible]



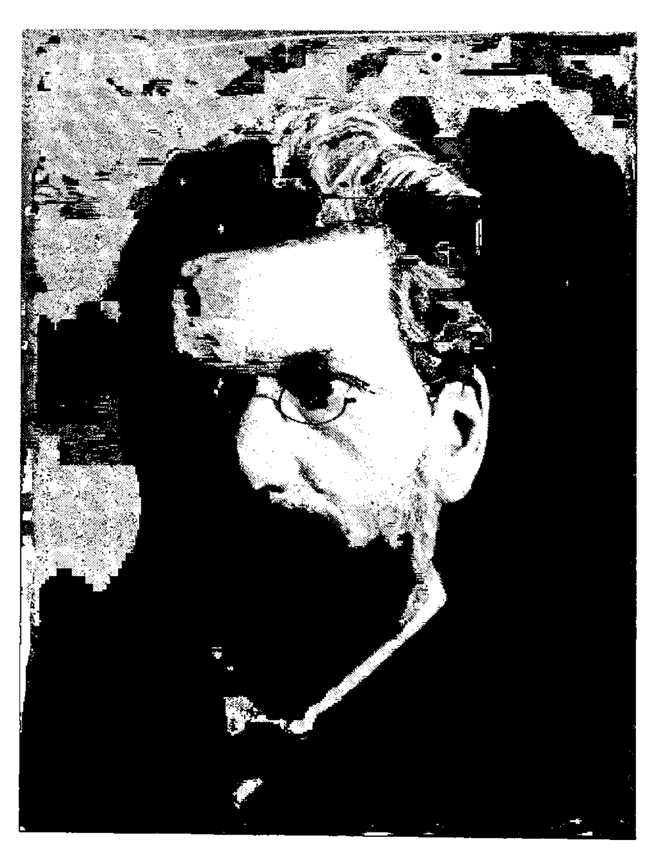
Edouard Vaillant au temps de la Commune (cl. Editions sociales).



Edouard Vaillant en tenue de garibaldien, peint en 1874 par son ami, le peintre E. Hareux (coll. Caron).



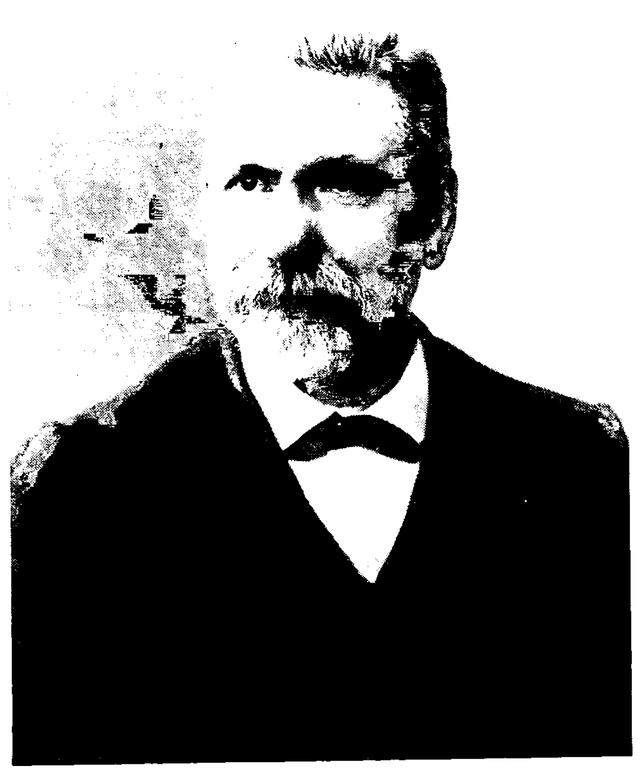
Edouard Vaillant pendant la campagne de l'élection législative partielle à Lyon en 1888 (Galerie socialiste internationale).



Edouard Vaillant aux environs de 1890 (cl. R. Viollet).



Edouard Vaillant en 1897.



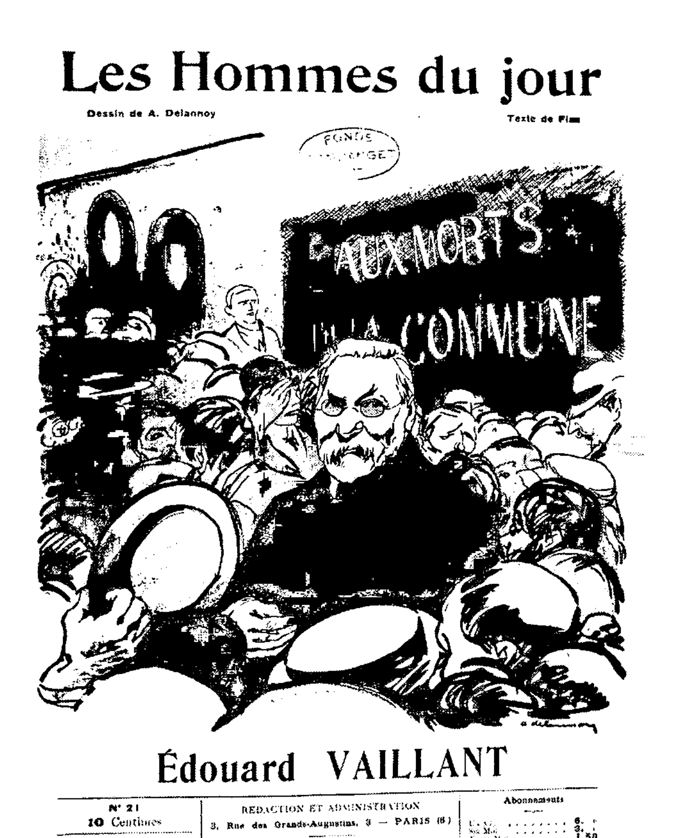
Edouard Vaillant vers 1900 (cl. R. Viollet).



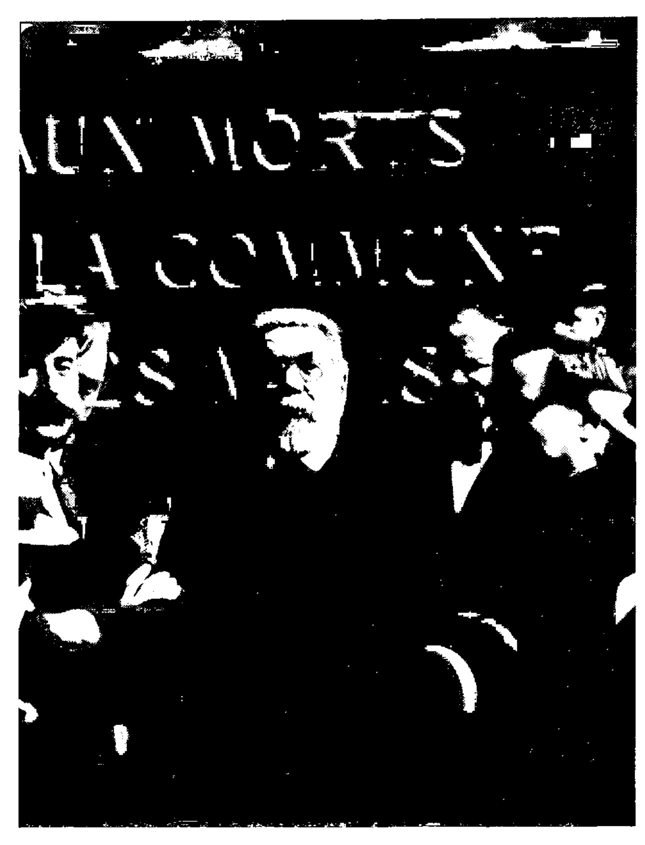
Edouard Vaillant au Congrès d'Amsterdam en 1904. Il est un peu caché au second rang. On reconnaît à sa gauche Rosa Luxemburg, Victor Adler, Karl Kautsky et Emile Vandervelde. Au premier rang, au centre, Georgui Plekhanov ayant à sa droite Sen Katayama et, à sa gauche, Alexandre Bracke (cl. R. Viollet).



Edouard Vaillant en 1908 (photo Manuel).



Edouard Vaillant devant le Mur des Fédérés en 1908. Dessin de A. Delannoy dans *Les Hommes du jour*, n° 21.



Edouard Vaillant devant le Mur des Fédérés en 1910.

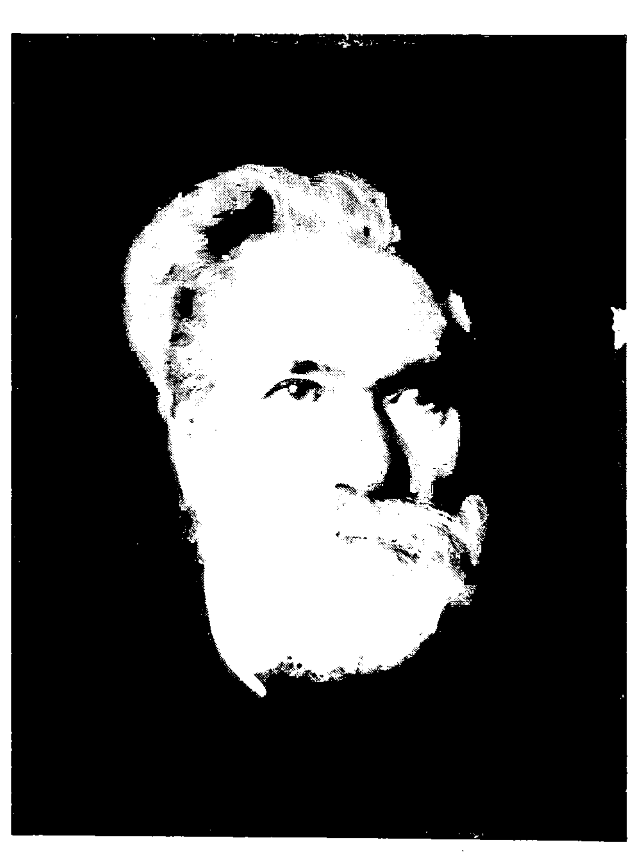
Au même endroit, ayant à sa droite Jean Jaurès.

Edouard Vaillant au Congrès de Lyon, en 1912, avec à sa droite Jean Jaurès, à sa gauche Arthur Groussier, Pierre Renaudel et, debout, Zéphirin Camélinat et Keir Hardie.

Au Congrès de Lyon, Edouard Vaillant prononce un discours devant « L'Unitaire », après la manifestation.



Edouard Vaillant dans *L'Assiette au Beurre*.



Edouard Vaillant en 1913 (cl. R. Viollet).

Quatrième partie

CLASSE OUVRIÈRE ET SYNDICALISME

CHAPITRE VII

PARTI SOCIALISTE ET MOUVEMENT SYNDICAL : L'AUTONOMIE NÉCESSAIRE

La problématique générale des rapports entre le mouvement socialiste et le mouvement syndical vient récemment d'attirer, de façon sérieuse, l'attention des historiens. La France de la Belle Epoque présente à cet égard un tableau unique dans l'histoire du mouvement ouvrier. Georges Haupt a repéré trois types de rapport parti / syndicats correspondant à trois types de situation socio-historique[1]. D'abord, le rapport «organique» où l'évolution des effectifs du parti est parallèle à celle des effectifs des syndicats, situation qui se trouve dans de petits pays comme le Danemark et la Suisse. Ensuite, le rapport «d'infériorité» où les effectifs des syndicats sont moins nombreux que ceux du parti, rapport curieux qui ne se trouve que dans des pays agraires ou dominés par la question nationale (Bohème, Finlande). Enfin, le rapport «normal» pour des pays industrialisés comme l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Hollande etc... où la proportion des effectifs des syndicats se situe, par rapport à ceux du parti, aux alentours de 3 contre 1. Or, dans la France d'avant 1914, cette proportion était plutôt de l'ordre de 10 contre 1. Nous n'avons pas l'intention dans ce chapitre d'aborder ce pro-

1. G. HAUPT, « Socialisme et syndicalisme. Les rapports entre partis et syndicats au plan international : une mutation », *Jaurès et la Classe Ouvrière,* Paris, 1981, pp. 29-67.

blème considérable et de fournir une explication de cet état de fait.

Il est néanmoins capital d'examiner brièvement la pensée et l'action d'Edouard Vaillant dans ce domaine. Car ce fut lui qui, dès le début de sa carrière, préconisa l'approche tactique à la question des rapports parti/syndicats qui allait enfin prévaloir lors de la constitution de la S.F.I.O. en 1905 et qui serait consacrée par un vote majoritaire aux congrès socialistes de Limoges (1906) et de Nancy (1907).

De façon générale, les «écoles» socialistes des années 80 et 90 avaient chacune sa propre conception des rapports entre le parti et le mouvement syndical. La position la plus ouvriériste – celle des allemanistes du P.O.S.R. – voyait dans la lutte économique de la classe ouvrière l'alpha et l'oméga du socialisme. L'action du parti politique devait, dans ce schéma, être subordonnée à la lutte directe des travailleurs. A l'autre bout de l'échelle, il y avait deux autres attitudes. D'une part, celle des «réformistes» – broussistes, millerandistes – pour qui les couloirs de l'Hôtel de Ville ou du Palais Bourbon, arpentés par les mandataires socialistes de la classe ouvrière, définissaient à eux seuls le champ d'action du parti. D'autre part, celle des guesdistes qui, se méfiant des limites et des étroitesses de l'action syndicale (qu'ils estimaient incapable d'aller au-delà des revendications économiques), cherchaient à imposer au mouvement syndical le carcan idéologique du socialisme «scientifique» – du moins tel qu'ils le comprenaient.

La conception vaillantiste du rapport parti/syndicats – qui deviendra au moment de l'unité socialiste celle de Jaurès aussi – est tout autre. Pour Vaillant, il ne saurait être question de domination ou de subordination. Le mouvement socialiste et le mouvement syndical étaient, à ses yeux, des composantes également valables et essentielles de l'action totale du mouvement ouvrier. Ils avaient des méthodes et des préoccupations particulières, des champs d'action distincts et, dans une certaine mesure, des effectifs différents. Mais en fin de compte, répétait-il, ils avaient la même ascendance et ils allaient dans le même sens historique. Vaillant croyait en plus que le but de ce mouvement historique ne saurait se réaliser que si les deux mouvements se respectaient et se comprenaient mutuellement et œuvraient ensemble dans un esprit de confiance réciproque – ce qui supposait, à ses yeux, une autonomie absolue sur le plan de l'organisation et de l'action.

J'ai étudié ailleurs la campagne en faveur de l'autonomie syndicale poursuivie par Vaillant dans les années 1880-1890[2]. La caractéristique principale de cette campagne est sa confiance illimitée en la valeur «éducative» de l'action directe des masses ouvrières. Contre les guesdistes, alléguant que « la plus haute aspiration » d'un syndicaliste était qu'il leur soit « permis de traiter d'égal à égal avec le maître[3] », Vaillant affirmait constamment que c'était « au nom de la solidarité de la classe ouvrière sans distinctions aucunes de catégories[4] », qu'était menée chaque lutte ouvrière en France. Car, selon lui, l'ouvrier français était « avant tout un révolté » qui, « lors même qu'il subit le plus durement l'oppression capitaliste, [...] sent ou sait que c'est la conséquence d'une défaite politique et sociale [...][5] ». Mais il se dressait également contre ceux qui prétendaient que l'autonomie syndicale favoriserait le triomphe de l'hétérogénéité, voire de l'anarchisme au sein du mouvement ouvrier : « On croirait écouter [...] des hallucinés se plaignant des différences des saisons et parlant de les supprimer[6] ». Le problème essentiel à résoudre, tant pour le mouvement syndical que pour le parti socialiste, était, selon Vaillant, celui de l'organisation. Mais organisation ne signifie pas embrigadement.

Ce problème de l'organisation ouvrière s'est posé de façon extrêmement révélatrice lors des premières manifestations du premier mai. La tactique de la « délégation aux pouvoirs », adoptée en 1889 et en 1890, qui consistait à articuler la manifestation autour de la remise d'une pétition aux autorités municipales ou gouvernementales, avait été conçue par les guesdistes à des fins purement tactiques : montrer à la classe ouvrière que la question politique primait tout[7]. Mais dans la plupart des villes de France – surtout Paris – cette tactique s'est avérée une expérience au mieux contraignante, au

2. J. HOWORTH, « Edouard Vaillant, le Socialisme et le Mouvement syndical », in *Nouvelle Revue Socialiste,* 12/13 (1975) pp. 94-116.

3. Ed. FORTIN, « Action corporative et Action politique », *Le Socialiste* 20 décembre 1896, p. 1.

4. « Le Congrès de Bordeaux », in *Le Cri du Peuple,* 27 septembre 1888.

5. « Organisation ouvrière et devoir socialiste », *Le Cri du Peuple,* 29 octobre 1888.

6. « Action politique », *Le Parti Socialiste,* 30 juillet 1892.

7. WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit. pp.* 51-53; DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai,* Paris, Sudel, 1953, pp. 61-64.

pire humiliante[8]. Alors que dans les réunions préparatoires des manifestations de 1890 et 1891 les guesdistes persistaient à préconiser ces délégations aux pouvoirs[9], Vaillant et ses amis soulignaient, au contraire, la nécessité de la spontanéité ouvrière et faisaient ressortir l'aspect internationaliste de la journée[10]. Avant tout, écrivait Vaillant, il s'agissait d'une fête populaire :

> « Déjà par une sorte d'accord unanime, c'est sous forme de fête, de jour de chômage et de fête, que les prolétaires ont partout décidé que le pacte international d'union et d'action socialiste devait être célébré. La fermeture des ateliers, la cessation des services de transport, la foule prolétaire chômant et célébrant sa fête à elle, l'ère nouvelle de son action internationale, avant tout autre chose marqueront ce jour sans précédent dans l'histoire du monde. Le reste importe peu [...][11] »

En 1892, le premier mai tombait le jour du premier tour des élections municipales. En tant qu'homme politique Vaillant avait intérêt à saisir cette occasion pour souligner les liens entre mouvement syndical et mouvement socialiste. Mais il considérait que les tentatives guesdistes en vue de la réduction de la manifestation à une journée purement «politique» constituaient en réalité un obstacle majeur à la compréhension de la vraie nature de ces liens de la part de la classe ouvrière. Il fallait donc, dit-il, donner libre cours à la spontanéité ouvrière, source de tout mouvement : « Il n'est et ne peut être question de chercher à réglementer la spontanéité populaire; ce serait vouloir l'anéantir[12]. »

Les polémiques entre socialistes français à propos de l'organisation du premier mai font ressortir chez Vaillant

---

8. DOMMANGET, *op. cit.*, p. 74. Le 1er mai 1890, 1000 personnes seulement ont suivi le cortège «politique». Les dirigeants ont pu remettre aux autorités leurs pétitions, mais la foule a été poursuivie par la police le long de la rue de Rivoli (APP Ba/41).

9. DOMMANGET, *op. cit.*, pp. 137-140; WILLARD, *op. cit.*, pp. 53 & 87; APP Ba/41 – rapports sur la commission du 1er mai.

10. Ce fut en effet Vaillant qui, au Congrès international de Bruxelles en 1891, proposa que le premier mai devienne une journée de manifestation en faveur de la paix universelle : *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891.* Rapport publié par le secrétariat belge, Bruxelles, 1893, pp. 86-89. Cette proposition, repoussée à Bruxelles, fut renouvelée par le C.R.C. au Congrès de Zurich (1893) où elle était enfin acceptée : *Protokoll des internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses,* Zurich 1894, pp. 35-36.

11. « Toujours le Premier Mai », *Le Combat,* 16 avril 1890.

12. « Le 1er Mai », *Le Parti Socialiste,* 24 janvier 1892. En même temps, Vaillant demanda que l'organisation de la manifestation soit assurée par le seul organisme qui regroupait alors toutes les forces ouvrières de France : le Secrétariat national du Travail.

deux idées centrales s'agissant des rapports parti / syndicats. La première – que nous allons étudier de plus près dans le chapitre suivant – est que l'ouvrier français est un socialiste né dont l'éducation politique se fera automatiquement par et à travers les luttes quotidiennes. La deuxième est que l'unité syndicale est la condition première et essentielle de l'unité socialiste. Cette idée devient, au cours des années 1890, le thème d'une centaine d'articles et de discours, et, en 1907, Vaillant déclarait :

> « Dès l'origine, ma propagande personnelle [...] a été de chercher à créer l'unité syndicale en France, tenue par nous, comme élément essentiel de l'organisation ouvrière et comme la condition première de la réalisation de l'unité socialiste que s'était proposée comme but premier le Parti dont j'étais membre[13]. »

Cette tâche de promouvoir l'unité syndicale, Vaillant l'attribuait non pas à la Fédération nationale des syndicats (F.N.S.), organisation «verticale» regroupant de façon hiérarchique (et sous contrôle guesdiste) les principaux syndicats nationalement organisés, mais aux Bourses du Travail, organisations «horizontales», regroupant au niveau de la région et de façon intersyndicale les travailleurs des différents métiers[14]. En 1892, il estime que « la Bourse du Travail est sans contredit la plus précieuse des conquêtes du prolétariat français sur la bourgeoisie soi-disant républicaine » et que, grâce à elle, « les syndicats ont conquis l'instrument de leur organisation, de la constitution, dans sa force, de la classe ouvrière[15] ». Ceci pour quatre raisons principales. D'abord parce que, dans les Bourses du Travail, « le bon sens ouvrier » avait « su comprendre enfin que l'exclusion de toute intrigue ou participation politicienne était la condition nécessaire du succès syndical ». Ensuite, parce que l'aspect inter-syndical des Bourses empêcherait toute possibilité de développement d'une mentalité corporatiste ou trade-unioniste. Troisièmement parce que l'activité principale des Bourses – l'étude des problèmes de placement et de statistique ouvriers – était le complément théorique le plus efficace

---

13. *4e Congrès National de la S.F.I.O. tenu à Nancy,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 501.

14. Dès 1886, Vaillant avait entrevu le jour où les Bourses du Travail constitueraient « le milieu le plus favorable » pour l'organisation de la classe ouvrière française : *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris,* 2 décembre 1886, pp. 2733-2734.

15. « Bourse du Travail », *Le Parti Socialiste,* 22 mai 1892. Les citations qui suivent sont également de cet article.

possible à l'éducation pratique des luttes quotidiennes. Et enfin parce que la structure locale et fédérée de toutes les forces ouvrières d'une région « fait toute la valeur de cette institution [...] à qui nous devrons bientôt non seulement l'unité de la classe ouvrière mais aussi l'unité du parti socialiste. »

Il n'est guère étonnant que les deux premiers secrétaires de la Fédération nationale des Bourses du Travail (F.N.B.T.) – créée en 1892 –, Bernard Besset et Rieul Cordier, soient des membres du C.R.C. Lors du deuxième Congrès de la F.N.B.T. c'étaient les vaillantistes, Cordier et Léon Martin, qui ont fait voter la résolution appelant à l'organisation en juillet 1893 d'un congrès d'unification ouvrière regroupant tous les organismes existants : bourses, syndicats, fédérations de métier. C'était en grande partie grâce à cette initiative, et grâce surtout à l'énergie et à l'enthousiasme des militants provinciaux que le mouvement ouvrier en France réussissait, aux Congrès de Nantes (1894) et de Limoges (1895), à s'arracher à l'influence politique du P.O.F. pour se constituer sur des bases exclusivement ouvrières. Le célèbre article 2 des statuts de la C.G.T. – « les éléments constituant la C.G.T devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques » – avait été présenté par le vaillantiste J. Majot et soutenu par Léon Martin. C'est en ce sens que Maurice Dommanget a pu parler de Vaillant comme « grand-père de la C.G.T. », constatation dont Jacques Julliard estime que « la formule est curieuse mais l'idée est juste[16] ». Ce sera, pour bonne mesure, un autre vaillantiste, Victor Griffuelhes, secrétaire de la C.G.T., qui fera voter en 1906 la « Charte d'Amiens » qui consacrera officiellement, l'autonomie de la centrale syndicale.

Après Limoges, à de rares et douloureuses exceptions près[17], les socialistes «politiques» français avaient d'autres problèmes trop pressants à résoudre (Dreyfus, Millerand) pour s'occuper des rapports parti/syndicats. C'était donc, ainsi que Vaillant l'avait prévu, grâce à la pression de la base ouvrière, que l'unité entre la C.G.T. et la F.N.B.T. était scellée en 1902. Anticipant sur cet événement en septembre 1901, Vaillant essayait de faire le point sur l'histoire du mouvement ouvrier depuis Limoges et surtout d'évoquer les pro-

16. DOMMANGET, *Vaillant, op. cit.*, p. 140; JULLIARD, *Fernand Pelloutier, op. cit.*, p. 129.

17. Comme, par exemple, au Congrès de Londres en 1896. Voir, sur cette question, mon article cité note 2, *supra*.

blèmes structurels qui restaient à résoudre[18]. L'organisation née en 1895, estimait-il, n'était en effet qu'un rapprochement « quelque peu organique » des groupements syndicalistes existants. C'était, dit-il, la bonne méthode, la « méthode positive et vraie », à l'abri de toute ingérence idéologique, motivée par la simple reconnaissance d'un but ultime et encore assez lointain : l'unité organique des organisations ouvrières. Au fil des années, disait-il, la C.G.T. s'était efforcée de « rendre le rapprochement plus cohérent, plus organique ». Pour ce faire, il lui avait fallu vaincre les méfiances des anciens groupements, tous jaloux de leur influence et de leur rôle propres. Le problème essentiel, disait-il, était le suivant : « Il ne s'agi[ssait] pas en effet de réduire les fonctions et l'utilité d'aucun des organes qu'a[vait] antérieurement constitués une nécessité locale ou corporative, de lien ou d'organisation, mais de leur assigner dans l'organisme total leur place et leurs rapports. » L'on reconnaît tout de suite, sous une autre forme, la conception vaillantiste de l'action totale. La leçon, à l'intention des socialistes, était évidente.

La C.G.T., disait Vaillant, avait eu raison de progresser lentement et de façon tout empirique sur le chemin des rapports organiques : « Les congrès ont senti que les faits, mieux qu'eux, préciseraient ces rapports. » Déjà cette méthode empirique avait facilité l'intégration à la C.G.T. de la plupart des fédérations de métier qui étaient restées à l'écart après Limoges et dont le Congrès cégétiste de Lyon en septembre 1901 allait assurer l'intégration définitive. Une fois l'intégration des Bourses accomplie, disait Vaillant, la C.G.T. pourrait enfin remplir sa fonction essentielle : « la corrélation de coordination organisée de tous les organes, depuis le plus élémentaire jusqu'au plus compliqué, de l'organisation économique du prolétariat. » D'un bout à l'autre de sa carrière, Vaillant préconisait cette approche empirique aux problèmes des rapports non seulement entre le parti et le mouvement syndical, mais aussi entre les différentes composantes de celui-ci. Sa lutte en faveur de l'unité ouvrière par l'autonomie syndicale ne cessait pas avec l'unification de la C.G.T. et de la F.N.B.T. en 1902, ni même avec la décision de la S.F.I.O. en 1905 d'interdire les adhésions syndicales, ni même avec la Charte d'Amiens en 1906.

En 1906 et encore en 1907, la S.F.I.O. était appelée à renouveler le débat sur les rapports parti / syndicats. La frac-

18. « Confédération du Travail », *Le Petit Sou,* 20 septembre 1901.

tion guesdiste, réagissant avec amertume à la déclaration cégétiste d'Amiens, cherchait, en s'appuyant sur l'exemple de la Deuxième Internationale[19], à précipiter par tous les moyens possibles le mariage entre la S.F.I.O. et la centrale syndicale. Ce fut surtout Vaillant qui mena la campagne contre cette proposition en réalité peu amoureuse. Dans l'organe officiel du parti, il s'insurgeait contre toute idée de mariage morganatique, arrangé par en haut pour des motifs idéologiques. La seule union valable et durable, estimait-il, était celle qui se faisait

> « par la base, la masse, par l'action combinée effectivement, quotidienne ou accidentelle comme au premier mai, dans les coalitions, les grèves, les élections etc. de citoyens à la fois membres de groupes socialistes et de syndicats, du Parti et de la Confédération[20] ».

Lors du grand débat idéologique au Congrès S.F.I.O. de Nancy en 1907, il reprenait cette idée de l'éveil de la conscience socialiste dans le feu de l'action. Le guesdiste Parvy avait évoqué dans son discours toute une série de rencontres régulières entre syndicalistes et socialistes, dans le but de justifier la proposition (guesdiste) de la Dordogne qui en appelait à des fiancailles immédiates entre la S.F.I.O et la C.G.T. Vaillant estimait qu'une telle précipitation du rapprochement se terminerait tôt ou tard par un divorce. En parlant des multiples contacts quotidiens entre socialistes et syndicalistes, Parvy, disait Vaillant, apportait en effet de l'eau au moulin de ceux qui souhaitaient que les fiancailles se fassent attendre :

> C'est cette rencontre dans une action commune qui fait l'union réelle. Plus les syndiqués et les révolutionnaires socialistes [...] se seront rencontrés dans des actes communs, menant le même combat, se trouvant sur le même terrain, parlant un langage semblable, plus, par là, croîtra le rapprochement, l'accord, l'unité de l'action syndicale et politique du prolétariat militant. Le seul moyen de faire cet accord prochain, c'est de faire le plus possible des actes d'effet concordant, une lutte commune [...] c'est dans ces rencontres [...] que se fera l'union, le concert que tous nous désirons, mais dont le seul moyen de réalisation est, je le répète, dans l'action et par l'action[21] »

---

19. La Deuxième Internationale se proposait en 1907 de débattre la question des rapports parti / syndicats au Congrès de Stuttgart où ils ont en effet adopté une résolution en faveur des rapports très étroits entre les deux organisations.

20. « Questions à résoudre », *Le Socialiste,* 18 août 1906.

21. *4e Congrès (Nancy) op. cit.* p. 519.

Cette soif de synthèse, cette recherche infatigable de tous les éléments de l'action totale témoigne de la richesse illimitée de la vision vaillantiste du processus historique, mère du socialisme. Il le disait lui-même à Nancy : « Je ne veux pas que des nuances empiètent les unes sur les autres, [...] Le jour où je verrai une nuance menacée, je me porterais de son côté même si la sympathie à son égard me faisait défaut[22] ».

Cette confiance totale (certains diraient aveugle...) dans l'action spontanée de tous les jours, nous en retrouvons l'écho chez les dirigeants syndicalistes eux-mêmes. Victor Griffuelhes, secrétaire de la confédération, formé à l'école de Vaillant, écrivait en 1907 :

> « Le syndicalisme français se caractérise par l'action spontanée et créatrice. [...] C'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière marque ses progrès. Ses progrès ne sont, par conséquent, pas à mes yeux, l'expression d'une science ou d'une formule, mais la résultante d'efforts continus. [...] A mon sens le mouvement ouvrier [...] est le résultat d'une longue pratique, créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes[23]. »

Jusqu'à la fin de sa vie, Vaillant continuait à penser que la plus grande menace portée contre le mouvement ouvrier était justement l'ingérence des hommes... socialistes! Comme le disait Jacques Julliard, « jusqu'à la guerre, la C.G.T. n'eut pas de défenseurs plus fidèles et plus désintéressés que les [vaillantistes][24] ». Il convient maintenant d'examiner l'attitude de Vaillant vis-à-vis de la pratique du syndicalisme révolutionnaire.

---

22. *Id.*, p. 517.

23. Cité par Georges LEFRANC, *Le Mouvement Syndical sous la Troisième République*, Paris Payot, 1967, p. 89.

24. JULLIARD, *Pelloutier, op. cit.* p. 130.

[illegible]

l'action [illegible]

[illegible]

syndicalisme [illegible]

[illegible] Vaillant [illegible]

[illegible]

CHAPITRE VIII

DE LA PRAXIS SYNDICALISTE A LA CONSCIENCE SOCIALISTE

De même que pour Vaillant le parti socialiste ne vaudrait rien s'il n'était « le parti de combat de la classe ouvrière », de même – et il le répétait constamment – « l'organisation corporative ne vaudra que si elle est socialiste[1]. » Henri Dubief a défini le syndicalisme révolutionnaire comme un « ensemble de méthodes, de manières d'être et d'agir qui caractérisent le mouvement ouvrier français dans la période 1874-1914[2]. » Pour Vaillant, on l'a vu, toutes ces méthodes, toutes ces manières d'être, toutes ces formes d'action étaient bonnes et valables par définition parce qu'elles étaient décidées et mises en marche par la classe ouvrière. En 1912, il est allé jusqu'à déclarer que, « pour moi, tout ce que fait la C.G.T. est bien parce qu'elle le décide[3]. »

Les grèves et la grève générale

Lors de ses très rares moments d'humeur sceptique ou de pessimisme relatif, il arrivait à Vaillant de mettre en garde la classe ouvrière contre tout mouvement de grève irréflé-

---

1. « Action ouvrière et socialiste », *Le Tocsin populaire du Berry,* 19 juillet 1902.
2. H. Dubief, *Le Syndicalisme révolutionnaire,* Paris, Colin, p. 5.
3. *9e Congrès national de la S.F.I.O., tenu à Lyon,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 217.

chi[4]. Il estimait néanmoins que lorsqu'une grève éclatait, même si les chances de succès étaient minimes, il était du devoir de chaque socialiste de faire preuve d'une solidarité militante totale. Au moment où les familles ouvrières affrontaient non seulement la faim mais aussi, très souvent, la troupe, le socialiste ne pouvait se permettre de marchander son soutien : « il n'y a pas d'acte où le devoir de solidarité socialiste soit plus impérieux[5]. » A cet égard, il y avait une différence fondamentale entre l'attitude vaillantiste et l'attitude guesdiste vis-à-vis des grèves[6]. Pour les vaillantistes, chaque grève, même si elle se soldait par un échec, était en elle-même un entraînement et une éducation des plus utiles.

Côtoyant les grévistes partout où une action s'était déclenchée, Vaillant appréciait à son plus haut point l'impulsion donnée par cette forme d'action à l'organisation et à la conscience ouvrière. L'idée selon laquelle l'organisation syndicale et ouvrière est une conséquence plutôt qu'une cause des grèves a été mise en valeur en 1906 par Rosa Luxemburg; nous y reviendrons. Mais Vaillant le disait assez clairement depuis les années 1890. Un des exemples les plus frappants de la valeur «organisationnelle» des grèves est fourni par la grève des bûcherons dans son Cher natal en 1891-92.

Un premier mouvement de grève avait été lancé par les bûcherons en novembre 1891 et il avait rapidement fait tache d'huile. La grève allait durer six mois et allait toucher plus de 150 communes dans plusieurs départements du Centre. En décembre, les casseurs de cailloux débrayèrent à leur tour et en mars ils étaient suivis – brièvement – par les journaliers agricoles. Le C.R.C., dès le début, accorda un appui inconditionnel à ces «paysans» grévistes. Eugène Baudin, député vaillantiste du Cher, vivait parmi eux jour et nuit pendant des semaines entières. Vaillant lui-même faisait régulièrement la navette entre Paris et St-Amand. Ce fut la première grève d'envergure considérable dans l'histoire de la France rurale[7]. Et Vaillant s'empressa – bien à tort – d'y lire

---

4. « Organisation, non réglementation », *Le Petit Sou,* 15 février 1901.
5. « Intensité du Travail », *La Petite République,* 5 avril 1895.
6. Pour l'attitude guesdiste, voir WILLARD, *op. cit.*, p. 351.
7. L'histoire de cette grève reste à écrire. (Michelle PERROT évoque un mouvement éphémère dans le Cher en 1886 dans *Les Ouvriers en grève,* Paris, Mouton, 1974, Vol. 1, pp. 330-31). *Le Parti Socialiste,* organe du C.R.C., en faisant un reportage hebdomadaire pendant toute sa durée en 1891-1892. Voir aussi PENNETIER *op. cit.*, et PIGENET, *op. cit.*,

le ralliement de la paysannerie française au message du socialisme[8].

Cet optimisme tout illusoire s'explique pourtant dans une certaine mesure par la réalité concrète de l'organisation syndicale issue de la grève, et dont Vaillant fut le témoin privilégié. Qu'une masse d'ouvriers agricoles, politiquement «ignorante» et géographiquement éparpillée fût capable, grâce à cette grève, d'organiser en quelques jours un syndicat capable de traiter d'égal à égal avec les gros propriétaires terriens berrichons et les tout-puissants marchands de bois urbains, voilà qui a frappé l'imagination de Vaillant. Les bûcherons organisèrent leur syndicat le 6 décembre (2 semaines après le début de la grève) et les casseurs de cailloux le 14 (2 jours seulement après l'arrêt de travail.) En mars 1892, les ouvriers journaliers maçons, les vignerons, les terrassiers et divers ouvriers agricoles, enthousiasmés par le succès de leurs confrères ont, eux aussi, organisé un syndicat. En juin 1892, il y avait plus de cent sections syndicales regroupant divers travailleurs de la campagne dans le seul département du Cher[9]. Sept mois auparavant il n'y en avait aucune. C'était surtout cette «retombée» syndicaliste, organisationnelle que relevait Vaillant dans ses articles et commentaires sur ces événements.

Que l'organisation soit l'enfant de l'action (plutôt que le contraire) est également la leçon que tirait Vaillant des grandes grèves d'Anzin en 1893 : « Il faut avoir vu ces admirables réunions où, sur 20 ou 30 points de la région, les mineurs viennent se mettre au courant de la situation [...] pour comprendre à quel degré s'est éveillé en eux la conscience de leur droit[10]. » Et encore, à Carmaux en 1895, il nota que « l'état de siège, l'armée, la police, les violences [...] font ce que la propagande socialiste n'eut peut-être pu achever aussi rapidement[11] ». Lors de la grève des mineurs de Montceau en 1901 ce fut le jeune Maxence Roldes, fidèle lieutenant de Vaillant, qui lança l'idée des « soupers populaires » qui jouèrent un si grand rôle dans le maintien de la combativité gréviste pendant de longues semaines. Commentant cet esprit de solidarité et d'organisation de la part des mineurs, Vail-

8. « C'est l'exemple donné ainsi de l'union de la ville et de la campagne, du paysan et de l'ouvrier, dans une même conception de la cause ouvrière, [...] », « La Grève des bûcherons », *Le Parti Socialiste,* 6 mars 1892.

9. *Le Parti Socialiste,* 19 juin 1892, p. 3.

10. « Solidarité », *Le Parti Socialiste,* 15 octobre 1893.

11. « Le Mouvement », *La Petite République,* 6 septembre 1895.

lant estimait que « ce qui caractérisera la grève de Montceau [...] c'est qu'elle a plus qu'aucune autre manifesté la conscience et la force actuelle de la classe ouvrière organisée. Elle en est le moment nécessaire et critique de développement[12] ».

Mais au tournant du siècle, la grève partielle était de plus en plus considérée par les syndicalistes comme un entraînement pratique à la grève générale[13]. L'on sait que les vaillantistes ont toujours été d'ardents défenseurs de la notion de grève générale : ce furent en effet trois membres du C.R.C., Capjuzan, Besset et Cordier qui organisèrent et animèrent le « Comité d'organisation de la Grève générale » en 1893 et qui assurèrent la publication de son organe, *La Grève Générale*[14].

C'était en 1891 que Vaillant lui-même commençait à réfléchir de façon sérieuse à la possibilité pratique de la grève générale. Il s'est d'abord rendu compte, lors de la grève des cheminots, de la vulnérablilité terrible de l'appareil capitalo-étatique, de la possibilité de « mettre la main sur l'organe de la circulation, sur le cœur de la société bourgeoise et d'en arrêter les battements, les mouvements[15]. » Il commençait à réfléchir aux autres secteurs dont la prise en main par la classe ouvrière pourrait porter à la société capitaliste un coup de masse : l'industrie minière (qui nourrissait les usines) et l'industrie alimentaire (qui nourrissait leurs propriétaires). A cette occasion, il s'est laissé aller au rêve d'une grève générale dans ces trois secteurs dont il disait qu'elle serait « l'arme triple et infaillible [...] par laquelle la classe ouvrière peut frapper à mort la société capitaliste[16] ».

Mais au fur et à mesure que sa réflexion mûrissait, il abandonnait l'idée quelque peu utopique d'affamer la bourgeoisie par une grève de l'industrie alimentaire[17]. Il continuait, cependant, à privilégier le rôle des mineurs et des cheminots dans une vue d'ensemble qui envisageait très sérieusement d'intégrer dans l'action totale une grève généralisée

12. « La Grève et ses conséquences », *Le Petit Sou,* 10 mai 1901.

13. Voir sur ce sujet, J. JULLIARD, « Le Syndicalisme révolutionnaire et les grèves », *Le Mouvement social,* 65, 1968, p. 58.

14. Voir à ce sujet, R. BRÉCY, *La Grève générale en France,* Paris, E.D.I., 1969, p. 47.

15. « La Grève générale et le syndicat des chemins de fer », *Le Parti Socialiste,* 26 juillet 1891.

16. *Ibid.*

17. Idée qu'affectionnait toujours Pelloutier en 1894 (voir JULLIARD, *Pelloutier, op. cit.,* p. 85.

de ces deux secteurs[18]. Surtout, de même qu'il considérait que la valeur essentielle de la grève partielle se trouvait dans l'impulsion donnée à l'organisation ouvrière, de même voyait-il dans la grève générale – ou généralisée[19] – un formidable véhicule de mobilisation. En septembre 1894, commentant le récent vote du Congrès syndical de Nantes en faveur de la grève générale, il écrivait :

> « Le moyen proposé peut être illusoire; car ce n'est pas les bras croisés que le prolétariat fera sa révolution, et la grève généralisée de tous les travailleurs ne paraît guère possible. Le vote n'en est pas moins, la question étant posée, désirable et bon. Il exprime, en réalité, sous cette forme, la volonté des travailleurs de s'unir dans un effort commun et organisé. Peu importe à quel propos ils se veulent mettre en mouvement et en action pourvu qu'ils se meuvent et agissent. Qu'ils se mettent en marche! et l'action utile et pratique, à chaque pas, ne leur manquera pas[20]; »

Il y a deux arguments dans ces observations qui méritent qu'on s'y attarde. Le premier, c'est l'apothéose de l'action. Il ne faut pas déceler dans ces propos une quelconque vision sorelienne (ou présorelienne) du mythe mobilisateur de la grève générale, encore moins une vision léniniste de la praxis insurrectionnelle. Son propos est plus simple : il disait son inquiétude devant la montée des querelles idéologiques qui déchiraient au moment du Congrès de Nantes non seulement socialistes mais aussi syndicalistes. Une de ces querelles portait justement sur la nature ou la forme que revêtirait la grève générale. Elle opposait les apôtres d'une vision légaliste (Briand, les allemanistes et les syndicalistes modérés) à ceux d'une vision plus révolutionnaire (Pelloutier et, plus tard, Griffuelhes)[21]. Ce fut surtout le discours de Briand qui avait retenu l'attention à Nantes et qui a provoqué le deuxième élément intéressant dans la réaction de Vaillant. Sa remarque concernant l'illusion des «bras croisés» fait clairement comprendre que, sur ce problème comme sur tant d'autres, Vaillant se situait carrément dans le camp du syndicalisme révolutionnaire.

---

18. Voir « La Révolution », *Le Parti Socialiste,* 6 août 1893.

19. L'emploi de ces deux termes – « grève générale » et « grève généralisée » – est extrêmement inconsistant. En 1904, Lafargue prétendait que celui-là pourrait être interprété de quatre façons différentes (*Le Mouvement socialiste,* n° 137 / 138, pp. 196-197). Chez Vaillant, le premier terme semble signifier une grève dans un seul secteur, alors que le deuxième équivaut à ce que nous entendons aujourd'hui par grève générale : l'arrêt du travail dans un grand nombre d'industries au niveau national.

20. « Organisation », *La Petite République,* 22 septembre 1894.

21. Voir JULLIARD, *Pelloutier, op. cit.,* pp. 63-65 & 86 ff.

Cela dit, il ne faut jamais oublier que, pour Vaillant, l'action politique du parti socialiste était au moins aussi importante que l'action syndicaliste de la C.G.T. Le reproche principal formulé par les guesdistes contre la notion de la grève générale consistait à affirmer que si la classe ouvrière était suffisamment forte pour faire triompher la révolution par ce moyen, elle serait en réalité capable de s'en passer. Vaillant lui-même exprimait au moins une fois un brin de sympathie à l'égard de cet argument[22]. Mais alors que les guesdistes avaient tendance à s'en servir comme cheval de bataille contre la C.G.T. elle-même, Vaillant refusait par principe de critiquer la centrale ouvrière. Il ne croyait pas que la gréve générale pût à elle seule suffire à enfanter un changement de régime, mais au fil des années il croyait de plus en plus fermement que, quelque forme que revêtirait la révolution socialiste, la grève générale y jouerait inévitablement un rôle quelconque :

> « Les grèves généralisées [...] seront sans doute un des modes de combat de la classe ouvrière. Il serait difficile de prédire leur rôle exact, mais il serait aussi faux de le nier que d'y vouloir tout absorber. »[23]

Au tournant du siècle, Vaillant pensait, tout en refusant de privilégier un seul des éléments de l'action totale, que l'action syndicaliste avait pris, par rapport à l'action parlementaire socialiste, « un caractère plus sensiblement révolutionnaire »[24]. Dans ces conditions, il estimait que le rôle de la grève générale pouvait être de «régénérer» l'action politique défaillante du parti socialiste[25]. Il est vrai que telle qu'elle était exprimée, cette idée remarquable s'appliquait surtout aux pays où l'action politique était faible ou même interdite. Mais l'exemple révolutionnaire que pourraient offrir ces pays n'était pas, aux yeux de Vaillant, totalement dépourvu d'intérêt pour la France.

La Révolution russe de 1905 était pour lui très riche d'enseignements. Dans un article en juillet 1905[26], il disait qu'elle allait jouer « pour la révolution prolétaire internationale, le rôle déterminant et accélérateur qu'avait joué, au

---

22. Lettre à L. de Seilhac citée dans L. de SEILHAC, *Le Monde Socialiste,* Paris, 1904, p. 85.

23. *Le Mouvement socialiste,* 137 / 138 (1904), p. 204.

24. *4e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nancy,* compte rendu sténographique, s.d., p. 506.

25. *Le Mouvement socialiste,* nº 137 / 138, *loc. cit.,* p. 203.

26. « Patriotisme et Internationalisme », *L'Emancipation de Saint-Denis,* 15 juillet 1905.

XVIII[e] siècle, pour la révolution bourgeoise et l'avènement du capitalisme dans le monde, la révolution nationale américaine et surtout la révolution sociale française ». Au Congrès de la S.F.I.O. en 1907, il tirait les leçons de la grève des masses qui avait caractérisé les événements de 1905. Citant avec approbation l'analyse de Rosa Luxemburg, dont il était l'un des tout premiers lecteurs français, il faisait siennes ses conclusions sur le rôle mobilisateur de ces grèves :

> « La grève générale est une façon plus commode, une voie plus accessible et plus ouverte à tous d'entrée en mouvement et c'est surtout le moyen le plus efficace pour entraîner dans le mouvement du prolétariat organisé les masses prolétaires encore inorganisées, mais sans le concours desquelles aucune révolution n'est possible[27]. »

A partir de ce moment, Vaillant considérait le rôle de la grève générale non pas seulement comme un élément capital dans le mouvement révolutionnaire, mais aussi comme une arme défensive contre la guerre.

Nous examinerons plus tard sa campagne énergique en faveur de la grève générale antimilitariste. Il suffit ici de noter que les arguments qu'il employait à l'appui de ses propositions tant au Congrès international de Copenhague (1910) qu'à celui de Bâle (1912), s'articulaient autour de la faiblesse, voire l'incapacité de la seule force institutionnelle des partis socialistes européens. La force du mouvement révolutionnaire résidait, affirma-t-il à Copenhague, dans la classe ouvrière elle-même, dont l'arme la plus puissante était la grève générale[28]. A Bâle, malgré son vif désir de ne pas froisser les délégués allemands en évoquant la tactique de la grève générale, sa déception très grande face à l'immobilisme de l'Internationale l'a poussé à déclarer que « la grève insurrectionnelle en Russie a été, en 1905, l'arme par excellence de la Révolution.[29] »

Bref, pour Edouard Vaillant, la tactique de la grève générale, organisée et mise en marche par les éléments les plus conscients et les plus socialistes de la classe ouvrière, resta toujours une arme capitale dans la stratégie globale de l'action totale. Mais la grève générale n'était pas la seule corde à l'arc cégétiste. Il y avait d'autres moyens d'action

---

27. *4e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nancy, op. cit.*, p. 513. Voir *supra*, p. 85.

28. *Huitième Congrès socialiste international tenu à Copenhague*, compte rendu analytique, Gand, 1911, p. 332.

29. *Guerre à la guerre*, Paris, 1913, cité dans DOMMANGET, *Vaillant*, p. 508.

directe dont tous, on pouvait s'y attendre, retrouvaient une place dans la vaste synthèse vaillantiste.

Le boycottage, les coopératives, l'autogestion

En tant qu'élément actif de la lutte des classes, le boycottage inauguré en Irlande en 1879 et largement employé aux États-Unis dans les années 1880, ne fait son apparition sur le continent d'Europe qu'au milieu des années 1890 et ne figure à l'ordre du jour d'un congrès syndicaliste qu'en 1897.[30]

Toujours attentif aux développements à l'étranger, Vaillant avait déjà commenté, en 1894, le boycottage d'une brasserie berlinoise par les ouvriers de la capitale allemande, y décelant un moyen efficace de promouvoir l'organisation de la classe ouvrière[31]. En 1897, il consacrait d'autres articles à cette tactique nouvelle, cherchant surtout à faire ressortir la puissance virtuelle du mouvement ouvrier en tant que force de consommation. Le boycottage, estimait-il, était bien plus que la mise à l'index plutôt platonique naguère utilisée par le compagnonnage. C'était, dit-il, au contraire, « le combat incessant, généralisé de l'ouvrier, du socialiste, réunissant, disciplinant toutes ses forces comme homme et citoyen, comme producteur et consommateur pour frapper l'ennemi à tous les points de contact de l'existence ». Mieux encore, enchaîna-t-il, « la lutte sociale ainsi transférée dans les faits ordinaires de la vie quotidienne prend un intérêt intense par son effet immédiat et devient elle-même un motif toujours plus pressant et sûr d'organisation ». Et, toujours prêt à intégrer de nouvelles formes de lutte dans sa stratégie d'action totale, il envisageait l'utilisation du boycottage comme étai supplémentaire des grèves[32]. Chez Vaillant, aucune forme d'action n'a de valeur que comme élément intégré d'une opération d'ensemble. Dans le boycottage, il découvrait un moyen excellent de faire la liaison active entre les producteurs et les consommateurs.

La puissance des ouvriers-consommateurs se trouvait aussi au cœur du débat sur les coopératives. Bien que la coopérative fût considérée avant la Commune – et même toujours au Congrès ouvrier de Paris en 1876 – comme une

30. Robert BRÉCY, *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921, essai bibliographique,* Paris, Mouton, 1963, p. 45 (nº 1).

31. « Organisation », *La Petite République,* 22 septembre 1894.

32. « Boycottage », *La Petite République,* 13 août 1897.

espèce de panacée autosuffisante, elle tombait plus ou moins dans l'oubli avec l'essor du syndicalisme révolutionnaire. Vaillant lui-même avait ridiculisé la «solution» coopérative en 1876[33].

Au tournant du siècle, cependant, la coopérative (de production comme de consommation) commençait à réapparaître comme une forme répandue d'action militante ouvrière. En 1899, Vaillant, dans un discours à la Chambre, évoquait cette question pour la première fois depuis vingt-cinq ans[34]. Le contexte était la discussion du chapitre 31 du budget, traitant des subventions gouvernementales aux coopératives. Marx et Engels avaient prétendu que, dès qu'une société coopérative bénéficiait du soutien étatique, sa valeur révolutionnaire était du coup anéantie[35]. Vaillant était maintenant moins dogmatique à cet égard, affirmant que, pourvu que l'argent fût géré par les ouvriers eux-mêmes, il n'y voyait pas de mal, au contraire. Son attitude était dictée à cette occasion par une visite récente dans le Jura où il venait de faire la connaissance d'un mouvement coopératif d'ouvriers diamantaires qui, loin d'essayer de constituer une nouvelle élite, un « petit patronat collectif », tentait au contraire de faire entrer dans le mouvement tous les travailleurs du métier. Vaillant avait été tellement impressionné par cette expérience qu'il est allé, à propos des coopératives, jusqu'à évoquer la possibilité de créer, par ce biais, « de véritables sociétés de solidarité ouvrière ».

Ce n'était, cependant, qu'en 1910 que la question théorique des coopératives avait été débattue au Congrès de la S.F.I.O.[36]. Inévitablement, la ligne de partage idéologique séparait les guesdistes des autres. Ernest Poisson, au nom des coopératives, souligna le fait que les coopératives de production, incapables de rivaliser avec les sociétés capitalistes, avaient pour la plupart fait faillite alors que les coopératives de consommation s'étaient montrées de très puissantes sources d'animation et d'organisation ouvrière. Les guesdistes répliquèrent en disant que, la plus-value n'étant créée qu'au

---

33. Il le traitait de « formule cabalistique » dans son pamphlet, *Les Syndicaux et leur congrès* (1876), reproduit dans A. ZÉVAÈS, *Le Socialisme en France depuis 1871*, Paris, 1908, p. 320.

34. *Journal Officiel*, Chambre - Débats, 9 février 1899, pp. 391-392.

35. Karl MARX, Friedrich ENGELS, *Le Syndicalisme*, Vol. 1, Maspero, 1972, pp. 97-98 ; *Critique des programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Spartacus, 1948, p. 33.

36. *7e Congrès national de la S.F.I.O., tenu à Paris*, compte rendu sténographique, Paris, s.d., pp. 85-202.

niveau de la production, les mouvements des consommateurs étaient incapables d'aider à la libération du prolétariat. C'était Vaillant qui se dressait contre cette forme de marxisme par trop primaire en faisant ressortir les subtilités de la question et en replaçant l'action coopérative dans le contexte de l'action totale[37]. Tandis que les guesdistes affirmaient qu'une réduction des prix entraînait infailliblement une réduction des salaires et donc du niveau de vie des ouvriers, Vaillant faisait valoir au contraire que « c'est l'enchérissement des frais de l'existence qui abaisse la valeur du salaire réel ». En tout cas, enchaîna-t-il, lorsque prix *et* salaires étaient tous les deux sous contrôle capitaliste, la classe ouvrière était deux fois perdante. La valeur des coopératives de consommation se trouvait justement, estima-t-il, dans le fait qu'une partie – mince mais significative – du contrôle économique était ainsi enlevée à la classe possédante. A cet égard, disait Vaillant, il était indispensable de faire une distinction fondamentale entre les divers moyens dont disposait la bourgeoisie pour contrôler le pouvoir d'achat des ouvriers. Grâce au système des économats – sous diverses formes – l'ouvrier se trouvait doublement exploité : comme producteur et comme consommateur. Dans ce système, l'abaissement des prix n'était qu'une forme d'esclavage supplémentaire.

Mais tout changeait, estimait-il, si cet abaissement était dû à une coopérative ouvrière. Car en ce cas, non seulement la coopérative elle-même faisait des réductions de prix, mais elle obligeait dans une certaine mesure ses concurrents à faire de même. Plus la coop était organisée et grande, prétendait Vaillant, plus cet effet secondaire serait important. Et, revenant comme toujours à la stratégie de l'action totale, il faisait remarquer que si les patrons, citant comme prétexte la baisse du coût de la vie, essayaient de réduire les salaires, alors interviendraient le syndicat et l'action syndicale. Tout se tient dans la conception vaillantiste de l'action totale :

> « Dans la coopération [la classe ouvrière] trouve une des conditions de l'exercice de sa force organisée et de son développement, un élément utile de son activité totale, de son unité. [...] Elle démontre ainsi, par le fait, l'unité ouvrière, l'unité d'organisation et d'action de la classe ouvrière en toutes ses formes, s'appuyant l'une sur l'autre pour l'action totale[38]. »

37. *Id.*, pp. 188-193.
38. *Id.*, p. 191.

En fin de compte, ce que Vaillant estimait peut-être le plus dans ces diverses formes d'action ouvrière, c'était l'entraînement et la capacité gestionnaires qu'elles offraient aux ouvriers. Pour Vaillant, le socialisme serait autogestionnaire ou il ne serait pas.

Selon *Le Robert* (7e volume – le supplément) le terme *autogestion* est entré dans la langue française en 1960. Jean Bancal, dans son ouvrage *Proudhon, Pluralisme et Autogestion,* remarque que Proudhon lui-même ne s'en est jamais servi[39]. Marie-Geneviève Dezès nous dit que Jaurès semble également l'avoir ignoré[40]. Vaillant était peut-être le premier à se servir consciemment du mot pour désigner la chose. Nous avons déjà examiné la campagne de Vaillant en faveur de la démocratie directe. J'ai également évoqué son intervention dans le débat "centralisme-fédéralisme" et son concept de « fédéralisme positif ». Il est évident que Vaillant en voulait instinctivement à qui prétendrait contrôler la vie et l'existence d'autrui. Derrière pratiquement tous ses discours aux congrès de la S.F.I.O. se dessine la notion élémentaire symbolisée par le slogan des années 1960 : Power to the People (Pouvoir populaire). A Limoges (1906) et à Nancy (1907), il prenait la parole en faveur de l'autonomie syndicale, non seulement pour des raisons politiques précises, mais aussi parce que cette autonomie favorisait le contrôle et la gestion ouvrière des institutions et des organisations en cause[41]. A Toulouse (1908), il dit que la force même des organisations ouvrières posait déjà le problème de la gestion ouvrière et de la participation populaire à la direction des entreprises et aux tâches de management[42]. Ce fut pourtant au Congrès de Nîmes (1910) qu'il utilisa pour la première fois le terme *autogestion.*

Le contexte en était le projet de loi Briand sur les retraites ouvrières. Vaillant s'insurgeait contre ce qu'il estimait être un faux problème soulevé par les guesdistes, dont l'argument principal contre le projet fut l'inadmissibilité des cotisations ouvrières. A l'appui de cet argument, les guesdistes avaient rappelé que le projet allemand en faveur des assuran-

---

39. Jean BANCAL, *Proudhon, Pluralisme et Autogestion,* Vol. 2, *Les Réalisations,* Paris, Aubier-Montaigne, 1970, p. 18.

40. Marie-Geneviève DEZÈS, « Participation ou Autogestion ? L'opinion de Jaurès en 1909 », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes,* avril-juin 1973, p. 4.

41. *4e Congrès national, op. cit.,* p. 509.

42. *5e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Toulouse,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 162-163.

ces maladies, introduit en 1883 et comportant également une contribution ouvrière, avait été combattu par le S.P.D. Mais Vaillant, spécialiste de la S.F.I.O. en matière des lois d'assurance, connaissait plus à fond le dossier. Les socialistes allemands n'avaient pas rejeté le projet de 1883 à cause de la cotisation ouvrière mais à cause du bureaucratisme et du contrôle patronal de la caisse d'assurance : « Ce que déjà ils revendiquaient excellemment c'était l'auto-gestion de l'assurance, la gestion des caisses par les assurés[43]. » Ce devrait être autour de cette question capitale de la gestion des fonds, estimait Vaillant, que les socialistes français devaient se battre. Il importait peu de savoir d'où venait l'argent – en fin de compte, le travail étant la source de toute valeur, ce serait forcément de la classe ouvrière sous une forme ou sous une autre –, ce qui importait était de savoir qui allait en avoir le contrôle. Au cours de son plaidoyer en faveur de l'importance du contrôle ouvrier, Vaillant n'employait pas moins de cinq fois le mot auto-gestion (écrit avec un trait d'union).

L'année suivante à Saint-Quentin (1911), Vaillant articulait encore une fois son discours (en faveur des régies municipales) autour d'une problématique gestionnaire. La valeur essentielle des régies municipales, disait-il, se trouvait dans la formation pratique en gestion qu'elles offraient à la classe ouvrière :

« Dans tous ces services, avec des conditions de travail normales et le droit de coalition, les ouvriers organisés auront leur part de gestion. C'est cette collaboration de la classe ouvrière organisée, sa gestion croissante, qui donnera à la gestion municipale de la municipalité socialiste son vrai caractère[44]. »

Ainsi la classe ouvrière toute entière pourrait-elle acquérir cette expérience de gestion qui lui faisait si cruellement défaut.

Cette campagne inlassable, de portée considérable, en faveur de la démocratie directe en politique et en faveur de l'autogestion dans la vie sociale nous rappelle encore une fois que Vaillant se mouvait dans un milieu militant où le parti monolithique bureaucratisé passait pour la négation même du socialisme. Bien que Vaillant rompît avec le proudho-

---

43. *7e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Nîmes,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 263. Signalons qu'en 1910, deux congrès se sont tenus, portant tous deux le titre de VIIe Congrès : le premier à Nîmes, du 6 au 9 février, le second à Paris, les 15 et 16 juillet.

44. *8e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Saint-Quentin,* compte rendu sténographique, Paris, s.d., p. 330 (voir aussi p. 325).

nisme dès le début de sa carrière, il n'abandonna jamais ce qu'il considérait comme le message clé de Pierre Joseph : que le socialisme, s'il avait un sens quelconque, signifiait surtout le pouvoir populaire. Si les syndicalistes révolutionnaires contribuèrent, au tournant du siècle, à faire sortir le proudhonisme du ghetto historique où l'avaient consigné Marx et Engels, ce fut peut-être Vaillant – le seul des chefs historiques du socialisme moderne français à avoir été l'intime de Proudhon – qui faisait le plus, de l'intérieur de la S.F.I.O., pour préserver intact son message libertaire. Pour Vaillant, le socialisme, c'était avant tout « la capacité politique des classes ouvrières ».

[illegible] [redacted] [illegible]

[illegible] [redacted] [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Cinquième partie

L'UNITÉ SOCIALISTE

CHAPITRE IX

CHAPITRE IX

1893-1897 : PRÉLUDE À L'UNITÉ OU RECETTE DE LA RUPTURE?

Au moment de la victoire électorale socialiste de 1893, l'activité déployée par Vaillant en faveur de l'unité socialiste n'avait probablement pas d'équivalent parmi les dirigeants du parti. Nous avons vu de quelle façon il envisageait le processus d'unification, en termes d'une confluence progressive des socialistes de tendances diverses, travaillant conjointement les uns avec les autres sur un problème déterminé. Bref, il le voyait comme le résultat de la praxis sur le terrain et des expériences partagées. Il estimait que l'unité ne saurait en aucun cas naître d'une incubation artificielle, pas plus qu'elle ne serait le résultat d'un débat idéologique entre les divers chefs de file du parti. Le succès électoral socialiste, à l'automne 1893, joüa le rôle de catalyseur pour l'unification. Deux mois après ce succès, tels des exilés en terre étrangère, les députés socialistes, serrant les rangs pour se rassurer mutuellement, constituèrent le groupe socialiste de la Chambre.

L'impression générale véhiculée par les histoires du socialisme français est qu'après les épreuves et les conflits des années 1880, la période 1893-1898 est caractérisée par une harmonisation croissante entre les divers groupes et écoles socialistes. Cette harmonie existait peut-être au niveau des élus à la Chambre. Elle n'existait pourtant nullement parmi les militants de base. Là-bas, au cœur de la France, dans les villes industrielles du Nord, du Centre et de l'Ouest, le harcèlement et le dénigrement mutuels allaient toujours bon train. Il n'est que d'observer les rapports entre le C.R.C. et le P.O.F. au cours de ces années pour se rendre compte

qu'au sein de l'aile du parti qualifiée de «révolutionnaire» la discorde et la désunion l'emportait – de loin – sur l'unité. Alors que, comme le fait remarquer Claude Willard, les rapports entre les chefs de file restèrent «cordiaux», les militants continuèrent à se disputer avec vigueur. Cette situation dramatique se trouve bien symbolisée par deux événements du mois de février 1894. La ville de Roubaix organisa une réception populaire pour fêter le succès de Guesde. Vaillant fit parvenir au comité d'organisation une lettre extrêmement chaleureuse dans laquelle il disait son accord total avec son compagnon d'armes et se répandait en louanges sur la « brillante et heureuse campagne socialiste » que Guesde avait menée tout au long des vingt dernières années. Au même moment avait lieu une élection municipale partielle dans le quinzième arrondissement de Paris, qui passait pour le fief d'Emmanuel Chauvière. Malgré la décision prise par le conseil national du P.O.F. qui interdisait à des candidats guesdistes de se présenter dans les fiefs du C.R.C., les militants locaux du P.O.F. passèrent outre cette consigne, présentèrent leur propre candidat, Chapoulié, et de ce fait contribuèrent à l'élection d'un opportuniste[1]. En ce qui concerne les rapports «de base» entre C.R.C. et P.O.F., le tableau est le même dans le Nord, dans le Tarn et surtout dans les départements du Centre – l'Allier, le Cher, l'Indre et la Nièvre[2].

Quelles furent les causes de ces conflits douloureux? Les rivalités de personnes et les ambitions locales mesquines en constituèrent certes un facteur important. Mais la plupart du temps, la querelle se situa au niveau idéologique. A Lille, par exemple, les libres-penseurs rattachés au P.O.F. se joignirent aux militants locaux du C.R.C. pour tenter d'obliger les cadres guesdistes de la région d'accorder une plus grande importance à la lutte anticléricale[3]. De la même façon, le refus du P.O.F. de prendre au sérieux l'activité de la Fédération nationale des conseillers municipaux socialistes fut une cause de friction très grande dans beaucoup de régions où les militants locaux voyaient dans la politique municipale un champ d'action fort fécond[4]. Au même échelon, l'initiative

---

1. Lettre de VAILLANT à Guesde publiée dans *Le Socialiste*, 8 février 1894 ; détails sur l'élection municipale de Javel dans WILLARD, *Les Guesdistes, op. cit.*, pp. 124 (note 5) et 125.

2. Les détails de toutes ces querelles sont présentés dans ma thèse inédite (voir bibliographie), pp. 535-537.

3. A.P.P., Ba/1515, rapport daté du 17 décembre 1895.

4. Les guesdistes refusaient de se faire représenter aux Congrès nationaux organisés par la Fédération des Conseillers municipaux socialistes, animée par le C.R.C. - voir *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1898/99, p. 78.

prise par le C.R.C. en faveur d'une révision démocratique de la constitution fit l'objet d'un profond mépris de la part de bon nombre de guesdistes[5]. Mais, comme ce fut toujours le cas, les principales batailles furent livrées autour des tentatives de la part des guesdistes pour contrôler ou enregimenter le mouvement ouvrier et syndicaliste.

Dans le climat grisant de 1893, alors que le mouvement socialiste semblait à la veille d'un avenir politique glorieux, les deux principaux groupes révolutionnaires, loin d'unir leurs efforts, creusaient au contraire de plus en plus l'écart entre eux. Lors d'une querelle, il ne faut jamais rejeter entièrement la faute sur une seule des parties en présence. Il faudrait étudier de bien plus près les rapports entre ces deux groupes dans les départements du centre de la France avant de pouvoir comprendre les vraies circonstances de ces différends. Mais une chose est certaine : dans le climat de pharisaïsme socialiste qui accompagna la propagation de la nouvelle foi, de nombreux militants de tous les camps estimèrent plus simple de s'en tenir, avec l'énergie du désespoir, à une formule toute prête plutôt que d'étudier calmement, et en ses propres termes, chaque problème particulier. Cela vaut certainement pour les militants vaillantistes comme pour les autres militants. En revanche, cela ne vaut nullement pour Edouard Vaillant lui-même. Du début à la fin de sa longue carrière, il fit constamment preuve d'une absence remarquable de rigidité doctrinaire. A cet égard, il fut rejoint par l'homme qui, pendant toutes ces années, allait devenir son *alter ego*. Les rapports entre Vaillant et Jaurès deviendront, après 1905, le pivot de l'unité socialiste. Dans la période 1893-1897, les divergences entre vaillantistes et guesdistes furent plus que compensées par les rapports de plus en plus étroits entre le député de la Seine et le député de Carmaux.

J'ai étudié ailleurs les différentes étapes de ces rapports[6]. Certes, à l'époque, il y avait désaccord entre les deux hommes sur certains détails – parfois capitaux – de doctrine. Mais par delà ces détails, il y avait une largeur de conception, une chaleur humaine, une générosité intellectuelle qui étaient partagées d'un côté comme de l'autre. Tous deux visèrent une vaste synthèse politique, tous deux s'efforcèrent d'incorporer au mouvement socialiste les différents courants de l'histoire révolutionnaire française, des luttes et des réali-

---

5. *Le Socialiste,* 1er décembre 1895.

6. J. HOWORTH, « E. Vaillant et J. Jaurès : éléments d'une influence latente », in *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes,* no 62 (1976).

sations républicaines, de l'idéalisme hégélien et du matérialisme marxiste. De plus, bien que Jaurès ait été motivé et stimulé intellectuellement, davantage que Vaillant, par l'aspect purement philosophique du problème, ils partageaient une seule et même façon d'aborder la question pratique de l'unité socialiste. Tous deux soulignèrent le rôle unificateur de l'action concertée et des expériences communes. Tous deux reconnurent la nécessité de laisser l'histoire prendre son temps et de permettre aux groupes socialistes originels de parachever leur rôle particulier dans le mouvement historique.

Socialistes jusqu'au bout des ongles, tous deux furent en outre des humanistes sincères. Cette vision fondamentalement humaine qui fut la leur constitua un lien précieux entre eux. A une différence près : Jaurès était animé par une quête plutôt philosophique de l'harmonie entre la vérité et la justice; quant à Vaillant, sa révolte contre la misère humaine la plus évidente était plus pragmatique – et en ce sens plus politique. La croisade idéaliste que mena Jaurès contre l'injustice le conduisit très vite à placer les vérités éternelles qu'il poursuivait avant toute autre considération. Se situant au niveau de la politique républicaine, Vaillant se souciait moins – dans un premier temps – de vérités éternelles; il donnait la priorité aux considérations tactiques immédiates. Cette différence d'approche faisait que l'accord entre les deux hommes connaissait inévitablement une certaine limite.

Cette limite correspond précisément au moment où les socialistes se sont trouvés obligés de soutenir activement une réforme – ou même un gouvernement – qui n'étaient pas socialistes. Dans sa quête d'unité, Jaurès estimait que la vérité philosophique devait dicter la conduite des socialistes. S'agissant des questions qui n'impliquaient pas de différence «organique» entre la politique de la bourgeoisie et celle des socialistes, Jaurès pensait que ces derniers devaient surmonter leur antagonisme historique fondamental avec la bourgeoisie et s'unir à elle dans l'intérêt du progrès universel. Vaillant, par contre, estimait qu'il s'agissait là d'un compromis politique inacceptable. Sur cette seule question de principe, il était prêt à se battre sans merci avec Jaurès. Tant que cette question resta latente, dissimulée par l'action parlementaire socialiste, les rapports entre les deux hommes furent au beau fixe. Au début des années 1890 leur collaboration quotidienne constituait un point de départ pour l'unité socialiste ultérieure.

Mais l'unité posait des problèmes beaucoup trop graves

pour qu'ils puissent être surmontés par l'amitié de deux hommes, surtout quand l'un deux n'appartenait à aucune organisation partisane. Etant donné l'impossibilité d'une unité idéologique avec le P.O.F. et d'une unité structurale avec un seul homme, Vaillant dut chercher ailleurs d'éventuelles alliances. Le tout premier regroupement de deux courants de la gauche française qui eut lieu fut celui du C.R.C. et de l'aile «dissidente» du P.O.S.R. allemaniste.

Un exemple d'unification : L'Alliance communiste révolutionnaire

Malgré les similitudes importantes entre les stratégies politiques respectives du C.R.C. et du P.O.S.R. (respect du mouvement syndical, foi dans l'action municipale et la démocratie directe, antimilitarisme etc.), il existait en même temps entre elles des divergences de premier ordre. La plus importante de ces divergences portait sur la question de l'action politique elle-même, et sur la question en particulier du rôle de l'action parlementaire. Eprouvant une grande méfiance à l'égard de toutes les institutions bourgeoises, les allemanistes s'étaient en fait maintenus en dehors du groupe parlementaire socialiste. Et au fur et à mesure que ce groupe se trouvait plus étroitement impliqué dans le jeu parlementaire, le P.O.S.R. émit des critiques de plus en plus sévères à son égard. Le point culminant de cette prise de position « anti-parlementaire » fut atteint au cours des années 1895 et 1896. Lorsque les socialistes furent amenés, à plusieurs reprises, à faire abstraction de leurs principes pour éviter de faire tomber le gouvernement radical de Léon Bourgeois, les allemanistes commencaient à mettre en doute la probité des chefs de file socialistes :

> « Mais non, franchement, nous voit-on en compagnie d'un G... [sic – J.H] prétentieux; d'un J... applaudisseur des toasts présidentiels; d'un M... donneur d'eau bénite aux ministres de la bourgeoisie chéquarde; d'un V... rendant hommage à l'honnêteté de Floquet... Non, vraiment la contagion nous eût fait perdre notre énergie révolutionnaire et heureusement nous avons su éviter cet amalgame charlatanesque[7] ».

---

7. *Le Parti Ouvrier,* 21-22 novembre 1895, « Prenez garde ! » ; la citation est d'un article intitulé « L'Unionisme », in *ibid.,* 24-25 janvier 1896, qui a déclenché une controverse animée dans les colonnes de l'organe allemaniste dans les semaines suivantes.

Langage pour le moins osé de la part de ceux qui, en 1888, s'étaient précipités dans les bras de Clemenceau pour sauver la république contre Boulanger! Ce fut d'ailleurs cette violence linguistique et cette attitude « antipolitique » intraitable de la part du P.O.S.R. qui finirent par conduire plusieurs de ses membres principaux à chercher asile politique ailleurs.

Aux élections municipales de 1896, les socialistes obtinrent le contrôle de 150 conseils municipaux. Cette victoire assez spectaculaire servit de prétexte à un banquet. Le 30 mai, des délégues de toutes les fractions socialistes, à l'exception du P.O.S.R., se réunirent au restaurant de la Porte Dorée à Saint-Mandé pour arroser la victoire. Manifestement, le désir d'unité était dans l'air et dans le climat euphorique qu'accompagnait la bonne chère et les meilleurs vins la vigilance doctrinale se relâcha. Principal orateur de la soirée, Alexandre Millerand profita de l'occasion pour essayer de délimiter la frontière qui séparait socialisme et radicalisme. Il existait, à son avis, une triple ligne de démarcation : la croyance des socialistes dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production, leur objectif d'une conquête démocratique et non-violente de l'Etat, et leur foi dans l'internationalisme.

A l'époque et plus tard, Vaillant déclara très clairement que le « Programme de Saint-Mandé », comme il fut appelé par la suite, devait être considéré comme l'extrême frontière bordant le socialisme sur sa droite et non pas comme l'expression d'un quelconque consensus au sein du parti. Mais, souligna-t-il, alors qu'il était normal que cette frontière existe sur la droite, « à gauche, en avant, il ne peut y avoir ni frontière ni limite, car c'est là que prend position, pour une action qui ne peut jamais être trop active et résolue, le parti de la révolution, le parti communiste révolutionnaire[8] ». En dépit de cet avertissement, il est clair que le parti se montrait enfin à découvert et semblait se dépouiller de ses oripeaux révolutionnaires. Mais il s'en fallait de beaucoup que tout ait été dit dans l'atmosphère gaie qui régna au cours de l'après-dîner ce soir-là. Le parti était désormais en proie à des contradictions qui allait, tôt ou tard, monter à la surface.

Si le banquet de Saint-Mandé contribua peu à activer l'unification des forces socialistes, en revanche, il précipita indirectement la création de l'Alliance communiste révolu-

---

8. *Le Banquet des municipalités socialistes,* Paris, 1896, brochure publiée par *La Petite République,*p. 27.

tionnaire. Les allemanistes, qui avaient boycotté les festivités, tinrent, dans *Le Parti Ouvrier*, des propos extrêmement caustiques à l'égard de leurs camarades socialistes[9]. Cette attitude un peu ascète inquiétait bon nombre de militants de base. D'un côté, de gros efforts étaient demandés à tous pour élire un conseiller ou un député, mais d'un autre côté la valeur du travail de l'élu était minimisée et son initiative réduite à peu de choses. La conception allemaniste du rôle de l'élu était mise en évidence par un incident bizarre qui est survenu en octobre 1896. *Le Parti Ouvrier* publia un article d'un nommé Zimmer, membre du C.R.C., dans lequel il s'élevait contre le fait que le journal exagérait les divergences entre C.R.C. et P.O.S.R. : « j'estime que les historiens futurs n'arriveront jamais à trouver une différence entre le P.O.S.R. et le C.R.C. [...] en ce moment déjà la province confond absolument ces deux partis[10] ». En réponse, afin d'éclairer Zimmer (et la province), la direction allemaniste s'efforça d'indiquer dans leurs grandes lignes les cinq différences principales entre les deux partis[11].

Premièrement, rappelait *Le Parti Ouvrier*, l'élu allemaniste était tenu de remettre aux dirigeants du parti une lettre signée de démission dont il serait fait usage contre lui s'il sortait des rangs. Deuxièmement, on exigeait de lui qu'il verse une proportion substantielle de son salaire pour alimenter les coffres du parti. Troisièmement, il était tenu par le mandat impératif de respecter ses promesses électorales à la lettre. Rien de tout cela, affirmait la direction allemaniste, n'était obligatoire dans le parti vaillantiste. La quatrième différence signalée par cet article était la suivante : tandis que dans le C.R.C. les fédérations provinciales jouissaient d'une large part d'autonomie politique, au P.O.S.R. toutes les décisions politiques étaient prises à Paris. La cinquième différence concernait le refus, de la part du C.R.C., d'accepter des adhésions syndicales. On remarque d'emblée que, de son propre aveu, le P.O.S.R. était bien plus autoritaire que le C.R.C. – curieuse image de marque auto-imposée par un parti qui passe pour proche des anarchistes! Mais ce qu'il faut surtout retenir dans cette confession publique était que

---

9. « Cette fête de la victoire... [sic - J. H.] socialiste jusqu'à ce banquet des municipalités où des radicaux fraterniseront et saliveront en compagnie des boulangistes, collectivistes, communistes et internationalistes nous paraissent peu faits pour rétablir l'harmonie entre des gens de tempérament si divers [...] », *Le Parti Ouvrier,* 29-30 mai 1896.

10. *Le Parti Ouvrier,* 30-31 octobre 1896, p. 3.

11 *Ibid.,* 17-18 novembre 1896, « Quelques réflexions ».

les députés allemanistes n'étaient guère plus considérés que comme des machines servant à exprimer au parlement la ligne du parti[12].

C'est dans ce contexte précis que le boycottage du banquet de Saint-Mandé fut amèrement ressenti par ces nombreux militants locaux qui s'étaient donnés sans compter au cours de la campagne électorale. Plusieurs groupes du P.O.S.R. s'étaient déjà insurgés contre la discipline de fer exercée par la direction. En 1894, Ernest Moreau et Pierre Vaux avaient quitté le parti. En 1895, Ernest Briard en fit autant. Tous trois, entrainant derrière eux leurs cadres locaux, allèrent rejoindre le C.R.C.[13]. Le bouleversement le plus grand se produisit en mars 1896 lorsque quatre élus allemanistes, les conseillers municipaux Berthaut et Faillet, et les députés Groussier et Dejeante furent exclus du P.O.S.R. Tous les quatre se mirent immédiatement en contact avec Vaillant, mais à cette époque rien ne fut entrepris pour unifier officiellement ces différents éléments[14]. Ce ne fut qu'après le Congrès international de Londres que les choses prirent tournure.

Au congrès national du parti allemaniste, en septembre 1896, Berthaut, Faillet, Groussier et Dejeante furent officiellement exclus[15]. Ils ont immédiatemment cherché à conclure une alliance quelconque avec le C.R.C., ce qui ne manqua pas de provoquer des observations mordantes de la part de Jean Allemane[16].

Il est clair que le parti vaillantiste avait une conception de l'activité parlementaire très différente de celle qu'en avait le P.O.S.R. Vaillant avait toujours considéré la lutte politique et parlementaire comme capitale, tout en attachant une importance égale à l'action syndicaliste. Il n'allait sûrement pas repousser des hommes qui partageaient ce point de vue. En plus, Vaillant n'avait jamais voulu exercer quelque contrainte que ce fût sur l'action des individus. Il pensait que les électeurs, et non pas le parti, devaient être les seuls juges de

---

12. « Que chaque élu [...] n'aborde plus la tribune que pour cracher toute l'expression de notre mépris aux faces glabres des avortons bourgeois. » Article sans titre signé J. ALLEMANE, *Le Parti Ouvrier,* 12 juin 1897.

13 A.P.P., B.A./1515, rapports divers de mars 1894 et du 25 juin 1895.

14. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Fonds W. Liebknecht, Va 81, L 325/52, lettre de VAILLANT à Liebknecht datée le 24 avril 1896 dans laquelle Vaillant explique en détail cette affaire.

15. Leur expulsion est expliquée dans *Le Parti Ouvrier,* 3 octobre 1896.

16. « L'Union », *Le Parti Ouvrier,* 17-18 septembre 1896.

l'efficacité d'un élu. Il jugeait le contrôle exercé par le parti intrinsèquement dangereux. Il s'ouvrait à ce sujet à Léon de Seilhac : « Chez nous la discipline est toute morale et nous ne voyons pas de plus haut bien que celui de la liberté individuelle assurée par la solidarité commune des citoyens[17] ». Il faut pourtant ajouter que Vaillant était ravi d'accueillir dans les rangs du C.R.C. une proportion importante des effectifs du P.O.S.R.

La naissance de l'Alliance communiste révolutionnaire eut finalement lieu en février 1897 avec la signature d'un pacte commun entre vaillantistes et allemanistes dissidents. L'intérêt de cet événement se trouve dans l'exemple qu'il fournissait du processus d'unification. En premier lieu, l'unification répondait à un désir actif et authentique de la part des deux parties contractantes. Il s'agissait, comme le dit Vaillant, d'un

> « contact organique entre les partis et groupes qui, n'étant plus séparés par aucune différence essentielle, qui, au contraire, s'étant déjà à plusieurs reprises reconnus proches parents politiques, veulent établir une entente pour une action commune toutes les fois qu'il leur plaît[18] ».

Ce qui est important, c'est qu'il ne fut pas exigé des allemanistes qu'ils se fondent dans les rangs du C.R.C. Ils préférèrent mettre sur pied une autre organisation qui, simplement, annonça son intention de se joindre au C.R.C. ultérieurement : « Certains qu'il n'y a d'union possible et féconde que par et dans la liberté, nous resterons libres, indépendants les uns des autres, maintenant l'organisation, le programme, la politique qui a fait notre force et qui fait aujourd'hui notre accord[19] ». Cette nouvelle formation avait pour objectif le renforcement progressif de ce lien grâce à l'action conjointe et aux expériences communes.

Peu après sa création, l'A.C.R. fut rejointe par deux autres députés allemanistes. Albert Poulain et Elysée Lassalle entraînèrent dans le sillage vaillantiste la puissante fédération des Ardennes naguère animée par J-B. Clément. Jules Coutant, le député-maire d'Ivry, était déjà passé, en 1895, du P.O.S.R. au vaillantisme. Maxence Roldes, enfant terrible de l'allemanisme faisait de même en 1898, et le bastion allemaniste du Jura fut battu en brèche lorsque Eugène

---

17. *Musée Social,* Paris, lettre sans date à Léon de Seilhac.

18. *Ibid.,* lettre à de Seilhac datée le 11 septembre 1897.

19. « Déclaration de l'Alliance communiste révolutionnaire « in *Annuaire du C.R.C. et de l'A.C.R.,* 1896-97, pp. 58-59.

Marpaux entraîna Saint-Claude dans l'A.C.R. cette même année. En fin de compte, ce regroupement, qui coûta certainement très cher au P.O.S.R., donna à l'organisation de Vaillant, rebaptisée en février 1898 Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.) les dimensions d'un parti politique de premier plan[20].

Alors que l'année 1897 touchait à sa fin, l'idée de l'unité socialiste semble avoir été plus que jamais dans l'air. La réunion de Saint-Mandé, les discours et articles de Jaurès, Millerand, Vaillant et d'autres, l'exemple donné par l'A.C.R. : tout avait contribué à amener la question au grand jour. Et pourtant, paradoxalement, les conditions de l'unité commençaient à s'estomper. Malgré quatre ans d'action parlementaire commune, les socialistes n'avaient toujours pas abordé la question de savoir dans quelle mesure exactement ils étaient prêts à emprunter la voie institutionnelle. Leur attitude vis-à-vis du gouvernement de Léon Bourgeois de 1895-1896 ainsi que la formulation du programme de Saint-Mandé avaient obscurci plutôt qu'éclairci le problème de leurs rapports avec la république bourgeoise et avec les partis parlementaires de la bourgeoisie. L'euphorie et l'optimisme de 1893 avaient cédé la place au pessimisme et à un sentiment de frustration, tandis que le conservatisme imperturbable du gouvernement Méline conduisait le parlement dans une impasse. Et sous la surface de la vie politique, de nouveaux ferments de discorde étaient à l'œuvre. Au lieu de se diriger rapidement vers la république sociale, ainsi que beaucoup de gens l'avaient cru possible en 1893, le régime commençait à s'embourber. La république elle-même, disaient certains, était de nouveau en danger. Et tout d'un coup la nation se trouva entraînée dans une crise profonde qui, dans un premier temps, rassembla tous les socialistes dans un comité d'entente, puis dans un deuxième temps les divisa davantage qu'ils ne l'avaient jamais été. Ce qui servit de catalyseur à cette confusion dramatique fut un regain de préoccupation à l'égard d'un officier juif qui avait été expédié dans l'Ile du Diable, trois années auparavant au milieu de l'indifférence générale.

---

20. Selon l'*Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.* (1898/99), pp. 14-15, l'Alliance comptait quatre fédérations départementales : Côte-d'Or (Charlot, Marpaux, Rolland) ; Jura (Ponard) ; Ain (Roussel) ; Doubs (Perrin & Conroy), plus la fédération des Ardennes. Mais Poulain et Lassalle ont repris leur indépendance en 1900 et ont défendu le ministérialisme, passant, en 1902, au P.S.F.

CHAPITRE X

DREYFUS : PREMIER OBSTACLE A L'UNITÉ SOCIALISTE

En décembre 1894, le monde socialiste dans son ensemble était resté indifférent au sort d'un officier juif qui avait été reconnu coupable d'avoir vendu des secrets militaires à l'Allemagne. Jaurès fut expulsé de la Chambre pour avoir fait remarquer que si Dreyfus, officier bourgeois, avait eu le malheur d'être simple soldat, il aurait été fusillé[1].

Il fallait attendre le 27 novembre 1897 pour que Jaurès formule des doutes sur la conduite du procès Dreyfus. La semaine suivante, la Chambre débattit la requête relative à la réouverture du procès adressé par Scheurer-Kestner. Ne sachant pas encore ce qui allait sortir de cette agitation croissante, Vaillant, Jaurès et Guesde s'abstinrent lors du vote. Le 4 décembre, le gouvernement traduisit Esterhazy en conseil de guerre, prétendant pourtant que l'affaire Esterhazy n'avait aucun rapport avec l'affaire Dreyfus. Jaurès et Vaillant flairèrent instantanément un scandale gigantesque. Le 8 décembre 1897, Jaurès faisait remarquer dans *la Dépêche de Toulouse* que si Esterhazy était reconnu coupable d'être l'auteur du bordereau, Dreyfus devait manifestement être innocent. Une semaine plus tard, le C.R.C. publiait la première déclaration socialiste collective sur cette affaire[2].

Cette déclaration répondait essentiellement à deux fins.

---

1. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 24 décembre 1894, p. 863. Le C.R.C avait applaudi frénétiquement à l'attitude de Jaurès.

2. Pour l'attitude de Jaurès, voir H. GOLDBERG, *The Life of Jaurès, op. cit.*, pp. 218-19; communiqué du C.R.C. dans *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1898/99, pp. 40-42.

Il s'agissait en premier lieu de montrer que la question raciale, qui était en passe de devenir l'élément le plus retentissant de l'affaire, ne servait que de prétexte[3]. On voulait, en second lieu, dénoncer les tentatives évidentes de la part de l'armée et du gouvernement « d'étouffer l'enquête sur les scandales et trahisons militaires ». Il est important de constater que ce communiqué se borne à attaquer l'appareil militaire et à exiger un examen public des agissements de l'état-major. Il n'y est même pas question du sort de Dreyfus en tant qu'individu. Le nom de Dreyfus n'y est même pas évoqué. Dans un article de *La Petite République*, Vaillant cherchait à développer les thèmes du communiqué en soulignant l'aspect politique de l'affaire :

> « N'est-ce pas, avec de légères modifications de groupement, la lutte à nouveau réengagée d'il y a quelques années entre opportunistes et boulangistes, lutte de rivalité capitaliste et réactionnaire qui, à cette occasion, reprend avec une nouvelle ardeur et peut, en s'aggravant, remettre en question l'existence de la République [...][4].

Quelle devait être, demandait-il, la réaction des socialistes face à cette lutte entre les deux factions de la classe dirigeante? Dès l'origine, la réponse de Vaillant est très nette :

> « Il ne faut pas que, comme il y a huit ans, la désertion socialiste fournisse des troupes à l'un ou l'autre de ces partis de la réaction bourgeoise. Il faut, au contraire, faisant face aux deux fractions de l'ennemi, empêcher de toute notre énergie une renaissance du césarisme. »

Les chapitres suivants permettront d'apprécier le degré de réalisme d'une telle attitude. Elle était, en tout cas, tout à fait conforme à tout ce qu'avait dit ou fait Vaillant dans le passé.

Dès le début, donc, le «dreyfusisme» de Vaillant fut toujours motivé par l'intérêt qu'il portait aux implications sociales et politiques de l'affaire, et non pas par son aspect philosophique ou individuel. A ce stade, on pouvait dire la même chose de Jaurès qui, dans deux articles de la fin de

---

3. La formule par laquelle les vaillantistes essayaient de rendre cette idée était peut-être mal choisie : « Aussi ennemis des anti-sémites que des juifs ». Dans l'article cité dans la prochaine note, Vaillant s'efforçait d'être plus clair en estimant que le « caractère religieux » de l'agitation autour de l'affaire n'était qu'une indication de « ce qui reste de barbarie dans notre civilisation ».

4. « Péril imminent », *La Petite République,* 17 décembre 1897.

1897, ne s'attarda pas non plus sur Dreyfus lui-même, mais s'appliqua à exposer les conséquences sociales et politiques de l'affaire[5].

Le 10 janvier 1898, Esterhazy, dont le procès avait été conduit à huis-clos, fut acquitté. Trois jours plus tard, Émile Zola descendit de sa tour d'ivoire littéraire et plongea dans les eaux boueuses de la politique en accusant les hauts fonctionnaires du ministère de la Guerre d'avoir détourné la justice de son cours. Le même jour, les parlementaires socialistes se réunirent pour mettre au point leur ligne d'action. Alors que Millerand et Viviani faisaient valoir qu'à l'approche des élections, il était dangereux de se mêler de cette affaire, ce furent Guesde et Vaillant qui insistèrent pour que les socialistes se joignent à la bataille. Mais pour eux, « la bataille » était à mener contre le militarisme et contre l'emprise de l'état-major sur le régime. Ils n'entendaient nullement rallier le courant radical, libre-penseur et intellectuel de la bourgeoisie libérale contre le courant clérical, traditionnaliste et réactionnaire de la classe dirigeante. Pas plus qu'ils n'entendaient s'engager dans une croisade morale pour que soit rectifiée une erreur judiciaire affectant un individu.

Telle fut, de toute façon, la teneur du manifeste que publia le groupe parlementaire socialiste le 19 janvier 1898. Estimant que « sur le fond même de l'affaire Dreyfus, nous n'avons pas qualité pour nous prononcer », les parlementaires socialistes s'en tenaient essentiellement à une mise en garde contre des désertions éventuelles :

> « Pendant que la bourgeoisie, malgré l'unité de son intérêt de classe, est disloquée par des rivalités de clans ; pendant que vous assistez avec mépris à cette discordante agonie qui fait grimacer l'une contre l'autre les deux moitiés de la figure bourgeoise, gardez-vous contre toute diversion, gardez-vous de toute désunion. Tenez-vous prêts, puisque les fautes des gouvernants la mettent en péril, à défendre la République elle-même. Contre le Capital, contre le Dogme et le Sabre, groupez-vous et combattez en pleine clarté pour la République sociale ![6] »

Appel à la neutralité vigilante, ce manifeste, reflétait-il le consensus d'opinion au sein du groupe socialiste? Goldberg soutient que Jaurès était grandement déçu par ce document[7]. Bien que Péguy, Lazare et Herr se soient tous efforcés à cette époque d'entraîner Jaurès dans leur camp, il

5. Voir GOLDBERG, *op. cit.*, pp. 218-219.

6. Le texte du manifeste est publié dans *La Petite République*, 20 janvier 1898.

7. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 224.

ne semble pas y avoir de preuve formelle qu'avant les élections de mai 1898 Jaurès ait envisagé de s'engager autrement qu'au niveau d'une critique sociale et politique de l'armée et de la classe dirigeante. C'était en tout cas l'essentiel de son discours au procès Zola, discours qui fut applaudi chaleureusement dans un second communiqué du C.R.C. le 17 février 1898[8].

Dans ce document, les vaillantistes soulignaient que la véritable question au cœur de l'affaire Zola-Esterhazy-Dreyfus était de savoir si les « rares et précaires libertés civiles » que la république prétendait garantir à tous étaient ou non respectées, si les conseils de guerre allaient pouvoir, à huis-clos, dicter les règles de justice à une république servile, ou si les forces républicaines étaient capables d'apprivoiser l'état-major. C'était exactement le sens du message que Jaurès venait d'adresser aux jurés qui siégeaient au procès de Zola. Pourtant, Goldberg estime que dès avant ce procès, Jaurès se sentait très seul[9]. Les socialistes, prétend-il, étaient déjà divisés. Peut-être, sur le plan des sentiments personnels, mais jusqu'aux élections de mai 1898, tous les communiqués publics des divers groupes socialistes eurent à peu près la même teneur et le même ton. Vaillant le soulignait dans une lettre à Wilhelm Liebknecht : « Ce mouvement est plus artificiel que vrai, moins populaire que l'ancien boulangisme, et comme les socialistes ne se sont pas divisés dans sa condamnation, il ne vivra pas [...][10]. »

Mais la division socialiste allait bientôt éclater, en grande partie grâce aux résultats des élections. Pour les socialistes, celles-ci constituèrent le tournant de toute l'affaire Dreyfus. Bien que le résultat du scrutin constituât une victoire incontestable pour la république, le fait que les socialistes n'avaient pas été les principaux instigateurs de cette victoire (ainsi que Vaillant l'avait souhaité[11]) apparut de toute évidence dans la défaite de Jaurès et de Guesde ainsi que dans l'effritement de la majorité de Vaillant lui-

---

8. *Le Procès de Zola devant la Cour d'Assises de la Seine,* compte rendu sténographique in extenso, Paris, Stock, 1898, Volume I, pp. 390-397; le second communiqué du P.S.R. était publié dans *La Petite République,* 17 février 1898.

9. GOLDBERG, *op. cit.,* p. 226.

10. Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Fonds W. Liebknecht, Va 94, L225/58, lettre de VAILLANT datée du 24 mars 1898.

11. Dans un article publié à la veille des élections, il avait lancé un appel au peuple de suivre les socialistes dans la défense de la république : « Les Elections », *La Petite République,* 28 avril 1898.

même qui s'est rétrécie de 5 000 voix à 500 voix. La défaite électorale de Jaurès et de Guesde est justement l'une des raisons principales de la division socialiste. Libéré de ses responsabilités parlementaires, Jaurès trouva le temps nécessaire à une étude approfondie de l'affaire. Quelles qu'aient été ses intentions avant les élections, il ne fait aucun doute que, vers le milieu de l'été 1898, il décida de mettre tout le poids de son autorité et de son éloquence au service de la campagne pour la révision du procès de Dreyfus[12]. A la même époque, Guesde, aigri par sa défaite électorale, se mit à « redécouvrir » quelques-unes des vieilles vérités révolutionnaires qu'il avait tant affectionnées avant d'être catapulté à la Chambre en 1893. En réaction contre ce que visiblement il considérait comme une nouvelle orientation de la part de Jaurès et de certains de ses amis, le P.O.F. publia son propre manifeste le 24 juillet 1898[13].

Ce manifeste constitua lui aussi un changement d'orientation de la part des guesdistes en ce sens qu'il ne contient même plus d'appel à l'attaque contre l'Armée. Jusqu'alors, tout en demandant que les socialistes se tiennent à l'écart de cette mêlée, toutes les principales fractions avaient cependant affirmé qu'il y avait là une occasion idéale pour lancer une offensive contre l'Armée et contre l'Eglise. Mais le manifeste du P.O.F. de juillet 1898 dénonce cette manœuvre comme étant une diversion. Seule désormais la lutte des classes devait trouver grâce auprès des guesdistes. On trouve dans ce manifeste une condamnation explicite de tout appel socialiste en faveur de la révision du procès Dreyfus. Il se termine ainsi : « Travailleurs de France, socialistes, à vos pièces, rien qu'à vos pièces, et feu sur tout ce qui n'est pas votre classe et votre cause. »

Goldberg donne à entendre que Vaillant partageait cette nouvelle orientation prise par le P.O.F. Il n'en est rien. La position de Vaillant ne varia pas tout au long de l'affaire : c'était essentiellement la position exprimée dans le manifeste des élus socialistes de janvier. Ce furent Jaurès et Guesde qui changèrent de tactique et qui, par là même, furent à l'origine de la crise socialiste. D'ailleurs, les guesdistes s'étaient écartés de leur position initiale au point que le 7 juillet, ils avaient voté en faveur de l'affichage, dans toute la France, du texte

---

12. Voir GOLDBERG, *op. cit.*, p. 238 et Eric CAHM, « Péguy, l'affaire Dreyfus et le socialisme français », communication faite aux Décades de Cerisy, juillet 1971.

13. Le texte de ce manifeste dans A. ZÉVAÈS, *Le Socialisme en France depuis 1871*, Paris, Charpentier, 1908, pp. 286-288.

du discours hostile à Dreyfus prononcé par Cavaignac, laissant ainsi le soin aux vaillantistes et aux indépendants de manifester, par leur abstention, leur doute sur la véracité des déclarations ministérielles[14]. En résumé, les guesdistes souhaitaient simplement que l'affaire Dreyfus disparaisse de l'actualité aussi vite que possible pour que le pays puisse revenir à une guerre des classes normale. Mais l'affaire Dreyfus n'était pas sur le point de disparaître, au contraire.

En août 1898, Jaurès commença à publier *Les Preuves,* une suite d'articles pénétrants, minutieusement documentés, par laquelle il mit en lambeaux la cabale contre Dreyfus. Mais par la même occasion, il avait mis tout le poids de son engagement moral et politique du côté de ceux qui se battaient désormais pour la réhabilitation de l'homme nommé Dreyfus. Si, en février 1898, Vaillant et Jaurès avaient été d'accord pour faire du combat contre l'armée l'objectif prioritaire, tout en reconnaissant que la révision du procès Dreyfus pouvait éventuellement constituer un moyen essentiel pour parvenir à cette fin, à l'automne de la même année, Jaurès avait inversé cet ordre des priorités, estimant que les dreyfusards devaient combiner tous leurs efforts en vue de la réhabilitation du prisonnier de l'île du Diable[15].

Lorsqu'en septembre 1898, les vaillantistes se réunirent en Congrès à Bourges, il leur fallait définir leur attitude non seulement par rapport aux nouveaux développements de l'affaire (découverte du « faux Henry » et suicide du véritable Henry), mais aussi par rapport à la nouvelle orientation de Jaurès. C'est ce qu'ils firent dans un nouveau manifeste (le quatrième en neuf mois)[16]. Pour commencer, ils reprirent les termes de leur stratégie initiale face aux partis bourgeois : il ne pouvait être question de contacts à aucun niveau officiel entre les socialistes et les factions de la bourgeoisie progressiste, de déclarations signées en commun, d'alliances tactiques, bref de rien qui puisse contribuer, de près ou de loin, à estomper les différences entre les deux camps. En même temps, percevant l'obsession grandissante que devenait pour la population l'affaire Dreyfus, le P.S.R. appelait clairement à une intensification de l'agitation socialiste : « Les intrigues, les crimes des militaristes et des cléricaux exposent, compro-

---

14. Cavaignac, armé du document fabriqué par Henry, prétendait détenir des preuves irréfutables concernant la culpabilité de Dreyfus. Pour l'attitude guesdiste, voir WILLARD, *op. cit.*, p. 412; pour l'attitude vaillantiste, voir *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1898/99, p. 60.

15. Voir, sur ce problème GOLDBERG, *op. cit.*, p. 240.

16. Texte dans *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1898/99, pp. 43-44.

mettent le militarisme et le cléricalisme! Profitons-en! Frappons-les de toute notre énergie! » Pas question, au P.S.R., de suivre la ligne guesdiste qui voyait dans l'antimilitarisme une déviation de l'énergie socialiste. Mais il n'était pas question non plus de suivre Jaurès sur le chemin d'une alliance (même tactique et même temporaire) avec la bourgeoisie dreyfusarde. Il fallait, estimaient-ils, garder intacte la distinction fondamentale en politique entre la fin et les moyens.

Ce point fut confirmé dans un discours que Vaillant prononça devant ses électeurs en octobre 1898. Dans ce discours, il réclamait explicitement, pour la première fois, la révision du procès Dreyfus, « non comme un *but,* mais comme un moyen, afin de saper davantage et afin de détruire l'odieux militarisme[17]. » En reléguant consciemment au second plan le sort de Dreyfus en tant qu'individu, Vaillant faisait certainement preuve d'un manque de réalisme. Comment expliquer son attitude? Ce qu'il reprochait à Jaurès, ce n'était pas sa campagne retentissante en faveur de la révision. Sa querelle portait essentiellement sur le fait qu'à son avis Jaurès, en se concentrant sur l'objectif à court terme, semblait avoir perdu de vue la perspective à long terme. Dans le contexte de l'action totale, ceci équivalait, aux yeux de Vaillant, à un déséquilibre dangereux dans la tactique globale du parti. Pour Vaillant, il n'était purement et simplement pas nécessaire de s'adonner si pleinement à une campagne menée par la bourgeoisie. Afin donc de «corriger» ce déséquilibre, Vaillant se sentait obligé d'adopter une attitude peut-être plus tranchée qu'il ne l'eût fait autrement. Il en sera à nouveau question à propos de l'affaire Millerand.

On peut suivre Vaillant sans aucun problème lorsqu'il soutient que l'activité en faveur de Dreyfus déployée par le parti doit être un moyen et non pas une fin. On peut même le suivre sur le plan de la théorie lorsqu'il souligne que la lutte principale est à mener contre l'Armée et contre l'Eglise. Mais il est difficile d'imaginer comment, en pratique, cela aurait pu être réalisé sans que le parti prenne contact avec les partis bourgeois qui poursuivaient le même but.

On ne peut pas mettre en doute la sincérité de Vaillant lorsqu'il exigeait que la primauté soit accordée à la lutte antimilitariste. Sa propre activité dans ce domaine remonte à 1866. Au cours de 1898, il déposait deux importantes propositions de loi « antimilitaristes ». Dans la première, il exi-

---

17. Texte de ce discours dans *Ibid.*, p. 45.

geait l'abolition de l'armée permanente[18]. Dans la seconde, il réclamait la suppression des conseils de guerre[19]. Lorsqu'eut lieu la discussion de cette motion à la Chambre en février 1902, l'agitation autour de l'affaire Dreyfus avait commencé à se calmer et son initiative n'obtint le soutien que de 63 députés. Il donna alors libre cours à son amertume dans *Le Petit Sou* en rappelant à ses lecteurs que tout au long de l'affaire Dreyfus il n'avait pas cessé de faire remarquer que les dreyfusards radicaux ne se préoccupaient en réalité que de l'injustice individuelle. Leurs clameurs antimilitaristes s'étaient, estimait-il, révélées « des paroles » et rien d'autre. En revanche, les socialistes avaient compris que pour empêcher qu'une nouvelle affaire Dreyfus ne se prépare un jour, il fallait régler non pas la question individuelle mais la question collective, institutionnelle. Pendant l'affaire Dreyfus, il n'y avait pratiquement que les vaillantistes à poursuivre cette campagne de façon consistante[20].

Le dernier chapitre de l'affaire Dreyfus fut écrit au cours de l'été 1899. Le 29 mai, la cour d'appel, instaurée six mois auparavant par Dupuy, avait décidé à l'unanimité que le bordereau était de la main d'Esterhazy. Le 3 juin, elle ordonna un nouveau procès pour Dreyfus. Le 9 septembre, la cour militaire de Rennes, chargée du second procès, rendit un verdict de culpabiltité avec circonstances atténuantes.

Tandis que dreyfusards et anti-dreyfusards, chacun de leur côté, commentaient ce verdict dans ses propres termes, tandis que Jaurès et Clemenceau, se penchant surtout sur le sort du malheureux Dreyfus, préparaient une demande de grâce présidentielle, Vaillant fut le seul à aller droit au cœur du problème. Dans un communiqué publié le jour même du verdict, et sans attendre de savoir si Dreyfus serait gracié, le P.S.R. déclarait sans ambages que le jugement de 1899 n'était en rien différent de celui de 1894 : « les conseils de guerre se valent – ceux d'aujourd'hui comme ceux de 1871 – et le jugement de Dreyfus en 1899 ne vaut plus que celui de 1894 [...] ». Tous les deux n'étaient que deux exemples de plus d'un « acte d'arbitraire sans valeur[21] ». Ce fut avec la même amertume que Vaillant vit tant de socialistes abandon-

18. *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, n° 112, 27 juin 1898, pp. 1255-57.

19. *Ibid.*, n° 288, 25 octobre 1898, p. 97.

20. « Justice Militaire », *Le Petit Sou,* 7 mars 1902.

21. Texte du communiqué dans *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1899/1900, p. 38.

ner la lutte antimilitariste, une fois obtenue la grâce de Dreyfus[22].

Une certaine confusion entoura la réaction des socialistes français face à l'affaire Dreyfus. Ce fut le cas en particulier lorsqu'il s'est agi de savoir qui, parmi les socialistes, défendait le mieux la république. Comme nous venons de le voir, toute l'attitude de Vaillant, comme à l'époque de l'affaire Boulanger, était basée sur la conviction qu'il revenait au parti socialiste, en tant que représentant de l'avenir du républicanisme, d'être le fer de lance contre les forces antirépublicaines. Andler, Kautsky et d'autres ont pourtant estimé que Jaurès,en se jetant corps et âme dans le camp dreyfusard, devenait justement ce fer de lance[23]. Cependant, pour Vaillant et ses amis, Jaurès était, au contraire, en train de confondre le mouvement socialiste et le mouvement républicain progressiste de la bourgeoisie. La différence de tactique entre Vaillant et Jaurès est au cœur de la problématique du socialisme républicain de l'époque (l'attitude guesdiste qui consistait à adopter la politique de l'autruche vis-à-vis de l'affaire étant sans intérêt).

Le tournant pour les socialistes se produisit après les élections de mai 1898, lorsque Jaurès décida que les considérations de classe devaient céder la place à une lutte à court terme en faveur d'un individu nommé Dreyfus. J'ai dit que l'attitude de Vaillant ne varia guère tout au long de l'affaire. Cette affirmation appelle pourtant quelques réserves. Partisans à l'origine d'attaquer en même temps les deux camps « dirigeants », tous deux ennemis du socialisme, il concentrait néanmoins progressivement toutes ses hostilités contre un seul de ces camps : la réaction militariste. En outre, il passa d'une attitude d'indifférence totale à l'égard de Dreyfus à une autre attitude qui le conduisit à réclamer haut et fort la révision de son procès. Mais cette évolution ne s'accompagna d'aucune démarche pour rejoindre la bourgeoisie dreyfusarde. Son attitude se trouve parfaitement résumée par un article qu'il écrivit à la fin de 1899 et qui constitue son dernier mot sur l'affaire. Jaurès, estima-t-il, n'avait pas eu tort de se battre en faveur de la lumière, de se battre pour la république. mais il avait eu tort de le faire

---

22. Voir sur ce problème l'introduction de Vaillant à la brochure de Charles RAPPOPORT, *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire,* Paris, s.d. (1901?) p. 2; *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1899/1900, p. 39.

23. Charles ANDLER, *La Vie de Lucien Herr,* Paris, Rieder, 1932, p. 120; K KAUTSKY, « Jaurès et Millerand », *Le Mouvement Socialiste,* 15 août 1899, pp. 210-211.

« dans des conditions confuses et désastreuses, alors que la victoire de la république et du socialisme était sûre, à la seule condition que la lutte pour la république et le socialisme restât, fût visiblement, et dans son intégralité, la lutte pour la république, la classe ouvrière et le socialisme[24]. »

Ces propos de Vaillant sous-tendent toute la problématique de la participation « institutionnelle » du parti socialiste. Dans quelle mesure une organisation socialiste peut-elle attaquer une institution non socialiste de l'intérieur? Dans quelle mesure la participation à cette institution aboutit-elle à une métamorphose involontaire au terme de laquelle les éléments participants deviennent inévitablement partie intégrante de cette institution? Cette question, avec laquelle les socialistes français se trouvèrent soudain aux prises lors de l'affaire Dreyfus, devait bientôt se reposer en termes encore plus pressants lorsqu'en juin 1899 Alexandre Millerand se vit offrir un portefeuille ministériel dans un gouvernement bourgeois. Elle se repose de nouveau en 1914 lorsqu'il fut demandé aux socialistes de tous les pays de choisir entre la réalité de la nation et l'abstraction de l'internationalisme. Elle devait se poser une quatrième fois en 1936 lorsqu'il fut demandé à la gauche d'assumer des responsabilités de gestion d'un système qu'ils cherchaient à détruire. Cette question fondamentale est encore aujourd'hui le problème le plus capital qui se pose à la gauche.

La crise de la république et l'entente socialiste

Malgré l'éclatement brutal du consensus socialiste qui suivit les revers de mai 1898, la lente progression vers l'unité ne s'arrêta pas du jour au lendemain. Les rumeurs de coup d'Etat, la gravité de la situation générale et la dégringolade idéologique à propos de Dreyfus faisaient même que l'unité socialiste était perçue par les diverses fractions comme une priorité absolue. Comme réponse à la tentative grandiose de Jaurès, qui essayait de précipiter l'union au rassemblement du Tivoli Vauxhall en juin 1898 (meeting boycotté par le P.O.F.), le P.S.R. déclara qu'il était prêt à entamer

« toute négociation de nature à amener une entente socialiste générale, étant entendu au surplus qu'en cas de négociations possibles, c'est entre les commissions ou conseils représenta-

24. « Œuvre de salut et d'honneur socialiste », *Almanach de la Question Sociale pour 1900,* p. 18.

> tifs des partis organisés, considérés comme unités morales et traitant égalitairement les uns avec les autres, que les négociations [peuvent] être utilement entamées, acceptées, poursuivies[25]. »

En octobre, après que le gouvernement eû disposé des troupes autour de Paris en réponse aux menaces d'une grève nationale des cheminots, le P.S.R. envoya une circulaire aux autres organisations socialistes proposant la convocation d'une conférence le plus rapidement possible « afin d'arriver à une action commune[26]. »

Dix jours plus tard, le P.O.F. reprit cette proposition et invita les différentes organisations socialistes à participer à une réunion salle Vantier le 16 octobre. Des bruits de coup d'Etat imminent avaient commencé à circuler et ce fut dans un climat de grande tension que les délégués des cinq formations principales se rencontrèrent ce soir-là. Ils tombèrent d'accord pour mettre sur pied un Comité de vigilance comprenant deux délégués de chaque formation. Mais les attributions de ce comité étaient extrêmement limitées. En fait, il n'était guère plus qu'un chien de garde censé donner l'alerte au cas où la rumeur d'un coup d'Etat prendrait quelque consistance. Lorsque cette crainte disparut vers la fin de novembre 1898, le Comité de vigilance suspendit ses séances. Mais le simple fait que ces délégués des cinq groupes aient été capables d'agir de concert était encourageant, et en décembre 1898 le P.O.S.R. réitéra la demande initialement formulée par Vaillant pour que soit abordé le problème de l'union au niveau des structures. Vers la fin du même mois, les cinq groupes mirent sur pied un Comité d'entente comprenant sept délégués de chacun d'eux. Les attributions de ce comité allaient précisément dans le sens que Vaillant avait toujours préconisé pour le processus de l'unification. Il devait établir un contact permanent entre les parties volontairement contractantes, et étudier les différents moyens d'unifier leur action à tous les niveaux. Mais il ne devait pas y avoir de contrainte et il était décidé qu'aucune décision majoritaire ni empiètement d'aucune sorte sur l'autonomie des divers éléments ne seraient tolérés.

Jaloux de leur rôle particulier dans le mouvement socialiste, les diverses organisations se montrèrent néanmoins

---

25. *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1899/1900, p. 55.
26. *Ibid.*,

prêtes à étudier la possibilité d'unité. La gravité du moment s'ajoutait à un pressentiment de désastre pour précipiter un processus d'unification prématuré au moment même où la divergence idéologique entre socialistes devenait de plus en plus importante. Cette divergence allait exploser en juin 1899 avec l'affaire Millerand.

CHAPITRE XI

MILLERAND ET LA DÉSINTÉGRATION DE L'UNITÉ SOCIALISTE

Cette montée de l'agitation nationaliste qu'avait engendrée l'affaire Dreyfus devait tôt ou tard aboutir à une crise du régime. La tentative désespérée de Déroulède pour monter un coup d'Etat lors des funérailles du président Faure en février 1899, pour s'être soldée par un fiasco, n'en avait pas moins été un signe inquiétant. Lorsque le 4 juin 1899, les nationalistes réussirent à agresser physiquement le président Loubet à une réunion hippique à Longchamp, nombre de républicains se demandèrent combien de temps encore les nationalistes allaient se contenter d'une violence symbolique contre la république avant d'en venir à un assaut organisé contre le régime. Une semaine après l'attaque de Longchamp, les républicains organisèrent une manifestation massive dans la capitale pour exprimer leur soutien à la république. La manifestation regroupa des socialistes et des républicains bourgeois côte à côte; elle fit l'objet d'une répression soutenue et brutale de la part de la police parisienne. A la Chambre, le gouvernement fut sommé de s'expliquer sur la façon dont il avait utilisé la police au cours de la manifestation. Vaillant parla au nom des socialistes et exigea, au nom de la république, que le gouvernement exerçât un contrôle sévère à la fois sur la police et sur l'armée. Au terme des discussions de la journée, un groupe important de modérés retirèrent leur confiance au premier ministre Dupuy, et le gouvernement démissionna le 12 juin. Manifestement, seul un gouvernement résolu à se consacrer à la tâche de défendre la république contre des attaques internes pouvait gagner la confiance de la Chambre. C'était un gouvernement de ce

type que Vaillant avait réclamé au nom du groupe socialiste lorsqu'il avait pris la parole[1].

Les membres du gouvernement sortant qui faisaient figure de symboles d'un républicanisme pur et dur étaient plutôt rares. Pour des hommes comme Charles Dupuy, Jules Méline ou Raymond Poincaré, la république avait déjà été aussi loin que pouvaient le permettre les intérêts de leurs électeurs petits-bourgeois. Ils avaient désormais pour principal objectif d'empêcher tout nouveau progrès social ou politique. Ces hommes n'étaient pas de taille à prêcher la croisade républicaine contre la droite. Pendant toute une semaine, le président Loubet s'efforça de trouver l'homme qui imposerait le respect à la majorité républicaine de la Chambre. Ce ne fut que le 20 juin que René Waldeck-Rousseau (c'était sa deuxième tentative) parvint à rassembler une équipe de radicaux et de progressistes qui, sur le papier au moins, paraissait différente de l'équipe sortante. Le nouveau ministre du commerce n'était autre que l'architecte du « programme » de Saint-Mandé, l'homme de loi socialiste Alexandre Millerand. C'était de sa propre initiative, et sans avoir consulté ses collègues socialistes au préalable, que Millerand avait fait miroiter les avantages d'une participation socialiste dans le gouvernement aux chefs de file indécis de la bourgeoisie républicaine. Lors d'une première tentative pour former un gouvernement, le 18 juin, Waldek-Rousseau avait répondu aux avances de Millerand et lui avait offert le ministère du commerce. Millerand savait parfaitement que son accord ferait éclater les rangs du parti socialiste, qui, dans d'innombrables résolutions et articles, avait d'avance rejeté toute idée de participation socialiste à un gouvernement bourgeois. En quête d'un avis favorable et avec l'espoir, sans aucun doute, de trouver en lui un appui, il s'en alla directement voir Jaurès, qui, non seulement lui enjoignit de ne pas accepter cette offre, mais en outre insista pour qu'il s'en ouvre au groupe parlementaire socialiste et en discute avec lui[2]. Le lendemain, 19 juin, Waldeck-Rousseau renonça une première fois à constituer un cabinet, et Loubet commença à explorer d'autres combinaisons possibles, sans succès. Ce fut le soir du 20 juin, dans le cadre aristocratique du château de Clairefontaine, demeure du marquis de Galliffet, qu'un gou-

---

1. *Journal Officiel*, Chambre – Débats, 12 juin 1899, pp. 1641-1647.

2. Pour les détails des démarches de Millerand, voir GOLDBERG, *op. cit.*, pp. 250-251. Jaurès lui-même, à maintes reprises, et notamment dans son célèbre article de *Cosmopolis* en 1898, avait rejeté toute pensée d'une participation socialiste au gouvernement.

vernement viable fut constitué. Présent ce soir-là, Millerand accepta l'offre renouvelée du ministère du commerce, Galliffet devait avoir le ministère de la guerre et Waldeck-Rousseau était chargé du poste de premier ministre et du ministère de l'intérieur.

Millerand ne pouvait taire davantage son secret à ses collègues socialistes. Lors de la réunion hebdomadaire du groupe parlementaire socialiste, le mercredi 21 juin 1899 (avant que les noms des nouveaux ministres aient été rendus publics), il leur donna connaissance de l'offre que lui avait faite Waldeck-Rousseau. Les détails de cette réunion, au cours de laquelle Vaillant, en tant que « doyen » du parti, se fit l'écho de la réaction « orthodoxe » à l'annonce faite par Millerand, devaient faire l'objet d'une intense polémique parmi les socialistes européens dans les années à venir. Trois faits cependant semblent ne faire l'objet d'aucun doute : Millerand parla de cette offre comme si elle était purement rétrospective; Galliffet ne fut pas mentionné; enfin, la question ne fut pas soumise à un vote officiel des députés socialistes présents. Quels propos furent réellement tenus à cette réunion? Le témoin principal est encore Vaillant; sa version de la réunion fut publiée de nombreuses fois et fut toujours la même[3]. Millerand, affirma Vaillant, avait simplement informé les participants à la réunion qu'il avait été contacté au sujet d'un éventuel poste ministériel, mais que les négociations avaient été rompues et qu'*il n'avait pas reçu de seconde offre* (souligné par moi, J. H.). En outre, selon Vaillant, Millerand insista sur le fait qu'à aucun moment des négociations il n'avait parlé au nom du parti, pas plus qu'il n'avait engagé le parti d'aucune façon. Du début jusqu'à la fin, il avait parlé en sa qualité de simple député. Parlant pour le groupe tout entier, Vaillant annonça à Millerand qu'il était « satisfait d'apprendre qu'il en était ainsi ». Il ajouta qu'au cas où les négociations seraient reprises, celles-ci, ainsi qu'une acceptation éventuelle de la part de Millerand, « ne pouvaient engager que lui personnellement et exclusivement, et ne pouvaient en rien engager le parti et le groupe socialiste qui ne pouvaient jamais et à aucun titre devenir gouvernementaux et ministériels[4]. » Millerand, affirme Vail-

---

3. *Annuaire du P.S.R. pour 1899-1900*, pp. 41-43; *2e Congrès général des organisations socialistes françaises*, compte rendu sténographique, Paris, 1900, p. 229; *Le Socialiste*, 10 février 1901, « La Crise socialiste en France »; *Le Mouvement Socialiste*, 52, 15 mars 1901, pp. 204-207. Le débat entre Vaillant et Jaurès sur cette question est reproduit dans A. ZÉVAÈS, *Le Socialisme en France depuis 1871*, *op. cit.*, 295-310.

4. ZÉVAÈS, *op. cit.*, p. 297.

lant, « dit un mot et fit un geste d'assentiment ». A aucun moment, souligna Vaillant, le nom de Galliffet ne fut mentionné. Convaincu que la question avait été débattue avec suffisamment de clarté, et conscient que les autres membres du groupes étaient pressés de passer à d'autres affaires, Vaillant se leva et quitta la pièce.

Ce fut Jaurès qui, le soir du 21 juin, informa Louis Dubreuilh, secrétaire de *La Petite République*, que le gouvernement avait été formé et que Millerand et Galliffet avaient tous deux accepté un portefeuille dans ce gouvernement. Dubreuilh en personne informa Vaillant de la nouvelle. Là-dessus, Vaillant envoya sur-le-champ un pneumatique à Millerand, par lequel il lui demandait de confirmer ou de démentir cette nouvelle. Voici les passages importants de ce pneumatique : « On dit que vous feriez partie d'une combinaison ministérielle avec Galliffet. Cela effacerait ce qui a été dit hier au groupe socialiste. » Galliffet, rappelait Vaillant à son collègue, était le « massacreur et l'ennemi de la classe ouvrière et du socialisme ». Il exprimait son refus de croire une pareille information et concluait : « Je ne puis admettre que vous acceptiez un tel voisinage et qu'appelé à dire votre avis vous n'ayez dit l'impossibilité républicaine d'un tel ministère. » Ceux qui devaient soutenir la participation de Millerand à ce gouvernement (vite surnommés les « ministérialistes »), devaient faire des inquiétudes qu'inspirait Galliffet à Vaillant la raison principale de sa réaction virulente. Galliffet n'était-il pas l'homme qui avait présidé avec sang-froid au carnage aveugle qui avait suivi la défaite de la Commune en 1871? N'était-il pas l'homme que depuis lors les socialistes, dans des centaines d'articles et de discours, avaient transformé en symbole vivant de la réaction et de la répression militaire?[5] Vaillant, ainsi que le lui reprochèrent ses ennemis, réagissait de façon affective, étant incapable d'oublier le passé et hanté par le souvenir d'événements qui avaient eu lieu près de trente ans auparavant.

Il ne fait aucun doute que ces accusations contenaient beaucoup de vrai. Pour Vaillant comme d'ailleurs pour des centaines de milliers d'ouvriers français et pour un nombre incalculable de prolétaires d'autres pays, la Commune de Paris demeurait le symbole sacro-saint de la lutte des classes et de l'héroïsme de la classe ouvrière. Le fait, pour un socialiste, de siéger dans un gouvernement aux côtés d'un homme

5. Vaillant lui-même avait traité Galliffet ainsi dans beaucoup d'articles : *Ni Dieu Ni Maître*, nos 1 & 60 ; *Le Cri du Peuple*, 25 octobre 1888; *Le Combat*, 16 mars 1890; *La Petite République*, 12 juin 1894 etc.

comme Galliffet, constituait pour Vaillant une impossibilité morale. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la seule raison qui explique la violence de sa réaction lorsqu'il apprit la constitution de l'équipe Waldeck-Millerand-Galliffet. Je dirais même qu'en dehors de cette motivation qui n'était pas entièrement subjective, il faut rechercher l'explication fondamentale de la réaction de Vaillant dans le fait qu'il qualifiait ce gouvernement « d'impossibilité républicaine ».

La question de savoir si la république était ou non en danger en cet été de 1899 allait devenir un important sujet de discorde parmi les socialistes européens. Des socialistes comme Charles Péguy et le réformiste bavarois Georg von Vollmar, soutinrent que le pays avait été au bord de la guerre civile. D'autres, comme Hubert Lagardelle et Vaillant lui-même, affirmèrent que ce danger avait été exagéré intentionnellement par les ministérialistes pour justifier la poursuite de leur propre ambition personnelle[6]. Soyons tout à fait clairs sur un point au moins. Tandis que les guesdistes du P.O.F. manièrent quelquefois le paradoxe et allèrent jusqu'à insinuer que la république bourgeoise ne valait pas la peine d'être sauvegardée, Vaillant estimait tout aussi résolument que Jaurès que la république devait être sauvegardée à tout prix. Le débat ne portait pas sur la question de savoir si elle valait la peine d'être sauvegardée; il portait sur le prix qu'il faudrait payer pour l'opération.

On avait eu un aperçu de la position ministérielle lors du premier discours de Millerand devant la nouvelle assemblée en juin 1898, discours au cours duquel il déclara que lui et ses amis juraient « publiquement et *sans condition* [souligné par moi, J. H.] [leur] concours à un ministère de gauche qui affirmera[it] sa volonté et qui prouvera[it] par les faits sa résolution de mener à bien les réformes républicaines[7] ». L'emploi des mots « sans condition » semblait déjà à Vaillant un prix inutilement élevé. Toute son argumentation au cours des cinq années à venir, devait reposer sur la notion qu'il n'était pas *nécessaire* d'apporter un soutien inconditionnel. On se trouve par conséquent ici en présence de deux

6. Réaction de Péguy citée par J.-J. FIECHTER, *Le Socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la guerre de 1914-1918,* Genève, 1965, p. 59; Georg von VOLLMAR, in *Le Mouvement socialiste,* 49, 1er janvier 1901, « A propos du cas Millerand »; Hubert LAGARDELLE, *Ibid.*, 12, 1er juillet 1899, « Le Parti socialiste et la crise »; dans une lettre à Wilhelm Liebknecht le 27 juin 1899, Vaillant estima que « le danger a été imaginairement grandi à plaisir pour masquer la manœuvre de trahison », Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, Va 115/118, L 325/65-66.

7. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 13 juin 1898.

problèmes concernant le gouvernement et la défense de la République. Le premier touche à la nature et à la composition du gouvernement lui-même : était-il le symbole éclatant de la détermination républicaine qu'avait exigée Vaillant le 12 juin et qu'il devait continuer à exiger même après la constitution de l'équipe Waldeck? Le second problème concerne la nature de la réaction socialiste à toutes les combinaisons éventuelles : les socialistes devaient-ils accorder leur soutien, et si oui, ce soutien devait-il être inconditionnel, conditionnel ou purement tactique?

En ce qui concerne le premier problème, Vaillant était catégorique. Il ne voyait pas dans le gouvernement Waldeck-Galliffet un symbole de la défense de la République, et ceci pour deux raisons : la présence de Waldeck-Rousseau et celle de Galliffet. Même si Waldeck-Rousseau avait acquis la réputation d'un modéré républicain, il avait eu un rôle inexistant dans la campagne révisionniste lors de l'affaire Dreyfus. Ce n'était pas lui qui pouvait galvaniser l'esprit des dreyfusards, tant s'en faut. De plus, il était le principal avocat des intérêts du grand capital, et était apparu comme l'un des principaux porte-parole de l'anticommunisme. Pire encore, il avait activement contribué à la défaite de Jaurès ainsi qu'à celle de Guesde aux élections de 1898. Au milieu des années 1890, lorsqu'on avait avancé le nom de Waldeck-Rousseau comme celui du successeur éventuel de l'infortuné Casimir-Périer au palais de l'Elysée, Vaillant l'avait sévèrement accusé d'être l'un des plus cyniques parmi les principaux apologistes du grand capital, et l'un des ennemis les plus dangereux du socialisme et de la classe ouvrière[8]. Comment, soutenait Vaillant, cet homme pouvait-il se présenter comme le symbole du progrès républicain décisif?

S'il avait des doutes sur la profondeur des sentiments républicains de Waldeck-Rousseau, il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'il pensait du républicanisme d'un homme comme Galliffet. Le passé de Galliffet était écrit avec le sang du peuple, et aucune « conversion » ultérieure au républicanisme ne pouvait laver ces tâches, de l'avis, du moins, de ceux que l'on devait désigner par la suite sous le nom d'« antiministérialistes ». Il était, et resterait toute sa vie, le « boucher de la Commune ». Mais en fait, avait-il vraiment changé son fusil d'épaule? Goldberg donne à entendre qu'en 1899, il était un « républicain convaincu » et les efforts qu'il

8. « La Crise », *La Petite République,* 18 janvier 1895, et « Le Complot », *Ibid.,* 17 juillet 1896.

déploya ultérieurement pour purger le ministère de la guerre de tous les ultra-réactionnaires qui s'y trouvaient, tendaient sans doute à corroborer cette opinion[9]. D'un autre côté, il est clair que son inclusion dans le gouvernement était destinée à rassurer l'armée et les républicains de droite, peut-être pour prendre les devants en cas d'une tentative éventuelle de coup d'Etat[10]. Autrement dit, sa présence dans le gouvernement constituait la garantie que le gouvernement n'irait pas trop loin dans la voie du progrès républicain. Dans la mesure où le gouvernement était censé être un symbole, on comprend sans peine que certains socialistes aient inévitablement trouvé le symbolisme de Galliffet, passé comme présent, quelque peu malsain.

La réaction de Vaillant face à Galliffet ne fut pas simplement une réaction affective. Son discours à la Chambre dans lequel il répond à la déclaration d'intention du nouveau gouvernement (souvent appelé son discours anti-Galliffet)[11] apporte amplement la preuve qu'indépendamment de la répulsion qu'il éprouvait à l'égard de ce militaire septuagénaire, c'était la nature de son républicanisme qui le préoccupait le plus. Il fit remarquer que la première priorité d'un gouvernement de défense de la République (« ce que, ajouta-t-il, celui-ci ne peut être ») devait être de prendre des mesures draconiennes pour faire taire l'agitation nationaliste et antirépublicaine. Il jugeait les vagues mesures annoncées par Waldeck-Rousseau tout à fait insuffisantes. Mais il y a plus grave car, de l'avis de Vaillant, l'homme qui devait diriger l'épuration du corps des officiers, épuration qui était vitale pour que la république ne se sente pas menacée par sa propre armée, était le moins apte à mener cette tâche à bien :

> « En voyant cet homme à la tête de l'armée, est-ce que nous pouvons imaginer réellement qu'il va combattre le militarisme dont il est la sanglante expression [...] Croyez-vous que ce gouvernement peut être le défenseur de la république? C'est une impossibilité, c'est une contradiction. »

Dans une certaine mesure, les craintes de Vaillant

---

9. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 250. Pour l'action de Galliffet au ministère de la guerre, voir *Ibid.*, p. 259 et CHASTENET, *Histoire de la Troisième République,* Paris, 1955, Volume 3, p. 169.

10. J.-J. FIECHTER, *op. cit.*, p. 62; M. PRÉLOT, *L'Evolution politique du socialisme français,* Paris, 1939, p. 138.

11. C'est ainsi que DOMMANGET, (*op. cit.*, P. 407) le désigne, le classant – fait significatif – dans une série de textes sur la Commune. Texte du discours dans *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 26 juin 1899, p. 1679.

étaient parfaitement fondées. Même si Galliffet déplaça ou muta une poignée d'officiers qui s'étaient faits particulièrement remarquer pour avoir pris violemment position contre les dreyfusards, au bout d'un an il fut obligé de démissionner du ministère de la guerre parce qu'il avait été impuissant (ou était-ce de la mauvaise volonté) à en finir avec l'insubordination de la section statistique (c'est-à-dire le contre-espionnage).

Concernant le premier des deux problèmes soulignés plus haut, à savoir la nature du gouvernement, la réaction de Vaillant fut donc immédiate et inflexible. En conclusion de sa réponse à la déclaration de Waldeck-Rousseau, il déclara que les socialistes ,

> « sachant très bien que la République est l'instrument nécessaire de tout progrès, [...] n'auraient pas combattu un gouvernement qui aurait prétendu, si peu que ce soit, défendre la République; ils lui auraient laissé toute la responsabilité des évènements ». Mais, ajouta-t-il, « ils ne voient dans le gouvernement, *en dehors même de la présence de M. Galliffet* [souligné par moi, J. H.], aucune des garanties de cette défense ».

Il y avait certainement là exagération de sa part, et il ne fait aucun doute qu'au moins dans une certaine mesure, Vaillant fut influencé dans le choix de ses paroles par le fait que Jaurès et ses amis avaient déjà, au moment même où il prononça ce discours le 26 juin, déclaré publiquement et sans réserves leur soutien à Millerand et au nouveau gouvernement. Ce faisant, ils avaient déclenché la longue série de réactions en chaîne qui devait conduire chaque camp, dans les quelques années à venir, à durcir progressivement l'expression de sa position.

C'est pour cette raison que le second problème, relatif à la nature de la réaction socialiste au gouvernement, est d'une telle complexité. Entre les années 1899 et 1904, le sort du ministérialisme et de l'antiministérialisme devait fluctuer au gré d'un flot continu de changements de position, de rétractations, de compromis et de confusion. Finalement, la question de la participation socialiste à un gouvernement bourgeois se trouvait plutôt obscurcie dans ce fatras d'arguments idéologiques et d'arguments tactiques que les deux parties avancèrent, soucieuses qu'elles étaient de justifier et d'appuyer à tout moment leur réaction «initiale» ainsi que les conséquences pratiques qui en découlèrent.

Les principaux arguments de ce débat pour ou contre le «ministérialisme» seront examinés ultérieurement. Ce qu'il

est intéressant de constater d'emblée, c'est l'écart sensible qui séparait les réactions respectives à court terme des vaillantistes d'une part et des guesdistes d'autre part, à l'annonce de la composition du gouvernement Waldeck-Rousseau. Lorsque Vaillant reçut son exemplaire du *Journal Officiel* le matin du 23 juin, il apprit que la rumeur d'une combinaison Millerand-Galliffet était vraie. Il essaya sur le champ d'entrer en contact avec Guesde ou Zévaès, sans succès : il semble que ces derniers se soient trouvés en route pour lui rendre visite dans le but qui précisément conduisait Vaillant chez eux. Cet après-midi, n'ayant toujours pas pu joindre les chefs du P.O.F., Vaillant décida de publier un communiqué de presse au nom du P.S.R.[12] L'élément significatif de ce communiqué est l'absence totale de tout commentaire sur le *principe* même de la participation ministérielle d'un socialiste. L'accent est mis exclusivement sur la décision prise par le P.S.R. d'exprimer sa profonde opposition à toute insinuation selon laquelle le parti se trouverait engagé à travers l'acceptation par Millerand d'un poste ministériel, et ceci en rompant sur le champ avec le groupe parlementaire socialiste et en mettant sur pied un groupe « socialiste révolutionnaire » indépendant. Bien que Vaillant et Guesde se soient rencontrés en privé le matin du samedi 24 juin, rencontre au terme de laquelle ils étaient parvenus à un accord total « sur tous les points[13] », ce ne fut que le dimanche 25 juin que le P.O.F. annonça son intention de se retirer à son tour du groupe parlementaire. Et encore se donnait-il un délai de réflexion avant de décider de rejoindre le groupe « socialiste révolutionnaire » de Vaillant ou de se constituer en un autre groupe indépendant.

Il est important de constater qu'au cours des deux premières semaines de la crise, Vaillant n'aborda jamais la question de la participation socialiste à des gouvernements bourgeois. Toutes ses déclarations sans exception portèrent exclusivement sur la question de la défense de la république et insistèrent sur le fait que l'équipe Waldeck-Rousseau n'était bonne à rien et qu'il ne pouvait être question pour les socialistes de s'engager à lui apporter leur soutien. Sur cette question seule, il était prêt à rompre, immédiatement et de façon dramatique, avec le groupe parlementaire socialiste.

L'attitude des guesdistes fut différente. Moins préoccu-

---

12. Texte dans *Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R.*, 1899/1900, p. 40.

13. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, Va 115-118, L 325/65-66, lettre de VAILLANT à Liebknecht datée du 27 juin 1899.

pés par le problème de la défense de la république, les guesdistes ouvrirent le feu d'emblée contre le principe du «ministérialisme». Et pourtant sur ce problème, ils semblèrent moins décidés que le P.S.R. à rompre avec le groupe socialiste, et en fin de compte, plus désireux de mettre au point un compromis[14]. En revanche, lorsque Vaillant aborda le problème du principe du ministérialisme, il s'avéra encore plus intransigeant que Guesde. Par ailleurs, bien qu'il fût prêt à transiger avec Jaurès sur la question du ministérialisme, Guesde était résolu à briser l'entente socialiste. Vaillant qui, pour sa part, n'était pas prêt à transiger, était résolu à maintenir l'entente et à combattre de l'intérieur du parti. Comment expliquer ces paradoxes?

Tout d'abord, il faut bien voir que Vaillant ne fut jamais jaloux de Jaurès. Il le combattit sur les terrains de la théorie et de la tactique, mais ne s'abaissa jamais à le prendre à parti sur le plan personnel. Sa rupture avec le groupe parlementaire constituait une déclaration politique symbolique. C'était, pour Vaillant, une façon de mettre cartes sur table, une offre de négociations. Il ne s'agissait pas d'une déclaration de guerre à Jaurès et à ses amis. Il espérait que cette action aiderait à infléchir le centre de gravité du débat socialiste d'un ou deux degrés à gauche. Jules Guesde, de son côté, était partagé entre deux orientations. Goldberg et Willard affirment que sa jalousie à l'égard de Jaurès avait pris des proportions considérables depuis le début de l'affaire Dreyfus[15]. Ils laissent entendre que, pour Guesde, l'affaire Millerand n'était guère plus qu'un prétexte pour attaquer Jaurès, à l'encontre duquel il manifestait de plus en plus d'irritation. D'un autre côté, en habile chef de parti, il savait qu'un grand nombre de militants de base éprouvaient le plus grand respect pour Jaurès. Il hésitait par conséquent davantage que Vaillant à rompre avec Jaurès, et était prêt à faire marche arrière lorsque, ayant opéré la rupture, il se rendit compte qu'il n'avait pas entraîné avec lui la base. Il était prêt à attendre que la base du parti perde ses illusions à propos du ministérialisme avant de consommer la rupture.

En se refusant à tout commentaire sur le principe du ministérialisme dans ses premières déclarations, Vaillant espérait manifestement désamorcer le problème qu'il savait être le plus explosif de tous. Peut-être pensait-il, sans doute espérait-il qu'en prétendant que le ministérialisme avait déjà

14. Voir *infra*, pp. 254 et 274.

15. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 254; WILLARD, *op. cit.*, p. 424 (note 6).

été condamné par le parti, et que la question pouvait en rester là, il pourrait aider le parti à éviter de se trouver engagé dans un débat sur le principe de la participation. Ses espoirs furent balayés le samedi matin 24 juin lorsqu'il lut, dans *La Petite République*, la déclaration par laquelle Jaurès apportait son soutien sans réserves à Millerand. A la mi-juillet, le ministérialisme n'était plus seulement une question à l'ordre du jour : pour nombre de socialistes, il devenait déjà un mode de vie. C'est pour tenter de combattre ce courant que le P.S.R. et le P.O.F. publièrent leur manifeste du 14 juillet 1899, *A La France Ouvrière et Socialiste*[16].

Le fait que ce fut le P.O.F. qui dès le début, ait voulu faire du principe du ministérialisme une question cruciale est manifeste dans la décision que prit le conseil national de ce parti le 25 juin de publier une importante déclaration politique sur les récents événements. Guesde invita Vaillant à se joindre au P.O.F. dans cette entreprise. Mais, non seulement le P.O.F. mit relativement longtemps à rédiger cette déclaration (cela dénoterait-il un certain désaccord au sein du parti quant au contenu ou au ton de la déclaration?), il lui fallut encore une semaine supplémentaire pour que le P.S.R. le signe. Ce manifeste vit donc le jour d'une manière extrêmement hésitante. Mais lorsqu'il vit le jour, il fit l'effet d'une bombe. Le retrait des socialistes «révolutionnaires» du groupe parlementaire, y lit-on, n'était pas un simple coup de tête :

> « Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que depuis trop longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste ».

Il était fatal, poursuivait le manifeste, que tôt ou tard, la contradiction entre ces deux conceptions éclate au grand jour. L'action de Millerand avait cristallisé la situation de telle sorte que désormais, aucun accord n'était possible entre « ceux qui avaient compromis l'honneur et les intérêts du socialisme et ceux qui ont charge de les défendre ». Ce fut cette remarque qui blessa si profondément Jaurès et nombre des militants de base du parti. Le langage était cru, mesquin et vindicatif, et en fin de compte, nuisit davantage aux antiministérialistes qu'aux ministérialistes. Le parti socialiste, continuait le texte, n'était pas et ne pourrait jamais être un

---

16. Publié dans *Le Socialiste,* le 16 juillet 1899.

parti gouvernemental. La déclaration se terminait par un appel à tous les ouvriers et à tous les socialistes pour qu'ils se regroupent sous l'étendard du socialisme révolutionnaire et fassent savoir massivement que « l'heure des dupes est passée ».

Il est indubitable que pour les guesdistes comme pour les vaillantistes, la publication de ce manifeste fut, à court terme, une erreur politique. Bien que le texte ne niât pas le moins du monde la valeur des réformes démocratiques ou des actions parlementaires, ce fut en tout cas l'impression qu'en retirèrent la plupart des gens[17]. Mais l'on retint surtout de ce manifeste son langage agressif. Ainsi que Willard l'a fait remarquer, les ouvriers et les socialistes ne saisirent « ni le sens ni l'utilité du manifeste[18] ». Ce dont Vaillant et Guesde ne s'étaient pas rendu compte, c'était que la grande majorité des ouvriers, non embarrassés du bagage intellectuel de l'idéologie marxiste, vit dans la nomination de Millerand une grande victoire pour le socialisme. La publication de ce manifeste attira sur la tête des chefs de file «révolutionnaires» des foudres de protestation de la part des fédérations de province rattachées aux deux partis. De plus, Jaurès lui-même fut profondément blessé et il exprima sa consternation de ce que ses « maîtres, éducateurs et amis, Vaillant et Guesde » aient pu lui donner un tel coup de poignard dans le dos[19].

Au sein du P.O.F., il y eut un tel sentiment d'opposition à la teneur du manifeste qu'au congrès guesdiste, qui s'ouvrit le 13 août à Epernay, la direction du parti dut renoncer à tout espoir de faire ratifier le texte par un vote[20]. De la même façon, au Congrès P.S.R. de la fédération du Centre qui se tint le 3 septembre à Issoudun, tout ce que les chefs du parti purent faire fut d'organiser une discussion générale sur la question du ministérialisme, sans oser procéder à un vote. Vaillant affirma dans une lettre à Liebknecht qu'il n'y avait eu que quelques démissions isolées[21]. Mais il est clair que le manifeste eut pour effet de faire régner la confusion et l'incompréhension au sein du P.S.R. Tant et si bien, d'ailleurs, que la direction du parti fut obligée de publier non pas

---

17. Même LAGARDELLE estimait qu'il avait « dépassé le but » : *Le Mouvement socialiste*, 1er juillet 1899, *art. cit.*,

18. WILLARD, *op. cit.*, p. 424.

19. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 257; WILLARD, *op. cit.*, pp.424 et 426.

20. WILLARD, *op. cit.*, p. 427.

21. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT daté du 26 juillet 1899, Va 162-3, L 325/69.

une, mais deux circulaires spéciales pour essayer de clarifier l'intention du manifeste et la position de la commission administrative du parti. Dans les deux cas, cette «clarification» conduisit le P.S.R. à souligner les points sur lesquels il était en désaccord avec le P.O.F. (sans, bien sûr, le dire aussi explicitement)[22].

En dépit de plusieurs tentatives visant à atténuer la violence du manifeste du 14 juillet quant à sa formulation, il est clair que la tension et la confusion continuèrent à régner longtemps après dans les rangs des «révolutionnaires». Vaillant qualifia tout cet épisode de «cauchemar», mais néanmoins exprima l'espoir que, une fois les clameurs tues, on reconnaîtrait que le P.O.F. et le P.S.R. avaient « sauvé l'honneur du socialisme ». Quoi qu'il en soi, il reste que ce manifeste contribua essentiellement à intensifier et à envenimer la crise socialiste[23].

Celle-ci couvait à l'état latent depuis quelques années, mais elle gagna en intensité à la suite de l'attitude insolite qu'adoptèrent les chefs du parti au cours des trois semaines qui suivirent la formation du gouvernement Waldeck-Rousseau le 23 juin. Ce fut tout d'abord Vaillant et sa « déclaration unilatérale d'indépendance » vis à vis du groupe parlementaire, le 23 juin. Puis, le 24 juin au soir, survint l'étonnante déclaration publique de Jaurès par laquelle il accordait son soutient total à Millerand et au gouvernement. Le 25 juin, le P.O.F. à son tour rompit avec ses anciens collègues parlementaires. A aucun moment, il n'y eut d'effort véritable de la part de l'un quelconque de ces chefs de parti pour débattre du problème entre eux, pour explorer une solution de compromis et éviter que se développe une guerre ouverte au sein du parti. Il est sûr que, dans la mesure où Vaillant prit position le premier, on peut lui faire endosser en partie la responsabilité d'avoir fait éclater la crise. Si, au lieu de se précipiter chez Guesde en ce matin de juin, il avait essayé de rencontrer Jaurès, s'il avait essayé de découvrir comment Jaurès allait aborder ce problème, si, enfin, il avait essayé

---

22. Texte de ces deux mises au point dans *Annuaires du P.S.R. et de l'A.C.R., 1899-1900,* pp. 44-46 et 50. Voir aussi la mise au point de VAILLANT : « Réponse à des amis », *Tocsin Populaire du Berry,* 22-29 juillet 1899. Les trois points dans ces divers documents qui accusent la différence entre le P.S.R. et le P.O.F. sont le refus vaillantiste de personnaliser l'affaire, le rappel du P.S.R. de son rôle actif en faveur de la révision du procès de Dreyfus et son affirmation de la nécessité du républicanisme et de l'action totale.

23. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 30 juillet 1899, Va 109-110, L 325/70; Anthelme SIMOND, « La Crise Socialiste », *Le Mouvement Socialiste,* 14, 1er août 1899.

d'en discuter avec lui et d'établir une tactique commune compte tenu des circonstances, beaucoup d'amertume aurait pu être évitée. Mais à la décharge de Vaillant, il faut dire que sa réaction du 23 juin était en tout point conforme à la ligne politique antérieure du parti qui, en de nombreuses occasions, avait condamné le ministérialisme d'avance. La déclaration publiée par le P.S.R. le 23 juin n'était pas une déclaration de guerre à l'intention des «réformistes» du parti; elle était une reformulation de l'objectif «révolutionnaire» du parti. Dans l'impossibilité de parler au nom du parti tout entier, Vaillant estima qu'il était capital de parler sans délai et sans équivoque au nom de la fraction du parti qu'il dirigeait. En constituant le groupe « socialiste révolutionnaire » parmi les députés socialistes, il ne faisait pas que protester symboliquement et énergiquement contre l'idée que Millerand put être officiellement approuvé par le parti; il mettait aussi en place une structure au sein de laquelle tous ceux qui souhaitaient se joindre à cette protestation, pouvaient trouver refuge. Plus tard, en maintes occasions, il devait soutenir que ce n'était pas tant le fait que Millerand avait accepté un poste de ministre qui avait été à l'origine de la crise, mais c'était le soutien que Jaurès s'était empressé d'apporter à cet acte. Cet argument n'est pas dénué de fondements : ce ne fut pas tant la réaction de Vaillant que celle de Jaurès qui provoqua la première rupture importante dans les rangs du parti. En manifestant son soutien inconditionnel au «ministérialisme», Jaurès fit passer l'acceptation d'un poste de ministre par Millerand du plan de l'acte individuel dicté par des considérations personnelles ou par l'ambition à celui d'une nouvelle doctrine ou d'une nouvelle tactique politique. Ce fut pour cette raison précise que, contre son gré et contre ses préférences politiques, Vaillant fut amené à conclure une alliance tactique avec Jules Guesde.

Savoir dans quelle mesure cette alliance reposait sur des considérations purement tactiques plutôt que sur une base idéologique sûre, c'est ce que les chapitres suivants contribueront à éclaircir. Nous avons déjà vu que les deux partis eurent beaucoup de difficulté à se mettre d'accord sur le texte d'un manifeste commun; mais les divergences furent encore plus grandes lorsqu'il s'agissait d'expliquer le texte aux militants des deux partis. Le rapprochement entre ces deux groupes, loin d'être, selon les termes de Willard, « solide parce que fondé doctrinalement[24] », était en fait

24. WILLARD, *op. cit.*, p. 424.

extrêmement fragile et savamment dosé, justement parce qu'il était d'ordre purement tactique et non pas doctrinal.

Après le manifeste de juillet, les rapports entre le P.O.F. et le P.S.R. ne firent aucun progrès sensible. Une des raisons en est peut-être le retrait de Vaillant de la scène politique. En juillet, sa mère contracta un cancer. L'attachement de Vaillant pour cette femme remarquable était extraordinaire. Madame Vaillant avait abandonné sa confortable demeure bourgeoise en 1871 pour aller combattre aux côtés de son fils pendant la Commune de Paris. Elle avait quitté son mari et avait de son plein gré suivi son fils Edouard en exil. A Londres de 1871 à 1880, et à Paris ensuite, elle s'était tenue à ses côtés dans toutes les épreuves, consacrant, selon les propres termes de Vaillant « toute une vie de dévouement passionné et sans limites[25] » à sa carrière politique. Pendant la plus grande partie de l'été 1899, Vaillant resta au chevet de sa mère nuit et jour, puisant dans son savoir médical pour soulager son agonie. Elle fut enterrée à Vierzon le 18 septembre, et Vaillant passa la fin du mois tout seul à Dieppe pour se remettre de ce choc.

Lorsqu'il revint à Paris au début d'octobre, son premier acte, fut d'entrer en contact avec Guesde. Il proposa que les deux partis s'engagent dans des discussions sérieuses pour mettre au point une action commune. Il proposa que Guesde aille s'entretenir avec Louis Dubreuilh de « certaines questions d'apparence secondaire », mais qui, assura-t-il à son collègue, avaient une importance capitale pour l'avenir de leur collaboration politique[26]. Deux de ces problèmes principaux qu'il mentionne nommément, étaient d'une part l'attitude du P.O.F. en matière de politique municipale (ce qui, par voie de conséquence, posait le problème du réformisme en général) et d'autre part, sa politique en matière de syndicalisme. Manifestement, les rapports entre le P.O.F. et le P.S.R. n'allaient pas être de tout repos.

La crise Millerand est extrêmement complexe. C'est une crise dans laquelle sont mêlés inextricablement des conflits politiques et philosophiques et des querelles personnelles. Elle est rendue encore plus complexe du fait qu'elle éclata avec tant de soudaineté et tant de violence sur le monde socialiste, faisant voler en éclats les illusions et les chimères

25. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 19 juillet 1899, Va 120-123, L 325/67-8.

26. Collection privée de Jules-Marie Guesde, Lettre de VAILLANT à Guesde, datée du 24 septembre 1899.

des six années précédentes et obligeant les socialistes à affronter directement le problème fondamental de leur rapport avec l'Etat bourgeois. Vaillant estima qu'en ce sens, la crise était salutaire. Dès le 27 juin, il confia à Liebknecht qu'en fin de compte, le parti sortirait de ce conflit et de cette agitation « purifié et fortifié[27] ». La fausse antithèse qui, estimait-il, avait été à l'origine des constants affrontements entre «réformistes» et «révolutionnaire », avait conduit en premier lieu le P.O.F. à exagérer l'importance de ceux-ci, et conduisit maintenant les ministérialistes à exagérer l'importance de ceux-là. C'était en partie à cause de l'intransigeance révolutionnaire initiale du P.O.F. que Vaillant s'était félicité de l'arrivée de Jaurès sur la scène politique en 1893. Et c'était maintenant à cause de ce qu'il considérait comme des tentatives de la part de Jaurès pour engager le parti corps et âme dans le ministérialisme qu'il se rapprochait de Guesde en 1899. Sa quête constante d'une véritable synthèse, à la fois au niveau de l'idéologie et au niveau de la tactique, entre le «réformisme» et le «révolutionisme», entrait désormais dans sa phase la plus critique. Il savait parfaitement que cette synthèse ne pourrait pas se réaliser complètement tant que le ministérialisme ne se serait pas avéré un échec dans la pratique. Au départ, il croyait que ce serait l'affaire de quelques mois. Il pensait qu'il était capital entre temps que le parti accepte le dialogue et surtout qu'il ne se scinde pas. Le problème consistait essentiellement à élever le débat au dessus du niveau des insultes personnelles, et de le hausser au niveau d'une enquête et d'un dialogue rationnels. C'est pourquoi il accepta avec tant d'empressement la proposition de Jaurès pour que se tienne un congrès général de toutes les organisations socialistes, à Paris en décembre 1899[28].

---

27. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 27 juin 1899, Va 115-118, L 325/65-66.

28. *Ibid.*, lettre du 19 juillet 1899, Va 122, L 325/68.

CHAPITRE XII

VAILLANT, JAURÈS ET LE PROBLÈME DU MINISTÉRIALISME

Dans le chapitre précédent, j'ai dit que deux problèmes assez distincts semblaient ressortir de la crise de juin-juillet 1899. Le premier, qui a déjà été étudié, consistait à se demander dans quelle mesure le gouvernement de Waldeck-Rousseau pouvait être considéré comme le meilleur gouvernement de défense républicaine susceptible d'être formé à l'époque. La seconde question qu'il convient à présent d'examiner était celle, beaucoup plus complexe, du ministérialisme. J'ai dit que, tout d'abord, Vaillant avait évité de soulever ce problème, dans l'espoir peut-être que s'il ne l'évoquait pas, personne d'autre ne le ferait, et qu'alors il n'en serait plus question. Mais cela devint très vite le problème numéro un auquel les socialistes durent faire face et qui est à la base de toute l'histoire des débats du parti socialiste entre les années 1899 et 1904. Afin de situer le problème du ministérialisme dans son contexte historique, il faut remonter plusieurs années en arrière jusqu'au milieu des années 1890, et considérer l'attitude des socialistes face au gouvernement radical de Léon Bourgeois.

Après les élections de 1893, il apparut clairement aux socialistes que les radicaux, qui avaient commencé à abdiquer leur rôle de chefs de l'opposition au profit des socialistes, étaient de plus en plus résolus à faire la preuve de leur capacité à gouverner. Vaillant se félicita de ce que le point central de l'opposition politique à la Chambre se soit déplacé vers la gauche. Depuis son retour d'exil, Vaillant avait adopté à l'égard des radicaux une attitude d'encouragement prudente. Lorsque le gouvernement Goblet prit ses fonctions

en 1888, il lui enjoignit instamment de procéder à ces « réformes premières et tant attendues[1] » qui mettraient la république à l'abri d'une attaque de la droite. Toutefois, à l'inverse de Jaurès, Vaillant n'attribua pas l'échec des républicains pendant les années 1885-1888 aux divisions entre les radicaux et les opportunistes. Il souligna avec insistance que cet échec était dû au fait que les radicaux ne s'étaient pas révélés différents des opportunistes, et que le pays commençait à se lasser de ces deux partis[2].

Cette analyse, qui fut sans aucun doute plus polémique que rationnelle, ne l'empêcha pas, une fois que le ralliement eut commencé à brouiller la disposition des forces sur l'échiquier politique, d'exprimer son ferme espoir que les radicaux prendraient la tête de l'agitation anticléricale. Lorsque Léon Bourgeois prit ses fonctions en 1895, Vaillant manifesta ouvertement sa joie, invitant le nouveau gouvernement à mettre en œuvre le programme qu'il avait annoncé et sommant le peuple de veiller à son exécution[3]. Cette insistance constante de Vaillant sur la vigilance populaire est importante : elle apporte la preuve non seulement de sa méfiance en général à l'égard de tous les partis bourgeois, mais aussi de la crainte qu'il avait du pouvoir de « récupération » des institutions. Et c'est cette crainte qui explique dans une large part son attitude à l'égard du ministérialisme.

Qu'attendait donc Vaillant des radicaux? De façon schématique, il espérait qu'ils iraient dans le sens d'un désarmement relatif de l'Etat opportuniste et d'une libéralisation relative des bases économiques, sociales et politiques de la république[4]. Le gros problème des socialistes était de déterminer parmi les mesures radicales celles qui avaient pour but d'écarter les opportunistes du pouvoir, et celles qui étaient manifestement destinées à maintenir le système capitaliste en place. Mais le problème n'était généralement pas aussi simple que cela. Ce fut en 1895-1896 que, pour la première fois, les socialistes durent affronter le choc psychologique que

1. « Mise en Demeure », *Le Cri du Peuple,* 6 septembre 1888.

2. Analyse de JAURÈS in « Socialisme et Radicalisme en 1885 » *op. cit.,* pp. 7-20; analyse de Vaillant dans pratiquement tous ses articles sur les radicaux.

3. *La Petite République,* 8 novembre 1895, « Nécessité républicaine » et 15 novembre 1895, « Œuvre de salut et de salubrité ».

4. Dans la plupart des articles de Vaillant pendant la durée du gouvernement Bourgeois, il déploya à la fois la carotte et le bâton, félicitant les radicaux de leurs initiatives, mais en soulignant toujours l'insuffisance : voir « Politique républicaine », *La Petite République,* 31 janvier 1896.

représentait pour eux le vote des mesures qu'ils désapprouvaient foncièrement, tout simplement pour éviter que le gouvernement soit mis en échec. Un exemple typique de cette situation fut leur vote en faveur du maintien des lois scélérates, dont l'abolition avait été astucieusement proposée par la droite pour essayer de faire tomber le gouvernement[5]. Ce vote ne manqua pas d'avoir des répercussions. Des partis de droite, de même que des allemanistes, les accusations de « ministérialisme » commencèrent à fuser. Visiblement, Vaillant était désemparé. S'efforçant assez maladroitement d'expliquer son propre vote, il développa précisément le type d'argumentation que les ministérialistes devaient utiliser après 1899, à savoir que les socialistes ne se prêteraient jamais aux stratagèmes grossiers de la droite destinés à renverser le gouvernement et que par conséquent ils apporteraient à ce dernier leur vote pour le défendre, même s'ils n'approuvaient pas entièrement ni le gouvernement ni les mesures qu'il votait[6]. Cette explication, rédigée à la hâte, immédiatement après le vote, n'était visiblement pas des plus satisfaisantes, et Vaillant se mit alors en quête d'une solution plus acceptable sur le plan tactique.

C'est en janvier 1896 que, pour la première fois, il commença à développer avec cohérence l'argumentation à laquelle il devait recourir tout au long des débats ultérieurs sur le ministérialisme. Les radicaux, estimait-il, venaient de découvrir la stratégie de l'aristocratie et de la classe dirigeante britannique. La suprême habileté politique pour ces deux groupes, écrivait-il, consistait à sembler céder sur toute la ligne devant les exigences progressistes de la population, « mais sans engager aucune transformation profonde, en sauvegardant le privilège capitaliste, et en évitant les voies de la Révolution ». Les socialistes, ajouta-t-il, soutenaient ces politiques des radicaux non pas pour leur effet à court terme ou leurs conséquences immédiates, mais parce que « tout progrès, d'où qu'il vienne, quel qu'il soit, accroît la somme, favorise l'évolution des progrès »; c'était, ajouta-t-il, le mouvement socialiste qui était l'expression ultime de tout progrès, en même temps qu'il était l'élément essentiel de son développement révolutionnaire[7]. Alors que Jaurès fit valoir que les socialistes soutiendraient des réformes républicaines

---

5. Voir, sur ce vote, GOLDBERG, *op. cit.*, p. 158 et WILLARD, *op. cit.*, p. 190.

6. « Œuvre de salut et de salubrité », *loc. cit.*

7. « Temps et Devoirs nouveaux », *La Petite République,* 3 janvier 1896.

progressistes parce qu'ils les envisageaient sous le même jour que les radicaux, Vaillant, pour sa part, insista toujours pour que les socialistes soulignent la différence entre leur conception et celle des radicaux. Les deux hommes au fond avaient la même conception de l'intérêt des réformes et de l'activité radicale. Ce qui les séparait, c'était une différence de tactique.

Le credo de Jaurès en matière de tactique n'est nulle part énoncé plus clairement et avec plus de vigueur que dans son essai polémique de 1904 intitulé *Radicalisme et Socialisme en 1885*. Dans cet essai, Jaurès, comme Vaillant, faisait remonter les origines du ministérialisme socialiste au gouvernement Bourgeois. Mais il estimait qu'il y avait aussi des leçons très importantes à tirer d'une époque encore plus antérieure. Jaurès soutenait avec force que la principale raison pour laquelle les républicains modérés avaient été incapables de tirer parti de leur victoire électorale en 1885, avait été leurs querelles internes et, en particulier, les attaques lancées par les radicaux contre les méthodes gouvernementales de Ferry et contre sa politique coloniale. Ce n'était, soutenait Jaurès, qu'une fois que la république eût vraiment consolidé son pouvoir et assuré son existence que les divers partis républicains auraient dû se payer le luxe de se chicaner sur leur conception différente du républicanisme. On pouvait en dire autant, soutenait-il, au début du XXe siècle[8]. Dans cet essai, Jaurès opposait en particulier l'attitude de Guesde face aux réformes à celle de Vaillant. Pourquoi, donnait-il à entendre, Vaillant faisait-il maintenant machine arrière au sujet du républicanisme[9]? La réponse très simplement est la suivante : s'il est vrai que les deux hommes partageaient la même conception politique et philosophique des réformes, ils divergeaient fondamentalement sur le plan tactique. Vaillant n'aurait jamais, en aucune circonstance, plaidé en faveur d'une alliance avec la bourgeoisie, pas plus qu'il n'aurait préconisé de « s'unir à toute la démocratie » pour parvenir à ses fins. La divergence entre les deux hommes apparaît très nettement lorsqu'on étudie leur position face aux scrutins à la Chambre pendant les années du gouvernement Waldeck-Rousseau.

Vaillant résuma son attitude en ces termes :

> « Toutes les fois que nous avons eu à voter [...], nous ne nous sommes pas posé d'autre question que celle-ci : dans les cir-

8. « Socialisme et Radicalisme en 1885 », *op. cit.*, p. 161.
9. *Id.*, p. 102.

constances actuelles, quel est l'intérêt du socialisme? Quel est l'intérêt du prolétariat? C'est ce qui toujours a déterminé nos votes et qui les explique tous[10]. »

C'est le débat qui s'instaura au sujet de la loi Millerand-Colliard de 1900 qui illustre peut-être le mieux cette divergence au niveau du vote. Une loi votée en 1892 avait limité le temps de travail pour les enfants à dix heures par jour. En raison de l'adoption du travail par équipes, cette loi n'avait jamais été appliquée. Millerand décida la Chambre à voter une nouvelle loi ramenant à dix heures la journée de travail maximum pour les enfants et les adultes. Le Sénat augmenta la durée de cette journée de travail à onze heures pour les deux catégories, bien qu'une diminution d'une heure de la journée de travail maximum d'un adulte impliquât une augmentation théorique d'une heure de la journée de travail des enfants. Millerand demanda à la Chambre d'accepter les onze heures parce que tout le monde savait qu'en dépit de la loi de 1892, les enfants, pour une raison ou pour une autre, continuaient à travailler souvent jusqu'à quinze heures par jour. Jaurès accepta cette logique gouvernementale et s'en servit lui-même pour défendre la nouvelle loi. Il fit valoir que cette mesure représentait une source de force pour les ouvriers dans leur marche vers le socialisme[11]. Guesde et le P.O.F. qualifièrent le projet dans son ensemble de réactionnaire, et les députés guesdistes votèrent contre[12]. Vaillant en désespoir de cause engagea un combat d'arrière-garde à la Chambre, protestant vigoureusement contre le fait que le gouvernement acceptât avec autant de mollesse que ses propres lois fussent violées. Il insista pour que la Chambre s'en tienne aux dix heures qu'elle avait acceptées au départ. Mais, lorsque vint le moment de voter, il vota la mesure puisqu'elle pouvait manifestement être interprétée comme une amélioration pour la classe ouvrière par rapport à la situation du moment. Mais il précisa bien que son vote n'avait été dicté en aucune façon par des considérations à court terme relatives au gouvernement lui-même. Et il tint aussi à faire remarquer que cette nouvelle loi elle-même était très loin d'accorder ce que les socialistes estimaient comme étant acceptable[13].

---

10. 2e *Congrès général des organisations socialistes françaises,* compte rendu sténographique, Paris, 1900, p. 216.

11. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 270.

12. WILLARD, *op. cit.*, pp. 444 et 459.

13. « Le Vote de la Loi », *Le Tocsin populaire du Berry,* 7-14 avril 1900.

La distinction entre ces deux conceptions du vote et de sa justification était, bien sûr, des plus fines. Pour Vaillant, cependant, elle était fondamentale. En août 1901, il définit le ministérialisme comme étant « cette doctrine et politique nouvelle » ne visant que « la défense, à tout prix, du ministre leur ami et du ministère envers et contre tout[14] ». Tel est, très clairement, le cœur du problème. L'attitude des ministérialistes était-elle purement et exclusivement une attitude à court terme? Celle des antiministérialistes était-elle entièrement exempte de considérations à court terme? La situation possède son propre dynamisme, chaque partie finissant par pousser l'autre à prendre des positions extrêmes. Jaurès refusait d'accepter l'argument de Vaillant concernant les impératifs profonds auxquels répondait le vote (argument selon lequel le vote devait correspondre à des considérations à long terme plutôt qu'à des considérations à court terme); et Vaillant refusait d'admettre que les ministérialistes, eux aussi, se préoccupaient de la classe ouvrière et de l'avenir du socialisme. En fin de compte, ce furent les ministérialistes qui perdirent la partie dans la mesure où ils furent souvent amenés, à cause de l'intransigeance de leurs adversaires, à exagérer leur soutien au gouvernement. C'est ainsi que les socialistes traditionnellement s'abstenaient de voter le budget. Or en 1900, les ministérialistes firent valoir que si tous les socialistes s'abstenaient, le gouvernement risquerait d'être mis en échec. Devant l'intention des antiministérialistes de poursuivre leur politique d'abstention, les ministérialistes décidèrent alors qu'il était de leur devoir de voter le budget. C'est ainsi que les antiministérialistes purent s'offrir le luxe d'un vote de protestation précisément parce que les ministérialistes avaient décidé de garantir la protection du gouvernement. Ces derniers peu à peu commencèrent à perdre de leur crédit auprès de la classe ouvrière. Personne n'en était plus conscient que Jaurès. Les antiministérialistes, écrivit-il,

> « seraient désolés que nous changions soudain d'attitude et par une intransigeance de parade nous renversions le gouvernement. Ils sont enchantés que nous assurions la vie d'un ministère auquel ils tiennent et que nous leur permettions, par la constance de notre politique, quelques votes de pure opposition. [...] Nos votes ministériels leur rendent un double service. Ils sauvent le ministère qu'eux-mêmes veulent sauver et ils leur fournissent l'occasion de dénoncer aux groupes révolutionnaires nos compromissions. C'est tout profit[15]. »

14. « Ministérialisme », *Le Petit Sou,* 2 août 1901.
15. « Fausse direction », *L'Humanité,* 29 août 1904.

Ces paroles sont révélatrices dans la mesure où elles expriment très nettement le genre d'attitude que Vaillant ne cessa de condamner. Elles reviennent en fait à reconnaître que les ministérialistes étaient soucieux de protéger le gouvernement. Vaillant n'avait rien contre la protection de gouvernements «progressistes»; mais il refusait d'y voir l'objectif prioritaire des socialistes.

Vaillant fit toujours la différence entre Millerand lui-même et ses partisans à l'intérieur du parti. Dès le début, il estima qu'en prenant ses fonctions ministérielles, Millerand s'était placé de lui-même *en dehors du parti.* Le parti, de ce fait, n'avait plus à s'intéresser à lui puisque toutes les amares avaient été larguées. Le danger venait des membres du parti – et en particulier de personnages influents comme Jaurès – dont les paroles et les actions donnaient à penser non seulement que Millerand représentait le parti au gouvernement, mais aussi que le parti avait pour devoir particulier de le soutenir, lui et le gouvernement. Voilà ce que Vaillant qualifiait de «ministérialisme», et *non pas* l'acte de Millerand en soi. Il soutenait que si le parti avait pu se mettre d'accord pour accorder un appui tacite et implicite à toutes les mesures progressistes que le gouvernement aurait jugé bon de mettre en œuvre, il n'y aurait alors eu aucun problème. Il semblait véritablement perplexe devant le soutien continu et franc que les ministérialistes accordaient au gouvernement :

> « Pourquoi les ministérialistes, et Jaurès avec eux, au lieu de viser l'avenir seul et de déclarer, comme ils en ont le droit, qu'ils cherchent à le préparer [...] défendent-ils, exaltent-ils la participation actuelle d'un socialiste au ministère [quand] elle a été condamnée par les congrès[16]? »

En résumé, les objections de Vaillant ne portaient pas tant sur l'action des ministérialistes que sur le fait qu'ils étaient en train d'élever leur position tactique au rang d'une nouvelle doctrine, au rang d'une nouvelle méthode socialiste.

Cependant, s'il est vrai que la tactique constituait le fond du problème, cette question servit de révélateur à un conflit idéologique, celui-là touchant la conception de l'Etat. Goldberg a montré que Jaurès, pendant la plus grande partie de cette période entre 1899 et 1904, crut véritablement que l'Etat n'était pas cette force systématiquement oppressive,

---

16. « La Fin et les Moyens », *Le Petit Sou,* 7 décembre 1900; voir aussi son article « Vérité démontrée ». *Almanach de la Question sociale pour 1901.*

reflétant une structure de classes, que Marx et Engels avaient décrite. Dans les années 1900-1901, il consacra beaucoup de temps à essayer de prouver que le gouvernement Waldeck-Rousseau était différent en nature de ses prédécesseurs réactionnaires. Pendant les années du Bloc des gauches (1902-1904), il « situa l'Etat comme une troisième force entre deux classes en conflit », et le considérait comme « proche de la neutralité[17] ». De son côté Vaillant se fit constamment l'écho de la conception marxiste selon laquelle l'Etat était automatiquement une arme aux mains de la classe dominante pour exploiter et opprimer les ouvriers. Quant aux radicaux, il les considérait comme « les derniers défenseurs du monde bourgeois mourant », comme « l'arrière-garde du capitalisme »[18]. Cet Etat pouvait-il être « investi » par le mouvement ouvrier et socialiste, et être par conséquent « modifiable », ainsi que Jaurès semblait le laisser entendre? Ou bien ne pouvait-il être conquis de l'extérieur? Une controverse intéressante s'éleva au sein du parti socialiste à propos du degré relatif de « compromis » qu'impliquaient la fonction de ministre et celle de maire.

Ce fut au Congrès de Japy en 1899 que Viviani pour la première fois lança cet argument concernant la fonction de maire à la tête des antiministérialistes, affirmant qu'il n'y avait aucune différence entre cette fonction et celle de ministre, toutes deux consistant à administrer une portion de la société capitaliste. Cette thèse fut reprise un certain nombre de fois dans les années qui suivirent. Dès 1892, toutefois, Vaillant avait précisé de façon fort claire que, pour le parti, l'activité municipale avait pour but exclusif d'arracher à l'Etat une portion de son pouvoir, *susceptible ensuite d'être retournée contre lui.* Lors du débat avec les ministérialistes, il reprit ce thème[19]. Si, d'après Vaillant, un maire socialiste pouvait grignoter une portion du pouvoir bourgeois, un ministre socialiste ne pouvait que se trouver pris au piège d'une institution qui ne lui laissait aucune marge pour manifester son opposition.

Pour comble d'ironie, et presque comme pour illustrer la thèse de Vaillant, en septembre 1901, Waldeck-Rousseau ordonna que le maire de Bourges soit suspendu de ses fonctions. Le maire, Vaillandet, membre du P.S.R., avait longtemps critiqué énergiquement le ministérialisme. De plus,

---

17. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 313.
18. « Opportunistes et Radicaux », *La Petite République,* 19 juin 1896.
19. « La Commune et le Socialisme », *Le Petit Sou,* 9 janvier 1902.

c'était un antimilitariste ardent, et, à l'occasion d'un discours aux jeunes recrues de Bourges qui partaient rejoindre leur régiment, il n'avait pas hésité à leur conseiller de désobéir à leurs officiers si jamais ces derniers leur donnaient l'ordre de tirer sur des grévistes. Ce fut expressément à cause de ce discours que Vaillandet fut suspendu. Quoi qu'il en soit, Vaillant eut tôt fait de laisser entendre que le véritable motif de la révocation de Vaillandet était que la municipalité de Bourges était en train de devenir un foyer d'activité socialiste, et qu'un maire socialiste, avait la possibilité de se livrer à toutes sortes d'expériences municipales qui, faute de pouvoir détruire directement le système capitaliste, pouvaient au moins contribuer à jeter les fondations d'autres modes d'organisation sociale[20].

Il est clair que la divergence d'opinion entre Jaurès et Vaillant sur la nature de l'Etat est essentielle pour comprendre leur impossibilité de se mettre d'accord sur la motivation du vote. Quoi qu'il en soit, Jaurès allait être de plus en plus embarrassé pour justifier sa thèse selon laquelle les gouvernements Waldeck-Rousseau et Combes étaient d'une qualité supérieure à celle de leurs prédécesseurs, et selon laquelle l'Etat sous ces deux gouvernements était plus «neutre» dans la guerre des classes qu'il ne l'avait jamais été. Dès le tout début, Vaillant mit tous ses espoirs dans l'effondrement du ministérialisme qui résulterait de l'échec de cette expérience sur le plan pratique. Dès juin 1899, en tant que membre du gouvernement, Millerand avait été obligé de combattre une proposition socialiste (qui se trouve avoir été déposée par Vaillant) en faveur d'une amélioration des conditions de travail dans les ardoisières. En janvier 1900, les ministérialistes appuyèrent l'envoi de troupes par le gouvernement pour briser des grèves dans divers endroits en France; en mars, ils votèrent le budget; le même mois, ils soutinrent la répression gouvernementale de l'agitation ouvrière à la Martinique. Le 2 juin 1900, des mineurs en grève, à Chalon, furent chargés par les troupes, et il y eut plusieurs morts. En 1899, Millerand avait été obligé d'approuver la création d'une ambassade au Vatican et, en septembre 1901, le tsar, en visite officielle à Paris, fut reçu avec la cordialité diplomatique d'usage par l'homme qui l'avait autrefois qualifié de « bourreau de toutes les Russies ». Millerand et ses fidèles au sein du parti socialiste furent obligés d'appuyer la décision prise par

20. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 4 novembre 1901, pp. 2017-18; « Il faut se décider », *Le Petit Sou,* 22 novembre 1901.

le gouvernement d'expulser le nihiliste Paouli qui avait demandé l'asile politique à la France, ils furent appelés à contresigner l'épuration de la Sorbonne visant les universitaires politiquement à gauche, et à souscrire à l'invasion de la Bourse du Travail par la police[21]. Pour l'ouvrier moyen en France, il devint de plus en plus difficile, avec la meilleure volonté au monde, d'admettre l'argument de Jaurès concernant la nature de la structure de classes reflétée par l'Etat.

Si l'Etat était une chose, la république en était une autre. Vaillant ne rejeta jamais, comme Guesde tenait à le faire, la thèse de Jaurès concernant la nécessité de défendre la république. Tout au long de cette période de tension entre les partis, il continua avec insistance à souligner que le problème de la défense de la république continuait à se poser[22]. Parfois, il alla même jusqu'à déclarer publiquement que le gouvernement de l'époque était préférable à un gouvernement plus réactionnaire[23]. Mais du même coup, cela le menait tout droit à la contradiction classique qui consistait à affirmer d'une part, que le gouvernement en question valait mieux qu'un gouvernement plus réactionnaire, et d'autre part, que ce même gouvernement n'était pas différent d'un gouvernement réactionnaire. Il est tout à fait évident qu'au cours de cette période tragique pour le socialisme français, les deux camps dirent et firent beaucoup de choses qui allaient à l'encontre de leurs véritables convictions et qu'ils devaient regretter plus tard. En 1900, Vaillant déclara que le tort qu'avait fait le ministérialisme au mouvement socialiste révolutionnaire était si grand que les antiministérialistes « en étaient arrivés à craindre d'être obligés de le faire cesser par la chute du ministère et de se voir réduits à une politique ministérielle à rebours[24] ». Le fait qu'ils ne mirent jamais leurs paroles à exécution est bien la preuve de la sincérité de leur croyance dans la valeur positive du progrès républicain.

D'ailleurs, il est manifeste qu'au cours des années 1899-

---

21. *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 27 juin 1899, pp. 1711-13 (ardoisiers) E.V., « Leçon des Choses », *Le Petit Sou,* 22 février 1901 (Chalon); E.V., « Opportunistes et Tsarisme », *Le Petit Sou,* 6 septembre 1901 (visite du Tsar); H. LAGARDELLE, « Ministérialisme et Socialisme », *Le Mouvement Socialiste,* 62, 15 juillet 1901 (Paouli, Sorbonne, Bourse etc.) E.V., « Abrogation nécessaire », *Le Petit Sou,* 18 octobre 1901 (utilisation des lois scélérates contre des syndicalistes révolutionnaires).

22. « Où en sommes-nous? », *Le Petit Sou,* 22 mars 1901.

23. Il le déclara ouvertement tout de suite après le Congrès de Lyon auquel il avait consommé la rupture avec Jaurès : « Après le Congrès », 5 juillet 1901, *Le Petit Sou.*

24. « Vérité démontrée », *Almanach de la Question Sociale pour 1901,* p. 17.

1904, Vaillant fit preuve d'une énergie redoublée en se faisant le champion des idées démocratiques et réformistes. Ses tentatives, visant à déterminer la meilleure façon d'organiser le parti sur des bases démocratiques, l'amenèrent à reprendre la campagne qu'il avait menée au milieu des années 1890 en faveur de la démocratie directe[25]. Après son retrait du parti uni lors du Congrès de Lyon en 1901, les ministérialistes accentuèrent leurs attaques contre la prétendue indifférence de leurs adversaires face au progrès démocratique. Vaillant chercha parfois à éviter qu'on le range dans le camp des guesdistes en insistant sur le fait que son organisation était engagée dans le réformisme démocratique et le progrès républicain[26].

Le débat concernant la tactique, déclenché par l'affaire Millerand, était destiné à rester la question brûlante fondamentale pour la Gauche française jusqu'à l'époque du Front populaire (et même au-delà). Le problème clé, le débat fondamental demeura tout au long de cette période (et il l'est encore de nos jours) celui du choix entre deux conceptions divergentes des rapports entre socialisme et républicanisme. Il ne s'agissait pas en 1899, pas plus qu'en 1936, pas plus qu'aujourd'hui, d'un débat entre «réformisme» (ou républicanisme) et «révolution». Le problème était d'essayer de réconcilier l'action républicaine quotidienne avec la «pureté » de l'engagement révolutionnaire du parti socialiste.

Dans le courant de l'été 1901, Vaillant proposa une solution. A la fin du mois de juin 1901, les radicaux s'étaient constitués en un parti réformiste indépendant. Vaillant considéra cela comme un pas très positif. Ce serait encore mieux, suggéra-t-il, si tous ces socialistes qui avaient estompé la ligne de démarcation entre socialisme et radicalisme en décidant d'unir leur destinée aux objectifs à court terme de celui-ci, se joignaient aux radicaux pour ainsi former un mouvement réformiste solide et irrésistible. Les «vrais» socialistes ne manqueraient pas de se réjouir au cas où cela se produirait, puisque personne ne pouvait porter un plus grand intérêt qu'eux à une progression républicaine rapide vers des libertés plus grandes et vers une plus grande marge de manœuvre pour les classes populaires. Il était capital, estimait-il, que les « vrais» socialistes restent en dehors de cette

25. *Le Petit Sou,* 12 octobre 1900, « Conditions nécessaires »; 19 octobre 1900, ‹Méthode nécessaire »; 16 novembre 1900, « Législation directe ».

26. « Mots et Choses », *Le Petit Sou,* 9 août 1901.

formation, pour mieux sauvegarder et garantir la vision de la société future[27]. Cette proposition contenait, certes, une large dose de polémique, mais, malgré tout, elle nous aide à comprendre la position de Vaillant. Il ne voyait pas d'objection particulière à la présence de Millerand au ministère du commerce. Ses objections concernaient le fait que Jaurès et les ministérialistes continuaient à considérer Millerand comme un socialiste. C'était, à son avis, mortel pour le socialisme. Si Millerand avait été radical, il aurait sans aucun doute bénéficié de l'approbation discrète de Vaillant et du P.S.R. Il n'y avait, à son avis, aucun mal à ce que les radicaux acceptent et exercent le pouvoir; c'était même une de leurs fonctions naturelles. D'ailleurs, Vaillant alla même jusqu'à dire qu'il préférerait de beaucoup un gouvernement du Bloc des gauches, composé de radicaux et de socialistes ministérialistes, au gouvernement républicain de gauche de l'époque, à la seule condition que les socialistes ministérialistes cessent de se présenter comme socialistes[28].

Cette thèse, que Vaillant reprit régulièrement au cours des années 1901 à 1904, appelle deux remarques. La première est qu'elle témoigne de sa croyance profonde dans la valeur du progrès républicain graduel, croyance qui fut d'ailleurs vraisemblablement en tout point aussi ferme que celle de Jaurès lui-même. La seconde remarque est qu'elle atteste de la façon la plus éclatante que Vaillant était convaincu du caractère indivisible du socialisme. Tandis que le parti était divisé en deux fractions, il n'y avait, par le fait, aucun socialisme du tout. Vaillant était tellement certain de la victoire finale du socialisme, qu'il pouvait envisager avec sérénité la perspective d'une rupture qui réduirait de 60 % environ les rangs du parti. Pour Vaillant, la nécessité primordiale était celle de l'unité socialiste. Ainsi que nous le verrons dans le prochain chapitre, il allait faire l'impossible de 1899 à 1901 pour essayer de préserver l'unité de tout le parti sur ses anciennes bases. Peu avant le Congrès de Lyon, il devait lancer un dernier appel désespéré à Jaurès dans un long article qui soulignait une fois de plus sa conviction profonde de la nécessité d'une préparation démocratique en vue de la lutte finale, de l'impossibilité de prédire quand et comment la société capitaliste commencerait à se fissurer, ainsi que de la

---

27. « Deux faits », *Le Petit Sou,* 28 juin 1901. Il répéta cette idée à d'autres occasions : *Almanach de la Question sociale pour 1901, op. cit.*, p. 19; « Avortement», *Le Petit Sou,* 27 décembre 1901; « 27 avril – 1er mai », *Ibid.*, 25 avril 1902.

28. « Après le Congrès », *Le Petit Sou,* 5 juillet 1901.

nécessité d'apporter un soutien tactique à la bourgeoisie progressiste[29]. Jaurès accepta ce rameau d'olivier dans le même esprit que celui dans lequel il lui avait été offert, et répondit quelques jours plus tard par un article flatteur et conciliant sur « La Philosophie de Vaillant[30] ». Et pourtant, malgré la similitude de leur démarche idéologique, ils décidèrent en 1901 de poursuivre des priorités tactiques divergentes. Vaillant opta pour la préservation de la « pureté révolutionnaire » du parti socialiste; Jaurès opta pour la « défense de la République ». Nul doute que ces deux options étaient nécessaires pour l'avenir du parti socialiste. Il est regrettable que les deux hommes n'aient pas pu se mettre d'accord sur une méthode permettant de les poursuivre tous deux en même temps.

---

29. « Demain », *Le Petit Sou,* 28 décembre 1900.

30. « La Philosophie de Vaillant », *La Petite République,* 8 janvier 1901.

[illegible]

CHAPITRE XIII

JAPY, WAGRAM ET LYON : L'EFFONDREMENT DE L'UNITÉ SOCIALISTE

Au moment où les socialistes français se réunirent pour leur « Congrès de l'unité » dans la vaste salle Japy, le 3 décembre 1899, les problèmes posés par le ministérialisme avaient déjà été abondamment débattus par le mouvement socialiste international. Jaurès avait ouvert une « consultation » dans les pages de *La Petite République* où les principaux socialistes européens avaient été invités à faire connaître leur opinion sur le comportement des socialistes français au cours de l'affaire Dreyfus et de la crise Millerand. Tandis qu'était apparue une opposition générale à la participation de Millerand dans les circonstances où elle avait eu lieu, il y eut toutefois une certaine amorce d'accord parmi les socialistes européens en faveur d'une approche prudente et non dogmatique de la question[1]. A son ami Wilhelm Liebknecht, Vaillant exprima ses inquiétudes au sujet des tergiversations caractérisant l'attitude adoptée par de nombreux socialistes allemands dont il regrettait les « déclarations sentimentales » à l'égard de ce tout premier ministre socialiste[2].

Dans les semaines qui précédèrent le congrès, Vaillant avait aussi exprimé ses inquiétudes concernant d'une part le fait que les ministérialistes avaient pratiquement le monopole de la presse quotidienne socialiste, et d'autre part le fait que Jaurès avait commencé à intensifier son soutien à cette

---

1. Voir *La Petite République* du 14 septembre au 19 novembre 1899. Les réponses des socialistes européens ont été classées par tendances par J.-J. FIECHTER, *op. cit.*, pp. 69-75.

2. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT datée du 21 octobre 1899, Va 138, L/325-75.

« nouvelle méthode » de progression vers le socialisme. A la veille de Japy, il était loin d'être persuadé que la conférence pourrait connaître un dénouement heureux[3]. Les débats en soi n'apportèrent rien ou pratiquement rien qui n'eût déjà été entendu des centaines de fois. Aucun des deux camps ne fit de concession à l'autre, chacun espérant que sa position serait celle qui prévaudrait à la fois dans le texte de la résolution qui devait être votée et dans le vote lui-même. Au comité de résolutions, Landrin, au nom du P.S.R., insista pour que le vote porte sur une motion rigoriste et intransigeante rédigée par Vaillant, motion qui condamnait sans la moindre équivoque le principe du ministérialisme au nom de la lutte des classes[4]. Quoi qu'il en soit, le comité dans sa majorité se rallia à la motion de compromis élaborée par Jaurès et par Guesde (ce dernier étant toujours très soucieux de sa base). Guesde réussit à sauver la face en maintenant sa question sans détour : « La lutte des classes permet-elle l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois? » Le refus fut voté par 818 voix contre 634. Mais cette «victoire» des antiministérialistes fut immédiatement annulée par le vote de la motion transactionnelle proposée par Delesalle qui comportait une clause de secours sous forme d'une suggestion selon laquelle, à l'avenir « des circonstances exceptionnelles peuvent se produire dans lesquelles le parti aurait à examiner la question ». Même si cet amendement stipulait ensuite que le parti devait se préoccuper d'autres problèmes que de celui de la participation socialiste au gouvernement, il n'y avait pas de condamnation franche de Millerand, encore moins de ceux qui le soutenaient. Cette motion fut adoptée par le congrès, par 1 140 voix contre 240, seuls les membres du P.S.R. et de l'A.C.R. ayant voté contre[5].

Emile Landrin, au nom de la minorité du comité de résolutions, justifia l'intransigeance des vaillantistes lors de la séance plénière. Il précisa trois points : en premier lieu, le P.S.R. approuvait la motion Delesalle dans la mesure où elle comportait une critique de Millerand et du ministérialisme; ensuite, le P.S.R. ne voulait pas apparaître comme un obstacle à l'unité. Son parti, ainsi que Landrin le rappela à

3. Voir ses lettres à W. Liebknecht, datées des 3, 13 et 29 novembre 1899 (I.I.S.G.).

4. Le texte de cette résolution se trouve dans *Congrès général des Organisations socialistes françaises*, compte rendu sténographique, Paris, Bellais 1900, p. 269.

5. Textes des résolutions et détails des votes, *ibid.*, pp. 485-92.

l'assemblée, avait exhorté et travaillé à l'unité socialiste avec plus de patience et d'acharnement qu'aucun autre parti. Mais l'unité était inutile tant que des malentendus subsistaient. Ce qui l'amenait à son troisième point : si le congrès désirait condamner le ministérialisme, disait-il, alors il devait le faire clairement sans la moindre équivoque. C'était aller au-devant des difficultés que de poursuivre dans la voie de l'unification sans qu'au préalable un vote clair et net ait eu lieu sur la tactique à adopter[6]. En théorie, de toute façon, les deux résolutions avaient condamné le ministérialisme (implicitement sinon explicitement) et Vaillant écrivit une lettre triomphante à Liebknecht pour lui annoncer que la théorie du ministérialisme avait reçu « un coup mortel[7] ». En réalité, comme au fond il le savait très bien, Japy n'avait rien résolu du tout.

Japy avait néanmoins servi à jeter les bases d'un parti socialiste unifié. Vaillant déborda d'éloges pour la « souplesse d'artiste » avec laquelle Jaurès avait accepté la défaite du ministérialisme et donné l'impression que le processus d'unification s'était dégagé d'un consensus massif et irrésistible[8]. Sur le plan des structures, on se mit d'accord pour mettre sur pied un comité général de ce nouveau parti qui, par simple commodité, devait refléter l'équilibre des forces qui avaient été reconnues officiellement par le congrès de Japy. Ce comité devait se composer de quarante-huit membres : quinze P.O.F., huit P.S.R. et A.C.R., six Indépendants, quatre P.O.S.R., trois F.T.S.F. et douze membres des fédérations autonomes. Ce comité général par conséquent contenait une majorité d'antiministérialistes. En revanche, le groupe parlementaire socialiste, qui s'était à nouveau constitué en une formation unique, contenait une majorité de ministérialistes. C'est dans le cadre de cette situation ambivalente que les deux parties étaient appelées à régler leurs divergences politiques au cours des quelques mois à venir.

En dépit de la condamnation théorique du ministérialisme qui était implicite dans les résolutions de Japy, au lendemain du congrès, aucun revirement ne fut observé au sein du lobby promillerandiste, et dès le 10 décembre, Vaillant manifestait le désir de renforcer les liens qui existaient déjà

6. Discours de LANDRIN, *ibid.*, pp. 267-269.

7. « Somme toute, nous avons gain de cause, avec moins de netteté qu'il aurait été désirable, mais assez pour qu'aux congrès prochains notre victoire s'affirme et se complète. » I.I.S.G., Amsterdam, Fonds Liebknecht, lettre datée du 7 décembre 1899, Va 157, L 325/83.

8. *Ibid.*, lettre de VAILLANT, datée du 9 décembre, Va 172, L 325/84.

entre le P.S.R. et le P.O.F. Malheureusement pour lui, d'énormes rivalités existaient encore entre ces deux formations. En province, ces rivalités prenaient souvent la forme d'une guerre ouverte. Depuis le Congrès de l'Internationale à Londres, le P.S.R. était la formation de la gauche française qui avait connu l'essor le plus rapide, et nombre de ses militants acceptaient mal de voir leur parti « avalé » par les guesdistes. Dans une lettre à Liebknecht, Vaillant faisait allusion à d'autres motifs de mécontentement : le S.P.D., en continuant à commenter la crise Millerand et la crise Bernstein sans jamais s'arrêter sur la position unique du P.S.R. concernant ces questions, avait froissé, sans le vouloir, nombre de militants de base du parti de Vaillant[9]. De plus, mis à part ces problèmes plutôt psychologiques, il y avait désaccord entre Vaillant et Guesde au sujet de la façon dont la lutte contre les ministérialistes devait être menée. Guesde, c'était prévisible, pensait déjà en termes de rupture; Vaillant, lui, gardait un esprit de conciliation. Après le Congrès de Japy, le comité général récemment constitué mit sur pied un bulletin officiel mensuel du parti. Guesde n'avait aucune envie de laisser publier les déclarations du P.O.F. dans ce bulletin car il estimait que la diffusion de son propre journal *Le Socialiste* s'en trouverait affectée. Ce fut Vaillant qui lui fit entendre raison[10]. De même, en janvier 1900, Guesde était impatient de rompre avec le comité général pour constituer un comité rival. Chef de parti à l'écoute de sa base, il s'était rendu compte qu'il était en train de s'opérer dans le pays un revirement contre Millerand. Le moment était venu, soutenait Guesde, de former un parti indépendant et d'obliger les jaurессistes soit à en passer par les conditions des « révolutionnaires » soit à abandonner définitivement le socialisme. Ce fut encore Vaillant qui l'en dissuada[11]. Vaillant se rendait bien compte, lui aussi, qu'un revirement s'opérait contre Millerand, et il percevait que les antiministérialistes allaient peu à peu émerger comme la première force au sein du parti. A une seule condition : c'était qu'ils ne gâchent pas leurs chances en reniant le pacte d'unité qu'ils avaient conclu à

9. *Ibid.*, lettre de VAILLANT, datée du 5 janvier 1900, Va 96, L 325/59.

10. Collection de Jules-Marie Guesde, lettre de VAILLANT à Guesde, datée du 30 décembre 1899.

11. *Ibid.*, lettre de VAILLANT à Guesde, datée du 16 janvier 1900. Voir aussi WILLARD, *op. cit.*, p. 443 note 2 et I.I.S.G., Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT datée du 8 mars 1900, Va 180-181, L 325/88.

Japy. L'unité socialiste était pour Vaillant un bien trop précieux pour qu'on le galvaude[12].

En mai 1900, les élections municipales occupèrent le devant de la scène. Le P.O.F. proposa au P.S.R. que les deux formations publient un manifeste commun, analogue à celui de juillet 1899, qui, cette fois, fasse remarquer combien les événements leur avaient donné raison. Vaillant s'opposa violemment à cette idée, et fit savoir à Guesde que cela n'aurait pour résultat que de pousser les ministérialistes à se retrancher encore davantage dans le camp ministériel. De nombreux ministérialistes, constatait-il, avaient perdu leurs illusions au sujet de cette expérience et cherchaient à sortir discrètement de cette impasse. La façon de les aider à le faire, estimait-il, consistait à adopter une orientation extrêmement subtile au sein du sous-comité de rédaction que le comité général allait mettre sur pied pour le parti tout entier. Si les antiministérialistes arrivaient à convaincre ce sous-comité de rédaction de publier un manifeste commun, hostile au ministérialisme sans qu'ils semblent en être les inspirateurs, le comble de la manœuvre politique serait alors atteint[13]. A la différence de Guesde, Vaillant avait énormément appris des événements de juin et juillet 1899. Ou peut-être leurs objectifs étaient-ils fondamentalement différents. Vaillant se préoccupait avant tout d'éviter la scission du parti, conscient qu'il était que la base était en train peu à peu de changer de camp. Il était convaincu qu'on ne pouvait servir l'objectif ultime du socialisme que grâce à un dialogue constant au sein du parti uni. Dans le cadre de ce dialogue, la stratégie politique consistait essentiellement à amener l'adversaire à faire un faux pas. De son côté, Guesde, qui n'accordait pas la même importance à l'unité avec les jaures-sistes, était impatient de faire à nouveau figure de chef incontesté de la tendance «marxiste», «révolutionnaire» ou «orthodoxe» au sein du parti, et l'idée d'une rupture ne le tracassait pas le moins du monde.

Dès le lendemain de Japy, il apparut clairement à Vaillant que les deux congrès de 1900, celui de l'Internationale et

12. Le 28 février 1900, le comité général adopta à l'unanimité (moins une voix) une résolution affirmant que « les gouvernements en régime bourgeois ne peuvent jamais être que l'expression et l'instrument de la classe capitaliste. » Dans une lettre à Liebknecht, Vaillant parlait du divorce entre les deux parties comme étant très peu souhaitable : « Si c'était du moins nous qui avions, sans la nécessité de le faire pour le "salut" du parti, l'imprudence de faire le "divorce", l'opinion nous condamnerait... » I.I.S.G., Va 180-181, L 325/88, lettre du 8 mars 1900.

13. I.I.S.G., Fonds Guesde, lettre de VAILLANT à Guesde, datée du 18 mai 1900, Gu. 310/14.

celui du parti uni, tous les deux prévus pour l'automne, seraient cruciaux pour le dénouement de la lutte entre les ministérialistes et leurs adversaires. Tout d'abord, il avait placé tous ses espoirs dans le congrès de l'Internationale, persuadé qu'il était que les socialistes allemands, grâce à leur sens profond de l'orthodoxie révolutionnaire, désavoueraient Millerand et Jaurès. En réalité, rien n'était moins sûr. Les ministérialistes en France avaient pratiquement le monopole de la presse quotidienne socialiste, et les chefs du S.P.D. se trouvaient manifestement influencés par cette image partiale qu'ils recevaient d'outre-Rhin. Vaillant essaya de rétablir l'équilibre en faisant appel à son ami intime, Wilhelm Liebknecht. Lettre après lettre, tout au long des huit premiers mois de l'année 1900, il pressa Liebknecht d'user de son influence auprès des chefs du parti, en particulier auprès de Kautsky et de Singer, ainsi qu'auprès de la presse du parti pour faire en sorte que la thèse antiministérialiste soit entendue en toute objectivité. Mais Liebknecht, âgé, était mourant et avait perdu son emprise sur le parti, si bien que, lorsque les mineurs en grève furent abattus à Chalon-sur-Saône en juin 1900, le parti allemand se fit fidèlement l'écho de la version des faits fournie par Jaurès et ses amis en la circonstance[14]. Alors que le moment approchait où les délégués du socialisme international allaient se réunir à Paris, les socialistes français étaient plus divisés que jamais. Pire encore, le P.O.F. brûlait d'envie de rompre avec le parti uni.

Les antiministérialistes avaient énormément souffert de leur manque d'accès à la presse quotidienne. Le 3 septembre 1900, cette situation fut redressée grâce à un millionnaire original, Alfred Edwards (le beau-frère de Waldeck-Rousseau, qu'il abhorrait), qui décida d'ouvrir les colonnes de son quotidien *Le Petit Sou* à l'organisation Vaillant-Guesde. Pour son premier éditorial dans ce nouveau journal, Vaillant entreprit de poser le problème de l'unité socialiste. Partout en France, constatait-il, les réactionnaires se frottaient les mains de joie à l'idée d'une scission imminente du mouvement socialiste français. Cette scission devait être évitée à tout prix. L'un des problèmes était que les deux principaux courants de ce parti avaient une conception différente du processus d'unification. Jaurès, ainsi qu'il l'avait déjà fait en 1898, tentait à nouveau d'essayer de hâter la fusion officielle des groupes en présence. Vaillant, pour sa part, maintenait

14. Ibid., lettre de VAILLANT, datée du 3 juillet 1900, Va 186-7, L 325/94.

qu'il ne pouvait y avoir de fusion totale tant que le problème fondamental du ministérialisme n'aurait pas été convenablement réglé. Son désir de garantir l'existence des formations traditionnelles n'était pas dicté par l'égoïsme ou la jalousie, comme on l'a laissé entendre. L'empressement avec lequel il allait enterrer le P.S.R. en 1905, une fois le problème du ministérialisme résolu, en apporte assez la preuve. Au contraire, il était soucieux de garantir, dans le cadre des structures du parti uni, autant d'indépendance que possible pour mieux engager la bataille à propos de la tactique et de la politique à adopter[15]. Par la même occasion, il lança aux guesdistes un avertissement solennel contre toute idée de rupture. A condition, estima-t-il que les deux congrès de septembre tranchent sans équivoque sur la question du ministérialisme, l'unité durable était assurée.

Le Congrès de l'Internationale qui débuta le 23 septembre 1900, fut un échec à cet égard. La vedette du congrès revint à Karl Kautsky qui, après la mort de Liebknecht apparaissait désormais comme le porte-parole le plus écouté du S.P.D.. La résolution de Kautsky ne fit guère plus que reprendre les points principaux de la motion Delesalle qui avait été votée à Japy. La révolution prolétarienne, pouvait-on y lire, ne pouvait être qu'une longue et douloureuse série d'efforts, et ne pouvait en aucun cas résulter d'une seule révolution violente. En revanche, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne pouvait pas être considérée comme une façon normale de progresser vers la nouvelle société. Elle pouvait au mieux constituer un expédient temporaire. Le parti devait être seul juge pour décider de la nécessité de recourir à cet expédient et le ministre devait être considéré comme faisant toujours partie du groupe. Enfin Kautsky faisait valoir que si des circonstances suffisamment graves exigeaient que l'expérience en fût tentée, il s'agissait alors d'une question de tactique et non pas de principe. Une fois de plus, le problème fut noyé dans des circonvolutions et ainsi éludé.

Vaillant qui avait espéré une condamnation fracassante du ministérialisme, fut amèrement déçu. Son discours exprime cette déception, en particulier à l'égard de Kautsky dont l'éloquente dénonciation du révisionisme bernsteinien semblait à Vaillant en contradiction totale avec son indul-

15. « Au Congrès », *Le Petit Sou,* 8 septembre 1900.

gence vis-à-vis du ministérialisme[16]. En tout cas, la résolution Kautsky, en déclarant que toute décision de tactique ministérialiste appartenait au parti national, constitua un point concret de réflexion pour les délégués français lorsqu'ils se réunirent à nouveau à la salle Wagram, un jour après que leurs collègues européens soient rentrés dans leur pays.

Le matin qui vit l'ouverture du deuxième Congrès général des organisations socialistes françaises, vit aussi la publication dans *Le Petit Sou* d'un article dans lequel Vaillant essayait de tirer les leçons du récent congrès international. A la différence de Guesde[17], il ne feignait pas de croire que la motion Kautsky avait été une défaite pour le ministérialisme. Il ne servait à rien, disait-il, d'essayer de dissimuler le fait que les deux fractions du parti étaient plus divisées que jamais. Mais, ajoutait-il, cette situation n'avait aucune chance de durer éternellement : au contraire, les événements allaient rapidement dans le sens d'un élargissement du consensus au sein du parti, c'est-à-dire d'un consensus défavorable au ministérialisme. Dans ce cas, soulignait-il une fois de plus, il était absolument essentiel de préserver le degré d'unité qui avait été décidé à Japy. Ceci, d'autant plus que la Deuxième Internationale, qui s'était elle aussi trouvée divisée sur de nombreux problèmes, avait réussi, au Congrès de Paris en 1900, à établir ce que Vaillant réclamait depuis des années, à savoir un comité centralisé de coordination, le Bureau socialiste international. Il appelait en conclusion les socialistes français à se regrouper, estimant qu'ils ne pouvaient se permettre de se montrer moins unis que l'Internationale elle-même[18].

Malheureusement, le congrès des socialistes français confirma Vaillant dans ses pires craintes. Tout d'abord, les ministérialistes, qui depuis le Congrès de Japy, s'étaient dépensés sans compter en province, avaient réussi à rassembler trois fois plus de «délégués» qu'à Japy. Et, bien que la base eût peu à peu retiré son soutien au ministérialisme, le nouveau congrès comptait encore une bonne majorité de délégués favorables à Jaurès. En partie pour s'élever contre cette situation et aussi parce que, de toute façon, ils avaient

---

16. *Cinquième Congrès international tenu à Paris*, compte rendu analytique, Paris, 1901, p. 84.

17. WILLARD, *op. cit.*, p. 450, note 1. Il est intéressant de constater que les guesdistes ont voté contre la motion Kautsky, malgré le fait qu'elle reproduisait la résolution Delesalle de Japy pour laquelle ils avaient alors voté.

18. « Une indication, un exemple », *Le Petit Sou*, 28 septembre 1900.

l'intention de rompre, les guesdistes, ressuscitant des souvenirs de 1882, quittèrent avec éclat d'abord la salle de conférence, ensuite le parti lui-même. Le Congrès en soi n'aboutit à rien, si ce n'est, comme Vaillant l'avait craint, à exacerber les tensions entre les guesdistes et le reste du parti.

A présent que le P.O.F. était officiellement hors du parti, le rôle de Vaillant en tant que relais entre Guesde et Jaurès revêtit une importance fondamentale. Avant la clôture du congrès, il monta à la tribune pour déclarer devant les délégués réunis que dorénavant le P.S.R. représenterait le P.O.F. au sein du parti uni. En restant à son poste, non seulement il respectait son engagement formel, mais en même temps, il essayait désespérément de préserver un lien entre les fractions antagonistes du parti socialiste qui était en train de s'effondrer[19]. Il refusait d'admettre que le départ du P.O.F. fût nécessaire ou définitif. Dans les huit mois qui allaient suivre, il allait faire tout ce qui était en son pouvoir pour essayer de rassembler les débris épars du mouvement socialiste. Ce fut d'ailleurs lui qui, au Congrès de Wagram, prit l'initiative de proposer qu'un troisième congrès général soit organisé avant six mois, dans le but de consacrer officiellement l'unité du parti. L'histoire de cette période intermédiaire est l'histoire des efforts incessants que déploya Vaillant pour que ce congrès aboutisse.

Le fait que Vaillant était désormais, selon le mot d'André Lebey, « le trait d'union entre Guesde et Jaurès » n'échappait à aucun des deux personnages en question. Les manœuvres de Jaurès pour amadouer Vaillant avaient commencé avant Wagram, et ne prirent fin que lorsque Jaurès lui-même concéda la défaite en 1905. Dans une série d'articles extrêmement incisifs en août et septembre 1900, Jaurès avait systématiquement mis en pièces la politique et la tactique de Guesde, en faisant valoir que, tout en posant au «révolutionnaire», Guesde en réalité rejetait non seulement les méthodes de Blanqui mais aussi celles des syndicalistes[20]. Essayant de creuser le fossé entre Vaillant et Guesde, il avait par la même occasion insisté sur le fait que Vaillant, comme lui-même, admettait ces méthodes. Son interprétation du blanquisme, toutefois, est intéressante: Il rejette absolument le Blanqui des barricades et affirme que la méthode révolutionnaire «authentique» du vieux vétéran consistait à faire

---

19. « L'Unité intégrale », *Le Petit Sou,* 5 octobre 1900.

20. *La Petite République,* 23 août 1900, 25 août 1900, 29 août 1900, 7, 8, et 22 septembre 1900.

évoluer des situations données en direction de la révolution. Ce thème, qu'il devait reprendre en de nombreuses occasions au cours des années à venir, visait manifestement à insinuer que Blanqui aurait été un ministérialiste. Mais l'évocation de la question blanquiste par Jaurès resta sans effet sur Vaillant qui en aucune façon n'était prêt à se laisser enliser dans une querelle doctrinale qu'il estimait morte et enterrée. Plus douloureux fut sans aucun doute pour Vaillant le fait de voir Guesde, reprenant un thème qu'il avait gardé en réserve pendant une dizaine d'années, opérer un revirement soudain et laisser entendre qu'après tout, la république ne valait pas la peine qu'on la défende[21]. Comment, demanda Viviani, poursuivant l'entreprise de charme entamée par Jaurès auprès de Vaillant, le vieux communard « n'aurait-il pas été atteint jusqu'à la conscience » par la position de Guesde[22]?

Voyant les ministérialistes exercer des pressions sur Vaillant en raison de son passé de républicain, le P.O.F. se mit à exercer des pressions sur lui en raison de son passé de révolutionnaire. Après leur sortie dramatique à l'occasion du Congrès de Wagram, ils mirent immédiatement sur pied un comité général rival auquel Guesde invita Vaillant à se joindre. Mais Vaillant refusa : « Si notre alliance doit durer », écrivit-il à Guesde, « cela tient plus à vous qu'à moi. » Premièrement, il informa son collègue que toutes négociations entre les partis devaient avoir lieu suivant les voies normales, et non pas entre individus. Deuxièmement, il le prévint que sa base avait été extrêmement irritée par la réaction de Guesde à Wagram et n'était pas d'humeur à fusionner. Il insista pour que le P.O.F. change de tactique, tout particulièrement en ce qui concernait le comité général initial : « Est-ce trop vous demander », rétorqua-t-il, « pour nous permettre de rester en accord intime avec vous, de réclamer les formes nécessaires pour nous de cet accord[23]? » Visiblement, après Wagram, le premier objectif de Vaillant était de ramener les guesdistes dans le giron du parti. Dans une série d'articles qui parurent dans *Le Petit Sou*, il se mit à explorer les perspectives de l'unité socialiste.

Il fit ressortir en premier lieu que les ministérialistes se

21. L'article dans lequel Guesde estimait que la république française ne valait pas plus que l'empire allemand, publié dans *Le Petit Sou* le 19 septembre 1900, était considéré par Jaurès comme tellement grave qu'il le fit publier aussi (comme épouvantail) dans *La Petite République* le 22 septembre.

22. « Le Socialisme républicain », *Le Petit Sou*, 2 octobre 1900.

23. I.I.S.G., Fonds Guesde, lettre de VAILLANT à Guesde, datée du 4 octobre 1900.

trompaient s'ils pensaient pouvoir l'amener à abandonner le P.O.F.. L'unité sans les guesdistes, soulignait-il, n'était pas concevable[24]. Deuxièmement, il fit valoir qu'il ne fallait pas considérer que le troisième congrès, qui devait se tenir à Lyon en mai 1901, aboutirait automatiquement à la dissolution des anciennes organisations, mais qu'il fallait le voir plutôt comme une sorte d'assemblée constituante devant laquelle tous les points de litige existant devaient être réglés avant qu'il soit procédé à l'élaboration d'une structure d'ensemble. Dans l'espoir de donner à ce congrès toute la légitimité possible, il proposa que la date limite pour la nomination des délégués soit fixée au 1er janvier 1901. Les cinq mois suivants suffiraient amplement au comité d'organisation pour vérifier les pouvoirs des délégués. On pouvait ainsi éliminer ce qui avait été la principale pomme de discorde lors du précédent congrès au cours duquel accusations et contre-accusations avaient déferlé concernant l'authenticité, voire l'existence, de nombre des «groupes» qui avaient envoyé des délégués. Par la même occasion, il proposa un système de représentation qui devait faire du congrès le reflet plus exact des forces en présence, et, en même temps, permettre de réduire le nombre des participants[25].

C'est ainsi qu'alors que les jauressistes et les guesdistes persistaient dans l'escalade polémique, Vaillant restait en dehors – bien que pas tout à fait au dessus – de la mêlée et se consacrait tout entier à l'unification du parti.

> « Nous avons tout à gagner de la discussion », écrivait-il, « Et ce n'est pas un des moindres motifs qui nous a fait presser, hâter l'heure de l'unité. Elle nous permettra de parler non plus seulement à nos amis, mais au parti tout entier[26] .»

Dans la situation qui prévalait alors, ce que Vaillant réprouvait le plus vivement, c'était que les camps ne prêchaient en fait qu'à l'intention de leurs propres fidèles, déformant le point de vue de l'autre camp et ne faisant généralement qu'envenimer une situation déjà déplorable.

Quoi qu'il en soit, tout en prétendant ménager la chèvre et le chou, Vaillant en réalité consolidait ses liens avec le P.O.F.. A la fin du mois d'octobre, il finit par accepter l'invitation des guesdistes à se joindre à leur comité général, et en même temps, il se trouva nommé représentant du P.O.F. au

---

24. « L'Unité intégrale », *art. cit.*
25. « Méthode nécessaire », *Le Petit Sou*, 19 octobre 1900.
26. « Danger écarté », *Le Petit Sou*, 26 octobre 1900.

Bureau socialiste international. Il est clair que Vaillant estimait de son devoir d'exercer des pressions sur le P.O.F. de l'intérieur comme de l'extérieur, et il semblerait qu'il y ait en partie réussi. Le 18 novembre, ce second comité général publia un projet d'unité socialiste qui porte le sceau facilement reconnaissable de l'influence vaillantiste. Premièrement, le projet ne contient aucune polémique, aucune insinuation malveillante, aucune amertume. Deuxièmement, on y trouve la reconnaissance explicite de la valeur de l'action républicaine et réformiste. Troisièmement, le projet met fortement l'accent sur le fait que le parti socialiste français est une fraction de l'Internationale. Quatrièmement, et c'est peut-être le point le plus important de tous, on y trouve le rejet de toute adhésion syndicaliste au parti – en revanche, les syndiqués étaient invités à aller grossir les rangs de la C.G.T.[27].

L'esprit de conciliation dont fait preuve ce document, ainsi que le fait qu'environ à la même époque, René Viviani, jeune étoile montante du socialisme parlementaire, annonça publiquement qu'il se retirait du camp ministérialiste[28], contribuèrent à créer un climat favorable à l'aboutissement d'une éventuelle réconciliation parmi les socialistes. Mais au même moment, à Lille, Jaurès et Guesde s'affrontèrent au cours du débat classique sur les « deux méthodes ». Une fois de plus, toute la vieille histoire des divisions du parti socialiste fut ressortie de derrière les fagots et remise à l'honneur devant la base du parti. Vaillant déplora que ces deux piliers du parti aient choisi de laver leur linge sale aussi publiquement, au moment même où l'atmosphère devenait supportable. Dans ses articles et ses discours, Vaillant feignit ostensiblement de tout ignorer du débat de Lille.

A défaut d'autre chose, Lille prouva une chose au moins, à savoir que ni Jaurès ni Guesde n'étaient prêts à faire un pas en direction l'un de l'autre. A la fin de l'année 1900, loin de modérer son soutien au ministérialisme, Jaurès au contraire l'intensifia. En même temps, les guesdistes firent clairement comprendre à Vaillant qu'ils n'avaient guère, voire aucunement, l'intention d'assister au Congrès de Lyon. Vaillant fut exaspéré par leur attitude, et fit savoir à Guesde qu'il n'accepterait pas ce chantage (le refus du P.O.F.

---

27. Le texte de ce projet fut publié sous le titre « Unité socialiste » dans *Le Petit Sou*, le 16 novembre 1900, et dans *Le Socialiste,* le 18 novembre.

28. « ... nous entendons dégager dans l'avenir notre responsabilité... pour demander au gouvernement des comptes si c'est nécessaire. » *Journal Officiel,* Chambre – Débats, 6 novembre 1900, p. 1961.

d'assister au Congrès de Lyon) qui visait à le faire opter pour les guesdistes par opposition aux jauressistes[29]. Pendant ce temps, les querelles sur le choix des délégués pour le Congrès de Lyon traînaient en longueur rue Portefoin où se trouvait le siège du comité général ministérialiste. Les ministérialistes ne cessaient d'avancer toutes sortes de suggestions visant à grossir artificiellement leur représentation, tandis que les vaillantistes présentaient des contre-propositions destinées à garantir aux antiministérialistes une majorité au Congrès de Lyon.

Mais la principale pierre d'achoppement du Congrès de Lyon fut peut-être l'insistance persistante avec laquelle les jauressistes demandaient que soit mise à profit cette réunion pour élaborer la structure définitive du parti socialiste français. C'était, retorqua Vaillant, de l'utopie pure et simple. Ce qu'il fallait faire, soulignait-il, c'était chercher « non un après-demain idéal, mais un demain pratique. » On avait besoin d'« une constitution de transition, aussi exempte de conflits et même de soupçons que possible et facilement transformable qui, par une unification progressive, réalise à tout moment de son progrès, toute la somme d'unité réalisable ». Il fallait, ajoutait-il, « prendre les choses telles qu'elles sont et non telles que nous les voudrions ». L'unité, ainsi que Vaillant l'avait affirmé inlassablement dans le passé, ne viendrait qu'à travers la pratique, et ne découlerait jamais de projets théoriques[30].

Au début du mois d'avril 1901, le P.O.F. refusa officiellement d'assister au Congrès de Lyon, et Vaillant se rendit compte à regret que depuis Wagram, il avait purement et simplement perdu son temps. Les guesdistes n'avaient jamais vraiment eu l'intention de réintégrer le parti, et les ministérialistes n'avaient fait aucun effort particulier pour les y aider. De plus, ces derniers avaient tout simplement profité de la faiblesse relative du P.S.R. au sein du comité général pour imposer leurs conditions de participation au congrès. Vaillant, se rendant compte qu'il avait été berné par les deux camps, constata amèrement qu'il avait beaucoup trop compté sur une certaine bonne volonté des deux partis, bonne volonté qui n'avait jamais existé. Le P.S.R. annonça néanmoins son intention d'aller à Lyon, ne serait-ce pour

---

29. Collection Jules-Marie Guesde, lettre de VAILLANT à Guesde datée du 7 décembre 1900. Dans cette lettre Vaillant menace, en cas de non-participation guesdiste au Congrès de Lyon, de rompre avec le P.O.F. et de faire « une action isolée ».

30. «Explications», *Le Petit Sou*, 1er février 1901.

adresser un dernier appel désespéré aux organisations en conflit afin qu'elles prennent conscience de la réalité de la situation et qu'elles se mettent à rechercher les conditions d'une unification progressive du parti[31]. En public, il était toujours l'éternel optimiste. En privé, bien qu'il continuât d'essayer de réconcilier les deux camps, ses lettres avaient un arrière-goût de supplication plutôt que d'espoir[32].

Peu de temps avant le congrès, les ministérialistes se présentèrent avec ce qu'ils considéraient comme deux recettes de réconciliation. La première consistait à déclarer que Millerand échappait au contrôle du parti. L'autre consistait à exiger son départ du gouvernement, où sa présence était désormais davantage une source d'affliction qu'autre chose pour la classe ouvrière. Selon Vaillant, ces deux solutions ne tenaient aucun compte de l'argumentation que les antiministérialistes avaient développée ces deux dernières annnées. Ces deux solutions impliquaient qu'après tout, Millerand avait en quelque sorte représenté le parti au gouvernement, ce qui, selon Vaillant, « serait nous rendre responsables de deux ans de gouvernement capitaliste et réactionnaire[33] ». Au contraire, ainsi que Vaillant n'avait cessé de l'affirmer, les antiministérialistes avaient toujours estimé, dès le début, que Millerand s'était exclu de lui-même automatiquement du parti en acceptant son poste de ministre. Il n'était pas question de transiger sur ce point. Le véritable problème du ministérialisme portait sur l'attitude à l'égard de Millerand de ceux qui restaient dans le parti. Les chances de réussite du congrès à Lyon étaient à peu près aussi grandes que celles de n'importe lequel dialogue de sourds.

Le Congrès de Lyon (26-28 mai 1901).

Etant donné que ce « congrès de l'unité » était organisé et encadré par les ministérialistes, il était évident que, pour que le P.S.R. reste dans le giron du parti, il fallait qu'il y ait un vote clair et net sur la querelle de tactique qui avait fait voler en éclats l'unité socialiste au cours des deux années précédentes. Vaillant par conséquent insista pour que la motion suivante, proposée par Henri de La Porte, soit présentée devant le Congrès avant que soit abordée tout autre affaire :

31. « Une issue », *ibid.*, 12 avril 1901.

32. I.I.S.G., Fonds Guesde, lettre de VAILLANT à Lafargue, datée du 25 avril 1901, Gu 321/12.

33. « Le Congrès », *Le Petit Sou*, 17 mai 1901.

« Considérant que la tâche essentielle du Congrès est de faire tomber les obstacles actuels à l'unification des forces révolutionnaires de France;

Considérant que la présence au ministère d'un député ayant fait partie autrefois du groupe parlementaire socialiste crée une équivoque favorable aux divisions intérieures; que cette question de la participation au pouvoir a été bien tranchée pour le passé et pour l'avenir, mais non pour le présent;

Le congrès,

Déclare, une fois pour toutes, que jamais Millerand, s'étant lui-même placé hors du Parti en entrant au ministère sous sa responsabilité et de son initiative personnelles, n'a pu engager le socialisme qu'il ne représente pas;

Déclare en outre que l'attitude du Parti, à l'égard du ministère actuel doit être la même que son attitude à l'égard de tout ministère bourgeois[34]. »

Les discussions relatives à cette motion à la sous-commission des résolutions, furent bruyantes et âpres. Jaurès estima que la motion vaillantiste constituait une attaque personnelle trop violente contre Millerand. Ce fut finalement Aristide Briand, cet artisan du compromis diplomatique, déjà à mi-chemin de sa carrière politique qui le mena du syndicalisme révolutionnaire à l'Hôtel Matignon, qui concocta une contre-motion destinée à préserver l'ambiguité que Vaillant désirait expressément dissiper :

« Le congrès,

Déclare que Millerand, en entrant au ministère, c'est-à-dire en acceptant, sous sa responsabilité personnelle et de son initiative privée, une fonction qui le met hors du contrôle du Parti socialiste, n'a pu engager au pouvoir ce parti; que, conséquemment, il ne l'y représente et ne l'y a représenté à aucun moment[35]. »

Ce fut donc à propos de la différence entre « hors du parti » et « hors du contrôle du parti » que le congrès décida de livrer bataille. La motion de de La Porte fut repoussée par 910 voix contre 286. Les vaillantistes n'avaient plus aucune raison de rester au congrès, et après une courte déclaration faite par Émile Landrin, l'aile gauche de l'assemblée quitta la salle d'un air de défi[36].

Les débats au Congrès de Lyon furent longs et ennuyeux, et surtout ils manquèrent d'originalité. Méditant

---

34. *Troisième Congrès général des organisations socialistes françaises* compte rendu sténographique, Lyon 1901, p. 65.

35. *Ibid.*, p. 308.

36. Ont quitté la salle : le P.S.R., l'A.C.R., les fédérations du Doubs, de la Haute-Saône, du Haut-Rhin, des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Seine-et-Oise.

sur ce spectacle navrant après son retour à Paris, Vaillant nia que le P.S.R. fût allé à Lyon avec l'intention de rompre avec les ministérialistes. Mais, affirma-t-il, il était absurde de leur part de fabriquer le stratagème qui consistait à exclure le ministre du contrôle du parti. Cela revenait en fait à le considérer comme « inclus, comme membre libre, en congé, aujourd'hui au ministère, demain dans le rang, avec le privilège de faire, comme ministre et sans contrôle, ce qui pouvait lui convenir[37] ». Il ne restait plus, conclut-il, aux socialistes qui étaient d'accord pour condamner le ministérialisme, qu'à se rassembler en fraction indépendante du parti. Toutefois, il est manifeste que Vaillant ne considérait pas sa rupture avec Jaurès comme un adieu définitif. Dans la brève déclaration faite par Landrin avant leur départ, il avait bien spécifié que le P.S.R. ne pouvait pas continuer à travailler avec ses adversaires « pour le moment du moins ». Vaillant savait qu'un jour le parti serait à nouveau uni ; entre-temps, la situation exigeait qu'il forme une alliance étroite avec Jules Guesde.

Jules-Louis Breton, un des protégés préférés de Vaillant jusqu'en 1900, déclara un jour que les vaillantistes avaient toujours considéré les guesdistes comme leurs « plus irréductibles adversaires[38] ». Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'alliance entre le P.O.F. et le P.S.R. connut des hauts et des bas. Pourquoi Vaillant décida-t-il au cours de l'été 1901 que le moment était venu d'unir sa destinée à celle du P.O.F.? L'explication la plus évidente (et peut-être la plus importante) est qu'il s'agissait d'une manœuvre tactique. Il désirait faire comprendre deux choses à Jaurès : d'une part, que l'unité du parti n'était pas concevable sans le P.O.F., et d'autre part, qu'un soutien continu et explicite du ministérialisme faisait maintenant l'objet d'une condamnation catégorique de la part de larges sections du parti. Même s'il était en désaccord avec Guesde sur plusieurs questions importantes de politique et d'idéologie, il estimait qu'il était impératif de sauvegarder les objectifs «révolutionnaires» à long terme du mouvement socialiste. S'il s'était appelé Léon Blum, il aurait très bien pu parler de « garder la vieille maison ». Pour lui, c'était Jaurès qui allait « courir l'aventure ».

---

37. « Crise libératrice », *Almanach de la Question sociale pour 1902*, p. 17.

38. J. L. BRETON, *L'Unité Socialiste*, Paris, Rivière, 1912, p. 35.

CHAPITRE XIV

LE P.S.D.F. : MARIAGE DE CONVENANCE OU MARIAGE D'AMOUR?

Pendant l'été 1901, les négociations entre le P.S.R. et le P.O.F., pour fonder un nouveau parti uni, furent conduites avec beaucoup de prudence de la part des vaillantistes. Le projet d'unité que les deux groupes avaient élaboré en novembre 1900 (voir ci-dessus, p. 283) n'offrait plus le même attrait pour Vaillant. Ce projet avait été conçu dans l'idée d'inclure ensemble ministérialistes et antiministérialistes; l'unité avec le seul P.O.F. était tout à fait autre chose. Premièrement , malgré son essor récent en tant qu'organisation, le P.S.R. restait toujours, et de loin, le plus petit groupe des deux. Deuxièmement, il y avait encore des terrains importants de désaccord politique entre les deux groupes. Troisièmement, Vaillant avait à cœur de créer un mouvement qui, le moment venu, permettrait d'intégrer facilement les éléments ministérialistes qui voudraient changer de camp. Il s'efforça dès lors de mettre sur pied un type d'organisation analogue à celle qui existait depuis 1897 sous la forme de l'Alliance communiste révolutionnaire,

> « un parti d'alliance entre des organisations entièrement indépendantes les unes des autres, mais qui, ayant reconnu l'identité de doctrine et de tactique qui les rapprochaient moralement, se sont promis en toute circonstance un réciproque et effectif concours[1] ».

Visiblement, Vaillant ne voulait pas d'une fusion radicale avec le P.O.F.

---

1. « Œuvre nécessaire », *Le Petit Sou,* 7 juin 1901.

Les négociations s'ouvrirent le 12 juin 1901. Un conseil central fut mis sur pied, comprenant 76 membres, le P.O.F. et le P.S.R. y étant représentés de façon égale. Les guesdistes furent surpris et légèrement agacés par ce qu'ils considéraient comme des manœuvres dilatoires de la part de Vaillant, mais ce dernier se défendit en attirant l'attention sur les nombreuses fédérations de province qui, elles aussi, avaient quitté le camp ministérialiste au cours des derniers mois. Il se servit de ces fédérations comme prétexte pour éviter la fusion précipitée envisagée dans le projet de novembre, en prétendant (bien que ce ne fût pas très convaincant) que, de cette façon, s'il fallait davantage de temps pour parvenir à l'unité, le résultat final serait plus solide et plus durable[2]. Alors qu'il était prêt à faire de nombreux sacrifices pour la cause de l'unité constituante totale, il n'était pas prêt à faire le moindre sacrifice au nom d'une unité partielle et problématique. Il souhaitait par-dessus tout laisser la porte entrouverte de façon à pouvoir accueillir les nombreuses fédérations qui, soupçonnait-il, ne restaient avec Jaurès que parce qu'elles se méfiaient de Guesde. Il voulait que tous ces militants sachent que, dès l'instant où ils se sentiraient prêts à rejoindre les antiministérialistes, ils ne devraient pas craindre de le faire[3].

Le 30 juin 1901, une charte de l'unité fut rédigée par les organisations révolutionnaires qui s'étaient mises d'accord pour se regrouper sous le nom d'Unité socialiste révolutionnaire (U.S.R.). Ce pacte reflétait très nettement la place laissée à l'autonomie qui, sur l'insistance expresse de Vaillant, devait en constituer le trait distinctif[4]. La charte fut ratifiée par les organisations contractantes au cours d'une conférence générale qui se tint à Ivry, le 3 novembre. Lorsque Vaillant commenta la réunion d'Ivry, il fit une triple mise au point. Premièrement, si ce pacte était un contrat librement consenti, il n'en contraignait pas moins les différents groupes à respecter les objectifs et les idées qu'il comportait et à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour faire passer la cause de cette organisation nouvelle avant toute autre considération personnelle ou locale. Deuxièmement, il ne s'agissait pas

---

2. *Almanach de la Question sociale pour 1902, art. cit.*, p. 18; « Union Socialiste Révolutionnaire », *Le Petit Sou,* 21 juin 1901.

3. « Il faut choisir » *ibid.*, 19 juillet 1901. L'idée selon laquelle nombre de socialistes eussent aimé suivre Vaillant si ce n'était le problème d'une alliance avec Guesde est mise en valeur par RAPPOPORT dans son *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire,* Paris, s.d. (1902), pp. 8-9.

4. Le texte de ce pacte fut publié dans le *Le Socialiste,* 30 juin 1901.

d'un carcan politique, mais au contraire de l'aboutissement logique d'une ligne d'action continue qui avait opéré le rapprochement progressif de tous les éléments constituants. Toutefois, et c'était le troisième volet de sa mise au point, « nous ne prétendons pas que nous n'aurons pas de difficultés à surmonter ». Au contraire, souligna-t-il, de nombreuses questions politiques faisaient toujours l'objet de polémiques, soit au niveau local, soit à un niveau plus général. Mais ajouta-t-il, « il n'en est aucune qui soit insoluble ». Les structures du parti permettraient de résoudre ces difficultés et démontreraient une fois de plus la valeur de

> « cette méthode essentiellement pratique qui nous fait résoudre les questions en rapport avec la réalité des choses, et nous permet, quand celles-ci se modifient, de donner à leur nouveau rapport une expression organique nouvelle et correspondante[5] ».

Vaillant faisait manifestement l'impossible pour ne pas hypothéquer ses options futures.

Ainsi que Willard l'a noté, après le pacte d'Ivry, « le sort du parti unifié se joue dans les quelques départements où coexistent des groupes se rattachant à des écoles différentes[6] ». Au niveau de la direction du parti, on allait bientôt voir Louis Dubreuilh assister au congrès national du P.O.F. en septembre à Roubaix et l'entendre prononcer des paroles extrêmement courtoises. Dans des départements comme le Gard ou l'Oise, et dans des villes comme Toulouse, le P.S.R. et le P.O.F. enterrèrent la hache de guerre sans grand peine. Mais dans les régions où les deux partis étaient solidement implantés depuis de nombreuses années, comme l'Allier ou le Rhône, et dans des agglomérations clés comme Paris, de nombreux obstacles vinrent entraver toute démarche constituant une évolution vers l'unité. Ainsi qu'il l'avait déjà fait tant de fois par le passé, Vaillant se rendit en personne dans les départements du Centre pour essayer de mettre fin à ces rivalités mesquines entre organisations locales, et tout particulièrement dans les grandes villes ouvrières de Bourges et de Commentry[7]. Mais les hostilités entre les deux partis duraient depuis trop longtemps et avaient été menées avec trop d'âpreté pour que sa démarche pût avoir un effet quelconque. Il faudrait faire une étude approfondie de ces

---

5. «Unité», *Le Petit Sou,* 8 novembre 1901.
6. WILLARD, *op. cit.,* p. 528.
7. « A Bourges et Commentry », *Le Petit Sou,* 13 décembre 1901.

régions pour comprendre ce que furent vraiment ces conflits provinciaux apparemment insolubles entre guesdistes et vaillantistes.

En mars 1902, les fédérations indépendantes et disparates qui étaient restées fidèles à Jaurès à Lyon, se réunirent en congrès à Tours, et tombèrent d'accord pour mettre sur pied un nouveau parti, le Parti socialiste français, qui avait pour appellation complémentaire Unité fédérative. Dans sa déclaration de principes[8], le nouveau parti soulignait que le mouvement socialiste avait vu le jour au terme d'un processus démocratique et qu'il mettait davantage l'accent sur le réformisme que sur la révolution. Cela ne l'empêchait pas de se qualifier de parti révolutionnaire et de déclarer qu'il n'hésiterait pas à avoir recours à la violence si les circonstances historiques l'exigeaient. Il soulignait aussi la nature révolutionnaire du mouvement syndical et se disait prêt à soutenir le ferment révolutionnaire inhérent à la grève générale. Bref, il n'y avait pratiquement rien dans ce document que Vaillant n'eût pu accepter. Il n'y est fait aucune allusion au problème du ministérialisme, mais en juillet 1902 le comité général de la fraction ministérialiste allait condamner sans équivoque l'expérience Millerand telle qu'elle s'était déroulée dans la pratique.

Toutefois, si les déclarations théoriques de stratégie politique émanant de l'aile jauressiste du mouvement socialiste semblent indiquer un retour aux principes du socialisme révolutionnaire, une telle évolution n'est pas confirmée dans la pratique par les actions qu'elle entreprit. Après les élections législatives du printemps 1902, la tendance de la nouvelle Chambre était encore plus progressiste que celle de la précédente; les effectifs des radicaux en particulier s'étaient considérablement accrus. Au début du mois de juin, Waldeck-Rousseau préféra démissionner plutôt que de se voir destituer; Léon Bourgeois devint président de la Chambre et, le 10 juin, Emile Combes, ce « Méphistophélès victorien » (selon le mot de Goldberg), qui d'ancien étudiant de théologie achevait de se métamorphoser en farouche anticlérical, forma le gouvernement qui allait battre le record de longévité dans toute l'histoire de la Troisième République. En moins d'un mois, Combes était parvenu à constituer le « Bloc des gauches », amalgame de progressistes, de radicaux-socialistes et de socialistes ministérialistes disparates mais convaincus, qui tombèrent d'accord pour mettre au point un

8. Parti Socialiste Français, *Déclaration de Principes*, Paris, 1902.

programme parlementaire commun de réformes républicaines. La reprise en main de l'Eglise et de l'armée devait figurer en bonne place à l'ordre du jour. Jaurès se lança avec enthousiasme dans cette aventure, convaincu que l'unité socialiste pouvait bien attendre un peu dans la coulisse. Le 17 octobre 1902, son ministérialisme lui fit faire un pas de plus : il accepta une des quatre vice-présidences à la Chambre. Le ministérialisme était plus que jamais un sujet brûlant.

Le fossé entre les deux ailes du parti socialiste se creusa lorsque les organisations qui composaient l'U.S.R. se réunirent en congrès à Commentry en septembre. Elles se mirent d'accord pour fonder un vrai parti, le Parti socialiste de France (P.S.D.F.). Willard a analysé dans le détail l'organisation de ce parti et l'étude de son histoire éphémère, qui n'est d'ailleurs pas spécialement brillante, ne présente guère d'intérêt[9]. En revanche, il est intéressant de constater les divergences d'opinion persistantes qui régnèrent au sein de cette formation. Tout d'abord, le programme du parti, qui était beaucoup plus doctrinaire que celui du P.S.R., avait tendance à laisser de côté l'aspect réformiste de l'action municipale et parlementaire à laquelle Vaillant avait toujours attaché une très grande importance. En outre, les membres du P.O.F. continuaient à prôner la théorie explosive selon laquelle les institutions républicaines ne valaient pas la peine qu'on les défende. Ce furent en effet les vaillantistes qui, la plupart du temps, prirent l'initiative de l'activité parlementaire du nouveau parti. Au niveau théorique, un profond désaccord subsistait et transparaissait dans les diverses déclarations du parti relatives au problème de l'anticléricalisme, tandis que les débats, dans le cadre des congrès du parti, sur le problème désormais classique des rapports entre socialistes et syndicalistes, sans parler de celui de la grève générale, continuaient à être aussi aigres et aussi tumultueux que par le passé[10]. D'une façon générale, on peut dire cependant que les vaillantistes réussirent dans une large part à modérer l'hostilité guesdiste traditionnelle à l'égard du problème de l'anticléricalisme et des syndicats.

Les questions d'internationalisme et d'antimilitarisme furent une autre pomme de discorde. C'est à partir de cette époque que Vaillant commença à consacrer la plus grande partie de son énergie et de ses efforts au maintien de la paix dans le monde. Il s'agit d'ailleurs d'une préoccupation qu'il

---

9. WILLARD, *op. cit.*, pp. 537-547.
10. *Id.*, pp. 550-51 & 567.

allait partager avec Jaurès. De leur côté, les guesdistes, pas plus que par le passé, ne parvinrent à saisir le rapport entre socialisme et antimilitarisme, qu'ils persistaient à considérer comme un détournement de la précieuse énergie socialiste[11]. D'ailleurs, pour être juste, il faut dire que pendant les années 1902-1904 Vaillant se consacra essentiellement aux problèmes internationalistes à l'exclusion pratiquement de tout autre, déléguant ses responsabilités en matière de politique intérieure à Louis Dubreuilh, qui fut peut-être son allié politique le plus proche, l'homme qui devint secrétaire national du P.S.D.F. et qui allait accéder à ce même poste en 1905 au sein de la S.F.I.O. unifiée.

Quelle que pût être la violence des querelles au sein du parti, elle n'atteignit pas un degré de gravité tel que Vaillant eût à reconsidérer sa décision de se joindre à Guesde. En mars 1902, il interrompit sa campagne électorale pour se rendre à Lille, apporter son appui à la campagne (malchanceuse) que Guesde menait pour reconquérir son siège de député. Il se déplaça souvent dans les départements du Centre, ne relâchant jamais ses efforts pour ramener à la raison les factions provinciales turbulentes[12]. Et lorsque l'hebdomadaire guesdiste *Le Socialiste* fut refondu en octobre 1902 et devint l'organe officiel du P.S.D.F., Vaillant déclara avec enthousiasme dans son premier éditorial que l'unité était plus solide que jamais[13].

Si le premier Congrès constitutif du P.S.D.F. avait laissé aux diverses organisations une marge considérable d'autonomie, le second Congrès, qui se tint à Reims en septembre 1903, s'efforça de souder tous les éléments constituants de manière à ce qu'ils forment un tout plus homogène. L'initiative de ce processus revint, assez paradoxalement, à Vaillant lui-même. Ce furent les délégués du P.S.R. qui exigèrent que soient abandonnés tous les noms, titres, emblèmes, bannières et slogans de parti autres que ceux du P.S.D.F. Comment peut-on expliquer cette tentative de promouvoir tout d'un coup un rapprochement à l'égard duquel, deux ans auparavant seulement, Vaillant avait montré plus que de la méfiance? La clé du mystère semble se trouver dans le tour que prenaient les événements au sein du parti rival, le P.S.F. Ainsi que Goldberg l'a écrit, « plus Jaurès et ses amis

11. *Id.*, pp. 556-558.

12. I.I.S.G.., Fonds Guesde, lettres de Vaillant à Guesde, datées des 8 et 10 mars 1902, Gu 332/12 & 20; « Le Centre socialiste », *Le Tocsin populaire du Berry*, 22-29 mars 1902.

13. « Calomnie et Vérité », *Le Socialiste*, 26 octobre 1902.

s'orientaient vers une collaboration avec le gouvernement, plus ils s'éloignaient des centres les plus militants de la classe ouvrière[14] ». D'ailleurs, en 1903, le P.S.F. commençait sérieusement à battre de l'aile. Tout d'abord, les syndicalistes, qui à l'origine avaient été très alléchés par le ministérialisme, avaient été peu à peu écœurés par la somme de compromis et de manigances politiques que ce choix impliquait. En 1902, la C.G.T. et les Bourses du Travail avaient consommé la rupture entre les syndicats et les partis lorsqu'elles s'étaient lancées dans la stratégie qui allait être connue sous le nom de syndicalisme révolutionnaire[15]. Mais les ouvriers ne furent pas les seuls à sentir leurs espérances frustrées par le ministérialisme. Les intellectuels qui s'étaient ralliés à Jaurès lors de l'affaire Dreyfus, commençaient, comme Péguy, à mettre en doute sa « stature morale ». Mais, ce qui du point de vue de Jaurès était le plus préoccupant, c'était que les fédérations de province qui avaient toujours constitué l'ossature du socialisme indépendant, se rebellaient désormais ouvertement contre les tendances de plus en plus réformistes de la direction du parti[16].

Derrière Jean Longuet, un groupe d'environ dix fédérations de province exigèrent la condamnation explicite de Millerand ainsi que son expulsion du parti. Ils choisirent, pour se faire entendre, le Congrès du parti qui se tint à Bordeaux en avril 1903. Ce fut Gustave Hervé qui, révélant ainsi pour la première fois ses talents de meneur de foules, se fit à Bordeaux le porte-parole de tous ceux qui exigeaient qu'un terme soit définitivement mis à tout compromis avec l'Etat bourgeois. Mais, comme toujours, Jaurès sut parer à ces attaques. Tout en critiquant sévèrement le glissement continu vers la droite de Millerand, il prêcha toutefois pour son saint et pria le parti de lui accorder encore un peu de temps, toujours pour « sauver la République. » Sa magie oratoire suffit tout juste à empêcher que le parti ne se désintègre à Bordeaux, mais il apparaissait clairement, même aux yeux de l'observateur le moins averti, qu'avant peu, la base du parti obligerait les dirigeants à changer leur orientation politique. Goldberg donne à entendre que non seulement Jaurès en était tout à fait conscient, mais même qu'il approuvait ce qui allait se passer. Mais il estimait de son devoir de faire en sorte que le Bloc des gauches puisse mener

14. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 296.
15. *Id.*, p. 297.
16. *Id.*, pp. 297-99.

sa tâche à bien, avant d'apaiser sa conscience socialiste par un retour aux vérités de base[17].

Tandis que le comité exécutif du P.S.D.F. avait réagi aux événements de Bordeaux en lançant, avec sa maladresse habituelle, un appel à l'adresse des brebis égarées désireuses de rentrer au bercail, Vaillant leur tendit un rameau d'olivier qui traduisait une réaction beaucoup plus nuancée[18]. Partant de l'hypothèse que, contrairement à ce que prétendaient les sceptiques de son parti, le Congrès de Bordeaux constituait véritablement un tournant dans l'histoire du P.S.F., il essaya d'évaluer la distance qui séparait les dissidents ministérialistes du P.S.D.F. Il estimait que le simple fait qu'ils aient condamné Millerand sans équivoque impliquait qu'« ils ont fait tout le chemin qui les séparait de nous ». Une seule question restait posée : « viendront-ils à nous? » Il est clair qu'il s'agissait là d'un autre problème. Il était exclu, constata-t-il avec une pointe de sarcasme à peine dissimulée, que le Français moyen reconnaisse qu'il ait jamais pu se tromper en quoi que ce fût. Autrement dit, c'était, de la part du P.S.D.F., faire preuve d'un manque de lucidité que d'escompter des fédérations ministérialistes dissidentes qu'elles viennent humblement frapper à la porte des antiministérialistes. Si l'unité devait se réaliser un jour, elle ne serait pas, comme il l'avait cru un temps, l'aboutissement d'un glissement progressif des dissidents d'un parti à un autre. D'ores et déjà, on commençait à parler d'un congrès de l'unification au cours duquel les divers éléments qui composaient la gauche française élaboreraient ensemble les détails d'un parti complètement nouveau. Ce processus d'unification était, dit-il, une chose « que je souhaite vivement ». Mais, soulignait-il, si ce congrès devait avoir lieu, il ne serait pas voué au même échec que celui de Lyon, parce qu'à ce dernier, un des partis avait profité de la faiblesse de l'autre pour lui imposer sa volonté. Toutefois, l'idée d'un traité entre les différents partis était également dans l'air. Si Vaillant trouvait cette proposition étrange, il ne l'excluait pas pour autant : « si le traité ménage mieux que l'adhésion pure et simple l'amour-propre de cer-

17. *Id.*, p. 331.

18. La déclaration « Aux travailleurs socialistes » publiée par le comité exécutif du P.S.D.F. dans *Le Socialiste*, 26 avril 1903, invita les dissidents du P.S.F. à « rejoindre les camarades dont le seul tort aura été d'avoir eu raison avant eux ». La réponse de Vaillant était un article intitulé « Suites possibles » (*Le Socialiste*, 24 mai 1903) duquel les citations suivantes sont tirées. Vaillant précisa que cet article exprimait son « avis personnel », mots qu'il soulignait.

tains, va pour le traité! Il s'agit alors d'en préciser les termes.» Afin d'occuper une position de force lors de ces négociations, Vaillant avait désormais à cœur de mettre l'accent sur la solide cohésion des forces antiministérialistes. Il savait parfaitement que Jaurès ne manquerait pas de tenter de l'opposer à Guesde dans le but d'obtenir un compromis sur la question du ministérialisme. Jaurès s'était déjà essayé à ce petit jeu en de nombreuses occasions, et ne tarderait pas à y avoir recours à nouveau. Vaillant savait aussi que sur de nombreux points, il était beaucoup plus proche de Jaurès que de Guesde. Mais à ses yeux, la question du ministérialisme était tellement fondamentale qu'à court terme il était prêt à la faire passer avant toute autre considération. Une fois l'unité réalisée autour des options antiministérialistes, la lutte de tendances pourrait alors reprendre sur des points de moindre importance.

C'est pour cette raison que de façon inattendue, au cours de l'automne 1903, sentant approcher le moment de la bataille décisive sur la question du ministérialisme, Vaillant fit tout son possible pour consolider les liens qui unissaient son organisation et celle de Guesde. Tout le monde savait que les rangs des ministérialistes étaient divisés. A supposer que les antiministérialistes puissent préserver leur unité, ils auraient l'avantage de constituer une force irrésistible lorsque le moment serait venu de négocier la fondation du nouveau parti socialiste. Dans le conflit crucial qui allait s'ouvrir, il importait de disposer de structures solides. Mais la position antiministérialiste allait aussi bientôt être renforcée du point de vue idéologique. Le S.P.D., qui se réunit en congrès à Dresde peu de temps avant que le P.S.D.F. se réunisse à Reims, adopta une motion qui condamnait sans appel le «révisionnisme», style bernsteinien ou style millerandiste. Encouragé par la tournure que prenaient les événements, le P.S.D.F. décida de soumettre la question à l'arbitrage international et fit figurer la résolution de Dresde à l'ordre du jour des débats du prochain Congrès de la Deuxième Internationale à Amsterdam.

Ainsi, pendant les années 1902-1904, les rapports de Vaillant avec le P.O.F. furent, très largement, d'ordre tactique. Au départ, dans l'espoir que les ministérialistes dissidents viendraient peu à peu grossir les rangs du P.S.D.F., il se montra partisan de structures souples et fédérales. Lorsqu'il se rendit compte que les choses allaient se passer différemment, il entreprit de faire en sorte que la position antiministérialiste soit la plus solide possible lors des négo-

ciations portant sur l'unité socialiste. Il avait pour objectif prioritaire de contribuer à donner au parti socialiste français sa forme ultime sur des bases antiministérialistes. Il continua à mener cette action tactique jusqu'au bout.

CHAPITRE XV

D'AMSTERDAM A LA SALLE DU GLOBE CRÉATION DE LA S.F.I.O.

Les premiers mois de l'année 1904 virent se succéder une série de revers pour Jaurès. Le 4 janvier, Millerand fut finalement exclu de la Fédération de la Seine, et donc du parti. Le 13 janvier, Jaurès ne fut pas réélu à la vice-présidence de la Chambre. Lorsqu'en février le P.S.F. se réunit en congrès à Saint-Etienne, la base était en conflit ouvert avec la direction. Il fallut toute l'éloquence de Jaurès pour calmer les dissidents, et il se vit contraint de faire, à l'aile gauche de son parti, un certain nombre de concessions importantes[1]. L'unité du parti, qui n'était plus que superficielle, se vit accorder un fragile et éphémère sursis. En mars, Millerand fit à nouveau un grand pas vers la droite lorsqu'il critiqua publiquement le Bloc des gauches. Le ministérialisme était voué à une mort prochaine et était en train de s'éteindre dans un total discrédit.

Vaillant observa un silence complet pendant toute cette période, consacrant tous ses efforts à la mobilisation de l'opinion publique contre toute idée d'une intervention française dans la guerre russo-japonaise. A cette époque, il plaçait tous ses espoirs concernant l'unité socialiste dans l'arbitrage international. Le sixième Congrès de l'Internationale, qui devait se réunir à Amsterdam du 14 au 20 août, allait décider de l'avenir du mouvement socialiste français. Pour que l'unité résulte de ce Congrès d'Amsterdam, il fallait à son avis que le ministérialisme soit condamné sans appel. C'est pourquoi la résolution que déposèrent Vaillant et Guesde reprenait presque mot pour mot la résolution de Dresde

1. Pour les détails, voir GOLDBERG, *op. cit.*, pp. 316-318.

adoptée par le S.P.D. en 1903. Cette résolution stipulait entre autres :

> « Le Congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.
>
> La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de faire d'un parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste – d'un parti, par suite révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot – un parti se contentant de réformer la société bourgeoise [...]
>
> Le Congrès repousse en outre toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois[2] ».

Elle fut concurrencée par une autre motion plus conciliante que déposèrent Adler et Vandervelde où l'on retrouvait tout simplement la même ambiguïté que dans la motion de Kautsky de 1900, qui, en rendant hommage à la lutte des classes, laissait la porte ouverte à une éventuelle participation tactique à un gouvernement bourgeois dans l'avenir. La commission des résolutions rejeta cette motion et, par 27 voix contre 3 et 10 abstentions, opta pour la motion proposée conjointement par Vaillant et Guesde, qui est plus connue sous le nom de motion de Reims-Dresde. Le débat s'engagea alors entre les participants.

Goldberg a merveilleusement résumé le discours de Jaurès, « une des harangues les plus mémorables de tout le débat socialiste moderne[3] ». Dernier plaidoyer en faveur de la modération républicaine et de ses vertus, ce discours constituait un ultime appel à la souplesse et à la flexibilité en matière de tactique socialiste. Il comportait une condamnation du dogme et une réfutation de la finalité de la lutte des classes propre à la conception guesdiste. Mais il constituait surtout une accusation pleine d'amertume portée par Jaurès contre les social-démocrates allemands à qui il reprochait d'essayer d'imposer au socialisme mondial la tactique du

2. Texte de la motion dans *Sixième Congrès socialiste international tenu à Amsterdam*, compte rendu analytique, Bruxelles, 1904, pp. 114-116. Le texte donné dans J.-L. BRETON, *L'Unité socialiste, op. cit.*, pp. 36-37 est celui qui avait été déposé par le P.S.D.F. avant modification par la commission des résolutions.

3. GOLDBERG, *op. cit.*, p. 326 sq.

vaincre ou mourir à laquelle ils se trouvaient réduits dans leur pays autocratique. Même si, ainsi que l'a rapporté Ramsay MacDonald, l'auditoire se trouva comme subjugué et envoûté par la magie irrésistible de la rhétorique de Jaurès[4], ce dernier ne réussit pas à ébranler la résolution de la majorité décidée d'en finir une fois pour toutes avec le révisionnisme sous toutes ses formes.

Guesde répondit à Jaurès au cours des délibérations en commission. Une fois de plus, il fit appel à tout l'arsenal de l'argumentation antiréformiste, tournant en ridicule comme lui seul savait le faire les prétendues réalisations des ministérialistes. Une fois de plus, il aborda la question du républicanisme, cherchant la formule en forme de paradoxe propre à «épater» son auditoire. La république, affirma-t-il, constituait le terrain idéal de l'action socialiste, non pas parce qu'elle impliquait une progression graduelle vers la société socialiste, ni parce qu'elle sécrétait une atmosphère libérale dans laquelle le prolétariat pouvait enfin respirer et vivre. Elle en constituait le terrain idéal dit-il, parce qu'elle favorisait la lutte des classes dans toute sa brutalité crue[5]. Dans le cadre de cette polémique violente ayant pour objet l'importance de la république, le discours de Vaillant est du plus grand intérêt, et ceci pour deux raisons : d'abord parce qu'il le situe idéologiquement du côté de Jaurès, et ensuite parce qu'il ne fait absolument aucune concession d'ordre tactique. Il résume en effet la stratégie et la tactique qui allaient bientôt devenir la ligne d'action officielle de la S.F.I.O.[6].

Vaillant commença par mettre en cause Vandervelde, le rapporteur du comité des résolutions qui avait défendu sa propre motion (celle qui avait été rejetée par le comité). Mais Vandervelde avait aussi maladroitement laissé entendre que le débat concernant le ministérialisme pouvait se réduire à un problème d'antagonisme personnel entre Guesde et Jaurès. « Rien ne pouvait être plus faux », rétorqua Vaillant, en ajoutant que si Vandervelde avait eu pour but de le brouiller avec Guesde, il perdait son temps. Les vaillantistes et les guesdistes dit-il, constituaient deux groupes distincts et indépendants, même s'il existait entre eux des liens stratégiques solides. Puis ce fut le tour de Jaurès, qui s'était efforcé de semer la division parmi les rangs du P.S.D.F. en revenant inlassablement sur les différentes

---

4. *Contemporary Review*, September 1914, pp. 3292-99.
5. *Sixième Congrès socialiste international, op. cit.*, pp. 200-201.
6. Discours de VAILLANT, *ibid.*, pp. 103-107.

façons de concevoir la république. Vaillant tenta une fois pour toutes de mettre les choses au point.

Il rappela à son auditoire que Jaurès avait laissé entendre que les points de vue de Marx et de Blanqui sur la république étaient contradictoires à cet égard. C'était dit-il tout à fait faux :

> « Marx et Blanqui, loin de se contredire, ont été d'accord pour reconnaître que si les partis, même les plus avancés de la bourgeoisie, sont avec toute leur classe opposés à la Révolution [...], ils jouent cependant eux-mêmes un rôle révolutionnaire quand ils luttent contre les fractions moins avancées de la bourgeoisie [...] et qu'alors, dans ce cas, c'est le devoir des ouvriers et des socialistes de les seconder dans ce conflit ».

Ce faisant, il reprenait en fait les mêmes arguments idéologiques que ceux auxquels Jaurès avait eu recours pour attaquer Guesde dans son essai *Radicalisme et Socialisme en 1885*. En même temps, il rejetait implicitement l'argumentation concernant la république que Guesde avait présentée devant le comité des résolutions. Toutefois, après s'être situé idéologiquement dans le camp de Jaurès, il se mit en devoir de souligner ce qui le séparait de Jaurès sur le plan tactique. En effet il était capital, d'après lui, que le soutien que la classe ouvrière se devait d'apporter aux partis avancés de la bourgeoisie, le soit « sans lien, sans attache durable, en pleine liberté et indépendance prolétaire et socialiste ».

Cela ne revenait pas à dire, comme Guesde l'avait laissé entendre, que la résolution adoptée à Reims et à Dresde déniait toute valeur aux réformes partielles ou au progrès républicain. Au contraire, elle « propose la défense et le développement des libertés publiques et de la législation ouvrière, etc., comme autant de moments de la marche de la classe ouvrière vers son émancipation ». Vaillant était le dernier à sous-estimer cette forme d'activité. A la différence de Guesde, il nourrissait une admiration secrète à l'égard de tout ce qui avait été réalisé par le Bloc des gauches. Il ne l'aurait jamais dit en public parce qu'il estimait que c'eût été une grave imprudence du point de vue politique. Le débat ne portait pas sur la *valeur* de cette activité, mais sur la *manière* dont les socialistes pouvaient l'appuyer et la renforcer. Sur ce point très précis, il était prêt à s'opposer à Jaurès avec la dernière énergie. L'argument dont il se sert à Amsterdam est celui dont il s'était toujours servi :

« Pour cette action immédiate d'autant plus efficace qu'elle sera plus socialiste, tout en pouvant seconder parfois à cet effet un effort voisin, *il n'est pas besoin* [souligné par moi J.H.] il ne faut pas un instant qu'elle déserte le terrain socialiste de la lutte de classe [...] »

L'argument fondamental de Vaillant était donc que *ce n'était pas nécessaire*. Sans le dire aussi expressément, il voulait donner à entendre que le gouvernement Waldeck-Rousseau et plus particulièrement le gouvernement Combes auraient pu bénéficier de la part des socialistes du même soutien que celui qui leur avait été apporté de toute façon, sans que cela ait indirectement entraîné l'éclatement du parti[7]. En outre, si ce soutien était venu d'un parti socialiste uni et indépendant, il aurait alors eu, d'après Vaillant, un effet encore plus important. Du fait de sa division, l'efficacité du parti en tant que groupe de pression avait été considérablement diminuée, alors que s'il s'unissait, elle pouvait devenir redoutable. La subtilité du point de vue de Vaillant en matière de tactique contraste très vivement avec la rigidité pseudo-doctrinale des paradoxes républicains de Guesde.

Puis revenant à la résolution Reims-Dresde, il en défendit l'importance en rappelant aux délégués les suites fâcheuses de la motion Kautsky de 1900. Le but de cette motion avait été de condamner l'expérience Millerand tout en refusant d'hypothéquer l'avenir. Il ne s'était agi en fait que d'une tentative artificielle visant à ménager la chèvre et le chou. Le simple fait qu'elle ait reçu des ministérialistes un soutien enthousiaste suffisait à prouver son caractère ambigu. Ainsi qu'il en avait déjà fait en 1899 et en 1900, Vaillant insista alors pour que, dans un souci de clarté et d'unité, toute ambiguïté et toute équivoque soient dissipées afin d'éviter tout risque d'interprétation erronée. La résolution Reims-Dresde « crée les seules conditions possibles et par nous acceptables de l'unité socialiste ». Vaillant termina son discours, un des plus achevés et des plus concis qu'il prononça jamais, en appelant les délégués présents à voter massivement en faveur de cette motion claire et concise.

Vaillant, Guesde et le socialisme international remportèrent ce vote par 25 voix contre 5 et 12 abstentions. Ainsi que Goldberg le fit remarquer, « le réformisme avait appa-

---

7. En 1905, Vaillant avoua que « Si nous seuls, parti d'opposition et de révolution, avions qualité pour accuser le gouvernement Combes des vices communs à tous les gouvernements bourgeois, nous devions relativement à ses prédécesseurs, reconnaître à son avantage qu'il avait moins lourdement fait peser la main de l'État sur la classe ouvrière. » « Progrès réel ». *Le Socialiste,* 29 janvier 1905.

remment été mis en échec – quelle allait être alors la réaction de Jaurès? ». La balle en effet se trouvait dans le camp de Jaurès, et sa première réaction fut de la renvoyer avec impétuosité. Dans le premier article qu'il écrivit après le congrès, il qualifia la motion Reims-Dresde de «manœuvre» et se fit, auprès de ses lecteurs, l'ardent défenseur de la résolution Adler-Vandervelde qui avait été écartée[8]. Sa seconde réaction fut plus nuancée. Il lança un dernier appel désespéré à Vaillant. Par deux fois déjà en 1904, il avait essayé de recourir à sa tactique antérieure : tenter de semer la discorde entre les deux principaux camps antiministérialistes en tendant la main à Vaillant en signe d'amitié républicaine et en lui rappelant que tous deux avaient toujours partagé la même opinion sur la république[9]. C'est ainsi que Jaurès décida d'avoir une nouvelle fois recours à ce stratagème : « Que Guesde ait proclamé à Amsterdam l'indifférence de son parti à l'égard de la République et de l'œuvre de laïcisation, il n'y a pas de quoi surprendre. » Guesde avait toujours eu la même attitude et personne n'escomptait qu'il puisse en changer. Néanmoins, Jaurès estimait qu'il était « très grave » que son rival ait pu se rendre à Amsterdam pour y désavouer toute la tradition républicaine française.

> « Mais ce qui est encore plus grave, écrit-il, et qui est stupéfiant, c'est que Vaillant et ses amis se soient associés par leur silence [...] à une doctrine d'indifférence républicaine, d'inertie politique et d'abdication laïque que si longtemps ils ont combattue ou même flétrie. »

Cela faisait des années, s'exclamait-il, que Vaillant combattait l'antirépublicanisme de Guesde et soulignait que le socialisme était l'héritier de la révolution française, de Babeuf et de Buonarroti et qu'il impliquait « la pleine souveraineté du peuple, c'est-à-dire la République ». Vaillant ne se souvenait-il donc plus d'avoir toujours affirmé que la Commune avait lutté pour la démocratie républicaine, d'avoir toujours voulu combattre l'ignorance et la superstition religieuse? Qui donc, si ce n'était Vaillant, demanda Jaurès, avait défendu avec plus de patience et d'acharnement l'idée selon laquelle il fallait habituer chaque citoyen à réfléchir en toute liberté? Jaurès rappelait à ces lecteurs que quel-

8. *L'Humanité*, 22 août 1904.

9. La première fois était dans son essai *Le Socialisme et le Radicalisme en 1885*, la seconde fois dans son discours à Amsterdam : voir mon article, « Vaillant, la République et le socialisme en 1900 » in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes*, 50 (1973).

ques années auparavant seulement, Vaillant s'en était pris violemment à Guesde, celui-ci ayant laissé entendre que la lutte contre le cléricalisme pouvait attendre jusqu'après la révolution. Qui, plus que Vaillant, demandait-il, avait pourfendu les partisans de la libération totale qui prétendaient que les détails de la lutte et le terrain choisi n'avaient aucune espèce d'importance? Vaillant, ajoutait-il, avait fait davantage que quiconque pour élargir le champ d'action des socialistes, pour englober tous les aspects de l'activité politique, sociale et économique, allant même jusqu'à essayer, à l'occasion (comme par exemple lorsqu'il fonda la Ligue pour la révision) et d'attirer la petite bourgeoisie. L'action de Vaillant en matière de réformisme et de républicanisme, de laïcisation et d'action quotidienne, n'avait, selon Jaurès, pas d'équivalent. C'était pourtant tout cela qu'il avait « laissé désavouer et piétiner par Guesde à Amsterdam ».

« On attendait de lui », Jaurès continuait, « quand son tour de parole est venu, un mot de révolte ou tout ou moins une réserve ». Cela n'avait pas été le cas : il s'était contenté de dire qu'il n'y avait aucune contradiction entre Marx et Blanqui, entre révolution et républicanisme. Comme on le voit, Jaurès déformait grossièrement les paroles de Vaillant qui, en réalité, avait défendu la tradition républicaine et s'était, au moins implicitement, dissocié de Guesde. Mais Jaurès cherchait maintenant la controverse. Il cherchait à dépeindre Vaillant sous les traits d'un homme politique d'une trempe identique à la sienne, tandis que le malheureux Guesde était rejeté dans les ténèbres extérieures de l'extrémisme, mal aimé de tous, y compris de Vaillant. Malgré tout, Jaurès accusait Vaillant d'avoir

> « permis que toute la force révolutionnaire du prolétariat de France, toute la tradition blanquiste, tout l'instinct de la République et de pensée libre qui hausse la classe ouvrière française à une incomparable dignité [...] que tout cela fut bafoué, immolé aux funestes paradoxes de Guesde ».

Et Jaurès de demander comment Vaillant avait-il pu ainsi renier trente années de lutte incessante? A son avis, cela tenait du mystère. Qui pouvait vraiment croire, demandait-il, « que nous sommes pour le socialisme et pour la classe ouvrière un tel danger qu'il a dû, pour nous combattre, se remettre aux mains de Guesde, sans conditions? » Personne ne pouvait croire chose pareille, poursuivait-il, répondant ainsi à sa propre question. Vaillant ne pouvait pas sérieusement le croire « car au fond sa politique est la nôtre,

sa pensée est la nôtre ». Et une dernière fois Jaurès reprit sa vieille rengaine selon laquelle Vaillant était en réalité tout aussi bien disposé à l'égard du gouvernement que les ministérialistes : « seulement, il nous laisse à nous le soin de l'avouer ».

Il est bien évident qu'il touche là le fond du problème. Car ce que Vaillant désapprouvait, précisément, c'était que les ministérialistes «avouent» qu'ils soutenaient le gouvernement. C'était sa seule objection. Jaurès voulait-il en réalité laisser croire que cet argument lui avait échappé? Non, certes. Cet article était un dernier défi, les dernières paroles de reproche adressées à Vaillant, pour avoir accordé une importance quasi perverse à la question tactique, alors que, de l'aveu même de Jaurès, ils partageaient les mêmes options politiques et idéologiques. Jaurès avait écrit cet article au moment où il s'était rendu compte, non sans amertume, qu'il allait devoir faire seul tout le chemin qui le séparait des antiministérialistes. Jaurès reconnaissait que Vaillant aurait pu empêcher l'éclatement des forces socialistes, de même qu'il pouvait être maintenant « le lien d'unité socialiste reconstituée ». Il est probable qu'il voulait dire par là que, si Vaillant était resté à ses côtés, il aurait pu obliger Guesde à les rejoindre, comme maintenant Jaurès se trouvait obligé de parcourir la distance qui les séparait. Il reconnaissait que Vaillant et son groupe étaient les « intermédiaires naturels entre Guesde et nous ». D'une part, ils étaient les héritiers directs d'une tradition révolutionnaire que la nouvelle génération de socialistes parlementaires ne comprenait ni n'appréciait à sa juste valeur. D'autre part, ils étaient les fervents avocats de la défense de la république, des réformes progressives et de l'évolution.

> «Oui», concluait-il en décochant une dernière flèche empoisonnée en direction de Vaillant, « ils pouvaient servir de lien, maintenir, en l'assouplissant, la tradition ancienne, équilibrer les nécessaires méthodes nouvelles. Ils ne l'ont pas voulu, ils ne l'ont pas osé. Ils ont craint d'être accusés de modérantisme par quelques excités [et] les voilà maintenant captifs de Guesde et de ses paradoxes réactionnaires qu'ils détestent mais qu'ils ne peuvent plus désavouer[10]. »

Penser ébranler Vaillant avec cet article, c'était, de la part de Jaurès, compter sans les priorités tactiques auxquelles Vaillant tenait obstinément. Vaillant devait bien s'être

---

10. « Fausse Direction », *L'Humanité,* 29 août 1904.

rendu compte, ainsi que Jaurès le faisait si justement remarquer à la fin de son article, que, tant que les ministérialistes ne reviendraient pas sur leurs positions, il serait incontestablement prisonnier de Guesde, et il est difficile d'imaginer qu'il eût pu le rester encore longtemps. L'article de Jaurès n'obtint aucune réponse de celui à qui il était destiné. Mieux, le destinataire en question sembait vouloir se retrancher encore plus résolument dans le camp du P.S.D.F.[11]

Mais au moment où Jaurès écrivait cet article dans lequel il attaquait Vaillant (ou plutôt où il lui lançait un appel), tous deux avaient déjà compris que l'unité sur des bases antiministérialistes ne tarderait pas à se réaliser. Il serait exagéré de prétendre que Jaurès finit par accepter ces bases parce qu'il se rendit compte que Vaillant ne s'accomoderait d'aucune autre. Toute une série de facteurs influencèrent sa décison et l'amenèrent, selon les propres termes de J.-L. Breton, à « capituler sur tous les points ». Le P.S.F. était en train de péricliter. Les militants de base aspiraient ardemment à la réconcilation. En outre, la république était à présent «sauvée», et mis à part le problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui n'était plus désormais qu'une affaire de temps, le programme du Bloc des gauches était épuisé. De plus, Millerand virait de plus en plus à droite, évolution dont Jaurès lui-même se déclarait écœuré. Mais c'est peut-être le respect que Jaurès avait des décisions prises par l'Internationale qui fut le facteur décisif[12]. Il commençait enfin à entrevoir le début d'une nouvelle époque, qu'annonçait la guerre russo-japonaise et, surtout, la révolution de 1905. A temps nouveaux solutions nouvelles. Les nuages de la guerre s'amoncelaient en Europe, tandis que les grondements de la révolution se faisaient entendre de plus en plus distinctement en Russie. Jaurès et Vaillant comprirent que le moment était venu d'organiser ensemble une campagne efficace, unifiée et vigoureuse pour éviter un conflit international. Jaurès savait pertinemment que pour cette nouvelle mission, il trouverait en Vaillant l'image de lui-même. Si toutes ces raisons poussèrent Jaurès à accepter l'idée d'une unité reposant sur des bases antiministérialistes, il n'en reste pas

11. Des rumeurs ayant couru selon lesquelles Vaillant aurait accepté de collaborer à la revue de de Préssensé, *La Vie Socialiste,* il publia dans *Le Socialiste* un démenti catégorique, affirmant que dans l'état actuel des choses il ne pouvait accepter de collaborer à une publication qui échappait au contrôle du P.S.D.F. : *Le Socialiste,* 25 septembre 1904.

12. Selon Madeleine Rebérioux (conférence faite à l'Université de Reading le 4 mars 1969) ces décisions avaient pour lui « une valeur contraignante ».

moins que la présence d'Edouard Vaillant à la tête du camp opposé était un grand réconfort pour Jaurès. On est d'ailleurs en droit de se demander si l'unité eût pu se réaliser sans le concours des vaillantistes.

D'août à décembre 1904, Vaillant s'abstint de toute déclaration publique. Mais au sein du P.S.D.F., il s'employa à préparer ses amis à l'unité. Marcel Sembat a rapporté qu'au cours de cette période ce fut Vaillant qui persuada ses collègues d'accepter de bonne grâce le ralliement de Jaurès, et d'accueillir parmi eux le premier orateur de France. Vaillant, conclut Marcel Sembat, « vainquit toutes les défiances et les appréhensions de ses amis révolutionnaires, brisa son parti, son comité central et les entraîna tous à l'unité[13]. » A la fin du mois de septembre, Jaurès fit une première concession majeure à ses adversaires lorsqu'il déclara que, désormais, aucun socialiste ne pourrait faire partie d'un gouvernement sans l'approbation préalable de *toutes* les fractions socialistes. En octobre, au cours d'une déclaration publique, il rejeta la politique de la collaboration des classes. Dès le mois de novembre, il avait accepté les points principaux du programme révolutionnaire. Vaillant observa avec beaucoup d'attention ce ralliement graduel, et, à la fin du mois de décembre, il nota dans une lettre adressée à Victor Adler que, si certains socialistes ne semblaient guère enthousiastes à la perspective de l'unité, Jaurès était « un de ceux qui y travaillent avec la plus grande sincérité[14]. » En janvier 1905, Jaurès se retirait du Bloc des gauches.

Ce n'est qu'alors que Vaillant sortit de son silence, pour le plus grand réconfort – on peut aisément l'imaginer – d'un Jaurès en proie à la solitude morale. En effet, dans un article intitulé « Egoïsme et Mysticisme » Vaillant réaffirmait très nettement son total attachement aux vertus suprêmes du réformisme et de la révolution progressive, tout en réaffirmant le dégoût que lui inspirait le «catastrophisme» de ceux qui prétendaient que le désastre devait précéder le changement politique et social. S'il est vrai que cet article[15] constituait un rameau d'olivier tendu à Jaurès, c'était aussi un avertissement que Vaillant lançait à Guesde, lui signifiant

---

13. Marcel SEMBAT, *La Victoire en Déroute*, Paris, 1925, p. 94. Sembat ajoute que l'unité fut en définitive attribuable au sacrifice de Jaurès mais surtout « jamais on ne le dira trop, à l'impérieuse volonté d'Edouard Vaillant ».

14. Archives du Bureau socialiste international, lettre de Vaillant à Adler datée du 17 décembre 1904.

15. « Egoïsme et Mysticisme », *Le Socialiste*, 29 janvier 1905.

que dorénavant il avait l'intention de jouer intégralement son rôle d'intermédiaire entre les deux hommes, rôle que Jaurès lui-même lui avait attribué.

Le 15 janvier 1905, lors de la sixième réunion du Bureau socialiste international à Bruxelles, Vaillant déclara que « l'unité socialiste en France peut être considérée comme un fait accompli », et que la seule question qui restait en suspens était celle des « détails d'organisation[16] ». A la fin du même mois, un grand rassemblement eut lieu au Tivoli Vauxhall afin, tout à la fois, de consolider la progression vers l'unité et de protester contre le massacre de Saint-Pétersbourg. Ce fut tout naturellement à Vaillant qu'il revint de présider ce grand rassemblement au cours duquel, pour la première fois depuis 1901, lui et Jaurès s'adressèrent au public de la même tribune[17]. Au début du mois d'avril, toute trace de conflit disparut lorsqu'une délégation nombreuse de membres du P.S.D.F., parmi lesquels figurait Vaillant, vint grossir la rédaction de *L'Humanité*.

Le premier Congrès du Parti socialiste français (Section française de l'Internationale ouvrière) se tint à Paris, du 23 au 25 avril 1905. Les statuts du nouveau parti qui furent adoptés au cours de ce congrès, obligèrent inévitablement les anciens partis et organisations à consentir certaines concessions. Mais ces compromis, qu'ils furent concédés par l'aile guesdiste ou l'aile jauressiste du parti, traduisait sans conteste le triomphe du point de vue vaillantiste. Cela apparaît notamment au niveau des principes généraux régissant la constitution du parti : l'article 1 reflète les priorités et les objectifs généraux que Vaillant avait fixés au C.R.C. en 1892; l'article 2 constitue l'aboutissement de la longue lutte menée par Vaillant pour que le nom du parti fasse état de son affiliation à l'Internationale. Ce fut aussi le cas pour la plupart des articles importants qui règlent l'organisation du parti : les articles 4 et 5 interdisent implicitement l'adhésion au parti de syndicats entiers, à laquelle Vaillant s'opposait depuis vingt ans, tout en encourageant chaque membre du parti à adhérer en même temps, à titre personnel, à son syndicat. La plupart des articles qui précisent les détails de l'organisation du parti coïncident en de nombreux points

16. « Bureau Socialiste International », *L'Humanité,* 16 janvier 1905.
17. *L'Humanité,* 31 janvier 1905.

avec le projet de parti uni qu'avaient esquissé le P.S.R. et le P.O.F. en novembre 1900, et qui portait déjà indéniablement le sceau de l'influence de Vaillant (voir ci-dessous, p. 283)[18]. L'article 8 garantit le maintien à Paris de l'ancien système de constitution de sections, ce dont Vaillant avait toujours souligné la nécessité impérieuse. Jaurès s'inclinait devant Vaillant (et Guesde) dans les articles 1 et 36 condamnant implicitement le ministérialisme. Guesde faisait à Vaillant (et à Jaurès) deux concessions majeures, l'une concernant, l'importance accordée aux réformes et à l'action politique municipale (articles 40 et 42) et l'autre touchant l'assouplissement des structures qui furent adoptées pour régir les rapports entre élus et militants (article 41). En un mot les statuts du parti correspondaient, à peu de choses près, aux options que Vaillant avaient défendues depuis des années[19].

A l'issue du congrès, les délégués se réunirent à nouveau en masse le soir au Tivoli Vauxhall. Lors de ce grand rassemblement auquel assistaient tous les chefs de file du socialisme français, qui se trouvaient à la même tribune pour la première fois dans l'histoire et avec le même objectif, on procéda par acclamation au choix du président pour la session. Celui qui fut unanimement désigné allait désormais symboliser aux yeux de tous l'âme de l'unité du parti; cet homme qui, plus que tout autre, avait lutté avec une énergie incomparable pour que cet événement puisse se reproduire, n'était autre qu'Edouard Vaillant[20].

---

18. Lors des deux projets de constitution du parti dressés en 1900-1901 par les deux camps opposés, les jauréssistes avaient cherché à abandonner la section basée sur le quartier ou l'arrondissement (où l'implantation des révolutionnaires était inébranlable) afin de favoriser la constitution de nouveaux groupes, au besoin au niveau d'une seule rue, qu'ils pouvaient espérer contrôler. Voir sur ce problème, *Le Petit Sou*, 12 juillet 1901.

19. Les statuts de la S.F.I.O. sont publiés dans *1er et 2e Congrès nationaux* de la S.F.I.O. tenus à Paris et à Chalon-sur-Saône, compte rendu analytique, Paris, s.d., pp. 23-32.

20. *L'Humanité*, 27 avril 1905.

Sixième partie

LA DIMENSION INTERNATIONALE

CHAPITRE XVI

… ET L'INTERNATIONALE

… avec l'étranger, surtout …
avec l'Allemagne, l'Italie et les pays nordiques …
… ndant malgré ces horizons très larges …
… Vaillant …
… pour lui l'internationalisme ne …
… nier la valeur de la nation …
… de ce qu'il appelait « le point de vue sentimental et tolstoïen … l'humanité …
… la nation au nom de l'humanité, qui …
… imbécile » qu'il considérait …
… du ridicule, mais encore …

… dance avec Wilhelm Liebknecht …
… Amsterdam, Correspondance …
… Vorwärts …

CHAPITRE XVI

LA NATION ET L'INTERNATIONALE

Seul parmi les dirigeants socialistes français, Vaillant possédait une culture véritablement européenne. Ayant vécu cinq ans en Allemagne et neuf ans en Angleterre, il connaissait à fond la langue et la culture de ces deux pays. Jeune étudiant et militant socialiste, il s'est lié d'amitié, dès les années 1860, avec plusieurs des futurs dirigeants de l'Internationale : Wilhelm Liebknecht, Victor Adler, Andreas Scheu. Il entretiendra avec ces amis intimes une correspondance suivie qui ne sera interrompue que par la mort[1]. Il avait en plus le goût des voyages et ne manqua jamais l'occasion de renouer le contact avec l'étranger, surtout avec l'Angleterre, mais aussi avec l'Allemagne, l'Italie et les pays nordiques.

Cependant, malgré ces horizons très larges, cette expérience triculturelle, Vaillant, dans son for intérieur, restait marqué toute sa vie par un attachement profond pour son propre pays. Pour lui, l'internationalisme ne consistait nullement à nier la valeur de la nation, au contraire. Il avait autant horreur de ce qu'il appelait « le point de vue cosmopolite, sentimental et tolstoïen[2] », cet humanisme anarchisant qui rejetait la nation au nom de l'homme, que du « chauvinisme imbécile » qu'il considérait non seulement comme « le comble du ridicule », mais encore comme « un

---

1. Sa correspondance avec Wilhelm Liebknecht et avec Andréas Scheu est conservée à l'I.I.S.G., Amsterdam; sa correspondance avec Adler dans les archives Adler, Verein für Geschichte der Arbeiterbewegung, Vienne.

2. « Patriotisme et Internationalisme », *L'Emancipation de Saint Denis*, 15 juillet 1905; voir aussi « Internationaliste », *Le Parti Socialiste*, 27 mars 1892.

de nos plus grands obstacles[3] ». Quant à ses anciens camarades blanquistes qui, sous l'influence d'Henri Rochefort, s'affichaient au tournant du siècle à la fois nationalistes et socialistes, il n'y voyait qu'une « criminelle intrigue » et la « plus grossière des impostures[4] ».

Pour Vaillant, chaque nation était non seulement « un fait[5] », mais aussi « un élément nécessaire du progrès humain », dont l'existence physique ou morale ne saurait être mise en danger sans que « tout le progrès humain ne soit atteint du même coup[6] ». La nation, à ses yeux, ne se limitait pas à une entité historique, géographique ou même linguistique, encore moins juridique[7]. Ce qui donnait à la nation sa valeur et sa force morales, c'était à ses yeux, suivant pour une fois Renan, la volonté de ses citoyens d'en faire un foyer de création et de progrès humains. En ce sens, dit-il, seul le socialisme serait à même de reconnaître et de respecter cette valeur et cette force morales[8].

A travers de telles affirmations – combien vagues, hélas! et imprécises – Vaillant cherchait à exprimer cette foi patriotique que partageaient tous les socialistes de l'époque et qui prétendait garantir, dans la vie de chaque nation, l'avenir de l'Internationale. Car, comme il disait au Congrès SFIO de Limoges en 1906, la nation était « le milieu où évolue la classe ouvrière d'un pays », c'était le cadre dans lequel « chaque classe ouvrière a pris sa conscience de classe et a senti qu'elle était solidaire avec les classes ouvrières des autres pays [...][9] » Ainsi les socialistes français de la Belle Epoque résolvaient-ils à leur manière la contradiction apparente

---

3. « Internationalisme et Nationalisme », *Le Républicain socialiste du Centre,* 16 septembre 1883.

4. « Au Banquet de Londres », *Le Socialiste,* 15 juin 1902. Après l'épisode boulangiste, le C.R.C. refusa de réintégrer les anciens groupes blanquistes « parce qu'ils sont patriotes ». Cependant, pour un cas exceptionnel comme Albert Goullé, Vaillant était prêt à faire une entorse à la règle, affirmant, à la réunion du C.R.C. du 31 juillet 1894 que « si Blanqui était vivant, il faudrait l'exclure si ce n'était qu'une question de patriotisme ». APP, Ba/1515, rapports du 18 septembre 1894 et du 31 juillet 1894.

5. *3e Congrès national de la S.F.I.O. op. cit.,* p. 223.

6. *L'Emancipation de Saint Denis, loc. cit.*

7. Interrogé par Scheu en 1877 sur l'opportunité de se faire naturaliser britannique (ce dernier s'étant installé de façon permanente en Angleterre en 1872), Vaillant estimait que « l'acte légal qui fait passer un citoyen d'une nationalité à l'autre est dans une certaine mesure une reconnaissance de cette loi bourgeoise internationale qui prétend définir et séparer les nations. » I.I.S.G., Fonds Scheu, lettre datée du 27 juin 1877.

8. « Nation et Socialisme », *Le Parti Socialiste,* 6 septembre 1891.

9. *3e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.,* p. 223.

entre nation et Internationale, entre l'histoire nationale et l'avenir socialiste.

Pas plus que Jaurès ou n'importe lequel autre socialiste français, Vaillant ne semble pas s'être mis au courant des réflexions théoriques sur la nation qui, dans les écrits de Renner, de Bauer, de Luxemburg et de Lénine essayaient d'appliquer l'analyse marxiste à des pays où, à la différence de la France, le fait national était loin d'être acquis. Sa vision de la question nationale est étroitement fonction de son expérience ouest-européenne.

Pourtant, chez Vaillant du moins, l'affirmation de *la* nation était bien autre chose que la simple mise en valeur de *sa* nation. Au moment de la montée du boulangisme, il reniflait pour la première fois la vraie odeur du chauvinisme aveugle qui s'était répandu en France depuis Sedan. Il s'ouvrait alors à son ami Scheu en avouant que « je ne puis entendre médire de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Italie sans qu'aussitôt je ne sente aussi en moi un patriotisme anglais, allemand ou italien naître et se révolter[10]. »

Son activité internationaliste (nous le verrons bientôt), sa curiosité pour tout ce qui se passait à l'étranger (il lisait chaque matin les quotidiens socialistes allemands et britanniques), son appréciation des cultures diverses (il fréquentait à Paris les cercles littéraires et musicaux allemands) se manifestaient constamment par une croyance très sincère en la contribution essentielle des autres nations à la vie de l'Internationale. Il disait très souvent que « la victoire socialiste ne sera possible que quand le peuple anglais aura pris la tête du mouvement international socialiste[11] ». Son admiration pour la liberté et la démocratie anglaises était totale. Outre-Rhin, il appréciait avant tout le poids numérique et la discipline morale du S.P.D. La victoire électorale de 1890 qui portait 35 députés socialistes au Reichstag, allait, confia-t-il à son ami Liebknecht, ouvrir « non seulement pour vous mais pour nous et l'Europe une ère nouvelle de progrès si nous pouvons en faire un exemple [...][12] ». Et en avril 1891, il estimait que la force physique et morale du S.P.D. était « la meilleure

10. I.I.S.G., Fonds Scheu, lettre de VAILLANT, datée du 21 août 1887.

11. *Ibid.*, lettre datée du 7 octobre 1894; voir aussi les *Lettres* de VAILLANT à Scheu en avril 1892; «Résultats», *La Petite République,* 2 août 1895 et lettre de VAILLANT à F. Engels, datée du 24 décembre 1894.

12. I.I.S.G., Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 11 mars 1890, Va 33-34, L 325/16; voir aussi, « Un exemple », *Le Parti Socialiste,* 9 mars 1890.

garantie de la paix européenne[13] ». De même, tout progrès du socialisme dans n'importe quel pays du monde était présenté comme une victoire française et universelle[14]. Dans l'optique internationaliste de Vaillant chaque pays avait sa place marquée et il répétait constamment que « le moindre succès du socialisme en un pays profite à tous et avance d'autant l'œuvre commune[15] », n'oubliant pourtant pas de rappeler en même temps que « tout recul fait notre deuil[16] ».

En commentant la vie politique ou sociale des autres nations, Vaillant soulignait toujours la différence – capitale – entre les dirigeants et le peuple. Décelant dans toute une série d'événements apparemment libérateurs en Amérique latine l'influence directe de la démocratie américaine, qu'il considérait comme le « facteur essentiel du développement de la civilisation et de la liberté en Amérique », il s'empressa de préciser que ce facteur venait tout entier du peuple américain et nullement de la Maison Blanche : « Aux Etats-Unis et en Angleterre, plus encore qu'ailleurs, il importe de ne pas confondre les gouvernants politiciens et capitalistes avec le peuple[17] ». Mais ce « peuple » – surtout l'« américain » – qu'était-ce au juste? Cinq ans seulement après Wounded Knee et au moment où la diplomatie américaine cherchait à arracher à l'Angleterre le contrôle économique du continent sud, que faisait ce peuple dans la voie du progrès? Vaillant n'en souffle mot. Sa vision du peuple traduit en effet cette conception fondamentalement républicaine qui sous-tend toute sa pensée.

Cette conception républicaine prise surtout la souveraineté totale de chaque « peuple ». Pas question, dans la vision internationaliste de Vaillant, de contraintes ou d'obligations imposées par une nation (un peuple socialiste) sur une autre. Le point de départ de sa foi internationaliste était la nécessité de *comprendre* ce qui se passait dans les autres pays. Car l'Internationale ne saurait être autre chose qu'une union ou

13. I.I.S.G., Fonds Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 30 mai 1891.

14. Voir, par exemple, « Révolution belge », *Le Petit Sou,* 18 avril 1902. Il va sans dire que les victoires françaises étaient également présentées comme des victoires universelles : « 20 août », *Le Parti Socialiste,* 19 août 1893.

15. «Internationalisme», *La Petite République,* 1er mai 1895.

16. «Recul», *Ibid.,* 28 juin 1895.

17. « Apparences et Réalités », *La Petite République,* 27 décembre 1895.

fédération, libre mais de plus en plus étroite, de nations (« peuples ») socialistes autonomes :

> « Nous voulons chaque peuple maître chez lui, n'ayant rien à redouter du voisin, ni rien à lui faire craindre, par cette sécurité commune, prélude de l'union au fur et à mesure du développement et du rayonnement des institutions républicaines et socialistes[18] ».

C'était Vaillant lui-même qui avait proposé, au Congrès international de Bruxelles en 1891, l'adoption, par chaque parti socialiste, d'une appellation commune : Parti socialiste international[19]. Considéré d'abord comme section de l'Internationale, chaque parti devrait en même temps conserver sa « personnalité », et rester maître de ses structures et de ses méthodes[20]. Pour Vaillant, le socialisme en un seul pays était non seulement impensable[21], mais aussi un non-sens : « C'est en devenant internationaliste, dit-il à un banquet socialiste à Londres en 1902, que le socialisme a eu pleine conscience de lui-même, que son but réel et certain lui est apparu nettement, que sa doctrine et sa tactique se sont formées[22] ». Mais cette nécessité historique supposait en même temps la découverte d'une structure extrêmement délicate qui permettrait à l'Internationale, tout en resserrant les liens entre les différents partis-membres, de préserver et de ménager les traditions et les susceptibilités nationales. Ce fut Vaillant plus que tout autre qui se consacra à la découverte de cette structure essentielle. Ce fut en fin de compte sa propre conception de ce que devait être l'Internationale qui triompha.

Vaillant se considérait à juste titre comme un lien vivant entre la Première et la Deuxième Internationales. Ayant adhéré à la Première en 1867, devenu membre de son conseil général en 1871, il jouait un rôle de premier plan dans la

---

18. L. de SEILHAC, *Le Monde Socialiste, op. cit.*, p. 84.

19. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Bruxelles, Rapport publié par le Secrétariat belge,* Bruxelles, 1893, p. 90.

20. Il évoquait cette structure pour la première fois dans son interview avec Xavier de Ricard (*Le Parti Socialiste*, 2 août 1891); et dans un de ses derniers discours avant de mourir, il préconisait toujours la même « union librement consentie des nations autonomes », cette « Internationale des peuples libres qui seule permettra la réalisation de l'Internationale des prolétaires. » « Hodge et Smith à Paris », *L'Humanité,* 20 septembre 1915.

21. « L'émancipation ouvrière ne peut se faire, la République socialiste ne peut se fonder qu'à la condition de se généraliser, de s'étendre de pays à pays »; «Internationalime», *La Petite République,* 1er mai 1895.

22. « Au Banquet de Londres », *Le Socialiste,* 15 juin 1902.

création de la Deuxième en 1889. Ce rôle fut symboliquement reconnu quand, avec son ami intime Wilhelm Liebknecht, il fut porté à la présidence de la séance d'ouverture du Congrès de Paris en 1889[23]. Mais une fois la nouvelle Internationale lancée, il fallait surtout lui tailler cette structure institutionnelle qui lui permette de fonctionner.

Le premier problème à résoudre, selon Vaillant, était le même que celui qui avait entraîné la chute de la Première Internationale : à savoir la nature de l'organisation politique et le rapport entre celle-ci et l'organisation syndicaliste. Vaillant déplorait que, à partir de 1893, pour attirer les syndicats, l'Internationale soit devenue des assises à la fois politiques et syndicalistes. Il s'est battu presque seul contre cette « confusion des tâches », tant à Londres en 1896 que lors de la préparation du Congrès de Paris en 1900. Finalement, il a constaté avec satisfaction que les syndicats eux-mêmes (comme ils l'avaient fait en 1895 dans un cadre purement français) s'étaient progressivement retirés de l'organisation politique pour constituer, à partir de 1900, leur propre organisation internationale[24].

Afin de promouvoir l'activité politique de l'Internationale, Vaillant avait pris l'initiative, en 1896, de proposer la création d'une commission socialiste interparlementaire, organisme qui devait assurer « l'action concertée » des élus socialistes municipaux ou parlementaires sur le plan international. Il pensait par ce biais faciliter le rapprochement entre les différentes sections et la coordination de leurs activités politiques. En réalité cette commission interparlementaire ne vit le jour qu'en 1904 et ce fut l'autre proposition de Vaillant au Congrès de Londres – celle de munir l'Internationale d'un organisme exécutif permanent – qui réussit tout d'abord à faire progresser l'institution de l'étape des « contacts occasionnels et de la chaude sympathie » à celle d'une « associa-

---

23. Pour le rôle de Vaillant au Congrès de Paris en 1889, voir Georges Haupt et Jolyon Howorth, « Edouard Vaillant, délégué au Bureau Socialiste International : correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915) », *Annali,* 1976, p. 222.

24. Comme conséquence directe des événements du Congrès de Londres en 1896, ni la C.G.T. ni la Fédération des Bourses ne cherchèrent à participer au Congrès international de Paris en 1900. Elles ont organisé un Congrès international corporatif qui a été suivi par le Congrès de Copenhague (1901) et celui de Stuttgart (1902) où était créé un Bureau international provisoire dont le siège était à Berlin. L'histoire de cet organisme syndicaliste international reste à écrire. Pour des informations ponctuelles, voir R. BRÉCY, *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921 : essai bibliographique,* Paris, Mouton, 1963.

tion solide[25] ». La tâche de constituer ce comité international permanent fut confié à Vaillant par le Congrès de Londres et il mit tout de suite sur pied une commission chargée de préparer un secrétariat international. Le Congrès de Paris de 1900 entérina ses propositions et à la fin de l'année naquit le B.S.I.

Georges Haupt et moi-même avons déjà évoqué les premières années difficiles de cet organisme, dont Vaillant pensait que le rôle serait surtout, dans un premier temps, de fournir un foyer au sein duquel les liens pouvaient être resserrés, les malentendus clarifiés, les tensions jugulées et la pratique quotidienne de l'internationalisme facilitée et assurée[26]. C'est surtout après la nomination au secrétariat de Camille Huysmans en 1905 que l'influence de Vaillant se faisait sentir de façon très directe. Huysmans écrivait en 1955 :

> « Vaillant a été pour le secrétaire que j'étais, le membre qui s'intéressait le plus au travail quotidien de mon office. J'étais plus jeune que lui et il a été pour moi un mentor accompli. Il m'envoyait régulièrement une lettre ou une simple carte postale, sur laquelle il m'indiquait sommairement la position qu'il prenait dans tous les problèmes que le Bureau et le Secrétariat avaient à examiner ou à résoudre[27]. »

Cette correspondance, récemment publiée, entre Vaillant et le B.S.I., nous permet d'apprécier à quel point il ne serait pas exagéré de voir en celui-là une sorte d'éminence grise derrière le secrétariat.

Comme pour l'unité syndicaliste, l'unité socialiste ou tout autre forme de concertation militante, la clé du succès, aux yeux de Vaillant, était l'action pratique dans le respect de la diversité et de l'autonomie de chacun des partenaires. Tout comme Jaurès, Vaillant s'obstinait à respecter et à faire respecter la personnalié propre de chaque section nationale. Quand Gustave Hervé essayait, au Congrès de Limoges, d'imposer au S.P.D. des formes d'action antimilitaristes adoptées en France, Vaillant insista pour que le Congrès

25. Victor ADLER, *Aufsätze, Reden und Briefe,* Bd. 7, Wien, 1926, p. 218. Karl Kautsky était également d'avis que ce fut seulement avec la mise en marche du B.S.I. que l'Internationale était devenue « un corps vivant » : K. KAUTSKY, *Sozialisten und Krieg,* Praha, Orbis, 1937, p. 318.

26. G. HAUPT et J. HOWORTH, *op. cit.*

27. C. HUYSMANS, « Edouard Vaillant », article dactylographié, Archives Huysmans, Anvers.

comprenne « la situation des Allemands et les conditions de la délibération et de l'action internationale. » Et il poursuivit :

> « Je le dis ouvertement : je cesserai d'être délégué au Bureau international si on me demandait non de proposer des solutions, mais de poser des conditions à des amis aussi socialistes que nous. Les règles et mesures communes doivent être librement délibérées et décidées par tous, c'est le seul moyen pour qu'elles soient par tous exécutées[28]. »

De même, quand les guesdistes se réfugiaient derrière l'opinion majoritaire de l'Internationale dans une tentative de faire accepter par la S.F.I.O. des liens plus organiques entre le parti et la C.G.T., Vaillant riposta en affirmant que « C'est mal comprendre ce qu'est l'Internationale. Elle n'a jamais eu pour objet d'empêcher, d'entraver un mouvement dans un pays au profit d'autres pays, mais d'assurer à chaque pays les conditions de son développement avec l'appui et le concours des autres pays[29]. » Il ne cessait pas de rappeler que « le B.S.I. est surtout un organe de corrélation, ce n'est pas un organe de direction[30]. » C'est pourquoi il conseillait toujours le secrétariat du B.S.I., avant de prendre la moindre décision, de consulter au préalable la section concernée par celle-ci[31]. C'était lui-même qui faisait voter par le bureau en 1905 une résolution sur les modalités de convocation des différentes sections en cas de guerre. Cette résolution précisait que la convocation ne viendrait pas du seul secrétariat mais seulement après consultation avec les partis concernés et avec l'aval de ceux-ci[32].

Ainsi reconnaissons-nous une fois de plus, adaptés cette fois à l'action internationale, les principes d'action commune qui avaient présidé à la création du C.R.C. en 1892, à la fusion entre le C.R.C. et l'A.C.R. en 1897 et à la lente et pénible naissance de la S.F.I.O. en 1905. Le rôle et l'autorité du B.S.I. ne cessèrent d'augmenter dans les années qui précédèrent la guerre. La voix de l'Internationale se faisait entendre, grâce au B.S.I., à travers le monde entier dans les

---

28. *3e Congrès national de la S.F.I.O.*, *op. cit.*, p. 227.
29. *4e Congrès national de la S.F.I.O.*, *op. cit.*, p. 521.
30. *7e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Paris*, *op. cit.*, pp. 37-38.
31. G. Haupt et J. Howorth, *op. cit.*, pp. 228-229.
32. *Ibid.*, p. 259. Il est vrai comme nous verrons dans le chapitre suivant, que ce fut Vaillant lui-même qui, à mesure que la guerre se faisait plus menaçante, abandonna ses scrupules et essaya de plus en plus de transformer le B.S.I. en arme exécutive de l'Internationale.

cabinets ministériels comme dans les états-majors[33]. L'Internationale était devenue une force immense. Mais, face au problème primordial de l'époque – la menace de la guerre – elle ressemblait de plus en plus à cet albatros de Baudelaire dont les « ailes de géant l'empêchent de marcher ». Ce fut d'ailleurs la crainte de Vaillant, qui, au Congrès de Stuttgart en 1907, réclama « que l'Internationale ne soit plus une force immense, mais latente et assistant les bras ballants, impuissante aux événements »; elle devait selon lui devenir une force vivante, capable d'action menée avec ensemble pour exercer une influence sur le dénouement des graves crises internationales[34]. Ce fut la cause pour laquelle Vaillant se consacra corps et âme pendant les dernières années de sa vie.

---

33. Morris Hillquit, le leader socialiste américain, constatait en 1909 que « dans ces toutes dernières années, le B.S.I. s'est adapté rapidement aux besoins du mouvement, et aujourd'hui c'est un facteur utile et important dans le mouvement socialiste mondial. » M. HILLQUIT, *Socialism in Theory and Practice,* New York, Macmillan, 1909, p. 356. Le gouvernement allemand s'est même adressé au B.S.I. en 1911 pour jouer le rôle d'intermédiaire auprès du Quai d'Orsay dans une tentative de faire taire la bruyante agitation revancharde qui se développait à l'époque en France – documents dans les archives du B.S.I.

34. *7e Congrès socialiste international, op. cit.,* p. 130.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[redacted]

CHAPITRE XVII

L'INTERNATIONALE ET LA GUERRE

Un des premiers actes militants d'Edouard Vaillant fut de signer, le 15 mai 1866, l'appel des étudiants parisiens à leurs « frères allemands et italiens » pour protester contre la guerre qui allait bientôt éclater entre la Prusse et l'Autriche[1]. En 1877, quand la guerre entre la Russie et la Turquie risquait de s'étendre à toute l'Europe, Vaillant écrivait que ce serait pour le mouvement socialiste la pire des catastrophes[2]. Dix ans plus tard, alors que le boulangisme attisait les flammes d'une véritable psychose de guerre en France, il livrait sa pensée intime à Scheu :

> « Pour moi, je vous le dirais sans que je m'en sois ouvert encore à personne, de toutes les questions celle qui me préoccupe le plus, celle pour laquelle je voudrais voir toutes les forces du socialisme intervenir, c'est celle de la paix européenne. Pour garder cette paix d'où sortira infailliblement la Révolution émancipatrice des peuples et du prolétariat, rien ne doit être négligé, tout doit être fait[3]. »

C'est pourquoi, dès la création de la Deuxième Internationale, Vaillant est devenu, au sein de celle-ci, la principale force motrice derrière toute son activité antimilitariste et antiguerre. Il considérait le militarisme – ainsi que la mentalité politique et sociale qu'il véhiculait – comme « le plus

1. *La Rive Gauche,* 27 mai 1866; *Der Vorbote,* 1er juillet 1866 (réimpression, Berlin, 1963, pp. 103-104).

2. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds A. Scheu, lettre de VAILLANT, datée du 29 mai.

3. *Ibid.,* lettre de VAILLANT, datée du 3 février 1888.

grand ennemi » du socialisme international, et la guerre comme « la plus abominable des catastrophes[4]. »

Entre les deux Congrès internationaux de Paris (1889 et 1900), Vaillant se contenta de multiplier résolutions et propositions en faveur de l'abolition de l'armée permanente et de son remplacement par des milices populaires, revendication quasi séculaire de la gauche française. Ce fut lui qui présenta l'ordre du jour sur cette question au premier Congrès de la Deuxième Internationale et, en collaboration avec Wilhelm Liebknecht, au deuxième, qui s'est tenu à Bruxelles en 1891. Ce fut également Vaillant qui, au nom du groupe socialiste parlementaire, déposa, en 1893, en 1898 et en 1903, une proposition de loi dans ce même sens devant la Chambre des Députés. Pendant les années 1890, il déposa également toute une série de propositions de loi «antimilitaristes» : suppression du code militaire, suppression des conseils de guerre, suppression des commandements militaires de Paris et de Lyon[5]. Les principaux arguments dont il s'est servi pour exposer les motifs de ces propositions se fondent tous sur le caractère foncièrement *antirépublicain* de l'armée permanente. Elle constituait, à ses yeux, un divorce dangereux entre l'institution militaire (représentée par le corps des officiers) et la nation-république (représentée par le contingent), permettant à la classe dirigeante de disposer de la force physique contre «l'ennemi» intérieur sans garantir au pays une défense efficace contre l'ennemi extérieur. Elle désorganisait la vie civile, encasernant, abrutissant et démoralisant la jeunesse pendant sa période d'apprentissage, d'études et d'activité créatrice, stérilisant ainsi les forces vives de la nation. Elle symbolisait (et perpétuait, à travers ses écoles militaires et ses casernes) l'esprit brutal de caste, d'élitisme et de hiérarchie que vomissait l'esprit de la démocratie. Et elle constituait une menace permanente contre les pays voisins, ce qui était le contraire de l'esprit républicain.

Mais de telles propositions, qui exigeaient une restructuration totale de l'institution militaire, même formulées simul-

---

4. « Nation et Socialisme », *Le Parti Socialiste,* 6 septembre 1891.

5. *Journal Officiel,* Chambre – Annexes, N°. 123, 7 décembre 1893; N°.112, 27 juin 1898; N°. 909, 19 mai 1903; N°.288, 25 octobre 1898; N°. 617, 16 janvier 1899; N°. 704, 26 janvier 1903; N°. 908, 19 mai 1903.

tanément dans plusieurs pays[6], n'avaient pratiquement qu'une valeur symbolique. Elles n'avaient aucune chance d'être votées par une Chambre, même radicale, qui n'aspirait qu'à une républicanisation des structures militaires existantes, nullement à leur abolition[7]. Dans la même veine, la proposition, également formulée par Vaillant au Congrès de Bruxelles, de transformer la manifestation du Premier Mai en une célébration internationale de la paix universelle[8], n'était en réalité qu'un symbole. Pour empêcher la guerre, il fallait des mesures plus musclées.

Cependant, les dirigeants du socialisme international, Vaillant compris, préoccupés par des problèmes idéologiques (Bernstein, Millerand) consacraient le plus gros de leur temps, lors des Congrès de 1900 et de 1904, aux débats sur la tactique. Le Congrès d'Amsterdam, après avoir applaudi la poignée de main (symbolique) entre Katayama et Plekhanov, envoya simplement « son salut fraternel aux prolétaires japonais et russes massacrés par le crime du capitalisme [...] »[9], avant de passer vite à l'ordre du jour (le ministérialisme).

Ce fut néanmoins le conflit russo-japonais qui précipita la mobilisation socialiste contre la guerre. Les hostilités commencèrent le 8 février 1904 dans l'incertitude générale quant aux obligations militaires éventuelles de la France. Le 14 février, Vaillant, dans un article du *Socialiste*, lança le célèbre mot d'ordre : « Plutôt l'insurrection que la guerre![10] », et commença une tournée de conférences et de meetings qui le menaient, pendant le printemps de 1904, aux quatre coins de la France. L'agitation socialiste et ouvrière contre toute

---

6. Quand Vaillant avait déposé sa proposition de loi sur le remplacement de l'armée permanente par des milices populaires pour la première fois, il s'était mis d'accord avec Liebknecht pour que le S.P.D. dépose en même temps la même proposition devant le Reichstag. Liebknecht devait en outre essayer de persuader les socialistes italiens de faire la même chose. I.I.S.G., Amsterdam, Fonds W. Liebknecht, lettre de VAILLANT, datée du 3 mai 1894, Va 64-66, L 325/37-38. Voir aussi HAUPT et HOWORTH, *op. cit.*, p. 242.

7. Introduction de Madeleine Rebérioux à l'édition 10/18 de Jean JAURÈS, *L'Armée Nouvelle*, p. 16.

8. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Bruxelles,* rapport publié par le secrétariat belge, Bruxelles, 1893, pp. 86-89; cette proposition, repoussée à Bruxelles, fut déposée de nouveau par le C.R.C. à Zurich en 1893. Cette fois elle était acceptée : *Protokoll des internationalen sozialistischen Arbeiterkongresses in der Tonhalle Zurich,* Zurich, 1894, pp. 35-36.

9. *Sixième Congrès socialiste international, op. cit.*, p. 23.

10. « Plutôt l'insurrection que la Guerre! », *Le Socialiste,* 14 février 1904; cet article est reproduit dans DOMMANGET, *op. cit.*, pp. 503-4.

participation française dans ce conflit fut intense. L'on ne sait pas si la diplomatie française ou les préparatifs de l'état-major ont été véritablement influencés par toute cette agitation. Ce qu'il importe surtout de noter, c'est que les socialistes eux-mêmes en étaient fermement persuadés. Ainsi, au Congrès de Limoges en 1906, Marcel Sembat est allé jusqu'à affirmer que « si la France n'a pas été entraînée à intervenir, si nous avons été sauvés de la guerre, c'est à Vaillant qu'on le doit[11] ». Vaillant lui-même, plus modeste quant à son propre rôle, n'en déclarait pas moins au même congrès que l'intervention de la France avait été empêchée par l'action du Parti socialiste[12].

La conséquence la plus significative de ces événements fut donc le développement d'une croyance inébranlable, partagée par presque tous les socialistes français (exception faite des guesdistes), que l'agitation populaire était *capable* d'exercer une influence directe sur la politique étrangère du gouvernement. Dorénavant, les socialistes français en général et Edouard Vaillant en particulier se sont donnés essentiellement pour tâche d'en convaincre les dirigeants du S.P.D.[13].

Après 1904, les événements se précipitèrent. Le «coup» de Tanger (31 mars 1905) déclencha une nouvelle vague d'agitation antimilitariste en France, agitation dont cette fois la C.G.T. aussi bien que la S.F.I.O. se chargeaient de l'organisation. Cette fois, il ne s'agissait plus d'une vague menace orientale, mais d'une confrontation directe entre l'Allemagne et la France. La nécessité de faire une campagne commune avec les socialistes allemands se faisait sentir de façon urgente. La C.G.T. proposa aux *Gewerkschaften* des manifestations simultanées dans les deux pays, mais cette proposition fut rejetée par Legien qui y détectait un motif «politique», alors que les syndicalistes allemands ne s'occupaient

---

11. *3e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 248. Le rôle de Vaillant fut également loué par la C.G.T. : voir V. GRIFFUELHES, « Dans l'Internationale syndicale », *La Voix du Peuple,* 13 octobre 1907; et par Rosa Luxemburg devant le Congrès du S.P.D. à Mannheim : *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands,* Mannheim, 1906, p. 262.

12. *3e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 224.

13. En Allemagne, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg se sont donné la même tâche. Voir discours de Rosa LUXEMBURG au Congrès de Mannheim, cité dans note 11 ci-dessus; discours de LIEBKNECHT au Congrès S.P.D. de Brême : *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands,* Bremen, 1904, pp. 131, 178-9.

que de l'économique[14]. Face à leur impuissance apparente pendant un moment de crise, les socialistes français se sont rendus soudain compte de la gravité de la situation. Dans le discours qu'il devait prononcer à Berlin en juillet, Jaurès avoua que la force ouvrière n'était pas encore suffisamment organisée, consciente et efficace pour « neutraliser les forces mauvaises » du capitalisme, et qu'il restait toujours « une œuvre immense d'éducation et d'organisation à accomplir[15] ».

Cependant, les socialistes français, rassurés par les événements de 1904 et assez satisfaits de leur réaction en 1905, avaient tendance à croire que cette œuvre d'organisation manquait plus au-delà du Rhin qu'en deça. Louis Dubreuilh, dans un article hautement significatif, prenant acte du refus opposé par les syndicalistes allemands à l'invitation de la C.G.T., remarqua que « s'il faut être deux pour se battre, il est plus exact encore qu'il faut aussi être deux pour refuser de se battre. » Et il sommait l'Internationale de passer « de la formule à la pratique » en établissant une procédure concrète à suivre en cas de menaces de guerre renouvelées[16]. Autrement dit, il fallait que les Français et les Allemands se mettent d'accord sur *des moyens concrets et pratiques* pour empêcher véritablement la guerre. L'histoire de la Deuxième Internationale entre 1905 et 1914 (maintes fois relatée[17]) est essentiellement l'histoire des tentatives diverses mais vaines de trouver ces moyens.

Il ne s'agit pas ici de reprendre les détails de cette histoire, dans laquelle Vaillant, en tant que principal délégué de la S.F.I.O. au B.S.I. joua un rôle de toute première importance. Georges Haupt et moi-même avons publié ailleurs les documents concernant ce rôle. Ce qu'il convient d'étudier ici, par contre, c'est l'approche tactique adoptée par Vaillant dans ses efforts de conclure avec les Allemands un accord sur les moyens concrets, et surtout les mutations considérables dans cette approche.

---

14. R. MICHELS, « Les Socialistes allemands et la guerre », *Le Mouvement Socialiste,* XIX, février 1906, pp. 129-139.

15. « Discours de Berlin », *L'Humanité,* 9 juillet 1905; Madeleine Rebérioux a reproduit ce discours dans son édition des *Textes Choisis* de JAURÈS, Paris, Editions sociales, 1959, p. 128.

16. L. DUBREUILH, « Sachons un peu », *Le Socialiste,* 25 juin 1905.

17. M. M. DRACHKOVITCH, *Les Socialismes français et allemand et le problème de la guerre, 1870-1914,* Genève, 1954; James JOLL, *The Second International, 1889-1914,* Londres, 1955; Julius BRAUNTHAL, *Geschichte des Internationale,* Hannover, 1961; Georges HAUPT, *The Collapse of the Second International,* Oxford, 1972.

Jusqu'au Congrès international de Stuttgart (1907), Vaillant faisait l'impossible pour ménager les susceptibilités des dirigeants de la social-démocratie et pour leur montrer que les socialistes français comprenaient les contraintes auxquelles ils étaient soumis dans l'empire du Kaiser. Dèjà, au Congrès international de Bruxelles, en 1891, quand Domela Nieuwenhuis avait accusé les Allemands de ne pas être de sincères internationalistes, Vaillant avait rigoureusement pris la défense de ses amis du S.P.D. en rappelant « les conditions spéciales » du régime du Kaiser et en affirmant qu'il était impossible aux Allemands, sous peine d'interdiction de leur parti, de voter les propositions hollandaises sur la grève générale antimilitariste[18]. Vaillant comprenait parfaitement bien qu'il ne saurait être question d'imposer aux Allemands une tactique ou un moyen d'action qu'ils n'auraient pas proposés eux-mêmes. Le comble de la subtilité, à ses yeux, consistait à les amener, indirectement, à formuler spontanément ces propositions. Tâche, pour le moins, délicate.

Alors qu'au Congrès de Limoges en 1906, Gustave Hervé reprenait à sa façon l'ancienne accusation portée contre les Allemands par Domela Nieuwenhuis[19], Vaillant, nous l'avons déjà vu, essayait de son mieux de calmer la tempête et de faire comprendre aux délégués français que les conditions de lutte antimilitariste n'étaient pas partout les mêmes. Parallèlement, *Le Socialiste*, organe officiel de la S.F.I.O., prenait grand soin de présenter l'activité antimilitariste du S.P.D. sous le meilleur jour possible, rapportant infailliblement la moindre peine d'emprisonnement pour faits antimilitaristes du plus insignifiant militant local[20]. En outre, pas un mot ne paraissait dans l'organe du parti sur les débats houleux qui avaient lieu aux Congrès S.P.D. de Dresde (1904) et de Mannheim (1906) où les propositions antimilitaristes de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg avaient été vigou-

18. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Bruxelles,* rapport, *op. cit.*, p. 69.

19. Il ne faut pas oublier non plus que le discours de Jaurès à Amsterdam constituait, lui aussi, une attaque extrêmement violente contre le S.P.D.

20. *Le Socialiste,* 25 septembre 1904 nota qu'un rédacteur du *Volkszeitung* de Mayence avait été emprisonné pour « insultes à l'armée », mais la plupart du temps, l'organe de la S.F.I.O. soulignait le discours que Liebknecht avait prononcé au Congrès guesdiste de Marseille en 1892, où il avait affirmé que les socialistes allemands ne feraient jamais la guerre contre la France.

reusement repoussées par la direction du parti[21]. Et, pour convaincre les sceptiques, *Le Socialiste* ne se lassait pas de citer le cas de Bebel et de Wilhelm Liebknecht qui, en décembre 1870, avaient été arrêtés et emprisonnés pour avoir protesté contre l'invasion de la France et pour avoir voté contre les crédits militaires au Reichstag[22].

Mais en même temps que Vaillant poursuivait en public cet objectif de présenter l'antimilitarisme des Allemands sous un jour très positif, derrière les portes fermées du B.S.I., il multipliait propositions et résolutions en faveur de l'établissement de procédures de consultation en cas de risque de guerre. Cette campagne aboutissait enfin à l'adoption par le B.S.I. – non sans une discussion qui devait être amère et même violente[23] – de sa proposition qui portait que :

> « Dès que, secrets ou publics, des événements pourront faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, les partis socialistes des pays concernés devront, de suite, spontanément et à l'invitation du Bureau socialiste international, entrer en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre[24]. »

Ce fut, après tout, la moindre des choses. Et les « moyens d'action commune et combinée » restaient toujours à déterminer.

Dans ce but, et poursuivant toujours sa tactique courtoise et bienveillante, Vaillant proposa, lors de la séance suivante du B.S.I. en novembre 1906, que « nos amis d'Allemagne, qui se trouvent dans des conditions spéciales » préparassent eux-mêmes un rapport sur les moyens pratiques pour prévenir les conflits internationaux. Ainsi la balle était-elle fermement renvoyée dans le camp du S.P.D. et le monde attendait anxieusement le discours de Bebel au prochain Congrès international de Stuttgart. En attendant, et à titre d'exemple, la S.F.I.O. vota, aux Congrès de Limoges et de

---

21. Voir, Karl SCHORSKE, *German Social Democracy, 1905-1917 : The Development of the Great Schism,* Cambridge, Mass, 1955, pp. 69-72.

22. Voir sur cette question, Drachkovitch, *op. cit.,* p. 247.

23. Dans le compte rendu de la séance, il est noté que « A la demande de plusieurs délégués, il est entendu qu'aucune note ne sera publiée ni communiquée sur cette discussion ». Il est en outre précisé que le débat sur la proposition fut long, mais que son adoption fut unanime. *Bureau Socialiste International, Vol. 1, 1900-1907, Comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires,* présentés par G. HAUPT, Paris, Mouton, 1969, p. 198.

24. Sur cette proposition, voir HAUPT et HOWORTH, *op. cit.,* pp. 254-59.

Nancy (1906 et 1907) une résolution proposée par Vaillant et Jaurès en faveur de l'adoption de « tous le moyens » pour empêcher la guerre « depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et l'insurrection[25]. »

Si Vaillant et Jaurès s'attendaient à ce que les Allemands suivent cette exemple[26], ils ont été vite désillusionnés. Dans le discours d'ouverture qu'il prononça à Stuttgart, Bebel faisait trois remarques principales concernant les moyens d'action contre la guerre. D'abord, que la question avait dèjà été tranchée et que le congrès aurait pu s'en tenir aux résolutions antérieures. Ensuite qu'aucun parti socialiste au monde n'avait combattu le militarisme « d'une manière plus conséquente » que le S.P.D. Et enfin que le gouvernement impérial avait tellement peur des conséquences d'une guerre que jamais il ne prendrait la responsabilité d'en déclencher une[27]. C'était en réponse à ce discours de Bebel que Vaillant infléchissait assez sensiblement pour la première fois la tactique et le ton qui avaient été les siens depuis la création de l'Internationale. L'on constate dans le langage de son discours plus d'une pointe d'irritation contre ses camarades d'outre-Rhin[28]. De son côté, Jaurès affichait son intention de poursuivre, parallèlement à la campagne socialiste propre, une campagne de pression diplomatique sur les grandes puissances en faveur des conférences de la paix et de l'arbitrage[29]. Etait-ce un premier constat de faiblesse ou même d'incapacité de la part du mouvement socialiste international?

Après Stuttgart, le visage public des rapports entre la S.F.I.O. et le S.P.D. ne changeait pas. Les dirigeants fran-

---

25. *3e Congrès national, op. cit.*, p. 262; *4e Congrès national, op. cit.*, p. 185.

26. Eugène Fournière, qui était très proche de Jaurès, prétendait que Jaurès et Vaillant avaient adopté la formule de la grève générale seulement après avoir reçu des dirigeants allemands des « assurances officielles » concernant son adoption par le S.P.D. : E. FOURNIÈRE, « Action politique et sociale », *La Revue Socialiste,* novembre 1906, p. 640.

27. Discours de BEBEL dans *Septième Congrès socialiste international, op. cit.,* pp. 116-120.

28. « On objecte que des inconvénients pourraient surgir dans certaines nationalités », dit-il à propos de la grève générale. « Peu importe le texte. Nous ne tenons qu'à la chose. Sous l'empire français, on ■ trouvé les formules nécessaires pour tout dire. » Et ensuite, il évoquait une Internationale «impuissante», « les bras ballants ». *Ibid.,* p. 130.

29. *Ibid.,* p. 136. Voir sur cette campagne de Jaurès : A. ZÉVAÈS, *Un apôtre du rapprochement franco-allemand, Jean Jaurès,* Paris, 1941. Voir aussi G. HAUPT, *Socialism and the Great War, op. cit.,* p. 173.

çais, et Vaillant tout d'abord, continuaient de fournir les militants socialistes français de l'image rassurante d'une Internationale intimement unie et d'un S.P.D. ferme et résolu et dont l'activité antimilitariste ne le cédait en rien à celle de la S.F.I.O. Et maintenant ils n'avaient plus besoin d'avoir recours à l'acte de Bebel et de Wilhelm Liebknecht en 1870. Liebknecht fils – Karl – venait de se faire emprisonner pour avoir publié son ouvrage *Militarismus und Antimilitarismus*, événement qui était interprété en France comme la preuve irréfutable du dynamisme de l'antimilitarisme allemand[30]. Ce que les dirigeants de la S.F.I.O. ne disaient pas, cependant, c'était qu'au Congrès de Stuttgart, Bebel et Vollmar avaient tous deux cité le cas de Karl Liebknecht pour montrer *l'impossibilité* d'une agitation antimilitariste poussée[31].

Malgré le visage décontracté que Vaillant arborait en public, dans l'enceinte fermée du B.S.I. le ton ne cessait de monter. A la première réunion du bureau après Stuttgart, Vaillant insista de nouveau pour que l'Internationale *définisse* « les moyens et mesures pratiques » au lieu de simplement les évoquer. Dans une séance fort houleuse, dont l'atmosphère tendue suite à l'annexation par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine ne rassurait nullement les délégués, la proposition de Vaillant fut de nouveau court-circuitée, cette fois par son vieil ami Victor Adler qui protestait que les Autrichiens n'auraient rien pu faire de plus pour endiguer la vague belliciste dans leur pays. Le délégué britannique, Bruce Glasier, dans un discours fort hostile aux Autrichiens et aux Allemands, s'insurgeait contre les « pieux sentiments » derrière lesquels, à son avis, la majorité des délégués dissimulaient leur incapacité d'agir. Encore une fois, la définition des moyens concrets était laissée en suspens[32]. Néanmoins, dans son rapport au Congrès de la S.F.I.O. à Toulouse quelques jours seulement après cette réunion désastreuse, Vaillant parlait comme si l'harmonie la plus totale y avait présidé[33].

Deux semaines à peine plus tard, la France et l'Allema-

---

30. *Parti Socialiste, Fédération de la Seine – Documents concernant le Congrès national de Nancy et le Congrès international de Stuttgart,* Paris, 1907; *Le Socialiste*, 5 mai 1907, p. 3, « Comme chez nous », et 12 mai 1907, « Le Socialisme et la Guerre ».

31. *Septième Congrès socialiste international op. cit.*, pp. 119 et 141.

32. *Bulletin officiel du B.S.I.*, compte rendu de la 10e séance du B.S.I. tenue à Bruxelles le 11 octobre 1908, pp. 47-56.

33. *5e Congrès national de la S.F.I.O., op. cit.*, p. 111.

gne se trouvaient de nouveau au bord du gouffre pendant l'affaire des « déserteurs de Casablanca[34] ». Suivant la procédure définie dans la résolution de 1905 (*supra*, p. 320), Vaillant esssaya, par l'intermédiaire de Huysmans, de proposer aux Allemands des manifestations communes entre S.P.D. et S.F.I.O., mais devant le refus catégorique des dirigeants de la social-démocratie allemande, il renonça à cette tentative[35]. La faillite de la procédure adoptée en 1905 s'avéra totale non seulement pendant l'affaire de Casablanca, mais aussi au moment de la première crise des Balkans pendant l'hiver 1908-1909[36].

Prenant acte de cette situation, Vaillant et Jaurès rectifièrent de nouveau leur tir. Jaurès, soutenu par Vaillant, commençait à mettre tous ses espoirs dans un rapprochement franco-allemand dont il pensait que le gouvernement britannique pourrait être un des architectes[37]. Vaillant, quant à lui, modifia totalement son approche psycho-tactique vis-à-vis du S.P.D. et passa carrément à l'offensive. En mars 1910, faisant justice de ses scrupules antérieures, il proposa à Huysmans que, dorénavant, en cas de menace de guerre, le Bureau puisse être convoqué non plus avec l'accord des deux parties concernées, mais par une seule section nationale[38]. Cette fois, il ne mâchait plus ses mots : « Il ne faudrait plus que la résistance des uns empêchât le B.S.I. de régler ou prévenir un conflit international menaçant. » Le B.S.I., soulignait-il toujours, ne devait pas sortir de son rôle « d'organe de coordination », mais devait tout de même être capable de faire, « quand l'intérêt supérieur de l'Internationale lui com-

---

34. Le 25 septembre 1908, le consul allemand du Maroc ■ pris sous sa protection six déserteurs de la légion étrangère, dont trois Allemands. Les autorités françaises, prétendant que le consul les avait poussés à la désertion, ont tenté d'arrêter les déserteurs lorsqu'ils essayaient de gagner un navire en partance pour l'Europe. Ce faisant ils ont interpellé très vigoureusement l'agent du consulat allemand qui les accompagnait. Des coups auraient même été échangés. Cet incident provoqua des échanges de notes entre Paris et Berlin et passa devant la Cour de La Haye le 14 octobre. Mais avant qu'une décision n'intervienne la presse allemande et française élevaient le différend au niveau d'un conflit pendant qu'au début de novembre, *Le Temps* et *Le Figaro* parlaient déjà d'une guerre possible.

35. Voir les documents sur cette affaire dans HAUPT et HOWORTH, *op. cit.*, pp. 275-278.

36. *Ibid.*, p. 278, lettre du 13 mars 1909.

37. Pour l'attitude de Vaillant vis-à-vis de cette campagne, voir *ibid.*, pp. 269-70.

38. La proposition elle-même ne fut formulée de façon officielle qu'au Congrès de la S.F.I.O. de juillet 1910 : *7e Congrès national de la S.F.I.O. tenu à Paris, op. cit.*, pp. 46-47.

mande, une intervention nécessaire[39]. » Le point culminant de cette offensive lancée contre le *Parteivorstand* vint au Congrès international de Copenhague en septembre 1910. A cette occasion, jetant toutes ses scrupules aux quatre vents, Vaillant proposa, avec Keir-Hardie, son célèbre amendement portant que :

> « Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre, le Congrès considère comme particulièrement efficace : la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.), ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives[40]. »

Malgré l'opposition violente des Allemands, cet amendement était renvoyé au B.S.I. « pour étude », le bureau étant invité à faire un rapport sur ses propositions au prochain congrès de l'Internationale[41]. Ainsi, enfin, les dirigeants du socialisme international s'étaient mis d'accord pour ... envoyer à l'étude *un* moyen pratique et concret.

Comment expliquer l'attitude de Vaillant à Copenhague? Au Congrès de la S.F.I.O. tenu à Paris en juillet 1910, une nouvelle résolution concernant les moyens pratiques avait été présentée par la fédération de la Seine. Cette fois, il n'y était pas fait mention explicite de la grève générale, la résolution se contentant de citer celle de Stuttgart où la grève générale était évoquée comme un moyen possible. Pourquoi Vaillant avait-il insisté pour insinuer son amendement à Copenhague? Le correspondant parisien du S.P.D., Josef Steiner, s'interrogeant sur ses motifs, tirait la conclusion que c'était « une manœuvre pour opposer l'Allemagne et l'Angleterre ». Accusation grave et sans doute totalement dépourvue de fondement. Autrement plus grave, cependant, était l'observation cinglante par laquelle Steiner terminait son article :

> « La pensée secrète qui tourmente les socialistes français, ce n'est pas si les socialistes allemands peuvent faire la grève générale en cas de guerre, même le citoyen Alexandre Varenne n'en doute pas, et là-dessus il est certainement mieux renseigné que les socialistes allemands eux-mêmes, mais s'ils *veulent* la faire, c'est-à-dire, s'ils n'hésiteraient pas,

---

39. Voir HAUPT et HOWORTH, *op. cit.*, p. 279.
40. *Huitième Congrès socialiste international, op. cit.*, p. 202.
41. *Ibid.*, p. 334.

par patriotisme, à aller jusque-là? Eh bien! là-dessus les socialistes allemands n'en savent pas plus que les socialistes français[42]. »

Cette observation touche directement au cœur du problème et explique en grande partie la tactique de désespoir adoptée par Vaillant à Copenhague, tactique qui ne diffère guère, en fin de compte, de celle proposée par Hervé et combattue par Vaillant en 1906. Il serait simple de dire que Vaillant passa à l'offensive parce que toutes les autres stratégies s'étaient soldées par un échec. Mais l'explication est plus complexe. Elle doit en effet tenir compte de la seule tactique de rechange qui s'offrait aux socialistes (étant donné leur refus catégorique du défaitisme léniniste) et qui allait bientôt être proposée par Charles Andler. Quelle était cette tactique? Tout simplement de faire le constat pénible – et ceci ouvertement, devant l'opinion publique – de la faillite totale de l'Internationale dans sa tentative de définir et de faire accepter des moyens concrets d'empêcher la guerre; et, l'ayant constaté, d'en tirer les conséquences, fussent elles le vote du budget militaire et la préparation de la défense nationale. Ce fut à cause de la nature impensable de cette tactique que Vaillant dut adopter l'offensive.

Depuis Stuttgart, l'irritation des dirigeants de la S.F.I.O. devant ce qu'ils considéraient comme l'obstructionnisme du S.P.D. n'était qu'un pâle reflet de l'humeur noire qui se manifestait quotidiennement dans la presse syndicaliste[43]. Depuis quelques années, la C.G.T. était partie en guerre contre Legien et les syndicalistes allemands. La France en général était en proie à une nouvelle vague de nationalisme. Poincaré s'apprêtait à franchir le seuil de l'Elysée, la loi des trois ans se profilait à l'horizon. Les dirigeants socialistes français croyaient – dans une certaine mesure à juste titre[44] – qu'ils représentaient le dernier espoir de

---

42. « Une leçon de Copenhague », *Le Socialiste,* 25 septembre 1910.

43. Voir sur l'attitude de la C.G.T. vis-à-vis des syndicalistes allemands, J. HOWORTH, « The Left in France and Germany, Internationalism and War : A Dialogue of the deaf? », *Socialism and Nationalism,* Nottingham, Russell Press, 1979, Volume 2.

44. Malgré la rectification de tir qui avait eu lieu dans la C.G.T., et qui se caractérisait par une attitude plus bienveillante de la part des dirigeants cégétistes à l'égard de leurs camarades allemands, cette attitude était de très courte durée. Après le refus des Allemands et des Autrichiens d'organiser des manifestations contre la guerre pendant la crise des Balkans, *La Bataille Syndicaliste* relançait l'attaque contre le «nationalisme» de la gauche allemande. Il ne restait plus alors aux dirigeants socialistes qu'à endiguer le flot de sentiments anti-allemands qui faisaient rage dans les masses populaires.

conserver la paix. Mais, afin d'espérer, il fallait, à défaut de la réalité, au moins l'illusion du progrès dans la voie d'une campagne pratique et concrète contre la guerre. Tant que son amendement était « à l'étude », Vaillant pouvait croire au progrès de l'Internationale. Sans son amendement, le mouvement était bloqué. Pour Vaillant, Jaurès et les autres dirigeants, la perspective la plus redoutable était que, dans un moment de crise ou d'affolement international, la vague nationaliste, qui emportait de plus en plus les masses populaires, ne vienne balayer le barrage tout verbal de l'internationalisme socialiste. Mieux valait, à leurs yeux, que la pression exercée sur le S.P.D. le fut par eux-mêmes plutôt que par les militants de base. Dans le premier cas, cette pression était contrôlable; dans le second elle ne l'était pas.

A la lecture de tous les documents du B.S.I., une chose saute aux yeux. C'est que Vaillant semble n'avoir jamais un seul instant douté de la capacité du B.S.I. de prévenir, le cas échéant, une conflagration, comme si l'institution elle-même aurait pu conjurer un événement qui montait des profondeurs de l'histoire. Il était lié par une amitié personnelle – qui datait parfois d'un demi siècle – à la plupart des dirigeants de l'Internationale. Il était fermement persuadé que, le moment venu, ils feraient, comme il disait, « tout leur devoir ».

A mesure que la guerre s'approchait, sa propre activité devenait de plus en plus frénétique. Lors de la guerre des Balkans, il tenta d'organiser une conférence entre socialistes des pays concernés[45], il cherchait à faire activer la cour d'arbitrage de La Haye, il fit voter par le B.S.I. le texte d'un manifeste et il tâcha, sans succès, de convoquer une session extraordinaire du Bureau. En 1913, il se donna tout entier à la campagne contre les trois ans, multipliant non seulement (en direction du peuple français) conférences et discours contre la loi elle-même, mais aussi (en direction du B.S.I.) lettres et propositions en faveur du rapprochement franco-allemand. Il écrivait à ce propos directement à son ami Keir Hardie dont il voulait faire jouer l'influence auprès du gouvernement britannique afin de favoriser ce rapprochement.

Ce qui frappe, pourtant, au printemps de 1914, c'est son calme apparent et son optimisme relatif. Le succès électoral de la S.F.I.O. en mai lui semblait de bonne augure. Le parti

---

45. Voir, sur ce problème, HAUPT et HOWORTH, *op. cit.*, p. 231 note 42.

était devenu une force trop puissante pour que le gouvernement ne tienne aucun compte de sa position sur la guerre et le militarisme. Les graves crises de 1904, 1905, 1908-9, 1911 et 1912 avaient après tout été surmontées. Et surtout il y avait le Congrès de Vienne. A mesure que le congrès s'approchait, il bombardait Huysmans de lettres et de rappels concernant l'amendement qu'il avait proposé à Copenhague avec Keir Hardie[46]. Malgré la résistance très évidente du Bureau, Vaillant semble être resté confiant que la discussion tant retardée sur « les moyens pratiques » ne saurait cette fois être éludée. La lecture du compte rendu de la dernière séance du B.S.I. à Bruxelles le 29 juillet 1914 fait ressortir de façon frappante le fait que presque tout le monde semble avoir pensé que le prochain congrès (qui devait ouvrir ses portes à Paris, Vienne n'étant plus un site possible, le 8 août) saurait dresser un obstacle infranchissable à la guerre. Mais celle-ci ne se faisait pas attendre et la discussion sur les « moyens pratiques », malgré tous les efforts de Vaillant, n'a jamais eu lieu.

L'intensité même de la foi internationaliste de Vaillant explique son attitude pendant la guerre. Le fait qu'il épousait le défense nationale n'a rien d'étonnant; ceci était parfaitement prévisible au vu de ce qu'il avait toujours dit et écrit sur la nécessité historique de l'indépendance nationale. La distinction qu'il faisait constamment entre le peuple allemand et le régime militariste du Kaiser cadre parfaitement avec ses convictions républicaines. Quant à son refus catégorique d'avoir le moindre contact avec les dirigeants du S.P.D., celui-ci s'explique par des facteurs plutôt psychologiques. Que les responsables de la social-démocratie, trompés par la propagande impériale faisant état d'une invasion française, aient voté les crédits militaires, Vaillant l'aurait sans grande difficulté compris et accepté. Mais que, sachant la perfidie de cette propagande, sachant que l'armée allemande, ayant violé la neutralité belge, était en route pour Paris, les dirigeants du S.P.D. n'aient pas protesté de tout cœur, cela Vaillant pouvait à peine y croire. Pire, qu'ils aient accepté et reproduit la propagande officielle concernant la nécessité militaire de mettre la France hors de combat afin de pouvoir plus efficacement régler le problème russe, ce n'était, pour Vaillant, que trahison pure et simple. Trahison à l'égard de

46. Au moins une douzaine de lettres, dont sept entre septembre 1913 et mai 1914.

la classe ouvrière allemande, trahison à l'égard de la S.F.I.O. et trahison surtout à l'égard de l'Internationale[47].

Ainsi, répondant, en octobre 1914, aux socialistes français qui critiquaient son soutien à l'effort militaire du gouvernement en lui lançant à la figure les textes et résolutions des congrès internationaux qu'il avait lui-même fait voter, il écrivit :

> « Ces textes [...] ne sont pas des formules abstraites, mais des textes dont les conditions d'application et les circonstances déterminent le sens et la valeur. [...] Tant à Stuttgart qu'à Bâle et à Paris, toutes les décisions et leurs textes se résument, se synthétisent en cette décision suprême de la guerre sans merci, de la guerre par tous les moyens du socialisme à l'impérialisme militariste [...] il demeure, pour nous, certain que l'anéantissement de l'impérialisme militariste allemand est la condition première et nécessaire de l'accomplissement des décisions, de la volonté, du devoir du socialisme international[48]. »

Le choc physique et psychologique d'abord de la mort de Jaurès et ensuite de la réalité de la guerre était pour Vaillant mortel. A soixante-quinze ans, même sa santé robuste ne pouvait résister à l'effondrement du monde dans lequel il avait toujours fonctionné. Quelques jours avant de mourir, en décembre 1915, il confia à Louis Dubreuilh :

> « cette guerre m'a tué [...] avoir lutté quarante ans pour l'écarter, pour la conjurer et avoir été forcé de la subir, atroce, implacable! C'est l'écroulement de tout mon être![49] »

---

47. « Suprême injure », *L'Humanité,* 6 septembre 1914.
48. « Quelques explications », *L'Humanité,* 6 octobre 1914.
49. L. DUBREUILH, « A la mémoire d'Edouard Vaillant », *L'Humanité* 22 décembre 1915.

CONCLUSION

Le rôle joué par Edouard Vaillant dans le mouvement socialiste et ouvrier, français et international était, à bien des égards, unique. Ceci tient, en première instance, au fait qu'il est passé par une formation on ne peut plus éclectique. Formation professionnelle d'abord. Ingénieur et docteur-ès-sciences, il était marqué sa vie durant par la méthodologie scientifique qui caractérisa son siècle et dont, à ses yeux, le symbole le plus achevé était Charles Darwin. Ensuite, il passait des années dans l'ambiance enivrante des universités allemandes où le débat philosophique suscité par la jeunesse hégélienne battait toujours son plein. Enfin, après la Commune, dans la tranquillité brumeuse de son exil londonien, il achevait ses études médicales et accédait aux rangs les plus élevés de «l'establishment» médical britannique.

Formation intellectuelle ensuite. Ami et correspondant de Proudhon et de Feuerbach, Vaillant était un marxiste en puissance avant même d'être marqué par le contact quotidien avec l'auteur du *Capital*. Seul parmi les dirigeants socialistes français à maîtriser l'anglais et l'allemand, il se tenait au courant de tous les développements intellectuels dans les divers pays d'Europe.

Formation politique enfin. Des escarmouches estudiantines contre l'Empire, il sauta directement dans la guerre civile. Du contact direct avec Blanqui, il passait à la coopération militante avec ses plus purs disciples. De la frustration impuissante de l'exil, il se lançait immédiatement dans l'activité politique républicaine la plus intense.

La diversité et la richesse de ses expériences en faisaient immanquablement un adversaire du dogme, un artisan infatigable de l'unité socialiste. Mais pour que cette unité soit solide et durable, il fallait pour Vaillant qu'elle soit fondée

sur des bases idéologiques inébranlables. Au terme de cette étude, on se doit de rappeler certaines vérités concernant la pensée et l'action d'Edouard Vaillant.

Premièrement, la tendance à considérer Vaillant comme «blanquiste» est fort trompeuse. Même si la perspective globale de l'« action totale » et la lutte sans trêve de Blanqui présentent certaines ressemblances, même si le chapitre républicain de la « tradition révolutionnaire française » constitue un lien solide entre les deux hommes, ces ressemblances et ce lien historique ne suffisent nullement pour justifier l'attribution à Vaillant de l'étiquette ambiguë d'insurgé indomptable qui sied au plus célèbre des prisonniers politiques français. Sur un plan purement idéologique, Vaillant, assez souvent, n'approuvait pas l'attitude par trop idéaliste de Blanqui. Il ne pouvait en être autrement; les deux hommes vécurent et luttèrent dans des mondes sensiblement différents.

Il faut reconnaître que, pour autant qu'on puisse discerner chez Vaillant une idéologie structurée et cohérente, nous avons affaire à un système de pensée fondamentalement marxiste. Ce qui caractérise néanmoins le marxisme de Vaillant, c'est sa souplesse et son absence de dogmatisme. Il reconnaissait, certes, l'existence de ce qu'il appelait une «loi dominante».Mais en même temps, il s'acharnait à démontrer que l'application pratique de cette loi à l'action politique de tous les jours s'avérait une tâche extrêmement compliquée et délicate. Il était indispensable, soulignait-il toujours, de percevoir les variations possibles à l'intérieur des principes fondamentaux. « On ne peut », écrivait-il à Lucien Deslinières en 1905, « faire sortir des circonstances et des faits plus qu'ils ne contiennent ». En revanche, enchaînait-il, c'était le devoir des socialistes d'essayer d'en tirer le maximum possible. Pour ce faire, il fallait « les étudier, les connaître dans leur développement historique et leur actualité ». Il savait que cette étude abstraite avait tendance à aboutir, chez des socialistes qui avaient tous également droit à l'appellation marxiste, à des hypothèses fort divergentes. Cela signifiait-il qu'une seule de ces hypothèses était la bonne et toutes les autres erronées? Certainement pas; pour Vaillant, au contraire, chacune de ces théories comportait sa part de vérité. En les étudiant toutes, écrivait-il, « la réalité prochaine en sera par avance clarifiée ». Ces observations traduisent une foi profonde dans une interprétation multidimentionnelle de la méthodologie marxiste. Moyennant cette perspective souple et pluraliste, estimait-il, le parti pourrait échapper à « ce

mysticisme mystificateur des formules purement doctrinaires qui, pour certains, suffisent et doivent parer à tout, comme la prière et la grâce pour le croyant ».

Mais si Vaillant reconnaissait la nécessité de cet examen approfondi, de cet effort intellectuel surhumain pour regrouper les manifestations multiples de la vérité socialiste en une vaste synthèse unificatrice, il ne considérait ce devoir intellectuel que comme un premier pas. C'était un homme d'action, et si ses actes étaient déterminés par une appréciation marxiste globale du milieu dans lequel il agissait, tourjours est-il qu'il avait pour préoccupation essentielle de nourrir les affamés, de redonner espoir aux opprimés, d'animer la marche de l'humanité vers un lendemain nouveau. A ce niveau, son idéologie marxiste se trouvait nuancée par une appréciation fort pragmatique des exigences d'une bataille politique essentiellement républicaine et typiquement française. Ces exigences structurelles lui dictaient les détails de l'activité politique au jour le jour, tandis que son idéologie marxiste servait à orienter cette activité empirique et à la valider sur le plan théorique. Toutes les fois que ces deux forces semblaient entrer en contradiction, c'était, dans l'esprit de Vaillant, la conjoncture politique générale qui devait jouer le rôle d'arbitre. Au milieu des années 1890, c'était sa perspective idéologique elle-même qui lui permettait d'attribuer à l'activité «réformiste» parlementaire sa dimension réelle et sa fonction propre au sein de l'action totale. En revanche, au début du vingtième siècle, lorsqu'il estima que certains socialistes avaient rompu l'équilibre précaire entre la théorie et la pratique, c'était justement sa foi inébranlable en la vraie valeur de la pratique républicaine qui le poussa à essayer de rétablir l'équilibre en mettant l'accent, de façon peut-être même exagérée, sur la théorie marxiste.

En un sens on pourrait dire que Vaillant était un républicain du dix-neuvième siècle et un socialiste du vingtième. Il croyait ardemment à la vertu suprême de l'argumentation rationnelle. La république sociale et démocratique, telle qu'il l'envisageait, réaliserait et reflèterait un vaste consensus organique qui regrouperait tout le peuple. Elle signifierait la synthétisation – et non la mise en équilibre – de l'individuel et du collectif, du citoyen et de la communauté; non par la coercition, mais par la mise en place des conditions économiques, sociales et politiques propres à libérer le flot «naturel» de la sociabilité humaine. Il attachait une importance suprême aux libertés républicaines, à la pratique de la démocratie (même fût-elle «bourgeoise» et «formelle»). Il était

convaincu que la progression vers le socialisme n'était possible en France que sous et par le moyen de la « République bourgeoise ».

Par contre, c'était un socialiste révolutionnaire davantage dans le sens que le vingtième siècle a donné à ces mots. J'entends par là deux choses. La première, c'est qu'il rejetait la tradition révolutionnaire qui caractérisait le dix-neuvième; tant au niveau de ses méthodes – les barricades parisiennes – qu'au niveau de sa forme – révolution essentiellement politique au cours de laquelle une élite révolutionnaire «éclairée» se substituait à l'ancienne élite. Il ne niait pas la valeur historique (en 1789, en 1830 et encore en 1848) de cette ancienne méthode révolutionnaire. Mais il comprenait qu'au soir du dix-neuvième siècle elle avait vécu. La deuxième raison pour laquelle on doit considérer Vaillant comme un socialiste révolutionnaire du vingtième siècle, c'est que sa perception du processus révolutionnaire était formée par son analyse marxiste du cours de l'histoire. Il soutenait inlassablement que la véritable force révolutionnaire dans une société quelconque provenait de la structure sans cesse changeante des forces de production, avec son cortège concomitant de mutations sociales et politiques. Il savait que ce processus était extraordinairement complexe (même s'il n'avait, probablement, qu'une vague idée de sa véritable complexité), mais il pensait que le « noyau dur » de cette force révolutionnaire serait constitué par le prolétariat industriel urbain, autour duquel viendrait se greffer ce qu'il appelait « la masse populaire ». Front de classe ou union du peuple de France? La formule exacte importe peu. L'essentiel c'est que Vaillant était persuadé que les mouvements prolétarien et socialiste pouvaient contribuer à orienter la société dans le sens de l'histoire et, ce faisant, à faciliter, le moment venu, le passage de « la révolution ».

Il pensait que cette «révolution» se préparait tous les jours inconsciemment par les forces de l'histoire, et consciemment par l'activité ouvrière et socialiste. Il considérait également que la révolution serait autre chose qu'un voyage de plaisance, sur une mer d'huile, des rivages de la république bourgeoise au littoral de la république sociale. Il prévoyait une rupture plus ou moins violente entre les deux régimes, mais il refusait systématiquement de dire en quoi consisterait cette rupture. En ceci, il rejoint non seulement ses compagnons de combat socialistes de l'époque, mais aussi ses héritiers socialistes et communiste d'aujourd'hui.

En disant que Vaillant est un révolutionnaire plutôt du vingtième siècle, je n'entends nullement faire une équivalence entre son action socialiste et celle de Lénine, de Mao ou autre Castro. Aucune des révolutions du vingtième siècle n'a encore eu lieu dans un pays ayant atteint le même stade d'industrialisation que la France à la veille de la première guerre mondiale. Aucune révolution ne s'est encore produite dans un pays jouissant de longues et fortes traditions démocratiques et républicaines. Le fait que la première révolution «socialiste» ait eu lieu en Russie a réussi à faire dévier sinon éclipser le débat sur le socialisme qui occupait les militants de la Deuxième Internationale. Il ne faut pas être devin pour conclure que Vaillant aurait vigoureusement protesté contre l'application à la France de la tactique et la politique de Lénine. Tout son être se serait révolté contre le stalinisme ainsi que contre le culte de la personnalité voué à Mao.

Parmi les socialistes révolutionnaires de la Deuxième Internationale, celle qui se rapprocha le plus de Vaillant fut probablement Rosa Luxemburg. Abstraction faite de la différence très réelle entre les exigences révolutionnaires de l'Allemagne impériale et celles propres à la France républicaine, il est certain que Luxemburg partageait avec Vaillant cette conception d'un socialisme qui constituait la forme suprême de la démocratie républicaine. Des liens encore plus importants les rapprochaient. Tous deux soulignaient l'importance de la théorie tout en exhortant à une action incessante et totale. Tous deux refusaient de distinguer le mouvement et le but final. Tous deux reconnaissaient le rapport étroit, pour ne pas dire dialectique, entre réformes et révolution. Tous deux rejetaient la notion de minorités révolutionnaires et appelaient à la mobilisation de l'ensemble des masses populaires. Tous deux insistaient sur la nécessité non seulement d'un parti uni et puissant mais également d'un mouvement ouvrier et syndicaliste agissant et autonome. Et tous deux étaient profondément internationalistes dans leur façon d'aborder la problématique générale du socialisme européen de l'époque.

Il est évident que l'esprit politique d'Edouard Vaillant mérite attention en 1982. Ne jamais dissocier le mouvement et le but, ne jamais perdre de vue, même aux moments les plus intenses de l'action ponctuelle et immédiate, l'objectif lointain du socialisme, étudier et évaluer chaque action partielle en fonction de son rapport à l'ensemble de l'action totale, rechercher avant toute chose les bases durables de l'unité organique entre toutes les forces de la gauche, rejeter

toujours les réactions dogmatiques et les solutions de facilité au nom d'une analyse plus subtile et plus fine qui cherche à intégrer dans la forme d'action politique retenue tous les éléments de la problématique, enfin allier dans la pratique une vision idéologique générale et un sens tout empirique des règles du jeu dans le milieu politique où l'on se meut; voici des principes qui ne manquent nullement de pertinence dans la France mitterrandiste.

Pourtant, cette «pertinence» doit être nuancée par une appréciation historique de la différence entre la perception du monde qui était celle des socialistes d'alors et celle que nous pouvons nous permettre à la fin d'un des siècles les plus meurtriers et brutaux de l'histoire. Les socialistes de 1900 voyaient autour d'eux un monde qui, bien que sujet à de profondes et rapides mutations, n'en était pas moins relativement peu complexe et surtout compréhensible. Un monde qui se dirigeait infailliblement vers «le progrès». La critique marxiste leur apparaissait comme une source de vérités de plus en plus évidentes. Les contradictions inhérentes au système capitaliste sautaient aux yeux et les chances de survie d'un mode de production aussi bringuebalant leur semblaient nulles. Pour eux, la solution de rechange proposée par le socialisme suivait si manifestement la route tracée par l'histoire elle-même que le seul élément d'incertitude semblait être la date et les circonstances particulières du passage d'un système à l'autre. Engels confiait à Vaillant en 1890 qu'à son avis ils étaient certains d'assister à la « crise révolutionnaire » avant la fin du siècle.

Il nous est difficile, en 1982, de partager la « simplicité innocente » de cet optimisme révolutionnaire. Les *détails* de la démarche politique d'un Jaurès, d'un Guesde ou d'un Vaillant revêtent surtout un intérêt historique et rétrospectif. Dans le cas de Vaillant, cet intérêt est néanmoins au plus haut point instructif, car, nous l'avons vu, ce fut le plus souvent lui qui proposa le premier la solution aux grandes questions auxquelles se heurtaient les socialistes de la Belle Epoque. Ces solutions n'étaient peut-être pas toujours les meilleures possibles ou imaginables et elles sont d'une application problématique de nos jours. Mais elles n'en regroupaient pas moins autour d'elles la majorité sinon l'unanimité des socialistes d'alors et elles témoignent ainsi de façon précieuse de la manière dont étaient envisagés et abordés par les socialistes les problèmes cruciaux du moment.

Mais si les détails de la démarche politique vaillantiste offrent surtout un intérêt historique, l'esprit et l'attitude qui

les animaient gardent néanmoins de nos jours un intérêt et une valeur exceptionnels.

Son attitude envers le «réformisme» nous laisse entrevoir un moyen de concilier l'œuvre immédiate et l'objectif lointain. Sa synthèse de la théorie marxiste et de la pratique républicaine mérite réflexion de la part de ceux qui n'y voient qu'opposition et contradiction. Sa vigoureuse plaidoirie en faveur de l'autonomie du mouvement ouvrier et syndicaliste par rapport aux organisations politiques revêt, grâce aux événements de Pologne et de France, une pertinence très actuelle. La façon dont il a œuvré brillamment en faveur de l'unité socialiste n'a nullement perdu de son intérêt. Enfin son action internationaliste, bien qu'ayant échoué sur les récifs d'une crise généralisée dont les historiens continuent toujours à essayer de sonder la profondeur des origines, prenait largement en compte la difficile dialectique du nationalisme et de l'internationalisme.

Edouard Vaillant était sans aucun doute un des trois principaux artisans du socialisme moderne en France. L'on ne saurait pleinement comprendre celui-ci sans prendre sérieusement en compte sa contribution si riche, si variée et si cruciale. Il fut, à bien des égards, la clé de voute du socialisme français d'avant 1914. Comme disait Jaurès lui-même : « La pensée d'Edouard Vaillant représente l'adaptation la plus parfaite du socialisme scientifique à notre tempérament national ».

[illegible]

[redacted]

[illegible]

[illegible]

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

I ARCHIVES

La liste qui suit a pour objectif de fournir une indication très générale des sources utilisées dans divers fonds publics et privés. Pour des références plus détaillées, le lecteur est prié de se reporter à ma thèse de doctorat citée ci-après (ouvrages sur Vaillant).

Angleterre :
Public Record Office, Londres (PRO) : Index 28909 (1863-90 : France)

France :
Bibliothèque Nationale, Paris (BN) : Manuscrits Blanqui

Archives nationales, Paris (AN) : Série F7 (Police générale)
Série BB (procureurs généraux)

Archives de la Préfecture de Police, Paris (APP) :
Série Ba 1515 (Les blanquistes)
Série Ba 1517 (Les blanquistes patriotes)
Série Ba 41-45 (Premier mai 1890-91)
Série Ba 46-50 (Premier mai 1892-98)
Série Ba 627 (Socialistes et boulangistes)
Série Ba 653-661 (Elections de 1898)
Série Ba 891 (Le 18 mars 1898-1901)
Série Ba 1472-73 (Le socialisme 1893-1914)
Série Ba 1487-90 (Socialistes révolutionnaires 1882-1900)
Série Ba 1545-46 (Anniversaire de la semaine sanglante 1897-1908)

En outre, ces archives contiennent de très nombreux dossiers sur la plupart des militants blanquistes et socialistes ainsi que sur la plupart des manifestations de la vie socialiste et révolutionnaire à la Belle Epoque. Mais les renseignements fournis par les indicateurs sont à utiliser avec circonspection et prudence.

Archives de l'Institut français d'Histoire sociale, Paris (IFHS)
14 AS 99 bis (Fonds Eudes)
14 AS 117 (Fonds Foulon)
14 AS 204 (Fonds Gosset)
14 AS 34, 42 bis & 53 bis (Fonds Delesalle)
14 AS 68 (Fonds Dunois)
14 AS 174 (Fonds Monatte)
14 AS 189 (Fonds don Maitron)
14 AS 217 (Fonds Parenthou-Dormoy)

En plus, l'Institut français d'histoire sociale possède de très nombreux cartons dans le *Fonds Dommanget.*

Archives du Musée Social, Paris (M.S.) : Correspondance Vaillant/ Léon de Seilhac.

Archives privées, Jules-Marie Guesde : Correspondance Vaillant/Guesde et Vaillant/Lafargue.

Belgique :

Archives Huysmans, Anvers (BSI). Papiers du Bureau socialiste international.

Suisse :

Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (IUHEI) : Papiers d'Ernest Granger.

Pays-Bas :

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam (I.I.S.G.) :

Papiers Andréas Scheu.
Papiers Wilhelm Liebknecht.
Papiers Jules Guesde.
Papiers Karl Kautsky.
Papiers Johann-Philip Becker.
Papiers Marx/Engels.
Kleine Korrespondenz.

Italie :

Istituto Giangiacomo Feltrinelli, Milan (I.G.F.) :

L'institut possède la collection la plus complète des lettres de Vaillant au Bureau socialiste international.

Union Soviétique :

Institut Marxiste-Léniniste, Moscou (I.M.L.) :

Cet institut a eu la gentillesse de me communiquer certains ouvrages de Vaillant qui ne se trouvent pas dans d'autres fonds européens. Par contre, je n'ai pas pu avoir l'autorisation de consulter des lettres entre Vaillant et : Charles Longuet, Piotr Lavrov, Karl Kautsky et Paul Lafargue.

II OUVRAGES D'ÉDOUARD VAILLANT

Assurance Sociale, Paris, Imprimerie centrale de la Bourse, 1901, in-8°, 40 pages (I.F.H.S., I.I.S.G., I.M.L.).

Cherté de la Vie et Nationalisation du Sol, Paris, Marcel Rivière, 1914, in-8°, 70 pages (I.F.H.S., I.I.S.G., I.M.L.).

Le Chômage à la Chambre, Limoges, Bibliothèque de la Fédération socialiste révolutionnaire de la Haute-Vienne, 1905, in-12, 50 pages (I.F.H.S., I.I.S.G., I.M.L.).

Au Congrès d'Amsterdam (avec Jules Guesde et Auguste Bebel), Paris, Bibliothèque du P.S.D.F., s.d., [1904] in-12, 32 pages (I.F.H.S., B.N., I.M.L.).

Congrès socialiste international de Vienne (23-29 août 1914) Documents, 1ère commission : Le Chômage, Rapport Vaillant, Bruxelles, B.S.I., 1914, in-8°, 16 pages (I.F.H.S., I.M.L., document reproduit dans Georges HAUPT, *Le Congrès manqué,* Paris, Maspero, 1965, pp. 125-140).

Aux Communeux, Londres, Imp. de Graag, 1874 (document reproduit par Jean MAITRON, « En dépouillant les archives du Général Eudes », *L'Actualité de l'Histoire,* 6, 1954).

Declaration of the French section duly appointed to the Comrades of the Congress (avec Eugène Guérard), Londres, 1896 (voir références dans Georges HAUPT, *La Deuxième Internationale,* Paris-La Haye, Mouton, 1964, p. 161.).

Ecrits d'Hier, Vérités d'Aujourd'hui, Paris, Librairie Populaire, 1930, in-12, 23 pages (I.F.H.S.).

L'Evolution économique et la révolution sociale, Paris, Imprimerie ouvrière du Centre, 1906, in-12, 31 pages. 2e édition : Paris, Imprimerie l'Emancipatrice, 1936, in-16, 47 pages (I.F.H.S., B.N., I.I.S.G., I.M.L.).

La France et l'Opinion, s.l., s.d. [1867], in-12, 16 pages (I.F.H.S.).

Internationale et Révolution à propos du Congrès de La Haye, Londres, Imp. de Graag, 1872 (document reproduit dans *Cahiers de l'I.S.E.A.*, Série S., Etudes de Marxologie, No. 152, août, 1964, pp. 163-176).

La Législation ouvrière et l'hygiène, Paris, Bibliothèque ouvrière socialiste, 1901, in-16, 60 pages (I.F.H.S., I.M.L.).

Le Parti socialiste et la Confédération du Travail, Paris, Marcel Rivière, 1908, 72 pages (avec Jules Guesde et Hubert Lagardelle) (I.F.H.S., B.N., I.M.L.).

Le Parti socialiste révolutionnaire : son histoire, son programme, sa tactique, Paris, Bibliothèque du P.S.R., s.d.

L'Unité socialiste par Louis Dubreuilh suivi du discours prononcé au Tivoli-Vauxhall par Edouard Vaillant (avec Louis Dubreuilh), Paris, Bibliothèque du P.S.R., s.d.

Pour la Journée de huit heures et la semaine anglaise, Paris, Imprimerie l'Emancipatrice, 1913, in-8o, 64 pages (I.F.H.S., I.M.L.).

Pour le Peuple russe contre le Tsar, Paris, *L'Humanité,* s.d. [1908], in-16, 16 pages (B.N., I.M.L.).

Révision par le Peuple, Paris, Typ. Fremont, s.d. [1895], in-8o, 8 pages (Musée Social).

Le Suffrage Universel et les Elections municipales, Paris, Imprimerie du passage de l'Opéra, 1880, in-16, 22 pages (Musée Social).

Suppression de l'Armée permanente et des conseils de guerre, Paris, Bibliothèque du P.S.D.F., s.d. [1904], in-16, 63 pages (I.F.H.S., B.N., I.I.S.G.).

Les Syndicaux et leur Congrès, Bruxelles, Imp. E. J. Carlier, 1876 (document reproduit dans Alexandre ZÉVAÈS, *Le Socialisme en France depuis 1871,* Paris, Bibliothèque Charpentier, 1908, pp. 316-322).

Préfaces de Vaillant :

Auguste BLANQUI, *L'armée esclave et opprimée,* Paris, Parti socialiste, 1894, in-12, 36 pages (Préface de Vaillant, pp. 1-4) (I.F.H.S.).

A. BRUCKÈRE, *L'Assurance sociale et les assurances ouvrières allemandes,* Paris, s.d., in-12, 48 pages (Préface de Vaillant pp. 3-4) (I.M.L.).

Eugène POTTIER, *Chants révolutionnaires,* Paris, Bureau comité Pottier, s.d. (Préfaces de Vaillant, Allemane et Jaurès) (B.N.).

Félix PAGAND, *Méthode nouvelle,* Paris, G. Jacques, 1900, in-8o, 36 pages (Préface de Vaillant, p. 2) (B.N.).

Charles RAPPOPORT, *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire,* Paris, Bibliothèque du P.O.F., s.d., [1902], in-16, 70 pages (B.N., I.M.L.).

Correspondance publiée :

A part le volume de correspondance publié par Georges Haupt et Jolyon Howorth, cité ci-après (Ouvrages sur Vaillant), des lettres de ou à Vaillant ont été publiées dans les ouvrages suivants :

Karl GRÜN (ed.), *Feuerbach – Briefe,* Leipzig, 1904, 2 volumes (Correspondance Vaillant/Feuerbach).
Adéodat COMPÈRE-MOREL, *Jules Guesde, le socialisme fait homme,* Paris, Librairie Aristide Quillet, 1937 (Correspondance Vaillant/Guesde & Deville).
F. ENGELS, P. & L. LAFARGUE, *Correspondance,* Paris, 1956, 3 volumes (Correspondance Vaillant/Engels et Vaillant/Lafargue).
Karl MARX & F. ENGELS, *Werke,* Berlin, 1956 sq (Correspondance Vaillant/Marx & Engels in Vols. 37, 38, 39).

Articles de journaux ou de revues

Ce qui suit est la liste chronologique des périodiques auxquels Vaillant collaborait avec les dates de sa collaboration et, le cas échéant, la cote de la Bibliothèque Nationale, de la Bibliothèque de l'Arsenal (BN-AR) ou du Musée Social (MS).

Le Combat (Q), 1870-71, Lc^{2} 3323.
Ni Dieu Ni Maître (Q) 1880-1881, Lc^{2} 4033 & Micr D 10060.
La Tenaille (H) 1882-1883 Jo 5678.
Le Républicain socialiste du Centre (H) 1883-1884 Jo 5665.
Le Branle-Bas (H) 1884 Jo 4894.
Le Cri du Peuple (Q) 1884-1889 Lc^{2} 3402.
La Question Sociale (M) 1885 8° R 8622.
L'Homme Libre (Q) 1888 Lc^{2} 4616.
L'Egalité (Q) 1889-1890 Lc^{2} 4552.
L'Idée Nouvelle (M) 1890 4°R 1187.
Le Parti Socialiste (H) 1890 Gr. Fol. Lc^{2} 5032.
Le Socialiste de Commentry (H) 1890 Jo 90731.
Le Combat (Q) 1890 Lc^{2} 4131.
Le Parti Socialiste (H) 1891-1894 Lc^{2} 5411 & Micr. D 10092.
La Démocratie de l'Ouest (H) 1892 Jo 13292.
La Question Sociale (M) 1890-1898 MS : E. 4718.
L'Almanach de la Question Sociale (A) 1892-1902.
Le Socialiste du Centre (H) 1893-1894 Jo 90353.
La Petite République (Q) 1893-1898 Lc^{2} 3816 & Micr D 137.
Le Tocsin populaire du Berry (H) 1895-1903 Jo 90566 (Jo 90566).
La Carmagnole (H) 1896 BN-AR : 4° Jo 1084 5C.
Le Parti Ouvrier (Q) 1893-1895 Lc^{2} 4536 & Micr D 85.
Le Socialiste (H) 1899-1905 Lc^{2} 5693 & Micr D 189.
Le Petit Sou (Q) 1900-1902 Lc^{2} 5899 & Micr D 125.
La Dépêche de Lyon (Q) 1900-1901 Jo 13393.
L'Emancipation de Saint Denis (H) 1900-1905 Jo 14439.
L'Humanité (Q) 1905-1915 Gr. Fol. Lc^{2} 6139 & Micr D 279.
Le Socialiste (H) 1906-1914 Lc^{2} 5693 & Micr D 189.

En plus, Vaillant collaborait périodiquement à une vingtaine de journaux provinciaux dont la liste complète est dressée dans ma thèse, pp. 799-800. Il faut également consulter les annuaires :
Annuaire du C.R.C. et de l'A.C.R. pour 1896-1897.
Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R. pour 1898-1899.
Annuaire du P.S.R. et de l'A.C.R. pour 1899-1900.

Ces annuaires se trouvent à l'Institut français d'histoire sociale dans les fonds don Maitron, Dommanget et Parenthou-Dormoy.

Discours publiés

La liste complète des discours de Vaillant dans les Congrès socialistes ou internationaux, au Conseil municipal de Paris et à la Chambre des Députés est dressée dans ma thèse, pp. 800-809.

III OUVRAGES ET ARTICLES SUR ÉDOUARD VAILLANT

Maurice DOMMANGET, *Edouard Vaillant, un grand socialiste 1840-1915,* Paris, La Table Ronde, 1956.

Jolyon HOWORTH, *Edouard Vaillant and the French socialist movement : the tactics of "total action".* Thèse de doctorat (Ph. D.) inédite, University of Reading, G.B., 1973, 820 pages.

Georges HAUPT & Jolyon HOWORTH, *Edouard Vaillant, délégué au Bureau socialiste international : correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915),* Milano, Feltrinelli, 1976 (Estratto da *Annali*, 1976).

M. GIGAGNON, *Edouard Vaillant et le blanquisme de 1880-1905,* D.E.S., Sorbonne, 1954 (I.F.H.S.).

Dans sa biographie de Vaillant, Dommanget cite une quarantaine d'articles consacrés à Vaillant entre 1915 et 1956 (op. cit. pp. 341-343). Depuis la publication de cet ouvrage, les articles suivants ont été publiés :

Albert FOURNIER, « Edouard Vaillant. Délégué à l'Enseignement » in *Europe*, novembre / décembre 1970, 131-150.

Jolyon HOWORTH, « La propagande socialiste d'Edouard Vaillant pendant les années 1880-1884 » in *Le Mouvement Social,* 72 (1970) 83-119.

Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant » in *International Review of Social History,* XVII (1972) 1-2, 408-420.

Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant » in J. ROUGERIE (ed.), *1871 : Jalons pour une histoire de la Commune de Paris,* Assen 1972, Paris, 1973, 408-420.

Jolyon HOWORTH, « Vaillant, la République et le Socialisme en 1900 », in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes,* 50 (1973), 11-20.

Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant, le socialisme et le mouvement syndical, 1888-1907 » in *La Nouvelle Revue Socialiste,* 12-13 (1975), 94-116.

Jolyon HOWORTH, « Edouard Vaillant et Jean Jaurès : éléments d'une influence latente » in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes,* 62 (1976), 5-16.

Jolyon HOWORTH & Georges HAUPT, « La *Correspondance* entre E. Vaillant et le Bureau Socialiste international, une source d'études jaurésiennes » in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes,* 62 (1976), 16-18.

Jolyon HOWORTH, « The Myth of Blanquism under the Third Republic (1871-1900) » in *The Journal of Modern History,* 48 (1976) 31 pages (IJ-00010).
Jolyon HOWORTH, « The French socialists and anticlericalism : the position of Edouard Vaillant and the *Parti socialiste révolutionnaire* » in *International Review of Social History,* XXII (1977) Part 2, 165-183.
Jolyon HOWORTH, « Un inédit de Vaillant sur Jaurès » in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes* », 67 (1977), 7-8.
Jolyon HOWORTH, « Portrait du dirigeant communard : Edouard Vaillant » in *La Commune,* 8, (1977), 50-63.
J. RAYMOND, « Edouard Vaillant » in Jean MAITRON (ed.) *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français,* Paris, Editions Ouvrières, 1977, Tome 15, pp. 266-272.
Claude PENNETIER, « Etat des travaux sur Edouard Vaillant » in *Cahiers d'Archéologie et d'Histoire du Berry,* 1977.

IV OUVRAGES SUR LE SOCIALISME ET LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS ET INTERNATIONAL

Charles ANDLER, *La Vie de Lucien Herr,* Paris, 1932.
Shlomo AVINERI, *The Social and Political thought of Karl Marx,* Cambridge, 1968.
Jean-Pierre AZÉMA & Michel WINOCK, *Les Communards,* Paris, 1964.
Jean BANCAL, *Proudhon, œuvres choisies et présentées,* Paris, 1967.
Banquet des Municipalités socialistes, (Le), Paris, 1896.
Samuel BERNSTEIN, *Auguste Blanqui,* Paris, 1970.
Samuel BERNSTEIN, *The Beginnings of Marxian Socialism in France,* New York, nouvelle édition, 1965.
Samuel BERNSTEIN, « Jules Guesde : Pioneer of Marxism in France », *Science and Society,* 4 (1940), 29-56.
Auguste BLANQUI, *L'Armée esclave et opprimée,* Paris, 1880.
Auguste BLANQUI, *Critique Sociale,* Paris, 1885, 2 volumes.
Auguste BLANQUI, *La Patrie en Danger,* Paris, 1871.
Léon BLUM, *Les Congrès ouvriers et socialistes français,* Paris, 1901, 2 volumes.
Georges BOURGIN et G. HENRIOT, *Procès-Verbaux de la Commune de Paris,* 1924 & 1945, 2 volumes.
Julius BRAUNTHAL, *History of the International,* New York, 1967, 2 volumes.
Robert BRÉCY, *La Grève générale en France,* Paris, 1969.
Robert BRÉCY, *Le Mouvement syndical en France (1870-1921) : Essai bibliographique,* Paris, 1963; réédition, 1982.
Jules-Louis BRETON, *L'Unité socialiste,* Paris, 1911.
Paul BROUSSE, *Propriété collective et services publics,* Paris, 1883.
Jean BRUHAT, Jean DAUTRY & Emile TERSEN, *La Commune de 1871,* Paris, 1970.
Bulletins de la Société d'Etudes jaurésiennes, Paris, 1959-82.
Marcel CACHIN, « L'Unité de 1905 » in *Cahiers du Communisme,* février 1946.
Alexandre CHABOSEAU, *De Babeuf à la Commune,* Paris, 1911.

Félicien CHALLAYE, *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste,* Paris, 1909.
Maurice CHARNAY, *Les Allemanistes,* Paris, 1911.
Emmanuel CHAUVIÈRE, *L'Histoire devant la Raison et la Vérité,* Paris, 1880.
Jules CLÈRE, *Les Hommes de la Commune,* Paris, 1871.
Adéodat COMPÈRE-MOREL (sous la Direction de), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière,* Paris, 1912, 12 volumes.
Adéodat COMPÈRE-MOREL (ed.), *Grand Dictionnaire socialiste du mouvement politique et économique national et international,* Paris, 1924.
Adéodat COMPÈRE-MOREL, *Jules Guesde, le socialisme fait homme, 1845-1922,* Paris, 1924.
Charles DA COSTA, *Les Blanquistes,* Paris, 1912.
Charles DA COSTA, *La Commune vécue,* Paris, 1903-1904, 3 volumes.
Jean DAUTRY & Lucien SCHELER, *Le Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris,* Paris, 1960.
Leslie DERFLER, « Le "cas" Millerand : une nouvelle interprétation » in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine,* X, (1963).
Leslie DERFLER, *Alexandre Millerand : the socialist years,* Paris, 1977.
Gabriel DEVILLE, *Aperçu sur le socialisme scientifique,* Paris, 1883.
Edouard DOLLÉANS, *Histoire du Mouvement ouvrier,* Paris, 1936-1953, 3 volumes.
Maurice DOMMANGET, *Auguste Blanqui au début de la III^e^ République, 1871-1880,* Paris, 1971.
Maurice DOMMANGET, *Auguste Blanqui : des origines à la révolution de 1848,* Paris, 1969.
Maurice DOMMANGET, *Blanqui,* Paris, 1970.
Maurice DOMMANGET, *Blanqui, la guerre de 1870-71 et la Commune,* Paris, 1947.
Maurice DOMMANGET, *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire,* Paris, 1960.
Maurice DOMMANGET, *La Chevalerie du Travail français, 1893-1911,* Lausanne, 1967.
Maurice DOMMANGET, *L'Enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune,* Paris, s.d. 1964.
Maurice DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai,* Paris, 1953.
Maurice DOMMANGET, *Hommes et Choses de la Commune,* Marseille, 1937.
Maurice DOMMANGET, *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui,* Paris, 1957.
Maurice DOMMANGET, *L'Introduction du marxisme en France,* Lausanne, 1969.
Milorad M. DRACHKOVITCH, *The Revolutionary Internationals,* Londres, 1966.
Milorad M. DRACHKOVITCH, *Les Socialismes français et allemand et le problème de la guerre,* 1870-1914, Genève, 1954.
Jacques DROZ (ed.) *Histoire générale du socialisme,* Paris, 1974, 3 vol.
Henri DUBIEF, *Le Syndicalisme révolutionnaire,* Paris, 1969.
Stewart EDWARDS, *The Communards of Paris, 1871,* Londres, 1973.
Stewart EDWARDS, *The Paris Commune, 1871,*London, 1971.
Friedrich ENGELS, Paul & Laura LAFARGUE, *Correspondance,* Paris, Emile Bottigeli, 1956, 3 volumes.
Friedrich ENGELS, *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* Paris, 1962.

Enquête sur la Commune de Paris, Paris, (Revue Blanche), 1897.
Jean-Jacques FIECHTER, *Le Socialisme français : de l'affaire Dreyfus à la grande guerre,* Genève, 1965.
Jacques FREYMOND (ed.), *La Première Internationale. Recueil de Documents,* Genève, 1962, 2 volumes.
S. FROUMOV, *La Commune de Paris et la démocratisation de l'Ecole,* Moscou, s.d.
Roger GARAUDY, *Les Sources françaises du socialisme scientifique,* Paris, 1949.
Gustave GEFFROY, *L'Enfermé,* Paris, 1897.
General Council of the First International, The : Minutes, Moscou, s.d. 5 volumes.
Hans GERTH (ed.), *The First International : Minutes of the Hague Congress of 1872,* Madison, Wis., 1958.
Raoul GIRARDET, *Le Nationalisme français, 1871-1914,* Paris, 1966.
Harvey GOLDBERG, *The Life of Jean Jaurès,* Madison, Wis., 1962.
Harvey GOLDBERG, *Jean Jaurès : La biographie du fondateur du Parti socialiste français,* Paris, 1970.
Jean GRAVE, *La Société mourante et l'anarchie,* Paris, 1893.
Daniel GUÉRIN, *Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme,* Paris, 1970, 4 volumes.
Jules GUESDE, *Collectivisme et révolution,* Paris, 1945.
Jules GUESDE, *Services publics et socialisme,* Paris, 1884.
Jules GUESDE, *Textes Choisis* (ed. Claude Willard), Paris, 1959.
Jules GUESDE et Paul LAFARGUE, *Le Programme du Parti ouvrier : son histoire, ses considérants, ses articles,* Paris, 1883.
James GUILLAUME, *L'Internationale : Documents et souvenirs, 1864-1878,* s.l. 1905, 4 volumes.
Georges GURVITCH, *Proudhon, sa vie, son œuvre avec un exposé de sa philosophie,* Paris, 1965.
R. HAGNAUER, *L'Actualité de la Charte d'Amiens,* Paris, 1956.
Daniel HALÉVY, *Essais sur le mouvement ouvrier en France,* Paris, 1910.
Georges HAUPT (ed.), *Bureau socialiste international, Vol. I, 1900-1907. Comptes rendus des réunions, manifestes, circulaires,* Paris-La Haye, 1969.
Georges HAUPT, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la Première guerre mondiale,* Paris, 1965.
Georges HAUPT, *La IIe Internationale, 1889-1914. Etude critique des sources, essai bibliographique,* Paris-La Haye, 1964.
Georges HAUPT, *Socialism and the Great War. The Collapse of the Second International,* Oxford, 1972.
Sidney HOOK,*From Hegel to Marx,* Ann Arbor, 1962.
Jolyon HOWORTH, « Socialists and Syndicalists in France : the symbiosis of struggle 1884-1890 » A.H.A., Dallas, 1977.
Jolyon HOWORTH, « Socialists and the Republic in the Twentieth Century : instrument of integration, agent of alienation or road to the revolution? » *Proceedings of 8th Annual Conference of W.S.F.H.,* Eugene, 1981.
Jolyon HOWORTH, « The Left in France and Germany, internationalism and war : a dialogue of the deaf? 1900-1914 » in Eric Cahm & Vladimir Fisera (eds.) *Socialism and Nationalism in contemporary Europe, 1848-1945,* Nottingham, 1979, volume 2.
Jolyon HOWORTH, « L'éclatement du blanquisme après la mort de Blanqui », *Actes du Colloque Blanqui,* Paris, octobre 1981.

Patrick H. HUTTON, *The Cult of the Revolutionary Tradition. The Blanquists in French Politics, 1864-1893,* Los Angeles, 1981.
Patrick H. HUTTON, « Popular Boulangism and the advent of mass politics in France, 1886-1890 », *Journal of Contemporary History,* 11 (1976).
Patrick H. HUTTON, « The role of the Blanquist party in Left-wing politics in France 1879-90 » in *The Journal of Modern History,* 46 (1974).
Sylvain HUMBERT, *Les Possibilistes,* Paris, 1911.
Sylvain HUMBERT, *Le Mouvement Syndical,* Paris, 1912.
Jean JAURÈS, *Discours parlementaires,* Paris, Cornely, 1904.
Jean JAURÈS, *L'Esprit du Socialisme,* Paris, 1964.
Jean JAURÈS, *La Classe ouvrière,* Paris, 1977, ed. Madeleine Rebérioux.
Jean JAURÈS & Jules GUESDE, *Les Deux Méthodes,* Lille 1900, nouvelle édition, Paris, 1968.
Jean JAURÈS & Paul LAFARGUE, *Idéalisme et Matérialisme dans la Conception de l'Histoire,* Paris, 1895.
Franck JELLINEK, *The Paris Commune of 1871,* New York, 1937.
James JOLL, *The Second International 1889-1914,* 2e édition, Londres, 1974.
Jean JOLLY, (ed.) *Dictionnaire des Parlementaires français, 1889-1940,* Paris, 1960-1977, 8 volumes.
Jean T. JOUGHIN, *The Paris Commune in French politics,* Baltimore, 1955, 2 volumes.
Journal Officiel de la République française, 3e année No. 79, 20 mars 1871 au No. 144, 24 mai 1871, Paris, 1871.
Jacques JUILLARD, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe,* Paris, 1971.
Paul LAFARGUE, *Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics,* Lille, 1899.
Paul LAFARGUE, *Textes Choisis* (ed. Jacques Girault), Paris, 1970.
André LEBEY, *Disques et Pellicules,* Paris, 1929.
Henri LEFEBVRE, *Le Marxisme,* Paris, 1948.
Henri LEFEBVRE, *Le Matérialisme dialectique,* Paris, 1940.
George LEFRANC, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République, 1875-1940,* Paris, 1963.
Georges LEFRANC, *Le mouvement syndical sous la Troisième République,* Paris, 1967.
Georges LEFRANC, *Le Syndicalisme en France,* Paris, 1953.
V.I. LENIN, *The State and Revolution,* Moscou, 1969.
Emile LEVASSEUR, *Questions ouvrières et industrielles en France sous la Troisième République,* Paris, 1907.
Louis LEVY, *Vieilles Histoires socialistes,* Paris, 1933.
George LICHTHEIM, *Marxism in Modern France,* New York, 1966.
Daniel LIGOU, *Histoire du socialisme en France, 1871-1961,* Paris, 1962.
Prosper-Olivier LISSAGARAY, *Histoire de la Commune de 1871,* Bruxelles, 1876, nouvelle édition, Paris, 1969.
Jean LONGUET, *La politique internationale du marxisme. Karl Marx et la France,* Paris, 1918.
J. MAGNIEN, *Alexandre Millerand,* Paris, DES, Faculté de Droit, 1962.
Jean MAITRON (ed.) *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français,* Paris, 1964-1982, 16 volumes.
Jean MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France, 1880-1914,* Paris, 1951.
Jean MAITRON, *Paul Delesalle, le syndicalisme révolutionnaire,* Paris, 1952.
Jean MAITRON, « Le parti blanquiste de 1871-1880 », *L'Actualité de l'histoire,* 6, (1954).

Jean MAITRON, « A partir des papiers du général Eudes », *L'Actualité de l'histoire*, 5, (1953).
Arlette MARCHAL, *Le mouvement blanquiste, 1871-1905*, Paris, DES, 1949.
P. MARCHAND, *Recherches sur le mouvement blanquiste en province*, Paris, DES, 1959.
Wladimir MARTEL, *Mes entretiens avec Granger*, Paris, 1939.
André MARTY, *Quelques aspects de l'activité de Blanqui*, Paris, 1951.
Karl MARX, *Le Capital*, Paris, 1946-57, 8 volumes.
Karl MARX, *La Guerre civile en France*, Paris, nouvelle édition, 1968.
Karl MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, 1957.
Karl MARX, *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, 1963.
Karl MARX, *Les Luttes de classes en France*, Paris, 1952.
Karl MARX, *Œuvres Complètes*, Paris, 1947-1954, 9 volumes.
Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Correspondance*, Paris, 1933.
Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, 1948.
Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, 1961.
Karl MARX & Friedrich ENGELS, *L'Idéologie allemande*, Paris, 1968.
Karl MARX & Friedrich ENGELS, *Le Syndicalisme*, Paris, 1972, 2 volumes.
Edward S. MASON, *The Paris Commune*, réimpression, New York, 1967.
Claude MAUGER, *Les débuts du socialisme marxiste en France*, Paris, 1908.
Neil MCINNES, « Les débuts du marxisme théorique en France et en Italie », in *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série S, 102 (1954).
David MCLELLAND, *Marx before Marxism*, Londres, 1970.
David MCLELLAND, *Karl Marx, his life and thought*, Londres, 1973.
Alexandre MILLERAND, *Le socialisme réformiste français*, Paris, 1903.
Miklos MOLNAR, *Le déclin de la Première Internationale*, Genève, 1963.
Bernard MOSS, *The Origins of the French Labor movement, 1830-1914 : the socialism of skilled workers*, Berkeley, 1976.
Le Mouvement social N°. 39 (1962) N°. spécial sur Jaurès.
Le Mouvement social N°. 51 (1965) N°. spécial sur la Première Internationale.
Le Mouvement social N°. 65 (1968) N°. spécial sur l'Etat.
Le Mouvement social N°. 79 (1972) N°. spécial sur la Commune de 1871 – Cahiers du Mouvement social.
Alfred NAQUET, *Socialisme collectiviste et socialisme libéral*, Paris, 1890.
Aaron NOLAND, *The Founding of the French socialist party, 1893-1905*, Cambridge, Mass., 1956.
A. ORRY, *Les Socialistes indépendants*, Paris, 1911.
Fernand PELLOUTIER, *Histoire des Bourses du travail, origine, institutions, avenir*, Paris, 1902.
Fernand PELLOUTIER, *Le Congrès général du Parti socialiste français, précédé d'une lettre aux anarchistes*, Paris, 1900.
Claude PENNETIER, *Le Socialisme dans le Cher, 1851-1921*, Paris, La Charité, 1982.
Michelle PERROT, *Les Ouvriers en grève*, Paris, La Haye, 1974, 2 volumes.
Michelle PERROT, « Les Guesdistes : Controverse sur l'introduction du marxisme en France », in *Les Annales, économies, sociétés, civilisations*, 22, (1967).
Michelle PERROT, « Le premier journal marxiste français : *L'Egalité* de Jules Guesde, 1877-1883 », in *L'Actualité de l'histoire*, 28, (1959).
Michelle PERROT & Annie KRIEGEL, *Le Socialisme français et le pouvoir*, Paris, 1966.

André PHILIP, *Les Socialistes,* Paris, 1967.
Phryné & Michel PIGENET, R. RYGIEL & M. PICARD, *Terre de Luttes, (les précurseurs, 1848-1939), Histoire du mouvement ouvrier dans le Cher,* Paris, 1977.
G. PINZANI, « Il caso Millerand e il socialismo internationale, 1899-1901 », in *Studi Storici,* 1966.
Marcel PRELOT, *L'évolution politique du socialisme français, 1789-1934,* Paris, 1939.
La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement, Paris, 1968.
Jacques PROLO, *Les Anarchistes,* Paris, 1912.
Pierre-Joseph PROUDHON, *De la capacité politique des classes ouvrières,* Paris, 1865.
Jean RABAUT, *Jean Jaurès,* Paris, 1981.
Jean RABAUT, *Jaurès et son assassin,* Paris, 1967.
Charles RAPPOPORT, *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste,* Paris, 1915.
Charles RAPPOPORT, *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire,* Paris, s.d. 1902.
Madeleine REBÉRIOUX, *Jean Jaurès : Textes Choisis,* Paris, 1959.
Madeleine REBÉRIOUX, (ed.), *Jaurès et la Classe ouvrière,* Paris, 1981.
Jean-Daniel REYNAUD, *Les Syndicats en France,* Paris, 1968.
Sian REYNOLDS, *La Vie de Jean Allemane (1843-1935),* Doctorat de 3e cycle Université de Paris VII (sous la direction de Michelle Perrot), juin 1981.
Frederick F. RIDLEY, *Revolutionary syndicalism in France : the direct action of its time,* Cambridge, 1970.
Charles RIHS, *La Commune de Paris, 1871 : ses structures et ses doctrines,* Paris, 1973.
Michèle RIOT-SARCEY, *La République sociale : vaillantistes et guesdistes, 1889-1896,* Mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1977.
Denise ROSSIGNOL, *Le Mouvement socialiste en France de 1906 à 1914,* DES, Sorbonne, s.d.
Jacques ROUGERIE, (ed.), *1871 : Jalons pour une histoire de la Commune de Paris,* Assen, 1972, Paris, 1973.
Jacques ROUGERIE, *Paris Libre,* Paris, 1971.
Jacques ROUGERIE, *Procès des Communards,* Paris, 1964.
Eugene SCHULKIND (ed.), *The Paris Commune of 1871 : the view from the left,* Londres, 1972.
Léon de SEILHAC, *Les Congrès ouvriers en France, 1876-1897,* Paris, 1899.
Léon de SEILHAC, *Les Congrès ouvriers en France, 1893-1909,* Reims, 1909.
Léon de SEILHAC, *Le Monde Socialiste,* Paris, 1904.
Alan B. SPITZER, *The revolutionary theories of Louis-Auguste Blanqui,* New York, 1957.
David STAFFORD, *From Anarchism to Reformism : a study of the activities of Paul Brousse,* London, 1971.
Zeev STERNHELL, *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme,* Paris, 1978.
Gabriel TERRAIL [Mermeix], *La France socialiste,* Paris, 1886.
J.-A. TOURNERIE, *Le Ministère du Travail, origines et premiers développements,* Paris, 1971.
Les trente et une séances officielles de la Commune de Paris, Paris, 1871.
Gustave TRIDON, *Du molochisme juif : études critiques et philosophiques,* Bruxelles, 1884.

Jules VALLES, *L'Insurgé,* Paris, 1885.
J. VERLHAC, *La formation de l'unité socialiste,* DES, Sorbonne, 1947.
V.P. VOLGUINE (ed.), *Blanqui : Textes Choisis,* Paris, 1955.
Maxime VUILLAUME, *Mes Cahiers rouges au temps de la Commune,* Paris, 1909.
Claude WILLARD, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905) : les guesdistes,* Paris, 1965.
Claude WILLARD, *Socialisme et communisme français,* Paris, 1967.
Michel WINOCK, « Les Allemanistes » in *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes,* 50, (1973).
Michel WINOCK, « Le Congrès de Chatellerault et la naissance du parti "allemaniste" (1890-1891) » in *Le Mouvement Social,* 74, (1971).
Alexandre ZÉVAÈS, *Auguste Blanqui,* Paris, 1920.
Alexandre ZÉVAÈS, *Les Guesdistes,* Paris, 1911.
Alexandre ZÉVAÈS, *Histoire du socialisme et du communisme en France, 1871-1947,* Paris, 1947.
Alexandre ZÉVAÈS, *De l'Introduction du Marxisme en France,* Paris, 1947.
Alexandre ZÉVAÈS, *De La Semaine sanglante au congrès de Marseille,* Paris, 1911.
Alexandre ZÉVAÈS, *Le Socialisme en 1912,* Paris, 1912.
Alexandre ZÉVAÈS, *Le Socialisme en France depuis 1871,* Paris, 1908.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Entre parenthèses sont indiquées la périodicité d'une part et de l'autre la cote de la bibliothèque où l'on peut trouver ces journaux.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES CITÉES

Cet index renvoie aux noms de personnes citées à l'exception des historiens non contemporains de Vaillant, des membres de sa famille, et du sien propre – Le lecteur trouvera des notices biographiques plus complètes dans le *Dictionnaire du Mouvement Ouvrier,* publié sous la direction de Jean Maitron (Editions ouvrières).

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, MOUVEMENTS, COURANTS, (*) INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, MANIFESTATIONS, (**)

* **En caractère gras.**

** *En italique et classés,* le cas échéant dans les organisations concernées.

TABLES DES MATIÈRES

Chez le même éditeur

BAROUDI Abdalah. – *Idéologie, savoir, pouvoir.* 1981,128 p.

BEAULIEU M., BROHM J.-M., CAILLAT M. – *L'Empire Football,* 1982, 128 p., 18 × 23 (coll. Questions Clefs, nos 3-4).

BOUKHARINE Nicolas. – *L'économie politique du rentier,* préface de Pierre NAVILLE, publié avec le concours du CNRS, 1967. Nouvelle édition 1972, 204 p.

BOUKHARINE Nicolas. – *Économique de la période de transition,* préface de P. NAVILLE, biographie par Ewa ZARZYCKA-BÉRARD, notes de Lénine, 1976, 204 p.

BOUKHARINE Nicolas. – *L'impérialisme et l'accumulation du capital,* préface de P. NAVILLE, post-face de M. ANDREU, 1977, 224 p.

BRÉCY Robert. – *La grève générale en France,* préface de Jean MAITRON, 1969, X-102 p.

CRAIPEAU Yvan. – *Ces pays que l'on dit socialistes...,* 1982, 344 p.

DENIS Roch . – *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968,* coédition avec les P.S.I. de Montréal, 1979. 608 p.

DOMMANGET Maurice. – *Blanqui,* 1970, 104 p.

DOMMANGET Maurice. – *Eugène Pottier, membre de la Commune et chantre de l'Internationale,* 1971, XII-172 p.

DUPONT Fritz (Collectif franco-allemand). – *La sécurité contre les libertés. Le modèle ouest-allemand, modèle pour l'Europe?,* 1979, 304 p.

Écrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969).
– Textes de *Politika* et *Reporter* présentés par Pierre BROUÉ, 1973, 264 p.

GILLMAN Joseph M. – *La baisse du taux de profit,* présentation de post-face de Maurice ANDREU, 1980, 288 p.

GROSSI Manuel. – *L'insurrection des Asturies,* présentation de G. GARNIER, 1972, 240 p.

JAKUBOWSKI Franz. – *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'Histoire,* préface de J.-M. BROHM, post-face de B. FRAENKEL, avec un texte de L. TROTSKY, 1972, rééd. 1976, 222 p.

LAKS Monique. – *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965),* 1970, 336 p.

LÉON Abraham. – *La conception matérialiste de la question juive,* préfaces de M. RODINSON et E. GERMAIN, avec des textes d'I. DEUTSCHER et Léon TROTSKY, 1968. Nouvelle édition 1970, XLVIII-206 p.

Léon Trotsky. – Iconographie et mise en page de David KING, texte de Pierre BROUÉ, 1979, 21 × 31, 372 p.

LEONETTI Alfonso. – *Notes sur Gramsci,* préface de Pierre BROUÉ, 1974, 232 p.

LORA Guillermo. – *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire,* introd. par F. et C. CHESNAIS, 1972, CX-288 p.

LUKACS Georg. – *Lénine,* introduction par J.-M. BROHM, 1965, rééd. 1971, 132 p.

MARX Karl et ENGELS Friedrich. – *Critique de l'économie nationale,* présentation de J.-M. BROHM. Textes inédits, édition bilingue, 1975, 176 p.

MATTICK Paul. – *Intégration capitaliste et rupture ouvrière,* préface de Robert PARIS, 1972, 292 p.

MOGNISS. – *Jeunes immigrés hors les murs,* 1982, 64 p., 18 × 23 (coll. Questions Clefs, nº 2).

NAVILLE Pierre – *Questions du socialisme.*
T.I. – *La classe ouvrière et le régime gaulliste,* 1964, 492 p.
T. II. – *La guerre et la révolution, I - Guerres d'Asie,* 1967, 324 p.

NAVILLE Pierre. – *L'entre-deux-guerres.* 1 vol. 16 × 24, 1976, 628 p.

Otto Bauer et la Révolution (coll. «Praxis»). – Textes rassemblés et présentés par Yvon BOURDET, 1968, 304 p.

Pannekoek et les Conseils ouvriers (coll. «Praxis»). Textes choisis et présentés par Serge BRICIANIER, 1969, rééd. 1977, 312 p.

PASUKANIS Eugène. – *La théorie générale du droit et le marxisme,* préface de J.-M. VINCENT, 1970, rééd. 1976, 180 p.

PERROT Michèle et KRIEGEL Annie. – *Le socialisme français et le pouvoir,* 1966, 224 p.

Premier Congrès de l'Internationale Communiste. – Textes complets présentés par P. BROUÉ, publié avec le concours du CNRS, 1974, 1 vol. 16 × 24, 308 p.

Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste. – Textes présentés par Pierre BROUÉ, publié avec le concours du CNRS, 1980, un vol. 16 × 24, 512 p.

PREOBRAJENSKY Eugène. – *La Nouvelle économique,* préface de Pierre NAVILLE, introd. d'E. MANDEL, publié avec le concours du CNRS, 1966, rééd. 1972, 404 p.

Que lire? Bibliographie de la Révolution. – Ouvrage collectif. 1975, un vol., 264 p.

La Question chinoise dans l'Internationale communiste. – Dossier présenté par Pierre BROUÉ, 1965. Rééd. augmentée 1976, 544 p.

RADEK Karl. – *Les voies de la Révolution russe,* préface de F. BELLEVILLE, 1972, 96 p.

RAJSFUS Maurice. – *Des Juifs dans la collaboration,* l'U.G.I.F. 1941-1944. – Préface de Pierre VIDAL-NAQUET, 408 p. + 8 hors texte.

RAJSFUS Maurice. – *Sois Juif et tais-toi! 1930-1940, les Français «israélites» face au nazisme,* 1981, 320 p.

La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen. – Ouvrage collectif, présenté par Victor FAY, 1967, XIII-232 p.

SIMON Catherine, *Syndicalisme au féminin,* 1982, 64 p., 18 × 23 (coll. Questions Clefs, nº 1).

TROTSKY Léon. – *Défense du marxisme,* préface de Pierre NAVILLE, introd. de J.-J. MARIE, 1972. Rééd. 1976, 360 p.

TROTSKY Léon. – *Œuvres,* publiée sous la direction de Pierre BROUÉ, vol. 1, *mars 1933-juillet 1933,* vol. 2, *juillet-octobre 1933,* 1978, 320 p., vol. 3, *novembre 1933-avril 1934,* 1979, 360 p., vol. 4, *avril 1934-décembre 1934,* 1979, 368 p., vol. 5, *janvier-juin 1935,* 392 p., vol. 6, *juin-septembre 1935,* 300 p. vol. 7, *octobre-décembre 1935,* 296 p., vol. 8, *janvier-février 1936,* 240 p., vol. 9, *mars-mai 1936,* 312 p., vol. 10, *juin-juillet 1936,* 344 p., vol. 11, *août-décembre 1936,* 384 p., vol. 12, *décembre 1936-février 1937,* 408 p.

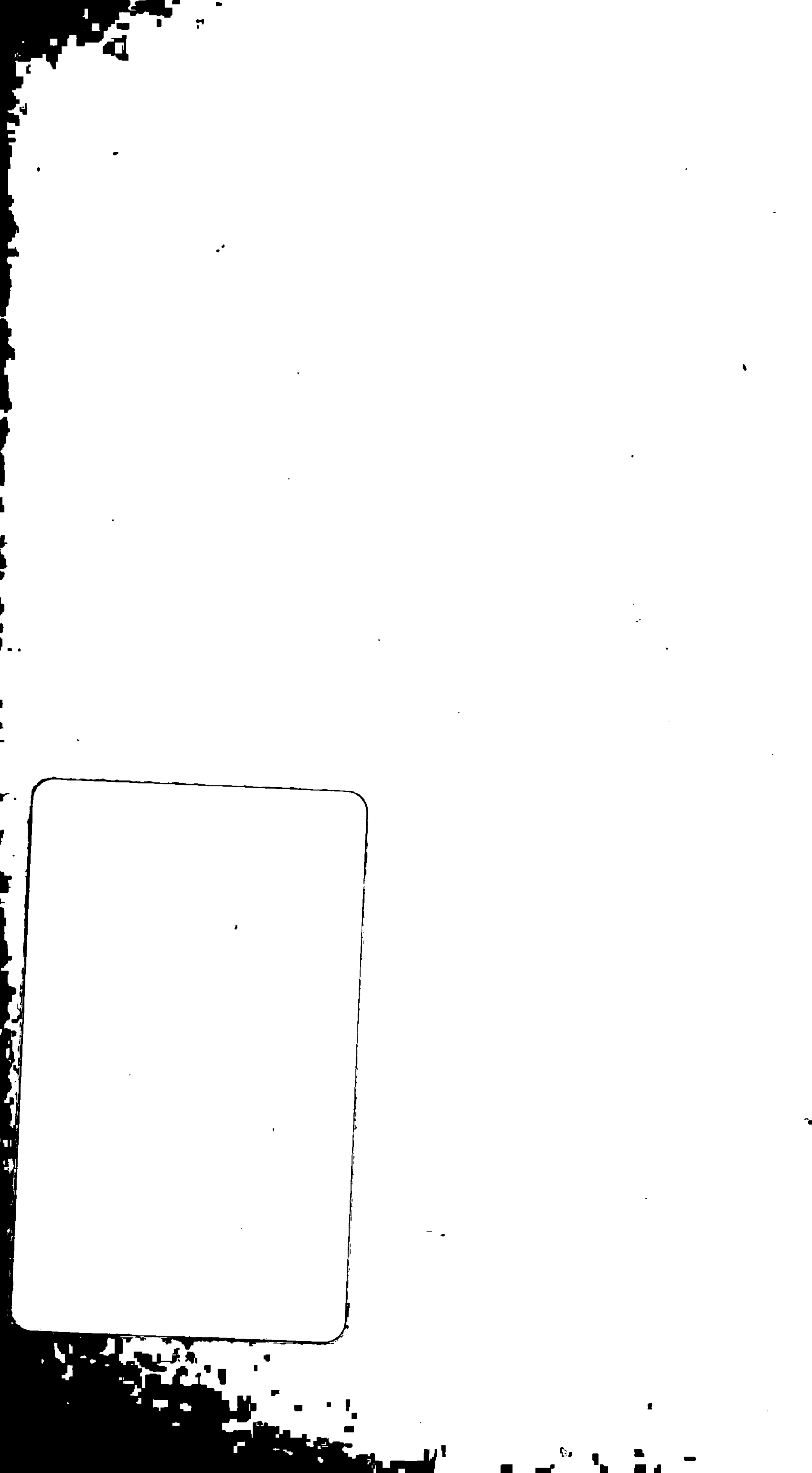
La Vérité (1940-1944). – Fac-similé des numéros clandestins. Présent. J.-M. BRABANT, M. DREYFUS, J. PLUET, 1978, 29 × 36, 272 p.

Catalogue sur demande :

Études et documentation internationales – 29, rue Descartes, 75005 Paris.

PHOTOCOMPOSITION MÉGATEX - 063.18.05
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1982
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
CORBIÈRE ET JUGAIN, A ALENÇON (ORNE)
N° D'ÉDITEUR 292-80

[illegible]

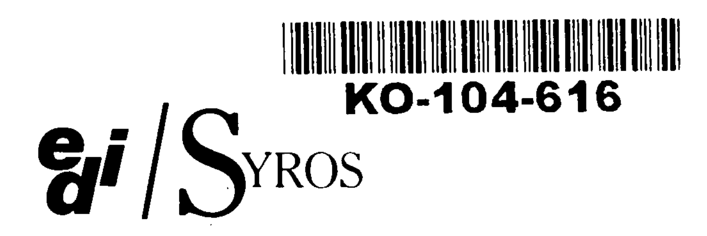


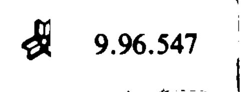
ÉDOUARD VAILLANT

Qui connaît cet oublié de l'Histoire, dont le nom émaille pourtant nos rues de villes en villes? A la place de l'image du blanquiste communard, ce livre fait apparaître la véritable personnalité d'Edouard Vaillant, trait d'union entre Jaurès et Guesde, entre CGT et S.F.I.O., clé de voûte du mouvement socialiste français du début du siècle. A travers ce dirigeant représentant la diversité et la vitalité du Parti socialiste, nous retrouvons la synthèse du marxisme théorique et du républicanisme pratique dans le grand élan révolutionnaire et populaire de la « Belle Epoque ». C'est le mérite de Jolyon Howorth de faire revivre la création de l'unité socialiste en France, dont Edouard Vaillant est l'artisan, et d'aider ainsi à comprendre les origines et l'essence du socialisme d'aujourd'hui.

A trente-sept ans, Jolyon Howorth, professeur à l'université d'Aston, après de longues recherches en France, a publié plusieurs travaux sur le mouvement socialiste français et figure parmi les meilleurs spécialistes de cette période.

Préface de Madeleine REBÉRIOUX




9.96.547

ISBN 2-85 139-071-6

Prix : **98 F**